
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XXV.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 4 NOVEMBRE AU 30 DÉCEMBRE 1890

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la cinquante-quatrième année du Règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DE LA SEPTIÈME LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

2ème SESSION DE 1890

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC :
IMPRIMÉ PAR BELLEAU & CIE

1890



PROCLAMATIONS

—000—

CANADA, }
Province de Québec. }
[L. S.] }

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTE^NDU que le DEUXIÈME jour du mois d'AVRIL dernier, il nous a plu de proroger la Législature de Notre Province de Québec, et la convoquer pour le DOUZIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix ;

ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons, en conséquence, les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présent le DOUZIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne, la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.] }

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement ;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et Flaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'Emission de Nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du SEIZIÈME jour de MAI courant, et rapportables le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le DIXIÈME jour du mois de JUIN prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de Gaspé, et pour les Districts Electoraux du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi et Saguenay, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt-dix, et de Notre Règne, la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec.

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons, par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre cité de Québec, en Notre dite Province, SAMEDI, le DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne, la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec,

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre cité de Québec, le DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Quebec*, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, mil huit cent quatre-vingt-dix, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Quebec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujet, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Quebec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Quebec*, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Quebec*; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Quebec*, dans Notre dite Province de *Quebec*, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne, la cinquante-quatrième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Quebec.

CANADA.
Province de *Quebec*. }
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Quebec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Quebec*, le ONZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-dix—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au ONZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-dix ;

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de *Québec*, le dit ONZIÈME jour de SEPTEMBRE courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé L'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la province de *Quebec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne, la cinquante-quatrième.

Par ordre,
L. DELORME,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Liste des noms des députés élus pour siéger dans l'Assemblée législative de la province de Québec, conformément aux brefs d'élection émis par Son Honneur A. R. Angers, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en date du seizième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix.

DISTRICTS ELECTORAUX.	OFFICIERS-RAPPORTEURS.	DÉPUTÉS ELUS.	REMARQUES.
Argenteuil.....	F. X. Prévost, Ecr.....	Owens, William.	
Arthabaska.....	P. L. Tousignant.....	Girouard, Joseph Ena.	
Bagot.....	Ernest D. Tétrault.....	McDonald, Milton.	
Beauce.....	F. E. Achille Taschereau Fortier.....	Blanchet, Honorable Jean.	
Beauharnois.....	Joseph Mayer.....	Bisson, Elie Hercule.	
Bellechasse.....	L. Solime Forgues.....	Turgeon, Adélaïde.	
Berthier.....	Amateur Demers.....	Chénavevert, Alphonse.	
Bonaventure.....	L. Philippe LeBel.....	Mercier, Honorable Honoré.....	Par acclamation.
Brome.....	H. S. Foster.....	England, Rufus Nelson.	
Chambly.....	J. T. A. Robert.....	Rocheleau, Antoine.	
Champlain.....	G. H. Dufresne.....	Grenier, Dr. Pierre.	
Charlevoix.....	P. H. Cimon.....	Morin, Joseph.....	Par acclamation.
Châteauguay.....	J. B. Poupard.....	Robitoux, Hon. Joseph Emery.	
Chicoutimi & Saguenay.....	O. Bossé.....	Côté, Onésime.	
Compton.....	Samuel Orr.....	McIntosh, John, J'ur.	
Deux-Montagnes.....	Dosithée Dupras.....	Beauchamp, Benjamin.	

Dorchester.....	François Fortier.....	Pelletier, Hon. Louis Philippe.
Drummond.....	Louis Ad. Bernard.....	Watts, William John.
Gaspé.....	James T. Tuzo.....	Carrier, Achille Ferdinand.
Hochelega.....	F. Filiatrault.....	Villeneuve, Joseph Octave.
Huntingdon.....	Andrew Somerville.....	Cameron, Dr. Alexander.
Iberville.....	M. A. Bessette.....	Gosselin, François, fils.
Jacques-Cartier.....	Honorable Rosaire Thibault.....	Boyer, Honorable Arthur.
Joliette.....	Jean Louis Brien dit Desrochers.....	Basinet, Louis.....
Kamouraska.....	F. A. Siros.....	Desjardins, Charles Alfred.
Lac St. Jean.....	Calixte Hébert.....	Marcotte, Pierre Léandre.
Laprairie.....	{ Frs. Et. Arnould..... }	Duhamel, Honorable Georges.
	{ Nommé par commission..... }	
L'Assomption.....	Jos. Z. Martel.....	Marion, Joseph.
Laval.....	A. E. Léonard.....	LeBlanc, Pierre Evariste.
Lévis.....	L. N. Carrier.....	Lemieux, François-Xavier.
L'Islet.....	Arsène Michaud.....	Déchêne, F. G. Miville.
Lotbinière.....	Augustin Bédard.....	Laibertié, Edouard Hippolyte.....
Maskinongé.....	L. E. Caron.....	Lessard, Joseph.
Matane.....	J. B. Saucier.....	Pinault, Louis Félix.
Mégantic.....	W. H. Lamby.....	Johnson, Andrew Stuart.
Missisquoi.....	Charles Stuart Cotton.....	Spencer, Elijah Edmund.
Montcalm.....	A. E. Thibodeau.....	Martin, Joseph Alcide.
Montmagny.....	P. R. Martineau.....	Bernatchez, Nazaire.
Montmorency.....	Gabriel Dick.....	Langelier, Honorable Charles.
Montréal No. 1.....	{ Joseph Barnabé..... }	Béland, Joseph.
	{ Nommé par commission..... }	

Par acclamation.

Par acclamation.

DISTRICTS ELECTORAUX.	OFFICIERS-RAPORTEURS.	DÉPUTÉS ÉLUS.	REMARQUES.
Montréal No. 2.....	Arthur B. Longpré.....	Brunet, Joseph.	
Montréal " 3.....	J. C. Anger.....	Rainville, Henri B.	
Montréal " 4.....	{ Onésime Marin..... } { Nommé par commission..... }	Clendinning, William.	
Montréal " 5.....	W. H. Ryland.....	Hall, John S.....	Par acclamation.
Montréal " 6.....	{ James E. Mullin..... } { Nommé par commission..... }	McShane, Honorable James.....	Par acclamation.
Naperville.....	Gabriel Marchand.....	Sté. Marie, Louis.	
Nicolet.....	Sévère L. de Lotinville.....	Monfette, Joseph Victor.	
Ottawa.....	L. S. Duhamel.....	Rochon, Alfred.	
Pontiac.....	Walter Rimer.....	Poupeve, William-Joseph.....	Par acclamation.
Portneuf.....	{ George A. de St. George..... } { Nommé par commission..... }	Tessier, Jules.	
Québec-Est.....	{ Edouard J. Angers..... } { Nommé par commission..... }	Shehyn, Honorable Joseph.....	Par acclamation.
Québec-Ouest.....	Charles Trudelle.....	Murphy, Owen.	
Québec-Centre.....	Honorable E. Bémillard.....	Rinfret, Dr. Rémi Ferdinand.....	Par acclamation.
Québec Comté.....	{ Charles Nardese Hamel..... } { Nommé par commission..... }	Fitzpatrick, Charles.	
Richmond.....	C. P. Cleveland.....	Bédard, Joseph.	
Richelieu.....	Pierre Guévremont.....	Cardin, Louis Pierre Paul.	

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

2ème SESSION, 1890

Mardi, 4 novembre 1890.

A la première session de la septième Législature de la province de Québec, commencée et tenue dans la cité de Québec, le quatrième jour de novembre, dans la cinquante-quatrième année du Règne de Notre Souveraine Dame, Victoria, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit quatre-vingt-dix.

Lequel jour, étant le premier jour de la réunion de cette Législature, pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée), Louis Delorme, écuyer, Greffier de l'Assemblée législative, Etienne Simard et Paul Ernest Smith, écuiera, Commissaires nommés en vertu du *per dedimus potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, tous s'y trouvant conformément à leur devoir ; le Greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit Louis Delorme un rôle contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée législative (et dont copie est ci-annexée,) les dits commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés,—cela étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le dit serment, ils ont pris leurs sièges dans la Chambre.

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Huissier à la Verge Noire, comme suit :

MESSIEURS :—

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, les membres se sont rendus dans la salle des séances du Conseil législatif, ou étant,

L'honorable Orateur du Conseil législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais, demain, à trois heures de l'après-midi, Son Honneur expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les membres étant de retour ;

L'honorable Honoré Mercier, membre représentant le district électoral de Bonaventure, s'adressant au Greffier, (qui s'étant levé, se tourne de son côté et ensuite s'assied) propose à la Chambre pour son Orateur, l'honorable Félix Gabriel Marchand, représentant le district électoral de Saint-Jean, la dite proposition est appuyée par l'honorable Joseph Shehyn, membre représentant le district électoral de Québec-Est.

Et la question étant posée, "Que l'honorable Félix Gabriel Marchand prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur" elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu, nemine contradicente, Que l'honorable Félix Gabriel Marchand prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré l'honorable Félix Gabriel Marchand dûment élu, il est conduit au fauteuil par les honorables messieurs Mercier et Shehyn ; et étant sur le premier degré de l'estrade du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur.

Après quoi il s'est assis dans le fauteuil ; et la masse (qui était auparavant sous la table) a été mise sur la table.

Alors, l'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que cette Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à demain, à 3 heures P. M.,.

Et la Chambre s'ajourne en conséquence.

Mercredi, 5 novembre 1890.

La Chambre s'étant assemblée et M. l'Orateur élu ayant pris le fauteuil ;

'Il est apporté un message par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Huissier à la Verge Noire :—

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur élu se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif,

Et alors M. l'Orateur s'exprime comme suit :

“ L'Assemblée législative m'a élu son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

“ Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée, et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations, ”

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

“ M. L'ORATEUR,

“ J'ai ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative, envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes les occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

“ J'ai aussi ordre de vous assurer que la Chambre aura un prompt accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions. ”

Et la Chambre étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, et que là il a informé son Honneur que le choix de l'Orateur était tombé sur lui ; qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, afin qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, recevoir une interprétation favorable de ses délibérations, et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront ;

Que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, il allouait et accordait à la Chambre tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de sa personne, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable, ses délibérations, ses paroles et ses actions.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, le Greffier de la Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le document suivant :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec. }

A Louis Delorme, écuyer, de la cité de Québec, Greffier de la Couronne en Chancellerie pour la province de Québec.

Nous, Joseph Emery Robidoux, député à l'Assemblée législative de la dite province pour le district électoral de Châteauguay, et Joseph Shehyn, député à l'Assemblée légis'

lative pour le district électoral de Québec-Est, vous requérons, par notre présent mandat, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Montmorency à la dite Assemblée législative, en remplacement, durant le prochain Parlement de Charles Langelier, écuyer, dont le siège à la dite Assemblée législative est devenu vacant par le fait de sa nomination comme Président du Conseil Exécutif de la dite province et de son acceptation de la dite charge.

Donné, sous notre seing et sceau, en la cité de Québec, dans la dite province de Québec, ce trentième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-dix.

L. S.

J. E. ROBIDOUX,
Député de la division électorale
de Chateauguay.

L. S.

JOSEPH SHRYHN,
Député de la division électorale,
de Québec-Est.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 17 juillet 1890.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du deuxième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Gabriel Dick, écuyer, registrateur, pour le district électoral de Montmorency, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Charles Langelier, écuyer, député à la dite Assemblée législative pour le dit district électoral de Montmorency, l'honorable Charles Langelier a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu, des juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875", les rapports et jugements relatifs aux élections :

Pour le district électoral de Dorchester ;
Et pour le district électoral de Vaudreuil.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

ÉLECTION CONTESTÉE DE DORCHESTER.

CANADA,
 PROVINCE DE QUÉBEC, }
 District de Beauce. }
 No. 8.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

LOI DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

Le onzième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-dix.

In re :

Election d'un membre pour le district électoral de Dorchester à l'Assemblée législative de la province de Québec, tenue le dixième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix, pour la présentation des candidats, et le dix-septième jour de juin susdit pour la votation.

Xaxier Roy, de la paroisse de Saint-Anselme, sellier,

Pétitionnaire,

vs

Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat,

Défendeur.

Du consentement des parties, la preuve et l'audition, sur les objections préliminaires, sont fixées au 8 septembre, à 3.30 P. M., au palais de justice, en la cité de Québec, en Chambre.

8 septembre 1890.

(Signé) H. C. PELLETIER,
 J. C. S.

Parties ouïes, par leurs avocats respectifs, sur le mérite des objections préliminaires, produites en cette cause, et attendu que le pétitionnaire n'a pas rempli une des conditions exigées par la loi, à savoir qu'il n'a pas signé sa dite pétition d'élection, je soussigné, juge de la cour supérieure, spécialement chargé d'administrer la justice dans le district de Beauce, maintiens les dites objections préliminaires, rejette et renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

8 septembre 1890.

(Signé) H. C. PELLETIER,
 J. C. S.,

(Vraie copie) Z. VÉZINA,
 P. C. S., district de Beauce.

ÉLECTION CONTESTÉE DE VAUDREUIL.

PUISSANCE DU CANADA, }
 PROVINCE DE QUÉBEC, }
 District de Montréal. }

COURSUPÉRIEURE

EN RÉVISION.

~~D~~ trente-unième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix.

PRÉSENTS :

L'honorable Juge TASCHEREAU,

" " TELLIER,

" " PAGNUELO.

In re :

Election d'un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Vaudreuil, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les dix et dix-sept juin mil huit cent quatre-vingt-dix, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Gilbert Nicéphore Brabant, commerçant, du village de Vaudreuil, district de Montréal,

Pétitionnaire,

vs

Emery Lalonde, écuier, médecin, du village de Rigaud, district de Montréal, et membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Vaudreuil,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection du dit G. N. Brabant, demandant l'invalidation de l'élection du dit défendeur et la déqualification de ce dernier, ayant examiné le dossier de la procédure, et délibéré ;

Considérant que le dit défendeur, par sa déclaration produite le premier octobre, courant, et acceptée par le pétitionnaire, a admis que des manœuvres frauduleuses, suffisantes pour changer le résultat de l'élection dont il s'agit en cette cause, ont été commises par ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement ;

Considérant que le pétitionnaire, par sa déclaration produite en cette cause, s'est désisté de la partie des conclusions de sa pétition d'élection par laquelle il demandait la déqualification du dit défendeur, et a restreint sa demande à la partie de ses conclusions demandant l'invalidation de l'élection conformément à la dite admission du dit défendeur ;

Maintient la dite pétition d'élection, en autant qu'elle demande l'invalidation de l'élection, et déclare, par les présentes, la dite élection du défendeur, tenue en juin dernier, nulle et de nul effet, avec dépens distraits à C. A. Cornellier, écuier, avocat du pétitionnaire.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,
 Député Protonataire,
 Cour Supérieure.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état général des baptêmes, mariages et sépultures du district de Montréal, pour l'année 1889. (*Documents de la session No. 8.*)

Aussi, —l'état des affaires de l'Hôpital-Général de Pembroke pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En ouvrant officiellement, au nom de Sa Majesté, la première session de la septième Législature de cette province, je crois devoir vous offrir à tous la plus cordiale bienvenue, et vous féliciter, en même temps, de l'ordre remarquable qui n'a cessé de régner pendant les dernières élections générales. J'aime à croire que les discussions et les luttes que ces élections ont provoquées n'ont laissé de mauvais souvenirs dans le cœur d'aucun d'entre vous, et que vous êtes tous bien disposés à remplir vos devoirs officiels consciencieusement et patriotiquement.

Des propositions, d'une nature confidentielle, ont été faites pour la conversion de la dette, autorisée par la loi de 1888 ; mais mon gouvernement a cru prudent de ne rien décider finalement avant de faire amender cette loi, qui paraît incomplète sous certains rapports. Je me flatte de l'espoir que les changements qui vous seront proposés, à cet égard, rencontreront votre approbation.

L'emprunt autorisé en 1887 n'a pas suffi à rencontrer toutes les obligations de la dette flottante d'alors et les nouveaux subsides de chemins de fer votés en 1888 ; de sorte que vous serez priés d'autoriser l'émission de nouvelles débentures, tant pour faire honneur à ces anciens engagements et rembourser les avances faites relativement :—à l'affaire des biens des jésuites ;—aux anciens subsides de chemins de fer ;—à la construction des ponts en fer ;—à celle de certains travaux de colonisation ;—que pour payer :—les montants légitimes dus sur les réclamations en rapport avec la construction du palais législatif et du palais de justice, à Québec ;—les sommes nécessaires aux travaux, déjà autorisés, de la construction d'une prison et de l'agrandissement du palais de justice à Montréal ;—à la construction de voûtes à l'épreuve du feu, et aux grosses réparations devenues urgentes dans les palais de justice des districts ruraux ;—à la construction, aussi déjà autorisée, de deux nouveaux palais de justice et de prisons, dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac ;—à la construction, ou l'achat, d'un ou plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage ;—aux nouveaux subsides de chemins de fer qui vous seront demandés, et qui sont indispensables au couronnement de la politique sanctionnée par les Législatures précédentes ;—au maintien des écoles gratuites du soir, créées pour l'instruction des cultivateurs et des ouvriers ;—à l'augmentation des subventions des écoles élémentaires, dans le but d'assurer un salaire plus élevé aux instituteurs et une assiduité plus satisfaisante de la part des élèves ;—aux grosses réparations qui se font actuellement, à Montréal, aux écoles normales Jacques-Cartier et McGill ;—à la construction, devenue nécessaire, de l'école normale Laval, à Québec ;—aux engagements pris, à la dernière session, relativement à la construction

d'un pont, reliant les deux rives du Saint-Laurent à ou près de Québec ;—à l'empierrement des chemins dans les campagnes ;—à l'abolition des péages sur les ponts et les barrières ;—à l'établissement d'une école centrale d'agriculture, répondant aux besoins actuels ;—et enfin à plusieurs autres dépenses, imposées par les circonstances, et imputables au capital.

Si la nécessité d'un emprunt est regrettable, il est consolant, toutefois, de pouvoir constater qu'il est requis en grande partie, par des travaux publics qui augmentent la valeur des propriétés en cette province, en même temps que la prospérité générale, et constituent des placements permanents propres à développer les ressources et la richesse nationales.

Cet emprunt, que vous serez appelés à autoriser, pour tous ces objets d'importance majeure, augmentera le service des intérêts annuels. Mon gouvernement vous demandera d'augmenter les revenus ordinaires pour faire face à cette dépense additionnelle, en élevant le coût des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, en prélevant un droit spécial pour l'exploitation de nos mines et en assurant d'autres nouveaux revenus nécessaires à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires.

J'ai le plaisir de vous annoncer que la loi relative au mérite agricole a été exécutée d'une manière satisfaisante, et produit déjà d'excellents résultats en encourageant les cultivateurs à adopter les meilleures méthodes modernes ; et que les lots accordés, par la loi, aux pères ou mères de douze enfants vivants, seront bientôt distribués aux nombreux intéressés.

J'ai aussi le plaisir de vous informer que les membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ont accepté la somme votée par la Législature, en faveur de la minorité de cette province, comme compensation, en rapport avec le règlement de la question des biens des jésuites ; et j'ai raison de croire que cette acceptation, de la part des représentants autorisés de la minorité, en cette province, aura pour effet de faire cesser toute agitation à ce sujet.

Des explorations, faites avec soin, par des ingénieurs compétents, ont prouvé que la construction d'un pont, reliant les deux rives du fleuve à, où près de Québec, était non seulement possible, mais même désirable ; et il est à espérer que la capitale de la province ne sera point privée de l'avantage incontestable de cette construction par le défaut de concours, ou de la corporation de la cité de Québec, ou du gouvernement fédéral, conformément au statut de la dernière session, 53 Victoria, chapitre cent onze.

De nombreuses et importantes expositions régionales ont eu lieu, cet automne, dans plusieurs endroits de la province, et ont donné les meilleurs résultats ; vous serez appelés à voter un crédit spécial pour encourager davantage ces expositions et créer, par là, au sein de nos populations agricoles, une émulation salutaire.

L'application de la loi de la dernière session, relative à l'augmentation du salaire des magistrats de district, a été, suivant les déclarations de mes aviseurs, limitée aux deux magistrats de district de la cité de Montréal. Mais plusieurs des salaires actuels des magistrats de district étant insuffisants, vous êtes appelés à faire connaître votre opinion, à cet égard, et à dire si plusieurs de ces salaires ne devraient pas être augmentés, dans les circonstances.

La loi de la dernière session (53 Victoria, chapitre 41) autorisant à faire, avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes, ou toute autre institution, ou toute personne, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots, pourvu que le coût de chaque patient n'excède pas cinquante piastres par année, commence à recevoir son application, et produira, je l'espère, d'excellents résultats, tant pour ces pauvres malheureux que pour les finances de la province ; et l'institution de Montréal, dite "l'Hôpital protestant des aliénés," incorporée par l'acte de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 53, ayant obtenu le certificat voulu par la loi et offert de recevoir les aliénés auxquels elle s'intéresse particulièrement, des résolutions vous seront

soumises pour autoriser un arrangement, à cet effet, à la condition expresse, toutefois, que l'Etat prenne et conserve le contrôle absolu du service médical, condition qui devra être imposée, sans exception, dans tous les contrats qui pourraient être faits, dans l'avenir, à cet égard.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics, ainsi que le budget supplémentaire pour l'année courante et le budget ordinaire pour l'année prochaine, vous seront soumis sans retard.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Quelques autres projets de loi, aussi d'un intérêt général, vous seront proposés, sur tout sur les matières suivantes : la cour du banc de la reine, siégeant en appel ; l'instruction publique ; les lots accordés aux pères ou mères de douze enfants vivants ; l'inspection des manufactures et la protection des ouvriers, en certains cas.

Je fais des vœux pour que vous donniez à tous ces sujets importants la considération qu'ils méritent, et que vos délibérations soient conduites avec calme, inspirées par le patriotisme et productives de bons résultats pour la province.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, vendredi prochain.

Résolu, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et Elections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et Lois expirantes ; 6. Comptes publics ; 7. Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette province, lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises pour la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer, quérir personnes, papiers et records.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajourne aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 7 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Rainville,—la petition du Bureau catholique des commissaires d'écoles de la cité de Montréal.

Par M. de Grosbois,—la pétition de la Société Saint-Jean-Baptiste permanente de Waterloo.

Par M. Lowell,—la pétition de *The International Advent Christian Conference*.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur deux messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découvert, et ils sont comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 13 octobre 1890, et approuvé par lui, le 15 octobre 1890, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 7 novembre 1890.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 13 octobre 1890, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 15 octobre 1890.

No. 478. Sur la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

L'honorable Premier ministre, dans un mémoire, en date du 13 octobre 1890, recommande que l'honorable Joseph Shehyn, Trésorier de la province, l'honorable George Duhamel, Commissaire des terres de la Couronne et l'honorable J. E. Robidoux, Procureur-général, tous trois membres du Conseil exécutif, et en même temps membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, aux termes de l'article 114 des Statuts refondus de la province de Québec.

(Certifié)

GUSTAVE CRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Documents de la session, No. 11.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 7 novembre 1890.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met sur le bureau de la Chambre,—Etat détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier 1890 au 4 novembre 1890, tel que requis par l'acte 31 Victoria, chapitre 9, section 61, sous-section 2, (article 826 S. R. P. Q.). (*Documents de la session, No. 12.*)

L'honorable M. Mercier met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation pour 1890. (*Documents de la session, No. 2.*)

Aussi,—Rapport général du Commissaire des travaux publics de la province de Québec pour 1890. (*Documents de la session, No. 7.*)

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Secrétaire et Régistrateur de la province de Québec, pour l'année 1889-90. (Division du Secrétaire.) (*Documents de la session, No. 6.*)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Quatrième rapport du Secrétaire de la province de Québec, pour l'année 1889-90. (*Documents de la session, No. 6.*)

M. l'Orateur communique à la Chambre, le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la Bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

A l'honorable Assemblée législative de la province de Québec,

La somme de 2,000 dollars, accordée à la bibliothèque pour l'achat des livres, ne peut guère payer que les publications canadiennes nouvelles, et permettre de remplacer les ouvrages de référence, ou les codes, les journaux, les statuts que des accidents ont égarés.

Votre bibliothèque est toujours visitée par un grand nombre de personnes. Depuis le commencement de la dernière session 17,000 volumes ont été prêtés, c'est dire que le service rendu au public est grand.

Ainsi, il ne faudrait pas croire que votre bibliothèque n'a que peu d'importance ; sous certains rapports, elle est bien fournie, et plusieurs de ceux qui s'occupent d'études spéciales m'en ont rendu témoignage.

Elle vient de s'enrichir d'un superbe volume, in 4^{to} (Histoire de Bayard) tiré à 125 exemplaires sur papier velin, et orné de chromolithographies, de gravures, etc. Le frontispice gracieusement enluminé porte : "Souvenir de France au Canada, Paris 1890 ; sous les auspices de Mgr. Labelle et de l'alliance française. Offert à la bibliothèque du Parlement provincial de Québec par M. Gustave de Koyon, membre fondateur."

Le tout respectueusement soumis.

(Signé)

PAMPHILE LEMAY,

B. A. L.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, met sur le bureau de la Chambre,—copie des ordres en Conseil, passés depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session,—Statuts refondus, article 675.—(*Documents de la session, No. 13.*)

M. l'Orateur met devant la Chambre.—Etat des affaires de l'Hôpital St-Jean, et de l'Asile St-Jean, de St-Jean D'Orchester, tous pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9.*)

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. Desmarais propose, secondé par M. Fitzpatrick,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la première session de la septième Législature de la province de Québec, dans lequel il croit devoir nous offrir à tous la plus cordiale bienvenue, et nous féliciter, en même temps, de l'ordre remarquable qui n'a cessé de régner pendant les dernières élections générales ; et dans lequel il nous déclare qu'il aime à croire que les discussions et les luttes que ces élections ont provoquées, n'ont laissé de mauvais souvenirs dans le cœur d'aucun d'entre nous, et que nous sommes tous bien disposés à remplir nos devoirs officiels consciencieusement et patriotiquement ; et pour assurer Son Honneur :

1. Que nous apprenons avec satisfaction, de Son Honneur, que des propositions, d'une nature confidentielle, ayant été faites pour la conversion de la dette, autorisée par la loi de 1888, son gouvernement a cru prudent de ne rien décider finalement avant de faire amender cette loi, qui paraît incomplète sous certains rapports, et que, avec Son Honneur, nous avons l'espoir que les changements qui nous seront proposés, à cet égard, rencontreront notre approbation.

2. Qu'en apprenant, de Son Honneur, que l'emprunt autorisé en 1887, n'a pas suffi à rencontrer toutes les obligations de la dette flottante d'alors et les nouveaux subsides de chemins de fer votés en 1888, nous pouvons assurer Son Honneur que nous porterons toute notre attention à la prière qui nous sera faite d'autoriser l'émission de nouvelles débetures, tant pour faire honneur à ces anciens engagements et rembourser les avances faites relativement :—à l'affaire des biens des jésuites ;—aux anciens subsides de chemins de fer ;—à la construction des ponts en fer ;—à celle de certains travaux de colonisation ;—que pour payer :—les montants légitimement dus sur les réclamations en rapport avec la construction du palais législatif et du palais de justice à Québec ;—les sommes nécessaires aux travaux, déjà autorisés, de la construction d'une prison et de l'agrandissement du palais de justice à Montréal ;—à la construction de voûtes à l'épreuve du feu, et aux grosses réparations devenues urgentes dans les palais de justice des districts ruraux ;—à la construction, aussi déjà autorisée, de deux nouveaux palais de justice et de prisons, dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac ;—à la construction, ou l'achat, d'un ou de plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage ;—aux nouveaux subsides de chemins de fer qui nous seront demandés, et qui sont indispensables au couronnement de la politique sanctionnée par les législatures précédentes ;—au maintien des écoles gratuites du soir, créées pour l'instruction des cultivateurs et des ouvriers ;—à l'augmentation des subventions des écoles élémentaires, dans le but d'assurer un salaire plus élevé aux instituteurs et une assiduité plus satisfaisante de la part des élèves ;—aux grosses réparations qui se font actuellement, à Montréal, aux écoles normales Jacques-Cartier et McGill ;—à la construction, devenue nécessaire, de l'école normale Laval, à Québec ;—aux engagements pris, à la dernière session, relativement à la construction d'un pont, reliant les deux rives du St-Laurent à, ou près de Québec ;—à l'empierrement des chemins dans les campagnes ;—à l'abolition des péages sur les ponts et les barrières ;—à l'établissement d'une école centrale d'agriculture, répondant aux besoins actuels ;—et, enfin, à plusieurs autres dépenses, imposées par les circonstances, et imputables au capital.

3. Que si la nécessité d'un emprunt est regrettable, nous reconnaissons, avec Son Honneur, qu'il est consolant, toutefois, de pouvoir constater qu'il est requis, en grande partie, pour des travaux publics qui augmentent la valeur des propriétés en cette province, eu même temps que la prospérité générale et constituent des ~~pièces~~ ^{pièces} permanents propres à développer les ressources et la richesse nationales.

4. Que, avec Son Honneur, nous reconnaissons aussi que cet emprunt, que nous serons appelés à autoriser, pour tous ces objets d'importance majeure, augmentera le service des intérêts annuels, et nous pouvons assurer Son Honneur que nous donnerons toute notre attention à la demande que son gouvernement nous fera d'augmenter les revenus ordinaires pour faire face à cette dépense additionnelle, en élevant le coût des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, en prélevant un droit spécial sur l'exploitation de nos mines et en assurant d'autres nouveaux revenus nécessaires à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires.

5. Que c'est avec bonheur que nous apprenons, de Son Honneur, que la loi relative au mérite agricole a été exécutée d'une manière satisfaisante et produit déjà d'excellents résultats, en encourageant les cultivateurs à adopter les meilleures méthodes modernes ; et que les lots accordés, par la loi, aux pères et mères de douze enfants vivants seront bientôt distribués aux nouveaux intéressés.

6. Que c'est avec le même bonheur que nous apprenons que les membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ont accepté la somme votée par la Législature, en faveur de la minorité de cette province, comme compensation, en rapport avec le règlement de la question des biens des jésuites ; et que, avec Son Honneur, nous avons raison de croire que cette acceptation, de la part des représentants autorisés de la minorité, en cette province, aura pour effet de faire cesser toute agitation à ce sujet.

7. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que des explorations, faites avec soin, par des ingénieurs compétents, ont prouvé que la construction d'un pont, reliant les deux rives du fleuve, à ou près de Québec, était non seulement possible, mais même désirable ; que, avec Son Honneur, nous espérons que la capitale de la province ne sera point privée de l'avantage incontestable de cette construction par le défaut de concours, ou de la corporation de la cité de Québec, ou du gouvernement fédéral, conformément au statut de la dernière session, 53 Victoria, chapitre cent onze.

8. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que de nombreuses et importantes expositions régionales ont eu lieu, cet automne, dans plusieurs endroits de la province, et ont donné les meilleurs résultats ; et que nous serons appelés à voter un crédit spécial pour encourager ces expositions, et créer, par là, au sein de nos populations agricoles, une émulation salutaire.

9. Que nous remercions Son Honneur de nous informer, que l'application de la loi de la dernière session, relative à l'augmentation du salaire des magistrats de district ait été, suivant les déclarations de ses aviseurs, limitée aux deux magistrats de district de la cité de Montréal ; et que plusieurs des salaires actuels des magistrats de district étant insuffisants, nous serons appelés à faire connaître notre opinion, à cet égard, et à dire si plusieurs de ces salaires ne devraient pas être augmentés, dans les circonstances.

10. Que nous apprenons avec intérêt, de Son Honneur, que la loi de la dernière session (53 Victoria, chapitre 41), autorisant à faire, avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes, ou toute autres institution, ou toute personne, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots, pourvu que le coût de chaque patient n'excede pas cinquante piastres par année, commence à recevoir son application et, avec Son Honneur, nous espérons qu'elle produira d'excellents résultats, tant pour ces pauvres malheureux que pour les finances de la province, et que nous sommes heureux d'apprendre que l'institution de Montréal dite : "L'Hôpital protestant des aliénés," incorporé par l'acte de cette province 44-45 Victoria, chapitre 53, ayant obtenu le certificat voulu par la loi et offert de recevoir les aliénés auxquels elle s'intéresse particulièrement, des résolutions nous seront soumises pour autoriser un arrange-

ment à cet effet ; à la condition expresse, toutefois, que l'Etat prenne et conserve le contrôle absolu du service médical, condition qui devra être imposée, sans exception, dans tout contrat qui pourrait être fait, dans l'avenir, à cet égard.

11. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que les comptes publics, ainsi que le budget supplémentaire pour l'année courante et le budget ordinaire pour l'année prochaine, nous serons soumis sans retard,

12. Que nous apprenons avec satisfaction, de Son Honneur, que quelques autres projets de loi, aussi d'un intérêt général, nous seront proposés, surtout sur les matières suivantes : la cour du banc de la Reine, siégeant en appel, l'instruction publique, les lots accordés aux pères ou mères de douze enfants vivants, l'inspection des manufactures et la protection des ouvriers, en certains cas.

13. Que nous remercions Son Honneur des vœux qu'il fait pour que nous donnions à tous ces sujets importants la considération qu'ils méritent, et pour que nos délibérations soient conduites avec calme, inspirées par le patriotisme et productive de bons résultats pour la province.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Owens, secondé par l'honorable M. Blanchet,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 10 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Mercier,—la pétition de Monsieur le Comte Auguste Henry de Villeneuve et de Dame Paule Marie de Tanguerel, Comtesse de Villeneuve, son épouse.

Par M. Parent,—la pétition du Révérend Père Grenier et autres, tous de St-Sauveur de Québec.

Par M. deGrosbois,—la pétition de George H. Allen et autres, du village de Waterloo.

Par M. Hall,—la pétition de Dame Abbie Elisabeth Pulsifer et autres, de Montréal, —et la pétition de John M. Denison et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal ; demandant un acte l'autorisant à émettre des débentures et pour autres fins.

De la Société St-Jean-Baptiste permanente de Waterloo,—et de "*The International Advent Christian Conference*" ; demandant respectivement un acte d'incorporation.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill amendant la loi portant privilège aux pères et aux mères de familles ayant douze enfants vivants.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux sociétés d'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil, tenus par le missionnaire catholique de Natashkuan, sur la côte du Labrador.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'Assemblée législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant l'enregistrement de certains titres portant création de substitution et affectant, à cette fin, des biens immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill améliorant la procédure de la cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant la preuve.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill fixant le taux d'intérêt payable aux institutions et corporations financières établies et incorporées en vertu des statuts et lois de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill amendant l'article premier du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 mars 1889, demandant un état indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 18 mars 1889, ainsi que la nature de telles lettres de crédit, et la raison pour laquelle elles ont été émises ; aussi le nombre et le montant respectif de celles qui ont été honorées et de celles qui sont encore dues. (*Documents de la session, No. 14.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 19 mars 1890, demandant une copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier ; aussi pour les renseignements suivants :

- a. Quels ont été les avocats des deux parties en cette cause,
- b. Combien le gouvernement leur a-t-il payé,
- c. Quels sont les autres frais payés par le gouvernement,
- d. A qui payés,
- e. Les témoins ont-ils été entendus sous serment,
- f. Leurs dépositions ont-elles été prises par écrit. (*Documents de la session, No. 15.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 mars 1890, pour un état indiquant : combien de poteaux et dormants en cèdre ont été coupés sur les terres de la couronne, dans l'agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la saison 1888-89, et aussi quel nombre a été coupé sur les terres privées dont les patentes n'étaient pas émises, quelle preuve a été produite que cette coupe a été faite sur les terres privées, et quel rapport l'agent des terres a fait à ce sujet. (*Documents de la session, No. 16.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 12 mars 1890, demandant : 1. Copie des lettres patentes incorporant une société pour la construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau),

2. Nom des actionnaires de la dite société,
3. Le montant versé par les actionnaires de cette société,
4. Copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont et du chemin, ou côte pour y conduire, et correspondance s'y rattachant,
5. Copie de tous ordres en conseil, résolutions et correspondance, généralement, au sujet du pont et de la côte, entre les municipalités de St. Romuald, St. Nicolas, le gouvernement, les entrepreneurs et la société susdite. (*Documents de la session, No. 17.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour un état comparatif des sommes dépensées, par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années 1882-83, 1883-84, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91 ; cet état donnant, pour chaque item la rubrique spéciale portée dans les comptes publics, ou dans les budgets de l'année courante et de l'année prochaine, et une récapitulation séparément :

1. Pour les années depuis 1882-83 jusqu'à 1886-87,
2. Pour les années 1887-88, jusqu'à 1890-91 ; cette récapitulation faisant voir l'augmentation ou la diminution des dépenses, sous chacune des rubriques, entre les années de 1882-83 à 1886-87 et les années de 1887-88 à 1890-91. (*Documents de la session, No. 18.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de la correspondance, mémoire adressés à l'honorable Procureur-général, par le barreau de Québec, au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires. (*Documents de la session, No. 19.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour : 1. Une copie de toute correspondance entre toute personne, ou compagnie, et le département des terres de la Couronne, depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition ;

2. Copie de tous rapports des gardes-chasse à ce sujet ;

3. Copie des instructions données, depuis le 1er février 1887, par le Commissaire des terres ou le surintendant de la chasse aux gardes-chasse, touchant les pénalités, saisies et confiscations résultant des lois de la chasse ;

4. Un tableau indiquant les permis accordés, depuis la même date, par le Commissaires des terres, pour :

a. Des objets scientifiques,

b. A des personnes domiciliées en dehors de la province de Québec ou d'Ontario ;

5. Copie de tous permis accordés par le même, ou le surintendant de la chasse, au sujet de l'importation, de l'exportation ou du transport d'objets sujets à la saisie, ou confiscation, en vertu des lois susmentionnées. (*Documents de la session, No. 20.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69, mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des comptes publics pour 1889, de la manière suivante : "Commissaire des travaux publics pour faire face à certaines dépenses." (*Documents de la session, No. 21.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les cinq dernières années, concernant la nomination de juges de la cour supérieure pour Montréal. (*Documents de la session, No. 22.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la couronne, sur la coupe du bois, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1er février 1887, avec les montants remis à chacune d'elles. (*Documents de la session, No. 23.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour un état détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil d'agriculture, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1882. (*Documents de la session, No. 24.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 février 1890, demandant copie de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la couronne, passés, depuis le 1er janvier 1881 jusqu'au 20 février 1890. (*Documents de la session, No. 25.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun des membres du Conseil exécutif, et le révérend J. Eachand, curé de Saint-Edouard de Knowlton, ou les commissaires d'écoles de cette municipalité scolaire, ou aucun d'eux, et tout autre personne, concernant la somme de \$300.00 entrée dans le détail de l'item 11 du budget supplémen-

taire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1890, comme suit, savoir : " Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00 ; " aussi, pour copie du chèque par lequel cette somme a été payée le 21 novembre 1889, et de tout écrit concernant cette affaire. (*Documents de la session, No. 26.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1890, pour un état indiquant, année par année, et item par item, les sommes payées, tant sous le titre de dépenses spéciales, que sous le titre de dépenses ordinaires, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de justice et prisons, du 1er juillet 1882 au 1er février 1887, avec addition du total, et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887. (*Documents de la session, No. 27.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 13 février 1890, pour un état détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Falcy, Naegelé et Bureau, avec addition du total des dépenses. (*Documents de la session, No. 28.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour : 1. Copie du jugement rendu par la cour du banc de la reine de cette province *in re* Philippe Paradis et autres, et Allan Gilmour et autres ;

2. Copie de la décision du Conseil privé de Sa Majesté dans les mêmes causes. (*Documents de la session, No. 29.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 février 1890, pour copie de la correspondance échangée, entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure. (*Documents de la session, No. 30.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 février 1890 demandant : 1. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 17 du mois de janvier dernier, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer ;

2. Copie de tous les ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date ;

3. Un état détaillé des sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes. (*Document de la session, No. 31.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements, fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec. (*Documents de la session, No. 32.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 janvier 1890, pour une liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer soit aux écoles soit aux membres de la Législature, la dite liste mentionnant : 1. Le nombre d'exemplaires et le prix total payé ou dû pour chaque ouvrage ; 2. La manière dont chaque ouvrage a été payé, c'est-à-dire si c'est en argent comptant ou par lettres de crédit. (*Documents de la session, No. 33.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 janvier 1890, pour copie de toute correspondance en la possession du gouvernement, ou aucun de ses membres, au sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier. (*Documents de la session, No. 34.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890 demandant copie de tous les documents, quittances, subrogations, etc., etc., se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés " Biens des Jésuites " ;

2. Copie de toute correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites. (*Documents de la session, No. 35.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant copie de la commission nommant Denis Murray, écuyer, comme juge des sessions de la paix à Québec; ainsi que copie de toute correspondance entre le dit Denis Murray et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, et toute correspondance ayant rapport à la dite nomination. (*Documents de la session, No. 36.*)

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—Statistiques municipales, ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1889. (*Documents de la session, No. 37.*)

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état des affaires de l'Orphelinat catholique de Montréal, et celui de l'Hôpital-Général, de Sorel, tous deux pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9.*)

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier, l'honorable M. Shehyn, l'honorable M. Blanchet, l'honorable M. Robertson, M. Bernatchez, M. de Grosbois, M. Tessier (Portneuf), M. Cardin, M. Watts, M. Nantel et M. Poupore, composent le dit comité.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi, le sept de novembre courant, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la première session de la septième Législature de cette province, dans lequel il croit devoir nous offrir à tous la plus cordiale bienvenue, et nous féliciter, en même temps, de l'ordre remarquable qui n'a cessé de régner pendant les dernières élections générales; et dans lequel il nous déclare qu'il aime à croire que les discussions et les luttes que ces élections ont provoquées, n'ont laissé de mauvais souvenirs dans le cœur d'aucun d'entre nous, et que nous sommes tous bien disposés à remplir nos devoirs officiels consciencieusement et patriotiquement; et pour assurer Son Honneur:

1. Que nous apprenons avec satisfaction, de Son Honneur, que des propositions, d'une nature confidentielle, ayant été faites pour la conversion de la dette, autorisée par la loi de 1888, son gouvernement a cru prudent de ne rien décider finalement avant de faire amender cette loi, qui paraît incomplète sous certains rapports, et que, avec Son Honneur, nous avons l'espoir que les changements qui nous seront proposés, à cet égard, rencontreront notre approbation.

2. Qu'en apprenant, de Son Honneur, que l'emprunt autorisé en 1887, n'a pas suffi à rencontrer toutes les obligations de la dette flottante d'alors et les nouveaux subsides de chemins de fer votés en 1888, nous pouvons assurer Son Honneur que nous porterons toute notre attention à la prière qui nous sera faite d'autoriser l'émission de nouvelles débetures, tant pour faire honneur à ces anciens engagements et rembourser les avances faites relativement:—à l'affaire des biens des Jésuites;—aux anciens subsides de chemins

de fer ; —à la construction des ponts en fer ; —à celle de certains travaux de colonisation ; —que pour payer : —les montants légitimement dus sur les réclamations en rapport avec la construction du palais législatif et du palais de justice, à Québec ; —les sommes nécessaires aux travaux, déjà autorisés, de la construction d'une prison et de l'agrandissement du palais de justice, à Montréal ; —à la construction de voûtes à l'épreuve du feu, et aux grosses réparations devenues urgentes dans les palais de justice des districts ruraux ; —à la construction, aussi déjà autorisée, de deux nouveaux palais de justice et de prisons, dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac ; —à la construction, ou l'achat, d'un ou de plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage ; —aux nouveaux subsides de chemins de fer qui nous seront demandés, et qui sont indispensables au couronnement de la politique sanctionnée par les législatures précédentes ; —au maintien des écoles gratuites du soir, créées pour l'instruction des cultivateurs et des ouvriers ; —à l'augmentation des subventions des écoles élémentaires, dans le but d'assurer un salaire plus élevé aux instituteurs et une assiduité plus satisfaisante de la part des élèves ; —aux grosses réparations qui se font actuellement, à Montréal, aux écoles normales Jacques-Cartier et McGill ; —à la construction, devenue nécessaire, de l'école normale Laval, à Québec ; —aux engagements pris, à la dernière session, relativement à la construction d'un pont, reliant les deux rives du St-Laurent à, ou près de Québec ; —à l'empiérement des chemins dans les campagnes ; —à l'abolition des péages sur les ponts et les barrières ; —à l'établissement d'une école centrale d'agriculture, répondant aux besoins actuels ; —et, enfin, à plusieurs autres dépenses, imposées par les circonstances, et imputables au capital.

3. Que, si la nécessité d'un emprunt est regrettable, nous reconnaissons, avec Son Honneur, qu'il est consolant, toutefois, de pouvoir constater qu'il est requis, en grande partie, pour des travaux publics qui augmentent la valeur des propriétés en cette province, en même temps que la prospérité générale, et constituent des placements permanents propres à développer les ressources et la richesse nationales.

4. Que, avec Son Honneur, nous reconnaissons aussi que cet emprunt, que nous serons appelés à autoriser, pour tous ces objets d'importance majeure, augmentera le service des intérêts annuels, et nous pouvons assurer Son Honneur que nous donnerons toute notre attention à la demande que son gouvernement nous fera d'augmenter les revenus ordinaires pour faire face à cette dépense additionnelle, en élevant le coût des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, en prélevant un droit spécial sur l'exploitation de nos mines et en assurant d'autres nouveaux revenus nécessaires à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires.

5. Que, c'est avec bonheur, que nous apprenons, de Son Honneur, que la loi relative au mérite agricole a été exécutée d'une manière satisfaisante et produit déjà d'excellents résultats, en encourageant les cultivateurs à adopter les meilleures méthodes modernes ; et que les lots accordés, par la loi, aux pères ou mères de douze enfants vivants seront bientôt distribués aux nombreux intéressés.

6. Que, c'est avec le même bonheur, que nous apprenons que les membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ont accepté la somme votée par la Législature, en faveur de la minorité de cette province, comme compensation, en rapport avec le règlement de la question des biens des Jésuites ; et que, avec Son Honneur, nous avons raison de croire que cette acceptation, de la part des représentants autorisés de la minorité, en cette province, aura pour effet de faire cesser toute agitation à ce sujet.

7. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que des explorations, faites avec soin, par des ingénieurs compétents, ont prouvé que la construction d'un pont, reliant les deux rives du fleuve à, ou près de Québec, était non seulement possible, mais même désirable ; que, avec Son Honneur, nous espérons que la capitale de la province ne sera point privée de l'avantage incontestable de cette construction par le défaut de concours, ou de la corporation de la cité de Québec, ou du gouvernement fédéral, conformément au statut de la dernière session, 53 Victoria, chapitre cent onze.

8. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que de nombreuses et importantes expositions régionales ont eu lieu, cet automne, dans plusieurs endroits de la

province, et ont donné les meilleurs résultats ; et que nous serons appelés à voter un crédit spécial pour encourager davantage ces expositions et créer, par là, au sein de nos populations agricoles, une émulation salubre.

9. Que nous remercions Son Honneur de nous informer, que l'application de la loi de la dernière session, relative à l'augmentation du salaire des magistrats de district ait été, suivant les déclarations de ses aviseurs, limitée aux deux magistrats de district de la cité de Montréal ; et que plusieurs des salaires actuels des magistrats de district étant insuffisants, nous serons appelés à faire connaître notre opinion, à cet égard, et à dire si plusieurs de ces salaires ne devraient pas être augmentés, dans les circonstances.

10. Que nous apprenons avec intérêt, de Son Honneur, que la loi de la dernière session (53 Victoria, chapitre 41) autorisant à faire, avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes, ou toute autre institution, ou toute personne, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots, pourvu que le coût de chaque patient n'excède pas cinquante piastres par année, commence à recevoir son application et, avec Son Honneur, nous espérons qu'elle produira d'excellents résultats, tant pour ces pauvres malheureux que pour les finances de la province ; et que nous sommes heureux d'apprendre que l'institution de Montréal dite " L'Hôpital protestant des aliénés, " incorporé par l'acte de cette province 44-45 Victoria, chapitre 53 ayant obtenu le certificat voulu par la loi et offert de recevoir les aliénés auxquels elle s'intéresse particulièrement, des résolutions nous seront soumises pour autoriser un arrangement à cet effet ; à la condition expresse, toutefois, que l'Etat prenne et conserve le contrôle absolu du service médical, condition qui devra être imposée, sans exception, dans tous contrats qui pourraient être faits, dans l'avenir, à cet égard.

11. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que les comptes publics, ainsi que le budget supplémentaire pour l'année courante et le budget ordinaire pour l'année prochaine, nous seront soumis sans retard.

12. Que nous apprenons, avec satisfaction, de Son Honneur, que quelques autres projets de loi, aussi d'un intérêt général, nous seront proposés, surtout sur les matières suivantes : la cour du banc de la Reine, siégeant en appel, l'instruction publique, les lots accordés aux pères ou mères de douze enfants vivants, l'inspection des manufactures et la protection des ouvriers, en certains cas.

13. Que nous remercions Son Honneur des vœux qu'il fait pour que nous donnions à tous ces sujets importants la considération qu'ils méritent, et pour que nos délibérations soient conduites avec calme, inspirées par le patriotisme et productives de bons résultats pour la province.

Et la question étant de nouveau proposée, — La Chambre reprend le dit débat ajourné.

M. Hall propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson,

Que les mots " cette Chambre regrette que, contrairement à la conduite suivie depuis 1879, jusqu'au mois de mars 1888, les divers éléments composant la population de la province n'aient pas été dûment représentés dans le gouvernement actuel à même la branche populaire de la Législature, ce qui crée la désaffection et la défiance dans une partie considérable autant qu'influente de notre société, et tend à diminuer la confiance et les bons sentiments qui devraient régner dans notre population mixte, et qui sont si nécessaires à la prospérité de notre province, " soient ajoutés à la fin de la motion.

M. Fitzpatrick propose, comme sous-amendement à la motion, secondé par M. Watts,

Que les mots " cette Chambre regrette que, contrairement à la conduite suivie depuis 1879, jusqu'au mois de mars 1888, les divers éléments composant la population de la province n'aient pas été dûment représentés dans le gouvernement actuel à même la branche populaire de la Législature, ce qui crée la désaffection et la défiance dans une partie considérable autant qu'influente de notre société, et tend à diminuer la confiance et les bons sentiments qui devraient régner dans notre population mixte, et qui sont si

nécessaires à la prospérité de notre province," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre espère que les aviseurs de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur seront choisis suivant leurs qualifications et leurs mérites seulement, et non suivant leur religion ou leur nationalité; et que la paix régnant en cette province maintenant, au point de vue religieux et national, il n'est pas sage de la mettre en danger par des déclarations intempestives comme celles contenues dans l'amendement principal, et qu'en conséquence, cette Chambre adopte en entier et non *seriatim* les résolutions soumises."

Et objection étant faite, par l'honorable M. Blanchet, que le sous-amendement est irrégulier, parcequ'il impose à la Chambre la nécessité de voter l'adresse en bloc, au lieu de la voter paragraphe par paragraphe.

M. l'Orateur décide comme suit :

"L'amendement, s'il était adopté, aurait pour effet de faire disparaître l'adresse et de la remplacer. Le sous-amendement est destitué à faire disparaître l'amendement, et à décréter que l'adresse, telle que proposée, soit adoptée dans son ensemble, au lieu de l'être *seriatim*.

"C'est, d'après mon expérience, l'usage constant dans cette Chambre de lui soumettre l'option de l'adopter, comme ensemble, ou paragraphe par paragraphe, et, dans quelques circonstances, elle a choisi la première de ces alternatives, notamment en 1878. Je ne crois pas devoir déroger à cet usage et je renvoie l'objection."

Et l'amendement étant mis aux voix la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:—

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Monfette</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Watts—38.</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rinfret,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve—21.</i>
<i>England,</i>			

Ainsi la question est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alois la question principale, étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :—

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Desmarais</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Gosselin</i>	<i>Pinault,</i>	et
<i>Côté,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Watts—38.</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rinjet,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel.</i>	<i>Villeneuve—21.</i>
<i>England,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Mercier, l'honorable M. Shehyn, l'honorable M. Robidoux, l'honorable M. Boyer, l'honorable M. Duhamel, M. Desmarais et M. Fitzpatrick pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. Mercier, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, remercions humblement Votre Honneur du gracieux discours prononcé à l'ouverture de la première session de la septième législature de cette province, dans lequel vous croyez devoir nous offrir à tous la plus cordiale bienvenue, et nous féliciter, en même temps de l'ordre remarquable qui n'a cessé de régner pendant les dernières élections générales; et dans lequel vous nous déclarez que vous aimez à croire que les discussions et les luttes que ces élections ont provoquées, n'ont laissé de mauvais souvenirs dans le cœur d'aucun d'entre nous, et que nous sommes tous bien disposés à remplir nos devoirs officiels consciencieusement et patriotiquement.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que des propositions, d'une nature confidentielle, ayant été faites pour la conversion de la dette, autorisée par la loi de 1888, votre gouvernement a cru prudent de ne rien décider finalement avant de faire amender cette loi, qui paraît incomplète sous certains rapports, et que, avec Votre Honneur, nous avons l'espoir que les changements qui nous seront proposés, à cet égard, rencontreront notre approbation.

En apprenant de Votre Honneur, que l'emprunt autorisé en 1887, n'a pas suffi à rencontrer toutes les obligations de la dette flottante d'alors et les nouveaux subsides de chemins de fer votés en 1888, nous pouvons assurer Votre Honneur que nous porterons toute notre attention à la prière qui nous sera faite d'autoriser l'émission de nouvelles débentures, tant pour faire honneur à ces anciens engagements et rembourser les avances faites relativement :—à l'affaire des biens des Jésuites ;—aux anciens subsides de chemins de fer ;—à la construction des ponts en fer ;—à celle de certains travaux de colonisation ;—que pour payer :—les montants légitimement dus sur les réclamations en rapport avec la construction du palais législatif et du palais de justice à Québec ;—les sommes nécessaires aux travaux, déjà autorisés, de la construction d'une prison et de l'agrandissement du palais de justice, à Montréal ;—à la construction de voûtes à l'épreuve du feu, et aux grosses réparations devenues urgentes dans les palais de justice des districts ruraux ;—à la construction, aussi déjà autorisée, de deux nouveaux palais de justice et de prisons, dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac ;—à la construction, ou l'achat, d'un ou de plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage :—aux nouveaux subsides de chemins de fer qui nous seront demandés, et qui sont indispensables au couronnement de la politique sanctionnée par les législatures précédentes ;—au maintien des écoles gratuites du soir, créées pour l'instruction des cultivateurs et des ouvriers ;—à l'augmentation des subventions des écoles élémentaires, dans le but d'assurer un salaire plus élevé aux instituteurs et une assiduité plus satisfaisante de la part des élèves ;—aux grosses réparations qui se font actuellement, à Montréal, aux écoles normales Jacques-Cartier et McGill ;—à la construction, devenue nécessaire, de l'école normale Laval, à Québec ;—aux engagements pris, à la dernière session, relativement à la construction d'un pont, reliant les deux rives du St. Laurent à, ou près de Québec, à l'empiérement des chemins dans les campagnes ;—à l'abolition des péages sur les ponts et les barrières ;—à l'établissement d'une école centrale d'agriculture, répondant aux besoins actuels ;—et, enfin, à plusieurs autres dépenses, imposées par les circonstances et imputables aux capital.

Si la nécessité d'un emprunt est regrettable, nous reconnaissons, avec Votre Honneur, qu'il est consolant, toutefois, de pouvoir constater qu'il est requis, en grande partie, pour des travaux publics qui augmentent la valeur des propriétés en cette province, en même temps que la prospérité générale, et constituent des placements permanents propres à développer les ressources et la richesse nationales.

Avec Votre Honneur, nous reconnaissons aussi que cet emprunt, que nous serons appelés à autoriser, pour tous ces objets d'importance majeure, augmentera le service des intérêts annuels, et nous pouvons assurer Votre Honneur que nous donnerons toute notre attention à la demande que votre gouvernement nous fera d'augmenter les revenus ordinaires pour faire face à cette dépense additionnelle, en élevant le coût des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, en prélevant un droit spécial sur l'exploitation de nos mines, et en assurant d'autres nouveaux revenus nécessaires à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires.

C'est avec bonheur que nous apprenons, de Votre Honneur, que la loi relative au mérite agricole a été exécutée d'une manière satisfaisante et produit déjà d'excellents résultats, en encourageant les cultivateurs à adopter les meilleures méthodes modernes ; et que les lots accordés, par la loi, aux pères ou mères de douze enfants vivants seront bientôt distribués aux nombreux intéressés.

C'est avec le même bonheur que nous apprenons que les membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ont accepté la somme votée par la Législature en faveur de la minorité de cette province, comme compensation, en rapport avec le

règlement de la question des biens des Jésuites, et, avec Votre Honneur, nous avons raison de croire que cette acceptation, de la part des représentants autorisés de la minorité, en cette province, aura pour effet de faire cesser toute agitation à ce sujet.

Nous apprenons avec plaisir, Votre Honneur, que des explorations, faites avec soin, par des ingénieurs compétents, ont prouvé que la construction d'un pont, reliant les deux rives du fleuve à, ou près de Québec, était non seulement possible, mais même désirable ; et avec Votre Honneur, nous espérons que la capitale de la province ne sera point privée de l'avantage incontestable de cette construction par le défaut de concours, ou de la corporation de la cité de Québec, ou du gouvernement fédéral, conformément au statut de la dernière session, 53 Victoria, chapitre cent onze.

Nous apprenons avec plaisir, Votre Honneur, que de nombreuses et importantes expositions régionales ont eu lieu, cet automne, dans plusieurs endroits de la province et ont donné les meilleurs résultats ; et que nous serons appelés à voter un crédit spécial, pour encourager davantage ces expositions, et créer par là, au sein de nos populations agricoles, une émulation salubre.

Nous remercions Votre Honneur de nous informer, que l'application de la loi de la dernière session, relative à l'augmentation du salaire des magistrats de district, ait été, suivant les déclarations de vos aviseurs, limitée aux deux magistrats de district de la cité de Montréal ; et que plusieurs des salaires actuels des magistrats de district étant insuffisants, nous serons appelés à faire connaître notre opinion, à cet égard, et à dire si plusieurs de ces salaires ne devraient pas être augmentés, dans les circonstances.

Nous apprenons avec intérêt, de Votre Honneur, que la loi de la dernière session (53 Victoria, chapitre 41) autorisant à faire, avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes, ou toute autre institution, ou toute personne, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots, pourvu que le coût de chaque patient n'excède pas cinquante piastres par année, commence à recevoir son application, et, avec Votre Honneur, nous espérons qu'elle produira d'excellents résultats, tant pour ces pauvres malheureux que pour les finances de la province ; et nous sommes heureux d'apprendre que l'institution de Montréal dite : " L'Hôpital protestant des aliénés," incorporé par l'acte de cette province 44-45 Victoria, chapitre 53, ayant obtenu le certificat voulu par la loi, et offert de recevoir les aliénés auxquels vous vous intéressez particulièrement, des résolutions nous seront soumises pour autoriser un arrangement à cet effet ; à la condition expresse, toutefois, que l'Etat prenne et conserve le contrôle absolu du service médical, condition qui devra être imposée, sans exception, dans tous contrats qui pourraient être faits, dans l'avenir, à cet égard.

Nous apprenons avec plaisir, de Votre Honneur, que les comptes publics, ainsi que le budget supplémentaire pour l'année courante et le budget ordinaire pour l'année prochaine, nous seront soumis sans retard.

Nous apprenons avec satisfaction, de Votre Honneur, que quelques autres projets de loi, aussi d'un intérêt général, nous seront proposés, surtout sur les matières suivantes : la cour du banc de la Reine, siégeant en appel ; l'instruction publique ; les lots accordés aux pères ou mères de douze enfants vivants ; l'inspection des manufactures et la protection des ouvriers, en certains cas.

Nous remercions Votre Honneur des vœux qu'il fait pour que nous donnions à tous ces sujets importants la considération qu'ils méritent, et pour que nos délibérations soient conduites avec calme, inspirées par le patriotisme et productives de bons résultats pour la province.

Et la question étant proposée,—Que cette adresse soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Nantel propose, comme amendement, secondé par M. LeBlanc,—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin du dernier paragraphe de la dite adresse :

" Que cette Chambre regrette que le gouvernement, qui a déjà contracté un emprunt de \$3,500,000, et a reçu en outre, depuis le 31 janvier 1887, d'Ontario et de Montréal, des ventes de limites et des corporations commerciales, des revenus extraordinaires qui

forment, avec les fonds en fidéi-commis et les dépôts de garantie des chemins de fer, détournés de leur emploi pour payer les dépenses générales de la province, un montant total de \$6,752,068, somme plus que suffisante pour payer la dette flottante, l'indemnité des biens des Jésuites et autres dépenses spéciales, et qui a perçu par l'imposition de taxes un revenu annuel d'environ \$500,000, de plus que le gouvernement précédent, ne puisse, avec ses ressources additionnelles, augmenter les allocations pour l'agriculture, l'éducation et la colonisation, et pourvoir amplement aux travaux publics d'un caractère provincial, sans recourir de nouveau à un emprunt énorme, et sans imposer de nouvelles taxes dont quelques-unes auraient pour résultat de paralyser l'industrie naissante des mines, d'augmenter l'émigration, d'éloigner les capitaux de cette province, et de nous conduire inévitablement à la taxe directe."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Villeneuve—19.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Rochéleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dukamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Watts—37.</i>
<i>Côté,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Déchène,</i>	<i>Langelier,</i>		

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite adresse est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 11 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Boyer,—la pétition de l'Union Saint-Joseph de Lachine.

Par M. de Grosbois,—la pétition de Nazaire Desroches et autres, tous de Saint-Alphonse de Granby.

Par M. Lovell,—la pétition de L. C. Bachand et autres.

Par M. Rainville,—la pétition de la Corporation de la cité de Montréal,—et la pétition de Dame Angélique Lapierre, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier,

Par M. Watts,—la pétition du conseil de ville de la ville de Drummondville.

M. Watts, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents, ordonnés par la Chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour les comités suivants, savoir :

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Honorables MM. Langelier, Robidoux, Pelletier et MM. LeBlanc, Dechene et Owens.

BILLS PRIVÉS :—Honorables MM. Boyer, Duhamel, McShane, Pelletier, Robertson et MM. Bédard, Carrier, deGrosbois, Dechene, Desmarais, Duplessis, Fitzpatrick, Hall, LeBlanc, Lovell, Lussier, McIntosh, McDonald, Martin, Normand, Pinault, Rainville, Tessier (Rimouski), Tessier (Portneuf), Turgeon et Watts.

COMPTES PUBLICS :—Honorables MM. Blanchet, Boyer, Langelier, Mercier, Robertson, Robidoux, Shehyn et MM. Bisson, Cardin, Cameron, Chenevert, Desmarais, Fitzpatrick, Hall, LeBlanc, Morin, Murphy, Nantel, Owens, Poupore, Rocheleau, Tessier (Portneuf) et Villeneuve.

LEGISLATION :—Honorables MM. Blanchet, Robidoux, Pelletier et MM. Cardin, Chenevert, Duplessis, Fitzpatrick, Girard, Girouard, Gladu, Hall, Laliberté, LeBlanc, Lemieux et Marion.

CHEMINS DE FER :—Honorables MM. Langelier, McShane et MM. Basinet, Bisson, Bourbonnais, Brunet, Cameron, Carrier, Clendinneng, Dechene, Desjardins, deGrosbois, Desmarais, England, Gladu, Johnson, Lessard, McIntosh, Martin, Morin, Nantel, Normand, Parent, Pinault, Poupore, Rainville, Tessier (Rimouski), Turgeon et Watts.

ORDRES PERMANENTS :—Honorable M. Boyer et MM. Bernatchez, Girard, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Picard, Pouliot et Spencer.

AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—Honorable M. Mercier et MM. Basinet, Beauchamp, Bédard, Béland, Bernatchez, Bourbonnais, Cardin, Côté, Desmarais, Gosselin, Grenier, Lessard, Lovell, Lussier, McIntosh, Marcotte, Martin, Monfette, Morin, Picard, Pouliot, Rocheleau, Rochon, Spencer et St. Marie.

INDUSTRIES :—Honorable M. Shehyn et MM. Beauchamp, Bédard, Béland, Brunet, Clendinneng, Côté, Desjardins, Gosselin, Johnson, Lemieux, Lussier, Marcotte, Monfette, Murphy, Parent, Rinfret, Rochon, Spencer, St. Marie et Villeneuve.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—Etat des affaires de l'Œuvre des Tabernacles de Québec, pour l'année 1890.—(*Documents de la session, No. 9.*)

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—Un état des rapports du Conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9, clause 47, (article 785 des S. R. de la P. de Q.) préparé par l'auditeur de la province tel que requi, lequel est lu comme suit :

	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.
	Nos.	Dates.	Montants.			
SERVICES DIVERS SUIVANTS :						
Administration de la Justice.....						
<i>Législation :</i>						
Assemblée Législative.....		1890	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Insuffisance de crédit.....						\$50,000 00
Dépenses exceptionnelles pour traitement d'employés et messagers saisonniers et autres services occasionnés par la longueur de la session de 1889-90.....						\$9,500 00
Impressions et retures exigées par l'augmentation graduelle des dépenses, pendant plusieurs années, et requises pour le règlement définitif de comptes, jusqu'au 30 juin 1890.....						\$15,000 00
Règlement de dépenses des différents comités, pendant les dernières sessions, sténographiques, témoins, etc.....						\$3,000 00
Travaux et édifices publics :						
Loyers, assurances, réparations, etc.....						\$2,500 00
Immigration.....						\$2,500 00
Législation :						
Dépenses d'élections.....	147	18 avril		83,500 00	83,500 00	
Dépenses relatives aux élections générales provinciales.....	179	10 mai		50,000 00	50,000 00	
Conseil législatif.....	180	16 mai		3,900 00	3,900 00	
<i>Institutions de Bienfaisance :</i>						
Asiles d'aliénés.....						
Administration de la Justice.....	214	21 mai		15,000 00	15,000 00	
Ecole Polytechnique de Montréal.....	230	29 mai		38,000 00	38,000 00	
Montant promis par le gouvernement, pendant la dernière session de la Législature, pour aider à cette institution. Cette promesse n'aurait pu						

Ecole normale McGill.....	312	14 juillet	2,500 00	2,500 00	2,500 00	1,337 50
Dans un mémoire présenté en juin 1890, et signé par Sir William Dawson, président du comité de l'école normale McGill, il est démontré que cette école a grand besoin de réparation, et que le Commissaire des Travaux publics a donné instruction à M.M. Wright et fils, architectes de Montréal, d'examiner l'école et de faire son rapport. Les réparations nécessaires, changements, etc., ont été évaluées par eux à \$16,500.00, somme qui a été acceptée pour être dépensée comme cas d'urgence.....	349	31 juillet	16,500 00	10,500 00	15,162 50	3,046 32
Pour rencontrer l'insuffisance du montant du mandat spécial et-dessus mentionné pour les dépenses occasionnées pendant les dernières élections générales.....	351	15 août	10,000 00	10,000 00	6,953 68	
L'honorable Commissaire des Travaux publics, dans un rapport daté du 11 septembre 1890, exposait que, pendant le mois de février dernier, des travaux de soutènement avaient été exécutés à la façade de la tour centrale de l'école normale Jacques Cartier, afin d'arrêter les progrès de l'affaissement de l'édifice, causé par le défaut de solidité de ses fondations, dans l'espoir que ces travaux temporaires suffiraient pour empêcher des accidents, au moins pendant un an; il a été reconnu qu'ils étaient insuffisants, car l'affaissement de l'édifice continu de telle manière que l'inspecteur des bâtiments, de Montréal, prévint les architectes du gouvernement que la corporation procéderait à la démolition de l'édifice si le gouvernement ne le faisait lui-même; et, afin de ne pas interrompre les cours de l'école, il fut décidé de construire un bâtiment temporaire, et de commencer immédiatement les travaux. Sur la recommandation des architectes du gouvernement, et vu l'urgence de ce cas, un contrat fut passé pour l'exécution des travaux en question...	413	12 Sept.	42,000 00	42,000 00	39,957 00	2,043 00
			261,400 00	261,400 00	254,973 18	6,426 82

Département du Trésor,

Québec, 8 novembre 1890.

A. H. VERRET,

Auditeur de la province.

Sur motion de l'honorable M. Duhamel, secondé par l'honorable M. Sheshyn,
Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la classification et au mesurage des bois abattus sur les terres de la couronne.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par l'honorable M. Robidoux,
Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les asiles d'aliénés.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour demain, savoir :

Bill amendant la loi portant privilège aux pères et aux mères de famille ayant douze enfants vivants ;

Bill amendant la loi relative aux sociétés d'agriculture ;

(Et bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie.)

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique de Natashkuan, sur la côte du Labrador ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par M. Hall,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire émettre devant cette Chambre,—copie de la lettre du 7 juin 1890, adressée, par l'honorable P. Garneau, au Président de la Compagnie de chemin de fer et de navigation du Lac Saint-François, Lambton, comté de Beauce.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, en détail, les paiements et les dépôts faits, jusqu'à ce jour, par les municipalités, pour les ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887, et les engagements pris par ces municipalités à ce sujet, et le montant de ces engagements.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 12 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Rainville,—la pétition de J. K. Ward et autres, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Corporation de la ville de la côte Saint-Anoine.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Monsieur le Comte Auguste Henry de Villeneuve et de Dame Paule Marie de Tanguerel, Comtesse de Villeneuve, son épouse, demandant un acte autorisant Joseph Orance Grandbois à changer son nom en celui de Joseph Orance Grandbois de Villeneuve ;

Du Révérend Père Grenier et autres, tous de St-Sauveur de Québec, demandant à être représentés dans le bureau des commissaires d'écoles de Québec ;

De George H. Allen et autres, du village de Waterloo, demandant un acte incorporant ce village en ville ;

De Dame Abbé Elisabeth Pulsifer et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " Sœurs de Ste-Marguerite ; "

De John M. Denison et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*The Ries Electric Traction and Brake Company of Canada.*"

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Langelier,

Résolu, Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Blanchet, l'honorable Duhamel, l'honorable Marchand, l'honorable Robidoux et M. Bernatchez, M. Bourbonnais, M. Cameron, M. Dechene, M. England, M. Gladu, M. Murphy, M. LeBlanc, M. Poupore et M. Tessier (Rimouski), soient nommés pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, priant leurs Honneurs de vouloir bien s'unir à cette Chambre pour former un comité mixte des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et que l'honorable M. Blanchet, l'honorable Boyer, l'honorable Duhamel, l'honorable Robidoux, l'honorable Shehyn, et M. Cameron, M. Hall, M. Lessard, M. Murphy, M. Nantel et M. Turgeon agissent, au nom de cette Chambre, comme membres du dit comité mixte des impressions de la Législature.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre—, l'État des cautionnements fournis par certains officiers publics de la province de Québec, depuis le 27ième jour de janvier 1890, jusqu'au 12 novembre 1890, tel que requis par l'article 633 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Documents de la session, No. 38.*)

Ordonné, Que M. Monfette ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1080 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill amendant les articles 420, 421, 422, et 424 du Code municipal, touchant les fossés de ligne et travaux mitoyens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Marcotte ait la permission de présenter un bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'émission des permis d'occupation, certificats de vente ou billets de location des terres de la couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Marcotte ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1013 du Code municipal, concernant la vente des terrains affectés aux taxes municipales, à défaut de payment.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. LeBlanc,—A combien se montent les sommes d'argent dépensées par Monseigneur Labelle, sous-ministre d'agriculture, pour son dernier voyage en Europe ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Une question analogue a été posée par le même député, le 17 février dernier, question que l'on trouve, avec la réponse, à la page 233 des Journaux de cette Chambre, comme suit :

“ Par M. LeBlanc,—Quel montant a-t-il été payé pour défrayer les frais de la mission de Monseigneur Labelle, ou quel crédit a-t-il été ouvert pour cette fin ? ”

“ Réponse par l'honorable M. Mercier,—Un crédit de \$1,500 a été ouvert à Mgr. Labelle pour lui permettre de visiter l'Europe, dans l'intérêt de la province de Québec ; de donner des conférences partout où il pourra ; d'induire de bons cultivateurs ayant des capitaux à venir s'établir dans la province de Québec, et de faire connaître celle-ci par les meilleurs moyens et de la manière la plus avantageuse possible. ”

Cette somme de \$1,500 a été couverte par un mandat spécial, mentionné dans l'état produit hier devant cette Chambre.

Monseigneur Labelle m'écrit, ce matin, ce qui suit : “ A propos de l'interpellation de M. LeBlanc, je dois vous dire que j'ai dépensé les \$1,500 que le gouvernement avait mis à ma disposition. Je n'ai pas profité de la lettre de crédit que vous m'avez donnée, au cas où il se serait présenté des besoins urgents, car, comme je l'ai dit, à la face de l'Europe, je voulais faire beaucoup avec peu, pour me conformer au désir du gouvernement, qui m'avait recommandé de pratiquer toute l'économie possible. ”

L'honorable M. Duhamel met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des terres de la couronne de la province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1890. (*Documents de la session, No. 4*)

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la classification et au mesurage des bois abattus sur les terres de la couronne.

L'honorable M. Duhamel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, à son gré, établir des bureaux d'examineurs de mesureurs de bois, se composant chacun de trois personnes compétentes, dans le but d'examiner les aspirants à la pratique de la classification et du mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, ou sur lesquels la Couronne a des droits à exercer ou percevoir pour frais d'administration ou de revenu ;

Résolu, 2.—Que le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra permettre qu'il soit payé à chaque membre d'un bureau d'examineurs, la somme de quatre piastres au plus par jour, pendant la durée des examens ;

Résolu, 3.—Que tout aspirant devra envoyer au Commissaire des terres de la Couronne, avec son avis, une somme de quatre piastres pour frais d'examen.

Résolu, 4.—Que dans le cas de négligence ou de refus, de la part d'un mesureur de bois, de se conformer aux dispositions de la loi à être basée sur ces résolutions ou aux règlements passés en conformité d'icelle, le Commissaire des terres de la Couronne pourra annuler son permis ;

Qu'à compter de l'annulation de ce permis, ce mesureur ne peut plus classer ni mesurer de bois sur les terres de la Couronne, ou des bois sur lesquels la Couronne pourra avoir des droits à percevoir, sous peine d'une amende de pas moins de dix piastres et de pas plus de cinquante piastres avec les frais, sur conviction sommaire devant un magistrat de district, un magistrat de police, un juge des sessions ou tout magistrat ayant juridiction sur toute la province, ou à un emprisonnement d'un mois ou de trois mois à défaut de paiement d'icelle, à la discrétion du tribunal, dans la prison commune du district où l'offense aura été commise ;

Résolu, 5.—Que le permis de tout mesureur de bois qui, volontairement, fait de faux measurements, rejette illégalement du bois ou fait de faux rapports, dans le but de tromper et de frauder la province, pourra être révoqué ;

Qu'après la révocation de ce permis, tout tel mesureur de bois n'aura plus le droit de remplir ses fonctions comme tel sous peine d'une amende de vingt piastres au moins, et de pas plus de cent piastres, recouvrable sur conviction sommaire devant un magistrat de district, un magistrat de police, un juge des sessions ou tout magistrat ayant juridiction sur toute la province, ou à un emprisonnement d'un mois ou de trois mois à défaut de paiement d'icelle, à la discrétion du tribunal, dans la prison commune du district où l'offense aura été commise.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Portneuf) fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, à son gré, établir des bureaux d'examineurs de mesureurs de bois, se composant chacun de trois personnes compétentes, dans le but d'examiner les aspirants à la pratique de la classification et du mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, ou sur lesquels la Couronne a des droits à exercer ou percevoir pour frais d'administration ou de revenu ;

Résolu, 2.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra permettre qu'il soit payé à chaque membre d'un bureau d'examineurs, la somme de quatre piastres au plus par jour, pendant la durée des examens ;

Résolu, 3.—Que tout aspirant devra envoyer au Commissaire des terres de la Couronne, avec son avis, une somme de quatre piastres pour frais d'examen.

Résolu, 4.—Que dans les cas de négligence ou de refus, de la part d'un mesureur de bois, de se conformer aux dispositions de la loi à être basée sur ces résolutions ou aux règlements passés en conformité d'icelle, le Commissaire des terres de la Couronne pourra annuler son permis ;

Qu'à compter de l'annulation de ce permis, ce mesureur ne peut plus classer ni mesurer de bois sur les terres de la Couronne, ou des bois sur lesquels la Couronne pourra avoir des droits à percevoir, sous peine d'une amende de pas moins de dix piastres et de pas plus de cinquante piastres avec les frais, sur conviction sommaire devant un magistrat de district, un magistrat de police, un juge des sessions ou tout magistrat ayant juridiction sur toute la province, ou à un emprisonnement d'un mois ou de trois mois à défaut de paiement d'icelle, à la discrétion du tribunal, dans la prison commune du district où l'offense aura été commise ;

Résolu, 5.—Que le permis de tout mesureur de bois qui, volontairement, fait de faux mesurages, rejette illégalement du bois ou fait de faux rapports, dans le but de tromper et de frauder la province, pourra être révoqué ;

Qu'après la révocation de ce permis, tout tel mesureur de bois n'aura plus le droit de remplir ses fonctions comme tel sous peine d'une amende de vingt piastres au moins, et de pas plus de cent piastres, recouvrable sur conviction sommaire devant un magistrat de district, un magistrat de police, un juge des sessions ou tout magistrat ayant juridiction sur toute la province, ou à un emprisonnement d'un mois ou de trois mois à défaut de paiement d'icelle, à la discrétion du tribunal, dans la prison commune du district où l'offense aura été commise.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi portant privilège aux pères et aux mères de familles ayant douze enfants vivants ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. McShane fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi relative aux sociétés d'agriculture ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laliberté fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, mercredi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que M. Clendinneng soit ajouté au comité permanent des bills privés, au lieu de M. Bédard.

Ordonné, Que M. Ste-Marie et M. LeBlanc soient ajoutés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que M. Bisson soit ajouté au comité spécial permanent de législation et lois expirantes, au lieu de M. Chenevert, et que M. Chenevert soit ajouté au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, au lieu de M. Bisson.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Judi, 13 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. McIntosh,—La pétition de la Société Union Saint-Joseph des Artisans du village de Mégantic.

Par M. Normand,—La pétition de la Corporation de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Watts,—La pétition de James Miller et autres.—la pétition de F. X. Ed. Demers et autres,—et la pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Union St. Joseph de Lachine, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

De Nazaire Desroches et autres, de la paroisse de St. Alphonse de Granby, demandant que la paroisse de St. Alphonse soit érigée en municipalité locale et distincte, sous le nom de " Municipalité de la paroisse de St. Alphonse " ;

De L. C. Bachand et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " The Coaticook River Water Power Company " ;

De la Corporation de la cité de Montréal, demandant la nomination d'un inspecteur des élévateurs ;

De Dame Angélique Lapierre, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, demandant un acte lui accordant des pouvoirs plus étendus et pour autres fins ;

Du conseil de ville de la ville de Drummondville, demandant des amendements à sa charte.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—l'Etat des affaires de la Maison de la Providence, de Sainte-Elisabeth, comté de Joliette, pour l'année 1890.—(*Documents de la session, No. 9*).

M. Murphy, du comité permanent des diverses industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Owen Murphy, écuier, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Bisson, du comité permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Elie Hercule Bisson, écuier, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. McShane, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphes et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable James McShane, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Joseph E. Girouard, écuier, comme son président, et a convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit fixé à quatre membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cameron, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Alexander Cameron, écuier, pour son président, et il recommande que son quorum soit de sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Jules Tessier, écuyer, comme son président, et est convenu de recommander que son quorum soit fixé à sept membres.

Votre comité recommande de plus que messieurs les reviseurs des divers bills privés soient présents aux séances du dit comité, afin de lui donner les renseignements qu'ils sont en état de donner après l'étude qu'ils ont faite de ces bills.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Gladu,

Résolu qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Langelier et de M. Basinet, M. Bisson, M. Beauchamp, M. Cardin, M. Chenevert, M. de Grosbois, M. Laliberté, M. M. Marcotte, M. Marion, McIntosh, M. Poupore, M. Rocheleau, M. Spencer et de M. Tessier (Rimouski,) soit nommé pour examiner tous les amendements proposés à être faits au Code municipal.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1890, pour une copie des ordres en conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits "des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet. (*Documents de la session, No. 39.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour un état comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant le nombre de lettres reçues et envoyées, de rapports faits et rédigés, et tous autres renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années. (*Documents de la session, No. 40.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Robertson ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1080 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Dechene ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 3613 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender le deuxième paragraphe de l'article 926 du Code municipal ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 770a du Code municipal, tel que décrété par l'acte 53 Victoria, chapitre 47.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill à l'effet de légaliser les enregistrements et entrées faits dans les registres et index paraphés et authentiqués par les greffiers ou députés greffiers de la cour de circuit.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant l'article 194 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant les articles 948 et 953 du Code civil du Bas Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698 du Code civil du Bas-Canada, et l'article 925 du Code de procédure civile, et ajoutant de nouvelles dispositions à ces codes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant l'article 91 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Rimouski),—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir la charge de Surintendant de l'instruction publique, et de créer un ministère de l'instruction publique ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cette question n'a pas encore été prise en considération.

Par M. Lemieux,—Quelle était, en 1880, la valeur totale des biens imposables dans la province de Québec, d'après les rôles d'évaluation transmis, d'après la loi, au Secrétaire de la province ?

Réponse par l'honorable M. Langelier,—D'après les rapports dans mon département, il appert ce qui suit :

\$180,197,001.00 pour les municipalités rurales, en sus de 13 municipalités qui n'ont pas transmis de rapport ;

83,014,995.00 pour les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières ;

\$263,211,996.00 Total pour la province.

Par M. Lemieux,—Quelle était, en 1889-90, la valeur totale des biens imposables dans la province de Québec, d'après les rôles d'évaluation transmis, suivant la loi, au Secrétaire de la province ?

Réponse par l'honorable M. Langelier,—
\$172,541,848.00 pour les municipalités rurales, en sus de 227 municipalités qui n'ont pas transmis de rapport ;
..... Les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières n'ont pas transmis de rapport.

Par M. Owens,—Quel est le montant d'argent réalisé par la dernière vente des limites à bois, qui a eu lieu en janvier 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Le montant d'adjudication des limites offertes à cette vente a été de \$157,679.12.

M. Pinault propose, secondé par M. Carrier, qu'un ordre de la Chambre soit émis pour une copie de tous les écrits, rapports, articles de journaux et autres documents semblables, concernant les asiles d'aliénés dans cette province.

L'honorable M. Blanchet propose, comme amendement, secondé par M. Nantel, Que les mots " articles de journaux et autres documents semblables," soient retranchés.

M. Desmarais propose, comme sous amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski), que tous les mots après " mots " dans l'amendement, soient retranchés, et remplacés par les suivants : " et à la disposition du gouvernement."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Basinet,
Bélair,
Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Boyer,
Brunet,
Cameron,
Cardin,
Carrier,
Chenevert,*

*Côté,
Déchêne,
De Grosbois,
Desmarais,
Duhamel,
Fitzpatrick,
Girard,
Girouard,
Gladu,
Gosselin,
Laliberté,*

*Langelier,
Lovell,
Lussier,
McShane,
Marcotte,
Mercier,
Monfette,
Murphy,
Parent,
Pelletier,
Pinault,*

*Pouliot,
Rainville,
Rinfret,
Robidoux,
Rocheleau,
Rochon,
Shehyn,
Ste-Marie,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski)
et Watts—44.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve.—20.</i>

Ainsi il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant proposé ;

M. Duplessis propose, comme sous-amendement, secondé par M. McIntosh, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale, telle qu'amendée : " pourvu que le dit document ne soit pas imprimé et ne coûte rien, ainsi que le Premier ministre vient de le déclarer."

Et l'amendement est mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Déclène,</i>	<i>Love'll,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfrei,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Shelvin,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Chenecart,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—44.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie de tous les écrits, rapports, articles de journaux et autres documents semblables et à la disposition du gouvernement, concernant les asiles d'aliénés dans cette province ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par M. Hall,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—une liste complète des lettres de crédit ou promesses de futur payment émises par les départements du service administratif, respectivement, depuis le premier mars 1890 jusqu'à ce jour ; contenant aussi les noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été émises, le montant de chacune en particulier, ainsi qu'une mention de la nature des réclamations, motivant l'émission de ces lettres de crédit, avec la date qu'elles portent respectivement.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état complet et entier de l'actif et du passif de la province, afin de mettre la Chambre au courant de la situation financière actuelle.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les recettes et dépenses effectuées, depuis le 1er juillet dernier, jusqu'au 1er novembre courant.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour seconde lecture du bill amendant le Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 1013 du Code municipal, concernant la vente des terrains affectés aux taxes municipales, à défaut de paiement.

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

El alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 14 Novembre 1890.

Les petitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Robidoux,—la petition de Frédéric Pratt, gentilhomme, et de Dame Marie Albina Thibault, son épouse,—et la petition du Révérend Joseph Antoine Rivest et autres.

Par M. Chenevert,—la petition de Eugène Vadeboncœur et autres, tous de la ville de Louiseville.

Par M. de Grosbois,—la petition de Sa Grandeur Monseigneur Charles Edouard Fabre, archevêque de Montréal, et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Corporation de la ville de la Côte St-Antoine, demandant des amendements à sa charte ;

De J. K. Ward et autres, tous de la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité.

M. Bernatchez, du comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi N. Bernatchez, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi l'honorable Louis Philippe Pelletier, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et s'est assuré du fait que les avis requis ont été donnés pour chacune d'elles :

De la Société St-Jean-Baptiste permanente de Waterloo, demandant un acte d'incorporation ;

De M. le Comte Auguste Henry de Villeneuve, demandant un acte autorisant Joseph Orance Grandbois à ajouter à son nom les mots, " de Villeneuve " ;

De Geo. H. Allen et autres, du village de Waterloo, demandant un acte incorporant la ville de Waterloo pour les fins scolaires et municipales.

M. Laliberté, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Ed. H. Laliberté, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill autorisant Joseph Orance Grandbois, à ajouter à son nom celui de "de Villeneuve."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. deGrosbois ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste permanente de Waterloo.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de Waterloo, pour les fins scolaires et municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er mars 1890, pour une liste de tous les employés de la cour de magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats ; aussi un état détaillé de toutes les dépenses occasionnées pour l'établissement et le maintien de cette cour. (*Documents de la session, No 41.*)

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill pour expliquer l'acte 46 Victoria, chapitre 16, concernant les jurés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le nom de l'honorable M. Duhamel soit remplacé par celui de l'honorable M. Langelier, sur la liste des membres du comité conjoint de la bibliothèque.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'Assemblée législative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski), fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant l'enregistrement de certains titres portant création de substitution, et affectant, à cette fin, des biens immeubles, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les articles 420, 421, 422 et 424 du Code municipal, touchant les fossés de ligne et travaux mitoyens, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce bill, et que ce bill soit renvoyé au comité spécial pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill amendant l'article premier du Code de procédure civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill amendant l'article 1080 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce bill, et que ce bill soit renvoyé au comité spécial pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'émission des permis d'occupation, certificats de vente, ou billets de location des terres de la Couronne, étant lu ;

Ordonné, Que le dit rapport soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Sur motion de M. Béland, secondé par M. Brunet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, pétitions, et autres documents, échangés entre le gouvernement et aucun de ses membres et les associations ouvrières, au sujet du travail des garçons au-dessous de 16 ans et des filles au-dessous de 18 ans, dans l'industrie du tabac ; de la construction des échafaudages ; du premier gage ou hypothèque sur le produit du travail des ouvriers et journaliers ; de la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ; d'une demi journée de congé pour les ouvriers, le jour de la votation dans les élections ; et du droit de vote à tous les hommes âgés de 21 ans, résidant dans la province et gagnant au moins \$300 par année.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, pétitions et autres documents, échangés entre le gouvernement et aucun de ses membres, et les associations ouvrières, au sujet de la taxe de l'eau dans la cité de Montréal, et des amendements projetés à cet égard.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 17 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Poupore,—la pétition de Andrew Thomson White et autres, tous de la ville de Pembroke, comté de Renfrew, province d'Ontario.

Par M. Hall,—la pétition du Recteur et des Syndics de l'église St. Jude, paroisse de St. Jude, Montréal.

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic,—et la pétition du Conseil de ville de la ville de Rimouski.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de la Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Par M. Cameron,—la pétition de "*The Quebec Young Men's Christian Association.*"

Par M. Desmarais,—la pétition de la Corporation de la ville de St-Hyacinthe ;

Par l'honorable M. Robidoux,—la pétition de Alphonse Desjardins et autres, tous de la cité de Montréal,—et la pétition de John W. Hopkins et autres, tous architectes, de la cité de Montréal, et de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Boyer,—la pétition de Henri Bouthillier de la cité de Montréal,

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la " Société Union Saint-Joseph des Artisans, du village de Mégantic," demandant un acte d'incorporation ;

De la Corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à sa charte et aux divers actes qui l'amendent ;

De James Miller et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la " Compagnie de chemin de fer de Drummondville et Richmond ;"

De F. X. E. Demers et autres, tous de la ville de Drummondville, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " L'Union Saint-Joseph de Drummondville ;"

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant des amendements à sa charte ;

De Frédéric Pratt, gentilhomme, et de Dame Marie Albina Thibault, son épouse, demandant un acte validant civilement leur mariage ;

De Eugène Vadeboncoeur et autres, tous de la ville de Louiseville, demandant des amendements à la charte de la dite ville ;

Du Révérend Joseph Antoine Rivest et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la " Compagnie de l'Aqueduc Bourget de Rigaud ;"

De Sa Grandeur Monseigneur Charles Edouard Fabre, archevêque de Montréal, et autres, demandant un acte confirmant les conventions arrêtées entre la Faculté de Médecine de l'Université Laval de Montréal, et l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill pour enlever tout doute quant à l'application de l'article 5460 des Statuts refondus de la province de Québec, à la liquidation des sociétés de construction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill autorisant Joseph Orance Grandbois à ajouter à son nom celui de "de Villeneuve ;"

Et bill constituant en corporation la ville de Waterloo pour les fins scolaires et municipales.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Beauchamp,—1. Quelles sont les sociétés d'agriculture auxquelles le gouvernement a accordé des octrois spéciaux pour les expositions agricoles, ou autres fins analogues, payables sur les appropriations votées pour l'année fiscale 1890-91 ?

2. Quelle somme a été ainsi accordée à chacune d'elles ?

3. A quelles dates ces sommes ont-elles été accordées ?

4. Pour quel objet particulier, avec quelles instructions et sous quelles conditions, ces sommes ont-elles été accordées ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—La Société d'agriculture de Brome, octroi spécial, aide spécial \$400.00 ; Paiement 15 août 1890.

Par M. Owers,—Par quelles personnes, ou par quelles sociétés de marchands de bois, est dû le reste non payé du produit de la dernière vente des limites à bois, qui a eu lieu en janvier 1890 ?

Quel est le montant dû par chacune de ces personnes, ou par chacune de ces sociétés de marchands de bois ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Liste des personnes ou sociétés par lesquelles est dû le reste non payé du produit de la dernière vente de limites à bois, qui a eu lieu le 9 janvier 1890, et le montant dû par chacune de ces personnes, ou par chacune de ces sociétés de marchands de bois :

Adresse.	Nom.	Montant.
Chapeau village	Patrick Fitzpatrick	\$ 58,465 00
Québec	Walter Ross	13,299 00
Ottawa	E. E. Lauzon	31,090 50
Aylmer	J. B. Laflamme	22,310 00
Montréal	H. Hogan et al.	12,240 00
Québec	H. J. Beemer	914 00
Station Dequen	T. Lafontaine	1,050 00
Chicoutimi	Wm. Warren	15 28
Saint-Epiphanie	J. H. Deschênes	247 00
Saint-Anselme	C. Audet	357 75
Carleton, Bonaventure	John Leblanc	46 80
Québec	A. Gagnon	486 00

Total \$140,521 33

Ces acquéreurs ont été mis en demeure de payer à différentes reprises ; la plupart ont payé 10 pour cent lors de la vente, et si toutes ces sommes ne sont pas payées très prochainement, les ventes seront annulées, et ce qui a été payé sera confisqué au profit de la couronne.

Par M. Bisson,—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une commission pour refondre le Code municipal de la province de Québec et ses amendements ?

Si, oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Langelier,—Non, une nouvelle édition anglaise et française du Code municipal, avec les amendements et la jurisprudence, vient d'être achetée et sera distribuée incessamment.

Par l'honorable M. Blanchet,—A quelles municipalités ont été accordées les \$10,000.00 votées pour l'empierrement des chemins, pour l'exercice de 1890-91 ?

A quelle date ?

Par ordre en conseil ou par lettre ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—A aucune directement, mais un montant total de \$6,298.13 a été dépensé, jusqu'à ce jour, sur ce crédit comme suit :

6 août 1890.....	\$	2.65	—J. O. Méthot, inspection, frais de voyage.
18 sept. “		250.00	—à Charlesbourg et St-Roch-Nord.
6 nov. “		6,045.48	—St-Isidore, comté de Laprairie.

Total \$6,298.13

Pas d'ordre en conseil.

Sur motion de M. McIntosh, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil déterminant la distribution des deniers de colonisation, pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Poupore,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous documents, se rapportant à l'empierrement des chemins municipaux, avec, en outre, un état, depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins, et la date de ces promesses ou de ces octrois.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1890, mentionnant les montants dûs, en capital et intérêt, et les dates de ces remises.

Sur motion de M. Brunet, secondé par M. de Grosbois,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des rapports des architectes employés à la construction et aux réparations de l'école normale de Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Langelier,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération une certaine résolution, relativement au traitement des sous-chefs des départements publics.

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

L a Chabre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que le maximum du traitement des sous-chefs des départements publics sera de deux mille quatre cents piastres par année, à l'exception de celui de l'assistant-Procureur général, dont le traitement pourra être porté, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, jusqu'à trois mille piastres par année.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Portneuf) fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le maximum du traitement des sous-chefs des départements publics sera de deux mille quatre cents piastres par année, à l'exception de celui de l'assistant-Procureur général, dont le traitement pourra être porté, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, jusqu'à trois mille piastres par année.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant "l'Hôpital protestant des aliénés," incorporé par l'acte de cette province, 44-45 Vict., ch. 53.

Un bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'assemblée législative, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 18 Novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Mercier,—la pétition des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal,—et la pétition de la Maison de l'Immaculée Conception de Montréal.

Par l'honorable M. McShane,—la pétition du Recteur et des syndics de l'église épiscopale réformée de St Barthélemy, de Montréal.

Par l'honorable M. Robidoux,—la pétition de Sir Donald Smith et autres.

Par M. Hall,—la pétition de la Corporation de la cité de Montréal,—et la pétition du bureau d'agence d'immeubles de Montréal.

Par M. Desmarais,—la pétition du Révérend T. St-Aubin et autres.

Par M. Laliberté,—la pétition de l'honorable François Langelier, membre de la Chambre des Communes du Canada, et autres.

Par M. Girouard,—la pétition de Benjamin Castonguay et Emilie Vallée, son épouse.

Par M. Rainville,—la pétition de Joseph Oscar Fournier, de la ville de St Jean,—la pétition de Joseph N. Létourneau, docteur en médecine de la cité de Montréal,—la pétition de l'honorable Joseph Isidore Thibaudeau, sénateur, et autres, de la cité de Montréal,—la pétition de C. A. Geoffrion et autres, de la paroisse de St Michel de Vaudreuil,—la pétition du Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal,—la pétition de la compagnie "*The Royal Electric Company*",—la pétition du Bureau des commissaires des écoles catholiques de la cité de Montréal,—et la pétition de "*The Montreal Safe Deposit Company*."

Par M. Chenevert,—la pétition de la Corporation du village d'Aylmer, comté d'Ottawa,—et trente-six pétitions des Chevaliers du travail de la cité et du district de Montréal.

Par M. de Grosbois,—trente-six pétitions des Chevaliers du travail des cité et district de Montréal.

Par M. Béland,—quatre-vingt-quinze pétitions des Chevaliers du travail de la province de Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires de l'asile de Finlay, de Québec, pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 91.*)

M. Bernatchez, du comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant la loi portant privilège aux pères ou mères de famille ayant douze enfants vivants, ainsi que la proposition faite par M. Picard, député de Wolfe, à l'effet de donner la nue-propriété du lot de douze enfants au père ou à la mère, suivant les cas, et non pas seulement l'usufruit et la jouissance tel que stipulé dans l'article 1748b. Votre comité est d'opinion de ne pas recommander ce dernier changement, pour s'en tenir à celui mentionné dans le bill actuellement devant la Chambre ;

Votre comité a aussi examiné la résolution du conseil de l'agriculture, adoptée le 29 octobre dernier, recommandant d'amender la section 1616 des Statuts refondus de la province de Québec, en substituant au second paragraphe de la dite section, le paragraphe suivant : " Cette société se compose des personnes qui ont signé cette déclaration, aussi longtemps qu'elles continuent à payer leur souscription annuelle, et de toutes celles qui, " à l'avenir, paieront en temps utile, cette souscription annuelle. "

Et votre comité recommande l'adoption de cet amendement.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité lequel est lu, comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

De "*The International Advent Christian Conference*,"—de la Société Union St-Joseph du village de Mégantic ; de la compagnie du chemin de fer de Drummond et Richmond,—et de l'Union St-Joseph de Drummondville ; demandant, chacun un acte d'incorporation,—de la Ville de Ste-Cunégonde de Montréal,—de la Ville de la Côte St-Antoine, et du Conseil municipal de la ville de Drummondville ; demandant séparé.

ment des amendements à leur charte,—de Nazaire Desroches et autres, de la paroisse de St-Alphonse de Granby ; demandant que cette paroisse soit érigée en municipalité locale et distincte, sous le nom de la municipalité de la paroisse de St-Alphonse.

M. Bernatchez propose, secondé par M. Rocheleau,

Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

M. Picard propose, comme amendement, secondé par M. Poupore, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit rapport soit renvoyé de nouveau au dit comité."

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le dit rapport soit renvoyé de nouveau au dit comité.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte de constitution en corporation de la cité de Ste. Cunégonde de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un bill modifiant les actes relatifs à la Corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. McIntosh ait la permission de présenter un bill constituant en corporation l'Union Saint-Joseph des artisans de Mégantic.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill détachant des cantons de Granby et de Farnham-Est, et érigeant en municipalité distincte la paroisse de Saint-Alphonse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Lovell ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la partie de la "*International Advent Christian Conference*" située et comprise dans la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un bill constituant en corporation "l'Union Saint-Joseph de Drummondville ;"

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la ville de Drummondville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant l'article 4616a des Statuts refondus à l'effet de diminuer la largeur des rues de soixante-six pieds à soixante pieds.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 novembre 1890, pour copie de tous ordres en conseil, déterminant la distribution des deniers de colonisation pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province. (*Document de la session, No. 42*).

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une certaine résolution rapportée du comité de toute la Chambre, hier, relativement aux traitements des sous-chefs des départements publics ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Langelier, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, concernant le service civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Le bill concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé en comité général pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill améliorant la procédure de la Cour supérieure ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 194 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 3613 des Statuts refondus de la province de Québec relativement au notariat, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation, et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 91 du Code civil, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un tableau faisant voir : 1. Les noms des municipalités corporatives ou particulières qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction des ponts en fer, depuis janvier 1887 ;

2. Les montants demandés et les montants obtenus ;

3. Les montants promis par le gouvernement ;

4. La date de ces octrois ou de ces promesses ;

5. Les montants évalués de la dépense faite ou promise par chaque municipalité pour assurer la construction de ces ponts en fer ;

6. Le montant total de ces réclamations existantes contre le gouvernement, et des engagements actuels ou éventuels de la province pour ces ponts en fer.

Ordonné, 1. Qu'à l'avenir, tout bill pour amender le Code municipal, soit discuté lors de la première lecture, et référé, s'il y a lieu, avant la seconde lecture au comité du Code municipal.

2. Que tout bill public, qui doit être référé au comité de législation, ne le soit qu'à près sa seconde lecture ;

3. Et que tous les ordres permanents incompatibles ou contraires aux deux règles ci-dessus, soient rescindés.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copie du marché passé entre M. Charles Berger, entrepreneur, et le gouvernement ou le département des Travaux publics, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal ;

2° Copie des avis de soumissions demandées et de celles reçues ;

3° Copie de tous ordres en conseil à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Le bill constituant en corporation la Société Saint-Jean-Baptiste permanente de Waterloo est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et référé au comité permanent des divers bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 19 Novembre 1890.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Andrew Thomson White et autres, tous de la ville de Pembroke, comté de Renfrew, province d'Ontario, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Smith's Creek Improvement Company*" ;

Du Recteur et des Syndics de l'église St. Jude, paroisse de St. Jude, Montréal, demandant un acte les autorisant à acquérir certains immeubles et à les hypothéquer ;

De la Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, demandant des amendements à sa charte, à l'effet de prolonger le temps accordé pour l'exécution des travaux ;

Du Conseil de ville de la ville St. Germain de Rimouski, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

De la Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, demandant des amendements à sa charte ;

De *The, Quebec Young Men's Christian Association*, demandant des amendements à sa charte ;

De la Corporation de la ville de St-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte ;

De Alphonse Desjardins et autres, tous de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie de chemin de fer de Montréal et de raccordement du Pacifique ;

De Henri Bouthillier, de la cité de Montréal, demandant un acte l'autorisant à disposer de certains biens substitués ;

De John W. Hopkins et autres, tous architectes, de la cité de Montréal et de la cité de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Association des Architectes de la province de Québec. "

M. Ste-Marie, du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a considéré de nouveau, suivant l'ordre donné, hier, par cette Chambre, la décision au sujet de la proposition de M. Picard, député de Wolfe, de faire certains amendements à la loi portant privilèges pour les pères et mères de famille ayant douze enfants vivants, autres que ceux proposés par M. Picard, et votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il persiste, à l'unanimité, dans sa décision contenue dans le rapport soumis hier.

Votre comité a, de plus, considéré les documents ci-annexés concernant le mérite agricole, consistant : 1. En le rapport préliminaire du comité du concours du mérite agricole, au sujet de la terre de MM. Charles et Zéphyr Champagne, de St-Eustache, comté des Deux-Montagnes ;

2. En la résolution du conseil d'agriculture adoptant ce rapport, et recommandant l'octroi immédiat d'une médaille d'or à M. Charles Champagne ;

3. En une lettre de l'honorable M. Joly de Lotbinière à ce sujet ;

4. En la réponse du Commissaire d'agriculture.

Et votre comité a l'honneur de recommander à cette Chambre la favorable considération de ces documents.

Votre comité ayant été, de plus, informé par le Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, qu'il avait invité Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à présider lui-même une séance solennelle durant laquelle cette médaille d'or serait par lui attachée sur la poitrine de M. Charles Champagne, votre comité croit devoir recommander cette suggestion et espère que cette séance sera rendue aussi solennelle que possible, afin d'encourager les cultivateurs de mérite, et de leur laisser espérer le même honneur et la même récompense, s'ils s'en rendent dignes.

Votre comité recommande, de plus, qu'il plaise à votre honorable Chambre d'ordonner l'impression de dix mille copies en français, et de cinq mille copies en anglais, du présent rapport et des documents ci-annexés pour être distribués dans toute la province.

(*Pour les documents mentionnés dans ce rapport, voir Documents de la session No. 43.*)

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis qui en ont été donnés, sont suffisants dans chaque cas :

Du Bureau des Commissaires des écoles catholiques romaines de la cité de Montréal, demandent une loi l'autorisant à émettre des bons et pour autres fins ;

De Frédéric Pratt, écuyer, et de Dame Marie Albina Thibault, son épouse, demandant un acte validant civilement leur mariage ;

De Dame Abbie Elizabeth Pulsifer et autres, de Montréal, et de John W. Denison et autres, demandant chacun une loi les constituant en corporation ;

De Dame Angélique Lapiere, de la cité de Montréal, exécutrice testamentaire de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, demandant une loi lui accordant de plus amples pouvoirs, et pour d'autres fins ;

De l'Union St-Joseph de Lachine,—de la corporation de la cité de Trois-Rivières ;—d'Eugène Vadeboncoeur et autres, de la ville de Louiseville, demandant chacun des amendements à leur charte ;

Du Révérend Antoine Rivest et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de Compagnie de l'Aqueduc Bourget de Rigaud.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que l'avis de trente jours n'est pas encore expiré, mais comme le temps sera presque écoulé lorsque le bill viendra devant le comité, nous sommes convenus de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51ème règle, afin que le bill puisse être présenté.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Bernatchez propose, secondé par M. Ste.-Marie,—Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de la colonisation, présenté hier ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Basinet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>England,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Spencer</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Clendenning,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve et</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Watts.—63.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE.—Personne.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un bill modifiant les divers actes concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Boyer ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Lachine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill valant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Watts ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Chenevert ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la ville Louiseville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est lu et reçu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal à émettre des débentures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robertson ait la permission de présenter un bill rétablissant, d'une façon plus étendue, l'exemption des taxes municipales, pour certaines propriétés minières, accordée sous l'opération de l'article 1544 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Rochon ait la permission de présenter un bill amendant l'article 2144a du Code civil, tel qu'amendé par la 52 Victoria, chap 16.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Les noms des magistrats de district, la date de leur nomination, l'étendue de leur juridiction ;

2. Le nombre de causes civiles jugées par eux, chaque année ;

3. Le nombre de causes criminelles jugées par eux, chaque année ;

4. Le nombre des termes criminels tenus dans les limites de leur juridiction respective ;

5. Les noms des différents endroits où chacun d'eux siège ;

6. Le salaire de chacun d'eux et les augmentations accordées ; leurs dates.

M. Turgeon propose, secondé par M. Déchène,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance et des documents en la possession du gouvernement, concernant l'inspection hygiénique médicale des manufactures et des ateliers.

Et un débat s'ensuivant ;

Sur motion de M. Béland, secondé par M. Brunet,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'ordre de la Chambre, pour la seconde lecture du bill amendant le Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada étant lu,

M. Gladu propose secondé par M. Lussier,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à 7½ heures P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill modifiant l'acte de constitution en corporation de la cité de Ste. Cunégonde de Montréal ;

Bill modifiant les actes relatifs à la corporation de la ville de la Côte St. Antoine ;

Bill constituant en corporation la partie de l'*International Advent Christian Conference*, située et comprise dans la province de Quebec ;

Et bill constituant en corporation l'Union St. Joseph de Drummondville.

Le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Le bill pour expliquer l'acte 46 Vict, chap. 16, concernant les jurés, est, en conformité de l'ordre, lu pour la seconde fois, et référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du bill amendant la loi portant privilège aux pères et mères de famille ayant douze enfants vivants, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi portant privilège aux pères ou mères de famille ayant douze enfants vivants."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions autorisant le Lieutenant-Gouverneur de faire un contrat pour la garde des aliénés avec "l'Hôpital protestant des aliénés," incorporé par l'acte de cette province 44-45 Vict, chap. 53, étant lu ;

L'honorable M. Langelier informe alors la Chambre que son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre,

La Chambre se forme alors en tel comité.

(EN COMITÉ)

Considérant qu'il convient que les aliénés protestants de la province soient logés et traités dans une institution protestante, il est en conséquence :

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Secrétaire de la province, agissant au nom de cette dernière, à prendre arrangement avec l'Hôpital protestant des aliénés—constitué en corporation en vertu de l'acte 44-45 Victoria, chapitre 50,—touchant le soin, l'entretien et le traitement des aliénés protestants, pendant une période de dix années, à condition que le prix à payer ne dépasse pas la somme de cent seize piastres par année pour chaque patient admis et traité.

Résolu, 2.—Que dans le contrat à intervenir, en vue de mettre à exécution la résolution précédente, il soit stipulé, de la part de la province, que celle-ci conservera le contrôle absolu du service médical.

Résolu, 3.—Qu'il soit stipulé au dit contrat qu'un comptable sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour tenir les livres que le Secrétaire de la province pourra conseiller de tenir touchant la gestion de cet hôpital ; et que l'hôpital devra loger et nourrir le dit comptable, dont le traitement sera, néanmoins, payé par la province.

Résolu, 4.—Que, dans le contrat susmentionné, la nature et les conditions du soin, de l'entretien, de l'habillement, de la diète et du traitement des patients, seront décrites en détail dans une annexe au dit contrat, laquelle annexe pourra, par la suite, en n'im porte quel temps,—si la chose est jugée nécessaire,—être corrigée, modifiée ou ajoutée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ; et il devra être stipulé que tous suppléments alimentaires et toutes les choses qui pourront être fournies aux patients, par les ordres du surintendant médical, et non ainsi décrites en détail, seront considérées comme formant partie du traitement médical et seront fournies par la province et aux frais de cette dernière.

Résolu, 5.—Qu'il devra être stipulé au dit contrat que le nombre des gardiens à être employés par le dit hôpital, ainsi que le nombre de patients à être assignés à chacun d'eux, sera déterminé par le Secrétaire de la province sur l'avis du surintendant médical.

Résolu, 6.—Qu'il devra être stipulé au dit contrat, qu'icelui sera soumis aux lois qui régissent les asiles publics d'aliénés ainsi qu'aux règlements faits et à faire en vertu de ces lois, et que le dit hôpital et ses directeurs s'engageront par le dit contrat à s'y conformer en tout temps.

Résolu, 7.—Qu'il pourra être stipulé au dit contrat, qu'il sera loisible à la province, pendant le temps qu'il sera en vigueur, d'acheter les édifices du dit hôpital au prix d'une somme à être fixée par des arbitres dont la nomination pourra également faire l'objet d'une disposition du dit contrat.

Résolu, 8.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Secrétaire de la province, agissant au nom de cette dernière, à faire au dit contrat toutes autres stipulations qui seront considérées être dans l'intérêt public, non contraires aux présentes résolutions et aux lois générales concernant les asiles publics.

Résolu, 9.—Qu'il sera stipulé au dit contrat que toute violation de l'une quelconque de ses dispositions par le dit hôpital, et ses directeurs, sera considérée comme cause d'annulation du dit contrat.

Résolu, 10.—Que le dit contrat devra comprendre une disposition relative au paiement au dit hôpital, au même taux, de toute somme pouvant être due pour le soin et l'entretien, jusqu'à la date du dit contrat, de tous les patients qui pourront avoir déjà été admis et traités dans le dit hôpital.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cameron fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'autoriser le Secrétaire de la province, agissant au nom de cette dernière, à prendre arrangement avec l'Hôpital protestant des aliénés—constitué en corporation en vertu de l'acte 44-45 Victoria, chapitre 50,—touchant le soin, l'entretien et le traitement des aliénés protestants, pendant une période de dix années, à condition que le prix à payer ne dépasse pas la somme de cent seize piastres par année pour chaque patient admis et traité.

Résolu, 2.—Que dans le contrat à intervenir en vue de mettre à exécution la résolution précédente, il soit stipulé, de la part de la province, que celle-ci conservera le contrôle absolu du service médical.

Résolu, 3.—Qu'il soit stipulé au dit contrat qu'un comptable sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour tenir les livres que le Secrétaire de la province pourra conseiller de tenir touchant la gestion de cet hôpital; et que l'hôpital devra loger et nourrir le dit comptable, dont le traitement sera, néanmoins, payé par la province.

Résolu, 4.—Que, dans le contrat susmentionné, la nature et les conditions du soin, de l'entretien, de l'habillement, de la diète et du traitement des patients, seront décrites en détail dans une annexe au dit contrat, laquelle annexe pourra, par la suite, en n'importe quel temps,—si la chose est jugée nécessaire,—être corrigée, modifiée ou ajoutée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil; et il devra être stipulé que tous suppléments alimentaires et toutes les choses qui pourront être fournies aux patients, par les ordres du surintendant médical, et non ainsi décrites en détail, seront considérées comme formant partie du traitement médical et seront fournies par la province et aux frais de cette dernière.

Résolu, 5.—Qu'il devra être stipulé au dit contrat que le nombre des gardiens à être employés par le dit hôpital, ainsi que le nombre de patients à être assignés à chacun d'eux, sera déterminé par le Secrétaire de la province sur l'avis du surintendant médical

Résolu, 6.—Qu'il devra être stipulé au dit contrat, qu'icelui sera soumis aux lois qui régissent les asiles publics d'aliénés ainsi qu'aux règlements faits et à faire en vertu de ces lois, et que le dit hôpital et ses directeurs s'engageront par le dit contrat à s'y conformer en tout temps.

Résolu, 7.—Qu'il pourra être stipulé au dit contrat, qu'il sera loisible à la province, pendant le temps qu'il sera en vigueur, d'acheter les édifices du dit hôpital au prix d'une somme à être fixée par des arbitres dont la nomination pourra également faire l'objet d'une disposition du dit contrat.

Résolu, 8.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le secrétaire de la Province, agissant au nom de cette dernière, à faire au dit contrat toutes autres stipulations qui seront considérées être dans l'intérêt public, non contraires aux présentes résolutions et aux lois générales concernant les asiles publics.

Résolu, 9.—Qu'il sera stipulé au dit contrat que toute violation de l'une quelconque de ses dispositions par le dit hôpital, et ses directeurs, sera considérée comme cause d'annulation du dit contrat.

Résolu, 10.—Que le dit contrat devra comprendre une disposition relative au paiement au dit hôpital, au même taux, d'une somme pouvant être due pour le soin et l'entretien, jusqu'à la date du dit contrat, de tous les patients qui pourront avoir déjà été admis et traités dans le dit hôpital.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son cours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son cours.

Le bill pour enlever tout doute quant à l'application de l'article 5460 des Statuts refondus de la province de Québec, à la liquidation des sociétés de construction, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé en comité général, pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jendredi, 20 novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Tessier (Portneuf).—Six pétitions de l'Assemblée Jacques-Cartier No. 10674 des Chevaliers du travail.

Par M. Lemieux.—Douze pétitions des Chevaliers du travail de Lévis.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, de Montréal, demandant des amendements à leur acte d'incorporation ;

De la Maison de l'Immaculée Conception, de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise épiscopale éformée St. Barthélémi, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation ;

De Sir Donald Smith et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Royal Canadian Trust and Fidelity Company*."

De la Corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

Du Bureau d'agence d'immeubles, de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

Du Révérend T. St. Aubin et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie de chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu ;

De l'honorable François Langelier et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir ;

De Benjamin Castonguay et Emélie Vallée, son épouse, demandant un acte les autorisant à hypothéquer certains biens substitués ;

De Joseph Oscar Fournier, de la ville de St. Jean, demandant un acte autorisant le Barreau de cette province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Joseph N. Létourneau, docteur en médecine, de la cité de Montréal, demandant un acte le déclarant membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ;

De l'honorable Joseph Isidore Thibaudeau, sénateur et autres, tous de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Provincial Agency Company*" (limited) ;

De C. A. Geoffrion et autres, tous de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, demandant un acte les constituant en corporation de village ;

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant un acte les autorisant à émettre des débentures ;

De la Compagnie *The Royal Electric Company*, demandant des amendements à sa charte ;

Du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal, demandant un acte déclarant final l'acte de partage entre les héritiers Boudrias ;

De *The Montreal Safe Deposit Company*, demandant des amendements à sa charte ;

De la Corporation du village Aylmer, comté d'Ottawa, demandant un acte incorporant le dit village en ville ;

Trente-six pétitions des Chevaliers du travail de la cité et du district de Montréal, demandant : 1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre ;

2. Que pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demie journée de congé le jour de votation des élections provinciales ;

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans, et gagnant \$300 piastres par année ;

Trente-six pétitions des Chevaliers du travail de la cité et du district de Montréal, et quatre-vingt-quinze pétitions des Chevaliers du travail de la province de Québec, demandant : 1. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois ;

2. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires ;

3. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ;

4. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé suffisants les avis qui ont été donnés :

De la *Coaticook River Water Power Company*,—d'Alphonse Desjardins et autres, de Montréal,—de John W. Hopkins et autres, architectes,—d'Andrew Thomson White et autres, de la ville de Pembroke, demandant séparément un acte d'incorporation ;

De la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ;

De *The Young Men's Christian Association* de Québec ;

De la Corporation de la cité de St-Hyacinthe,—de celle de la ville de Rimouski ;

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise St-Jude de Montréal, demandant chacun des amendements à sa charte.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic demandant des amendements, votre comité trouve que les avis n'ont commencé à être publiés que le huit de ce mois ; cependant, comme il sera du devoir du comité des bills privés de voir à ce que les intérêts des tiers soient complètement protégés lorsque le bill lui sera soumis, en conséquence votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51ème règle, de manière à ce qu'un bill basé sur cette pétition puisse être introduit.

Résolu, Que la Chambre concoure dans ce rapport.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a constaté que, par erreur, le bill amendant les articles 420, 421, 422 et 424, du Code municipal, touchant les fossés de ligne et les travaux mitoyens avait été référé au comité de législation et des lois expirantes, et il recommande qu'il soit référé au comité spécial du Code municipal.

Votre comité a pris en considération le bill suivant qu'il rapporte sans amendement, et qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant l'article 194 des Statuts Refondus de la province de Québec.

Votre comité après avoir examiné le bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles, a décidé de ne pas le rapporter à cette Chambre, mais de faire le rapport suivant :

Votre comité suggère que le gouvernement introduise une loi amendant le Code de procédure civile comme suit :

"1. Il doit y avoir dans les districts de Québec et de Montréal, un certain nombre de sténographes officiels pour prendre, par la sténographie, les dépositions dans les causes inscrites sur le rôle d'enquête et audition, et dans toutes les causes où un juge requiert leurs services.

" 2. Ces sténographes sont des officiers de la cour, ils sont nommés par le gouvernement, sur la recommandation de la section du barreau de leurs districts respectifs, et ils reçoivent un salaire annuel de

" 3. Les notes des témoignages sont prises par ces sténographes, sous la direction du juge, et déposées au greffe pour faire partie du dossier, et des copies faites au moyen de ces notes, sont délivrées aux parties dans les causes portées devant la cour de révision ou la cour d'appel.

" 4. Sur demande d'une des parties intéressées, il est loisible au juge qui a entendu ces témoignages, de faire corriger les erreurs qui ont pu se glisser dans ces copies.

" 5. Sur chaque déposition ainsi prise par les sténographes officiels, il est payé une somme de dix centins par cent mots, laquelle est payée avant que le dossier soit mis devant le juge."

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Poupore ait la permission de présenter un bill constituant en corporation *The Smith's Creek Improvement Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill constituant en corporation les Sœurs de Ste-Marguerite.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte 47 Victoria, chapitre 46, concernant l'Eglise St. Jude, dans le diocèse de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill constituant en corporation *The Ries Electric Traction and Brake Company of Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la cité de St. Hyacinthe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter un bill amendant l'acte constituant en corporation *The Quebec Young Men's Christian Association*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Montréal et de raccordement du Pacifique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, concernant les enquêtes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Ste-Marie,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité spécial permanent d'agriculture d'immigration et de colonisation.

Ordonné, Que M. Dechene ait la permission de présenter un bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, en ajoutant à l'article 371 des dits Statuts les clauses 371a, 371b, 371c, 371d.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill amendant l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Lemieux.—Quelle était, en 1888, la valeur totale des biens imposables dans la province de Québec, d'après les rôles d'évaluation transmis, d'après la loi, au Secrétaire provincial ?

Réponse par l'honorable M. Langelier,—\$226,942,975,00. Plus, cinquante municipalités qui n'ont pas transmis de rapport.

Sus motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet.

Ordonné, Qu'il soit mis devant la Chambre,—un tableau montrant, en différentes colonnes :

1. Les lignes ou compagnies de chemins de fer et personne ou personnes incorporées ou non, qui ont fait des demandes de subventions au gouvernement depuis la confédération ;

2. Celles qui ont obtenu de ces subventions ou qui ont obtenu des promesses de subvention ;

3. La date de ces subventions ou de ces promesses, soit par législation, soit par ordre en conseil, soit par lettre d'aucun des ministres ou employés des ministères ;

4. Le montant de ces subventions, leur nature en terre ou en argent ;

6. Le montant total, actuellement dû à chacune de ces compagnies, en terre ou en argent ;

6. Le montant total de toutes les obligations de la province, sous le rapport de ces subventions en terre ou en argent.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 11 novembre 1890, pour un état indiquant, en détail, les paiements et les dépôts faits, jusqu'à ce jour, par les municipalités pour les ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887, et les engagements pris par ces municipalités à ce sujet, et le montant de ces engagements. (*Documents de la session, No. 44.*)

M. Carrier, propose, secondé par M. Pinault.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout ordre en conseil, de toute correspondance et de tout document, se rattachant à la compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs, aux réclamations produites contre la compagnie, aux paiements faits par le gouvernement ou par lui, avec un tableau complet des dites réclamations et des dits paiements faits

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité permanent des bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation l'Union St. Joseph des Artisans de Mégantic.

Et bill relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier.

Le bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et référé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires de "*The Women's Christian Association of Quebec,*" pour l'année 1889-90. (*Documents de la session, No. 9.*)

La Chambre reprend le débat sur la question, proposée aujourd'hui,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout ordre en conseil, de toute correspondance et de tout document, se rattachant à la Compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs, aux réclamations produites contre la compagnie, aux paiements faits par le gouvernement ou par lui, avec un tableau complet des dites réclamations et des dits paiements."

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et référés au comité permanent de législation et des lois expirantes, savoir :

Bill à l'effet de légaliser les enregistrements et entrées faits dans les registres et index paraphés et authentiqués par les greffiers ou députés-greffiers de la cour de circuit.

Bill amendant les articles 948 et 953 du Code civil du Bas-Canada.

Bill pour amender les articles 305, 691, 693, et 698 du Code civil du Bas-Canada, et l'article 925 du Code de procédure civile, et ajoutant de nouvelles dispositions à ces codes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour enlever tout doute quant à l'explication de l'article 5460 des Statuts refondus de la province de Québec, à la liquidation des sociétés de construction ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau, est, en conformité de l'ordre, lu pour la seconde fois, et renvoyé à un comité général pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 21 novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Béland,—Neuf pétitions des Chevaliers du travail de Québec.

Par M. Brunet,—Six pétitions des Chevaliers du travail de Québec.

Par M. Chenevert,—Trois pétitions des Chevaliers du travail de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, de Boucherville, de la Bruère, Gilman, Larue, Laviolette, Prévost, Ross D. A., et Tourville, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Aussi, le Conseil législatif informe cette chambre qu'il a nommé les honorables MM. Bresse, Cormier, de LaBruère, Dionne, Dorion, Méthot, Prévost, Ross, J. J., Ross, D. A., Tourville et Ward, membres d'un comité pour surveiller les impressions du Conseil pendant la présente session, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

Messieurs de l'Assemblée législative :

Je reçois, avec une grande satisfaction, l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté et de l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la province.

A. R. ANGERS.

Québec, ce 18 novembre 1890

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—Le 39ième rapport annuel de l'Union St-Joseph de Montréal, pour l'année 1889-90. (*Documents de la session, No. 9.*)

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que des avis suffisants avaient été donnés dans chaque cas :

De Sa Grandeur Monseigneur Charles Edouard Fabre, archevêque de Montréal, et autres ; demandant une loi pour confirmer l'accord fait entre la Faculté de médecine de l'Université-Laval, à Montréal, et l'École de médecine et de chirurgie de Montréal.

Du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de Montréal ; demandant une loi pour rendre final un partage fait entre les héritiers Boudrias.

De Henri Bouthillier, de la cité de Montréal ; demandant une loi qui l'autorise à vendre un immeuble grevé de substitution.

De Sir Donald Smith et autres, de Montréal,—du recteur et des syndics de l'église réformée de St. Barthelemy,—de C. A. Geoffrion et autres, de la paroisse de St. Michel de Vaudreuil,—du Révérend T. St. Aubin et autres ; demandant séparément un acte d'incorporation.

De la Corporation de la cité de Montréal ; demandant des amendements à sa charte ;

Quant aux pétitions des Révérendes Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation,—de la Maison de l'Immaculée Conception de Montréal ; demandant aussi des amendements à sa charte,—et de Benjamin Castonguay et d'Emélie Vallée, son épouse ; demandant une loi les autorisant à hypothéquer certain immeuble substitué, votre Comité trouve qu'il n'a pas été donné d'avis, mais comme toutes les parties intéressées ont signé ces pétitions, en conséquence, votre comité désire recommander la suspension de la 51e règle de votre honorable Chambre "

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation *The Royal Canadian trust and fidelity Company.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lovell ait la permission de présenter un bill constituant en corporation *Coaticook River Water Power Company.*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. McShane ait la permission de présenter un bill constituant en corporation les recteurs et les syndics de l'église épiscopale de St-Barthélemi, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte constituant en corporation "La Maison de l'Immaculée Conception de Montréal."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte constituant en corporation "Les Dames Religieuses de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, de Montréal."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et ratifiant certains arrangements entre la dite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un bill pour amender le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial pour examiner tous les amendements proposés: au Code Municipal.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—les Comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin, 1890. (*Documents de la session, No. 3.*)

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un bill amendant la cédula No. 25 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Dechene ait la permission de présenter un bill amendant la section 3637 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant le notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le dit bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le dit bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le dit bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant le service civil ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Mercier, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Monfette</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Watts—35.</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer—15.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill rétablissant, d'une façon plus étendue, l'exemption des taxes municipales pour certaines propriétés minières, accordée sous l'opération de l'article 1544 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité : et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Owens fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. McDonald.—Le gouvernement a-t-il promis un bonus de cinquante centins par tonne de betteraves récoltées cette année, afin d'encourager les cultivateurs à faire cette culture en vue de la fabrication du sucre ?

Si oui, quand cette promesse a-t-elle été faite ?

Quand sera-t-elle mise à exécution ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—De nombreuses demandes ont été faites dans ce sens, entre autres le 10 janvier, par le conseil de la ville de Farnham ; le 11 février, par MM. les maires et conseillers de Farnham et Berthierville ; et le 20 mai aussi dernier, par M. Girard, député actuel de Rouville.

Aux deux premières demandes, j'ai répondu que le gouvernement s'occuperait de cette importante question aussitôt que possible.

A la troisième, celle de M. Girard, j'ai répondu, entre autres choses, ce qui suit :

“ En réponse à la vôtre du 20 courant, vous pouvez être sûr que le gouvernement fera tout son possible pour favoriser la ré-ouverture d'une manufacture de sucre de betterave à Farnham.”

“ Seulement, il ne m'est point possible de rien faire de positif avant que j'aie rencontré M. Gault, qui est parti pour l'Europe, il y a quelque temps, parfaitement satisfait des explications que je lui ai données et des promesses que je lui ai faites. Quand il sera de retour, ce qui doit être prochainement, me dit-on, je m'occuperai de l'affaire à la satisfaction, j'en suis convaincu, des habitants des comtés de Rouville, Missisquoi et autres.”

Par M. Turgeon.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner un exemplaire de la Bibliothèque du Code civil de DeLorimier et du Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay, aux nouveaux députés de cette Chambre ?

Réponse par l'honorable M. Langelier.—Oui.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill détachant des cantons de Grandby et de Farnham-Est, et érigeant en municipalité distincte, la paroisse St. Alphonse ;

Bill autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal, à émettre des débentures ;

Bill constituant en corporation les Sœurs Ste Marguerite ;

Et bill modifiant l'acte 45 Victoria, chapitre 46, concernant l'église St. Jude, dans le district de Montréal.

Le bill constituant en corporation *The Ries Electric Traction and Brake Company* est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 24 novembre 1890.

M. l'Orateur présente à la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice des Sœurs de la Providence de St-Vincent de Paul,—du Couvent de la Providence de St-Henri de Mascouche,—et de l'Académie de Musique de Québec, tous pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Quarante-deux pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Québec, de la ville de Lévis et de la paroisse de St-Raymond, demandant séparément : 1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre ;

2. Que, pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi-journée de congé le jour de votation des élections provinciales ;

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans et gagnant \$300 piastres par année ;

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois ;

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage, ou hypothèque, sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires ;

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ;

7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill déclarant final l'acte de partage entre les héritiers Boudrias.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill constituant en corporation le village de St-Michel de Vaudreuil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Boyer ait la permission de présenter un bill autorisant Henri Bouthillier, de la cité de Montréal, à disposer de certains biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Girouard ait la permission de présenter un bill autorisant Benjamin Castonguay et Emélie Vallée, son épouse, à hypothéquer certains biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un bill établissant certaines mesures de prévoyance en faveur des employés publics et de leurs familles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill pour amender la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée, pour demain.

Les bills suivant sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation la *Coaticook River Water Power Company* ;

Bill constituant en corporation le recteur et les syndics de l'église épiscopale réformée de St-Barthélemi, de Montréal ;

Et bill modifiant l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria., chapitre 81, et ratifiant certains arrangements entre la dite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Parent.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une commission pour refondre le Code de procédure civile de la province de Québec, et ses amendements ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Non, pas cette année.

M. Marion.—A-t-il été payé quelques argents à Arthur Delisle, écr., avocat, de Québec, pour l'avis par écrit qu'il a donné, le 6 août 1889, *in re J. P. Whelan vs. Regina* ? Si oui, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Non, pas pour avis seulement ; mais il lui a été payé \$475.50 pour dépenses de voyage, rapport touchant la validité de l'arbitrage, de la sentence arbitrale et la possibilité d'un appel de la sentence arbitrale et retenue.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Le nombre et les noms des institutions religieuses ou autres, ou des personnes avec lesquelles le gouvernement a correspondu, ou fait des arrangements, en vertu de la section quatre du chapitre quarante-un du statut de cette province, 53 Victoria ;

2. Le nombre de malades au sujet desquels ces correspondances ou arrangements ont eu lieu.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre la maison Gilmour & Cie ou l'un quelconque de ses membres, et le gouvernement actuel ou l'un quelconque des départements de l'administration, ou l'un des ministres, se rapportant, soit au procès du Père Paradis *et al.*, contre Allen

Gilmour *et al.*, soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par MM. Gilmour & Cie à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état numérique des colons que M. A. Bodard, dans son rapport à l'honorable M. Mercier, dit avoir ramenés au pays; le dit état mentionnant les comtés de la province dans lesquels les dits colons se sont établis.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Picard,

Ordonné, Qu'il soit devant cette Chambre,—1. Un état de toutes les cours de magistrats des nouveaux districts, depuis 1882 jusqu'à présent;

2. Le nom de chaque magistrat, ainsi que le traitement qui lui est alloué.

Sur motion de M. Pouliot, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—tous les papiers, lettres ou autres documents échangés, depuis 1889, entre la ville de Fraserville ou autres personnes et le gouvernement, relativement aux déboursés faits par la dite ville de Fraserville, pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, et à la dette contractée par elle à cette fin; le montant touché par le gouvernement pour les assurances du palais de justice incendié à Kamouraska; les montants payés pour le nouveau palais de justice à Kamouraska; les recettes et dépenses provenant du fonds des bâtisses et des jurés depuis 1882.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechene,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les rapports de l'inspecteur des chemins, sous le contrôle de la commission de la rive nord, à Québec, sous l'autorité de la 47 Victoria, chapitre 82.

Sur motion de M. Grenier, secondé par M. Bédard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil, du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du palais législatif.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à l'adresse de l'Assemblée législative, du 24 novembre 1890, demandant copie de l'ordre en conseil, du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du palais législatif. (*Document de la session, No. 45*).

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la motion proposée mercredi, le 19 novembre courant, qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance et des documents en la possession du gouvernement, concernant l'inspection hygiénique médicale des manufactures et des ateliers.

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d Statuts refondus de la province de Québec ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill s. la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirm.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renv. à un comité général de la Chambre pour demain.

amendant l'article 194 des
maintenant la seconde fois ;
vement.

é à un comité général de la

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour plus ample considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Langelier, du comité conjoint des deux Chambres sur la Bibliothèque, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

A la séance tenue aujourd'hui, le 21 novembre, il a été proposé par l'honorable M. DeBoucherville, secondé par l'honorable M. Marchand, et résolu : que l'honorable Orateur du Conseil soit président du comité pour l'année courante.

Il a été ensuite résolu que cinq membres formeraient le *quorum* dans les assemblées du comité.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 25 novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Fitzpatrick.—Douze pétitions des Chevaliers du travail des paroisses du Cap Rouge et de Sillery, comté de Québec.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et s'est assuré du fait que les avis requis ont été donnés pour chacune d'elles :

De " *The Montreal Board of Real Estate Agents*,—de la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir,—et du village d'Aylmer ; demandant respectivement un acte d'incorporation."

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant qu'il a renvoyé :

Bill amendant l'article 3613 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants qu'il rapporte, le premier, sans amendement, et le second, avec amendement :

Bill amendant l'article 91 du Code civil ;

Et bill amendant les articles 298 et 299 du Code civil, relatif à l'administration du tuteur.

M. Tessier, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la ville de Waterloo, pour les fins scolaires et municipales ;

Bill constituant en corporation la Société St. Jean-Baptiste permanente de Waterloo ;

Bill constituant en corporation l'Union St. Joseph de Drummondville ;

Et bill constituant en corporation l'Union St. Joseph des Artisans du village de Mégantic.

Votre comité a aussi examiné le bill autorisant Joseph Orance Grandbois à ajouter à son nom les mots " de Villeneuve," et a l'honneur de le rapporter, sans amendement.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Que le troisième rapport du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes et les bills y mentionnés soient référés de nouveau au dit comité.

Ordonné, Que M. Poupore ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville d'Aylmer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill constituant en corporation " *The Montreal Board of Real Estate Agents*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée Est du Richelieu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Laliberté ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'article 194 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir, ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la cédule No. 25 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carrier, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la section 3637 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant le notariat ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux sociétés de colonisation."

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendant la charte de la ville de Drummondville ;

Bill modifiant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois Rivières ;

Bill modifiant l'acte constituant en corporation l'Union St. Joseph de Lachine ;

Bill validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault ;

Bill constituant en corporation "*The Royal Canadian Trust and Fidelity Company* ;

Bill déclarant final l'acte de partage entre les héritiers Boudrias ;

Et bill autorisant Henri Bouthillier, de la cité de Montréal, à disposer de certains biens substitués.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud ;

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer " Québec, Montmorency et Charlevoix " ;

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montréal et de raccordement du Pacifique ;

Et bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 26 novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. deGrosbois,—Douze pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Montréal

Par M. Béland,—Douze pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Montréal.

Par M. Brunet,—Douze pétitions des Chevaliers travail de la cité de Montréal.

Par M. McIntosh,—la pétition de Hiram French et autres, de Eaton Corner.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

De *The Provincial Agency Company*, demandant une loi la constituant en corporation ;

De *The Montreal Safe Deposit Company*,—et de *The Royal Electric Company*, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De Joseph N. Letourneau, docteur en médecine, de la cité de Montréal, demandant une loi le déclarant membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ;

De Jules Oscar Fournier, de la ville de St-Jean, demandant une loi autorisant le Barreau de la province, à l'admettre au nombre de ses membres.

Quant à la pétition du Bureau des commissaires des écoles protestantes de Montréal, demandant une loi les autorisant à émettre des bons, votre comité trouve que les avis n'ont été publiés que dans la Gazette Officielle.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter, avec plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ;

Et bill amendant les actes relatifs à la Corporation de la ville de la Côte St-Antoine.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 692 et 5931 des Statuts refondus de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un bill modifiant le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un bill concernant le Bureau des commissaire d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Beauchamp.—M. Rodolphe Lemieux, E. J. de Montréal, a-t-il été employé dans la cause d'arbitrage de la province contre John P. Whelan ?

Si oui, en quelle qualité ?

Quel salaire a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. Oui.

2. Comme secrétaire de l'arbitre unique des parties, pour prendre notes des témoignages, prendre soin des pièces produites et assister généralement l'arbitre dans cette affaire.

3. Dix piastres par jour pour cinquante cinq jours, soit \$550.00, payables moitié par le gouvernement et moitié par M. Whelan.

Par M. Duplessis.—Y a-t-il eu des emprunts temporaires depuis le 1er de juillet 1889 ?

Si oui, quels en sont les montants, l'intérêt, et de quelles institutions le gouvernement les a-t-il obtenus ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn :

Date.	Montant.	Banque.	Taux d'intérêt.	Date de l'échéance.
4 Novembre 1890....	\$500,000 00	Banque de Montréal....	6 pour cent.	Mai 4 1891.
8 do	50,000 00	Caisse d'Economie N.D. de Québec.....	do	" 8 "
15 do	50,000 00	do do	do	" 15 "

Par M. McIntosh.—Dans quelle banque ou banques, ont été déposés les \$525,344,43 restant en caisse au crédit de la province, tel que mentionné aux comptes publics de 1890.

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—On trouvera la réponse à cette question dans l'état No. 1, page 2, des comptes publics pour l'année 1889-90.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le nombre actuel des malades internés à l'Hôpital protestant des aliénés, aux dépens du gouvernement ?

2. Quelle somme la province a-t-elle prêtée à cet hôpital, à quelle date ce prêt a-t-il été fait ?

3. A quel taux d'intérêt ce prêt a-t-il été fait ?

4. Y a-t-il eu quelques montants de remboursés sur ce prêt, et, si oui, quel montant ?

5. Les intérêts ont-ils été payés régulièrement ?

6. Quel est le montant qui reste dû aujourd'hui en capital et intérêts ?

Réponse par l'honorable M. Langelier :

No 1.—68 aliénés, le 15 novembre 1890.

No 2.—\$15,000.00, le 5 décembre 1888, en vertu de la cédule B, 51-52 Victoria, chapitre 1, item 241, qui est entrée comme suit : " Asiles, des aliénés protestants, Mont-
" réal, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 13 mai 1885, étant un
" emprunt à 5 p. c. d'intérêt, devant être remboursé en dix versements annuels, le pre-
" mier payable au bout de cinq ans à compter de la date de l'emprunt.

\$35,000.00 le 4 juillet 1890, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative, adoptée le sept mars 1890, et qui se lit comme suit :

“ Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à prêter, à l'Hôpital protes-
“ tant pour les aliénés, une somme additionnelle de trente-cinq mille piastres aux condi-
“ tions suivantes :

“ 1. Cette somme, avec celle de quinze mille piastres déjà prêtées, formera un montant
“ de cinquante mille piastres, qui portera intérêt au taux de cinq pour cent par année,
“ payable semi-annuellement.

“ 2. L'hôpital fournira au gouvernement, pour le remboursement de la dite somme
“ de cinquante mille piastres, telle garantie hypothécaire ou autre qui paraîtra suffisante
“ au Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

“ 3. La dite somme de cinquante mille piastres sera remboursée en dix paiements
“ annuels, égaux de cinq mille piastres chaque, dont le premier deviendra dû un an à
“ compter de la date du contrat du prêt ;

“ 4. Si, en aucun temps, le gouvernement devient endetté envers l'hôpital pour l'en-
“ tretien des aliénés, le Trésorier de la province pourra retenir toute somme qu'il aura en
“ mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt ou capital soit pour les deux,
“ suivant le cas.”

No 3.—Cinq pour cent.

No 4.—Non, rien n'est dû avant le 4 juillet 1891.

No 5.—Aucun intérêt n'est encore dû.

No 6.—Capital \$50,000.00 ; l'intérêt n'est dû que le 1er janvier 1891.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par M. Beauchamp,

Résolu, nemine contradicente, Que l'agriculture étant la base la plus sûre de la
prosperité d'un peuple, son perfectionnement et ses progrès sont d'une importance vitale
pour la population de cette province largement composée de cultivateurs ;

Que la formation des sociétés d'agriculture, la création du conseil d'agriculture, la
fondation des cercles agricoles, de la société d'industrie laitière, du haras national, l'intro-
duction des beurreries et des fromageries, ont contribué puissamment à l'avancement des
intérêts agricoles, et que pour assurer leur complet développement, il est urgent d'adop-
ter les moyens les plus efficaces pour engager les cultivateurs à adopter immédiatement
un système d'ensilage déjà si favorablement connu en Europe et en Canada, que l'intro-
duction rapide et pratique de l'ensilage permettra aux cultivateurs de lutter avec plus
d'avantage contre la sévérité de notre climat, de se livrer avec plus de profit à l'élevage
des bestiaux et à l'industrie laitière,—les deux branches les plus rémunératives de la
culture, tant pour la consommation locale que pour l'exportation à l'étranger, et à
obtenir par là des revenus considérables qui leur permettront d'améliorer leurs terres et
leurs méthodes de culture et contribueront à diminuer l'émigration ;

Que cette question, qui intéresse à juste titre la classe agricole, soit référée au comité
permanent d'agriculture, formé de cultivateurs pratiques, possédant les connaissances
nécessaires pour faire une étude fructueuse d'un tel sujet ;

Qu'instructions soient données au comité permanent d'agriculture de faire rapport à
cette Chambre, avec toute la célérité possible, des conclusions auxquelles l'aurent conduit
ces études.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le
message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Acte pour amender les Statuts
refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'Assemblée législative, ”
sans amendement.

M. Rainville propose, secondé par M. Chenevert, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre les municipalités de Ste. Anne des Plaines, St. Lin, la ville des Laurentides et le gouvernement, au sujet de leurs souscriptions au fonds capital de la Compagnie de chemin de fer des Laurentides, et copie de tous les documents, contrats et procédures de fonds devant les tribunaux relatifs aux dites souscriptions.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Société Saint-Jean-Baptiste permanente de Waterloo ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Rainville fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de Drummondville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Union St-Joseph des artisans du village de Mégantic ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant Joseph Orance Grandbois à ajouter à son nom les mots "de Villeneuve" ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Cameron fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe ;

Bill constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec ;

Et bill constituant en corporation les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal ;

Le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre les municipalités de Ste. Anne des Plaines, St. Lin, la ville des Laurentides et le gouvernement, au sujet de leurs souscriptions au fonds capital de la Compagnie de chemin de fer des Laurentides, et copie de tous les documents, contrats et procédures de fonds devant les tribunaux relatifs aux dites souscriptions.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et de tous les documents, dépositions et rapport de commissaire, concernant l'enquête tenue en 1878, au sujet de l'asile d'aliénés de St. Jean de Dieu, dans le district de Montréal.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, échangée entre le gouvernement de cette province et les Religieuses de la Communauté de la Providence, antérieure et relative à la passation du statut de 1879, concernant l'obligation pour les propriétaires des asiles de nommer, à leurs frais, un médecin pour les malades des dits asiles.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil, du quatorze août 1879, relativement à la nomination, au logement et au paiement des médecins dans les asiles.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—la production de l'enquête, correspondances et documents échangés entre le gouvernement de cette province et les Religieuses de la Communauté de la Providence, relatifs à la passation d'un ordre en conseil, en date du quatorze août 1879, relatif au paiement des médecins des asiles et au logement des médecins du gouvernement.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font parties de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—une liste complète des lettres de crédit, ou promesses de paiement des différents départements du service civil, depuis le 1er janvier 1890 jusqu'au 1er mars 1890, ainsi que les noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédits ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du palais législatif, montrant, en colonnes différentes : 1. les sommes payées en acompte du contrat et celles payées pour les extra ;

2. Le montant de toutes les réclamations pendantes, tant sur le prix du contrat que pour les extra ;

3. Les sommes payées, année par année, pour la construction du palais de justice de Québec, montrant, en colonnes différentes, ce qui a été payé en acompte du contrat et ce qui a été payé pour les extra.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Les bills suivants sont en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent de législation et des lois expirantes, savoir :

Bill amendant l'article 2144a du Code civil, tel qu'amendé par la 52 Vict. chap. 16 ;

Et bill amendant le Code de procédure civile, concernant les enquêtes.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 18 novembre 1890 demandant copie du marché passé entre M. Charles Berger, entrepreneur, et le gouvernement ou le département des travaux publics, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal ;

2. Copie des avis de soumissions demandées et de celles reçues ;

3. Copie de tous ordres en conseil à ce sujet. (*Document de la session, No 47.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 27 novembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Robertson,—la petition du Révérend Henry E. Barnes,—et la petition du Reverend Adam Burwash, tous de Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Douze pétitions des Chevaliers du travail des paroisses du Cap-Rouge et de Sillery, comté de Québec, demandant séparément :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre ;

2. Que, pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi journée de congé le jour de votation des élections provinciales ;

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans et gagnant \$300 piastres par année ;

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois ;

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires ;

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ;

7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a de nouveau examiné les bills suivants.

Bill amendant l'article 3613 des statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat ;

Bill amendant l'article 91 du Code civil ;

Il a renvoyé le premier, le second ayant été retiré par son promoteur.

Votre comité a de plus examiné le bill suivant, qu'il rapporte avec certains amendements :

Bill à l'effet de légaliser certains enrégistrement.

M. Cameron, du comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, qu'il rapporte avec certains amendements :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation les Sœurs de Sainte-Marguerite ;

Bill modifiant l'acte 47 Victoria, chapitre 46, concernant l'Eglise Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal à émettre des débentures, et a l'honneur de le rapporter, sans amendement.

Votre comité a également examiné le bill respectif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, et après lui avoir fait quelques amendements, l'a adopté sur division.

Ordonné, Que l'honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un bill concernant la Cour du banc de la Reine en matières criminelles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Monfette ait la permission de présenter un bill amendant l'article 403 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un bill concernant le paiement de gages des ouvriers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 3019 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la protection des employés dans les manufactures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill pour amender le chapitre second, section première et suivantes des Statuts refondus de la province de Québec; articles 166 et suivantes, concernant la loi électorale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill pour amender le chapitre 3, section première et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les contestations d'élections.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Blanchet.—Les dépenses du département des terres de la couronne, pour les douze mois expirés le 30 juin 1889, sont dans le rapport du Commissaire pour cette année, portées à \$206,700.00; dans les Comptes Publics, pour la même période, ces dépenses sont portées (page 159) à \$201,202.00. Laquelle de ces deux versions est la vraie?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—Il y a erreur, et voici comment la chose s'explique :

1. Le rapport du département des terres de la couronne établit une dépense de \$206,700.00, mais il aurait fallu y ajouter un montant de \$5,000.00 dépensé dans le cours de l'année 1887-88 et entré dans le rapport de cette année-là, quoique payé après cette date à même les fonds votés pour 1888-89. (voir Comptes Publics 1888, folio 135, et ceux de 1889, folio 152). Ces deux sommes forment celle de \$211,700.00 qui est le chiffre réel de la dépense du département des terres de la couronne pour cette année 1888-89;

2. Les Comptes Publics, 30 juin 1889, ne mentionnent pas, comme le dit l'interpellation, un chiffre de \$201,202.00, mais bien \$201,200.00. À la page 177 des mêmes Comptes Publics, se trouve entrée une somme de \$10,500.00 pour compensation payée en règlement des réclamations d'un certain nombre de citoyens de l'Ange-Gardien et Farnham, provenant d'une erreur commise dans l'arpentage primitif, laquelle somme, ajouté à celle de \$201,200.00 forme \$211,700.00, tel que ci-dessus expliqué;

La raison de cette différence est que ce montant de \$10,500.00 a été voté comme crédit spécial et mis à la disposition de mon département, qui en a fait la dépense, et s'est cru justifiable de l'entrer dans le total de ses opérations financières de l'année, tandis que le trésor a cru, avec raison je crois, en rendre compte comme il rend ordinairement compte de tout crédit spécial.

Par M. Nantel.—Quel est le montant de la dette remise, au nom de la Législature, par le Conseil exécutif, sur l'emprunt municipal dû par la paroisse de Saint-Michel de Bellechasse ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—Le montant dû et dont remise a été faite, était, d'après l'acte de 1880, de \$38,400.00.

Par M. Duplessis.—Quelles sont les sommes qui ont été dépensées, par ordre du gouvernement, sur le chemin de Beaumont, comté de Bellechasse ?

Tout l'argent voté a-t-il été employé ?

A qui ces sommes ont-elles été confiées ?

Sur la recommandation ou les recommandations de qui ?

Quel est la longueur du chemin de Beaumont parachevé au moyen des sommes données ?

Par qui les travaux faits sur ce chemin ont-ils été conduits ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. Aucune somme n'a été dépensée par ordre du gouvernement, mais le 14 mai 1890, M. Demers, président, et M. Bégin, secrétaire des syndic des chemins à barrières de la rive sud, demandèrent, au nom de la commission, un prêt de dix mille piastres pour faire ce chemin ; et par ma lettre du 17 mai 1890, je lui fis savoir, avec l'assentiment de mes collègues, qu'un prêt de dix mille piastres, à 5 pour cent d'intérêt, serait fait à la dite commission qui était invitée, en même temps, à faire faire ces travaux le plus tôt possible, suivant l'intention de l'acte 47 Victoria, chapitre 81. Un crédit spécial est mis dans les estimés à cet effet.

2. Le gouvernement ignore si les dix mille piastres ont été employées.

3. et 4. Les réponses précédentes suffisent.

5. Environ trois milles et demi.

6. Par la dite commission.

M. Chenevert propose, secondé par M. Béland,

Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les fabriques de sucre de betterave de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'acte incorporant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par M. Watts,
Ordonné, Que ce bill soit réimprimé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant les actes relatifs à la Corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McIntosh fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill modifiant la charte de la ville de Louiseville ;

Bill autorisant Benjamin Castonguay et Emilie Vallée, son épouse, à hypothéquer certains biens substitués.

Le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Acte à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique de Notashkouan, sur la côte du Labrador, avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours ;

Aussi le Conseil législatif a passé, sans amendement, le bill intitulé : " Acte faisant revivre et étendant l'exemption des taxes municipales pour certaines propriétés minières, accordée en vertu de l'article 1544 des Statuts refondus de la province de Québec."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique de Notashkouan, sur la côte du Labrador ;" lesquels sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les fabriques de sucre de betterave de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890.

Et la question étant mise aux voix, — Elle est résolu affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Picard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — tous les documents concernant le paiement du dernier versement de vingt piastres sur soixante, dû par le département de l'instruction publique à certains contribuables de la paroisse de St Isidore, comté de

Dorchester, et de toute la correspondance échangée à ce sujet entre l'honorable Secrétaire provincial, et le député de Dorchester, ainsi qu'entre l'honorable Secrétaire provincial et le surintendant de l'instruction publique.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Que MM. Desjardins et Dechène soient ajoutés à la liste des membres du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 28 novembre 1890.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Hiram French et autres, de Eaton Corner, comté de Compton, demandant qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des statuts révisés de Québec soit remis en vigueur.

Quarante-deux pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Montréal, demandant séparément : 1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre ;

2. Que, pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi journée de congé le jour de votation des élections provinciales ;

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans et gagnant \$300 piastres par année ;

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois ;

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires ;

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ;

7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—un état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 octobre 1890. (*Document de la session, No. 46.*)

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill modifiant l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre la dite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal, et a l'honneur de le rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill modifiant l'acte 41 Victoria, chapitre 35, constituant en corporation l'Union St-Joseph de Lachine, et a l'honneur de le rapporter, sans amendement.

L'honorable M. Langelier, du comité conjoint de la bibliothèque, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Le comité collectif de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant comme son deuxième rapport :

A une séance tenue le 27 du courant, il a été résolu, sur la proposition de l'honorable M. de Boucherville :

1. Que les honorables MM. Tourville et Ross, du Conseil, et M. LeBlanc, de l'Assemblée, forment un sous-comité pour faire l'audition des comptes de la bibliothèque ;

2. Que le bibliothécaire soit chargé de mettre devant le comité, un état indiquant la quantité de livres achetés depuis 1883, en indiquant plus spécialement les ouvrages de droit constitutionnel et d'histoire du Canada ;

3. Qu'il soit aussi chargé de préparer un état des livres perdus depuis l'incendie de la bibliothèque ;

4. Une liste des personnes qui détiennent des livres au mépris des règlements de la bibliothèque, ou refusent absolument de les rendre ;

5. Qu'il avertisse ces dernières personnes, au nom du Président du comité, qu'elles auront à répondre de leur refus.

Il est aussi résolu, sur la proposition de l'honorable M. Archambeault, que les honorables MM. de Boucherville et Ross, et M. Tessier (Rimouski), soient chargés d'examiner et d'évaluer la bibliothèque de feu l'honorable M. Chauveau, offerte en vente à la Législature.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill modifiant l'article 1616 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les membres des sociétés d'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels et autres matières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un bill amendant les articles 1543 et 1998 du Code civil, tel qu'amendé par les articles 5811 et 5827 des Statuts refondus de la province de Québec,

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill pour rendre plus claires les lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises de chemins de fer et autres.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, mardi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la loi des licences.

Résolu, Que, mardi prochain, la Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le rachat des obligations provinciales, et la conversion de la dette.

L'honorable M. Shehyn remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1891, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1892 ; et, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (*Documents de la session, No. 1.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 27 novembre 1890.

Ordonné, Que le dit message et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter,

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

M. Cameron informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité,

Le bill pour amender loi électorale de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. McIntosh.—De quelle banque, ou banques, a été retirée la somme de \$340,694.74, laquelle somme a été transmise à la banque de Montréal le 30 juin 1890, tel que mentionné par l'état No. 1, page 2, Comptes Publics de 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—La somme n'a été retirée d'aucune autre banque, mais constituait une avance provisoire faite par la banque de Montréal, le 30 juin 1890, et qui fut remboursée quelques jours après, à même la subvention fédérale.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et qui de droit, à propos de l'abolition des taux de péages sur les ponts et les barrières, sis dans la province de Québec.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre l'Exécutif de la province de Québec et toute personne, à propos de la remise de la dette municipale de St-Michel de Bellechasse.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Beauchamp,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents pour renseigner la Chambre sur la substitution de M. Hoare, ingénieur civil, à M. R. Têtu, ingénieur civil, directeur de l'exploration autorisée par la Chambre en vue de la construction éventuelle d'une ligne de chemin de fer qui traverserait les comtés de Lévis, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska ;

2. Copie de toutes instructions données à M. Hoare ;

3. Noms des personnes employées, depuis la dernière session, par M. Têtu, avec leur traitement et le nombre de jours d'ouvrage qu'elles ont donné ;

4. Noms des personnes employées maintenant par M. Hoare, avec leur traitement actuel ;

5. Un état détaillé des sommes dépensées depuis la dernière session pour cette exploration, le nom des localités où elles ont été employées, le nom des personnes chargées de ces dépenses, et par qui elles ont été recommandées.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rôle de paie indiquant les noms, les dates et la nomination de tous les officiers, commis et employés au palais de justice de Québec, pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887 ; et aussi pour copie du rôle de paie semblable, pour le mois d'octobre 1890.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant où et quand la somme de \$4,000, ou autre somme, a été payée ou promise pour venir en aide aux personnes qui ont souffert des dommages par la tempête, dans le mois de juillet 1889, dans la paroisse de Ste-Barbe, comté de Huntingdon ;

Les personnes auxquelles cette somme a été payée, les montants pour chacune, et sur la demande de qui ; et copie de toute correspondance, pétitions et autres documents s'y rapportant.

Sur motion de M. Côté, secondé par M. Marcotte,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—toutes correspondances et autres documents quelconques se rapportant aux demandes faites pour que les lots des squatters, ou sur billet de location, en possession par un père ou une mère de douze enfants vivants, soient accordés de préférence à un autre lot

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre,—copie d'un ordre en conseil, relatif à la nomination et à l'exercice de la charge de M. Joseph Reynar, de la cité des Trois-Rivières, comme employé du gouvernement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état, depuis le 18 janvier 1889, donnant le nom, prénom et domicile des arpenteurs et ingénieurs auxquels ont été confiés des travaux d'arpentage dans la province ; les localités, rivières, lacs, etc, arpentés ou à arpenter ; le montant payé depuis le 18 janvier 1889, jusqu'à ce jour ; le montant des avances payées à chacun, et la date de ces avances ; enfin le montant de toutes les réclamations contre le gouvernement au sujet de ces travaux d'arpentage et de mesurage, le nom de chaque arpenteur et le montant de sa réclamation.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Que la 65^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle se rapporte au bill pour amender l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues en la dite Ecole et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal.

Résolu, nemine contradicente, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, nemine contradicente, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 novembre 1890, pour copie de l'ordre en conseil du 14 août 1879, relativement à la nomination et au paiement des médecins dans les asiles. (*Document de la session, No. 48.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 novembre 1890, pour :
1. Un état de toutes les cours de magistrats des nouveaux districts, depuis 1882 jusqu'à présent ;

2. Le nom de chaque magistrat, ainsi que le traitement qui lui est alloué. (*Document de la session, No. 49.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 24 mars 1890, demandant copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste. Cunégonde, pour les fins scolaires. (*Document de la session, No. 50.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 novembre 1890, pour un état de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1890, mentionnant les montants dûs, en capital et intérêt, et les dates de ces remises. (*Document de la session, No. 51.*)

La Chambre se forme, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Waterloo, pour les fins scolaires et municipales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander une permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation les Sœurs de Sainte Marguerite; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. McIntosh fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise: et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit: "Acte constituant en corporation les Sœurs de Sainte-Marguerite;" la Chambre se divise: et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant l'acte 47 Victoria chapitre 46, concernant l'Eglise Saint-Jude, dans le district de Montréal; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Clendinneng fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal à émettre des débentures; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Clendinneng fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit: "Acte autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal à émettre des débentures."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill modifiant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski ;

Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal ;

Et bill constituant en corporation *The Montreal Board of Real Estate Agents*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 1er décembre 1890.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend Adam Burwash et du Révérend H. C. Barnes de Sherbrooke, demandant séparément des amendements à la loi des licences.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter à votre honorable Chambre, sans amendement :

Bill portant modification et interprétation de la loi 9 Victoria, chapitre 91, intitulé : "Acte pour incorporer les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, à Montréal, qui se vouent au soin et à la réformation des repenties ;"

Bill validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault.

Votre comité a aussi examiné le bill rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias, et y a fait un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Murphy, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la législation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui est lu comme suit-savoir.

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Owen Murphy, écuier, comme son président ;

Que le *quorum* du comité a été réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des juges choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875" un rapport et jugement relatifs à la pétition d'élection pour le district électoral de Maskinongé.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre, comme suit :

ELECTION CONTESTÉE DE MASKINONGÉ.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
DISTRICT DE QUÉBEC. }

COUR SUPERIEURE
(en revision.)

Clovis Caron, cultivateur, de la paroisse de St-Antoine de la Rivière du Loup, dans le district des Trois-Rivières,

Pétitionnaire,

vs

Joseph Hormidas Legris, de la dite paroisse de St-Antoine de la Rivière du Loup, du dit district,

Intimé.

A M. l'Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

MONSIEUR,

Sur l'admission du dit Joseph Hormidas Legris, que des manœuvres frauduleuses suffisantes pour faire annuler son élection, ont été pratiquées par des agents de lui, dit Joseph Hormidas Legris, et ce, en dehors de sa participation et hors de sa connaissance, la dite élection a été annulée, tel qu'appert par la copie ci-jointe du jugement ; et le tribunal fait rapport :

1. Qu'aucune autre preuve n'ayant été faite, il est impossible de dire si quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement ;

2. S'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à la dite élection.

Québec, 29 novembre 1890.

N. CASAULT, J. C. S.
A. B. ROUTHIER, J. C. S.
F. W. ANDREWS, J. C. S.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Québec.
No. 10.

COUR SUPÉRIEURE
(en révision.)

Le vingt-neuvième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix.

PRÉSENTS :

L'HONORABLE JUGE N. CASAULT,
" " A. B. ROUTHIER,
" " F. W. ANDREWS.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC
1875, ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée législative pour le district électoral de Maskinongé.

Clovis \aron, cultivateur, de la paroisse de St-Antoine de la Rivière du Loup,

Pétitionnaire.

vs

Joseph Hormidas Legris, de la paroisse de St-Antoine de la Rivière du Loup,

Défendeur.

La Cour siégeant en revision, ayant entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de la pétition d'élection du dit pétitionnaire, examiné les pièces de la procédure et la preuve produite, et sur le tout délibéré ;

Adjuge et déclare nulle l'élection du défendeur, Joseph Hormidas Legris, le vingt-huit avril mil huit cent quatre-vingt-huit, pour représenter la division électorale de Maskinongé dans l'Assemblée législative de Québec, avec dépens contre le dit Joseph Hormidas Legris.

Vraie copie.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal, concernant les pouvoirs des conseils locaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial permanent pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant les statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'interprétation des statuts.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant la loi des jurés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Waterloo; pour les fins scolaires et municipales et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Lachine ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill modifiant l'acte constituant en corporation la "*Quebec Young Men's Christian Association*," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au comité permanent des divers bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Hall.—Quelles sommes d'argent, dues par les municipalités, ont été remises ou acquittées depuis le premier jour de janvier dernier ; pour quelles municipalités et jusqu'à quels montants ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—La réponse à cette interpellation se trouve déjà devant la Chambre, dans les *documents de la session* portant les numéros 12 et 51.

Par M. Spencer.—Est-ce l'intention du gouvernement de remettre en vigueur la subvention de \$4,000.00 par mille, originairement accordée à cette partie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, maintenant connue sous le nom de chemin de fer de Jonction du Lac Champlain et du Saint-Laurent, entre Stanbridge Station et le village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Cette question est à l'étude, mais mérite les explications suivantes :

Par les actes 37 et 38 Victoria, chapitre 2, une subvention de \$4,000.00 par mille a été accordée au chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, pour une distance de 100 milles entre le fleuve St. Laurent, "Doucet's Landing" et Philipsburg ; ce qui fait, à \$4,000.00 par mille, pour ces 100 milles..... \$ 400,000 00
Subséquentement, ce chemin de fer a été, par Statut, autorisé à porter le nom de "Chemin de fer de Jonction du Saint Laurent et du Lac Champlain ;" il n'y a eu que 62 $\frac{1}{2}$ milles de ce chemin de construits de Stanbridge à St. Guillaume, pour laquelle section complétée la compagnie a reçu antérieurement du Trésor un total de..... \$ 250,280 00

laissant une balance disponible dans le Trésor de..... \$ 149,720 00
pour les sections non complétées de 31 milles entre St. Guillaume, sur la rivière Yamaska, et "Doucet's Landing" et de 6 $\frac{1}{2}$ milles entre Stanbridge et Philipsburg. Par l'acte 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 5, une partie de cette balance périmée a été revotée en faveur du chemin de fer le Grand Oriental, à raison de \$4,000.00 par mille pour 31 milles, entre le village d'Yamaska et Doucet's Landing ; faisant un total de..... \$ 124,000 00
laquelle dernière somme étant déduite de la balance non employée du subside primitif de \$400,000.00, il reste une balance disponible de.... 25,720 00
équivalant au subside de \$4,000.00 par mille pour une distance de 6 $\frac{1}{2}$ milles entre Stanbridge et Philipsburg restant non complétés sur les 100 milles ci-dessus subventionnés du côté de la frontière.

C'est cette balance de \$25,720.00 que la Compagnie du Grand Oriental a déjà demandé au gouvernement de faire revivre en faveur d'une égale section de 6 $\frac{1}{4}$ milles qu'elle a l'intention de construire au-delà des 31 milles subventionnés en sa faveur par l'acte précité 49-50 Vict., chap. 77, clause 5, à partir de St-Grégoire dans la direction de Bécancourt.

Par M. Carrier.—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer aux membres de la législature, le Manuel parlementaire de P. B. Mignault ?

Réponse par l'honorable M. Langelier.—Oui, pour les nouveaux membres de la législature.

Par M. Duplessis.—Quel était le montant en caisse appartenant au fonds consolidé du revenu de la province, au quatre novembre courant ?

Quel est actuellement le montant de ces argents laissé en caisse ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—Balance d'argent en caisse, au 4 novembre 1890, \$107,277.62.

Balance d'argent en caisse, au 29 novembre 1890, \$515,357.14.

Par l'honorable M. Blanchet.—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger les droits de coupe sur les bois abattus sur des lots choisis et occupés par les pères de famille qui ont produit au département la preuve qu'ils sont pères de douze enfants, mais qui n'ont pas encore reçu leurs patentes ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Cette question est à l'étude.

Par M. Dechens.—Le gouvernement a-t-il payé à la Société d'agriculture du comté de l'Islet, le montant qui lui revenait en vertu de la loi ?

Si non, pourquoi ?

Si oui, à qui et quand ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Non, à cause de graves irrégularités dans l'affidavit requis par la clause 1669 des Statuts refondus, et transmis par M. Gustave Verreault, secrétaire de la dite société.

Sur motion de M. England, secondé par M. Owens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des dépenses totales du procès de Léda Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le conseil général du Barreau de la province de Québec ou quelqu'une de ses sections, à propos de la sanction, par l'Exécutif, du tarif adopté, en 1888, par le dit conseil général.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Cameron,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute corres

pondance et des ordres en conseil et décisions concernant la ligne de division entre les premier, deuxième et troisième rangs de Wickham, dans le comté de Drummond.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la lettre adressée, par l'honorable Premier Ministre, ou l'un des honorables Ministres, à John Whyte, écr. de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin dernier, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston.

Sur motion de M. England, secondé par M. Owens,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et les municipalités du comté de Shefford et le conseil de ce comté, et toute autre personne, relativement au fonds d'emprunt municipal, ainsi que de tous arrêtés du conseil et contrats se rapportant au règlement fait avec ces municipalités, ou aux remises à elles accordées, moins les documents déjà produits.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et les syndics des chemins à barrières de la rive sud, ou autres personnes, à propos du prêt de \$10,000.00 à 5 pour cent d'intérêt fait à la dite commission pour parachever les travaux du chemin de Beaumont, suivant l'intention de l'acte 47 Victoria, chapitre 81.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée à propos de la remise de la dette municipale de la paroisse de Saint Michel de Bellechasse, remise qui se monte, d'après la réponse de l'honorable trésorier, à \$38,400,00.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste donnant les noms de toutes personnes employées, durant la session, comme clerks surnuméraires, clerks sessionnels, employés, messagers et pages.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 24 novembre 1890, demandant copie de la correspondance échangée entre la maison Gilmour & Cie, ou l'un quelconque de ses membres, et le gouvernement actuel, ou l'un quelconque des départements de l'administration, ou l'un des ministres, se rapportant, soit au procès du Père Paradis *et al.* contre Allen Gilmour *et al.*, soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par MM. Gilmour & Cie à ce sujet. (*Document de la session, No 52.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 novembre 1890, pour copie de tous les écrits, rapports, articles de journaux et autres documents semblables, concernant les asiles d'aliénés dans cette province. (*Document de la session, No 53.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill à l'effet de légaliser les enregistrements et entrées faits dans les registres et index paraphés et authentiqués par les greffiers ou députés greffiers de la Cour de circuit ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laliberté fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte à l'effet de légaliser certains enregistrements."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892 ;

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892 ;

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat St. Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins de Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames de Charité de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Harvey, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Protestant Infant's Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Israélite des Dames de Bienfaisance, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Pembroke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Ste. Margaret's Nursery*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Orphelinat et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé Belmont, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre de l'Ouvroir, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Charité, Montmagny ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Sœurs de la Présentation de Marie, Drummondville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hotel Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, Knowlton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, Varennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Paul, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Thomas, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Notre Dame de l'Assomption ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte Ursule ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Lanoraie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital, St-Paulin, St-Paulin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Tessier (Portneuf) informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill modifiant l'article 1616 des Statuts refondus de la province de Québec concernant les membres des sociétés d'agriculture ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Basinet fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant l'article 1616, des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les membres des sociétés d'agriculture, et l'article 1663, relatif au cautionnement du secrétaire-trésorier."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 2 décembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de R. G. Bray et autres,—la pétition de R. W. Heneker et autres,—et la pétition de Isaïe Terrien et autres.

Par M. Bédard,—la pétition de W. L. Ball et autres.

Par M. Basinet,—la pétition du Révérend C. L. Huet et autres, de la paroisse de St-Antoine de Lavaltrie.

Par M. Brunet,—la pétition du Révérend P. Deguise et autres, de la paroisse de St-Jacques de Montréal.

Par M. Hall,—la pétition du Révérend P. Dowd et autres, de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de William O'Meara, et autres, de St-Gabriel de Montréal.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, qu'il rapporte, avec certains amendements :
Bill amendant les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada.

M. deGrosbois, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant qu'il rapporte, avec certains amendements :

Bill modifiant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant qu'il a renvoyé ; son préambule n'ayant pas été prouvé :

Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Votre comité recommande de plus, que le délai fixé pour la présentation des rapports sur bills privés soit étendu jusqu'au 17 décembre inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, qui est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill érigeant la paroisse de St-Alphonse en une municipalité distincte ;

Bill constituant en corporation le Recteur et les Syndics de l'Eglise épiscopale réformée de St-Barthélemi, dans le diocèse de Montréal ;

Bill constituant en corporation la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud ;

Bill modifiant l'acte constituant en corporation *The Montreal Board of Real Estate Agents* ;

Et bill autorisant Benjamin Castonguay et dame Emilie Vallée, ou J. Bte. Renaud à hypothéquer certains biens substitués.

Votre comité a aussi examiné le bill modifiant l'acte 47 Victoria, chapitre 52, et a l'honneur de le rapporter, sans amendement.

Votre comité désire de plus recommander que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, délai qui expire aujourd'hui, soit étendu jusqu'au dix-sept de ce mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les articles 692 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Monfette,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix : la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Le bill modifiant le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires, est, en conformité de l'ordre, lu pour la deuxième fois et référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Waterloo pour les fins scolaires et municipales ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, étant lu ;

M. Rainville propose, secondé par M. Brunet, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement ;

Bill intitulé : " Acte amendant la cédule No. 25 de l'appendice annexé à la loi du notariat dans les Statuts refondus de la province de Québec ; "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi portant privilège aux pères et mères de famille ayant douze enfants vivants ; "

Bill intitulé : " Acte concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne ; "

Et bill intitulé : " Acte pour amender les Statuts refondus de la province de Québec concernant le service civil. "

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier) ;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Pouliot propose, comme amendement, secondé par M. Bourbonnais,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soit retranchés, et qu'ils soit remplacés par les suivants : “ cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois.

Et l'amendement étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—19.</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pouliot,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve—14.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Picard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et le titre soit : " Acte portant modification et interprétation de la loi 9 Victoria, chapitre 91, intitulé : " Acte pour incorporer *Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur*, à Montréal, qui se vouent au soin et à la réformation des filles repenties."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill déclarant final l'acte de partage entre les héritiers Boudrias ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Brunet fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill constituant en corporation le village de Saint-Michel de Vaudreuil, est, en conformité de l'ordre, lu pour la seconde fois et référé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, Saint-François du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, Saint-Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de Farnham ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaskaville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie Saint-Paul, pour les personnes âgées et infirmes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus pour les épileptiques, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Carleton ; Carleton pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille six cent soixante et quatorze piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les frais d'impression et de relieure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, relieure &c., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Cameron informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Cameron rapporte du comité des subsides deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 3 décembre 1890.

M. Bernatchez, du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, à une séance tenue le 18 novembre dernier, a nommé un sous-comité composé de l'honorable M. Mercier et de MM. Bernatchez, Rocheleau, McDonald et Lovell, pour examiner les différents cas d'irrégularités et fraudes commises par les sociétés d'agriculture, relativement aux souscriptions et à leur paiement, et faire rapport.

Ce sous-comité a fait, ce jour, son rapport à votre comité qui l'a adopté, *nemine contradicente*, et qui le soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Le soussigné, Président du sous-comité, nommé à votre séance du 18 novembre dernier, a l'honneur de faire rapport :

Qu'à sa séance tenue le 2 décembre 1890, au bureau de l'honorable Premier Ministre, étaient présents : le Premier Ministre et MM. Rocheleau, McDonald, Lovell et le soussigné, ainsi que l'honorable M. Joly de Lotbinière, Président du Conseil d'agriculture, spécialement invité ;

Que votre sous-comité a entendu plusieurs députés sur les questions qu'il était chargé d'examiner, et qu'il les a décidées comme suit :

Le sous-comité est d'opinion d'accepter les conclusions de la résolution neuvième du conseil d'agriculture, en date du 29 octobre dernier, qui se lit comme suit :

“Qu'à l'avenir les sommes payées pour les entrées aux expositions ou concours des terres les mieux tenues, ne doivent pas être considérées comme partie des souscriptions qui donnent droit à l'octroi du gouvernement.”

Il importe que les présidents et secrétaires des sociétés d'agriculture soient informés de cette décision, mais ce comité est d'opinion que, pour cette année, les sociétés qui se trouvent dans le cas mentionné soient payées comme de coutume.

Le sous-comité a spécialement étudié le cas de sociétés où la souscription de l'année suivante était payée à même un pourcentage déduit du montant des prix obtenus dans le concours de l'année, et, comme ce système est formellement autorisé, en principe, par le règlement 52 du Conseil d'agriculture (p. 33), édition de 88, le sous-comité est d'opinion de recommander le paiement de l'allocation, pour l'année courante, aux sociétés qui se trouvent dans ce cas, mais conseille que le susdit règlement soit modifié de manière à ce que le montant qui, à l'avenir, pourra être retenu, n'excède pas une piastre ;

Le sous-comité est aussi d'opinion que, pour éviter, à l'avenir, tout abus découvert dans le passé, les souscriptions donnant droit à l'octroi du gouvernement ne devront pas dépasser deux piastres, pour chaque membre, tout montant au-dessus de cette somme devant être considéré comme un don gratuit fait à cette société ; et il est défendu de compter tel don comme faisant partie, directement ou indirectement, de la souscription ci-dessus mentionnée ; toute violation des règlements à cet égard devant priver *ipso facto* la société de son octroi pour l'année où telle violation aura été faite, ou de son octroi pour l'année où telle violation est découverte, si telle violation a eu lieu après 1890.

Le droit pour chaque membre de souscrire deux piastres ne doit pas être considéré comme permettant à la société de garder ces deux piastres sur les prix accordés à ce membre, s'il ne veut, comme il est dit dans la résolution précédente, souscrire qu'une piastre.

Le sous-comité recommande en conséquence, vu ce qui précède et vu aussi qu'il est établi que le département d'agriculture a, dans les années passées, toléré, le connaissant, le système de remises des souscriptions, en donnant une interprétation inexacte au règlement 28 du Conseil d'agriculture, règlement de 88, (p. 29), de payer pour cette année l'octroi aux sociétés qui se trouvent dans ce cas.

Le sous-comité est aussi d'opinion que l'article 28 des susdits règlements (p. 29), concernant la distribution des graines fourragères aux souscripteurs devrait être interprété de manière à ne donner à chacun d'eux que le droit de recevoir, en graines fourragères, la moitié du montant de sa souscription, pourvu que sa souscription n'excède pas deux piastres.

Le sous-comité est encore d'opinion que, vu la tolérance du département de l'agriculture, dans le passé, d'un grand nombre d'irrégularités, ce qui a pu mettre les sociétés dans l'erreur et les constituer de bonne foi dans la répétition de telles irrégularités, toutes les sociétés qui ont actuellement fait leur rapport de cette année reçoivent leur allocation ; mais qu'à l'avenir toutes les formalités imposées par la loi et les règlements soient exigées rigoureusement.

En terminant, le sous-comité se permet d'inviter les sociétés d'agriculture à s'assurer des services de personnes parfaitement qualifiées, comme secrétaires-trésoriers ; et de suggérer respectueusement que, dans le but de bien renseigner tels secrétaires-trésoriers, le présent rapport soit imprimé, ainsi que les lois et les règlements se rapportant aux questions d'agriculture, dans un même pamphlet, qui devra être distribué aux membres de la Législature, et à tous les présidents, directeurs et officiers des sociétés d'agriculture.

(Signé) NAZAIRE BERNATCHEZ,
Président.

L'honorable M. Duhamel, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill modifiant l'acte 32 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la ville de Saint-Germain de Rimouski ;

Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe ;

Et bill modifiant les diverses lois amendant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Ordonné Que l'honorable M. Robertson ait la permission de présenter un bill pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. McDonald.—Dans le rapport de l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation pour l'année expirée le 30 juin 1889, au tableau No. 6 et dans les Comptes Publics de 1890, il appert qu'une somme de deux mille piastres a été payée pour dessèchement des 20ème et 21ème rangs d'Upton pour rendre cultivables 4 à 5 mille acres de terre dans la paroisse de St-Ephrem d'Upton et de Ste-Hélène, dans le comté de Bagot, les parties intéressées fournissant une somme égale.

A qui a été payée cette somme ?

A quelle date, et en combien de versements ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. Dans le rapport de l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, pour l'année expirée le 30 juin 1889, au tableau No. 6, il n'appert pas qu'une somme de \$2,000 a été payée pour le dessèchement du 20ième et 21ième rang d'Upton pour rendre cultivables 4 à 5,000 acres de terre dans les paroisses de St-Ephrem et Ste-Hélène, dans le comté de Bagot, etc.

Mais il appert dans le tableau No. 6 du rapport du Commissaire, que ces \$2,000 ont été votées par octroi spécial, pour les fins ci-dessus, à la session de 1889, item du budget No. 113.

Ce tableau No. 6, tel qu'expliqué au commencement du rapport de la colonisation, renferme les octrois de 1889-90, comme ceux de 1888-89 et de 1887-88.

Les Comptes Publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1890, mentionnent cette même somme de \$2,000 comme ayant été mise à la disposition du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, pour faire faire les travaux projetés.

2. et 3. Le département de l'agriculture et de la colonisation a payé à même cet octroi, le 5 octobre 1889, à E. H. Blanchard, caissier de la Banque St. Hyacinthe... \$500 00
Le 10 septembre 1890, à Joseph Benoit..... 138 91
Le 18 octobre 1890, à Jos. Pilon..... 200 00

Par M. Hall.—Est-ce l'intention du gouvernement, ou du département des terres de la Couronne, de protéger les concessionnaires du droit de pêche au saumon de la province contre les actes d'empiètement sur ces rivières attribuées aux autorités fédérales ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—Le gouvernement prend et prendra, dans ce cas-ci comme dans les autres, tous les moyens nécessaires pour protéger les intérêts de la province.

Par M. Lemieux.—La Compagnie du chemin de fer rapide de Quebec à Boston a-t-elle démontré, à la satisfaction du gouvernement, qu'elle avait les moyens nécessaires pour continuer ce chemin ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Non, pas encore.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant quelles sommes totales ont été payées, et à qui elles ont été payées, chaque année, pour l'impression des rapports des départements, des documents sessionnels, et pour toutes autres impressions sessionnelles ne requérant pas diligence, y compris les versions françaises et anglaises, et la reliure pendant les années 1885-1886, 1886-1887, 1887-1888, 1888-1889 et 1889-1890.

M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Qu'attendu que la colonisation des parties inhabitées de notre territoire agricole est de nécessité première pour l'existence et le développement de la province de Québec ;

Attendu que les gouvernements successifs, depuis 1867 et même avant, sous l'Union, ont ouvert de nombreux chemins carrossables pour permettre aux colons d'atteindre les terres nouvelles ;

Attendu qu'à des frais énormes, ils ont livré à la colonisation, les riches territoires du Saint-Maurice et spécialement du Lac Saint-Jean, relié maintenant à la capitale par un chemin de fer ;

Attendu que l'intérieur de la vallée de l'Outaouais sera aussi prochainement ouvert à la colonisation, par les chemins de fer du Montréal Occidental et de la Gatineau, qui sont en voie de construction ;

Attendu que d'importantes voies ferrées sur la rive sud du Saint-Laurent, sont aussi construites, ou en voie de construction, et permettent de pénétrer dans de fertiles régions agricoles ;

Attendu qu'il existe dans la province de Québec au delà de 7 millions d'acres divisés en lots d'habitation, et prêts à étre livrés aux colons ;

Attendu que, pour recueillir les fruits de cette politique si onéreuse pour les finances provinciales, il est devenu nécessaire d'établir dans cette province une loi relative à la concession et à la tenue des terres de la couronne, qui puissent permettre de lutter avantageusement avec les contrées voisines, tant pour favoriser l'établissement de nos compatriotes et les garder au pays, que pour y attirer l'émigration étrangère ;

Attendu que les Etats-Unis, avec leur territoire vaste et approprié à toutes les cultures, avec leur climat varié et les avantages nombreux qu'ils offrent dans le commerce et l'industrie, à l'émigration étrangère et à nos compatriotes en particulier, ont institué en outre, et maintenu dans son application la plus étendue, une loi dite des *Homesteads*, insaisissables et inaccessibles et libres de toutes servitudes envers le gouvernement ;

Attendu que les octrois gratuits de terrains publics prévalent dans une partie des Etats-Unis et d'Ontario, ce qui est de nature à attirer dans ces pays bon nombre de nos compatriotes ;

Il soit résolu : Que cette Chambre prie le gouvernement d'introduire des lois analogues à celle des Etats-Unis et d'Ontario, sous le double rapport des *Homesteads* et octrois gratuits.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégende de Montréal ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechené fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte modifiant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, concernant la Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill détachant des cantons de Granby et de Farnham-Est, et érigeant en municipalité distincte, la paroisse de Saint-Alphonse, étant lu ;

M. de Grosbois propose, secondé par M. Pinault,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hall propose, comme amendement à la motion, secondé par M. England, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : " cette Chambre se formera en tel comité dans six mois à dater d'aujourd'hui."

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 11 novembre 1890, demandant une copie de la lettre du 7 Juin 1890, adressée, par l'honorable P. Garneau, au Président de la Compagnie du chemin de fer et de navigation du Lac St-François, Lambton, comté de Beauce. (*Document de la session*, No. 54.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 novembre 1890, demandant un état complet et entier de l'actif et du passif de la province, afin de mettre la Chambre au courant de la situation financière actuelle. (*Document de la session*, No. 55.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 novembre 1890, pour un état indiquant en détail : 1. Les noms des magistrats de district, la date de leur nomination, l'étendue de leur juridiction ;

2. Le nombre de causes civiles jugées par eux chaque année ;

3. Le nombre de causes criminelles jugées par eux chaque année ;

4. Le nombre des termes criminels tenus dans les limites de leur juridiction respective ;

5. Les noms des différents endroits où chacun d'eux siège ;

6. Le salaire de chacun d'eux et les augmentations accordées,—leurs dates. (*Document de la session*, No. 56.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 novembre 1890, pour un état indiquant : 1. Le nombre et les noms des institutions religieuses, ou autres, ou des

personnes avec lesquelles le gouvernement a correspondu ou fait des arrangements, en vertu de la section quatre du chapitre quarante un du statut de cette province, 53 Victoria ;

2. Le nombre de malades au sujet desquels ces correspondances, ou arrangements, ont eu lieu. (*Document de la session, No. 57.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 novembre 1890, pour production de tous les rapports de l'inspecteur des chemins, sous le contrôle de la commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, sous l'autorité de la 47 Victoria, chapitre 82. (*Document de la session, No. 58.*)

La Chambre reprend alors le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—

Qu'attendu que la colonisation des parties inhabitées de notre territoire agricole est de nécessité première pour l'existence et le développement de la province de Québec ;

Attendu que les gouvernements successifs, depuis 1867 et même avant, sous l'Union, ont ouvert de nombreux chemins carrossables pour permettre aux colons d'atteindre les terres nouvelles ;

Attendu qu'à des frais énormes, ils ont livré à la colonisation les riches territoires du Saint-Maurice et spécialement du Lac Saint-Jean, relié maintenant à la capitale par un chemin de fer ;

Attendu que l'intérieur de la vallée de l'Outaouais sera aussi prochainement ouvert à la colonisation par les chemins de fer du Montréal Occidental et de la Gatineau qui sont en voie de construction ;

Attendu que d'importantes voies ferrées sur la rive sud du Saint-Laurent, sont aussi construites ou en voie de construction, et permettent de pénétrer dans de fertiles régions agricoles ;

Attendu qu'il existe dans la province de Québec au delà de 7 millions d'acres divisés en lots d'habitation, et prêts à être livrés aux colons ;

Attendu que, pour recueillir les fruits de cette politique si onéreuse pour les finances provinciales, il est devenu nécessaire d'établir dans cette province une loi relative à la concession et à la tenue des terres de la couronne, qui puisse permettre de lutter avantageusement avec les contrées voisines, tant pour favoriser l'établissement de nos compatriotes et les garder aux pays, que pour y attirer l'émigration étrangère ;

Attendu que les Etats-Unis, avec leur territoire vaste et approprié à toutes les cultures, avec leur climat varié et les avantages nombreux qu'ils offrent dans le commerce et l'industrie, à l'émigration étrangère et à nos compatriotes en particulier, ont institué en outre, et maintenu dans son application la plus étendue, une loi dite des *Homesteads*, insaisissables et incessibles et libres de toutes servitudes envers le gouvernement ;

Attendu que les octrois gratuits de terrains publics prévalent dans une partie des Etats-Unis et d'Ontario, ce qui est de nature à attirer dans ce pays, bon nombre de nos compatriotes ;

Il soit résolu : Que cette Chambre prie le gouvernement d'introduire des lois analogues à celle des Etats-Unis et d'Ontario, sous le double rapport des *Homesteads* et octrois gratuits."

Et la question étant de nouveau proposée.

L'honorable M. Mercier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel,—Que le dernier paragraphe soit retranché et qu'il soit remplacé par les mots.

"Il soit résolu que cette importante question soit référée au comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation, avec instruction de l'étudier avec soin, et de faire rapport avec toute la célérité possible."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 4 décembre 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 4 décembre 1890

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du quatrième jour de novembre mil huit cent quatre vingt-dix, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à F. de Sales Bastien, écuyer, registrateur, pour le district électoral de Vaudreuil, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Eméry Lalonde, écuyer, dont l'élection a été annulée, Eméry Lalonde, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable F. G. Marchand,
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Eméry Lalonde, écuyer, député du district électoral de Vaudreuil, ayant préalablement prêté le serment voulu par la loi, et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Béland,—la pétition de L. A. Bourgeois et autres, de Danville, Shipton et Kingsey,—et la pétition de C. C. Cleveland et autres, de Richmond.

Par M. Rinfret,—Huit pétitions de Joseph Blondeau et autres, tous citoyens de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De R. G. Bray et autres,—de Isaïe Thérien et autres,—de W. L. Ball et autres,—de Richmond, Melbourne et autres lieux,—de R. W. Heneker et autres, demandant, séparément, qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des Statuts révisés de Québec soit remis en vigueur ;

Du Révérend P. Dowd, pasteur de l'église St-Patrice de Montréal, et autres,—du Révérend P. Deguise et autres, de la paroisse St-Jacques de Montréal,—de William O'Meara et autres, de la paroisse St-Gabriel de Montréal, demandant, séparément, des amendements à la loi des licences ;

Du Révérend C. L. Huet et autres, de la paroisse de St-Antoine de Lavaltrie, demandant à être détachés du district de Richelieu et annexés au district de Joliette, pour les fins judiciaires.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants qu'il rapporte, le premier, sans amendement, et le second, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la loi concernant la preuve ;
Bill pour amender les articles 692 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants qu'il a rejetés :

Bill pour amender l'article premier du Code de procédure civile ;
Bill interprétant le sens de l'acte 46 Victoria, chapitre 16, relatif aux jurés ;
Bill amendant l'article 3637 des Statuts refondus de la province de Québec ;
Bill amendant la loi électorale de Québec.

Le bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'émission des permis d'occupation, certificats de rente ou billets de location des terres de la Couronne, a été retiré par son promoteur, avec le consentement de votre comité.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter, avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation *The Coaticook River Water Power Company* ;
Et bill autorisant Henri Bouthillier à vendre certains biens substitués.

L'honorable M. McShane, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants qu'il rapporte, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la compagnie de traction et de freins électriques *Ries du Canada* ;

Et bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Murphy,

Résolu, nemine contradicente, Que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Que M. Monfette et M. Beauchamp soient ajoutés au comité spécial pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal ; que M. Lalonde et M. Bédard soient ajoutés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, et que M. Lalonde et M. Johnson soient ajoutés au comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant l'article 3561 des Statuts refondus, concernant le Barreau.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 3142 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Rochon ait la permission de présenter un bill modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui a rapport au Conseil législatif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte constituant en corporation l'École de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Vict., chap. 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre la dite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal ;"

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation les Sœurs de Sainte-Marguerite."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation l'Union Saint Joseph de Drummondville,"

Et bill intitulé : "Acte autorisant Joseph Orance Grandbois à adjoindre à son nom celui de "de Villeneuve."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette chambre :

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste permanente de Waterloo."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation l'Union Saint-Joseph des artisans du village de Mégantic."

Et bill intitulé : "Acte concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau."

La chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Société St-Jean Baptiste permanente de Waterloo," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph des artisans du village de Mégantic", lesquels sont lus la première et la seconde fois, comme suit :

Dans la version française, 1ère clause, 3ème ligne, remplacez le mot "Bélangier" par celui de "Boulanger."

Sur motion de M. McIntosh, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements pour la raison suivante : "parce que c'est le nom de "E. A. Bélangier" qui doit être inséré dans le bill et qui est mentionné dans la pétition ; et non "Boulanger" tel qu'inséré dans la version anglaise de ce bill.

Résolu, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, priant leurs Honneurs de vouloir bien reconsidérer le dit amendement.

Ordonné, Que le Greffier porte ce message, au Conseil législatif.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Grenier.—Est-il à la connaissance du gouvernement qu'une ou des personnes aient été nommées comme gardiens lors de la saisie du bois, pratiquée, de la part du gouvernement, sur M.M. Hall & Cie, et Hall, Neilson & Cie, à la rivière des Envies, au Lac Croche et ailleurs, dans le comté de Champlain, le ou vers le mois de mars dernier ?

Si oui, quelles sont ces personnes ?

Quel a été et quel est le salaire de chacune de ces personnes ?

Combien chacune de ces personnes a-t-elle reçu jusqu'aujourd'hui ?

Combien chacune d'elle devra-t-elle recevoir à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Boyer.—1. M. Odilon Lacoursière, de St-Tite, a été nommé, le 28 mars 1890, gardien des bois saisis sur M.M. Hall & Cie et Hall, Neilson & Cie, à la rivière des Envies et au lac Croche, dans le comté de Champlain ;

2. Le salaire de M. Lacoursière lui a été payé à raison de 25 centins par jour pour les 25 premiers jours, et ensuite à raison d'une piastre par jour, taux qui a été antérieurement accordé dans d'autres cas de saisies de bois ;

3. Ce monsieur a reçu jusqu'aujourd'hui la somme de \$196.25 ;

4. M. Lacoursière recevra une piastre par jour de salaire tant qu'il restera gardien des bois saisis à la rivière des Envies et au lac Croche.

Ces frais de garde sont à la charge des parties saisies.

Il n'y a pas eu d'autres personnes nommées à cette fin.

Par M. LeBlanc.—La Compagnie du péage de l'Ile Jésus a-t-elle fait son rapport exigé par la loi, dans les premières semaines de cette session ?

Réponse par l'honorable M. Langelier.—Non.

Par M. Nantel.—Le gouvernement a-t-il payé à la Société d'agriculture de Bellechasse le montant qui lui revenait en vertu de la loi ?

Si non, pourquoi ?

Si oui, à qui et quand ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Rien n'a été payé à la Société d'agriculture de Bellechasse, vu que rien ne lui était dû dans mon opinion, à raison de graves irrégularités tolérées par les gouvernements précédents. Cependant le comité d'agriculture ayant fait son rapport, produit devant la Chambre hier, recommandant d'ignorer ces irrégularités pour l'année courante, l'octroi sera payé à cette société comme aux autres, vu que la Chambre a adopté ce rapport aujourd'hui. Mais il est bien entendu que c'est la dernière fois, et qu'à l'avenir l'accomplissement de toutes les formalités sera rigoureusement exigé, à défaut de quoi l'octroi sera refusé.

Par M. Clendinneng.—Est-ce que le gouvernement de la province a reçu quelque information officielle touchant la question de savoir, si les gisements miniers dont on connaît aujourd'hui l'existence dans le district de Sudbury, ne sont que la continuation d'une ou de plusieurs veines de gisements analogues dans les limites de la province de Québec ?

2. Au cas d'une réponse négative, est-ce l'intention du gouvernement de prendre les moyens nécessaires pour faire constater aussitôt que possible, si la chaîne faitière, sur laquelle les gisements de Sudbury ont été découverts, et qu'on dit courir sur une distance considérable dans notre province, contient les mêmes minéraux ?

Réponse par l'honorable M. Boyer.—1. Non ; 2. Oui, dès que les circonstances le permettront.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill détachant des cantons de Granby et de Farnham-Est et érigeant une municipalité distincte, la paroisse de Saint-Alphonse, étant lu ;

M. deGrosbois propose, secondé par M. Bisson,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte érigeant la paroisse de Saint-Alphonse en municipalité distincte et séparée.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation le Recteur et les Syndics de l'Eglise réformée de Saint-Barthélemi de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McIntosh fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lussier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation *The Montreal Board of Real Estate Agents* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte constituant en corporation le Bureau d'agence d'immeubles, de Montréal.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant Benjamin Castonguay et Emilie Vallée, son épouse, à hypothéquer certains biens substitués ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Turgeon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe, et que le titre soit : “ Acte autorisant Benjamin Castonguay, Dame Emilie Vallée et J. Bte. Renaud *es-qualité* à hypothéquer certains biens substitués ” ; la Chambre se divise, et la proposition résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Maison de l'Immaculée Conception de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Clendinneng fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 52.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal ;

Et bill constituant en corporation la ville d'Aylmer.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : “ Acte concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau, ” lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Rocheleau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée au sujet de la nomination d'un Ministre de l'instruction publique, de la nomination d'un inspecteur général, et de la division de nouveaux districts d'inspection, et, de tout autre document se rattachant à ce sujet, directement ou indirectement.

Sur motion de M. Desmarais, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des documents se rattachant à la création et au maintien des écoles du soir, et les programmes des études suivies dans les écoles du soir et les écoles élémentaires.

Sur motion de M. Lessard, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie d'une lettre adressée par le gouvernement, ou en son nom, par aucun de ses membres, au Dr Fiset, député fédéral, ou à toute autre personne, dans le comté de Matane, dans le cours des mois de mai ou juin dernier, relativement à un subside en faveur du chemin de fer de Matane.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 février 1890, pour un état indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal, donnant le montant total reçu, et, sur ce montant les montants : 1. des honoraires ; 2. du fonds de bâtiesse et des jurés ; et 3. de la taxe du palais de justice. (*Document de la session, No. 59*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 novembre 1890, pour la production de toute correspondance et de tous documents, se rapportant à l'empierrement des chemins municipaux ; avec en outre un état, depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins, et la date de ces promesses ou de ces octrois. (*Document de la session, No. 60*).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er décembre, 1890, pour une copie de la lettre adressée par l'honorable Premier Ministre, ou l'un des honorables Ministres, à John Whyte, écr., de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin derniers, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston. (*Document de la session, No. 61.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse, de l'Assemblée législative, du 4 décembre 1890, demandant copie d'une lettre adressée par le gouvernement ou en son nom, par aucun de ses membres, au Dr Fiset, député fédéral, ou à toute autre personne, dans le comté de Matane, dans le cours des mois de mai ou juin derniers, relativement à un subside en faveur du chemin de fer de Matane. (*Document de la session, No. 62.*)

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Langelier,

Résolu, Qu'à compter de samedi, le 13 du courant, inclusivement, jusqu'à fin de la session, la Chambre siégera tous les samedis, et qu'il y ait deux séances ces jours-là : la première séance de 11 heures A. M. à 1 heure P. M., et la seconde séance de 3 heures à 6 heures P. M., et que les ordres du gouvernement aient la priorité sur les ordres du jour, ces jours-là.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 5 décembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Hall,—la pétition du Révérend Wm. Smyth,—et la pétition du Révérend E. M. Hill.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Acte modifiant le statut 47 Victoria, chapitre 46, concernant l'Eglise St. Jude, du diocèse de Montréal," sans amendement.

L'honorable M. McShane, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant qu'il rapporte, avec certains amendements, et qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montréal et de la Jonction du Pacifique.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la partie de *The International Advent Christian Conference*, située et comprise dans la province de Québec, et a l'honneur de le rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill modifiant l'acte constituant en corporation *The Quebec Young Men's Christian Association*, et a l'honneur de le rapporter, sans amendement."

L'honorable Mr. Langelier, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1889-90. (*Document de la session, No. 5.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 novembre 1890, pour une copie de la correspondance et des rapports des architectes employés à la reconstruction et aux réparations de l'école normale de Montréal. (*Document de la session, No. 63.*)

Et aussi,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 24 novembre 1890, pour un état indiquant : 1. Le nombre et les noms des institutions religieuses ou autres, ou des personnes avec lesquelles le gouvernement a correspondu ou fait des arrangements en vertu de la section quatre du chapitre quarante-un du statut de cette province, 53 Victoria ;

2. Le nombre de malades au sujet desquels ces correspondances ou arrangements ont eu lieu. (*Document de la session, No. 57b.*)

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal, relativement aux cours d'eau.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un bill modifiant le Code municipal, en ce qui regarde les élections des conseillers locaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Basinet ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour, demain.

Ordonné, Que M. Béland ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de Québec, de manière à étendre le droit de suffrage, à donner un congé aux ouvriers pour voter, et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la ville de St. Germain de Rimouski ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte modifiant la loi 32 Victoria chapitre 71, qui constitue en corporation la ville de Saint-Germain de Rimouski."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant les divers lois concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Duplessis propose comme amendement, secondé par M. Normand,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en inscrivant après la clause 3e du dit bill, les clauses suivantes :

5. Le dit conseil aura seul le droit d'accorder et délivrer des certificats pour l'obtention des licences d'auberges et de magasins de liqueurs, nonobstant toute loi ou usage

à ce contraires, et ces certificats seront signés par le maire et le secrétaire-trésorier du conseil et revêtus du sceau commun du conseil.

6. Le dit conseil a le pouvoir de faire des règlements :

1. Pour permettre la vente de liqueurs spiritueuses, vineuses, alcooliques ou enivrantes, et soumettre cette vente à toutes restrictions jugées nécessaires ;

2. Pour déterminer sous quelles restrictions et conditions, et de quelle manière le percepteur du revenu de l'intérieur du district des Trois-Rivières accordera des licences aux marchands, commerçants, boutiquiers, aubergistes ou autres personnes pour vendre ces liqueurs ;

3. Pour régir et gouverner tous les boutiquiers, aubergistes et personnes vendant ces liqueurs en détail, en quelqu'endroit que ce soit, suivant qu'il le jugera convenable ou utile pour prévenir l'ivrognerie ;

4. Pour empêcher la vente des liqueurs enivrantes aux mineurs, apprentis ou domestiques.

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchet,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Poupore, et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer—15.</i>
<i>England,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Owens,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beland,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Déchene,</i>	<i>Lemieux,,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier, (Portneuf)</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon—23.</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pouliot,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du bureau du greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; dont \$2,000.00 pour la faculté de droit à l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordé à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

M. Tessier (Portneuf) informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 9 décembre 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de R. H. Tylee et autres, des cantons d'Ascot et Lennoxville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De C. C. Cleveland et autres, de Richmond,—et de L. A. Bourgeois et autres, de Danville, Shipton et Kingsey, demandant, séparément, qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province ;

Du Révérend E. M. Hill,—et du Révérend W. J. Smyth, de Montréal, demandant, séparément, des amendements à la loi des licences ;

De Joseph Blondeau et autres, tous citoyens de la cité de Québec, demandant la passation d'une loi annulant la loi constituant légalement la " Société bienveillante des débardeurs de Québec. "

Ordonné, Que M. Basinet ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 376 du Code municipal, concernant les inspecteurs de voirie :

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que l'honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un bill relatif aux enquêtes par sténographie, dans les causes civiles ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill concernant la nomination d'officiers judiciaires à qui pourront être soumis les bills relatifs aux successions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un bill pour amender la loi électorale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant l'article 320a du Code de procédure civile, concernant les enquêtes par sténographie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1019 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Spencer.—Est-ce que le gouvernement, ou le département des travaux publics, a consenti quelque contrat, ou a-t-il donné ou promis de faire quelques commandes de quelques travaux quelconques à la *Dominion Bridge Company* de Lachine, depuis le premier de mars dernier ?

Dans le cas d'une réponse affirmative, pour quels travaux, pour quelle somme affectée à chacun de ces travaux et à quelles dates ?

Réponse par l'honorable M. Boyer.—Aucune promesse n'a été faite, mais cette Compagnie a obtenu, depuis cette date, sur soumissions régulières, et après concurrence ordinaire, la construction de cinq ponts, savoir :

1. Pont sur la petite rivière du Loup, à Louiseville :—\$1,080.00.—23 avril 1890 ;
2. Pont sur la rivière Trois-Saumons, à l'Islet :—\$5,600.00.—18 juin 1890 ;
3. Pont sur la rivière LeBras, à St-Eugène de l'Islet :—\$5,200.00.—18 juin 1890
4. Pont sur la rivière Boyer, à St-Michel de Bellechasse :—\$5,526.00.—23 juin 1890 ;
5. Pont sur la rivière St-François, à Brompton-Falls :—\$16,344.00.—23 juillet 1890.

Par M. Owens.—Quelles sommes d'argent ont été payées à R. S. Weir, avocat, de Montréal, durant l'année 1889-90 ; et pour quels procès ou causes ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—La réponse à cette interpellation se trouve aux pages 86, 87, 88, 89 et 90 des Comptes Publics pour l'exercice 1889-90.

Par M. Beauchamp.—1. Quelles sont les personnes, ou les associations, auxquelles le gouvernement a accordé des octrois spéciaux pour les expositions agricoles régionales, concours de labour ou autres fins analogues, et qui ont été payés sur les appropriations votées pour l'année fiscale 1890-91 ?

2. Quelle somme a été ainsi accordée à chacune d'elles ?

3. A quelles dates ces sommes ont-elles été accordées ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—A la séance du 17 novembre dernier (Procès-Verbaux de l'Assemblée législative, No. 9, page 72) il appert que M. Beauchamp a fait une interpellation analogue à celle de ce jour, et je ne vois pas qu'il y ait d'autre réponse à lui faire que celle qui lui a été faite alors.

Par M. Beauchamp.—1. Quelles sont les personnes ou les associations auxquelles le gouvernement a accordé des octrois spéciaux pour les expositions agricoles régionales, concours de labour et autres fins analogues, et qui ont été payés sur les appropriations votées pour les années fiscales 1889-90 et 1890-91 ?

2. Quelle somme a été ainsi accordée à chacune d'elles ?

3. A quelles dates ces sommes ont-elles été accordées ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—

Sociétés d'agriculture auxquelles le gouvernement a accordé des octrois spéciaux pour les expositions agricoles ou autres fins analogues, payables sur les appropriations votées pour l'année fiscale 1889-90 :

Date du paiement.	Sociétés.	Pour quel objet	—	—
1890			\$ cts.	\$ cts.
Mars 22....	Société d'agriculture de Sherbrooke.....	Aide accordé à l'exposition de septembre 1889, par ordre en conseil, No. 391, du 14 août 1890.....	2,000 00	
Juil. 17....	Société d'agriculture de Beauharnois.....	Pour aider à la reconstruction de ses bâtiments détruits en 1888, ordre en conseil No. 302, du 30 juin 1890.....	1,000 00	
Oct. 14....	Société d'agriculture d'Hoche-laga.....	Octroi pour un concours de labour régional, ordre en conseil, No. 302, du 30 juin 1890.....	500 00	
Nov. 3.....	Société d'agriculture de l'Assomption.....	Aide à l'exposition régionale des comtés des Deux-Montagnes, Laval, Terrebonne, l'Assomption, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé et St. Maurice, du 3 et 4 septembre 1890.....	1,000 00	
Nov. 7.....	Société d'agriculture de Berthier.....	Aide accordé à l'exposition régionale des comtés de Berthier, Joliette, Montcalm et l'Assomption, du 17 et 18 sept. 1890..	1,000 00	
Juil. 24....	Société d'agriculture de St. Jean.....	Aide accordé pour une exposition régionale du district d'Iberville.....	1,000 00	
				6,500 00

Sociétés d'agriculture auxquelles le gouvernement a accordé des octrois spéciaux pour les expositions agricoles, ou autres fins analogues, payables sur les appropriations votées pour l'année fiscale 1890-91 :

1890		\$ cts.
Août 18.....	Société d'agriculture de Brome, octroi spécial comme aide à cette société.	400 00

Par M. Poupore.—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer aux juges de paix de cette province les "Ouvrages de droit criminel pour les juges de paix," pour lesquels avec autres choses, une somme de \$24,224.85 figure au budget supplémentaire ?

Réponse par l'honorable M. Langelier.—C'est l'intention du gouvernement de distribuer aux juges de paix qui se sont qualifiés, et qui ont fait rapport, au désir de la loi, copie du "Manuel des juges de paix" mentionné à l'item 12 du budget supplémentaire finissant le 30 juin 1891.

L'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la *Coaticook River Water Power Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Côté fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill autorisant Henri Bouthillier, de la cité de Montréal, à disposer de certains biens substitués, étant lu ;

L'honorable M. Boyer propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechene fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte autorisant Henri Bouthillier, de la cité de Montréal, à disposer de certains biens substitués.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie de traction et de freins électriques *Ries du Canada* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McIntosh fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montréal et Pacific Junction ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Montréal et de jonction du Pacifique."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la partie de la *International Advent Christian Conference*, située et comprise dans la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lovell fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte modifiant de nouveau l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège commercial de Saint-Barthélemi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Couvent de la Congrégation Notre-Dame, à Berthier, comté de Berthier, 1er paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des petites écoles, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège Saint-Rémi, Napierville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de Marieville, Rouville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de Saint-Henri, Montréal, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École industrielle, Joliette, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, Beauharnois, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Marianites de Ste-Croix, à Magog, pour construction d'une école (1er paiement sur deux égaux) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent St-Cyprien, comté de Napierville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Jésus-Marie, Trois-Pistoles, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent du Bon-Pasteur, Matane, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Joliette, pour construction d'une annexe pour cours commercial dernier, paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, Upton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, Varennes, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Chicoutimi, pour construction, 4e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux clercs de Saint-Viateur du Collège Saint-Joseph, Berthier, premier paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Vincent de Paul, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent du Bon Pasteur, Québec, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Félix du Cap-Rouge, pour construction, premier paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Cuthbert, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Frères de Saint-Sauveur de Québec, pour travaux d'agrandissement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Frères de Saint-Roch de Québec, pour travaux d'agrandissement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie et de réforme de la Pointe aux Esquimaux, pour agrandissement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège d'Arthabaskaville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean de Matha, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de l'Assomption, pour construction d'une école ; pour l'année financière le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au R. C. High School, Granby, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Saint-Michel, Bellechasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction, à Lévis, d'un bâtiment destiné à une école des arts et métiers et à une école du soir, etc., etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial Saint-François, de Saint-Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Réolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'une Académie par les commissaires d'écoles de St-Patrick de Rawdon ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Ursulines de Roberval, pour finir la construction, 2eme et dernier paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Frères de l'Islet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Saint-Joseph de Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Ste. Croix, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petits Frères Maristes, d'Iberville, 3eme et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Michel, Bellechasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent-cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole culinaire de Montréal, pour l'établissement d'une succursale, à Hochelaga ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Boucherville, 3eme et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Boucherville, 3iem et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Municipalité scolaire de la ville des Laurentides, pour ouvrir une école commerciale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie protestante de Granby, pour construction, 3eme et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Célestin, Nicolet, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe Claire, pour construction, 1er paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir provinciale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut littéraire et historique de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de géographie, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle de la Salle, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut littéraire de St. Patrice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Hemmingford Mechanics' Institute and Library Association* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de pharmacie de Montréal ; pour l'année finissant le 30 juin 1892.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Bibliothèque des ouvriers, à St. Roch de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Literary and Art Union*, Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Union Commerciale de Québec, pour achat de livres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 novembre 1890, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les fabriques de sucre de betterave de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890. (*Document de la session, No. 64.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 28 novembre 1890, demandant une copie d'un ordre en conseil, relatif à la nomination et à l'exercice de la charge de M. Joseph Reynar, de la cité des Trois-Rivières, comme employé du gouvernement. (*Document de la session, No. 65.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er décembre 1890, demandant une copie de toute correspondance et des ordres en conseil et décisions concernant la ligne de division entre les premier, deuxième et troisième rangs de Wickham, dans le comté de Drummond. (*Documents de la session, No. 66.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er décembre 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le Conseil général du Barreau de la province de Québec, ou quelqu'une de ses sections, à propos de la sanction, par l'Exécutif, du tarif adopté en 1888 par le dit Conseil général. (*Document de la session, No. 67.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 10 décembre 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de cette chambre :

Bill intitulé : " Acte pour déclarer Joseph Narcisse Létourneau membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Et bill intitulé : " Acte amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement fait au bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union St. Joseph des Artisans du village de Mégantic," et qu'il a fait un autre amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant l'article 1616 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les membres des sociétés d'agriculture, et l'article 1663, relatif au cautionnement du secrétaire-trésorier," sans amendement.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 novembre 1890, pour un état numérique des colons que M. A. Bodard, dans son rapport à l'honorable M. Mercier, dit avoir ramenés au pays ; le dit état mentionnant les comtés de la province dans lesquels les dits colons se sont établis. (*Document de la session, No. 68.*)

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph des Artisans du village de Mégantic, " lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

M. Bernatchez, du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le cinquième rapport de comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a adopté la proposition suivante :

Il est proposé par M. Rocheleau, secondé par M. Beauchamp et résolu : Que l'agriculture étant la base la plus sûre de la prospérité d'un peuple, son perfectionnement et ses progrès sont d'une importance vitale pour la population de cette province largement composée de cultivateurs ;

Que, la formation des sociétés d'agriculture, la création du conseil d'agriculture, la fondation des cercles agricoles, de la société d'industrie laitière, du haras national, l'introduction des beurreries et des fromageries ont contribué puissamment à l'avancement des intérêts agricoles, et que pour assurer leur complet développement, il est urgent d'adopter les moyens les plus efficaces pour engager les cultivateurs à adopter immédiatement un système d'ensilage déjà si favorablement connu en Europe et en Canada ; que l'introduction rapide et pratique de l'ensilage permettra aux cultivateurs de lutter avec plus d'avantage contre la sévérité de notre climat, de se livrer avec plus de profit à l'élevage des bestiaux et à l'industrie laitière,—les deux branches les plus rémunératives de la culture, tant pour la consommation locale que pour l'exportation à l'étranger, et à obtenir par là des revenus considérables qui leur permettront d'améliorer leurs terres et leurs méthodes de culture et contribueront à diminuer l'émigration ;

Que, pour obtenir des résultats aussi avantageux, il est important d'adopter les moyens les plus efficaces pour favoriser l'introduction rapide et pratique du système d'ensilage dans nos campagnes ; que l'un de ces moyens consisterait à prendre sur les sommes non dépensées des \$50,000.00 votées annuellement par la Législature pour les sociétés d'agriculture, une somme suffisante pour être distribuée en prix aux cultivateurs qui auront construit pour leur usage, et conformément aux instructions du département de l'agriculture, les silos les plus parfaits, et auront obtenu de leur ensilage le rendement le plus profitable ;

Que le conseil d'agriculture soit prié de se mettre sans délai en rapport avec le comité afin de préparer immédiatement les règlements et les instructions nécessaires, et d'obtenir le concours des sociétés d'agriculture au projet ci-dessus indiqué.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. de Grosbois, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants qu'il rapporte, le premier, sans amendement, et le second, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ;
Et bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant les dispositions du code municipal concernant les trottoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et référé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant l'article 666 des Statuts révisés de la province de Québec, concernant le service civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

M. Poupore propose, secondé par M. Picard,

Qu'attendu que l'exploitation de nos mines et de nos forêts est de la plus haute importance dans l'intérêt du commerce, de l'industrie et de la colonisation de la province de Québec ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'établir un système régulier et complet pour l'augmentation et le développement des dites industries ;

Et attendu que le résultat de toutes les explorations, faites jusqu'à présent, établit clairement l'immense richesse minérale de notre province, richesse dont le plus grand développement aidera puissamment à la colonisation de la province, élargissant ainsi le champ d'opérations de jeunes et énergiques colons, et donnant à nos classes laborieuses de l'ouvrage dans nos mines, et de cette manière les retenant ici au lieu de les laisser aller aux Etats-Unis pour y chercher de l'emploi ;

Qu'il soit résolu de demander au gouvernement de faire des lois qui mettent l'exploitation de nos forêts et de nos mines sur le même pied qu'elle se trouve dans les pays les plus avancés de l'Europe et de l'Amérique, et de donner toute l'assistance possible au développement de nos ressources minérales, en offrant des avantages aux capitalistes pour les attirer ici, plutôt que de leur imposer des taxes, ce qui créera sûrement de la méfiance, paralysera les travaux actuels et empêchera pour l'avenir le développement de nos ressources naturelles.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. McShane, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$16,000 mentionnée aux Comptes publics de 1889-90, page 199, comme paiement *re* chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, (construction).

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre ; un état détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$5,000 mentionnée aux Comptes publics de 1889-90, comme paiement *re* chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, (dépenses du trafic).

Sur motion de M. Rinfret, secondé par M. Cameron,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre ; copie de toutes pétitions ou adresses présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, au sujet de la Société bienveillante des journaliers de navire de Québec, de toutes correspondances et documents au sujet de la même société, ainsi que des procédures dans la cause de Sa Majesté la Reine, contre la dite société, et dans la cause Paradis *vs* la dite société, de la preuve, concernant la dite société, prise devant la commission fédérale du travail, du bill présenté en juin 1888, pour abroger l'acte d'incorporation de la dite société, et de toute correspondance entre la dite société et la chambre de commerce de Québec.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. de Grosbois, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill constituant en corporation la "Société Saint-Jean-Baptiste permante de Waterloo", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de la somme de \$1,062.68 payée à la *Pinkerton's National Detective Agency* re les frères Poulin, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 87.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé, avec dates, de la somme de \$3,422.22 payée à la *Pinkerton's National Detective Agency*, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 89,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," ou aucun de ses officiers, pour l'obtention d'une subvention en terre ou en argent.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et documents se rapportant aux octrois d'argent de colonisation pour la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, depuis janvier 1887.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, correspondances et documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge.

Sur motion de M. McIntosh, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, correspondances et tous autres documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention pour un pont à la paroisse du Sacré-Cœur, dans le comté de Rimouski, et pour mêmes pièces dans le cas du pont de St.-Valérien, même comté.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances et tous autres documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres, d'une subvention en terre ou en argent pour le pont de la Métabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St. Jean, à Chicoutimi.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 11 décembre 1890.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçu :

De R. H. Tylee et autres, des cantons d'Ascot et Lennoxville, demandant qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des Statuts révisés de Québec soit remis en vigueur.

M. Tessier, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill modifiant la Charte de la cité de Montréal, et a l'honneur de le rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, qu'il rapporte, avec certains amendements, et qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant l'enregistrement des donations et des titres et actes portant création de substitution.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Brunet,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour déclarer Joseph Narcisse Létourneau, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Brunet,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation la Compagnie dite *The Montreal Safe Deposit Company*, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant l'expropriation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Brunet ait la permission de présenter un bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Boyer ait la permission de présenter un bill modifiant la loi 52 Victoria, chapitre 43, qui amende la loi des Compagnies pour l'empierrement des chemins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village, d'aider au maintien des bibliothèques publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, —un état détaillé, avec dates, du compte de H. J. Cloran, écr., au montant de \$4,848.90 à lui payé et mentionné à la page 88 des Comptes publics de 1889-90.

Sur motion de M. Dechene, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant la Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le département de l'agriculture et de la colonisation, et A. Gustave Verreault, secrétaire-trésorier de la Société d'agriculture du comté de l'Islet, au sujet de la subvention accordée par le gouvernement à la dite société.

Sur motion de M. Pouliot, secondé par M. Marcotte,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Les rapports faits au département des terres de la Couronne concernant les terrains de la vallée de la Squateck et autres, en arrière du lac Témiscouata ;

2. Les requêtes demandant l'ouverture d'une route sur ces terrains, et de toute correspondance ou autres documents échangés avec les départements à ce sujet.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes au gouvernement ou à quelqu'un de ses membres, se rapportant au changement de la loi relative à la concession des terres de la Couronne pour fins de colonisation.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, Premier Ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à Saint-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections, quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Poupore,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et autres documents, au sujet de demandes d'aide par des municipalités ou des particuliers, pour la construction de ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état mentionnant, pour chaque année, à partir du 1er juillet 1867, les totaux des recettes effectuées, annuellement en espèce, à Montréal, et provenant du palais de justice de Montréal, (moins les sommes produites par la vente des timbres.)

Sur motion de M. Chenevert, secondé par M. Beland,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, au sujet du démembrement du comté de Berthier, pour fins judiciaires.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Carrier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des rapports de M. Arthur Buies sur les comtés de Témiscouata, Rimouski et Matane.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, demandant copie des rapports de M. Arthur Buies, sur les comtés de Rimouski et Matane. (*Document de la session, No. 69.*)

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi 41 Victoria, chapitre 35, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Lachine ;

Et bill intitulé : " Acte relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours,

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. McShane fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant les articles 298 et 299 du Code civil du Bas Canada ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechene fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant les articles 299, 305 et 691 du Code civil, relatif au partage des biens des mineurs."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender les articles 682 et 5931 des Statuts refondus de cette province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Villeneuve fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender les articles 692, 5918 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill établissant certaines mesures de prévoyance en faveur des employés publics et de leurs familles, est, en conformité de l'ordre, lu une deuxième fois, et référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marcotte fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant le paiement des gages des ouvriers ;

M. Watts propose, secondé par M. Cameron, que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Poupore propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Nantel,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots, "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Bedard,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Rainville et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer—31</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Normand,</i>	

CONTRER :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Clendinneng,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cameron</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—29</i>
<i>Carrier,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,
Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les articles 1543 et 1998 du Code civil, tel qu'amendé par les articles 5811 et 5827 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carrier fait rapport que ce comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant les articles 1543 et 1998 du Code civil, tels qu'ils se lisent aux articles 5811 et 5827 des Statuts refondus de la province de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McIntosh fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rochon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill amendant l'article 3561 des Statuts refondus, concernant le Barreau, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui a rapport au Conseil législatif ;

M. Rochon propose, secondé par M. Turgeon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Desmarais propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tessier (Portneuf),—Que tous les mots après “Que”, dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ayant confiance dans la prudence et dans la sagesse du Ministère, et espérant qu'il donnera bientôt une satisfaisante solution à cette question, cette Chambre est d'opinion de passer à l'ordre du jour suivant.”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 12 décembre 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Basinet,
Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Boyer,
Brunet,
Cameron,
Cardin,
Carrier,
Côté,
Déchéne

Desjardins,
Desmarais,
Duhamel,
Girard,
Girouard
Gladu,
Gosselin
Lalonde,
Langelier
Lemieux,

Lovell,
Lussier,
McShane,
Marcotte,
Mercier,
Monfette,
Morin,
Parent,
Pelletier,
Pinault,

Pouliot,
Rainville,
Rocheleau,
Rochon,
Shehyn,
Ste-Marie,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski)
Turgeon et
Watts—41.

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens et</i>
<i>Clendinning,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer—16.</i>

Ainsi il est résolu affirmativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires, étant lu ;

M. Basinet propose, secondé par M. Rochon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn, *Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 12 décembre 1890.

M. Tessier (Porneuf), du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter, avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec ;
Et bill constituant en corporation le Village Dorion.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour l'admission de Joseph Oscar Fournier à la pratique du droit après examen", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif intitulé : "Acte pour l'admission de Joseph Oscar Fournier à la pratique du droit, après examen", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la première fois ; et la seconde lecture en est remise à la prochaine séance, demain.

Ordonné, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un bill pour amender le chapitre 41 du Statut 45 Victoria.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, demain, à la première séance, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente et l'inspection des liqueurs.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, demain, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les pétitions d'élection.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 novembre 1890, pour la production d'un tableau faisant voir : 1. Le nom des municipalités corporatives ou particulières qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction de ponts en fer, depuis janvier 1887 ;

2. Les montants demandés et les montants obtenus ;
3. Les montants promis par le gouvernement ;
4. La date de ces octrois ou de ces promesses ;
5. Les montants évalués de la dépense faite ou promise par chaque municipalité, pour assurer la construction de ces ponts en fer ;
6. Le montant total des réclamations existantes contre le gouvernement, et des engagements actuels ou éventuels de la province pour ces ponts en fer. (*Document de la session, No. 70.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1890, pour copie de la correspondance échangée entre l'Exécutif de la province de Québec et toute personne, à propos de la remise de la dette municipale de St-Michel de Bellechasse. (*Document de la session, No. 71.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 février 1890, pour copie des plaintes, requêtes, rapports, mémoires et tous documents quelconques relatifs au registraire du comté de Montmagny, depuis le premier janvier 1889 jusqu'aujourd'hui. (*Document de la session, No. 72.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, Premier Ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à St-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections, quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières. (*Document de la session, No. 73.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 10 décembre 1890, demandant copie de toutes pétitions ou adresses présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, au sujet de la Société bienveillante des journaliers de navire de Québec, de toutes correspondances et documents au sujet de la même société, ainsi que des procédures dans la cause de Sa Majesté la Reine contre la dite société, et dans la cause de Paradis vs. la dite société; de la preuve, concernant la dite Société, prise devant la commission fédérale du travail; du bill présenté, en juin 1888, pour abroger l'acte d'incorporation de la dite société, et toute correspondance entre la dite société et la chambre de commerce de Québec (*Document de la session, No. 74.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé, sans amendement, les bills suivants, savoir :

Bill intitulé : " Acte portant modification et interprétation de la loi 9 Victoria, chapitre 91, intitulé : " Acte pour incorporer *Les Dames Religieuses de Charité du Bon-Pasteur*, à Montréal, qui se vouent au soin et à la réformation des filles repenties."

Bill intitulé : " Acte à l'effet de légaliser certains enregistrements."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation le Recteur et les Syndics de l'église épiscopaliennne réformée de Saint-Barthélémi—*The Rector and Church Wardens of St. Bartholomen's Reformed Episcopal Church*—de la cité de Montréal."

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills ci-après mentionnés, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Acte validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault. "

Et bill intitulé : " Acte modifiant les actes relatifs à la corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant les actes relatifs à la corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine, " lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault, " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour déclarer Joseph-Narcisse Létourneau, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec. "

Et bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides.)

Et la question étant mise aux voix, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appliquer les dispositions de la loi touchant les manufactures, 48 Vic, ch. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appliquer les dispositions de l'acte 53 Vict., chap. 26, concédant des terres aux chefs de familles de 12 enfants vivants ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, 41 Vic., ch. 5 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille sept cent cinquantes piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'à minuit, samedi matin ;

Samedi, 13 décembre 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles de médecine vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour bourses additionnelles aux nouveaux élèves des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition provinciale à Montréal, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que la cité de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'ordre provincial du Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Manuel d'agriculture et autres travaux sur l'agriculture, et pour établir des bibliothèques à l'usage des cercles agricoles, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration à Montréal et à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais et autres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de rapatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames protectrices des émigrants, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent soixante et six piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'acte du "Traité d'Agriculture," 3333 exemplaires à 50 cents ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement de *Norton Creek*, comté de Chateauguay, afin de rendre cultivables 5,000 acres de terrain d'alluvion, cirquième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière Lacolle, afin de prévenir les inondations et rendre à l'agriculture une quantité considérable de bonnes terres, balance du nouveau crédit 1889-90 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un bateau à vapeur pour faire le service de lac Saint-Jean, quatrième paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la ligne maritime du Saguenay, cinquième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une grande route, dans l'intérieur des comtés de Gaspé et de Bonaventure, de Cascapédiac à Gaspé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographies, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière La Tortue, \$1,000 en deux paiements, deuxième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière des Hurons, au village St-Jean-Baptiste, deuxième paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement d'une fabrique d'amidon à Maria, comté de Bonaventure, 1er paiement sur trois égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le dessèchement de la savane de St-Hyacinthe, à St-Dominique, 1er paiement sur 3 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le dessèchement d'une savane à St-Ignace, comté de Montmagny ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière Porc-Epic, à St-Fabien et St-Simon, comté de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour compléter le pont de la rivière Bécancour, à Ste-Julie (Grosse Ile), comté de Mégantic ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux sur le Stream Beaver, à Huntingdon, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement des affluents est, et ouest de la rivière La-guerre, à Huntingdon ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont à Ascot Corner, comté de Sherbrooke, pourvu que la municipalité fournisse \$1,500 et l'intérêt sur \$1,500 pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M, l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Cameron informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, à la prochaine séance, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Samedi 13 décembre 1890.

11 heures A. M.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Chenevert,

Ordonné, Que la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 courant, pour copie des rapports de M. Arthur Buies sur les comtés de Témiscouata, Rimouski et Matane, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Ordonné, Que M. Bernatchez ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain

Ordonné, Que M. Gludu ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1013 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Lessard ait la permission de présenter un bill amendant l'article 865 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la loi des licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain

Ordonné, Que M. Lessard ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative à la construction et à la réparation des églises et cimetières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Rinfret ait la permission de présenter un bill abrogeant l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires, de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Dechene ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un bill amendant l'article 771 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial pour considérer tous les amendements proposés au Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. LeBlanc.—Est-il vrai, qu'après avoir emprunté, dans le mois de novembre dernier, \$500,000.00 à six pour cent, de la banque de Montréal, le gouvernement a demandé à cette institution de lui prêter une autre somme d'argent et qu'elle a refusé ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—Non.

Par M. de Grosbois.—Combien d'associations de laiterie, pour la fabrication du beurre et du fromage, ont été constituées en corporation dans cette province, depuis la mise en force de la loi 45 Victoria, chapitre 65 (maintenant les articles 5477 et 5478 des Statuts refondus), et le lieu de leur établissement ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—En voici la liste :

- 1883.—Beurrerie et fromagerie, St. Hyacinthe le Confesseur ;
- 1884.—Fromagerie centrale No. 1, de Montmagny ;
- 1884.—" et beurrerie de St. Sébastien, comté d'Iberville ;
- 1884.—" " de St. Dominique, comté de Bagot ;
- 1884.—" " No. 2, de Montmagny ;
- 1889.—" de St. Simon, comté de Bagot ;
- 1889.—Beurrerie de Notre-Dame de Portneuf ;
- 1889.—Fromagerie et beurrerie du Grand-Rang, comté de St. Hyacinthe ;
- 1889.—" de St. Barnabé, comté de St. Hyacinthe ;
- 1890.—Fromagerie de Ste Rose La Présentation, comté de St. Hyacinthe ;
- 1890.—" de St. Louis de Métabetchouan, comté de Chicoutimi ;
- 1890.—" Kingsey Falls, comté d'Arthabaska ;
- 1890.—Beurrerie du Cap Santé, comté de Portneuf ;
- 1890.—Fromagerie de Cascapédia, comté de Bonaventure.

Par M. LeBlanc.—Est ce l'intention du gouvernement d'exiger que la Compagnie des chemins de péage de l'Ile-Jésus fasse, aussitôt que possible, le rapport à cette Législature, qu'elle est tenue de faire en vertu de la section 27 de sa charte ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Oui, en autant que la loi le permet.

Par M. LeBlanc.—Le montant de \$9,939.45, mentionné à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, couvre-t-il toutes les dépenses faites jusqu'à présent pour les écoles du soir, à Montréal ?

S'il n'en est pas ainsi, quelle est la balance de tout le montant payé jusqu'ici pour les écoles du soir, à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—A la première partie, non ; à la seconde impossible de le dire, car tous les comptes ne sont pas entrés.

Par M. LeBlanc.—Par qui ont été autorisées les dépenses couvertes par la somme de \$9,939.45, mentionnée à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, à propos des écoles du soir, à Montréal.

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Par le gouvernement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation le village de St. Michel de Vaudreuil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte constituant en corporation le village de Dorion."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour admettre Joseph Oscar Fournier à la pratique du droit, après examen," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital St. Joseph et de l'Asile de la Providence, des Trois-Rivières, pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9.*)

M. LeBlanc propose, secondé par M. Nantel, Qu'il soit émis un ordre de la Chambre,—pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, à propos de ces écoles, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures P. M.,
aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1890, pour un état, depuis le 18 janvier 1889, donnant le nom, prénom et domicile des arpenteurs et ingénieurs auxquels ont été confiés des travaux d'arpentage dans la province; les localités, rivières, lacs, etc, arpentés ou à arpenter; le montant payé depuis le 18 janvier 1889, jusqu'à ce jour; le montant des avances payées à chacun, et la date de ces avances; enfin le montant de toutes les réclamations contre le gouvernement au sujet de ces travaux d'arpentage et de mesurage, le nom de chaque arpenteur et le montant de sa réclamation. (*Document de la session, No. 75.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour copie de toute correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, au sujet du démembrement du comté de Berthier, pour fins judiciaires. (*Document de la session, No. 76.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, aujourd'hui, —Qu'il soit émis un ordre de la Chambre, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, à propos de ces écoles, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Langelier,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 52, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill portant modification et interprétation de la loi pour incorporer Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, à Montréal," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill pour amender l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre la dite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Cameron,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill constituant en corporation l'Union Saint Joseph de Drummondville, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Boyer, secondé par l'honorable M. Langelier,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le bill amendant la charte de l'Union St Joseph de Lachine, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. McIntosh, secondé par M. Poupore,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200,00 payé sur le bill constituant en corporation l'Union St-Joseph des Artisans du village de Mégantic, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Normand, secondé par M. Hall,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées, depuis le 1er janvier 1889, par le gouvernement de la province de Québec, à Joseph Martin, écuyer, avocat, de la cité de Québec ; donnant les noms des parties dans chacune des causes où il a agit comme avocat et procureur de la Couronne, ainsi que le montant des frais et honoraires qui lui ont été payés dans chacune de ces causes.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et certains officiers ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, ou avec d'autres personnes à ce sujet.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée à propos des écoles du soir à Montréal, entre le directeur des écoles C. Templé et tout professeur ou principal, ou toute personne ayant un emploi quelconque dans ces écoles.

Sur motion de M. Spencer, secondé par M. McIntosh,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, de toutes soumissions, contrats, spécifications et de tous autres papiers et documents ou résolutions des conseils municipaux, et copie de tous ordres en conseil, ayant rapport aux ponts suivants :

- 1o. Pont sur la petite rivière du Loup, à Louiseville ;
- 2o. Pont sur la rivière LeBras, à St-Eugène de l'Islet ;
- 3o. Pont sur la rivière Trois-Saumons, à l'Islet ;
- 4o. Pont sur la rivière Boyer, à St-Michel de Bellechasse ;
- 5o. Pont sur la rivière St. François, aux chutes de Brompton.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des memores de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. Tessier (Portneuf) rapporte, du comité des subsides, diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892 ;

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892 ;

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat St. Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine, Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins de Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames de Charité de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Harvey, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Protestant Infant's Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Israélite des Dames de Bienfaisance, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Pembroke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Ste. Margaret's Nursery*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Orphelinat et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé Belmont, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre de l'Ouvroir, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Charité, Montmagny ; pour l'année financières finissant le 30 juin 1892.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Sœurs de la Présentation de Marie, Drummondville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hotel Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, Knowlton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, Varennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Paul, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Thomas, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Notre Dame de l'Assomption ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte Ursule ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Lanoraie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital, St-Paulin, St-Paulin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. Cameron rapporte, du comité des subsides, diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, Saint-François du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, Saint-Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de Farnham ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaskaville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie Saint-Paul, pour les personnes âgées et infirmes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus pour les épileptiques, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Carleton, Carleton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille six cent soixante et quatorze piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les frais d'impression et de reliure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, reliure, &c., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Tessier (Portneuf) rapporte, du comité des subsides, diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du bureau du greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; dont \$2,000.00 pour la faculté de droit à l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont ues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège commercial de Saint-Barthélemi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Couvent de la Congrégation Notre-Dame, à Berthier, comté de Berthier, 1er paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des petites écoles, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège Saint-Rémi, Napierville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de Marieville, Rouville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de Saint-Henri, Montréal, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École industrielle, Joliette, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, Beauharnois, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Marianites de Ste-Croix, à Magog, pour construction d'une école (1er paiement sur deux égaux) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent St-Cyprien, comté de Napierville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Jésus-Marie, Trois-Pistoles, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent du Bon-Pasteur, Matane, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Joliette, pour construction d'une annexe pour cours commercial dernier, paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, Upton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, Varennes, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Chicoutimi, pour construction, 4e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux clercs de Saint-Viateur du Collège Saint-Joseph, Berthier, premier paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Vincent de Paul, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent du Bon Pasteur, Québec, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Félix du Cap-Rouge, pour construction, premier paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Cuthbert, pour construction, troisième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Frères de Saint-Sauveur de Québec, pour travaux d'agrandissement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Frères de Saint-Roch de Québec, pour travaux d'agrandissement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie et de réforme de la Pointe aux Esquimaux, pour agrandissement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège d'Arthabaskaville, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean de Matha, pour construction, troisième et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de l'Assomption, pour construction d'une école; pour l'année financière le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *R. C. High School*, Granby, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Saint-Michel, Bellechasse; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction, à Lévis, d'un bâtiment destiné à une école des arts et métiers et à une école du soir, etc., etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial Saint-François, de Saint-Denis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'une Académie par les commissaires d'écoles de St-Patrick de Rawdon; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Ursulines de Roberval, pour finir la construction, 2eme et dernier paiement sur deux égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Frères de l'Islet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Saint-Joseph de Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Ste. Croix, pour construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petits Frères Maristes, d'Iberville, 3eme et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Michel, Bellechasse; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent-cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole culinaire de Montréal, pour l'établissement d'une succursale, à Hochelaga ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Boucherville, 3ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Boucherville, 3iem et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Municipalité scolaire de la ville des Laurentides, pour ouvrir une école commerciale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie protestante de Granby, pour construction, 3ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Célestin, Nicolet, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe Claire, pour construction, 1er paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir provinciale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut littéraire et historique de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de géographie, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle de la Salle, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de géographie, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Hemmingford Mechanics' Institute and Library Association* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de pharmacie de Montréal ; pour l'année finissant le 30 juin 1892.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Bibliothèque des ouvriers, à St. Roch de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Literary and Art Union*, Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Union Commerciale de Québec, pour achat de livres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Cameron rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appliquer les dispositions de la loi touchant les manufactures, 48 Vic, ch 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appliquer les dispositions de l'acte 53 Vict., chap. 26, concédant des terres aux chefs de familles de 12 enfants vivants ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, 41 Vic., ch-5 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille sept cent cinquantes piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles de médecine vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour bourses additionnelles aux nouveaux élèves des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition provinciale à Montréal, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que la cité de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'ordre provincial du Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Manuel d'agriculture et autres travaux sur l'agriculture, et pour établir des bibliothèques à l'usage des cercles agricoles, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration à Montréal et à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais et autres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de rapatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames protectrices des émigrants, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent soixante et six piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'acte du "Traité d'Agriculture," 3333 exemplaires à 50 cents ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement de *Norton Creek*, comté de Chateauguay, afin de rendre cultivables 5,000 acres de terrain d'alluvion, cinquième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière Lacolle, afin de prévenir les inondations et rendre à l'agriculture une quantité considérable de bonnes terres, balance du nouveau crédit 1889-90 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un bateau à vapeur pour faire le service de lac Saint-Jean, quatrième paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la ligne maritime du Saguenay, cinquième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une grande route, dans l'intérieur des comtés de Gaspé et de Bonaventure, de Cascapédiac à Gaspé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographies, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière La Tortue, \$1,000 en deux paiements, deuxième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière des Hurons, au village St-Jean-Baptiste, deuxième paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement d'une fabrique d'amidon à Maria, comté de Bonaventure, 1er paiement sur trois égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le dessèchement de la savane de St-Hyacinthe, à St-Dominique, 1er paiement sur 3 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le dessèchement d'une savane à St-Ignace, comté de Montmagny ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière Porc-Epic, à St-Fabien et St-Simon, comté de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour compléter le pont de la rivière Bécancour, à Ste-Julie (Grosse Ile), comté de Mégantic ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux sur le Stream Beaver, à Huntingdon, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement des affluents est et ouest de la rivière La-guerre, à Huntingdon ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont à Ascot Corner, comté de Sherbrooke, pourvu que la municipalité fournisse \$1,500 et l'intérêt sur \$1,500 pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 15 décembre 1890.

Ordonné, Que M. Nantel ait la permission de présenter un bill pour enlever des doutes quant à l'existence légale du canton de Doncaster, comme municipalité scolaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est lu et reçu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill amendant les articles 168, 169 et 176 du Code municipal, relativement aux rapports pour la statistique municipale, et au temps auquel les auditeurs devront examiner les livres et présenter leur rapport au conseil municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial pour examiner tous les amendements proposés au code municipal.

Ordonné, Que M. Pouliot ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 1114 et 1115 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Pouliot ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 218, 219 et 496 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant les actes relatifs à la corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. LeBlanc.—Les inspecteurs d'écoles ont-ils jusqu'ici visité les écoles du soir ? Ont-ils été autorisés ou appelés à les visiter ? S'il en est ainsi, ont-ils fait rapport au gouvernement sur cette matière ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. Pas à notre connaissance ; 2. Ils y sont autorisés par la loi, croyons-nous ; 3. Ils n'ont pas fait de rapport.

Par M. LeBlanc.—Y a-t-il eu, l'année dernière, une ou des commissions ou comités chargés de surveiller ou contrôler le fonctionnement des écoles du soir ?

S'il en est ainsi, tels commissions ou comités ont-ils fait rapport de leur gestion au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Oui, certaines personnes influentes ont été spécialement chargées par moi, l'an dernier, d'y voir, mais elles n'ont pas fait de rapport.

Par M. Bourbonnais.—M. Gérard Macquet, Belge d'origine, est-il encore à l'emploi du gouvernement de la province de Québec ?

Si oui, quand se propose-t-on de l'expédier dans son pays ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. Oui, à la demande expresse du gouvernement ; 2. Quand il lui plaira, et lorsque le gouvernement n'aura plus besoin de ses services, M. Macquet pourra retourner en Belgique.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, à propos des écoles du soir, à Montréal : 1. Le nombre de professeurs engagés cette année pour les écoles ;

2. Le nombre de principaux et assistant-principaux, et le nom de l'école à laquelle ils sont attachés pour cette année ;

3. Le nombre de salles louées pour les écoles, et le loyer payé ou à être payé pour chacune d'elles ;

4. La profession et le lieu de naissance de chacun de ces principaux, assistant-principaux et professeurs, et indiquant le nom de ceux qui possèdent un diplôme d'instituteur de cette province, et ceux qui n'en ont pas ;

5. Un détail de ces travaux faits pour ces écoles, telles que tables, bancs, armoires, réparations, le nom des fournisseurs de ces articles avec le coût de chacun d'eux ;

6. La moyenne de l'assistance des élèves depuis le 1er décembre courant ;

7. Combien il y a de classes où se trouvent deux instituteurs, et, dans ce cas, le nombre d'élèves dans ces classes.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette chambre,—un état détaillé des paiements faits, par toutes personnes à ce autorisées, à même la somme de \$9,939.45 mentionnée à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, comme ayant été payée à M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, constatant ;

1. Le nom de toutes personnes ayant reçu un salaire ;

2. Le salaire journalier ou mensuel payé à chacune de ces personnes à même le dit montant de \$9,939.45 ;

3. Le montant de la somme totale ainsi reçue par chacune d'elle ;
4. A quel titre chacune de ces personnes a reçu ainsi tel salaire,—est-ce comme principal professeur enseignant ;
5. Le nombre de salles louées et le montant payé pour chacune de ces salles ;
6. Un compte détaillé comportant le nom des personnes payées pour tous frais de réparations, de construction, d'ameublement, etc.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, et ordres en conseil du gouvernement, relativement à la nomination d'une commission ou d'un comité chargé de surveiller ou contrôler le fonctionnement des écoles du soir pour cette année.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette chambre,—copie de l'ordre en conseil, concernant la nomination, comme conseiller municipal, de Joseph Brault, de la paroisse de St-Damien, dans le comté de Berthier ;

2. De la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres et toutes autres personnes, à ce sujet ;

3. De la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, à propos de l'intervention du Procureur général dans le procès intenté au dit Brault pour l'empêcher de siéger.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie du Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. J. B. Charleson, sur son exploration dans les régions du haut de la rivière Ottawa ; exploration faite en 1890.

Le bill amendant l'article 4616a des Statuts refondus, à l'effet de diminuer la largeur des rues, de soixante-six pieds à soixante pieds, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, jeudi, le 11 de décembre courant, comportant,—Que le bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires, soit maintenant lu la seconde fois :

Et la question étant de nouveau proposée ;

M. Chenevert propose, comme amendement, secondé par M. Pinault,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Duhamel, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi électorale de Québec, de manière à étendre le droit de suffrage, à donner un congé aux ouvriers pour voter, et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation étant lu ;

M. Beland propose, secondé par M. Chenevert,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. Langelier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que les mots suivants soient ajoutés à la proposition : “ mais qu'en adoptant cette motion, cette Chambre déclare qu'elle entend que le bill soit référé au comité de législation, pour être discuté sérieusement.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent de législation et des lois expirantes :

Bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles ;

Bill concernant la nomination d'officiers judiciaires à qui pourront être soumis les bills relatifs aux successions ;

Bill pour amender la loi électorale ;

Bill amendant l'article 320a du Code de procédure civile, concernant les enquêtes par sténographie ;

Et bill amendant l'article 666 des Statuts révisés de la province de Québec, concernant le service civil.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 1019 du Code de procédure civile ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rochon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Duhamel, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions, concernant les mines en cette province.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 novembre 1890, pour la production de tous les papiers, lettres ou autres documents, échangés depuis 1889, entre la ville de Fraserville ou autres personnes et le gouvernement, relativement aux déboursés faits par la dite ville de Fraserville pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, et à la dette contractée par elle à cette fin ; le montant touché par le gouvernement pour les assurances du palais de justice incendié à Kamouraska ; les montants payés pour le nouveau palais de justice à Kamouraska ; les recettes et dépenses provenant du fonds des bâties et des jurés depuis 1882. (*Document de la session, No. 77.*)

Aussi, — la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 10 décembre 1890, demandant copie de toutes pétitions ou adresses présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, au sujet de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec ; de toutes correspondances et documents au sujet de la même société ; ainsi que des procédures dans la cause de Sa Majesté la Reine, contre la dite société, et dans la cause Paradis *vs* la dite société ; de la preuve concernant la dite société prise devant la commission fédérale du travail ; du bill présenté en juin 1888, pour abroger l'acte d'incorporation de la dite société, et de toutes correspondances entre la dite société et la chambre de commerce de Québec. (*Document de la session, No. 74b.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 16 décembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Lemieux,—la pétition de Joseph Roberge et autres, officiers et membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec.

Par M. Parent,—la pétition de S. M. Parent et autres, officiers et membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, Montréal, pour l'année 1890. (*Document de la session, No 9.*)

M. Tessier, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre, le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la ville d'Alymer, et a l'honneur de le rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 55, constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité " ;

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie provinciale d'agence (limitée). "

Sur motion de M. Rainville, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 55, constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Brunet,
Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie provinciale d'agence (limitée)" soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Duhamel,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre, du 12 courant, concernant la résolution adoptée par le comité des subsides, ce jour là, octroyant la somme de deux mille cinq cents piastres pour la construction d'un pont à Ascot Corner, comté de Sherbrooke, pourvu que la municipalité fournisse \$1,500 et les intérêts sur \$1,500,—et l'entrée dans les Journaux du 13 du courant, relative à la dite résolution, soient maintenant lues.

Et les dites entrées étant lues ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Duhamel,

Ordonné, Que les dites entrées soient rescindées.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les pétitions d'élection, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que le cautionnement que devra donner le pétitionnaire sur présentation d'une pétition d'élection, sera de quinze cents piastres au lieu de mille, comme auparavant.

Résolu, 2. Que, avec l'inscription de la pétition d'élection pour audition devant trois juges, une somme de quatre-vingts piastres devra être déposée pour couvrir les frais de la cour de revision, et une somme additionnelle de vingt piastres, si la pétition a été présentée ailleurs qu'à Québec ou Montréal, pour la préparation et la transmission du dossier.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cameron fait, en conséquence, rapport des dits résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le cautionnement que devra donner le pétitionnaire sur présentation d'une pétition d'élection, sera de quinze cents piastres au lieu de mille, comme auparavant.

Résolu, 2. Que, avec l'inscription de la pétition d'élection pour audition devant trois juges, une somme de quatre-vingts piastres devra être déposée pour couvrir les frais de la cour de revision, et une somme additionnelle de vingt piastres, si la pétition a été présentée ailleurs qu'à Québec ou Montréal, pour la préparation et la transmission du dossier.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 3019 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la protection des employés dans les manufactures."

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 novembre 1890, demandant un état détaillé de toutes les recettes et dépenses effectuées, depuis le 1er juillet de nier, jusqu'au 1er novembre 1890. (*Document de la session, No. 78.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour un état détaillé, avec dates, du compte de H. J. Cloran, écr., au montant de \$4,848.90 à lui payé et mentionné à la page 88 des Comptes publics de 889-90. (*Document de la session, No. 79.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender le chapitre 3, sections première et suivantes des statuts refondus de la province de Québec, concernant les contestations d'élections étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Acte modifiant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Waterloo, pour les fins scolaires et municipales ; "

Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe ; "

Bill intitulé : " Acte rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias ; "

Et bill intitulé : " Acte érigeant en municipalité distincte et séparée, la paroisse de Saint-Alphonse. "

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 52 ; "

Et bill intitulé : " Acte amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant l'acte 48 Vict., chap. 78, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Waterloo pour les fins scolaires et municipales ; " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe ; " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias ; " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Alphonse ; " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui, — Que le bill pour amender le chapitre 3, sections première et suivantes des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les contestations d'élections, soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont à Ascot Corner, comté de Sherbrooke, pourvu que la municipalité fournisse la balance du contrat ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et dépenses de bureau d'un agent en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes impayés, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Gazette Officielle de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Témiscamingue ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs Grises, St-Jérôme, 2ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège St-Bernardin, de Waterloo, 3ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Général du district de Richelieu, à Sorel, 3ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, de Ste-Cunégonde, pour les personnes âgées et infirmes, pour défrayer dépenses de construction, 2ème paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke, 1er paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Assomption, pour la construction d'un hôpital, 2ème paiement sur quatre égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Antoine de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Ste-Anne, 1er paiement sur 6 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection d'un monument à Maisonneuve, fondateur de Montréal, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Tessier (Portneuf) informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 17 décembre 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Fitzpatrick,—la pétition de Thomas Feeney et autres, officiers et membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec.

Par M. de Grosbois,—cinq pétitions de Damase Lainé et autres, officiers et membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec.

Par M. Chenevert,—deux pétitions de Napoléon Nolet et autres, officiers et membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter, sans amendement :

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte déclarant Joseph Narcisse Létourneau membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec. "

Et bill, aussi du Conseil législatif, intitulé : " Acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Oscar Fournier au nombre de ses membres. "

Votre comité a aussi examiné le bill accordant une charte spéciale à la ville de Louiseville, et a l'honneur de le rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité recommande aussi que votre honorable Chambre prolonge jusqu'à vendredi, le 19 courant, le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, lequel délai expire aujourd'hui.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à Votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à vendredi, le 19 courant, inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill pour amender la loi concernant les chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 1213 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de M. de Grosbois, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—tous les documents concernant la demande faite, dans le mois de juin 1880, par Damase Bourbonnière, instituteur, d'être admis à souscrire au fonds de pension des instituteurs, créé par la loi de 1856, et aussi des lettres s'opposant à cette demande. De plus, les noms des personnes qui ont été admises à faire partie du fonds de pension créé par la loi de 1856, sans avoir payé la souscription et sans avoir suivi les règlements adoptés régulièrement en 1887.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département de l'agriculture et toutes personnes du comté de Bagot, au sujet du dessèchement de certains terrains des 20ème et 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot.

Sur motion de M. Watts, secondé par l'honorable Robertson,

Ordonné, Que son nom, comme promoteur, soit retranché du bill amendant la charte de la ville de Drummondville, et remplacé par celui de M. Girouard.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill constituant en corporation les Sœurs de Ste-Marguerite, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 46, concernant l'église St-Jude, Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable McShane, secondé par M. Tessier (Portneuf).

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill constituant en corporation le recteur et les syndics de l'église épiscopaliennne réformée de St-Barthelemi—*The Rector and Church Wardens of St. Bartholomew's Reformed Episcopal Church*.—de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Picard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports ou documents concernant la destruction illicite des originaux dans cette province.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, à propos du dernier emprunt de \$500,000.00 à six pour cent, fait, en novembre dernier, par le gouvernement à la banque de Montréal, et de toutes demandes d'emprunt faites, par le gouvernement, ou des agents autorisés, à cette banque, depuis le premier novembre dernier.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le dit bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Dechene propose, comme amendement, secondé par M. Turgeon, Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à compter d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill intitulé : "Acte autorisant Benjamin Castonguay, dame Emilie Vallée et J.-Bte Renaud, *ès-qualité*, à hypothéquer un immeuble substitué" ;

Bill intitulé : "Acte modifiant de nouveau l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association* ;"

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la partie de la *International Advent Christian Conference*," située et comprise dans la province de Québec " ;

Et bill intitulé : " Acte autorisant Henri Bouthillier à vendre un certain immeuble grevé de substitution."

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte modifiant l'acte incorporant le Bureau d'agence d'immeubles de Montréal " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 71, qui constitue en corporation la ville de Saint-Germain de Rimouski " ;

Et bill intitulé : " Acte autorisant les Bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte autorisant Henri Bouthillier à vendre un certain immeuble grevé de substitution," et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la partie de la *International Advent Christian Conference*, située et comprise dans la province de Québec " ; et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant de nouveau l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association* ; " et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte autorisant Benjamin Castonguay, Dame Emilie Vallée et J. B. Renaud, *ès-qualité*, à hypothéquer un immeuble substitué " ; et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonne, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte validant, quand aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Waterloo, et réglémentant l'administration des affaires scolaires et municipales de cette ville," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte érigeant en municipalité distincte et séparée la municipalité de Saint-Alphonse," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, concernant la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe," sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McIntosh fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la charte de la cité Montréal, (1889.)

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Association des Architectes de la province de Québec ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. McShane fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville d'Aylmer ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Nantel fait rapport, que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question,—Que le bill concernant la Cour du Banc de la Reine, en matières criminelles, soit maintenant lu la troisième fois ; et lequel amendement était que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Le dit amendement est, du consentement de la Chambre, retiré.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant la preuve ;

M. Fitzpatrick propose, secondé par M. Lemieux,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, lundi dernier, à la motion portant,—que le bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires soit maintenant lu une seconde fois, et lequel amendement comporte que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Le dit amendement est, du consentement de la Chambre, retiré.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et référés au comité permanent de législation et des lois expirantes, savoir :

Bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction ;

Bill amendant la loi relative à la construction et à la réparation des églises, presbytères et cimetières ;

Et bill pour amender l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec.

L'ordre du jour relatif à la seconde lecture du bill annulant la loi constituant légalement la Société bienveillante des débardeurs de Québec, étant appelé ;

Et la question étant proposée,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite par M. Fitzpatrick que ce bill, étant d'une nature privée, requiert des avis préalables qui n'ont pas été donnés.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour enlever des doutes quant à l'existence légale du canton de Doncaster, comme municipalité scolaire ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Blanchet fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, vendredi et samedi de cette semaine, il y ait, chaque jour, deux séances distinctes : l'une de 3 heures à six heures P. M., et l'autre de 7.30 P. M. jusqu'à l'ajournement ;

Et qu'à partir de lundi prochain, le 22 courant, il y ait, chaque jour, trois séances distinctes : la première commençant à 11 heures de l'avant-midi et finissant à une heure de l'après-midi ; la seconde commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et la troisième séance commençant à 7.30 P. M., et allant jusqu'à l'ajournement ; et que les ordres du gouvernement aient la priorité (demain) jeudi, sur l'ordre du jour.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du bill pour amender les articles 3019 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la protection des employés dans les manufactures, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender la loi concernant la protection des personnes employées dans les manufactures."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender le chapitre second, sections première et suivantes des Statuts refondus de Québec, articles 166 et suivants, concernant la loi électorale, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois, et renvoyé au comité général, pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill modifiant la loi 52 Victoria, chapitre 43, qui amende la loi des compagnies pour l'empierrement des chemins ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 43, amendant la loi concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jendi, 18 décembre 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Boyer,—la pétition de l'Eglise méthodiste du Canada.

Ordonné, Que la dite pétition soit maintenant lue et reçue et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant la passation d'un acte pour autoriser les syndics de la dite église à émettre des débentures, et pour d'autres fins.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph Roberge et autres,—de S. M. Parent et autres, tous citoyens de la cité de Québec, et des officiers et membres de la Société bienveillante des ouvriers de bord de Québec, demandant que la charte de la dite société soit maintenue.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la ville de Drummondville, et a l'honneur de le rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. McShane, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant qu'il rapporte, sans amendement :

Bill, du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 55, constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité.

Ordonné, Que l'honorable M. Boyer ait la permission de présenter un bill pour autoriser les syndics de l'Eglise Méthodiste du Canada à émettre des débentures ; et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à ce bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés et les règles de la Chambre sont suspendues en autant qu'elles se rapportent à ce bill.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un bill amendant l'article 3632 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant le notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Brunet ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à l'élection des directeurs des sociétés d'agriculture de comté.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable Mr. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 novembre 1890, pour la production de tous les documents concernant le paiement du dernier versement de vingt piastres sur soixante, dû par le département de l'instruction publique à certains contribuables de la paroisse de St-Isidore, comté de Dorchester, et de toute la correspondance échangée à ce sujet

entre l'honorable Secrétaire provincial et le député de Dorchester, ainsi qu'entre l'honorable Secrétaire provincial et le Surintendant de l'instruction publique. (*Document de la session, No. 80.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1890, pour une copie du rôle de paie indiquant les noms, les dates et la nomination de tous les officiers, commis ou employés au palais de justice de Québec, pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887, et aussi pour copie du rôle de paie semblable pour le mois d'octobre 1890. (*Document de la session, No. 81.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 décembre 1890, pour un état détaillé de la somme de \$1,062.68 payée à la "*Pinkerton's National Detective Agency*" re les frères Poulin, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 87. (*Document de la session, No. 82.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 décembre, 1890, demandant : 1. Copie de l'ordre en conseil, concernant la nomination, comme conseiller municipal, de Joseph Brault, de la paroisse de St-Damien, dans le comté de Berthier ;

2. De la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes à ce sujet ;

3. De la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres et toutes autres personnes, à propos de l'intervention du Procureur général dans le procès intenté au dit Brault pour l'empêcher de siéger. (*Document de la session, No. 83.*)

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, étant lu ;

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Duhamel,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois à la première séance de la Chambre, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 3142 des Statuts révisés de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de traction et de freins électriques Ries du Canada " ;

Et bill intitulé : " Acte amendant les articles 1543 et 1998 du Code civil, tel qu'ils se lisent aux articles 5811 et 5827 des Statuts refondus de la province de Québec. "

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : Acte " constituant en corporation la Compagnie du pouvoir hydraulique de la rivière Coaticook " ;

Et bill intitulé : " Acte pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du pouvoir hydraulique de la rivière Coaticook, " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes, " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de Charles F. Smith et autres, de Montréal.

Ordonné, Que la dite pétition soit maintenant lue et reçue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant la passation d'un acte concernant la succession de feu James McCready.

Ordonné, Que Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un bill concernant la succession de feu James McCready et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à ce bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés, et les règles de cette Chambre sont suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant qu'il rapporte, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre : " Loi amendant le code de procédure civile en ce qui concerne la preuve. "

Votre comité a de plus examiné le bill pour amender le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires dont il a adopté le principe, et il recommande que son titre soit changé comme suit :

“ Acte pour amender le Code de procédure civile, et permettre d'obtenir jugement, tout jour juridique de l'année.”

Il recommande aussi que ce bill soit réimprimé tel que rapporté.

Votre comité a aussi examiné le bill relatif aux enquêtes par sténographie, dans les causes civiles, et en accepté le principe, après y avoir fait certains amendements ; et il recommande à votre honorable Chambre de faire passer un bill basé sur le principe de celui qu'il rapporte.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent au bill pour modifier la loi autorisant les Bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal, à émettre des obligations

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : “ Acte rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif intitulé : “ Acte pour déclarer Joseph Narcisse Létourneau, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Turgeon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif intitulé : “ Acte pour l'admission de Joseph Oscar Fournier à la pratique du droit, après examen ” ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Turgeon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la ville de Louiseville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps,

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte conférant une charte spéciale à la ville de Longueuil."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender le chapitre 3, sections première et suivantes des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les contestations d'élections, étant lu ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Langelier,

Que le dit ordre soit rescindé, et que ce bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la cinquième clause de ce bill en remplaçant dans cette clause les mots "et doivent lui être", par les mots "celles encourues par les témoins du pétitionnaire doivent leur être."

M. Duplessis propose, comme amendement, secondé par M. McDonald,

Que tous les mots après "instruction d'amender", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "en retranchant les clauses 1, 2, 3 et 5.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>England,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Villeneuve—19.</i>
<i>Grenier,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Béland,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais.</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—40.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix la Chambre se divise et la proposition est résolu affirmativement, sur la même division que la précédente prise inversement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte des élections contestées de Québec ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'interprétation des statuts ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels et autres matières ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pouliot fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill concernant l'enregistrement des donations et des titres et actes portant création de substitution, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance de demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carrier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant l'expropriation

L'honorable M. Robidour propose, secondé par l'honorable M. Langelier,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour la première séance, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 19 décembre 1890.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Thomas Feeney et autres, de Damase Lainé et autres, et de Napoléon Nolet et autres, citoyens de la cité de Québec, et des officiers et membres de la Société bienveillante des ouvriers de bord de Québec, demandant que leur charte soit maintenue.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement :

Bill modifiant l'acte 1884 concernant l'Eglise méthodiste ;

Bill, du Conseil législatif, modifiant l'acte 52 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation la *Montreal Safe Deposit Company* ;

Bill, du Conseil législatif, constituant en corporation la Compagnie provinciale d'agence ;

Bill modifiant l'acte autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal à émettre des débentures.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation *The Royal Canadian Trust Fidelity Company* ;

Bill concernant la succession de feu James McCready.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord, près de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Grenier.—Les lots Nos. 1044 et 1045 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre et d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse du Mont-Carmel, ont-ils été vendus pour la coupe du bois, ou autrement, à quelques personnes ?

Si oui, quand et à quelles personnes ?

A quelle condition de vente ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—Les lots 1044 et 1045 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre et d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse du Mont-Carmel, n'ont pas été vendus, ni pour la coupe du bois, ni autrement.

Par M. Bourbonnais.—En quelle qualité M. Gérard Macquet est-il allé en Belgique en 1889 ?

Était-il chargé de quelque mission officielle, ou était-il en congé ?

Combien de temps a-t-il été absent de son bureau, ici ?

S'il était chargé de quelque mission officielle, quelle en était la nature ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—1. En sa qualité personnelle.

2. Il était en congé ; mais, à la demande du gouvernement, il s'est occupé de diriger M. Eméry Lafontaine, qui doit le remplacer comme directeur de la construction des ponts métalliques, dans ses démarches auprès du gouvernement belge et de l'Université de Gand, pour obtenir des avantages de nature à lui permettre de compléter son instruction technique.

3. Du 24 octobre au 9 décembre.

4. Il n'était chargé d'aucune mission strictement officielle.

Par M. Martin.—Le gouvernement a-t-il fait de nouveaux emprunts temporaires depuis le 15 novembre dernier ?

S'il en est ainsi, quels sont la date, le montant et le taux d'intérêt ?

A quelle banque ont-ils été contractés ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—En vertu d'un arrêté du conseil du 31 octobre 1890, autorisant un emprunt temporaire de \$750,000.00, les sommes suivantes ont été empruntées depuis le 15 novembre dernier, pour six mois chacune, à six pour cent d'intérêt par année :

6 décembre, à la caisse d'Economie N.-D. de Québec.....	\$ 50,000 00
16 " " Banque du Peuple, Montréal.....	50,000 00
	<hr/>
	\$100,000 00

Par M. Lessard.—Y a-t-il actuellement un ou des gardes-chasse de nommer pour les comtés de Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice ?

Si oui, quelles sont ces personnes ?

Depuis quand sont-elles en charge ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—Ces informations sont données dans le rapport du Commissaire des terres de la Couronne pour 1890, pages 60 et 62.

Par M. Nantel.—Le gouvernement tient-il des statistiques annuelles des rendements des mines de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—Le département des terres de la Couronne consignera dans son rapport annuel, les renseignements qu'il peut se procurer au sujet des mines.—Ces renseignements sont très incomplets, vu que la loi actuelle n'oblige pas les propriétaires de mines à fournir des statistiques au gouvernement.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite par M. Fitzpatrick, à la séance du 17 décembre courant, " que le bill (No. 140) annulant la loi constituant légalement la Société bienveillante des débardeurs de Québec, n'est pas dans l'ordre, parceque ce bill étant d'une nature privée requiert des avis préalables qui n'ont pas été donnés,") décide comme suit :

" La Société de bienfaisance des journaliers de navires, à Québec, a été constituée en vertu de l'acte 25 Vict., ch. 98, dans le but de secourir les familles réduites à la misère par la maladie ou la mort d'un de leurs membres.

En vertu de la première section du dit acte, les membres de cette société sont autorisés, au moyen de contributions volontaires ou autrement, en la manière que le prescriront leurs règlements, à créer un fonds destiné à secourir les familles des membres de la société réduites à la misère par la maladie de tels membres, ainsi que les veuves et les orphelins des membres décédés de la société, et à faire tous règlements, non contraires à la loi, jugés nécessaires pour les projets susdits.

L'article 5 du même acte décrète que tous les revenus de la corporation, de quelque cause qu'ils proviennent, seront exclusivement appliqués à son soutien et aux œuvres susdites, mais à nulle autre fin quelconque.

Le projet de loi maintenant soumis à la Chambre décrète purement et simplement l'abrogation de la loi ci-dessus sommairement analysée.

Les motifs invoqués dans le préambule du dit projet de loi sont que, sans y être autrement autorisée par sa charte, cette société s'est permis de faire des règlements pour régler le chargement et le déchargement des navires dans le port de Québec ; qu'un grand nombre de ces règlements sont vexatoires, portent atteinte à la liberté du travail dans le port de Québec et causent un dommage considérable au port de Québec.

Il est incontestable que cette société a été organisée dans un simple but de secours mutuel entre ses membres et tout acte ou règlement, qu'elle a pu faire en dehors de cette œuvre de bienfaisance est du domaine exclusif des tribunaux.

Cependant, ce projet de loi comporte, pour les motifs invoqués à son appui dans le préambule, une question d'intérêt public, que ses promoteurs ont trouvé suffisante pour les justifier de le soumettre à la Chambre comme bill public.

L'objection soulevée par l'honorable député du comté de Québec, attribuée à ce projet de loi la nature et la portée d'un bill privé, attendu qu'il porte atteinte à des droits particuliers, et cet honorable monsieur prétend que les avis préalables requis par les règlements de cette Chambre, pour des bills de cette nature, n'ayant pas été donnés, la procédure suivie est irrégulière.

Je reconnais volontiers qu'une législation d'intérêt général, *of public policy*, régissant toute une classe d'individus ou d'institutions, comme le sont, par exemple, les lois fédérales sur les banques, les sociétés de prêt, les sociétés d'assurance, etc., et comme le sont également les lois provinciales d'une portée générale sur les corporations, et même sur les sociétés de bienfaisance, doit être traitée, dans le cours de la procédure parlementaire, comme bill public, lors même qu'elle affecterait, dans les dispositions générales qu'elle contient, quelques intérêts particuliers existants.

Je reconnaitrais également comme bill public un projet de loi décrétant que toutes les sociétés de bienfaisance de la province, dépassant par leurs actes ou règlements, les privilèges et le but indiqués dans leur charte, seraient susceptibles d'être privées soit par l'exécutif de la province, soit par les tribunaux, de leurs droits corporatifs.

Mais il s'agit ici d'un projet de loi qui s'applique spécialement et uniquement à la ville de Québec, et ne pouvant affecter que par contre-coup et d'une manière indirecte et incertaine le public extérieur, son effet le plus immédiat est de porter atteinte à des droits particuliers et certains, dont les membres de la société incriminée sont propriétaires pour bonne considération.

Conséquemment, ce bill, s'il touche indirectement à certains intérêts publics, plus ou moins indéfinis et plus ou moins restreints, n'en affecte pas moins d'une manière directe et immédiate, la propriété individuelle. Or l'article 51 de nos règlements décrète ce qui suit :—Toute demande de bills privés... autorisant de faire quoique ce

soit de nature à affecter les droits ou la propriété individuelle, doit être précédé d'une avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande :

Todd, dans sa *Législation Privée*, (page 38), pose cette règle dans les mêmes termes, et il ajoute, (page 40), "qu'elle s'applique à toutes demandes qui pourraient en toute "possibilité compromettre les droits ou intérêts des tiers." *Bourinot* est du même avis, (page 628.)

Todd dit, en outre, dans le même ouvrage, (pages 7 et 8) : "Il est une autre espèce de "bills, qui bien que spéciaux et locaux dans leur opération, ont cependant été déclarés bills "publics par la Législature pour la raison que la passation en était solli citée par certains "individus, mais non dans l'intérêt de ceux auxquels ils devaient s'appliquer, ou que la "présentation en était justifiée par des motifs d'intérêt public... Il est néanmoins évident "que, pour des bills de cette catégorie, l'on devrait exiger le même avis que pour les bills "privés, à la seule exception de ceux que l'on pourrait présenter en invoquant certains "principes bien définis de droit public."

Le bill soumis à la Chambre me paraît appartenir à cette catégorie et requiert, par conséquent, les avis prescrits par la règle 51.

Todd, dans l'ouvrage plus haut citée, page 42, dit "que le comité des Ordres per-
manents, dans le cas où il est constaté que l'avis formel est insuffisant, ou qu'il a été
entièrement omis, a permis que l'on fit la preuve du fait que tous les intéressés, dans
l'affaire en question, avaient été pleinement avertis de l'intention de s'adresser au par-
lement."

D'après lui il a été passé outre à l'avis lorsqu'il a été constaté que les parties inté-
ressées ont eu connaissance de la mesure, (page 43.)

Entre autres raisons qui, d'après le même auteur (pages 44, 45, 46), ont engagé le
comité à suspendre la règle, sont les suivantes : "Preuve que les parties intéressées con-
naissent suffisamment la nature de la demande,—que la mesure est d'une urgence extrême
ou d'une grande utilité publique,—et même qu'une pétition a été présentée contre le bill,
ce qui semblerait une preuve que les adversaires de la mesure connaissent suffisamment
l'existence de la demande."

Il résulte de l'étude de ces précédents que la règle 51 n'est pas susceptible d'une
application rigoureuse, et qu'il y est presque invariablement fait exception, lorsqu'il existe,
en faveur d'une telle exception, quelques-unes des raisons détaillées plus haut.

Je n'ai pas par devers moi les moyens d'obtenir d'une manière régulière et parlamen-
taire, la preuve de l'existence de ces exceptions ou de quelques unes d'entre elles, à
l'égard de cette mesure ; ce sont des questions de fait nécessitant une enquête que je ne
me crois pas autorisé à faire.

Dans ces circonstances, vu l'importance et la gravité de la législation proposée, et
afin de procurer à la Chambre l'occasion de se renseigner sûrement sur la question, je
crois qu'il est de mon devoir de l'inviter à suivre la procédure fréquemment usitée dans
des cas analogues (*voyez Bourinot, page 654*), c'est-à-dire de référer le bill, pour étude, à
l'égard de l'objection soulevée, au comité des Ordres permanents, dont la fonction parti-
culière est de s'assurer de la suffisance ou de la nécessité des avis en matière de législa-
tion affectant les intérêts particuliers."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amen-
dant le chapitre second, sections première et suivantes des Statuts refondus de la province
de Québec, articles 166 et suivants, concernant la loi électorale ; et après avoir ainsi sié-
gé quelque temps, M. Ste-Marie fait apport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en consi-
dération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi électorale de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour rendre plus claires les lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

Sur motion de l'honorable Mr. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, que, demain samedi, il y aura deux séances distinctes ; l'une de onze heures A. M., à une heure P. M., et l'autre depuis trois heures P. M., jusqu'à l'ajournement.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité : lequel est lu comme suit,

Votre comité a examiné les bills suivants, qu'il rapporte sans amendement :

Bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires ;

Bill amendant la loi du barreau ;

Bill pour amender la loi électorale ;

Bill amendant la loi relative à la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières.

Votre comité a de plus examiné le bill suivant et le rapporte, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pourvoyant à la nomination d'officiers judiciaires à qui les bills relatifs à des biens de succession pourront être déferés.

Votre comité a encore examiné le bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par sténographie ; et en ayant accepté le principe, il a l'honneur de recommander au gouvernement de faire passer un bill basé sur le principe de celui qu'il rapporte.

Le bill amendant l'article 2144a du Code civil, tel qu'amendé par la 52ème Victoria, chapitre 26, a été rejeté, et le bill pour améliorer la procédure de la cour supérieure a été retiré par son promoteur, du consentement de votre comité.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Marcotte,—la pétition du Révérend J. B. Vallée et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, du Lac Saint-Jean,—la pétition du Révérend F. X. Belley et autres, de Chambord,—la pétition du Révérend G. D. Girard et autres, de la paroisse de Saint-Prime,—et la pétition du Révérend Joseph F. Roy et autres, du Lac Bouchette.

M. Bisson propose, secondé par M. de Grosbois ; Que cette Chambre concoure dans le neuvième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. Chenevert s'oppose à l'adoption de cette partie du rapport qui se rapporte au bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires, parce que ce bill, en en vertu de la règle 51 de cette Chambre, n'a pas été précédé de l'avis requis par les règles de cette Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

La règle 51e de cette Chambre décrète que " toute demande d'un bill privé. . . . " pour la division d'une municipalité, ou d'un comté, pour des fins autres que celles de la " représentation dans la législature, doit être précédée d'un avis spécifiant clairement et " distinctement la nature et l'objet de la demande."

Le bill (No. 121) dont il est question dans ce rapport et auquel s'applique l'objection soulevée, est destiné à opérer la séparation d'une paroisse du comté de Berthier et du district de Richelieu, pour l'annexer au district de Joliette pour les fins judiciaires seulement, et tombe, par conséquent, sous l'effet de la règle plus haut citée. Pour cela, ce bill ne peut être adopté par cette Chambre, si l'avis requis par cette règle n'a pas été donné.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le neuvième rapport du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, en retranchant les mots : " Bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires."

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac-Noir ; "

Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ; "

Et bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée-Est du Richelieu.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac-Noir, lesquels sont lus la première fois."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée-Est du Richelieu," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 55, constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Béland fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant les syndics de l'Eglise méthodiste du Canada à émettre des débentures ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte modifiant l'acte de 1884 concernant l'Eglise méthodiste."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte modifiant l'acte 52 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation la *Montreal Safe Deposit Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant l'acte autorisant le Bureau des écoles de la cité de Montréal à émettre des débentures ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Villeneuve fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill pour interpréter l'article 5460 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la distribution qui doit être faite dans le cas de liquidation des sociétés de construction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative à la liquidation des sociétés de construction en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill pour amender la loi concernant le barreau de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Duplessis propose, comme amendement, secondé par M. Beauchamp,—Que tous les mots après " maintenant " soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender, en substituant à la clause 1ère du dit bill (clause 3182 des S. R. de Québec) la clause suivante :

" Les asiles d'aliénés, dans la province de Québec, recevant des allocations du gouvernement, sont sous son contrôle et sa surveillance ; les autres asiles ne sont que sous sa surveillance."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, en substituant à la clause 1ère du dit bill (clause 3182 des S. R. de Québec) la clause suivante :

" Les asiles d'aliénés, dans la province de Québec, recevant des allocations du gouvernement, sont sous son contrôle et sa surveillance ; les autres asiles ne sont que sous sa surveillance."

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant les asiles d'aliénés."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une résolution concernant les asiles d'aliénés, étant lu ;

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à construire ou à acheter un ou plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cameron fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à construire ou à acheter un ou plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la province à se procurer, par emprunt, sur le crédit de la province, la somme nécessaire au rachat de la dette consolidée actuelle de la province, et à émettre, à cet effet, un montant suffisant d'obligations nouvelles, portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cameron fait, en conséquence, rapport d'une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la province à se procurer, par emprunt, sur le crédit de la province, la somme nécessaire au rachat de la dette consolidée actuelle de la province, et à émettre, à cet effet, un montant suffisant d'obligations nouvelles, portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

Et la question étant mise aux voix, — Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill amendement l'acte 51-52 Victoria, chapitre 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente et l'inspection des liqueurs.

(EN COMITÉ.)

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 20 décembre 1890.

Attendu que, parmi les amendements que les différentes sociétés de tempérance et autres sociétés intéressées à la législation de tempérance proposent d'apporter à la loi des licences de Québec, se trouvent les suivants :

“ 9. Que les licences de vente en gros ne soient accordées qu'après en avoir obtenu la permission du conseil municipal local ;

“ Cet amendement s'applique surtout aux districts ruraux ; vu certaines lacunes de la loi actuelle ; des licences de vente en gros ont été accordées dernièrement contre les désirs des autorités municipales, et ont eu pour effet de paralyser leur droit de contrôle et de restriction ; ”

“ 14. Que la Législature provinciale soit priée de prendre les mesures nécessaires pour obtenir une inspection sévère de toutes les liqueurs mises en vente, afin d'empêcher les falsifications ;

“ Si on vend une liqueur, qu'elle soit l'article annoncé ; les effets désastreux de ce commerce sont considérablement augmentés par les falsifications empoisonnées ; ”

Que d'après les meilleures autorités et la jurisprudence presque générale, le pouvoir des Législatures provinciales en ces matières est fortement discuté, et qu'il est à propos d'enlever tout doute à cet égard ;

Il soit, en conséquence,

Résolu, 1. Que cette Chambre demande au parlement fédéral d'adopter les mesures nécessaires pour atteindre le but proposé ;

Résolu, 2. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien envoyer copie de ces résolutions aux autorités fédérales.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cardin rapporte les résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, parmi les amendements que les différentes sociétés de tempérance et autres sociétés intéressées à la législation de tempérance proposent d'apporter à la loi des licences de Québec, se trouvent les suivants :

“ 9. Que les licences de vente en gros ne soient accordées qu'après en avoir obtenu la permission du conseil municipal local ;

“ Cet amendement s'applique surtout aux districts ruraux ; vû certaines lacunes de la loi actuelle ; des licences de vente en gros ont été accordées dernièrement contre les désirs des autorités municipales, et ont eu pour effet de paralyser leur droit de contrôle et de restriction ;

“ 14. Que la Législature provinciale soit priée de prendre les mesures nécessaires pour obtenir une inspection sévère de toutes les liqueurs mises en vente, afin d'empêcher les falsifications ;

“ Si on vend une liqueur, qu'elle soit l'article annoncé ; les effets désastreux de ce commerce sont considérablement augmentés par les falsifications empoisonnées ;”

Que d'après les meilleures autorités et la jurisprudence presque générale, le pouvoir des Législatures provinciales en ces matières, est fortement discuté, et qu'il est à propos d'enlever tout doute à cet égard ;

Il soit, en conséquence,

Résolu, 1. Que cette Chambre demande au parlement fédéral d'adopter les mesures nécessaires pour atteindre le but proposé ;

Résolu, 2. Qu'un humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien envoyer copie de ces résolutions aux autorités fédérales.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la première séance de la Chambre, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les mines de cette province, étant lu ;

L'honorable M. Duhamel informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'à compter du premier mai, mil huit cent quatre-vingt-onze, il soit perçu un droit régalien, au bénéfice de la Couronne, sur toute mine déjà vendue, concédée ou autrement aliénée, ou qui pourra l'être à l'avenir.

Que ce droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettre patente déjà accordée, consistera dans un pourcentage de trois pour cent de la valeur marchande du produit de toutes mines et minéraux, sur les minéraux suivants :

Fer, y compris la pyrite de fer et les minerais de fer chromique et titanique ;

Cuivre ;

Nikel et Cobalt ;

Manganèse ;

Antimoine ;

Plomb ;

Zinc ;

Aluminium ;

Molybdène ;

Baryte ;

Argent ;

Or, y compris l'or alluviale ;

Mercure ;

Etain ;

Amiante ;

Phosphate de chaux ;

Graphite ;

Mica ;

Houilles et charbons ;

Pétrole ;

Ocre ;

Soap-stone.

Sur l'or, deux et demie pour cent du poids brut estimé à dix-huit piastres l'once, et sur l'argent, deux et demie pour cent du poids brut.

Résolu, 2.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer les officiers qu'il croira nécessaires pour mettre à exécution la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et fixer leurs titres et salaires.

Résolu, 3.—Que toute personne, société ou compagnie pourra obtenir du Commissaire des terres de la Couronne, un permis de recherches avec droit de faire tous les travaux nécessaires, pour constater la valeur minière d'un terrain quelconque ; lequel permis sera valable pour trois mois.

Résolu, 4.—Que le porteur de tel permis pourra obtenir ensuite la vente de la mine, en payant les prix mentionnés dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et en s'y conformant, ainsi qu'aux réglemens passés en vertu d'icelle ; le tout sujet cependant au droit de préférence accordé au propriétaire superficiaire de se porter lui-même, à l'exclusion de tous autres, acquéreur des mines et minéraux découverts ou qui pourraient l'être plus tard dans le sous-sol de sa propriété.

Résolu, 5.—Que la demande de tel permis devra contenir une description aussi exacte que possible du terrain demandé, à la satisfaction du Commissaire, et devra être accompagnée des honoraires ci-dessous, savoir :

1. Si la mine est sur une propriété privée, cinq piastres pour chaque cinquante acres ;

2. Si la mine est sur une propriété de la Couronne, dix piastres pour chaque cinquante acres.

Résolu, 6.—Que toute personne pourra obtenir du Commissaire, un titre de vente d'une ou plusieurs concessions minières dans les conditions suivantes :

1. Sur les terres des particuliers, après que ces derniers auront été mis en demeure de prendre un titre de vente s'ils se refusent à user de ce droit ; le tout conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ;

2. Sur les terres publiques, en se conformant aux dispositions de la dite loi.

Résolu, 7.—Qu'une concession minière comprendra une étendue *minimum* de cinquante acres et *maximum* de cent acres.

Que la direction des lignes extérieures des concessions minières, devra être déterminée par le commissaire.

Résolu, 8.—Que les frais des arpentages et bornages, ainsi que l'érection des poteaux en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront à la charge du requérant.

Résolu, 9.—Que chaque poteau, quand il sera détruit ou transporté, devra être remplacé aux frais du propriétaire dans l'espace d'un mois ; et qu'on devra procéder à le remplacer, en la manière définie pour la délimitation primitive.

Résolu, 10.—Que, s'il y a lieu, le propriétaire de la mine devra payer au propriétaire de la surface, les dommages qui pourraient résulter de la prise de possession, de l'ouverture et de l'exploitation de la mine.

Résolu, 11.—Que tout propriétaire d'une concession minière, qui négligera de relever les poteaux, ou de remplacer ceux qui ont été déplacés ou détruits, tel que requis par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera passible d'une amende qui ne devra pas excéder vingt-cinq piastres pour chaque poteau qu'il aura négligé d'ériger ou de remplacer.

Résolu, 12.—Que toute personne qui détruira, endommagera, brisera ou déplacera sciemment tels poteaux, sauf un arpenteur autorisé, sera passible d'une amende n'excédant pas cent piastres pour chaque offense.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cardin fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Qu'à compter du premier mai mil huit cent quatre-vingt-onze, il soit perçu un droit régalien, au bénéfice de la Couronne, sur toute mine déjà vendue, concédée ou autrement aliénée, ou qui pourra l'être à l'avenir.

Que ce droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettre patente déjà accordée, consistera dans un pourcentage de trois pour cent de la valeur marchande du produit de toutes mines et minéraux, sur les minéraux suivants :

Fer, y compris la pyrite de fer et les minerais de fer chromique et titanique ;	Or, y compris l'or alluviale ;
Cuivre ;	Mercure ;
Nikel et Cobalt ;	Étain ;
Manganèse ;	Amiante ;
Antimoine ;	Phosphate de Chaux ;
Plomb ;	Graphite ;
Zinc ;	Mica ;
Aluminium ;	Houilles et charbons ;
Molybdène ;	Pétrole ;
Baryte ;	Ocre ;
Argent ;	Soap-stone.

Sur l'or, deux et demi pour cent du poids brut estimé à dix-huit piastres l'once, et sur l'argent, deux et demi pour cent du poids brut.

Résolu, 2.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer les officiers qu'il croira nécessaires pour mettre à exécution la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et fixer leurs titres et salaires.

Résolu, 3.—Que toute personne, société ou compagnie pourra obtenir du Commissaire des terres de la Couronne un permis de recherches avec droit de faire tous les travaux nécessaires, pour contracter la valeur minière d'un terrain quelconque ; lequel permis sera valable pour trois mois.

Résolu, 4.—Que le porteur de tel permis pourra obtenir ensuite la vente de la mine, en payant les prix mentionnés dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et en s'y conformant, ainsi qu'aux règlements passés en vertu d'icelle ; le tout sujet cependant au droit de préférence accordé au propriétaire superficiaire de se porter lui-même, à l'exclusion de tous autres, acquéreur des mines et minéraux découverts ou qui pourraient l'être plus tard dans le sous-sol de sa propriété.

Résolu, 5.—Que la demande de tel permis devra contenir une description aussi exacte que possible du terrain demandé, à la satisfaction du Commissaire, et devra être accompagnée des honoraires ci-dessous, savoir :

1. Si la mine est sur une propriété privée, cinq piastres pour chaque cinquante acres ;
2. Si la mine est sur une propriété de la Couronne, dix piastres pour chaque cinquante acres.

Résolu, 6.—Que toute personne pourra obtenir du Commissaire, un titre de vente d'une ou plusieurs concessions minières dans les conditions suivantes :

1. Sur les terres des particuliers, après que ces derniers auront été mis en demeure de prendre un titre de vente, s'ils se refusent à user de ce droit ; le tout conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ;
2. Sur les terres publiques, en se conformant aux dispositions de la dite loi.

Résolu, 7.—Qu'une concession minière comprendra une étendue *minimum* de cinquante acres et *maximum* de cent acres.

Que la direction des lignes extérieures des concessions minières, devra être déterminée par le commissaire.

Résolu, 8.—Que les frais des arpentages et bornages, ainsi que l'érection des poteaux en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront à la charge du requérant.

Résolu, 9.—Que chaque poteau, quand il sera détruit ou transporté, devra être remplacé aux frais du propriétaire dans l'espace d'un mois ; et qu'on devra procéder à le remplacer, en la manière définie par la délimitation primitive.

Résolu, 10.—Que, s'il y a lieu, le propriétaire de la mine devra payer au propriétaire de la surface, les dommages qui pourraient résulter de la prise de possession, de l'ouverture et de l'exploitation de la mine.

Résolu, 11.—Que tout propriétaire d'une concession minière, qui négligera de relever les poteaux, ou de remplacer ceux qui ont été déplacés ou détruits, tels que requis par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera passible d'une amende qui ne devra pas excéder vingt-cinq piastres pour chaque poteau qu'il aura négligé d'ériger ou de remplacer.

Résolu, 12.—Que toute personne qui détruira, endommagera, brisera ou déplacera sciemment tels poteaux, sauf un arpenteur autorisé, sera passible d'une amende n'excédant pas cent piastres pour chaque amende.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill pour amender et refondre la loi des mines.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M. aujourd'hui.

Samedi, 20 décembre 1890.

Onze heures A. M.

M. Laliberté, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au Code municipal, et il a l'honneur de les soumettre à votre honorable Chambre dans un projet de bill dont il demande la réimpression, sous le No. 120, ayant M. Laliberté pour promoteur.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Pouliot, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre, au sujet du bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, a pris connaissance de tous les documents se rapportant à cette mesure, et est d'avis que ce bill est un bill mixte, affectant en même temps des intérêts privés et des intérêts publics, que les nombreuses signatures apposées sur les requêtes qui sont en faveur ou à l'encontre du dit bill, sont une preuve que tous les intéressés sont pleinement instruits de la mesure, et qu'en conséquence les avis exigés par la 51e règle ne sont pas nécessaires dans le présent cas.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill pour interpréter et expliquer l'article 5862 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant l'article 6013 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, mardi prochain, le 23 courant, à 6 heures P. M., elle demeure ajournée jusqu'au lendemain, mercredi, à 11 heures A. M.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre le département de l'agriculture et de la colonisation, et A. Gustave Verreault, secrétaire-trésorier de la société d'agriculture du comté de l'Islet, au sujet de la subvention accordée par le gouvernement à la dite société. (*Document de la session*, No. 84.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour une copie de toutes requêtes au gouvernement ou à quelqu'un de ses membres, se rapportant au changement de la loi relative à la concession des terres de la Couronne, pour fins de colonisation. (*Document de la session*, No. 85.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er décembre 1890, pour un état des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés. (*Document de la session*, No. 86.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er décembre 1890, pour un état des dépenses totales du procès de Léda Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés. (*Document de la session*, No. 87.)

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état soumis par la Compagnie des chemins à barrières de l'Île Jésus, dans le comté de Laval, pour l'année terminée le 31 décembre 1889. (*Document de la session*, No. 88.)

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité général, mercredi, le 19 novembre dernier, autorisant le Lieutenant-Gouverneur de faire un contrat pour la garde des aliénés avec l'Hôpital protestant des aliénés, incorporé par l'acte de cette province 44-45 Victoria, chap. 53, étant lu ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la second fois et adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution rapportée du comité général, hier, concernant les asiles d'aliénés, étant lu ;

L'honorable M. Langelier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Mercier,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Etant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., ce jour, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues ;

Du Révérend J. B. Vallée et autres, de la paroisse de St Jérôme du Lac Saint-Jean,—du Révérend F. X. Belley et autres, de Chambord,—du Révérend G. A. Girard et autres, de la paroisse de St-Prime,—du Révérend Joseph F. Roy et autres, du Lac Bouchette, tous du comté du Lac St-Jean, demandant séparément l'établissement d'une cour de juridiction supérieure, dans le comté du Lac St-Jean.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui, portant,—Que la résolution rapportée du comité général, hier, concernant les asiles d'aliénés, soit maintenant lue la seconde fois ;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

L'honorable M. Blanchet propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson, Que tous les mots après "Que," dans la motion principale, soient biffés et remplacés par les suivants : "cette Chambre n'est pas maintenant en position d'adopter la politique du gouvernement sur cette question, mais qu'elle désire que, vu qu'il doit encore s'écouler trois et cinq ans avant que les contrats entre le gouvernement et les Asiles de Beauport et St-Jean soient expirés, le gouvernement utilise ce délai afin d'obtenir les renseignements nécessaires pour éclairer la Chambre sur ce sujet, et lui démontrer si les difficultés actuelles ne peuvent pas être réglées d'une manière satisfaisante au point de vue de l'intérêt public."

M. LeBlanc propose, comme sous-amendement, secondé par M. Beauchamp, Que les mots "particulièrement dans le déplorable état financier où se trouve la province." soient ajoutés à la fin du dit amendement.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Robertson</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve—21.</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Turgeon—33</i>
<i>Côté,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question principale étant de nouveau proposé,

M. Tessier (Portneuf) propose, comme sous-amendement, secondé par M. Cardin, Que tous les mots après "Que", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants : "il importe que la province ne soit pas à la merci des propriétaires des asiles à l'expiration des contrats actuels, et qu'il est prudent de donner au gouvernement le pouvoir nécessaire pour régler, dans l'intérêt public, cette grave question de la direction, du maintien et du contrôle de nos asiles d'aliénés. Qu'en conséquence cette Chambre passe à la seconde lecture de la dite résolution."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Turgeon—33.</i>
<i>Côté,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve—21.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi il est résolu affirmativement,

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,— la Chambre se divise il est résolu affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la première séance de la Chambre, lundi prochain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Duplessis.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que, le ou vers le vingt-cinq septembre 1890, des liqueurs enivrantes aient été vendues par quelque personne sur le terrain de l'exhibition tenue à St-Thomas de Pierreville, dans le comté d'Yamaska, par la société d'agriculture de ce comté ?

2. Si oui, quelles sont ces personnes ?

3. Étaient-elles munies de licence à cet effet ?

4. Qui a donné l'autorisation ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—1 et 2. Une autorisation à cette fin a été donnée à l'Association agricole et industrielle du comté d'Yamaska ;

3. Oui ;

4. L'autorisation a été donnée par ordre en conseil.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir ;"

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ;"

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée-Est du Richelieu ;"

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill du Conseil législatif intitulé : "Acte modifiant l'acte 52 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation la "*Montreal Safe Deposit Company*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lussier fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, avec les amendements.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec divers amendements, auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation "*The Royal Canadian Trust and Fidelity Company*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la succession de feu James McCready; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechene fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion proposée, mercredi, le 17 courant, à l'effet que le bill annulant la loi constituant légalement la Société bienveillante des débardeurs de Québec, soit maintenant lu la seconde fois;

M. Rinfret propose, secondé par M. Dechene,—Que cet ordre soit rescindé et que ce bill soit référé à un comité spécial composé des honorables MM. Robertson et Blanchet et de MM. Chenevert, Clendinneng, Tessier (Portneuf), Cameron et Béland.

M. Fitzpatrick s'oppose à cette motion, en alléguant qu'à la suite de la décision de M. l'Orateur, rendue à la séance d'hier, le comité des ordres permanents a fait rapport sans que le bill lui eût été référé par la Chambre, et il demande à M. l'Orateur de décider si cette procédure est régulière.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Cette procédure n'est pas régulière, le comité des ordres permanents ayant procédé sans un ordre de référence de la part de la Chambre; cependant, comme son rapport, malgré cette irrégularité, a été adopté durant la dernière séance, je ne me crois pas autorisé à contrecarrer la décision de la Chambre, et je laisse à celle-ci l'initiative de l'action à prendre sur ce bill."

L'honorable M. Mercier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que tous les mots après " Que," dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Vu le malentendu survenu à l'occasion du dixième rapport du comité des ordres permanents, relatif au Bill annulant la loi constituant la Société bienveillante des débardeurs de Québec, la résolution d'adoption de ce rapport soit rescindée, et que ce bill, conformément à la décision rendue par M. l'Orateur, à la séance d'hier, sur l'objection faite par M. Fitzpatrick au dit bill, dans la séance du 17 décembre courant, soit référé, pour étude, à l'égard de cette objection, au comité des ordres permanents "

Et le dit amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 22 décembre 1890.

Onze heures A. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie provinciale d'agence (limitée) ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné ce bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passent.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honorables que cette Chambre a passé ce bill, avec divers amendements, pour lesquels elle demande son concours.

Sur motion de M. Carrier, secondé par M. Brunet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances et autres documents au sujet du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et des limites à bois des MM. Robitaille.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Quelle est l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licences, et les noms des porteurs des dites licences, le nom des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuels de ces limites ;

2. Quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre la Compagnie de chemin de fer St-Laurent et Adirondack, ou ses procureurs, représentants, etc., et le gouvernement de la province de Québec, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Beauchamp,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toute personne, à propos de la méthode de dessin de M. E. M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal ;

Aussi, copie de tous procédés du conseil des arts ou manufactures de la province de Québec, à ce sujet ;

Aussi, copie de la méthode de dessin de M. Templé et de celles de M. Smith, et copie de tous précédés du comité catholique du conseil de l'instruction publique, se rapportant à ces deux méthodes.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un compte détaillé de l'achat des livres pour les écoles du soir, à Montréal, par M. E. M. Templé, directeur de ces écoles, mentionnant le montant de la commission chargée par ce dernier sur le montant du dit achat.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un tableau des immigrants européens enregistrés comme devant s'établir dans la province de Québec, depuis 1867.

Sur motion de M. Cameron, secondé par M. Cardin,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—correspondance, documents, etc, échangés, entre le gouvernement et aucun de ses membres, au sujet des réparations de l'école normale McGill de Montréal.

Sur motion de M. Lovell, secondé par M. Lalonde,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill constituant en corporation la partie de la "*International Advent Christian Conference*," située et comprise dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes reçues par le gouvernement demandant le rétablissement de la Cour de circuit à Chapeau.

M. Lussier propose, secondé par M. Monfette,—Que, considérant que lors de la création d'un nouveau portefeuille, celui de Président du Conseil exécutif, il fut entendu, pendant la session de 1888, que cette charge serait remplie par le Premier Ministre pour lui permettre de s'occuper de la direction générale des affaires ;

Que, du moment que le Premier Ministre a abandonné cette charge, il n'y a plus de raisons qu'elle existe ;

Qu'en conséquence, cette Chambre se déclare pour l'abolition de la charge de Président du Conseil exécutif.

Et un débat s'en suivant ;

M. Bourbonnais propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le débat soit ajourné à vendredi prochain ;

La dite motion, est, du consentement de la Chambre, retirée.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que, considérant que lors de la création d'un nouveau portefeuille, celui du Président du Conseil exécutif, il fut entendu, pendant la session de 1888, que cette charge serait remplie par le Premier Ministre pour lui permettre de s'occuper de la direction générale des affaires ;

Que, du moment que le Premier Ministre a abandonné cette charge, il n'y a plus de raisons qu'elle existe ;

Qu'en conséquence, cette Chambre se déclare pour l'abolition de la charge de Président du Conseil exécutif."

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par M. Bourbonnais,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre, comprenant les circonstances difficiles dans lesquelles le gouvernement s'est trouvé placé relativement au choix du Ministre de l'agriculture et du Président du Conseil exécutif, et vu les explications ministérielles qui viennent d'être données passe à l'item suivant des ordres du jour

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Chenevert,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Desmaais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shelkyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gossein,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon—36.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve—19.</i>
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre des mines en exploitation dans la province, leur nature et leur rendement annuel.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des rôles de paie relatifs aux argents dépensés, pour la colonisation, dans le comté de St-Maurice, depuis le 20 juin mil huit cent quatre-vingt-neuf jusqu'à ce jour ; ainsi que copie de toute correspondance, lettres ou autres documents échangés entre le gouvernement et le département de l'agriculture, et les conducteurs des susdits travaux de colonisation, et toute autre personne, au sujet de tout octroi ou promesse d'octroi d'argents pour toutes fins quelconques, depuis la dite date du 30 juin 1889 jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état contenant le nombre de licences accordées, depuis cinq ans, dans chaque district de revenu, pour magasins, hôtels, restaurants, hôtels de tempérance et autres, les noms des personnes licenciées et des municipalités dans lesquelles ces licences ont été accordées, ainsi que les autorisations ou non autorisations des autorités municipales.

Sur motion de M. Cameron, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports des inspecteurs concernant la prison et le bureau du protonotaire de Beauharnois, depuis 1883 jusqu'à 1890, inclusivement.

Sur motion de M. Lalonde, secondé par M. Côté,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill constituant en corporation la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Sur motion de l'honorable M. Boyer, secondé par l'honorable M. Duhamel,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill modifiant l'acte de l'Eglise méthodiste, 1884, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Monfette,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du compte des dépenses encourues par M. Gérard Macquet, lors de son voyage en Belgique, en 1889, lorsqu'il était en congé.

Sur motion de M. Marcotte, secondé par M. Gosselin.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et documents, au sujet de l'établissement des R.R. P.P. Trappistes d'Oka, au Lac St-Jean.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi concernant la preuve, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant le Code de procédure civile, en ce qui concerne la preuve ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. McShane, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lussier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'acte 53 Vict., chap. 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu et du district de Joliette, pour les fins judiciaires, étant lu ;

M. Basinet propose, secondé par M. Rochon, Que le dit ordre soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité spécial permanent des ordres permanents.

M. Chenevert s'oppose à cette motion, prétendant que ce bill est un bill privé, et que, comme tel, il doit passer par les phases ordinaires des bills privés.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Le bill en question a pour objet de modifier la portée des articles 61, 70 et 71 des Statuts refondus, en changeant les limites de deux districts judiciaires ; mais il est surtout de la nature d'un bill privé, en autant qu'il change les limites d'un comté autrement que pour les fins de la représentation ; il n'a pas été précédé des avis requis par la règle 51^e de cette Chambre, et une exemption de ces avis ne peut être faite autrement qu'en le référant au comité des ordres permanents.”

Ordonné, Que la dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent des ordres permanents.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'article 3561 des statuts révisés, loi du Barreau ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Villeneuve fait rapport que le comité a examiné le bill et la modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bourbonnais propose, comme amendement, secondé par M. Beauchamp,—Que tous les mots après “ maintenant ” soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en retranchant la deuxième clause.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beauchamp,
Bédard,
Bourbonnais,
Côté,
DeGrosbois,

Duplessis,
England,
Gosselin,
Grenier,
Lessard,

McIntosh,
Marcotte,
Marion,
Martin,
Monfette,

Nantel,
Owens,
Poupore, et
Rocheleau—19.

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Cardin,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Carrier,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Chenevert,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Villeneuve — 32.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant le Barreau."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. Bernatchez, du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir pris connaissance d'un projet soumis par la société d'industrie laitière, touchant un système plus efficace d'inspection et d'enseignement pour l'amélioration de cette industrie, au moyen de syndicats pour la fabrication du beurre et du fromage, recommande ce projet à l'attention la plus favorable du gouvernement et de la Chambre, avec les modifications et changements que le comité a cru devoir y faire.

Ce comité est d'opinion qu'il serait avantageux d'encourager la culture de la betterave à sucre, mais étant insuffisamment renseigné sur la question, il se permet de suggérer au gouvernement de nommer une commission spéciale composée du Ministre de l'Agriculture et de deux autres personnes de compétence, qui devront s'occuper activement de la question, prendre tous les renseignements utiles, visiter les betteravières, établir la nature du sol où la plante se cultive avec plus de succès, et enfin faire un rapport de ces travaux à la Chambre à sa prochaine session.

Le comité suggère encore d'accorder, pour cette année, aux cultivateurs, une allocation de cinquante centins par tonneaux de betteraves livrées à la fabrication, jusqu'à concurrence de douze mille piastres, afin que cette culture ne soit par négligée d'ici à ce que le gouvernement ait pris une décision quant à l'encouragement qu'il croira devoir donner à cette exploitation.

Cet octroi de cinquante centins ne devra être payé aux cultivateurs que s'ils reçoivent des propriétaires de la manufacture au moins \$4.50 par tonneau de betteraves.

Le comité recommande aussi que l'aide de \$30,000.00 accordé pour l'établissement d'un haras national en 1886, par l'acte des subsides, 49-50 Victoria, chapitre 1, à raison de six mille piastres par année durant cinq ans, et non dépensées soit revoté, pourvu toutefois que ceux qui obtiendront cet aide se conforment aux règlements et instructions du département de l'agriculture, et s'obligent à fournir, durant la même période, pendant chaque saison, six étalons de race pour l'amélioration de l'espèce dans les districts ruraux, sous la direction du département d'agriculture et aux endroits fixés par lui ; chaque saillie ne devant pas coûter plus de \$4.00 ; chaque cheval devant être conduit sur les lieux par un employé des propriétaires, à leurs frais, et être soigné et entretenu par les propriétaires, et rester tout le temps à leurs risques et périls.

Il y aura un étalon pour chaque district créé pour le mérite agricole, chacun de ces districts étant placé sur le même pied ; chaque société d'agriculture, pour chaque district, devra tirer au sort le deuxième mercredi de mars chaque année, pour décider qui aura l'étalon.

Le sixième étalon sera à la disposition des cinq districts, chaque année, à tour de rôle, à commencer par le district No. 1 et en allant ainsi jusqu'au cinquième, avec l'entente que le tirage au sort, entre les sociétés du même district, se fera pour le sixième étalon comme pour l'autre, quand le tour de ce district sera arrivé pour obtenir ce sixième étalon, de manière que les cinq districts aient eu deux étalons durant les cinq ans.

Il est entendu que la société favorisée par le sort sera exclue du tirage les années suivantes, pour les cinq ans, ou le nombre d'années qui restent.

Les six sociétés favorisées par le sort, devront envoyer un représentant chacune au Haras national, à Outremont, le deuxième mercredi d'avril chaque année, à midi, pour y faire le choix de ses six étalons ; le sort devant régler toute contestation qui s'élèverait à ce sujet ; ce représentant devra être porteur d'une résolution de la société l'accréditant.

Lors du choix des six étalons au Haras, les propriétaires devront livrer au représentant de chaque société un certificat d'un vétérinaire constatant que le cheval alloué à cette société est sain et propre à la reproduction.

Le comité est aussi d'opinion que le gouvernement servirait la classe agricole en faisant traduire l'ouvrage qui a pour titre "*The first principles of agriculture*" par James Mills et Thomas Shaw, et permet de suggérer au conseil de l'instruction publique de mettre cet ouvrage au nombre des livres d'écoles, après lui avoir fait subir les modifications nécessaires."

Ordonné, Que M. Rochon ait la permission de présenter un bill, pour amender l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Royer ait la permission de présenter un bill, concernant la santé publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

Sur motion de l'honorable M. Boyer, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, demain, à la première séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant la santé publique.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte décrétant que les membres du Conseil législatif sont *ex-officio* juges de paix," pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Montréal et Pacific Junction," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé, sans amendement, les bills suivants, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'action ; "

Et bill intitulé : " Acte amendant l'article 1019 du Code de procédure civile."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Montréal et Pacific Junction," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Langelier,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte décrétant que les membres du Conseil législatif sont *ex-officio* juges de paix " soit lu la première fois ;

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonné pour la prochaine séance de la Chambre, demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Grenier.—Est-il à la connaissance du gouvernement que tout le bois marchand, ou à peu près tout le bois marchand, ait été fait sur les lots 1044 et 1045 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre et enregistrement de la paroisse de Mont-Carmel, dans le comté de Champlain ?

Si oui, quand et par qui ce bois a-t-il été fait ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—1ère Question.—Non.

2ième Question.—La réponse à la première question en est une complète à la seconde.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Cardin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des correspondances transmises au gouvernement, depuis le premier janvier 1890, et documents contenant tous les renseignements fournis sur le coût probable et le meilleur mode d'empierrement des chemins de cette province.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour amender la loi électorale, étant lu ;

M. Marion propose, secondé par M. Villeneuve,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, elle est résolue négativement.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pourvoyant à la nomination d'officiers judiciaires à qui les bills relatifs à des biens de succession pourront être déferés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pouliot fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pourvoyant à la nomination d'officiers judiciaires à qui les bills relatifs à des biens de succession pourront être déferés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son cours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender le chapitre 41 du Statut 45 Victoria ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain, à la première séance.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 863 des Statuts refondu de la province de Québec, relativement à la loi des licences, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Le bill pour amender les articles 218, 219 et 496 du Code de procédure civile, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ;

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord, près de Québec, étant lu ;

M. Fitzpatrick propose, secondé par M. Rochon, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite par M. Tessier (Rimouski), — Que ce bill est de la nature de ceux qui doivent originer en comité général, et qui ne peuvent être soumis à la Chambre sans une recommandation de la Couronne.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération des résolutions concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu 1. Qu'il sera loisible au Lieutenant Gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés ou à des entreprises de chemins de fer et autres, savoir :

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
(a) A la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et d'Adirondack, pour l'aider à construire 22 milles de son chemin pourvu que ce chemin passe dans les villages de Huntingdon et de Athelstan, ou près d'iceux, une subvention ne dépassant pas \$3,200 par mille, et n'excédant pas en totalité.....	\$ 70,400 00	
(b) A la Compagnie du chemin de fer le Canada-Atlantique, comme aide à la construction des ponts sur sa ligne, depuis le "Côteau-Landing" jusqu'à la ligne frontière, une subvention n'excédant pas en totalité.....	200,000 00	
(c) A la Compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, pour l'aider à construire 60 milles de sa ligne, une subvention de dix milles acres de terre par mille, n'excédant pas en totalité.....		600,000
cette subvention devant lui tenir lieu de celle qui lui a été accordée, sur le pied de 5,000 acres de terre par mille, par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, pour la même distance.		
(d) A la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, pour l'aider à construire l'extension de son chemin entre Drummondville et Ste-Rosalie, près de St-Hyacinthe, à un point de jonction avec le chemin de fer le Grand-Tronc à cet endroit, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, sur un parcours n'excédant pas vingt-sept milles, et ne dépassant pas en totalité.....		270,000
(e) A la même compagnie, pour l'aider à construire son chemin depuis sa gare, à Carmel-Hill, à la gare d'Arthabaska, dans la ville de Victoriaville, une distance de 23 milles, 10,000 acres de terre par mille, et ne dépassant pas en totalité.....		230,000
(f) A la même compagnie, à titre de contribution dans les frais de construction des ponts construits, ou à construire, sur sa ligne, une subvention n'excédant pas en totalité.....	50,000 00	

	Total des subventions en argent,	Total des subventions en terres.
<p>(g) A la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord, pour l'aider dans les frais de construction de sa ligne : 1° sur une distance de 33 milles, depuis St-Jérôme jusqu'à un point entre la ville de Joliette et St-Félix de Valois, pour se raccorder avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, et 2° sur une distance de 7 milles entre St-André et Lachute, dans le comté d'Argenteuil, une subvention ne dépassant pas 10,000 acres de terre par mille pour ce parcours total de 40 milles, et ne dépassant pas en totalité.</p> <p>cette subvention devant tenir lieu de celle de 4,000 acres de terre par mille, convertie en argent, qui reste encore exigible, d'après l'acte 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 8, paragraphe 1, sur 3 milles de la section entre New-Glasgow et Ste-Julienne, et de pareille subvention en terre convertie en argent exigible, d'après l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, paragraphe c., sur la section de 7 milles, entre Ste-Julienne et Montcalm, et de pareille subvention exigible, en vertu des actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe g ; 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 6 ; et 53 Victoria, chapitre 101, clause 3, sur la section entre St. André et Lachute, formant un parcours total de 17 milles ; et en faisant déduction sur les 10,000 acres de terre par mille, accordés par les présentes, des subventions de 4,000 acres de terre par mille, converties en argent au taux de 70 centins l'acre ; et pour moitié payées ; qui ont été octroyées à cette compagnie par les actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe h ; et 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 8, paragraphe 1, pour une distance de 18 milles entre St-Jérôme et un point près de Ste-Julienne.</p> <p>(i) Pour contribuer dans les frais de construction du pont à ériger sur la grande rivière Cascapédiac sur le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, une subvention ne dépassant pas en totalité.</p> <p>à la condition que ce pont le soit à l'endroit fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, qui pourra ordonner que ce pont le soit pour les voitures et les piétons, en même temps que pour les convois de chemins de fer, s'il croit la chose dans l'intérêt public.</p> <p>(j) Pour aider à compléter et équiper le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, dans toute sa longueur, pour la partie non commencée et celle non terminée,</p>	<p>.....</p> <p>\$ 50,000 00</p>	<p>400,000</p>

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
environ 80 milles, à aller au, où près du, Bassin de Gaspé, 10,000 acres de terre par mille, n'excédant pas en tout.....		800 000
payable à toute personne ou toutes personnes, compagnie ou compagnies qui établiront qu'elles sont en état de faire les dits travaux, et de fournir le matériel roulant pour toute la voie et de la maintenir en bon état; et aussi à condition que la balance des dettes privilégiées, dues par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, soit payée, le tout à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.		
(k) A la Compagnie du chemin de fer des Basses Laurentides, pour l'aider à construire l'extension de sa ligne sur un parcours de 33 milles, une subvention n'excédant pas \$5,000 par mille, et 5,000 acres de terre par mille, et ne dépassant pas en totalité.....	\$ 165,000 00	165,000
à la condition que le tracé de cette extension traverse la rivière St-Maurice à ou près des Grandes Piles, et passe à travers les paroisses de Ste-Flore, Shawenegan et St-Etienne jusqu'à la cité des Trois-Rivières.		
(l) A la Compagnie du chemin de fer de Hereford, comme contribution dans les frais de construction de l'extension de sa ligne depuis le point de jonction, à Cookshire, jusqu'à l'endroit connu sous le nom de "Line-Ridge", dans le comté de Wolfe, sur un parcours n'excédant pas 18 milles, une subvention de \$3,000 par mille, et n'excédant par en totalité.....	54,000 00	
(m) A la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, pour l'aider à construire sa ligne depuis un point dans la paroisse de Saint Laurent jusqu'aux quais à Hochelaga, en la cité de Montréal, une subvention de	48,000 00	
(n) A la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Saint-Jean de Matha, pour l'aider à construire sa ligne sur une distance de 8 milles entre Saint-Félix de Valois et Saint-Jean de Matha, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, et n'excédant pas en totalité.....		80,000
pour tenir lieu de la subvention en terres de 4,000 acres par mille, accordée pour cette même distance par l'acte 51-52 Vict., chap. 91, clause 3, paragraphe c.		
(o) A la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville, pour aider à la construction de son chemin dans le comté de Napierville, à travers les		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
paroisses de St-Cyprien, St-Edouard et St-Rémi, sur un parcours de 15 milles, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais n'excédant pas en totalité.....		150,000
(p) A la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, pour l'aider à prolonger sa ligne sur un parcours de 66 milles, depuis Chambord jusqu'à St-Alphonse ou Baie des Ha ! Ha !, une subvention de \$5,000 et de 5,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité.....	\$330,000 00	330,000
pour lui tenir lieu des subventions de 10,000 acres de terre par mille, qui lui ont été accordées pour cette même distance par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 1, paragraphe d ; et 53 Vict., chap. 101, clause 2, et pourvu que les ouvrages sur cette extension soient commencés avant le 1er de juin, 1891.		
(q) A la même compagnie, pour contribuer dans les frais de construction de trois ponts à ériger sur les rivières Métabetchouan, Kouspiganische et Belle-Rivière, sur l'extension susdite de sa ligne entre Métabetchouan et la Baie des Ha ! Ha !, une subvention ne dépassant pas.....	150,000 00	
à la condition que la compagnie fournisse au gouvernement une preuve satisfaisante qu'elle est en mesure d'exécuter l'ensemble des travaux requis pour compléter ces trois ponts ; avec l'entente que cette subvention sera payée à la compagnie proportionnellement à la valeur,—établie par l'ingénieur du gouvernement,—des travaux exécutés et matériaux fournis dans cette construction, et d'après les évaluations progressives de l'ingénieur de la compagnie, et pourvu que les ouvrages soient commencés avant le 1er de juin, 1891.		
(r) A la même compagnie, pour contribuer aux frais de construction de l'extension de sa ligne principale, depuis un point de jonction à, ou près de la station de la Rivière à-Pierre, jusqu'à la Tuque, sur la rivière St-Maurice, sur un parcours de 45 milles, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais n'excédant pas en totalité.....		450,000
(s) Contribution dans les frais de construction du pont érigé sur la rivière St-Charles, de la gare et autres travaux au terminus du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix. à Québec, une subvention n'excédant pas en totalité.....	30,000 00	
(t) A la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Lac Témiscamingue, une subvention addi-		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
tionnelle de \$1,800 et de 5,000 acres de terre par mille, pour compléter les sections de 17 milles et de 15 milles (en tout 32 milles) déjà subventionnés par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 11, et 53 Vict., chap. 101, clause 4 ; et une subvention nouvelle de \$5,000 et de 5,000 acres de terre par mille pour 18 autres milles de ce chemin, ne dépassant pas en tout les dites subventions nouvelles.	\$147,600 00	250 000
de manière à ce que ces 50 milles de chemin reçoivent \$5,000 et 5,000 acres de terre par mille, à la condition que tout ce chemin soit construit d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, au lieu de la voie étroite qui a été établie sur une partie de ce chemin ; et aussi à la condition que ce chemin se raccorde à celui du chemin de fer Canadien du Pacifique à Mattawa, et que des arrangements soient faits avec la Compagnie du Pacifique pour faire exploiter et maintenir ce chemin de fer, après son achèvement.		
(u) A la Compagnie de chemin de fer et de navigation du Lac St-François, pour l'aider à construire un chemin de fer partant d'un point de jonction avec le chemin de fer le Québec-Central, à quelque point entre la station d'Israëli et la station "Black Lake," pour de là arriver, par le tracé le plus court et le plus avantageux, à travers le canton de Price, jusqu'aux bord du lac St-François, sur, ou près de l'établissement projeté des Frères des Ecoles Chrétiennes, et de ce point se diriger vers le village de Lambton, dans le comté de Beauce, une subvention de 10,000 acres de terre per mille, pour une distance de 20 milles, et ne dépassant pas en totalité.		200,000
à la condition que les Frères des Ecoles Chrétiennes établissent une institution agricole et industrielle à l'extrémité nord-ouest du dit lac St-François, et que ce chemin de fer passe dans le voisinage immédiat de cette institution.		
(v) A la Compagnie du chemin de fer de Matane, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, à partir d'un point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à ou près de St-Octave de Métis, et de là se dirigeant à travers les paroisses de "Sandy-Bay," de la Rivière Blanche et Matane, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité.		300,000
(w) A la Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, maintenant connu sous le nom de chemin		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
de fer de Montréal et Ottawa, pour contribuer dans les frais de construction d'un pont à ériger sur le parcours de sa ligne sur la rivière "La Grasse," à Rigaud, une subvention n'excédant pas.....	\$ 37,500 00	
à être payée lorsque des travaux et des matériaux pour une valeur équivalente auront été faits et fournis, d'après le rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante aura été donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par la compagnie qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce pont ; à la condition aussi que ce pont devra être un pont combiné pour l'usage du chemin de fer et des piétons et voitures, si le Lieutenant-Gouverneur en conseil juge que la chose est dans l'intérêt des municipalités intéressées.		
(x) A la Compagnie du chemin de fer de Québec et "Boston Air Line," pour l'aider à construire son chemin sur un parcours ne dépassant pas 100 milles depuis ou près de "Lime Ridge," canton de Duds-well, comté de Wolfe, par la ligne la plus courte et la plus avantageuse à travers les comtés de Wolfe, Mégantic, Lotbinière et Lévis, jusqu'à la ville de Lévis, ou à quelqu'autre point voisin de jonction avec un autre chemin de fer, en passant par le canton de Leeds, dans le comté de Mégantic ; une subvention de \$3,000 par mille, mais n'excédant pas en totalité.....	300,000 00	
(y) A la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent, pour l'aider à construire 9 milles de son chemin, une subvention de \$3,200 par mille, et ne dépassant pas en totalité.....	28,800 00	
pourvu que la ligne suive un tracé partant de l'Ancienne Lorette, et allant jusqu'à St-Félix du Cap-Rouge, au bord de l'eau, et de là jusqu'à la limite Est de la paroisse de Sillery ; et que le Parlement fédéral accorde un subside semblable, au moins.		
(z) A la Compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme, pour l'aider dans les frais de construction de sa ligne sur un parcours de 30 milles, pour relier la paroisse de ce nom, dans le district de Beauharnois, avec le chemin de fer de jonction de Montréal et Champlain et avec le chemin de fer Canada-Atlantique, etc., une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité.....		300,000
(aa) Comme aide à la construction du pont projeté sur la rivière Richelieu, vis-à-vis de la ville		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
de Sorel, une subvention n'excédant pas en totalité, à la condition que le Parlement du Canada vote une subvention au moins égale ; la subvention ci-dessus ne devant être payée qu'au fur et à mesure que les ouvrages avanceront, et qu'un quantum équivalent d'ouvrages faits et de matériaux fournis, sera constaté par les rapports de l'ingénieur du gouvernement.	\$ 50,000 00	
(bb) A toute compagnie ou à tout syndicat, régulièrement organisés, qui se chargera de compléter et d'équiper le chemin de fer de Montréal et Sorel entre Saint-Lambert et ce dernier endroit, et de le mettre et maintenir en bon état d'exploitation, une subvention n'excédant pas en totalité : laquelle ne sera payable qu'à la suite de rapports de l'ingénieur du gouvernement et à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.	150,000 00	
(cc) A la Compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, pour l'aider à compléter son chemin depuis Eastman, dans le comté de Brome, jusqu'à Lawrenceville, dans le comté de Shefford, et de là jusqu'à Richmond, pour se raccorder à, ou près de cette ville, avec le chemin de fer le Grand Tronc, une subvention additionnelle de \$1,500 par mille pour une distance ne dépassant pas 38½ milles, et n'excédant pas en totalité.	57,750 00	
(dd) A la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, pour l'aider à construire son chemin partant d'un point situé à, ou près de l'église de la paroisse de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, jusqu'à un autre point situé à ou près de " Glen Lloyd ", dans le comté de Mégantic, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 25 milles, et ne dépassant pas en totalité.		250,000
(ee) A la Compagnie du chemin de fer de la Vallée-Est de Richelieu, pour l'aider à construire son chemin depuis un point dans le comté de Missisquoi, sur la ligne frontière, dans la paroisse de St-Thomas, comté de Missisquoi, jusqu'à ou près de Iberville, passant à travers St-Thomas, St-George de Clarenceville, même comté, St-George de Henryville, Ste-Anne de Sabrevois et St-Athanase, comté d'Iberville, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 25 milles et ne dépassant pas en totalité.		250,000
(ff) A la Compagnie de chemin de fer " The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Com-		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
pany," pour aider à construire un chemin depuis, ou près du village Guyon, sur la ligne du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, en passant par les cantons de Onslow, Bristol et Clarendon, jusqu'au village de Portage-du-Fort, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 15 milles, et ne dépassant pas en totalité.		150,000
(gg) A la Compagnie de chemin de fer de colonisation de Montfort, pour l'aider à construire son chemin à partir d'un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou du chemin de fer Montréal et Occidental, soit de Lachute, St-Jérôme ou St-Sauveur, ou près de ces localités, jusqu'à Montfort, dans le canton de Wentworth, et pour de là se continuer jusqu'à un point sur la rivière Rouge, dans le canton d'Arundel, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance ne dépassant pas 21 milles, et n'excédant pas en totalité.		210,000
pour tenir lieu de la subvention de 4,000 acres de terre par mille, accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23 clause 1, paragraphe i, à un chemin de fer ayant la même distance et la même direction.		
(hh) A la Compagnie du chemin de fer des comtés d'Artabaska et Wolfe, pour l'aider à construire son chemin depuis un point sur la ligne du chemin de fer le Grand Tronc, à ou près de Victoriaville, en passant par la partie sud-est du comté d'Artabaska, jusqu'à un point sur le chemin de fer le Québec central, dans les limites du comté de Wolfe, et de là traversant la dernière voie ferrée pour se diriger vers, et se rallier avec les chemins de fer d'Hereford et du "Main Central," une subvention de \$3,200 par mille pour une distance de 60 milles, et n'excédant pas en totalité. .	\$192,000 00	
(ii) A la Compagnie de "Montreal Bridge Company", à titre d'aide pour faire les explorations nécessaires pour construire le pont projeté sur le Saint-Laurent, près de Montréal, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de ces explorations, et que cet tiers ne soit pas plus élevé que. et que cette somme soit payable à cette compagnie au fur et à mesure de la production de pièces justificatives établissant le montant par elle dépensé pour ces explorations.	10,000 00	
(jj) A la Compagnie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de Philipsburg, pour l'aider à parachever la section non encore construite du ci-devant chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska,		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
connue sous le nom de chemin de fer de Jonction du St-Laurent et Lac Champlain, entre Stanbridge et Philipsburg, une subvention de \$4,000 par mille, pour une distance de 6 $\frac{3}{4}$ milles, et n'excédant pas en totalité.....	\$ 25,720 00	
Étant la balance périmée et maintenant remise en vigueur sur la subvention de \$4,000 par mille, accordée par les actes 37 et 38 Victoria, chapitre 2, clause 1, au susdit chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.		
(kk) A la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, pour l'aider à construire équiper et achever son chemin, une subvention de \$4,000 par mille, sur une distance de 60 milles entre Saint-Joachim et la Malbaie, et n'excédant pas en totalité.....	240,000 00	
(ll) A la Compagnie du chemin de fer de Pontiac et Renfrew, pour l'aider à construire la section de son chemin de fer, comprise entre le site où se trouvent les mines exploitées par la compagnie sous le nom de "The Bristol Iron Mines Company", et un point de raccordement avec le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 5 milles, et n'excédant pas en totalité.....		50,000
(mm) A la Compagnie du chemin de fer de Jonction de la Massawippi (The Massawippi Railway Company), pour l'aider à construire son chemin entre Magog et Coaticook, dans le comté de Stanstead, une subvention de \$3,200 par mille, sur une distance de 25 milles, et n'excédant pas en totalité.....	80 000 00	
(nn) A la Compagnie du chemin de fer le Québec Oriental, pour l'aider à construire partie de sa ligne projetée entre St-Anselme, comté de Dorchester, à travers les comtés de Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska et Témiscouata, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 100 milles, et n'excédant pas en totalité.....		1,000,000
(oo) Aux municipalités de St-Lin et de Ste-Anne des Plaines, pour les aider dans le règlement des procès qu'elles soutiennent depuis plusieurs années, à la suite de la vente du chemin de fer des Laurentides et de la loi de 1882, relativement à la vente du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, dans la proportion, entre les deux municipalités, qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, une somme de.....	30,000 00	

Résolu, 2—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra appliquer la proportion afférente sur les 5e et 6e sections de sa ligne, à même le montant des subventions en argent et en terre, qui ont été accordées à la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, par les actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe e; et 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 7, sur les sections première et deuxième de son dit chemin de fer, aussitôt que seront terminés les premier et deuxième dix milles, à la satisfaction du Lieutenant Gouverneur en conseil; ce reploiement étant fait à raison de la nature dispendieuse des travaux à faire pour construire ces deux premières sections de ce chemin, et dépassant de beaucoup les évaluations des ingénieurs.

Résolu, 3—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de reporter et reposer sur les trois premières sections de dix milles du chemin de fer de Montréal et Occidental, entre St-Jérôme et Ste-Agathe, dans la direction de la Chute aux Iroquois, une proportion de \$2,500 par mille sur le montant des subventions qui sera exigible sur les 4e, 6e et 7e sections de ce chemin de fer, à même le montant des subventions en argent et en terres, qui ont été octroyées à cette compagnie par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 5, et par les actes y mentionnés, et ce, pour les mêmes considérations invoquées plus haut relativement au chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau; à la condition que la proportion des subventions,—ainsi reployées,—ne soit payable que lorsque seront terminées les trois premières sections en question entre St-Jérôme et Ste-Agathe, à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement.

Résolu, 4—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de permettre à la Compagnie du chemin de fer le Quebec Central de poursuivre l'extension de son chemin, soit à partir de la station de St-François de Beauce jusqu'à la frontière de l'Etat du Maine, et au-delà jusqu'à un point d'intersection avec l'extension Est du chemin de fer International, à ou près de "Moose-River," ou bien depuis un point sur son chemin de fer à ou près de la jonction de Beauce, entre la rivière Chaudière et la station de Tring, jusqu'à un point sur le chemin de fer International, à ou près du Lac Mégantic, de manière à ce que les subventions, ou balance des subventions, en argent et en terres, qui ont été accordées pour cette extension, soient payées à la compagnie aux termes des actes 37 et 38 Vict., chap. 2, clause 1; 40 Vict., chap. 3, clause 4; 52 Vict., chap. 86, clause 1; et 53 Vict., chap. 101, clause 8, proportionnellement au nombre de milles subventionnés qui seront complétés sur le tracé qui sera définitivement choisi, pourvu que les intérêts des localités concernées jusqu'à St-George au moins soient sauvegardés à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil; et avec l'entente que les \$40,000, qui ont été retenues par les actes 52 Vict., chap. 86, clause 2, et 53 Vict., chap. 101, clause 9, pourront être payées, aux termes de la loi, en même temps que le surplus des subsides accordés, dans le cas où l'extension du chemin serait construite toute entière sur le territoire canadien dans sa direction et jusqu'au lac Mégantic.

Résolu, 5—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire revivre les dispositions contenues dans la clause 6e de l'acte 38 Vict., chap. 2, en faveur des chemins de fer, non encore construits ou entièrement achevés, auxquels des subventions en terres et en argent, mais non périmées, ont été accordées par des statuts antérieurs et par les présentes résolutions, aux conditions et pour toutes les fins énoncées dans cette clause 6e.

(a) Une somme de \$75 par mille pourra être aussi payée à toute compagnie de chemin de fer, qui ayant, au préalable, rempli les conditions imposées dans la dite clause 6e de l'acte précité, en fera demande dans le but d'employer cette somme à payer partie des frais à encourir pour explorations, arpentages et l'établissement du tracé de son chemin de fer projeté; le tout à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 6—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra prolonger jusqu'au dernier jour de la session prochaine de cette Législature, les délais dans le cours desquels les compagnies des chemins de fer, déjà subventionnés par la province, étaient et sont tenues de compléter leurs travaux s'il croit que l'extension de ce délai est dans l'intérêt public.

Résolu, 7—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de faire revivre les dispositions contenues dans la clause 14e de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, en faveur des compagnies des chemins de fer auxquels des subventions en terres sont par les présentes accordées.

Résolu, 8—Que toutes les lignes pour la construction desquelles des subventions ont déjà été accordées; (et sur lesquelles il reste encore des subsides exigibles en vertu des statuts en vigueur) (de même que toutes les lignes de chemins de fer auxquelles des subventions sont par le présent accordées, devront commencer leurs travaux,—à moins qu'elles ne l'aient déjà fait— et se mettre à l'œuvre, *bona fide*, le ou avant le premier juin prochain, et les compléter dans un délai raisonnable,—ne devant pas dépasser quatre ans,—lequel délai sera fixé par un arrêté en conseil; les dites lignes seront aussi construites d'après les tracés, plans, livres de renvoi, profils, devis et estimés, approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil; avant de réclamer aucune partie des subsides ci-dessus mentionnés, la compagnie devra établir, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens satisfaisants et se trouve en état de compléter le chemin projeté et de le maintenir en bon état d'exploitation.

Résolu, 9—Que le Lieutenant-Gouverneur pourra nommer, s'il le juge à propos, une ou deux personnes compétentes comme membre ou membres du bureau de direction de toute compagnie de chemins de fer incorporée par les lois de cette province, ayant reçu, recevant ou devant recevoir des subsides de cette province, et il ne sera pas nécessaire que cette ou ces personnes, ainsi nommées, soit ou soient actionnaires dans la dite compagnie, les subsides accordés par la Législature devant être considérés comme constituant la province suffisamment intéressée dans telle entreprise pour cette fin.

Résolu, 10—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à payer les \$20,000 de capital de débentures émises par la corporation de Fraserville pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, au dit lieu de Fraserville.

Résolu, 11—Qu'une somme n'excédant pas un demi de un pour cent sur le montant total de la subvention qui a été payée ou qui sera payée plus tard par la province de Québec, à toute compagnie de chemin de fer, devra être prélevée annuellement sur cette compagnie de chemin de fer et sera payable en deux versements semestriels, le premier jour de juillet et le premier jour de janvier de chaque année.

Résolu, 12—Que toutes les sommes ainsi prélevées constitueront en faveur de la province un fond de remboursement de tous les deniers qui ont été payés, ou qui le seront ultérieurement, à compte des subventions aux compagnies de chemins de fer.

Résolu, 13—Que le dit fond devra être placé par le trésorier de la province de Québec, en obligations provinciales ou fédérales ou employé au rachat des obligations de la province non libérées, ou affectée à l'acquisition d'autres valeurs approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 14—Que le dit fonds ne devra en aucun temps, ni même provisoirement être affecté à d'autres fins que celles mentionnées dans les résolutions précédentes.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Portneuf) fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu 1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés ou à des entreprises de chemins de fer et autres, savoir :

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
(a) A la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et d'Adirondack, pour l'aider à construire 22 milles de son chemin pourvu que ce chemin passe dans les villages de Huntingdon et le Athelstan, ou près d'eux, une subvention ne dépassant pas \$3,200 par mille, et n'excédant pas en totalité.....	\$ 70,400 00	
(b) A la Compagnie du chemin de fer le Canada-Atlantique, comme aide à la construction des ponts sur sa ligne, depuis le "Côteau-Landing" jusqu'à la ligne frontière, une subvention n'excédant pas en totalité.....	200,000 00	
(c) A la Compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, pour l'aider à construire 60 milles de sa ligne, une subvention de dix milles acres de terre par mille, n'excédant pas en totalité..... cette subvention devant lui tenir lieu de celle qui lui a été accordée, sur le pied de 5,000 acres de terre par mille, par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, pour la même distance.		600,000
(d) A la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, pour l'aider à construire l'extension de son chemin entre Drummondville et Ste-Rosalie, près de St-Hyacinthe, à un point de jonction avec le chemin de fer le Grand-Tronc à cet endroit, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, sur un parcours n'excédant pas vingt-sept milles, et ne dépassant pas en totalité.....		270,000
(e) A la même compagnie, pour l'aider à construire son chemin depuis sa gare, à Carmel-Hill, à la gare d'Arthabaska, dans la ville de Victoriaville, une distance de 23 milles, 10,000 acres de terre par mille, et ne dépassant pas en totalité.....		230,000
(f) A la même compagnie, à titre de contribution dans les frais de construction des ponts construits, ou à construire, sur sa ligne, une subvention n'excédant pas en totalité.....	50,000 00	

	Total des subventions en argent,	Total des subventions en terres.
<p>(g) A la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord, pour l'aider dans les frais de construction de sa ligne : 1° sur une distance de 33 milles, depuis St-Jérôme jusqu'à un point entre la ville de Joliette et St-Félix de Valois, pour se raccorder avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, et 2° sur une distance de 7 milles entre St-André et Lachute, dans le comté d'Argenteuil, une subvention ne dépassant pas 10,000 acres de terre par mille pour ce parcours total de 40 milles, et ne dépassant pas en totalité.....</p> <p>cette subvention devant tenir lieu de celle de 4,000 acres de terre par mille, convertie en argent, qui reste encore exigible, d'après l'acte 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 8, paragraphe 1, sur 3 milles de la section entre New-Glasgow et Ste-Julienne, et de pareille subvention en terre convertie en argent exigible, d'après l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, paragraphe c., sur la section de 7 milles, entre Ste-Julienne et Montcalm, et de pareille subvention exigible, en vertu des actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe g ; 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 6 ; et 53 Victoria, chapitre 101, clause 3, sur la section entre St. André et Lachute, formant un parcours total de 17 milles ; et en faisant déduction sur les 10,000 acres de terre par mille, accordés par les présentes, des subventions de 4,000 acres de terre par mille, converties en argent au taux de 70 centins l'acre ; et pour moitié payées ; qui ont été octroyées à cette compagnie par les actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe h ; et 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 8, paragraphe 1, pour une distance de 18 milles entre St-Jérôme et un point près de Ste-Julienne.</p> <p>(i) Pour contribuer dans les frais de construction du pont à ériger sur la grande rivière Cascapédiac sur le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, une subvention ne dépassant pas en totalité.....</p> <p>à la condition que ce pont le soit à l'endroit fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, qui pourra ordonner que ce pont le soit pour les voitures et les piétons, en même temps que pour les convois de chemins de fer, s'il croit la chose dans l'intérêt public.</p> <p>(j) Pour aider à compléter et équiper le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, dans toute sa longueur, pour la partie non commencée et celle non terminée,</p>		<p>400,000</p> <p>\$ 50,000 00</p>

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
environ 80 milles, à aller au, où près du, Bassin de Gaspé, 10,000 acres de terre par mille, n'excédant pas en tout.....		800 000
payable à toute personne ou toutes personnes, compagnie ou compagnies qui établiront qu'elles sont en état de faire les dits travaux, et de fournir le matériel roulant pour toute la voie et de la maintenir en bon état; et aussi à condition que la balance des dettes privilégiées, dues par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, soit payée, le tout à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.		
(k) A la Compagnie du chemin de fer des Basses Laurentides, pour l'aider à construire l'extension de sa ligne sur un parcours de 33 milles, une subvention n'excédant pas \$5,000 par mille, et 5,000 acres de terre par mille, et ne dépassant pas en totalité.....	\$ 165,000 00	165,000
à la condition que le tracé de cette extension traverse la rivière St-Maurice à ou près des Grandes Piles, et passe à travers les paroisses de Ste-Flore, Shawenegan et St-Etienne jusqu'à la cité des Trois-Rivières.		
(l) A la Compagnie du chemin de fer de Hereford, comme contribution dans les frais de construction de l'extension de sa ligne depuis le point de jonction, à Cookshire, jusqu'à l'endroit connu sous le nom de "Lime-Ridge", dans le comté de Wolfe, sur un parcours n'excédant pas 18 milles, une subvention de \$3,000 par mille, et n'excédant par en totalité.....	54,000 00	
(m) A la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, pour l'aider à construire sa ligne depuis un point dans la paroisse de Saint Laurent jusqu'aux quais à Hochelaga, en la cité de Montréal, une subvention de	48,000 00	
(n) A la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Saint-Jean de Matha, pour l'aider à construire sa ligne sur une distance de 8 milles entre Saint-Félix de Valois et Saint-Jean de Matha, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, et n'excédant pas en totalité.....		80,000
pour tenir lieu de la subvention en terres de 4,000 acres par mille, accordée pour cette même distance par l'acte 51-52 Vict., chap. 91, clause 3, paragraphe c.		
(o) A la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville, pour aider à la construction de son chemin dans le comté de Napierville, à travers les		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
paroisses de St-Cyprien, St-Edouard et St-Rémi, sur un parcours de 15 milles, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais n'excédant pas en totalité.....		150,000
(p) A la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, pour l'aider à prolonger sa ligne sur un parcours de 66 milles, depuis Chambord jusqu'à St Alphonse ou Baie des Ha ! Ha !, une subvention de \$5,000 et de 5,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité.....	\$330,000 00	330,000
pour lui tenir lieu des subventions de 10,000 acres de terre par mille, qui lui ont été accordées pour cette même distance par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 1, paragraphe d ; et 53 Vict., chap. 101, clause 2, et pourvu que les ouvrages sur cette extension soient commencés avant le 1er de juin, 1891.		
(q) A la même compagnie, pour contribuer dans les frais de construction de trois ponts à ériger sur les rivières Métabetchouan, Kouspiganische et Belle-Rivière, sur l'extension susdite de sa ligne entre Métabetchouan et la Baie des Ha ! Ha !, une subvention ne dépassant pas.....	150,000 00	
à la condition que la compagnie fournisse au gouvernement une preuve satisfaisante qu'elle est en mesure d'exécuter l'ensemble des travaux requis pour compléter ces trois ponts ; avec l'entente que cette subvention sera payée à la compagnie proportionnellement à la valeur,—établie par l'ingénieur du gouvernement,—des travaux exécutés et matériaux fournis dans cette construction, et d'après les évaluations progressives de l'ingénieur de la compagnie, et pourvu que les ouvrages soient commencés avant le 1er de juin, 1891.		
(r) A la même compagnie, pour contribuer aux frais de construction de l'extension de sa ligne principale, depuis un point de jonction à, ou près de la station de la Rivière à-Pierre, jusqu'à la Tuque, sur la rivière St-Maurice, sur un parcours de 45 milles, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais n'excédant pas en totalité.....		450,000
(s) Contribution dans les frais de construction du pont érigé sur la rivière St-Charles, de la gare et autres travaux au terminus du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix. à Québec, une subvention n'excédant pas en totalité.....	30,000 00	
(t) A la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Lac Témiscamingue, une subvention addi-		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
<p>tionnelle de \$1,800 et de 5,000 acres de terre par mille, pour compléter les sections de 17 milles et de 15 milles (en tout 32 milles) déjà subventionnés par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 11, et 53 Vict., chap. 101, clause 4; et une subvention nouvelle de \$5,000 et de 5,000 acres de terre par mille pour 18 autres milles de ce chemin, ne dépassant pas en tout les dites subventions nouvelles.</p> <p>de manière à ce que ces 50 milles de chemin reçoivent \$5,000 et 5,000 acres de terre par mille, à la condition que tout ce chemin soit construit d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, au lieu de la voie étroite qui a été établie sur une partie de ce chemin; et aussi à la condition que ce chemin se raccorde à celui du chemin de fer Canadien du Pacifique à Mattawa, et que des arrangements soient faits avec la Compagnie du Pacifique pour faire exploiter et maintenir ce chemin de fer, après son achèvement.</p> <p>(u) A la Compagnie de chemin de fer et de navigation du Lac St-François, pour l'aider à construire un chemin de fer partant d'un point de jonction avec le chemin de fer le Québec-Central, à quelque point entre la station d'Israëli et la station "Black Lake," pour de là arriver, par le tracé le plus court et le plus avantageux, à travers le canton de Price, jusqu'aux bord du lac St-François, sur ou près de l'établissement projeté des Frères des Ecoles Chrétiennes, et de ce point se diriger vers le village de Lambton, dans le comté de Beauce, une subvention de 10,000 acres de terre per mille, pour une distance de 20 milles, et ne dépassant pas en totalité.</p> <p>à la condition que les Frères des Ecoles Chrétiennes établissent une institution agricole et industrielle à l'extrémité nord-ouest du dit lac St-François, et que ce chemin de fer passe dans le voisinage immédiat de cette institution.</p> <p>(v) A la Compagnie du chemin de fer de Matane, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, à partir d'un point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à ou près de St-Octave de Métis, et de là se dirigeant à travers les paroisses de "Sandy-Bay," de la Rivière Blanche et Matane, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité.</p> <p>(w) A la Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, maintenant connu sous le nom de chemin</p>	<p>\$147,600 00</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>250 000</p> <p>200,000</p> <p>300,000</p>

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
de fer de Montréal et Ottawa, pour contribuer dans les frais de construction d'un pont à ériger sur le parcours de sa ligne sur la rivière "La Graisse," à Rigaud, une subvention n'excédant pas.....	\$ 37,500 00	
à être payée lorsque des travaux et des matériaux pour une valeur équivalente auront été faits et fournis, d'après le rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante aura été donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par la compagnie qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce pont ; à la condition aussi que ce pont devra être un pont combiné pour l'usage du chemin de fer et des piétons et voitures, si le Lieutenant-Gouverneur en conseil juge que la chose est dans l'intérêt des municipalités intéressées.		
(x) A la Compagnie du chemin de fer de Québec et "Boston Air Line," pour l'aider à construire son chemin sur un parcours ne dépassant pas 100 milles depuis ou près de "Lime Ridge," canton de Duds-well, comté de Wolfe, par la ligne la plus courte et la plus avantageuse à travers les comtés de Wolfe, Mégantic, Lotbinière et Lévis, jusqu'à la ville de Lévis, ou à quelqu'autre point voisin de jonction avec un autre chemin de fer, en passant par le canton de Leeds, dans le comté de Mégantic ; une subvention de \$3,000 par mille, mais n'excédant pas en totalité.....	300,000 00	
(y) A la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent, pour l'aider à construire 9 milles de son chemin, une subvention de \$3,200 par mille, et ne dépassant pas en totalité.....	28,800 00	
pourvu que la ligne suive un tracé partant de l'Ancienne Lorette, et allant jusqu'à St-Félix du Cap-Rouge, au bord de l'eau, et de là jusqu'à la limite Est de la paroisse de Sillery ; et que le Parlement fédéral accorde un subside semblable, au moins.		
(z) A la Compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme, pour l'aider dans les frais de construction de sa ligne sur un parcours de 30 milles, pour relier la paroisse de ce nom, dans le district de Beauharnois, avec le chemin de fer de jonction de Montréal et Champlain et avec le chemin de fer Canada-Atlantique, etc., une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité.....		300,000
(aa) Comme aide à la construction du pont projeté sur la rivière Richelieu, vis-à-vis de la ville		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
de Sorel, une subvention n'excédant pas en totalité... à la condition que le Parlement du Canada vote une subvention au moins égale ; la subvention ci-dessus ne devant être payée qu'au fur et à mesure que les ouvrages avanceront, et qu'un quantum équivalent d'ouvrages faits et de matériaux fournis, sera constaté par les rapports de l'ingénieur du gouvernement.	\$ 50,000 00	
(bb) A toute compagnie et à tout syndicat, régulièrement organisés, qui se chargera de compléter et d'équiper le chemin de fer de Montréal et Sorel entre St-Lambert et ce dernier endroit, et de le mettre et maintenir en bon état d'exploitation, une subvention n'excédant pas en totalité..... laquelle ne sera payable qu'à la suite de rapports de l'ingénieur du gouvernement et à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.	150,000 00	
(cc) A la Compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, pour l'aider à compléter son chemin depuis Eastman, dans le comté de Brome, jusqu'à Lawrenceville, dans le comté de Shefford, et de là jusqu'à Richmond, pour se raccorder à, ou près de cette ville, avec le chemin de fer le Grand-Tronc une subvention additionnelle de \$1,500 par mille pour une distance ne dépassant pas 38½ milles, et n'excédant pas en totalité.....	57,750 00	
(dd) A la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, pour l'aider à construire son chemin partant d'un point situé à, ou près de l'église de la paroisse de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, jusqu'à un autre point situé à ou près de "Glen Eloyd," dans le comté de Mégantic, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 25 milles, et ne dépassant pas en totalité.....		250,000
(ee) A la Compagnie du chemin de fer de la Vallée-Est de Richelieu, pour l'aider à construire un chemin depuis un point dans le comté de Missisquoi, sur la ligne frontière, dans la paroisse de St-Thomas, comté de Missisquoi, jusqu'à ou près de Iberville, passant à travers St-Thomas, St-George de Clarenceville, même comté, St-George de Henryville, Ste-Anne de Sabrevois et St-Athanase, comté d'Iberville, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 25,000 milles et ne dépassant pas en totalité.....		250,000
(ff) A la Compagnie de chemin de fer "The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Com-		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
par y," pour aider à construire un chemin depuis, ou près du village Quyon, sur la ligne du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, en passant par les cantons de Onslow, Bristol et Clarendon, jusqu'au village de Portage-du-Fort, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 15 milles, et ne dépassant pas en totalité.		150,000
(gg) A la Compagnie de chemin de fer de colonisation de Montfort, pour l'aider à construire son chemin à partir d'un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou du chemin de fer Montréal et Occidental, soit de Lachute, St-Jérôme ou St-Sauveur, ou près de ces localités, jusqu'à Montfort, dans le canton de Wentworth, et pour de là se continuer jusqu'à un point sur la rivière Rouge, dans le canton d'Arundel, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance ne dépassant pas 21 milles, et n'excédant pas en totalité.		210,000
pour tenir lieu de la subvention de 4,000 acres de terre par mille, accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23 clause 1, paragraphe i, à un chemin de fer ayant la même distance et la même direction.		
(hh) A la Compagnie du chemin de fer des comtés d'Artabaska et Wolfe, pour l'aider à construire son chemin depuis un point sur la ligne du chemin de fer le Grand Tronc, à ou près de Victoriaville, en passant par la partie sud-est du comté d'Artabaska, jusqu'à un point sur le chemin de fer le Québec-Central, dans les limites du comté de Wolfe, et de là traversant la dernière voie ferrée pour se diriger vers, et se rallier avec les chemins de fer d'Hereford et du "Main Central," une subvention de \$3,200 par mille pour une distance de 60 milles, et n'excédant pas en totalité.	\$ 192,000 00	
(ii) A la Compagnie de "Montreal Bridge Company", à titre d'aide pour faire les explorations nécessaires pour construire le pont projeté sur le Saint-Laurent, près de Montréal, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de ces explorations, et que ce tiers ne soit pas plus élevé que et que cette somme soit payable à cette compagnie au fur et à mesure de la production de pièces justificatives établissant le montant par elle dépensé pour ces explorations.	10,000 00	
(jj) A la Compagnie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de Philipsburg, pour l'aider à parachever la section non encore construite du ci-devant chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska,		

	Total des subventions en argent.	Total des subventions en terres.
<p>connu sous le nom de chemin de fer de Jonction du St-Laurent et du Lac Champlain, entre Stanbridge et Philipsburg, une subvention de \$4,000 par mille, pour une distance de 6$\frac{1}{2}$ milles, et n'excédant pas en totalité.....</p> <p>Etant la balance périmée et maintenant remise en vigueur sur la subvention de \$4,000 par mille, accordée par les actes 37 et 38 Victoria, chapitre 2, clause 1, au susdit chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.</p> <p>(kk) A la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, pour l'aider à construire équiper et achever son chemin, une subvention de \$4,000 par mille, sur une distance de 60 milles entre Saint-Joachim et la Malbaie, et n'excédant pas en totalité.....</p> <p>(ll) A la Compagnie du chemin de fer de Pontiac et Renfrew, pour l'aider à construire la section de son chemin de fer, comprise entre le site où se trouvent les mines exploitées par la compagnie sous le nom de "The Bristol Iron Mines Company", et un point de raccordement avec le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 5 milles, et n'excédant pas en totalité.....</p> <p>(mm) A la Compagnie du chemin de fer de Jonction de la Massawippi (The Massawippi Railway Company), pour l'aider à construire son chemin entre Magog et Coaticook, dans le comté de Stanstead, une subvention de \$3,200 par mille, sur une distance de 25 milles, et n'excédant pas en totalité.....</p> <p>(nn) A la Compagnie du chemin de fer le Québec Oriental, pour l'aider à construire partie de sa ligne projetée entre St-Anselme, comté de Dorchester, à travers les comtés Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska et Témiscouata, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 100 milles, et n'excédant pas en totalité.....</p> <p>(oo) Aux municipalités de St-Lin et de Ste-Anne des Plaines, pour les aider dans le règlement des procès qu'elles soutiennent depuis plusieurs années, à la suite de la vente du chemin de fer des Laurentides, et de la loi de 1882, relativement à la vente du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, dans la proportion, entre les deux municipalités, qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, une somme de.....</p>	<p>\$ 25,720 00</p> <p>240,000 00</p> <p>80,000 00</p> <p>30,000 00</p>	<p>50,000</p> <p>1,000,000</p>

Résolu, 2—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra appliquer la proportion afférente sur les 5e et 6e sections de sa ligne, à moins que le montant des subventions en argent et en terre, qui ont été accordées à la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, par les actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe e; et 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, sur les sections première et deuxième de son dit chemin de fer, aussitôt que seront terminés les premier et deuxième dix milles, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil; ce repliement étant fait à raison de la nature dispendieuse des travaux à faire pour construire ces deux premières sections de ce chemin, et dépassant de beaucoup les évaluations des ingénieurs.

Résolu, 3—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de reporter et reployer sur les trois premières sections de dix milles du chemin de fer de Montréal et Occidental, entre St-Jérôme et Ste-Agathe, dans la direction de la Chute-aux-Iroquois, une proportion de \$2,500 par mille sur le montant des subventions qui sera exigible sur les 4e, 6e et 7e sections de ce chemin de fer, à même le montant des subventions en argent et en terres, qui ont été octroyées à cette compagnie par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 1, et par les actes y mentionnés, et ce, pour les mêmes considérations invoquées plus haut relativement au chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau; à la condition que la proportion des subventions,—ainsi reployées,—ne soit payable que lorsque seront terminées les trois premières sections en question entre St-Jérôme et Ste-Agathe, à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement.

Résolu, 4—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de permettre à la Compagnie du chemin de fer le Québec Central de poursuivre l'extension de son chemin, soit à partir de la station de St-François de Beauce jusqu'à la frontière de l'Etat du Maine, et au delà jusqu'à un point d'intersection avec l'extension Est du chemin de fer International, à ou près de "Moose-River," ou bien depuis un point sur son chemin de fer à ou près de la jonction de Beauce, entre la rivière Chaudière et la station de Tring, jusqu'à un point sur le chemin de fer International, à ou près du Lac Mégantic, de manière à ce que les subventions, ou balance des subventions, en argent et en terres, qui ont été accordées pour cette extension soient payées à la compagnie aux termes des actes 37 et 38 Vict., chap. 2, clause 1; 40 Vict., chap. 3, clause 4; 52 Vict., chap. 86, clause 1; et 53 Victoria, clause 101, clause 8, proportionnellement au nombre de milles subventionnés qui seront complétés sur le tracé qui sera définitivement choisi, pourvu que les intérêts des localités concernées jusqu'à St-George, au moins, soient sauvegardés à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil; et avec l'entente que les \$40,000, qui ont été retenues par les actes 52 Vict., chap. 86, clause 2; et 53 Vict., chap. 101, clause 9, pourront être payées, aux termes de la loi, en même temps que le surplus des subsides accordés, dans le cas où l'extension du chemin serait construite toute entière sur le territoire canadien dans sa direction et jusqu'au lac Mégantic.

Résolu, 5—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire revivre les dispositions contenues dans la clause 6e de l'acte 38 Vict., chap. 2, en faveur des chemins de fer, non encore construits ou entièrement achevés, auxquels des subventions en terres et en argent, mais non périmées, ont été accordées par des statuts antérieurs et par les présentes résolutions, aux conditions et pour toutes les fins énoncées dans cette clause 6e.

(a) Une somme de \$75 par mille pourra être aussi payée à toute compagnie de chemin de fer, qui ayant, au préalable, rempli les conditions imposées dans la dite clause 6e de l'acte précité, en fera demande dans le but d'employer cette somme à payer partie des frais à encourir pour explorations, arpentages et l'établissement du tracé de son chemin de fer projeté; le tout à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 6—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra prolonger jusqu'au dernier jour de la session prochaine de cette Législature, les délais dans le cours desquels les compagnies de chemin de fer, déjà subventionnées par la province, étaient et sont tenues de compléter leurs travaux, s'il croit que l'extension de ce délai est dans l'intérêt public.

Résolu, 7—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de faire revivre les dispositions contenues dans la clause 14^e de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, en faveur des compagnies des chemins de fer auxquelles des subventions en terres sont par les présentes accordées.

Résolu, 8—Que toutes les lignes pour la construction desquelles des subventions ont déjà été accordées ; (et sur lesquelles il reste encore des subsides exigibles en vertu des statuts en vigueur) de même que toutes les lignes de chemins de fer auxquelles des subventions sont par le présent accordées, devront commencer leurs travaux,—à moins qu'elle ne l'aient déjà fait—et se mettre à l'œuvre, *bond fide*, le ou avant le premier juin prochain, et les compléter dans un délai raisonnable,—ne devant pas dépasser quatre ans,—lequel délai sera fixé par un arrêté en conseil ; les dites lignes seront aussi construites d'après les tracés, plans, livres de renvoi, profils, devis et estimés, approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ; avant de réclamer aucune partie des subsides ci-dessus mentionnés, la compagnie devra établir, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens satisfaisants et se trouve en état de compléter le chemin projeté et de le maintenir en bon état d'exploitation.

Résolu, 9—Que le Lieutenant-Gouverneur pourra nommer, s'il le juge à propos, une ou deux personnes compétentes comme membre ou membres du bureau de direction de toute compagnie de chemins de fer incorporée par les lois de cette province, ayant reçu, recevant ou devant recevoir des subsides de cette province, et il ne sera pas nécessaire que cette ou ces personnes, ainsi nommées, soit ou soient actionnaires dans la dite compagnie, les subsides accordés par la Législature devant être considérés comme constituant la province suffisamment intéressée dans telle entreprise pour cette fin.

Résolu, 10—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à payer les \$20,000 de capital de débtures émises par la corporation de Fraserville pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, au dit lieu de Fraserville.

Résolu, 11—Qu'une somme n'excédant pas un demi de un pour cent sur le montant total de la subvention qui a été payée ou qui sera payée plus tard par la province de Québec, à toute compagnie de chemin de fer, devra être prélevée annuellement sur cette compagnie de chemin de fer et sera payable en deux versements semestriels, le premier jour de juillet et le premier jour de janvier de chaque année.

Résolu, 12—Que toutes les sommes ainsi prélevées constitueront en faveur de la province un fond de remboursement de tous les deniers qui ont été payés, ou qui le seront ultérieurement, à compte des subventions aux compagnies de chemins de fer.

Résolu, 13—Que le dit fond devra être placé par le trésorier de la province de Québec, en obligations provinciales ou fédérales ou employé au rachat des obligations de la province non libérées, ou affectée à l'acquisition d'autres valeurs approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 14—Que le dit fond ne devra en aucun temps, ni même provisoirement être affecté à d'autres fins que celles mentionnées dans les résolutions précédentes.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette chambre.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., demain.

Mardi, 23 décembre 1890.

Onze heures A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hail,—la pétition de E. B. Greenshields et autres.

M. Potliot, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est comme suit :

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre, au sujet du bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, a pris de nouveau connaissance de tous les documents se rapportant à cette mesure, et est resté d'opinion que tous les intéressés sont pleinement instruits de la mesure, et que les avis exigés par la 51^e règle ne sont pas nécessaires dans le présent cas.

Votre comité a aussi pris connaissance, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, des pétitions concernant le bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires, et trouve que les nombreuses signatures apposées sur les requêtes en faveur ou à l'encontre de la mesure, sont une preuve que tous les intéressés sont suffisamment instruits de la nature du dit bill, et qu'en conséquence les avis exigés par la 51^e règle ne sont pas nécessaires.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Cameron, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill modifiant de nouveau l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill pour retrancher le paragraphe 7, de l'article 2260 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, à la seconde séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant la culture de la betterave.

Résolu, Que, à la seconde séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'établissement d'un haras national.

Résolu, Que, à la seconde séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité

général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'inspection des associations laitières.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, à la seconde séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," ou aucun de ses officiers, pour l'obtention d'une subvention en terre ou en argent. (*Document de la session, No. 89.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 décembre 1889, pour une copie de toutes lettres, correspondances et documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge. (*Document de la session, No. 90.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre la Compagnie de chemin de fer St-Laurent et Adirondack, ou ses procureurs, représentants, etc., et le gouvernement de la province de Québec, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie. (*Document de la session, No. 91.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1890, pour un état de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du Palais législatif, montrant, en colonnes différentes : 1. les sommes payées en à-compte du contrat et celles payées pour extras ;

2. Le montant de toutes les réclamations pendantes, tant sur le prix du contrat que pour les extras ;

3. Les sommes payées, année par année, pour la construction du palais de justice de Québec, montrant, en colonnes différentes, ce qui a été payé en à-compte du contrat et ce qui a été payé pour les extras. (*Document de la session, No. 92.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance et tous autres documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres, d'une subvention en terre ou en argent pour le pont de la Metabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St. Jean. (*Document de la session. No. 93.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1890, pour une copie toute correspondance, échangée entre le gouvernement, le département de l'agriculture et toutes personnes du comté de Bagot, au sujet du dessèchement de terrains des 20ème et 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot. (*Document de la session, No. 94.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance, documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes à propos du dernier emprunt de \$500,000.00 à six pour cent, fait, en novembre dernier, par le gouvernement à la banque de Montréal, et de toutes demandes d'emprunt faites par le gouvernement, ou des agents autorisés, à cette banque, depuis le premier novembre dernier. (*Document de la session, No. 95.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1890, pour la production de tous les documents concernant la demande faite, dans le mois de juin 1880, par Damase Bourbonnière, instituteur, d'être admis à souscrire au fonds de pension des instituteurs, créé par la loi de 1856, et aussi des lettres s'opposant à cette demande ; de plus, les noms des personnes qui ont été admises à faire partie du fonds de pension créé par la loi de 1856, sans avoir payé la souscription et sans avoir suivi les règlements adoptés régulièrement en 1887. (*Document de la session, No. 96.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 décembre 1890, pour un compte détaillé de l'achat des livres pour les écoles du soir, à Montréal, par M. E. M. Templé, directeur de ces écoles, mentionnant le montant de la commission chargé par ce dernier sur le montant du dit achat. (*Document de la session, No. 97.*)

Aussi,—états, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics par diverses compagnies de chemin de fer, en conformité des articles 5176 (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No. 98.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour la production d'un état mentionnant, pour chaque année, à partir du 1er juillet 1867, les totaux des recettes effectuées, annuellement en espèce, à Montréal, et provenant du palais de justice de Montréal, (moins les sommes produites par la vente des timbres.) (*Document de la session, No. 99.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 décembre 1890, pour une copie du rapport de M. J. B. Charleson sur son exploration dans les régions du haut de la rivière Ottawa, exploration faite en 1890. (*Document de la session, No. 100.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et certains officiers, ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet de Bellechasse, ou avec d'autres personnes au sujet de l'agriculture. (*Document de la session, No. 101.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 22 décembre 1890, pour toute correspondance, documents, etc., échangés, entre le gouvernement et aucun de ses membres, au sujet des réparations de l'école normale McGill, de Montréal. (*Document de la session, No. 102.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour un état indiquant : 1. Les enquêtes tenues, et généralement tous services rendus par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en vertu de commissions ou autrement, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889 ;

2. Les sommes par eux reçues ou réclamées du gouvernement pour ces enquêtes et autres services ;

3. Les rapports par eux faits. (*Document de la session, No. 103.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 novembre 1890, pour une copie de toute correspondance, pétitions et autres documents, échangés entre le gouvernement et aucun de ses membres, et les associations ouvrières, au sujet de la taxe de l'eau dans la cité de Montréal, et des amendements projetés à cet égard. (*Document de la session, No. 104.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 novembre 1890, pour une copie de toute correspondance, pétitions et autres documents, échangés entre le gouvernement et aucun de ses membres, et les associations ouvrières, au sujet du travail des garçons au-dessous de 16 ans et des filles au-dessous de 18 ans, dans l'industrie du tabac ; de la construction des échafaudages ; du premier gage ou hypothèque sur le produit du travail des ouvriers et journaliers ; de la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ; d'une demi journée de congé pour les ouvriers le jour de la votation dans les élections ; du droit de vote à tous les hommes âgés de 21 ans résidant dans la province et gagnant au moins \$300.00 par année. (*Document de la session, No. 105.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1890, pour la production : 1. De tous les rapports faits au département des terres de la Couronne concernant les terrains de la vallée de la Squateck et autres, en arrière du lac Témiscouata ;

2. Des requêtes demandant l'ouverture d'une route sur ces terrains, et de toute correspondance ou autres documents échangés avec les départements à ce sujet. (*Document de la session, No. 106.*)

Et ausssi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance et autres documents au sujet du chemin de fer

de la Baie des Chaleurs et des limites à bois des MM. Robitaille. (*Document de la session, No. 107.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, hier, concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. McDonald propose, comme amendement, secondé par M. Normand—Que tous les mots après “Que”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre se déclare prête à favoriser une politique de chemins de fer en rapport avec les moyens de la province, les besoins de l'agriculture et les progrès de la colonisation ;

Mais attendu que la dette flottante est aujourd'hui de \$6,762,033.86 ;

Attendu que la dette consolidée de la province est actuellement de \$21,448,666.67 ;

Attendu qu'en juin 1886, la dette flottante n'était que de \$2,256,222.38 ;

Attendu qu'à cette même époque, la dette consolidée n'était que de \$18,233,853.54 ;

Attendu qu'à cette même date le Premier Ministre du gouvernement actuel déclarait, à propos de certaines résolutions soumises à la Chambre relativement à l'octroi de nouveaux subsides pour favoriser la construction de chemins de fer, dans une motion de non-confiance dirigée contre le gouvernement du jour, ce qui suit :

“ Qu'il est évident qu'en contractant les nouvelles obligations que le gouvernement veut imposer à la province, celle-ci sera forcée de faire, dans un avenir très-rapproché, des emprunts nouveaux de six à sept millions, ce qui porterait notre dette consolidée à environ 25 millions, et augmenterait le service de nos intérêts et de nos déficits annuels de trois à quatre cent mille piastres ; ”

Attendu que le parti dont l'honorable Premier Ministre est le chef, a endossé cette politique ;—

Attendu que, depuis cette date du mois de juin 1886, savoir au mois de juillet 1888, des nouvelles résolutions accordant des subsides à certains chemins de fer au montant d'au delà de 3½ millions, ont été votées par cette Chambre ;

Attendu que la dette flottante actuelle est de \$6,762,033.86 ;

Attendu que la dette consolidée est actuellement de \$21,448,666.67 ce qui constitue une dette totale de \$28,210,700.53 sans tenir compte du coût des nouvelles entreprises mentionnées au discours du trône ;

Attendu que, dès le mois d'avril 1885, l'honorable Premier Ministre, dans une motion de non-confiance présentée contre le gouvernement alors à la Chambre d'Assemblée, affirmait que la province était, à cette époque, exposée à un désastre financier qui devait la conduire à la taxe directe ou à la banqueroute ;

Cette Chambre regrette d'avoir à constater que, malgré la gravité de l'état actuel de nos finances, le gouvernement persiste à augmenter toutes les dépenses ordinaires de l'administration dans une telle mesure que nous ne pouvons entrevoir aucun moyen efficace de mettre sa politique à exécution sans avoir recours à de trop lourds impôts sur certaines industries particulières, et sur le peuple en général. ”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beauchamp,
Bédard,
Blanchet,
Desjardins,
Duplessis,

England
Grenier,
Hall,
Johnson,
McDonald,

McIntosh,
Marion,
Martin,
Nantel,
Normand,

Owens,
Poupore,
Robertson,
Spencer et
Villeneuve—20

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Loxell,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duchene,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dismarais.</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gosselin.</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chenvert,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Watts—40.</i>

Ainsi il est ré lu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, vendredi, le 19 du courant, concernant la vente et l'inspection des liqueurs, é tant lu :

Et la question étant proposée, —Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois :

L'honorable M. Blanchet propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson. —Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il soit résolu :

Qu'avant et lors de la passation de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, le Parlement du Canada avait délégué aux conseils municipaux du Bas-Canada, le pouvoir de faire des règlements sur les sujets suivants :

1. Pour permettre la vente de toute liqueur spiritueuse, vineuse, alcoolique et enivrante, sous telles limitations qu'il considérera expédient ;

2. Pour déterminer sous quelles restrictions et conditions, et de quelle manière le percepteur du revenu de l'intérieur pour le district accordera des licences aux boutiquiers, aubergistes ou autres personnes pour vendre ces liqueurs, etc., etc.

Nul inspecteur du revenu n'accordera de licence pour la vente de ces liqueurs dans une municipalité où telle vente a été prohibée par règlement, ni dans une municipalité où a été passé un règlement pour déterminer sous quelles restrictions et conditions ces licences peuvent être accordées autrement qu'en conformité des dispositions de ce règlement, pourvu que copie de ce règlement ait été transmise à l'inspecteur du revenu par le secrétaire trésorier ;

Que le même Acte a conféré à cette Législature le pouvoir de faire des lois, exclusivement sur les sujets suivants : Sec. 92 § 8. Les institutions municipales dans la province.

§ 9 Les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux ;

Que les dispositions en dernier lieu citées de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, sont et ne peuvent être que la reconnaissance expresse et formelle des pouvoirs dont jouissaient cette province et les conseils municipaux à l'époque de la Confédération ;

Qu'il soit, en conséquence, résolu : Que cette Chambre est d'opinion que la Législature de Québec a toujours eu et a encore le pouvoir exclusivement de faire des lois :

1. Relativement aux licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux ;

2. Relativement aux institutions municipales ;

Et que les droits et les pouvoirs ainsi conférés à la Législature, ont toujours été et sont encore exercés par elle depuis 1869, ainsi que le démontre les dispositions de nos Statuts.

Que la tentative de la part du gouvernement de référer cette question aux autorités fédérales, avec prière de faire disparaître tout doute à ce sujet, est un abandon de droits précieux et importants, au point de vue de notre autonomie et de nos revenus, et doit être sévèrement condamnée par cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR.

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer, et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve.—21.</i>
<i>England,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beland,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Iussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shelbyn,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Watts—41.</i>
<i>Côté,</i>			

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Orionné, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Sur motion de l'honorable M. Shelbyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur que cette Chambre a passé des résolutions demandant au gouvernement fédéral d'adopter certaines mesures pour la vente et l'inspection des liqueurs et priant Son Honneur de vouloir bien transmettre copie de ces résolutions aux autorités fédérales.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. Bisson, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, qu'il rapporte avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill établissant certaines mesures de prévoyance en faveur des employés publics et de leurs familles.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Rocheleau,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le sixième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présenté à la Chambre, hier.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la ville de Drummondville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laliberté fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de Drummondville. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill annulant la loi constituant légalement la Société bienveillante des débardeurs de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé,

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité spécial composé de l'honorable M. Robertson et de M. Poupore, M. Chenevert, M. Clendinneng, M. Tessier (Rimouski), M. Cameron, et M. Béland, pour en faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux licences ;

L'honorable M. Shehyn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité rapporte progrès, et demande qu'il lui soit permis de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la première séance de la Chambre, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., demain.

Mercredi, 24 décembre 1890.

Onze heures A. M.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Résolu, Que la deuxième séance de ce jour se prolonge jusqu'à huit heures P. M.
et qu'alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 11 heures A. M., vendredi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De E. B. Greenshields et autres, demandant qu'aucune taxe soit imposée sur les produits des mines en cette province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi autorisant les bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations ; "

Bill intitulé : " Acte modifiant l'acte de l'Eglise méthodiste, 1884 ; "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant la protection des employés dans les manufactures. "

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, pour lesquels il demande l'agrément de la Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond ; "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec ; "

Et bill intitulé : " Acte modifiant la loi constituant en corporation la cité de Ste-Cunégonde de Montréal. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte modifiant la loi constituant en corporation la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Dechene.—Le gouvernement est-il en possession des documents, copies de quittances, etc., en rapport avec le règlement des droits seigneuriaux par le gouvernement fédéral ?

2. Ces documents sont-ils dans les archives ?

3. Si non, quand le gouvernement entend-il se les procurer ?

Réponse par l'honorable M. Langelier.—

1. Non ;

2. Non, ils sont entre les mains du notaire qui a fait les quittances ;

3. Le gouvernement se propose d'en faire faire des copies, si ce n'est pas trop dispendieux, pour être déposées dans nos archives.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Hall,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill autorisant le Bureau des commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Cameron,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill amendant la loi relative à la construction des églises, presbytères et cimetières ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender le chapitre 41 du statut 45 Victoria ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Polletier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rochon fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de George Picken et autres,—la pétition de W. Smith et autres,—et la pétition de Robert Hooper et autres

Par M. Turgeon,—la pétition du Conseil municipal de la paroisse de St. Cajetan d'Armagh.

M. Poupore, du comité spécial sur le bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Poupore pour son Président, et qu'il a décidé d'ajourner la séance, ouverte ce matin, à samedi prochain, à dix heures de l'avant-midi.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans la partie de ce rapport relative à la nomination du Président.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Acte érigeant en corporation le Village de Dorion ; "

Et bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Montréal, 1889."

Et aussi le Conseil législatif informe la Chambre qu'il n'a agréé pas ses amendements aux bills suivants, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant le chapitre 72 de la 52^e Victoria, constituant en corporation la Compagnie dite " *Montreal Safe Deposit Company*."

Et bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie provinciale d'agence (limitée)."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Montréal, 1889," lesquels sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier réporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre adopte leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé " Acte érigeant en corporation le " Village de Dorion, " lesquels sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération le bill intitulé : " Acte amendant le chapitre 72 de la 52^e Victoria, constituant en corporation la Compagnie dite " *Montreal Safe Deposit Company*," et les amendements faits par cette Chambre, lesquels n'ont pas été agréés par leurs Honneurs.

Résolu, Que cette Chambre n'insiste pas sur les amendements qu'elle a faits au bill qui précède, et auxquels le Conseil législatif n'a pas concouru.

Ordonné, Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur les amendements auxquels leurs Honneurs n'ont point concouru.

La Chambre procède à prendre en considération le bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie provinciale d'agence (limitée)," et les amendements faits par cette Chambre, lesquels n'ont pas été agréés par leurs Honneurs.

Résolu, Que cette Chambre n'insiste pas sur les amendements qu'elle a faites au bill qui précède, et auxquels le Conseil législatif n'a pas concouru.

Ordonné, Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur les amendements auxquels leurs Honneurs n'ont point concouru.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1890, pour une copie de tous documents pour renseigner la Chambre sur la substitution de M. Hoare, ingénieur civil, à M. R. Têtu, ingénieur civil, directeur de l'exploration autorisée par la Chambre en vue de la construction éventuelle d'une ligne de chemin de fer qui traverserait les comtés de Lévis, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska ;

2. Copie de toutes instructions données à M. Hoare ;

3. Noms des personnes employées depuis la dernière session par M. Têtu, avec leur traitement et le nombre de jours d'ouvrage qu'elles ont donné ;

4. Noms des personnes employées maintenant par M. Hoare, avec leur traitement actuel ;

5. Un état détaillé des sommes dépensées, depuis la dernière session, pour cette exploration, le nom des localités où elles ont été employées, le nom des personnes chargées de ces dépenses, et par qui elles ont été recommandées. (*Document de la session, No. 108.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 décembre 1890, pour un état détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$5,000 mentionnée aux Comptes publics de 1889-1890, comme paiement *re* chemin de fer de Québec, Montreal, Ottawa et Occidental, (dépenses du trafic.) (*Document de la session, No. 109.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 décembre 1890, pour un état détaillé du compte des dépenses encourues par M. Gérard Macquet, lors de son voyage en Belgique, en 1889, lorsqu'il était en congé. (*Document de la session, No. 110.*)

Sur motion de M. Rochon, secondé par M. Basinet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies de toutes lettres adressées au gouvernement au sujet de la loi de la réserve forestière et de la réserve perpétuelle des pins.

M. Dechene propose, secondé par M. Laliberté,—Que l'ordre de cette Chambre du 23 courant renvoyant à un comité spécial le bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, soit rescindé, et que le dit bill soit remis sur les ordres du jour, pour la seconde lecture, pour la prochaine séance.

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par M. Murphy,—Que tous les mots après "Que," dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants : "instructions soient données au comité spécial de procéder sur ce bill, vendredi matin, à l'audition des parties et de faire rapport au plus tard à la deuxième séance de vendredi."

L'honorable M. Mercier propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : "et que le nom de M. Cameron (lequel ne sera pas ici vendredi) soit remplacé par celui de M. Owens sur la liste des membres du susdit comité."

Et la question étant mise aux voix, que ces mots soient ajoutés,—la proposition est résolue affirmativement.

Et l'amendement, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Qu'instructions soient données au comité spécial sur ce bill de procéder, vendredi matin, à l'audition des parties et de faire rapport au plus tard à la deuxième séance de vendredi prochain, et que le nom de M. Cameron (lequel ne sera pas ici vendredi) soit remplacé par celui de M. Owens, sur la liste des membres du susdit comité.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rochon fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour amender le chapitre 41 du Statut 45 Victoria ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois à la première séance de la Chambre, vendredi prochain.

Le bill pour amender l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et référé à un comité général pour la prochaine séance de vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux licences.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1.—Que, pour obtenir une licence d'auberge, une licence de restaurant, une licence d'encanteur, ou une licence de table de billard dans un but de gain, le réquérant devra payer au percepteur du revenu, pour l'acte de cautionnement de ses cautions, une somme de quatre piastres, dont trois piastres devront être transmises au trésorier de la province et une piastre sera retenue par le percepteur du revenu pour lui tenir lieu d'honoraires.

Résolu, 2.—Que toute personne qui désirera vendre au détail, du vin, de l'ale, de la bière, du porter et du cidre exclusivement, devra prendre une licence à cette fin, et qu'en vertu d'icelle, elle pourra vendre telles liqueurs, pour être bues dans les premises ou autrement.

Résolu, 3.—Que toute personne qui manufacture du cidre de pommes sera tenue de prendre une licence à cette fin, et qu'en vertu d'icelle il ne lui sera pas permis d'en vendre moins d'un gallon à la fois, mais cette section ne s'appliquera pas aux personnes manufacturant du cidre de pommes provenant de leur verger, pour leur propre usage.

Résolu, 4.—Que, en outre d'un honoraire d'une piastre sur l'octroi de chaque licence, les droits compris dans le tarif suivant, devront être payés préalablement à l'octroi d'icelle, par celui qui la requerra, au percepteur du revenu :

TARIF DES DROITS POUR LICENCES.

10 — LICENCES POUR LA VENTE DES LIQUEURS ENIVRANTES.

1. Pour chaque licence d'auberge, et pour y vendre des liqueurs enivrantes :
 - a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre que quatre cents piastres ; six cents piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ;—et huit cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de Québec, deux cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est moindre que deux cents piastres ; trois cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents à quatre cents piastres ; cinq cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ;—et six cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;
 - d. Dans toute ville constituée en corporation, cent quatre-vingts piastres ;
 - e. Dans tout village régi par l'autorité du code municipal, cent cinquante piastres ;
 - f. Dans toute section de territoire organisé hors d'une cité, d'une ville ou d'un village, cent vingt-cinq piastres ;
 - g. Dans tout territoire non organisé, quatre-vingt-dix piastres.
2. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un club :
 - a. Dans la cité de Montréal, trois cents piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec deux cents piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, cent piastres.
3. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un restaurant ou un buffet de chemin de fer :
 - a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre que quatre cents piastres ;—six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ;—et huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de Québec, trois cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moindre que quatre cents piastres ;—et cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;
 - d. Dans toute ville constituée en corporation, cent cinquante piastres
 - e. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent vingt piastres.
4. Sur chaque licence pour vendre du vin, de l'ale, de la bière, du porter et du cidre, exclusivement, soixante et quinze pour cent du montant du droit de licence requis pour tenir une auberge dans la localité pour laquelle telle licence est demandée ;

-
5. Sur chaque licence de buvette de bateau à vapeur, pour y vendre des liqueurs enivrantes, trois cents piastres ;
 6. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes dans les mines ou dans quelque division ou district minier, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, pourvu que, dans aucun cas, cette somme ne soit pas moindre que cent vingt-cinq piastres ;
 7. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de détail :
 - a. Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de deux cents piastres ou n'excèdent pas quatre cents piastres ;
 - b. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;
 - c. Dans chaque ville constituée en corporation, cent soixante piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent vingt-cinq piastres ;
 - e. Dans tout territoire non organisé, soixante et dix piastres.
 8. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros :
 - a. Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de deux cent quatre-vingts piastres, ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres ;
 - b. Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres ;
 - c. Dans toute ville constituée en corporation, deux cents piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent soixante piastres.
 9. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs fermentées, embouteillées par la personne munie de telle licence :
 - a. Dans les cités de Montréal et Québec, cent vingt cinq piastres ;
 - b. Dans toute autre municipalité de la province, quatre vingt-dix-piastres,
 10. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs pour des fins médicinales, ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités dans lesquelles un règlement prohibitif est en vigueur :
 - a. Dans chaque cité, cent vingt piastres ;
 - b. Dans toute ville constituée en corporation, soixante-quinze piastres ;
 - c. Dans tout village, quarante piastres ;
 - d. Dans toute partie de territoire organisé, hors d'une cité, d'une ville ou d'un village, trente piastres.
 11. Sur chaque licence pour la vente du cidre de pommes manufacturé par le vendeur, dix piastres.

20.—LICENCES POUR LES HÔTELS DE TEMPÉRANCE.

12. Sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance :
 - a. Dans les territoires organisés, dix piastres ;
 - b. Dans les territoires non organisés, cinq piastres.

30.—LICENCES D'ENCANTEURS.

13. Pour chaque licence d'encanteur :
 - a. Dans les cités de Montréal et Québec, cent trente piastres ;
 - b. Dans toutes autres cités, cent piastres ;
 - c. Dans toute ville constituée en corporation, soixante-dix piastres ;
 - d. Dans tout village ou paroisse, trente piastres.

14. Pour chaque licence séparée, prise par un encanteur pour employer un assistant, agent, serviteur ou associé comme crieur :

- a. Dans chacune des cités de Montréal et Québec, cinquante piastres ;
- b. Dans toutes autres cités et villes, quarante piastres ;
- c. Dans toute autre municipalité, vingt piastres ;

15. Sur chaque licence pour un district de revenu additionnel où il n'y a pas d'encanteur, vingt piastres ;

16. Sur chaque licence pour une municipalité additionnelle où il n'y a pas d'encanteur, dix piastres.

40.—LICENCES DE PRÊTEUR SUR GAGES.

17. Pour chaque licence de prêteur sur gages :

- a. Dans la cité de Montréal, mille piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, cinq cents piastres ;
- c. Dans toute autre municipalité, deux cent-cinquante piastres.

50.—LICENCES DE COLPORTEURS.

18. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district de revenu seulement, vingt piastres, et pour tout district de revenu additionnel, dix piastres.

60.—LICENCES DE PASSEURS OU TRAVERSISERS.

19. Pour chaque licence de passage d'eau ou traverse, la somme est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les dispositions des articles 873 et 997 dans la loi des licences.

70.—LICENCES DE TABLES DE BILLARD.

20. Pour licences de tables de billard, autres que celles qui se trouvent dans un club :

- a. Dans les cités et villes constituées en corporation :
 - 1. Pour chaque table de billard, lorsque pas plus de deux tables sont tenues par la même personne et dans le même bâtiment, soixante piastres ;
 - 2. Lorsqu'il y en a plus de deux, pour une troisième et une quatrième table, trente piastres chacune ;
 - 3. Pour une cinquième et une sixième table, vingt piastres chacune, et
 - 4. Pour chaque table au-delà de six, quinze piastres ;
- b. Dans toute autre section de territoire organisé, trente piastres pour chaque table.

21. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :

- a. Dans la cité de Montréal, trente piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, vingt piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la province, quinze piastres.

22. Pour chaque table de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi : Dans toute section de territoire organisé, vingt-cinq piastres.

80.—LICENCES DE POUDRIÈRES

23. Pour chaque licence pour tenir une poudrière ou pour s'en servir, cent cinquante piastres.

24. Pour chaque licence pour vendre de la poudre, ou en garder en vente :

- a. Dans les cités de Montréal et Québec :
 - 1. En gros et en détail, trente piastres ;
 - 2. En détail seulement, douze piastres ;
- b. Dans toute autre cité :
 - 1. En gros et en détail, quinze piastres ;
 - 2. En détail seulement, huit piastres ;

- c. Dans toute ville constituée en corporation :
 - 1. En gros et en détail, huit piastres ;
 - 2. En détail seulement, quatre piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province :
 - 1. En gros et en détail, quatre piastres ;
 - 2. En détail seulement, deux piastres.

Une quantité de vingt-cinq livres ou plus, ou une douzaine de canistres d'une livre chaque, vendues en une seule et même fois est censée être une vente en gros, et une quantité moindre est censée une vente en détail.

80.—LICENCES DE CIRQUES OU DE MÉNAGERIES.

25. Pour chaque licence pour offrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une troupe d'animaux sauvages :

- a. Dans les cités de Montréal et Québec, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, trois cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition ;—et pour chaque exhibition adjointe (*side show*), trente piastres pour chaque jour ;
- b. Dans les autres parties de la province, cent cinquante piastres pour chaque jour ;—et chaque exhibition adjointe (*side show*), quinze piastres pour chaque jour. (S. R. P. Q., art. 878).

Résolu, 5.—Que les droits suivants sur les licences accordées conformément aux paragraphes 3, 4 et 8, de la section, 9, de l'acte de tempérance du Canada, seront payables au percepteur du revenu de la province, avant l'octroi d'icelles, savoir :

- 1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médical et industriel :
 - a. Dans les cités, cent trente piastres ;
 - b. Dans les villes, quatre vingt-dix piastres ;
 - c. Dans les cantons et les paroisses, cinquante piastres ;
- 2. Pour chaque licence de gros :
 - a. Dans les cités, cent cinquante piastres ;
 - b. Dans les villes, cent trente piastres ;
 - c. Dans les cantons et les paroisses, cent quinze piastres. (S. R. P. Q., art. 883)

AMENDES.

Résolu, 6.—Que quiconque tiendra, sans être muni d'une licence à cet effet et encore en vigueur, une auberge, un restaurant, une buvette à bord d'un bateau à vapeur, un buffet de chemin de fer ou un magasin de gros ou de détail, des liqueurs enivrantes, ou vendra, en quelque quantité que ce soit, des liqueurs enivrantes, dans tout lieu quelconque de cette province, organisé municipalement, sera passible, pour chaque contravention, d'une amende de cent cinquante piastres, si la contravention est commise dans la cité de Montréal, et de cent vingt piastres, si elle est commise dans tout autre territoire organisé ; et si la contravention est commise dans un territoire non organisé, l'amende sera de soixante piastres.

Que toute personne qui tiendra un hôtel de tempérance, sans avoir une licence encore en vigueur à cet effet comme l'exige la loi, sera passible d'une amende de trente piastres pour chaque contravention. (S. R. P. Q., art. 898).

Résolu, 7.—Que quiconque, étant muni d'une licence pour la vente en détail de liqueurs dans un magasin, vendra dans ce magasin ou dans un lieu quelconque, dans les limites de cette province, des liqueurs enivrantes en quantité moindre qu'une chopine impériale de la même espèce de liqueur en une seule et même fois, ou qui, étant muni seulement d'une licence de gros, vendra dans tel magasin, ou dans les limites ci-haut men-

tionnées, quelqu'une des dites liqueurs en quantité moindre que deux gallons, mesure impériale, ou une douzaine de bouteilles ne contenant pas moins d'une chopine impériale chacune de la même espèce de liqueur en une seule et même fois, se rendra passible d'une amende de cent cinquante piastres pour telle contravention, et sur conviction de seconde offense se rendra passible d'une semblable amende, et le tribunal saisi de la cause devra en outre, annuler la licence.

Que la même amende sera applicable au cas où une personne, munie d'une licence, vendra, en quelque quantité que ce soit, des liqueurs enivrantes, hors des lieux et leurs dépendances pour lesquels la licence aura été obtenue. (S. R. P. Q., art. 900).

Résolu, 8.—Que toute personne autorisée à vendre des liqueurs enivrantes dans une boutique ou un magasin, mais non pour tenir une maison d'entretien public, qui ne prendra pas les mesures ou précautions nécessaires pour empêcher que des liqueurs enivrantes qui y ont été vendues, soient bues dans cette boutique, ou ses dépendances, soit par l'acheteur, soit par une personne ne résidant pas avec le vendeur ou qui ne sera pas à son emploi, ou qui vendra ces liqueurs dans quelque autre endroit que celui désigné dans cette licence, ou qui les vendra à quelque mineur, sera passible d'une amende de cent cinquante piastres. (S. R. P. Q., art. 901).

Résolu, 9.—Que quiconque, sans être muni de quelqu'une des licences ci-haut mentionnées, exposera, fera exposer, ou tolérera qu'il soit exposé dans ou sur une partie quelconque de sa maison ou de ses dépendances, ou de ses véhicules, quelque enseigne, inscription, peinture, ou quelque autre signe quelconque, de nature à induire le public ou les voyageurs à croire que la vente des liqueurs enivrantes en quelque quantité que ce soit, y est autorisée, et qu'il est muni d'une licence à cet effet, se rendra passible d'une amende de trente piastres pour chaque contravention.

Que la même pénalité sera encourue par toute personne munie de licence qui, par quelqu'un des moyens mentionnés en cet article, cherchera à induire le public, ou les voyageurs à croire qu'elle est munie d'une autre licence que celle qui lui a été octroyée. (S. R. P. Q., Art. 905.)

Résolu, 10.—Que quiconque, n'étant pas muni d'une licence comme dit ci-haut, gardera ou souffrira qu'il soit gardé dans sa maison ou ses dépendances, en dépôt ou autrement, dans le but d'en opérer la vente, quelque liqueur enivrante, se rendra passible d'une action pénale, par laquelle il pourra être condamné à une amende de trente piastres pour toutes contraventions à cette résolution, commises jusqu'à l'époque de l'institution de la poursuite si cette poursuite est la première.

Qu'au cas de récidive, il pourra être poursuivi et condamné à payer la même pénalité de cinquante piastres pour toutes les contraventions commises depuis l'époque de la première poursuite jusqu'à l'institution de la seconde, et ainsi de suite pour toutes les contraventions commises subseqüemment dans l'intervalle d'une poursuite à l'autre.

Que le fait de trouver des liqueurs dans les prémisses, est une présomption que telles liqueurs y ont été gardées dans le but de les vendre ; et que la preuve de faits antérieurs pourra être faite au procès pour établir cette présomption. (S. R. P. Q., Art. 903.)

Résolu, 11.—Que, aucune personne, faisant un commerce quelconque et n'étant pas autorisée à vendre des liqueurs enivrantes, ne pourra garder, dans sa place d'affaires ou les dépendances d'icelle, aucune quantité de liqueurs enivrantes, sous peine de confiscation de ces liqueurs et d'une amende de cinquante piastres pour chaque offense.

Que le fait d'avoir trouvé ces liqueurs dans ces lieux, sera une présomption qu'elles y ont été gardées dans le but de les vendre, et que la preuve des faits antérieurs pour établir cette présomption pourra être faite devant le tribunal. (S. R. P. Q., Art. 907.)

Résolu, 12.—Que quiconque, étant muni d'une licence en vertu des dispositions de la seconde des présentes résolutions, contreviendra, d'une manière quelconque, aux dispositions de la loi des licences, sera passible d'une amende de cent cinquante piastres pour chaque offense, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, en outre de l'annulation de sa licence, laquelle ne pourra être renouvelée durant telle année.

Résolu, 13.—Que toutes les dispositions relatives à la vente des liqueurs durant certaines heures, contenues à l'article 922 dans la loi des licences, s'appliqueront également, en tant qu'applicables aux licences de magasins et que les amendes pour contraventions au dit article décrétées par l'article 916, s'appliqueront également.

Résolu, 14.—Que, nonobstant l'augmentation des amendes, faite en vertu des résolutions précédentes, la part des amendes en vertu des articles 1026 et 1076 dans la loi des licences, payable au percepteur du revenu et à la municipalité locale, lorsqu'ils y ont participé, ne devra, en aucun cas, excéder la somme de vingt piastres chaque, ni la part du dénonciateur, s'il y en a un, excéder la somme de quinze piastres.

Résolu, 15.—Que, chaque infraction à la loi des licences par une personne autorisée à vendre des liqueurs enivrantes, sera punissable :

1o Pour la première offense, d'une amende de pas moins de soixante et quinze piastres ;

2o Pour la seconde offense, d'une amende de cent vingt piastres, et

3o Pour la troisième offense ou toute offense subséquente, d'une amende de deux cents piastres, et à défaut de paiement, de la perte de sa licence ; et qu'aucune semblable licence ne devra lui être octroyée durant l'année.

Que si, néanmoins cette troisième offense arrive dans les douze mois qui suivront immédiatement la première offense, le tribunal devra, en outre d'imposer la pénalité, annuler la licence du contrevenant.

Que, sur une poursuite pour seconde offense, si la première conviction n'est pas prouvée, le tribunal pourra, tout de même, condamner le défendeur si la preuve est suffisante, et lui imposer la pénalité fixée pour une première offense.

Que de même, sur une poursuite pour une troisième offense ou toute offense subséquente, il pourra lui imposer la pénalité fixée par la loi pour une seconde ou une première offense suivant le cas, au lieu de l'annulation de la licence, si la poursuite ne prouve pas la première ou la seconde ou les deux convictions antérieures, bien que la chose ne soit pas demandée. (S. R. P. Q., Art. 926.)

Résolu, 16.—Que tout membre de la police du revenu, portant l'uniforme, aura droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de tout personne munie d'une licence ; et que pour refus d'y laisser rentrer tel officier, telle personne sera passible d'une amende de quarante piastres. (S. R. P. Q., Art. 942a.)

Résolu, 17.—Que quiconque n'étant pas muni d'une licence d'encan exigée par la loi des licences (cette licence étant alors encore en vigueur), vendra à l'encan public et par criées, en cette province, quelques biens mobiliers ou immobiliers, effets, marchandises et fonds de commerce assujettis à ce droit, à l'exception des biens mobiliers, effets, marchandises, fonds de banqueroute mentionnés dans l'article 944 dans la dite loi des licences, et celui qui fera faire cette vente, que ce dernier soit ou non le propriétaire des choses ainsi vendues en violation de la présente résolution, se rendront passibles d'une amende, au *maximum*, de cent cinquante piastres, et au *minimum*, de soixante-quinze piastres, pour chaque contravention, à la discrétion du tribunal qui la prononce.

Que toute personne qui annoncera quelque propriété en vente à l'enchère publique sous sa signature, ou qui permettra de se servir de son nom dans un journal, un avis, une affiche ou autre mode d'annoncer une propriété en vente, sans s'être préalablement procuré une licence comme encanateur, deviendra passible, pour chaque telle offense, d'une pénalité de soixante et quinze piastres, qui pourra être recouvrée par le percepteur du revenu du district, de la manière prescrite pour les autres offenses contre la loi des licences ; que les deux tiers de la pénalité devront être versés dans le trésor de la province, et la balance payée au percepteur du revenu. (S. R. P. Q., art. 945.)

Résolu, 18.—Que la personne mentionnée dans la résolution précédente, qui vendra sans licence, sera tenue de payer les droits sur cette vente, de la même manière que si elle l'avait fait en vertu d'une licence ;

Qu'en outre de la pénalité ci haut, quiconque fera, sans licence, une vente ainsi prohibée et qui, dans les trente jours suivant la vente, fera défaut de payer au percepteur du revenu ou à son agent, le montant des droits dus sur la vente, encourra une amende de trente piastres par chaque jour que durera son défaut. (S. R. P. Q. art. 946.)

Résolu, 19.—Que, chaque encanteur et chaque personne, vendant par encan des biens chargés du droit de un pour cent mais qui peuvent être vendus par un autre qu'un encanteur, encourront, par défaut de payer le montant des droits et de faire le rapport voulu, accompagné des formalités exigées, une pénalité de trente piastres pour chaque jour que durera leur défaut. (S. R. P. Q. art. 952.)

Résolu, 20.—Que, quiconque fera le commerce de prêteur sur gages ou prêterà sur gages sans une licence encore en vigueur, encourra une amende de trois cents piastres. (S. R. P. Q., art. 954.)

Résolu, 21.—Que, aucun prêteur sur gages ne devra vendre le gage non retiré sans avis donné dans les papiers-nouvelles indiqués par le Trésorier de la province, et dans nul autre, sous peine d'une amende de deux cents piastres pour la première offense, et de cinq cents piastres pour toute offense subséquente. (S. R. P. Q., art. 976.)

Résolu, 22.—Que, aucune personne munie d'une licence pour tenir une table de billard, ne devra permettre, sciemment, aux apprentis, écoliers et serviteurs d'y jouer, sous peine d'une amende de soixante-quinze piastres pour la première contravention et cent cinquante piastres pour chaque contravention subséquente ;

Que la même amende sera encourue par toute personne munie de licence de table de billard, qui permettra à qui que ce soit d'y jouer pour de l'argent ou pour un enjeu quelconque. (Après l'art. 1003, S. R. P. Q.)

Résolu, 23.—Que, pour son usage propre et autrement que pour la vente et l'emmagasinement, personne ne pourra garder dans une bâtisse autre qu'une poudrière, une quantité de poudre pesant plus de dix livres, et qu'elle devra la tenir enfermée dans une boîte ou une caisse de métal à une distance suffisante de tout agent comburant, comme lampe, chandelle, lumière, gaz, poêle, tuyau de poêle, foyer ou feu,—sans que cette énumération soit limitative,—faute, quoi elle se rendra passible d'une poursuite pénale en vertu de laquelle elle pourra être condamnée au paiement d'une amende de pas moins de vingt piastres ni de plus de cent piastres pour chaque contravention, à la discrétion du tribunal. (S. R. P. Q., art. 1006.)

Résolu, 24.—Que toute personne qui vendra ou gardera en vente, en quelque quantité que ce soit, de la poudre, sans avoir une licence à cet effet, soit pour la vente en gros soit pour la vente en détail, se rendra passible, à la discrétion du tribunal, d'une pénalité de pas moins de vingt piastres et n'excédant pas cent piastres pour chaque vente, et d'une même pénalité pour la garder en vente. (S. R. P. Q., art. 1008.)

Résolu, 25.—Que nulle autre qu'une personne munie de licence à cette fin, ne devra ouvrir ou exhiber un cirque ou une ménagerie, sous peine d'une amende de deux cent piastres pour chaque séance, représentation ou exhibition.

Résolu, 26.—Que si une personne assignée à comparaître comme témoin pour rendre témoignage devant un tribunal, en ce qui concerne toute matière relative à la loi des licences, négligera ou refusera de comparaître aux temps et lieu fixés pour cette fin, sans causes raisonnables, de la validité desquels le tribunal, devant prendre connaissance de la poursuite, doit juger, ou lors de sa comparution, refusera d'être examinée sous serment et de rendre témoignage, encourrera, pour chaque refus, une amende de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas quarante piastres, à la discrétion du tribunal, même dans le cas où la cause a été décidée, sans qu'elle ait comparue ou ait été entendue comme témoin.

Résolu, 27.—Que le greffier de la cour où sera porté une poursuite en vertu de la loi des licences, autre qu'à la cour supérieure ou de circuit, aura droit, pour chaque original de *subpoena*, à la somme de vingt centins.

Résolu, 28.—Qu'il sera loisible à tout conseil municipal, de passer des règlements relatifs à la fermeture des établissements où il se vend des liqueurs, à sept heures du soir, les samedis, et à dix heures du soir, les autres jours de la semaine ; et que, par tels règlements, il pourra imposer une pénalité n'excédant pas cinquante piastres pour chaque offense, et un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lemieux fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1.—*Qu*, pour obtenir une licence d'auberge, une licence de restaurant, une licence d'encanteur, ou une licence de table de billard dans un but de gain, le réquerant devra payer au percepteur du revenu, pour l'acte de cautionnement de ses cautions, une somme de quatre piastres, dont trois piastres devront être transmises au trésorier de la province et une piastre sera retenue par le percepteur du revenu pour lui tenir lieu d'honoraire.

Résolu, 2.—Que toute personne qui désirera vendre au détail, du vin, de l'ale, de la bière, du porter et du cidre exclusivement, devra prendre une licence à cette fin, et qu'en vertu d'icelle, elle pourra vendre telles liqueurs, pour être bues dans les premises ou autrement.

Résolu, 3.—Que toute personne qui manufacture du cidre de pommes sera tenue de prendre une licence à cette fin, et qu'en vertu d'icelle il ne lui sera pas permis d'en vendre moins d'un gallon à la fois, mais cette section ne s'appliquera pas aux personnes manufacturant du cidre de pommes provenant de leur verger, pour leur propre usage.

Résolu, 4.—Que, en outre d'un honoraire d'une piastre sur l'octroi de chaque licence, les droits compris dans le tarif suivant, devront être payés préalablement à l'octroi d'icelle, par celui qui la requerra, au percepteur du revenu :

TARIF DES DROITS POUR LICENCES.

10 — LICENCES POUR LA VENTE DES LIQUEURS ENIVRANTES.

1. Pour chaque licence d'auberge, et pour y vendre des liqueurs enivrantes :
 - a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre que quatre cents piastres ; si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ; — et huit cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de Québec, deux cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est moindre que deux cents piastres ; trois cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents à quatre cents piastres ; cinq cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ; — et six cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;
 - d. Dans toute ville constituée en corporation, cent quatre-vingts piastres
 - e. Dans tout village régi par l'autorité du code municipal, cent cinquante piastres ;
 - f. Dans toute section de territoire organisé hors d'une cité, d'une ville ou d'un village, cent vingt-cinq piastres ;
 - g. Dans tout territoire non organisé, quatre-vingt-dix piastres.
2. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un club :
 - a. Dans la cité de Montréal, trois cents piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec deux cents piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, cent piastres.
3. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un restaurant ou un buffet de chemin de fer :
 - a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre que quatre cents piastres ; — six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ; — et huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres ou plus ;

- b. Dans la cité de Québec, trois cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moindre que quatre cents piastres ;—et cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres ou plus ;
- c. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;
- d. Dans toute ville constituée en corporation, cent cinquante piastres
- e. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent vingt piastres.
- 4. Sur chaque licence pour vendre du vin, de l'ale, de la bière, du porter et du cidre, exclusivement, soixante et quinze pour cent du montant du droit de licence requis pour tenir une auberge dans la localité pour laquelle telle licence est demandée ;
- 5. Sur chaque licence de buvette de bateau à vapeur, pour y vendre des liqueurs enivrantes, trois cents piastres ;
- 6. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes dans les mines ou dans quelque division ou district minier, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, pourvu que, dans aucun cas, cette somme ne soit pas moindre que cent vingt-cinq piastres ;
- 7. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de détail :
 - a. Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de deux cents piastres ou n'excèdent pas quatre cents piastres ;
 - b. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;
 - c. Dans chaque ville constituée en corporation, cent soixante piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent vingt-cinq piastres ;
 - e. Dans tout territoire non organisé, soixante et dix piastres.
- 8. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros :
 - a. Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de deux cent quatre-vingts piastres, ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres ;
 - b. Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres ;
 - c. Dans toute ville constituée en corporation, deux cents piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent soixante piastres.
- 9. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs fermentées, embouteillées par la personne munie de telle licence :
 - a. Dans les cités de Montréal et Québec, cent vingt cinq piastres ;
 - b. Dans toute autre municipalité de la province, quatre vingt-dix-piastres,
- 10. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs pour des fins médicinales, ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités dans lesquelles un règlement prohibitif est en vigueur :
 - a. Dans chaque cité, cent vingt piastres ;
 - b. Dans toute ville constituée en corporation, soixante-quinze piastres ;
 - c. Dans tout village, quarante piastres ;
 - d. Dans toute partie de territoire organisé, hors d'une cité, d'une ville ou d'un village, trente piastres.
- 11. Sur chaque licence pour la vente du cidre de pommes manufacturé par le vendeur, dix piastres.

20.—LICENCES POUR LES HÔTELS DE TEMPÉRANCE.

- 12. Sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance :
 - a. Dans les territoires organisés, dix piastres ;
 - b. Dans les territoires non organisés, cinq piastres.

30.—LICENCES D'ENCANTEURS.

13. Pour chaque licence d'encanteur :
 - a. Dans les cités de Montréal et Québec, cent trente piastres ;
 - b. Dans toutes autres cités, cent piastres ;
 - c. Dans toute ville constituée en corporation, soixante-dix piastres ;
 - d. Dans tout village ou paroisse, trente piastres.
14. Pour chaque licence séparée, prise par un encanteur pour employer un assistant, agent, serviteur ou associé comme crieur :
 - a. Dans chacune des cités de Montréal et Québec, cinquante piastres ;
 - b. Dans toutes autres cités et villes, quarante piastres ;
 - c. Dans toute autre municipalité, vingt piastres ;
15. Sur chaque licence pour un district de revenu additionnel où il n'y a pas d'encanteur, vingt piastres ;
16. Sur chaque licence pour une municipalité additionnelle où il n'y a pas d'encanteur, dix piastres.

40.—LICENCES DE PRÊTEURS SUR GAGES.

17. Pour chaque licence de prêteur sur gages :
 - a. Dans la cité de Montréal, mille piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, cinq cents piastres ;
 - c. Dans toute autre municipalité, deux cent cinquante piastres.

50.—LICENCES DE COLPORTEURS.

18. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district de revenu seulement, vingt piastres, et pour tout district de revenu additionnel, dix piastres

60.—LICENCES DE PASSEURS OU TRAVERSISERS.

19. Pour chaque licence de passage d'eau ou traverse, la somme est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les dispositions des articles 873 et 997 dans la loi des licences.

70.—LICENCES DE TABLES DE BILLARD.

20. Pour licences de tables de billard, autres que celles qui se trouvent dans un club :
 - a. Dans les cités et villes constituées en corporation :
 1. Pour chaque table de billard, lorsque pas plus de deux tables sont tenues par la même personne et dans le même bâtiment, soixante piastres ;
 2. Lorsqu'il y en a plus de deux, pour une troisième et une quatrième table, trente piastres chacune ;
 3. Pour une cinquième et une sixième table, vingt piastres chacune, et
 4. Pour chaque table au-delà de six, quinze piastres ;
 - b. Dans toute autre section de territoire organisé, trente piastres pour chaque table.
21. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :
 - a. Dans la cité de Montréal, trente piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, vingt piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, quinze piastres.
22. Pour chaque table de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi : Dans toute section de territoire organisé, vingt-cinq piastres.

80.—LICENCES DE POUDRIÈRES

23. Pour chaque licence pour tenir une poudrière ou pour s'en servir, cent cinquante piastres.
24. Pour chaque licence pour vendre de la poudre, ou en garder en vente :
 - a. Dans les cités de Montréal et Québec :

1. En gros et en détail, trente piastres ;
2. En détail seulement, douze piastres ;
- b. Dans toute autre cité :
 1. En gros et en détail, quinze piastres ;
 2. En détail seulement, huit piastres ;
- c. Dans toute ville constituée en corporation :
 1. En gros et en détail, huit piastres ;
 2. En détail seulement, quatre piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province :
 1. En gros et en détail, quatre piastres ;
 2. En détail seulement, deux piastres.

Une quantité de vingt-cinq livres ou plus, ou une douzaine de canistres d'une livre chaque, vendues en une seule et même fois est censée être une vente en gros, et une quantité moindre est censée une vente en détail.

80.—LICENCES DE CIRQUES OU DE MÉNAGERIES.

25. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages :

- a. Dans les cités de Montréal et Québec, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, trois cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition ;—et pour chaque exhibition adjointe (*side show*), trente piastres pour chaque jour ;
- b. Dans les autres parties de la province, cent cinquante piastres pour chaque jour ;—et chaque exhibition adjointe (*side show*), quinze piastres pour chaque jour. (S. R. P. Q., art. 878).

Résolu, 5.—Que les droits suivants sur les licences accordées conformément aux paragraphes 3, 4 et 8, de la section, 99, de l'acte de tempérance du Canada, seront payables au percepteur du revenu de la province, avant l'octroi d'icelles, savoir :

1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médical et industriel :

- a. Dans les cités, cent trente piastres ;
- b. Dans les villes, quatre-vingt-dix piastres ;
- c. Dans les cantons et les paroisses, cinquante piastres ;

2. Pour chaque licence de gros :

- a. Dans les cités, cent cinquante piastres ;
- b. Dans les villes, cent trente piastres ;
- c. Dans les cantons et les paroisses, cent quinze piastres. (S. R. P. Q., art. 883)

AMENDES.

Résolu, 6.—Que quiconque tiendra, sans être muni d'une licence à cet effet et encore en vigueur, une auberge, un restaurant, une buvette à bord d'un bateau à vapeur, un buffet de chemin de fer ou un magasin de gros ou de détail, des liqueurs enivrantes, ou vendra, en quelque quantité que ce soit, des liqueurs enivrantes, dans tout lieu quelconque de cette province, organisé municipalement, sera passible, pour chaque contravention, d'une amende de cent cinquante piastres, si la contravention est commise dans la cité de Montréal, et de cent vingt piastres, si elle est commise dans tout autre territoire organisé ; et si la contravention est commise dans un territoire non organisé, l'amende sera de soixante piastres.

Que toute personne qui tiendra un hôtel de tempérance, sans avoir une licence encore en vigueur à cet effet comme l'exige la loi, sera passible d'une amende de trente piastres pour chaque contravention. (S. R. P. Q., art. 898).

Résolu, 7.—Que quiconque, étant muni d'une licence pour la vente en détail de liqueurs dans un magasin, vendra dans ce magasin ou dans un lieu quelconque, dans les limites de cette province, des liqueurs enivrantes en quantité moindre qu'une chopine impériale de la même espèce de liqueur en une seule et même fois, ou qui, étant muni

seulement d'une licence de gros, vendra dans tel magasin, ou dans les limites ci-haut mentionnées, quelque'une des dites liqueurs en quantité moindre que deux gallons, mesure impériale, ou une douzaine de bouteilles ne contenant pas moins d'une chopine impériale chacune de la même espèce de liqueur en une seule et même fois, se rendra passible d'une amende de cent cinquante piastres pour telle contravention, et sur conviction de seconde offense se rendra passible d'une semblable amende, et le tribunal saisi de la cause devra en outre, annuler la licence.

Que la même amende sera applicable au cas où une personne, munie d'une licence, vendra, en quelque quantité que ce soit, des liqueurs enivrantes, hors des lieux et leurs dépendances pour lesquels la licence aura été obtenue. (S. R. P. Q., art. 900.)

Résolu, 8.—Que toute personne autorisée à vendre des liqueurs enivrantes dans une boutique ou un magasin, mais non pour tenir une maison d'entretien public, qui ne prendra pas les mesures ou précautions nécessaires pour empêcher que des liqueurs enivrantes qui y ont été vendues, soient bues dans cette boutique, ou ses dépendances, soit par l'acheteur, soit par une personne ne résidant pas avec le vendeur ou qui ne sera pas à son emploi, ou qui vendra ces liqueurs dans quelque autre endroit que celui désigné dans cette licence ou qui le vendra à quelque mineur, sera passible d'une amende de cent cinquante piastres. (S. R. P. Q., art. 901.)

Résolu 9.—Que quiconque, sans être muni de quelque'une des licences ci-haut mentionnées, exposera, fera exposer, ou tolérera qu'il soit exposé dans ou sur une partie quelconque de sa maison ou de ses dépendances, ou de ses véhicules, quelque enseigne, inscription, peinture, ou quelque autre signe quelconque, de nature à induire le public ou les voyageurs à croire que la vente des liqueurs enivrantes en quelque quantité que ce soit, y est autorisée, et qu'il est muni d'une licence à cet effet, se rendra passible d'une amende de trente piastres pour chaque contravention.

Que la même pénalité sera encourue par toute personne munie de licence qui, par quelqu'un des moyens mentionnés en cet article, cherchera à induire le public, ou les voyageurs à croire qu'elle est munie d'une autre licence que celle qui lui a été octroyée. (S. R. P. Q., Art. 905.)

Résolu 10.—Que quiconque, n'étant pas muni d'une licence comme dit ci-haut, gardera ou souffrira qu'il soit gardé dans sa maison ou ses dépendances, en dépôt ou autrement, dans le but d'en opérer la vente, quelque liqueur enivrante, se rendra passible d'une action pénale, par laquelle il pourra être condamné à une amende de trente piastres pour toutes contraventions à cette résolution, commises jusqu'à l'époque de l'institution de la poursuite si cette poursuite est la première.

Qu'au cas de récidive, il pourra être poursuivi et condamné à payer la même pénalité de cinquante piastres pour toutes les contraventions commises depuis l'époque de la première poursuite jusqu'à l'institution de la seconde, et ainsi de suite pour toutes les contraventions commises subséquemment dans l'intervalle d'une poursuite à l'autre.

Que le fait de trouver des liqueurs dans les prémisses, est une présomption que telles liqueurs y ont été gardées dans le but de les vendre ; et que la preuve de faits antérieurs pourra être faite au procès pour établir cette présomption. (S. R. P. Q., Art. 906.)

Résolu, 11.—Que, aucune personne, faisant un commerce quelconque et n'étant pas autorisée à vendre des liqueurs enivrantes, ne pourra garder, dans sa place d'affaires ou les dépendances d'icelle, aucune quantité de liqueurs enivrantes, sous peine de confiscation de ces liqueurs et d'une amende de cinquante piastres pour chaque offense.

Que le fait d'avoir trouvé ces liqueurs dans ces lieux, sera une présomption qu'elles y ont été gardées dans le but de les vendre, et que la preuve des faits antérieurs pour établir cette présomption pourra être faite devant le tribunal. (S. R. P. Q., Art. 907.)

Résolu, 12.—Que quiconque, étant muni d'une licence en vertu des dispositions de la seconde des présentes résolutions, contreviendra, d'une manière quelconque, aux dispositions de la loi des licences, sera passible d'une amende de cent cinquante piastres pour chaque offense, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, en outre de l'annulation de sa licence, laquelle ne pourra être renouvelée durant telle année.

Résolu, 13.—Que toutes les dispositions relatives à la vente des liqueurs durant certaines heures, contenues à l'article 922 dans la loi des licences, s'appliqueront également, en tant qu'applicables aux licences de magasins et que les amendes pour contraventions au dit article décrétées par l'article 916, s'appliqueront également.

Résolu, 14.—Que, nonobstant l'augmentation des amendes, faite en vertu des résolutions précédentes, la part des amendes en vertu des articles 1026 et 1076 dans la loi des licences, payable au percepteur du revenu et à la municipalité locale, lorsqu'ils y ont participé, ne devra, en aucun cas, excéder la somme de vingt piastres chaque, ni la part du dénonciateur, s'il y en a un, excéder la somme de quinze piastres.

Résolu, 15.—Que, chaque infraction à la loi des licences par une personne autorisée à vendre des liqueurs enivrantes, sera punissable :

1o Pour la première offense, d'une amende de pas moins de soixante et quinze piastres ;

2o Pour la seconde offense, d'une amende de cent vingt piastres, et

3o Pour la troisième offense ou toute offense subséquente, d'une amende de deux cent piastres, et à défaut de paiement, de la perte de sa licence ; et qu'aucune semblable licence ne devra lui être octroyée durant l'année.

Que si, néanmoins, cette troisième offense arrive dans les douze mois qui suivront immédiatement la première offense, le tribunal devra, en outre d'imposer la pénalité annuler la licence du contractant.

Que, sur une poursuite pour seconde offense, si la première conviction n'est pas prouvée, le tribunal pourra, tout de même, condamner le défendeur, si la preuve est suffisante, et lui poser la pénalité fixée pour une première offense.

Que de même, sur une poursuite pour une troisième offense ou toute offense subséquente, il pourra lui imposer la pénalité fixée par la loi pour une seconde ou une première offense suivant le cas, au lieu de l'annulation de la licence, si la poursuite ne prouve pas la première ou la seconde ou les deux convictions antérieures, bien que la chose ne soit pas demandée. (S. R. P. Q., Art. 926.)

Résolu, 16.—Que tout membre de la police du revenu, portant l'uniforme, aura droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de tout personne munie d'une licence ; et que pour refus d'y laisser rentrer tel officier, telle personne sera passible d'une amende de quarante piastres. (S. R. P. Q., Art 942a.)

Résolu 17.—Que quiconque, n'étant pas muni d'une licence d'encanteur exigée par la loi des licences (cette licence étant alors encore en vigueur), vendra à l'encan public et par criées, en cette province, quelques biens mobiliers ou immobiliers, effets, marchandises et fonds de commerce assujétis à ce droit, à l'exception des biens mobiliers, effets, marchandises, fonds de banqueroute mentionnés dans l'article 944 dans la dite loi des licences, et celui qui fera faire cette vente, que ce dernier soit ou non le propriétaire des choses ainsi vendues en violation de la présente résolution, se rendront passibles d'une amende, au *maximum*, de cent cinquante piastres, et au *minimum*, de soixante quinze piastres, pour chaque contravention, à la discrétion du tribunal qui la prononce,

Que toute personne qui annoncera quelque propriété en vente à l'enchère publique sous sa signature, ou qui permettra de se servir de son nom dans un journal, un avis, une affiche ou autre mode d'annoncer une propriété en vente, sans s'être préalablement procuré une licence comme encanteur, deviendra passible, pour chaque telle offense, d'une pénalité de soixante et quinze piastres, qui pourra être recouvrée par le percepteur du revenu du district, de la manière prescrite pour les autres offenses contre la loi des licences ; que les deux tiers de la pénalité devront être versés dans le trésor de la province, et la balance payée au percepteur du revenu. (S. R. P. Q. art. 945.)

Résolu 18.—Que la personne mentionnée dans la résolution précédente, qui vendra sans licence, sera tenue de payer les droits sur cette vente, de la même manière que si elle l'avait faite en vertu d'une licence ;

Qu'en outre de la pénalité ci-haut, quiconque fera, sans licence, une vente ainsi prohibée et qui, dans les trente jours suivant la vente, fera défaut de payer au percepteur du revenu ou à son agent, le montant des droits dus sur la vente, encourra une amende de trente piastres par chaque jour que durera son défaut. (S. R. P. Q. Art. 946.)

Résolu, 19.—Que, chaque encanteur et chaque personne, vendant par encan des biens chargés du droit de un pour cent mais qui peuvent être vendus par un autre qu'un encanteur, encourront, pour défaut de payer le montant des droits et de faire le rapport voulu, accompagné des formalités exigées, une pénalité de trente piastres pour chaque jour que durera leur défaut. (S. R. P. Q. art. 952.)

Résolu, 20.—Que, quiconque fera le commerce de prêteur sur gages ou prêtera sur gages sans une licence encore en vigueur, encourra une amende de trois cents piastres. (S. R. P. Q. art. 954.)

Résolu, 21.—Que, aucun prêteur sur gages ne devra vendre le gage non retiré sans avis donné dans les papiers-nouvelles indiqués par le trésorier de la province, et dans nul autre, sous peine d'une amende de deux cents piastres pour la première offense, et de cinq cents piastres pour toute offense subséquente. (S. R. P. Q. art. 976.)

Résolu, 22.—Que, aucune personne munie d'une licence pour tenir une table de billard, ne devra permettre, sciemment, aux apprentis, écoliers et serviteurs d'y jouer, sous peine d'une amende de soixante-quinze piastres pour la première contravention et cent cinquante piastres pour chaque contravention subséquente :

Que la même amende sera encourue par toute personne munie de licence de table de billard, qui permettra à qui que ce soit d'y jouer pour de l'argent ou pour un enjeu quelconque. (Après l'art. 1003. S. R. P. Q.)

Résolu, 23.—Que, pour son usage propre et autrement que pour la vente et l'emmagasinement, personne ne pourra garder dans une bâtisse autre qu'une poudrière, une quantité de poudre pesant plus de dix livres, et qu'elle devra la tenir enfermée dans une boîte ou une caisse de métal à une distance suffisante de tout agent comburant, comme lampe, chandelle, lumière, gaz, poêle, tuyau de poêle, foyer ou feu,—sans que cette énumération soit limitative,—faute quoi elle se rendra passible d'une poursuite pénale en vertu de laquelle elle pourra être condamnée au paiement d'une amende de pas moins de vingt piastres ni de plus de cent piastres pour chaque contravention, à la discrétion du tribunal. (S. R. P. Q. art. 1006.)

Résolu, 24.—Que toute personne qui vendra ou gardera en vente, en quelque quantité que ce soit, de la poudre, sans avoir une licence à cet effet, soit pour la vente en gros soit pour la vente en détail, se rendra passible, à la discrétion du tribunal, d'une pénalité de pas moins de vingt piastres et n'excédant pas cent piastres pour chaque vente, et d'une même pénalité pour la garder en vente. (S. R. P. Q. art. 1008.)

Résolu, 25.—Que nulle autre qu'une personne munie de licence à cette fin, ne devra ouvrir ou exhiber un cirque ou une ménagerie, sous peine d'une amende de deux cent piastres pour chaque séance, représentation ou exhibition. (S. R. P. Q. art. 1021.)

Résolu, 26.—Que si, une personne assignée à comparaître comme témoin pour rendre témoignage devant un tribunal, en ce qui concerne toute matière relative à la loi des licences, négligera ou refusera de comparaître aux temps et lieu fixés pour cette fin, sans causes raisonnables, de la validité desquelles le tribunal, devant prendre connaissance de la poursuite, doit juger, ou lors de sa comparution, refusera d'être examinée sous serment et de rendre témoignage, encourrera, pour chaque refus, une amende de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas quarante piastres, à la discrétion du tribunal, même dans le cas où la cause a été décidée, sans qu'elle ait comparue ou ait été entendue comme témoin. (S. R. P. Q. art. 1045.)

Résolu, 27.—Que le greffier de la cour où sera porté une poursuite en vertu de la loi des licences, autre qu'à la cour supérieure ou de circuit, aura droit, pour chaque original de *subpoena*, à la somme de vingt centins. (S. R. P. Q. art. 1060.)

Résolu, 28.—Qu'il sera loisible à tout conseil municipal, de passer des règlements relatifs à la fermeture des établissements où il se vend des liqueurs, à sept heures du soir, les samedis, et à dix heures du soir, les autres jours de la semaine ; et que, par tels règlements, il pourra imposer une pénalité n'excédant pas cinquante piastres pour chaque offense, et un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement.

Et la question étant mise aux voix, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill amendant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., vendredi prochain.

Vendredi, 26 décembre 1890.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De George Picken et autres,—de W. Smith et autres,—et de Robert Hooper et autres, demandant qu'aucune taxe ne soit imposée sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des Statuts révisés de Québec soit remis en vigueur.

Du Conseil municipal de la paroisse de St. Cajétan d'Armagh, demandant un acte érigeant la dite paroisse en municipalité séparée et pour autres fins.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé, sans amendement, les bills suivants, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour rendre plus claires les lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique ; "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province ; "

Bill intitulé : " Acte concernant la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles ; "

Bill intitulé : " Acte concernant la succession de feu James McCready. "

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 3142 des Statuts de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie ; "

Et bill intitulé : " Acte pour amender les articles 692, 5918 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs à la saisissabilité du traitement des officiers publics. "

Et aussi, le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Acte modifiant la loi concernant la saisie du traitement des employés publics, " pour lequel il demande le concours de cette chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte pour amender les articles 692, 5918 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs à la saisissabilité du traitement des officiers publics, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant l'article 3142 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Fitzpatrick, secondé par

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte modifiant la loi concernant la saisie du traitement des employés publics, " soit lu la première fois ;

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Un bill pour amender le chapitre 41 du Statut 45 Victoria, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour interpréter le chapitre 41 de l'acte 45 Victoria."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant le Code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desnais fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le Code municipal,—et pour pourvoir à l'état que doivent fournir les cités et villes constituées par chartes spéciales au Secrétaire de la province."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, mercredi, le 10 de décembre courant,—Qu'attendu que l'exploitation de nos mines et de nos forêts est de la plus haute importance dans l'intérêt du commerce, de l'industrie et de la colonisation de la province de Québec ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'établir un système régulier et complet pour l'augmentation et le développement des dites industries ;

Et attendu que le résultat de toutes les explorations, faites jusqu'à présent, établit clairement l'immense richesse minérale de notre province, richesse dont le plus grand développement aidera puissamment à la colonisation de la province, élargissant ainsi le champ d'opérations de jeunes et énergiques colons, et donnant à nos classes laborieuses de l'ouvrage dans nos mines, et de cette manière les retenant ici au lieu de les laisser aller aux Etats-Unis pour y chercher de l'emploi ;

Il soit résolu de demander au gouvernement de faire des lois qui mettant l'exploitation de nos forêts et de nos mines sur le même pied qu'elle se trouve dans les pays les plus avancés de l'Europe et de l'Amérique, et de donner toute l'assistance possible au développement de nos ressources minérales, en offrant des avantages aux capitalistes pour les attirer ici.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

M. Grenier.—Le gouvernement se propose-t-il de faire justice à la requête des habitants de Ste-Anne, de St-Prospère et de St-Stanislas, dans le comté de Champlain, en date du mois de juin dernier (1890), demandant une somme suffisante pour faire empierrer la route Juineau, dans la paroisse de Ste-Anne de la Pérade?

Si oui, quand et à quelle condition?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Oui, il paiera le quart du coût de l'ouvrage, lorsque les travaux seront terminés, et cela aux conditions ordinaires, savoir :

1o. Qu'un rapport de l'ingénieur du gouvernement constate la valeur des travaux exécutés, et déclare que l'ouvrage a été bien fait ;

2o. Que les chemins empierrés avec l'aide du gouvernement seront libres de tout péage.

M. l'Orateur, sur l'objection faite, durant la séance du 22 décembre courant, par M. Tessier (Rimouski) à la motion de M. Fitzpatrick "pour la seconde lecture du bill (No. 44) amendement les lois relatives aux chemins à barrières de la rive Nord, près de Québec," décide comme suit :

"Ce projet de loi touche à des intérêts importants et divers qu'il importe de ne pas perdre de vue et que je me suis efforcé d'apprécier à leur exacte valeur, dans le trop court espace de temps que j'ai pu consacrer à cette étude, au milieu des innombrables occupations d'une fin de session.

Afin de fixer la règle d'une façon définitive sur les points de procédure en litige, je me suis imposé la tâche de consulter les nombreux statuts, les volumineux rapports parlementaires et les décisions judiciaires se rapportant à cette question ; j'ai même recherché et examiné minutieusement, dans les Journaux de l'Assemblée législative du Canada Uni et de la province de Québec, les procédures suivies pour l'adoption des diverses lois qui l'affectent.

Il est ici question d'un bill qui aurait pour effet d'abolir le taux de péage d'un sou imposé par l'acte 23 Vict., chap. 69, aux piétons traversant le pont Dorchester, sur la rivière St-Charles, et remettre en vigueur les exemptions créées par l'ordonnance 4 Vict., chap. 17, et ses divers amendements, qui avaient été supprimées par les sections 2 et 3 de l'Acte 23 Vict., chap. 69.

L'honorable député de Rimouski objecte que, pour être conforme aux règlements de cette Chambre, ce projet de loi requiert l'approbation du Lieutenant-Gouverneur et doit prendre son origine en comité général de la Chambre, par voie de résolutions, attendu qu'il affecte, selon lui, les droits de la Couronne.

A l'appui de ses prétentions, l'honorable député invoque les autorités suivantes :

1° L'article premier de l'ordonnance 4 Vict., ch. 17, constituant le syndicat en question, lequel se lit comme suit :

“ Il est par les présentes ordonné et statué . . . qu'il sera et pourra être loisible au gouverneur de la dite province, etc., de nommer pas moins de cinq, ni plus de neuf personnes pour être, et qui, ainsi que leurs successeurs, etc . . . seront syndics aux fins d'ouvrir, faire et tenir, en bon état, les chemins ci-après spécifiés.”

2° L'article troisième de cette ordonnance, ainsi conçu :

“ Et qu'il soit de plus ordonné et statué que les dits syndics pourront . . . acquérir des propriétés et biens meubles et immeubles qui, étant ainsi acquis, appartiendront à Sa Majesté pour les usages publics de la province, sujets à la direction des syndics aux fins de cette ordonnance.”

3° L'article 29, qui dit : “ qu'il sera tenu compte de la due application de tous les fonds publics dont la dépense ou la perception est autorisée par les présentes, à Sa Majesté . . . de telle manière qu'il plaira à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, de l'ordonner.”

4° L'article 37 de la même ordonnance, qui ordonne, “ que les dits syndics soumettront des comptes détaillés de tous les argents par eux reçus et dépensés sous l'autorité de cette ordonnance, appuyés de pièces justificatives, et aussi des rapports détaillés de tous leurs actes et procédés sous la dite autorité devant tel officier, en tels temps, de telle manière et forme, et ils les publieront de telle manière, aux frais des dits syndics, ainsi qu'il plaira au Gouverneur d'ordonner.”

5° L'article 14 de l'Acte 20 Vict., chap. 125, qui dit : “ les syndics qui seront nommés en vertu du présent acte seront considérés comme officiers publics responsables des deniers publics, sous l'acte pour assurer l'audition plus efficace des comptes publics et ils mettront leurs comptes devant le bureau d'audition dans la forme et aux époques et avec les pièces justificatives, que le bureau prescrira, et seront sujets à toutes les dispositions du dit acte.”

6° La quatrième cédule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, qui indique comme faisant partie de l'actif devenant propriété commune d'Ontario et de Québec, “ les Commissions des chemins à barrières de Québec ”

L'honorable député a cité, en outre, plusieurs exemples dans les Journaux de l'Assemblée législative de cette province, démontrant que des projets de loi concernant cette commission des chemins à barrières ont pris origine en comité général, par voie de résolutions.

A l'encontre de ces prétentions, l'honorable député du comté de Québec répond que les chemins à barrières de Québec ne sont pas la propriété de la province, pas plus que les syndics ne sont les agents de la Couronne et, à l'appui de cette opinion, il invoque le fait connu que les réclamations contre la commission se poursuivent par action directe contre les syndics, sans qu'il y ait lieu de se pourvoir d'une pétition de droit, toujours indispensable lorsqu'il s'agit d'une poursuite judiciaire contre la Couronne. Et il cite à l'appui un jugement rendu en cour d'appel, dans une cause des syndics des chemins à barrières de Montréal, appelants, contre Daoust, intimé. (Legal News, vol. 1, p. 506.)

Il cite en outre le jugement rendu par le Conseil Privé dans une cause de la Reine, appelante, contre Sir N. F. Belleau, intimé. (Law reports, appeal cases before judicial committee of Privy Council, vol 7, 1881-82, pp. 477, 478), où Sir James Hannen, en prononçant le jugement, s'exprime comme suit :

“ It is of no avail to call the trustees agents of the Province, if it is admitted, as it must be, that the extent and limit of their agency must be sought in the Act of the Legislature which gives them existence. To make the trustees agents of the Province it must be shown that, by their constitution, they have authority to act for the Province, and to create obligations binding upon it. But this has not been shown. The trustees are a corporate body, the absolute creation of the Legislature, and their rights, duties and powers are exclusively contained and confined in the instrument by which they were incorporated ; such corporations are well known to the law as well of this country as of Canada. In the present instance the corporation is created for the local object of “ improving the roads round Quebec, etc.”

Lorsqu'un projet de loi de la même nature que celui-ci fut soumis, l'an dernier, à la Chambre, en comité général, sous forme de résolutions, une objection fut soulevée, appuyée sur le fait que ces résolutions affectaient une propriété gérée par un syndicat nommé par le gouvernement et qu'elles exigeaient, par conséquent, une recommandation préalable du Lieutenant-Gouverneur. (Journaux de l'Assemblée législative de 1890, page 457.) Me basant sur la coutume établie par les procédures suivies à l'égard des 22 statuts relatifs à ces syndicats, que j'avais examinés, je n'ai pas cru devoir maintenir l'objection, et le projet de loi en question a pu prendre son cours, sans la formalité d'une recommandation de la part de la Couronne. Je suis heureux de constater que le jugement du Conseil privé cité plus haut vient à l'appui de cette décision, et je la renouvelle quant à la première objection soulevée par l'honorable député de Rimouski.

La deuxième objection, se rapportant à la nécessité de commencer la procédure par voie de résolutions, en comité général, est moins facile à résoudre. Les recherches minutieuses que j'ai faites dans les *Journaux de l'Assemblée législative du Canada-Uni* et de la province de Québec, m'ont révélé le fait que la procédure à cet égard n'a pas été uniforme. Ainsi l'acte 13-14 Victoria, chapitre 102 (1850) autorisant les syndics à bâtir de nouveaux ponts sur la rivière St-Charles, s'ils ne pouvaient prendre des arrangements satisfaisants avec les propriétaires du pont Dorchester ; l'acte 20 Victoria, chapitre 125 (1857), décrétant la division de l'ancienne commission en deux, l'une pour le nord et l'autre pour le sud du St-Laurent, et autorisant des emprunts au montant de \$88,000.00 ; l'acte 41 Victoria, chapitre 46 (1878), imposant des taux spéciaux aux cochers, et l'acte 47 Victoria, chapitre 82, (1884), accordant trois syndics aux porteurs de bons, ont été soumis à la Chambre sans résolutions ou comités préalables. Ceci indiquerait qu'à diverses époques la Législature envisageait différemment la position des syndics vis-à-vis de la Couronne.

Sauf ces exceptions et quelques autres, moins importantes, la Chambre, dans la plupart des cas, a jugé prudent, soit de procéder par voie de résolutions, soit de référer la question soumise à un comité spécial, selon le caractère et l'importance du projet de loi. C'est ce dernier procédé qui eut lieu, à l'occasion de l'adoption de l'acte 9 Vict., ch. 68, (1846), réduisant, comme dans le cas actuellement soumis, les taux de péage.

Le bill maintenant proposé est de la nature d'un bill public, en autant qu'il se rapporte à des travaux d'un intérêt général, mais il entre aussi dans la catégorie de ces bills affectant des droits particuliers, exercés sous l'autorité du parlement, dont parle Bourke dans ses "*Parliamentary proceedings*" (page 84) qui, selon lui, ne requièrent pas d'avis préalables à leur présentation, mais, à l'occasion desquels toutes personnes, dont ils affectent les intérêts, ont le droit d'être entendues devant un comité spécial.

Les porteurs des bons de la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec appartiennent à cette classe de personnes, et la Législature a reconnu toute l'importance de leurs intérêts dans les affaires de cette commission, lorsque, par l'acte 47 Vict., ch. 82 (1884), elle leur accorda le contrôle de la direction, en décrétant qu'ils y seraient représentés par trois commissaires sur un total de cinq.

Pour toutes ces raisons, et afin de concilier d'une manière équitable les justes droits du public avec les légitimes intérêts des particuliers qui ont contribué, par le prêt de leur argent, à la réalisation d'une œuvre d'un avantage général, je me permettrai de conseiller respectueusement à la Chambre l'opportunité de référer ce bill à un comité spécial où les parties intéressées pourront exposer leurs prétentions respectives.

Cette procédure, tout en faisant droit aux justes réclamations du public intéressé, permettra à la Chambre de se renseigner complètement, et la protégera contre le danger possible de porter atteinte aux intérêts particuliers et aux droits acquis. "

Trois Heures P. M.

Sur motion de M. Desmarais, secondé par M. Tessier (Portneuf),
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et des documents se rapportant aux accusations portées contre le fonctionnement des écoles du soir, par le député de Laval.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Carrier,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport du comité nommé par le Conseil d'agriculture pour visiter les écoles d'agriculture de Ste-Anne de Lapocatière et de l'Assomption.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des rôles de paie relatifs à la dépense de l'octroi de \$125,00 accordé par le gouvernement pour réparer la route du 6ième et 7ième rangs nord-est de la route centrale C. B. 118 (1890-91), comté de Matane; lesquels travaux ont été faits sous la direction de M. Joseph Lamard, de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière Blanche, en qualité de conducteur des dits travaux.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Poupore,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du billet de location du lot No. 38, du 2ème rang du canton de Price, concédé à M. Octave Bissonnette, en novembre 1886 ;

2. Copie de toute correspondance demandant l'annulation de la concession ou vente du dit lot de terre ;

3. Copie de toute correspondance, rapports et documents quelconques, constatant les défrichements et améliorations faits sur le dit lot de terre ;

4. Correspondance demandant la suspension de la cancellation de la concession ou vente du dit lot ;

5. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et ses agents, ses gardes-forestiers et toutes autres personnes et notamment M. John Champoux, représentant le dit Bissonnette, concernant le dit lot No. 38 du 2ème rang du canton de Price.

L'honorable M. Shellyn, Trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur de Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec autorise l'honorable Trésorier de la province à soumettre à la Chambre, certaines résolutions concernant l'emprunt projeté de \$10,000,000,—et l'émission de débentures provinciales, pour le paiement de la dette flottante de la province, et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

A. R. ANGERS.

Hôtel du Gouvernement.

Québec, le 26 décembre 1890.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu et du district de Joliette, pour les fins judiciaires, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive Nord, près de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que ce bill soit référé à un comité spécial composé de l'honorable M. Blanchet et de M. Hall, M. Bisson, M. Rochon, M. Poupore, M. Basinet et M. Fitzpatrick, avec instruction d'examiner le dit bill, entendre les parties et leurs témoins, sous serment, et faire rapport à cette Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour interpréter et expliquer l'article 5862 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rochon fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour faire disparaître tout doute quant à l'interprétation de l'article 42b du Code de procédure civile, tel qu'ajouté par l'article 5862 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Poupore, du comité spécial sur le bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a entendu les parties intéressées dans la question, et finalement elles ont consenti d'accepter, dans les circonstances, les amendements proposés au bill présenté, dans l'espoir que ce sera une solution satisfaisante des difficultés dont on se plaint.

Votre comité a amendé le titre et le bill lui-même qu'il soumet à votre approbation.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Que le bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, soit maintenant lu la seconde fois ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte incorporant la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec. "

Ordonné, Quo le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Mercier,
Résolu, Qu'aujourd'hui, à la troisième séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant les sténographes officiels.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Résolu, Qu'aujourd'hui, à la troisième séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant les réclamations de la province de Québec, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant l'enregistrement des donations et des titres et actes portant création de substitution ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant l'expropriation ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la santé publique ;

L'honorable M. Boyer informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1.—Que le conseil d'hygiène aura le pouvoir de nommer un inspecteur d'hygiène, sans salaire fixe, mais dont la rétribution sera proportionnée au montant d'ouvrage requis de lui, lequel salaire sera payé à même l'octroi voté par la Législature au conseil d'hygiène.

Résolu, 2.—Que, lorsqu'une municipalité sera menacée par une épidémie, et en toute circonstance où l'état sanitaire de la localité le requerra, le conseil d'hygiène pourra rendre obligatoire, pour cette municipalité, la nomination d'un médecin officier de santé.

Si ce médecin officier de santé n'est pas nommé sous le délai fixé par le conseil d'hygiène, ce dernier pourra faire la nomination lui-même et déléguer, à cet officier de santé, tels pouvoirs dont il jugera à propos de lui confier l'exercice, et cet officier restera en charge aussi longtemps qu'il ne sera pas remplacé par un médecin officier de santé nommé par le conseil municipal.

Qu'il ait été nommé par la municipalité ou par le conseil d'hygiène, ce médecin officier de santé sera payé par la municipalité.

Résolu 3.—Que, lorsqu'une personne souffrant, ou ayant récemment souffert d'une maladie contagieuse, ou ayant été exposée à la prendre, arrivera dans une municipalité, le conseil municipal de telle municipalité pourra faire isoler cette personne, lui donner des gardes-malades ou autre assistance, le tout aux frais de cette personne ou de ceux qui pourront être chargés de son entretien, et dans le cas de pauvreté évidente, aux frais de la municipalité.

Résolu 4.—Que le conseil municipal pourra, sur l'ordre de l'officier de santé, ordonner la désinfection ou la destruction des effets exposés à l'infection d'une maladie contagieuse, en indemnisant toutefois, aux dépens de la municipalité, les propriétaires de tels effets.

Résolu, 5.—Que quiconque entravera, dans l'exécution de ses devoirs, les personnes agissant sous l'autorité de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou employées à son exécution, ou refusera ou négligera de se conformer aux dispositions des dispositions d'icelle, sera passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque offense ou infraction ;

2. Que toute corporation municipale qui ne se conformera pas à un ordre donné par le conseil d'hygiène, pour prendre les mesures nécessaires, conformément aux lois qui les régissent, afin de restreindre la propagation des maladies contagieuses, sera passible d'une amende de pas moins de dix piastres et de pas plus de vingt-cinq piastres, pour chaque jour que l'ordre du conseil d'hygiène sera enfreint ;

3. Que le conseil d'hygiène aura aussi le droit d'attacher une pénalité à la violation de ses règlements, laquelle pénalité ou amende sera fixée par le dit conseil, mais dont le montant ne devra pas excéder la somme de vingt piastres pour chaque offense ou infraction ; ces règlements devront être soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

4. Que la poursuite pourra être intentée, soit par le conseil d'hygiène, soit par la corporation municipale, soit enfin par un contribuable quelconque, devant deux juges de paix ou devant la cour de circuit du district où l'offense a été commise, et

Que, lorsque la poursuite sera prise par le conseil d'hygiène, le montant de l'amende lui appartiendra ;

Que lorsque la poursuite sera intentée par la corporation municipale, le montant de l'amende lui appartiendra.

Que, dans tout autre cas, l'amende appartiendra au conseil d'hygiène de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Rinfret fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que le conseil d'hygiène aura le pouvoir de nommer un inspecteur d'hygiène, sans salaire fixe, mais dont la rétribution sera proportionnée au montant d'ouvrage requis de lui, lequel salaire sera payé à même l'octroi voté par la législature au conseil d'hygiène.

Résolu, 2.—Que, lorsqu'une municipalité sera menacée par une épidémie, et en toute circonstance où l'état sanitaire de la localité le requerra, le conseil d'hygiène pourra rendre obligatoire, pour cette municipalité, la nomination d'un médecin officier de santé.

Si ce médecin officier de santé n'est pas nommé sous le délai fixé par le conseil d'hygiène, ce dernier pourra faire la nomination lui-même et déléguer, à cet officier de santé, tels pouvoirs dont il jugera à propos de lui confier l'exercice, et cet officier restera en charge aussi longtemps qu'il ne sera pas remplacé par un médecin officier de santé nommé par le conseil municipal.

Qu'il ait été nommé par la municipalité ou par le conseil d'hygiène, ce médecin officier de santé sera payé par la municipalité.

Résolu, 3.—Que, lorsqu'une personne souffrant, ou ayant récemment souffert d'une maladie contagieuse, ou ayant été exposée à la prendre, arrivera dans une municipalité, le conseil municipal de telle municipalité pourra faire isoler cette personne, lui donner des gardes-malades ou autre assistance, le tout aux frais de cette personne ou de ceux qui pourront être chargés de son entretien, et dans le cas de pauvreté évidente, aux frais de la municipalité.

Résolu, 4.—Que le conseil municipal pourra, sur l'ordre de l'officier de santé, ordonner la désinfection ou la destruction des effets exposés à l'infection d'une maladie contagieuse, en indemnisant toutefois, aux dépens de la municipalité, les propriétaires de tels effets.

Résolu, 5.—Que quiconque entravera, dans l'exécution de ses devoirs, les personnes agissant sous l'autorité de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou employées à son exécution, ou refusera ou négligera de se conformer aux dispositions des dispositions d'icelle, sera passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque offense ou infraction ;

2. Que toute corporation municipale qui ne se conformera pas à un ordre donné par le conseil d'hygiène, pour prendre les mesures nécessaires, conformément aux lois qui les régissent, afin de restreindre la propagation des maladies contagieuses, sera passible d'une amende de pas moins de dix piastres et de pas plus de vingt-cinq piastres, pour chaque jour que l'ordre du conseil d'hygiène sera enfreint ;

3. Que le conseil d'hygiène aura aussi le droit d'attacher une pénalité à la violation de ses règlements, laquelle pénalité ou amende sera fixée par le dit conseil, mais dont le montant ne devra pas excéder la somme de vingt piastres pour chaque offense ou infraction ; ces règlements devront être soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

4. Que la poursuite pourra être intentée, soit par le conseil d'hygiène, soit par la corporation municipale, soit enfin par un contribuable quelconque, devant deux juges de paix ou devant la cour de circuit du district où l'offense a été commise, et

Que, lorsque la poursuite sera prise par le conseil d'hygiène, le montant de l'amende lui appartiendra ;

Que lorsque la poursuite sera intentée par la corporation municipale, le montant de l'amende lui appartiendra ;

Que, dans tout autre cas, l'amende appartiendra au conseil d'hygiène de la province. Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la culture de la betterave à sucre, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le comité sur l'agriculture et la colonisation a, dans un rapport adopté par l'Assemblée législative, le 23 décembre courant, recommandé, entre autres choses, qu'une commission spéciale soit nommée pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre en cette province ; et qu'en attendant le rapport de cette commission, il convient de donner un encouragement à la culture de cette plante, en conséquence, il est

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer une commission spéciale, composée du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, et de deux autres personnes compétentes, avec un secrétaire, dans le but d'examiner la question de la culture de la betterave à sucre, de prendre tous les renseignements utiles à ce sujet, de visiter les betteraveries, étudier la nature du sol où la plante se cultive avec plus de succès, et finalement de faire un rapport de ses travaux, pour être soumis à la Législature à sa prochaine session.

Résolu, 2.—Que les frais de cette commission seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une allocation de cinquante centins par tonneau de betteraves livré à la fabrication, durant les douze mois à venir, à tout cultivateur qui recevra du manufacturier au moins quatre piastres et demie par tonneau ; pourvu que le montant total à être accordé n'excède pas douze mille piastres.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire imprimer, publier et distribuer un livre, en français et en anglais, sur la culture, en prenant pour base généralement l'ouvrage intitulé : "*The first principles of Agriculture*," by Mills and Shaw.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Monfette fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Monfette fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que le comité sur l'agriculture et la colonisation a, dans un rapport adopté par l'Assemblée législative, le 23 décembre courant, recommandé, entre autres choses, qu'une commission spéciale soit nommée pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre en cette province ; et qu'en attendant le rapport de cette commission, il convient de donner un encouragement à la culture de cette plante, en conséquence, il est

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer une commission spéciale, composée du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, et de deux autres personnes compétentes, avec un secrétaire, dans le but d'examiner la question de la culture de la betterave à sucre, de prendre tous les renseignements utiles à ce sujet, de visiter les betteraveries, étudier la nature du sol où la plante se cultive avec plus de succès, et finalement de faire un rapport de ses travaux, pour être soumis à la Législature à sa prochaine session.

Résolu, 2.—Que les frais de cette commission seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une allocation de cinquante centins par tonneau de betteraves livré à la fabrication durant les douze mois à venir, à tout cultivateur qui recevra du manufacturier au moins quatre piastres et demie par tonneau ; pourvu que le montant total à être accordé n'excède pas douze mille piastres.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire imprimer, publier et distribuer un livre, en français et en anglais, sur la culture, en prenant pour base généralement l'ouvrage intitulé : "*The first principles of Agriculture*," by Mills and Shaw.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 décembre 1890, pour un état indiquant, à propos des écoles du soir, à Montréal : 1. Le nombre de professeurs engagés cette année pour ces écoles ;

2. Le nombre de principaux et assistant-principaux, et le nom de l'école à laquelle ils sont attachés pour cette année ;

3. Le nombre de salles louées pour ces écoles, et le loyer payé ou à être payé pour chacune d'elles ;

4. La profession et le lieu de naissance de chacun de ces principaux, assistant-principaux et professeurs, en indiquant le nom de ceux qui possèdent un diplôme d'instituteur de cette province, et ceux qui n'en ont pas ;

5. Un détail de ces travaux faits pour ces écoles, telles que tables, bancs, armoires, réparations, le nom des fournisseurs de ces articles avec le coût de chacun d'eux ;

6. La moyenne de l'assistance des élèves depuis le 1er décembre 1890 ;

7. Combien il y a de classes où se trouvent deux instituteurs, et, dans ce cas, le nombre d'élèves dans ces classes. (*Document de la session, No. 111.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 décembre 1890, pour un état indiquant : 1. Quelle est l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence et les noms des porteurs des dites licences, le nom des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuels de ces limites ;

2. Quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années. (*Document de la session, No. 112.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 décembre 1890, pour la production de toute corresponance ou documents se rapportant aux accusations portées contre le bon fonctionnement des écoles du soir, par le député de Laval. (*Document de la session, No. 113*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 décembre 1890, pour la production du rapport du comité nommé par le conseil d'agriculture, pour visiter les écoles d'agriculture de Ste-Anne de Lapocatière et de l'Assomption. (*Document de la session. No. 114.*)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Ville d'Aylmer ; "

Bill intitulé : " Acte conférant une charte spéciale à la ville de Louiseville ; "

Et bill, intitulé : " Acte amendement le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative.

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendement la loi concernant les asiles d'aliénés ; "

Bill intitulé : " Acte amendement la loi électorale de Québec ; "

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 52 Victoria, chapitre 43, qui amende la loi des compagnies pour l'empierrement des chemins ; "

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi des élections contestées de Québec ; "

Bill intitulé : " Acte amendement la loi du Barreau."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte conférant une charte spéciale à la ville de Louiseville," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville d'Aylmer, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives au maintien d'un Haras national en cette province, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que le comité sur l'agriculture et la colonisation, a, dans un rapport adopté par l'Assemblée législative, le 23 décembre courant, recommandé qu'un certain montant soit accordé pour un certain nombre d'années comme aide à un Haras national, et qu'il est expédient de faire droit à cette recommandation ; en conséquence, il est :

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, durant l'espace de cinq ans, une somme de six mille piastres par année, pour le maintien d'un Haras national en cette province, dans le but d'améliorer l'espèce dans les districts ruraux, payable à même le fonds consolidé de la province.

Résolu, 2.—Que la dite somme ne sera payée aux propriétaires de tel haras, que s'ils se conforment aux conditions fixées par l'arrêté en conseil, qui l'accorde, et toute autre condition qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer de temps à autre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. McDonald fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont les comme suit :

Attendu que le comité sur l'agriculture et la colonisation, a, dans un rapport adopté par l'Assemblée législative, le 23 décembre courant, recommandé qu'un certain montant soit accordé pour un certain nombre d'années comme aide à un Haras national, et qu'il est expédient de faire droit à cette recommandation ; en conséquence, il est ;

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, durant l'espace de cinq ans, une somme de six mille piastres par année, pour le maintien d'un Haras national en cette province, dans le but d'améliorer l'espèce dans les districts ruraux, payable à même le fonds consolidé de la province.

Résolu, 2.—Que la dite somme ne sera payée aux propriétaires de tel haras, que s'ils se conforment aux conditions fixées par l'arrêté en conseil, qui l'accorde, et toute autre condition qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer de temps à autre.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins.

(EN COMITÉ.)

Considérant que, le 26 décembre 1890, la dette flottante de la province se composait, entre autres, des sommes suivantes :

(a) mandats impayés au 30 juin, 1890.....	\$112,571 45
(b) Dépôts temporaires	261,361 27
(c) Dépôts en garantie des compagnies de chemins de fer.....	1,916,685 98
(d) Subventions en argent accordées aux chemins de fer, mais non encore gagnées.....	\$1,367,737 92
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres accordées aux chemins de fer, et converties, mais non encore gagnées.....	865,159 96
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres accordées aux chemins de fer, et qui peuvent être converties.....	665,350 00
	<hr/>
	2,898,247 88
(e) Résidu des dettes pour terres et autres dettes pour le chemin de fer Q. M. O. et O.....	122,364 00
(f) Perte sur le dépôt fait à la Banque d'Echange, à être remplacé au fonds d'amortissement, en vertu de la loi 45 Vict., chap. 21.....	27,000 00
(g) Somme due au comité protestant de l'instruction publique, en vertu du règlement de la question des biens des Jésuites.....	62,961 00
(h) Provision de la dépense spéciale pour 1890-91, en vertu de la loi 53 Vict., chap. 1.....	912,183 00
	<hr/>
	\$6,313,374 58
Moins l'encaisse au 1er juillet, 1890.....	525,344 43
	<hr/>
	\$5,788,030 15

Et considérant, qu'en sus de la dite somme, il faudra encore, pour le service public, en outre des dépenses ordinaires, ajouter les sommes suivantes :

(i) Dépense supplémentaire prévue pour 1890-91.....	115,448 71
(j) Dépense spéciale prévue pour 1891-92.....	\$338,555 00
Moins les crédits votés de nouveau.....	280,000 00
	<hr/>
	558,555 00
(k) Subventions en argent aux chemins de fer, tel qu'exposé dans les résolutions adoptées par l'Assemblée législative, le vingt-troisième jour de décembre, 1890.....	\$2,544,270 00
Les premiers trente-cinq centins par acre des subventions en terres aux chemins de fer, tel qu'exposé dans les résolutions adoptées par l'Assemblée législative, le vingt-troisième jour de décembre, 1890.....	\$1,856,050 00
	<hr/>
	\$4,400,320 00
Formant ensemble une dette flottante de.....	\$10,862,353 86

Attendu que les obligations non contestées de la province, mentionnées dans la préambule de la loi 50 Victoria, chapitre 2, s'élèvent à \$4,037,624.89, en sus des récla-

mations contestées existant avant le 29 janvier, 1887, et sur lesquelles des montants considérables ont été payés depuis, sans qu'il y eut été pourvu par le dit emprunt ;

Attendu que le produit de l'emprunt fait en vertu de l'acte susdit a été de \$3,378,332.50 ;

Attendu que des crédits de chemins de fer ont été votés en 1888 pour un chiffre d'environ \$3,000,000 ;

Attendu qu'une nouvelle dette de \$462,911.00 a été créée par la loi 51-52 Victoria, chapitre 13, pour obtenir le règlement final d'une question, pendant depuis près d'un siècle, sur la cession des biens, dits " Biens des Jésuites," estimés à plusieurs millions de piastres, et que la part afférente aux institutions catholiques, à la suite de cette cession, savoir : \$400,000.00, a été payée ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de construire une prison nouvelle, d'agrandir et de réparer les palais de justice et les écoles normales à Montréal ; de bâtir de nouveaux palais de justice dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, et une nouvelle école normale à Québec ; de racheter des débentures émises par la ville de Fraserville pour la construction d'un palais de justice à cet endroit, de construire des voûtes de sûreté et de faire des grosses réparations urgentes, dans les palais de justice des districts ruraux ; et que des sommes considérables sont requises à ces fins ;

Attendu que cette province pourrait être appelée à pourvoir à la construction ou à l'achat d'un ou de plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage ;

Attendu que la construction de ponts en fer et de grandes routes de colonisation ; le maintien des écoles du soir pour les classes ouvrières des villes et des campagnes, les crédits spéciaux et nouveaux pour aider davantage les écoles élémentaires primaires, et la construction de couvents, de collèges et d'académies pour l'instruction secondaire ; et l'empierrement des chemins dans les municipalités rurales, ont nécessité et vont nécessiter des dépenses importantes ;

Attendu que des crédits nouveaux, s'élevant à plusieurs millions de piastres, sont votés, pendant la présente session, comme étant indispensables au couronnement de la politique de chemins de fer sanctionnée par les législatures précédentes ;

Attendu que d'autres dépenses imputables au capital, sont devenues nécessaires dans les circonstances et sont requises dans l'intérêt public ; En conséquence il est :

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la province à se procurer, par voie d'emprunt, sur le crédit de la province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le requerront, une somme n'excédant pas en total dix millions de piastres et, à cette fin, à émettre des obligations ou bons portant un intérêt annuel de pas plus de quatre pour cent, payable annuellement ou semestriellement, et à en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de fixer le montant des obligations, de déterminer le cours (louis sterling, piastres ou francs) dans lequel elles pourront être émises, la date qu'elles devront porter, le lieu où elles seront payables, ainsi que le temps et le mode de leur rachat.

Résolu, 3. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de décider que ces obligations seront :

Rachetables en aucun temps avant soixante-cinq ans, en donnant un avis d'un an de l'intention de les racheter, ou :

Rachetables à une époque fixe ne dépassant pas soixante-cinq ans, ou rachetables au moyen d'un certain nombre d'annuités, payables annuellement ou semestriellement, pendant une période ne dépassant pas soixante-cinq ans.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de décider que ces obligations devront comporter ou ne pas comporter la création d'un fonds d'amortissement.

Résolu, 5.—Que le produit de ces obligations devra être appliqué au rachat de la dette flottante actuelle de la province et à l'acquittement de toute dépense spéciale que la législature de la province pourra autoriser ultérieurement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. McShane fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. McShane fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont luees comme suit :

Considérant que, le 26 décembre 1890, la dette flottante de la province se composait, entre autres, des sommes suivantes :

(a) Mandats impayés au 30 juin 1890.....	\$ 112,571 45
(b) Dépôts temporaires.....	261,361 27
(c) Dépôts en garantie des compagnies de chemins de fer.....	1,916,685 98
(d) Subventions en argent accordées aux chemins de fer, mais non encore gagnées.....	\$1,367,737 92
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres accordées aux chemins de fer, et converties, mais non encore gagnées.....	865,159 96
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres accordées aux chemins de fer, et qui peuvent être converties.....	665,350 00
	<hr/>
(e) Résidu des dettes pour terres et autres dettes pour le chemin de fer Q. M. O. et O.....	122,364 00
(f) Perte sur le dépôt fait à la Banque d'Echange, à être remplacé au fonds d'amortissement, en vertu de la loi 45 Vict., chap. 21.....	27,000 00
(g) Somme due au Comité protestant de l'Instruction publique, en vertu du règlement de la question des biens des Jésuites.....	62,961 00
(h) Provision de la dépense spéciale pour 1890-91, en vertu de la loi 53 Vict., chap. 1.....	912,183 00
	<hr/>
	\$6,313,374 58
Moins l'encaisse au 1er juillet, 1890.....	525,344 43
	<hr/>
	\$5,788,030 15

Et considérant, qu'en sus de la dite somme il faudra encore, pour le service public, en outre des dépenses ordinaires, ajouter les sommes suivantes :

(i) Dépense supplémentaire prévue pour 1890-91.....	115,448 71
(j) Dépense spéciale prévue pour 1891-92.....	\$838,555 00
Moins les crédits votés de nouveau.....	280,000 00
	<hr/>
	558,555 00

(k) Subventions en argent aux chemins de fer, tel qu'exposé dans les résolutions adoptées par l'Assemblée législative, le vingt-troisième jour de décembre, 1890..... \$2,544,270 00

Les premiers trente-cinq centins par acre des subventions en terres aux chemins de fer, tel qu'exposé dans les résolutions adoptées par l'Assemblée législative, le vingt-troisième jour de décembre, 1890..... \$1,856,050 00

Fonant ensemble une dette flottante de..... \$4,400,320 00
\$10,862,353 86

Attendu que les obligations non contestées de la province, mentionnées dans la préambule de la loi 50 Victoria, chapitre 2, s'élèvent à \$4,037,624.89, en sus des réclamations contestées existant avant le 29 janvier 1887, et sur lesquelles des montants considérables ont été payés depuis, sans qu'il y eut été pourvu par le dit emprunt ;

Attendu que le produit de l'emprunt fait en vertu de l'acte susdit a été de \$3,378,332.50 ;

Attendu que des crédits de chemins de fer ont été votés en 1888 pour un chiffre d'environ \$3,000,000 ;

Attendu qu'une nouvelle dette de \$462,911 00 a été créée par la loi 51-52 Victoria, chapitre 13, pour obtenir le règlement final d'une question, pendant depuis près d'un siècle, sur la cession des biens, dits " Biens des Jésuites," estimés à plusieurs millions de piastres, et que la part afférente aux institutions catholiques, à la suite de cette cession, savoir : \$400,000.00, a été payée ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de construire une prison nouvelle, d'agrandir et de réparer les palais de justice et les écoles normales à Montréal ; de bâtir de nouveaux palais de justice dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, et une nouvelle école normale à Québec ; de racheter des débetures émises par la ville de Fraserville pour la construction d'un palais de justice à cet endroit, de construire des voûtes de sûreté et de faire des grosses réparations urgentes, dans les palais de justice des districts ruraux ; et que des sommes considérables sont requises à ces fins ;

Attendu que cette province pourrait être appelée à pourvoir à la construction ou à l'achat d'un ou de plusieurs asiles d'aliénés, en temps utile pour l'expiration des contrats actuels d'affermage ;

Attendu que la construction de ponts en fer et de grandes routes de colonisation ; le maintien des écoles du soir pour les classes ouvrières des villes et des campagnes, les crédits spéciaux et nouveaux pour aider davantage les écoles élémentaires primaires, et la construction de couvents, de collèges et d'académies pour l'instruction secondaire ; et l'empiérement des chemins dans les municipalités rurales, ont nécessité et vont nécessiter des dépenses importantes ;

Attendu que des crédits nouveaux, s'élèvent à plusieurs millions de piastres, sont votés, pendant la présente session, comme étant indispensables au couronnement de la politique de chemins de fer sanctionnée par les législatures précédentes ;

Attendu que d'autres dépenses, imputables au capital, sont devenues nécessaires dans les circonstances et sont requises dans l'intérêt public ; En conséquence, il est

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la province à se procurer, par voie d'emprunt, sur le crédit de la province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le réqueront, une somme n'excédant pas en total dix millions de piastres et, à cette fin, à émettre des obligations ou bons portant un intérêt annuel de pas plus de quatre pour cent, payable annuellement ou semestriellement, et à en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer le montant des obligations, de déterminer le cours (louis sterling, piastres ou francs) dans lequel elles pourront être émises, la date qu'elles devront porter, le lieu où elles seront payables, ainsi que le temps et le mode de leur rachat.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de décider que ces obligations seront :

Rachetables en aucun temps avant soixante-cinq ans, en donnant un avis d'un an de l'intention de les racheter, ou :

Rachetables à une époque fixe ne dépassant pas soixante-cinq ans, ou rachetables au moyen d'un certain nombre d'annuités, payables annuellement ou semestriellement, pendant une période ne dépassant pas soixante-cinq ans.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de décider que ces obligations devront comporter ou ne pas comporter la création d'un fonds d'amortissement.

Résolu, 5.—Que le produit de ces obligations devra être appliqué au rachat de la dette flottante actuelle de la province et à l'acquittement de toute dépense spéciale que la Législature de la province pourra autoriser ultérieurement.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la première séance de la Chambre, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution relative aux sténographes officiels, étant lu :

L'honorable M. Robidoux informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer des sténographes officiels chargés de prendre les témoignages dans les poursuites intentées devant les cours de justice, dans les districts qu'il lui plaira de choisir, de fixer le traitement des dits sténographes à une somme ne dépassant pas, pour chacun d'eux, douze cents piastres par année, et d'établir un tarif d'honoraires payables en timbres judiciaires, par les parties au procès, pour les services des dits sténographes, à raison d'un prix fixe par cent mots ou autrement ;

Qu'aussitôt que telles nominations auront été faites, et que tel tarif aura été fixé, il en sera donné avis par proclamation.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Portneuf) fait, en conséquence, rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer des sténographes officiels chargés de prendre les témoignages dans les poursuites intentées devant les cours de justice, dans les districts qu'il lui plaira de choisir, de fixer le traitement des dits sténographes à une somme ne dépassant pas, pour chacun d'eux, douze cents piastres par année, et d'établir un tarif d'honoraires payables en timbres judiciaires, par les parties au procès, pour les services des dits sténographes, à raison d'un prix fixe par cent mots ou autrement ;

Qu'aussitôt que telles nominations auront été faites, et que tel tarif aura été fixé, il en sera donné avis par proclamation.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant la preuve prise par sténographie dans les causes civiles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et la troisième lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi des jurés ;
Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant l'instruction publique ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant l'instruction publique."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village d'aider au maintien des bibliothèques publiques ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : Acte donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village, d'aider au maintien de bibliothèques publiques."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi des chemins de fer dans cette province, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Blanchet propose, comme amendement, secondé par M. Nantel,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est d'opinion que le présent projet de loi ayant pour objet de lui enlever une partie importante de ses attributions pour en confier l'exercice à l'Exécutif, comporte un principe dangereux pour les droits et les intérêts du peuple de cette province ; qu'en enlevant ainsi à ses députés le contrôle de leurs affaires pour les centraliser entre les mains du pouvoir, le gouvernement porte une atteinte sérieuse aux droits et aux libertés du peuple ; qu'en conséquence le dit projet de loi ne soit pas lu maintenant, mais dans six mois."

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 27 décembre 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve—22.</i>
<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—43.</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>	

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'acte 51-52 Victoria chapitre 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 décembre 1890, pour la production de toute correspondance et documents, au sujet de l'établissement des R.R. P.P. Trappistes d'Oka, au Lac St-Jean. (*Document de la session No. 115*).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Samedi, 27 décembre 1890.

Onze heures, A. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. Nantel.—Est-ce l'intention du gouvernement d'introduire à cette session, une mesure pour assurer la construction du pont de Québec, suivant la promesse contenue dans le discours du Trône ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Par le statut 53 Victoria, chapitre 110 (1890), il est décrété ce qui suit :

“ Le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à garantir, pour un tiers, l'intérêt à trois pour cent, pendant dix ans, sur trois millions de piastres de débentures qui pourraient être émises par toute compagnie régulièrement organisée dans le but de construire un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de Québec, pourvu que :

“ a. Telle compagnie donne des garanties suffisantes qu'elle est en état de mener à bonne fin telle entreprise ;

“ b. Le gouvernement fédéral et la corporation de la cité de Québec garantissent, pour les deux autres tiers, dans la proportion dont ils conviendront, l'intérêt sur les dites débentures ;

“ c. Les dites conditions soient remplies le ou avant le premier janvier, 1892, à défaut de quoi la présente autorisation, donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sera considérée comme nulle et non avenue ;

“ d. Le site et les plans du pont seront préalablement approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

“ e. La dite compagnie sera tenue de faire rapport, à la fin de chaque année, de l'état de ses recettes et dépenses ;

“ f. La dite garantie d'intérêt ne prendra effet qu'un an après l'ouverture du pont au trafic, et seulement au cas où les revenus de la compagnie seraient insuffisants pour faire face à l'obligation ci-dessus.”

Le gouvernement attend avec anxiété la décision du gouvernement fédéral et de la corporation de la cité de Québec, à ce sujet, et s'en tient, pour le moment, à la politique énoncée dans cette loi.

Par M. Desjardins.—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter une mesure pour réduire à quatre cents piastres l'indemnité sessionnelle des Députés et Conseillers législatifs ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Non, à moins que les membres de la Législature ne l'y forcent.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Hall,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant voir ce qui a été payé sur les réclamations dites contestées, mentionnées dans le discours du Trésorier sur le budget, le 12 avril 1887, la date de ces paiements et la balance encore due en rapport avec ces mêmes réclamations.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des "autres montants de la dette flottant, de la province "dont il est question dans la première partie du préambule des "résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour d'autres fins," soumises à la Chambre, et qui ne sont pas mentionnés dans les dites résolutions.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des articles qui composent la somme de \$122,364.00 mentionnée à l'article (c) re le chemin de fer Q. M. O. et O., dans les "résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée et pour autres fins," qui ont été fournies à cette Chambre.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les réclamations avec mention sommaire de leurs montants et de leur nature, produites contre et dues par la province jusqu'au 26 décembre.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant l'actif et le passif de la province, au 26 décembre 1890.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé, et par articles, de la somme de "\$104,092.69 avances faites à diverses personnes," mentionnée à l'actif de cette province, dans l'état de l'actif et du passif au 30 juin 1890.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Cardin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance concernant le tracé de ligne entre le canton de Wendover et la seigneurie de Courval, et y comprenant les rapports des arpenteurs Bouchette et Dame.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, vendredi, le 25 courant, concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que ces dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Basinet,
 Beland,
 Bernatchez,
 Bisson,
 Boyer,
 Brunet,
 Cardin,
 Carrier,
 Chenevert,
 Clendinning,
 Côté,

Dechene,
 Desmarais,
 Duhamel,
 Fitzpatrick,
 Girard,
 Girouard,
 Gladu,
 Gosselin,
 Laliberté,
 Lalonde,

Langelier,
 Lemieux,
 Lovell,
 McShane,
 Marcotte,
 Mercier,
 Morin,
 Parent,
 Pinault,
 Pouliot,

Rinfret,
 Robidoux,
 Rocheleau,
 Rochon,
 Shehyn,
 Ste. Marie,
 Tessier (Portneuf),
 Tessier (Rimouski),
 Turgeon et
 Watts—41.

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve—26.</i>
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill concernant l'émission des débetures provinciales pour pourvoir au payment de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., cette après-midi, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de Drummondville," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour faire disparaître tout doute quant à l'interprétation de l'article 42b du Code de procédure civile, tel qu'ajouté par l'article 5862 des Statuts refondus sur les jugements rendus à l'étranger ; "

Et bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de Drummondville," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Owens propose, comme amendement, secondé par M. LeBlanc,—Que tous les mots après “ maintenant,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ de nouveau renvoyé à un comité général, pour y être amendé par l’insertion de la clause suivante :

“ En disposant des nouvelles obligations, le Trésorier fixera le taux *minimum* auquel elles seront offertes à la compétition publique.

“ Ces obligations devront être émises pour un terme défini de vingt-cinq ans.”

L’honorable M. Mercier propose, comme sous-amendement, secondé par l’honorable M. Robidoux,—Que les mots “ de nouveau renvoyé à un comité général, pour y être amendé par l’insertion de la clause suivante :

“ En disposant des nouvelles obligations, le Trésorier fixera le taux *minimum* auquel elles seront offertes à la compétition publique.

“ Ces obligations devront être émises pour un terme défini de vingt-cinq ans,” dans l’amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ cette Chambre, considérant la conversion de la dette et la diminution des intérêts, annuels sur la dette consolidée, comme très désirables, ne doit y mettre aucun obstacle surtout de la nature de ceux contenus dans l’amendement, lesquels forceraient les porteurs de débentures à refuser toute proposition à ce sujet ; et qu’en conséquence cette Chambre procède à la troisième lecture de ce bill.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Watts—46.</i>
<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pinault,</i>	
<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pouliot,</i>	

CONTRE :

Messieurs.

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve—22.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l’amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmement

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre, considérant la conversion de la dette et la diminution des intérêts annuels sur la dette consolidée, comme très désirables, ne doit y mettre aucun obstacle surtout de la nature de ceux contenus dans l'amendement, lesquels forceraient les porteurs de débetures à refuser toute proposition à ce sujet ; et qu'en conséquence cette Chambre procède à la troisième lecture de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill concernant la preuve prise par sténographie, dans les causes civiles, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'inspection des associations laitières, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Attendu que, conformément à l'article 1749 des Statuts refondus, la société d'industrie laitière de la province de Québec a été organisée ;

Attendu que cette société a recommandé la formation de syndicats, dans le but d'obtenir les meilleures méthodes à suivre pour la production du lait, le développement de la fabrication du beurre et du fromage en provenant, et l'inspection d'iceux ;

Et attendu que cette recommandation a été approuvée par le comité sur l'agriculture et la colonisation, dans un rapport qui a été adopté par l'Assemblée législative, le 23 décembre courant ; en conséquence, il est :

Résolu, 1.—Que la société d'industrie laitière de la province de Québec pourra subdiviser la province en divisions régionales, dans lesquelles des syndicats, composés de propriétaires de fabriques de beurre et de fromage et autres établissements laitiers, pourront être établis ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à ces syndicats, à même le fonds consolidé du revenu, une subvention égale à la moitié des dépenses encourues pour le service d'inspection et d'enseignement organisé dans le syndicat, y compris le traitement d'inspecteurs, leurs frais de voyages et autres dépenses en relation directe avec tel service, mais ne devant pas excéder deux cent cinquante piastres pour chaque syndicat.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer un inspecteur général, dont le salaire sera payé par la dite société et de nommer des inspecteurs des syndicats, et que ces derniers et l'inspecteur général devront être choisis parmi les personnes qui auront un certificat de capacité, du bureau des examinateurs de la société.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la dite société une somme additionnelle de mille piastres, annuellement, pour les dépenses nécessaires à la direction et à la surveillance des syndicats, ainsi qu'au maintien et au fonctionnement du bureau des examinateurs, établi dans le but d'examiner les candidats à la charge d'inspecteur.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bernatchez fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, conformément à l'article 1749 des statuts refondus, la société d'industrie laitière de la province de Québec a été organisée ;

Attendu que cette société a recommandé la formation de syndicats, dans le but d'obtenir les meilleurs méthodes à suivre pour la production du lait, le développement de la fabrication du beurre et du fromage en provenant, et l'inspection d'iceux ;

Et attendu que cette recommandation a été approuvée par le comité sur l'agriculture et la colonisation, dans un rapport qui a été adopté par l'Assemblée législative, le 23 décembre courant ; en conséquence il est :

Résolu, 1.—Que la société d'industrie laitière de la province de Québec pourra subdiviser la province en divisions régionales, dans lesquelles des syndicats, composés de propriétaire de fabriques de beurre et de fromage, et autre établissements laitiers, pourront être établis ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à ces syndicats, à même le fonds consolidé du revenu, une subvention égale à la moitié des dépenses encourues pour le service d'inspection et d'enseignement organisé dans le syndicat, y compris le traitement d'inspecteurs, leurs frais de voyage et autres dépenses en relation directe avec tel service, mais ne devant pas excéder deux cent cinquante piastres pour chaque syndicat.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer un inspecteur général, dont le salaire sera payé par la dite société, et de nommer des inspecteurs des syndicats, et que ces derniers et l'inspecteur général devront être choisis parmi les personnes qui auront un certificat de capacité, du bureau des examinateurs de la société.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la dite société une somme additionnelle de mille piastres, annuellement, pour les dépenses nécessaires à la direction et à la surveillance des syndicats, ainsi qu'au maintien et au fonctionnement du bureau des examinateurs, établi dans le but d'examiner les candidats à la charge d'inspecteur.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, soit adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les sociétés d'industrie laitière.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la loi concernant les chemins de fer ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte amendant la loi concernant les chemins de fer de la province.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 6013 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux magistrats de district ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés étant lu ;

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR.

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dechene</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste. Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—38.</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>Lalonde,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve—25.</i>
<i>England,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desmarais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Duplessis propose, comme amendement, secondé par M. Beauchamp,—Que tous les mots après “ maintenant, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction à celui-ci de l'amender, en ajoutant la clause suivante : “ Tout contrat fait en vertu de la présente loi, doit être soumis à la Législature pour approbation.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Villeneuve—22.</i>
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Beland,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Shehyn.</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste. Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Langelier</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Clendinning,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—45.</i>
<i>Côté,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte concernant les asiles d'aliénés.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant la santé publique ; L'honorable M. Boyer propose, secondé par l'honorable M. Duhamel,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix.—Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant la santé publique ; " la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 décembre 1890, pour copie de toute lettre adressée au gouvernement, au sujet de la loi de la réserve forestière et la réserve perpétuelle des pins. (*Document de la session, No. 116.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1890, pour production de la correspondance échangée entre les municipalités de Ste. Anne des Plaines, St. Lin, la Ville des Laurentides et le gouvernement, au sujet de leurs souscriptions au fonds capital de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides, et copie de tous les documents, contrats et procédures de fonds devant les tribunaux, relatifs aux dites souscriptions. (*Document de la session, No. 117.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1890, pour un état détaillé des paiements faits, par toutes personnes à ce autorisées, à même la somme de \$9,939.45 mentionnée à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, comme ayant été payée à M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, constatant : 1. Le nom de toutes personnes ayant reçu un salaire ;

2. Le salaire journalier ou mensuel payé à chacune de ces personnes à même le dit montant de \$9,939.45 ;

3. Le montant de la somme totale ainsi reçue par chacune d'elles ;

4. A quel titre chacune de ces personnes a reçu ainsi tel salaire,—est-ce comme principal professeur enseignant ;

5. Le nombre de salles louées et le montant payé pour chacune de ces salles ;

6. Un compte détaillé comportant le nom des personnes payées pour tous frais de réparations, de construction, d'ameublement, etc. (*Document de la session, No. 118.*)

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Mercier,

Considérant qu'il est urgent de donner un effet pratique aux discussions qui ont eu lieu dans cette Chambre sur les méthodes à adopter pour répandre en cette province la pratique de l'ensilage ; En conséquence, il soit

Résolu, Que son Excellence le Cardinal Taschereau, les membres de l'épiscopat et le clergé en général, dans la province, soient priés respectueusement de donner leur précieux concours à cette entreprise, et d'encourager, par tous les efforts possibles, la construction de silos dans chaque paroisse,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M. aujourd'hui sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Robidoux,
Résolu, Que, lundi prochain, à la première séance, la Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant le règlement, par voie d'arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour interpréter le chapitre 41 de l'acte 45 Victoria ;"

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant la preuve ;"

Et bill intitulé : " Acte amendant le Code de procédure civile, en ce qui concerne la preuve."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte modifiant le Code de procédure civile au sujet des appels" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Blanchet propose, comme amendement, secondé par M. Nantel,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" tout en admettant qu'une politique de chemins de fer, en rapport avec les ressources de la province, et au point de vue des intérêts de l'agriculture et de la colonisation, serait favorable au développement du pays, cette Chambre regrette que, en violation du principe constitutionnel qui veut qu'aucune partie des deniers publics, sous forme de subsides en terres ou en argent à des compagnies de chemins de fer ou autrement, ne soit octroyée qu'avec l'assentiment de la Couronne et le consentement des députés du peuple, le Premier Ministre et ses collègues ont, après la dernière session et l'émanation des brefs pour la dernière élection générale, et pendant la durée de cette dernière, contrairement aussi aux dispositions de la loi électorale, donné et octroyé, tant verbalement que par lettres et autres écrits sous leur signature déposés sur le bureau de cette Chambre, la plus grande partie des subsides contenus dans les présentes résolutions, et ce après avoir déclaré, pendant la dernière session, que des subsides semblables avaient été demandés au montant d'environ trois millions, et que le gouvernement n'avait pas cru devoir les accorder.

" Que ces subsides ont été ainsi accordés pendant la dite période électorale par le Premier Ministre et ses collègues dans le but d'influencer le peuple, de corrompre les électeurs et de se maintenir au pouvoir, au mépris de la loi, de la morale et de la conscience, et que le Premier Ministre et ses collègues ont, par une pareille conduite, mérité la censure de cette Chambre et du pays."

L'honorable M. Mercier, propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn,—que les mots “ tout en admettant qu'une politique de chemins de fer, en rapport avec les ressources de la provinces, et au point de vue des intérêts de l'agriculture et de la colonisation, serait favorable au développement du pays, cette Chambre regrette que, en violation du principe constitutionnel qui veut qu'aucune partie des deniers publics, sous forme de subsides en terres ou en argent à des compagnies de chemins de fer ou autrement, ne soit octroyée qu'avec l'assentiment de la Couronne et le consentement des députés du peuple, le Premier Ministre et ses collègues ont, après la dernière session et l'émanation des brefs pour la dernière élection générale, et pendant la durée de cette dernière, contrairement aussi aux dispositions de la loi électorale, donné et octroyé, tant verbalement que par lettres et autres écrits sous leur signature déposés sur le bureau de cette Chambre, la plus grande partie des subsides contenus dans les présentes résolutions, et ce après avoir déclaré, pendant la dernière session, que des subsides semblables avaient été demandés au montant d'environ trois millions, et que le gouvernement n'avait pas cru devoir les accorder.

“ Que ces subsides ont été ainsi accordés pendant la dite période électorale par le Premier Ministre et ses collègues dans le but d'influencer le peuple, de corrompre les électeurs et de se maintenir au pouvoir, au mépris de la loi, de la morale et de la conscience, et que le Premier Ministre et ses collègues ont, par une pareille conduite, mérité la censure de cette Chambre et du pays,” soient retranchés et remplacés, par les suivants :

“ Et en consentant à cette seconde lecture, cette Chambre croit répondre au désir général des habitants de cette province qui veulent couronner, par ces nouveaux subsides, la politique des chemins de fer, sanctionnée par les Législatures précédentes, et elle est d'avis qu'il n'y a rien devant cette Chambre qui justifie les accusations de corruptions contenues dans le dit amendement.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Clendinneng,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—40.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve—19.</i>
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, le sous amendement est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division que la précédente.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill et la modifié.

Ordonné, Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres ;" la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Beauchamp propose, comme amendement, secondé par M. Owens,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " attendu que le gouvernement a refusé de donner aux cités le pouvoir de restreindre le nombre de licences pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de telles cités, cette Chambre déclare qu'elle est favorable à l'essai du système de licence appelée " les licences élevées " (*high license*) pour les cités, afin de diminuer le nombre de licences, et par là les ravages de l'intempérance, et elle est prête à favoriser toute mesure législative à cet effet.

" Mais elle regrette que l'échelle des licences est trop élevée pour les hôtels de tempérance, ainsi que pour les auberges bien tenus dans les paroisses, cantons et territoires reculés ou les affaires sont généralement limitées."

L'honorable M. Mercier propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que les mots " attendu que le gouvernement a refusé de donner aux cités le pouvoir de restreindre le nombre de licences pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de telles cités, cette Chambre déclare qu'elle est favorable à l'essai du système de licence appelée " les licences élevées " (*high license*) pour les cités, afin de diminuer le nombre de licences, et par là les ravages de l'intempérance, et elle est prête à favoriser toute mesure législative à cet effet.

" Mais elle regrette que l'échelle des licences est trop élevée pour les hôtels de tempérance, ainsi que pour les auberges bien tenus dans les paroisses, cantons et territoires reculés ou les affaires sont généralement limitées," soient retranchés et remplacés par les suivants : " Et en consentant à la seconde lecture de ce bill, cette Chambre désire favoriser la cause de la tempérance et assurer une augmentation dans les revenus rendue nécessaire par les nouvelles et grandes entreprises qu'il faut mener à bonne fin."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Beland,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Piavault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Watts.—36.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve.—19.</i>
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Nantel.—Combien l'honorable Trésorier attend-il de l'opération de la nouvelle loi des mines ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—Trente à quarante mille piastres.

Par M. Nantel.—Combien le gouvernement compte-t-il retirer de plus de la nouvelle loi des licences ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—\$150,000.00 à \$200,000.00.

Par M. Nantel.—1. Combien le gouvernement compte-t-il retirer, pour l'exercice 1890-91, de la taxe nouvelle imposée aux compagnies de chemins de fer subventionnées par le gouvernement ?

2. Combien calcule-t-il retirer pour l'exercice 1891-92 ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—1. Environ \$30,000.00 ;

2. Cela dépendra des travaux qui seront faits par les compagnies de chemins de fer.

Par M. Marion.—Quel est le salaire de l'honorable A. Turcotte, comme protonotaire à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—\$4,000.00 par année.

Par M. Marion.—1. P. E. Tremblay et Evariste Héroux ont-ils résigné leur emploi au bureau du protonotaire à Montréal ?

2. Si oui, quand ?

3. Leur a-t-il été payé quelques argents depuis ?

Si oui, pourquoi et combien ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Oui ;

2. Au printemps de 1890 ;

3. Deux mois de salaire, comme la chose a lieu dans les autres démissions.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à onze heures A. M.

Lundi, 29 décembre 1890.

Onze heures A. M.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Nantel.—1. L'emprunt de \$750,000.00, autorisé par l'arrêté en conseil du 31 d'octobre dernier a-t-il été dépensé ?

2. Si non, quelle est la balance de la dite somme qui reste à dépenser ?

3. Si oui, le gouvernement prévoit-il qu'il y aura à contracter de nouveaux emprunts temporaires avant de toucher le subside bi-annuel du gouvernement fédéral ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn.—1. Oui ;

3. Non.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke, et de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski, tous deux pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 9.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le règlement, par voie d'arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre alors se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Considérant qu'il s'est élevé, ou pourrait s'élever à l'avenir, certaines questions relativement au règlement de comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, ainsi qu'entre les deux provinces, au sujet duquel on n'est encore arrivé à aucune entente, et considérant qu'à une conférence, qui a eu lieu le 28 novembre 1890, entre les représentants des gouvernements de la Puissance, d'Ontario et de Québec, il a été proposé que ces questions et toutes autres se rapportant à ce règlement de comptes soient soumises à des arbitres, il est, en conséquence :

Résolu, 1. Qu'en vue d'arriver à un règlement définitif et final des questions mentionnées ci-dessus, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra s'entendre avec le gouvernement de la Puissance du Canada et celui de la Province d'Ontario pour nommer trois arbitres à qui seront soumises toutes telles questions que les gouvernements de la Puissance et des deux provinces conviendront entre eux de soumettre.

Résolu, 2. Que la commission d'arbitrage se composera de trois juges, dont l'un devra être nommé par la Puissance et un par chacune des deux provinces, la nomination des trois devant être ratifiée par chacun des gouvernements.

Résolu, 3. Que les arbitres ne devront prendre sur eux de décider aucune des questions constitutionnelles contestées.

Résolu, 4. Que la sentence arbitrale pourra être rendue par deux des arbitres quelconques.

Résolu, 5. Que les arbitres, ou deux d'entre eux, auront le pouvoir de rendre une ou plusieurs sentences et de le faire de temps à autre.

Résolu, 6. Que les arbitres ne seront pas tenus de rendre leurs décisions d'après les règles strictes du droit, mais d'après les principes de l'équité, et que, lorsqu'ils exprimeront leurs vues sur une question de droit discutée, la sentence en fera mention, à la demande de l'une ou l'autre des parties, et cette sentence, autant qu'elle se rapporte à telle décision, sera sujette à appel devant la Cour Suprême, et de là devant le Conseil Privé d'Angleterre, dans le cas où il serait du bon plaisir de leurs Seigneuries de permettre l'appel.

Résolu, 7. Que, dans le cas où l'appel touchant une question de droit réussirait, le cas sera soumis de nouveau aux arbitres pour leur permettre de faire à leur sentence les modifications nécessaires ; ou bien, la Cour d'Appel pourra accepter un autre moyen quelconque de faire ces modifications.

Résolu, 8. Que la nomination des dits arbitres en vertu d'un arrêté du conseil et leur sentence rendue par écrit, lieront cette province.

Résolu, 9. Que, dans le cas d'une vacance par suite du décès d'un des arbitres, ou autrement, cette vacance sera remplie de la même manière qu'aura été faite la première nomination, savoir, par le gouvernement dont l'arbitre est décédé ou a été frappé d'incapacité, avec ratification des deux autres gouvernements.

Résolu, 10. Que la part des frais d'arbitrage autorisés par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, et que la province de Québec aura à supporter, sera payée à même le fonds consolidé du revenu, par mandat du Lieutenant-Gouverneur, émis sur certificat du Trésorier de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Murphy rapporte les résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Considérant qu'il s'est élevé, ou pourrait s'élever à l'avenir, certaines questions relativement au règlement de comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, ainsi qu'entre les deux provinces, au sujet duquel on n'est encore arrivé à aucune entente, et considérant qu'à une conférence, qui a eu lieu le 28 novembre 1890, entre les représentants des gouvernements de la Puissance, d'Ontario et de Québec, il a été proposé que ces questions et toutes autres se rapportant à ce règlement de comptes soient soumises à des arbitres, il est, en conséquence :

Résolu, 1. Qu'en vue d'arriver à un règlement définitif et final des questions mentionnées ci-dessus, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra s'entendre avec le gouvernement de la Puissance du Canada et celui de la Province d'Ontario pour nommer trois arbitres à qui seront soumises toutes telles questions que les gouvernements de la Puissance et des deux provinces conviendront entre eux de soumettre.

Résolu, 2. Que la commission d'arbitrage se composera de trois juges, dont l'un devra être nommé par la Puissance et un par chacune des deux provinces, la nomination des trois devant être ratifiée par chacun des gouvernements.

Résolu, 3. Que les arbitres ne devront prendre sur eux de décider aucune des questions constitutionnelles contestées.

Résolu, 4. Que la sentence arbitrale pourra être rendue par deux des arbitres quelconques.

Résolu, 5. Que les arbitres, ou deux d'entre eux, auront le pouvoir de rendre une ou plusieurs sentences et de le faire de temps à autre.

Résolu, 6. Que les arbitres ne seront pas tenus de rendre leurs décisions d'après les règles strictes du droit, mais d'après les principes de l'équité, et que, lorsqu'ils exprimeront leurs vues sur une question de droit discutée, la sentence en fera mention, à la demande de l'une ou l'autre des parties, et cette sentence, autant qu'elle se rapporte à telle décision sera sujette à appel devant la Cour Suprême, et de là devant le conseil privé d'Angleterre, dans le cas où il serait du bon plaisir de leurs Seigneuries de permettre l'appel.

Résolu, 7. Que, dans le cas où l'appel touchant une question de droit réussirait, le cas sera soumis de nouveau aux arbitres pour leur permettre de faire à leur sentence les modifications nécessaires ; ou bien, la Cour d'Appel pourra accepter un autre moyen quelconque de faire ces modifications.

Résolu, 8. Que la nomination des dits arbitres en vertu d'un arrêté du conseil et leur sentence rendue par écrit, lieront cette province.

Résolu, 9. Que, dans le cas d'une vacance par suite du décès d'un des arbitres, ou autrement, cette vacance sera remplie de la même manière qu'aura été faite la première nomination, savoir, par le gouvernement dont l'arbitre est décédé ou a été frappé d'incapacité, avec ratification des deux autres gouvernements.

Résolu, 10. Que la part des frais d'arbitrage autorisés par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, et que la province de Québec aura à supporter, sera payée à même le fonds consolidé du revenu, par mandat du Lieutenant-Gouverneur, émis sur certificat du Trésorier de la province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill concernant le règlement, par arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour refondre et amender la loi des mines, étant lu ;

L'honorable M. Duhamel propose, secondé par l'honorable M. Boyer,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Poupore propose, comme amendement, secondé par M. Nantel,—Que tous les mots après “ Que,” dans la motion principale, soient retranchés, et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre regrette qu'au lieu de ramener les dépenses ordinaires d'administration à leur état normal et de sauver ainsi un million et demi de piastres, depuis son arrivé au pouvoir, le gouvernement persiste à vouloir imposer des taxes sur nos mines, dont le développement n'est encore que dans l'enfance, et à empêcher ainsi les capitalistes de placer des fonds pour développer nos vastes ressources minières, et à priver un grand nombre d'ouvriers d'une source d'emploi profitable et permanent.

“ Cette Chambre regrette aussi qu'au lieu d'encourager les prospecteurs à faire de nouvelles découvertes, le gouvernement a l'intention d'imposer de nouvelles charges à cette classe de personnes, dont l'effet sera d'arrêter les explorations et le développement de nos ressources minières.

“ Qu'en conséquence, ce bill ne soit lu que dans six mois ”

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Duhamel, secondé par l'honorable M. Boyer,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. Murphy, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression des suivants :

No. 12. Etat détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier 1890 au 4 novembre 1890, tel que requis par l'acte 31 Victoria, chapitre 9, section 61, sous-section 2, (article 826 S. R. P. Q.)

No. 13. Copie des ordres en conseil, passés depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session,—Statuts refondus, article 675.

No. 14. Réponse à adresse,—Etat indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 18 mars 1889, ainsi que la nature de telles lettres de crédit, et la raison pour laquelle elles ont été émises ; aussi le nombre et le montant respectif de celles qui ont été honorées et de celles qui sont encore dues.

No. 15. Réponse à adresse,—Copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier ; aussi pour les renseignements suivants :

- a. Quels ont été les avocats des deux parties en cette cause,
- b. Combien le gouvernement leur a-t-il payé,
- c. Quels sont les autres frais payés par le gouvernement,
- d. A qui payés.
- e. Les témoins ont-ils été entendus sous serment,
- f. Leurs dépositions ont-elles été prises par écrit.

No. 18. Réponse à ordre,—Etat comparatif des sommes dépensées, par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années 1882-83, 1883-84, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91 ; cet état donnant, pour chaque item la rubrique spéciale portée dans les comptes publics, ou dans les budgets de l'année courante et de l'année prochaine, et une récapitulation séparément :

1. Pour les années depuis 1882-83 jusqu'à 1886-87.
2. Pour les années 1887-88, jusqu'à 1890-91 ; cette récapitulation faisant voir l'augmentation ou la diminution des dépenses, sous chacune des rubriques, entre les années de 1882-83 à 1886-87 et les années de 1887-88 à 1890-91.

No. 21. Réponse à ordre,—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69, mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des Comptes publics pour 1889, de la manière suivante : "Commissaire des travaux publics pour faire face à certaines dépenses."

No. 25. Réponse à adresse,—Copie de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la couronne, passés, depuis le 1er janvier 1881 jusqu'au 20 février 1890.

No. 26. Réponse à ordre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun des membres du Conseil exécutif, et le révérend J. Bachand, curé de Saint-Edouard de Knowlton, ou les commissaires d'écoles de cette municipalité scolaire, ou aucun d'eux, et tout autre personne, concernant la somme de \$300.00 entrée dans le détail de l'item 11 du budget supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1880, comme suit, savoir : "Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00 ;" aussi, pour copie du chèque par lequel cette somme a été payée le 21 novembre 1889, et de tout écrit concernant cette affaire.

No. 28. Réponse à ordre,—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Naegelé et Bureau, avec addition du total des dépenses.

No. 35. Réponse à adresse,—Copie de tous les documents, quittances, subrogations, etc., se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés " Biens des Jésuites " ;

2. Copie de toute correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites.

No. 39. Réponse à ordre,—Copie des ordres en Conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits " des Jésuites " et de toute correspondance à ce sujet.

No. 42. Réponse à adresse,—Copie de tous ordres en Conseil, déterminant la distribution des deniers de colonisation pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province.

No. 45. Réponse à adresse,—Copie de l'ordre en Conseil, du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du Palais législatif.

No. 47. Réponse à adresse,—Copie du marché passé entre M. Charles Berger, entrepreneur, et le gouvernement ou le département des travaux publics, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal ;

2. Copie des avis de soumissions demandées et de celles reçues ;

3. Copie de tous ordres en conseil à ce sujet.

No. 51. Réponse à ordre,—État de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1800, mentionnant les montants dus, en capital et intérêt, et les dates de ces remises.

No. 52. Réponse à adresse,—Copie de la correspondance échangée entre la maison Gilmour & Cie, ou l'un quelconque de ses membres, et le gouvernement actuel, ou l'un quelconque des départements de l'administration, ou l'un des ministres, se rapportant, soit au procès du Père Paradis *et al.*, contre Allen Gilmour *et al.*, soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par MM. Gilmour & Cie à ce sujet.

No. 54. Réponse à adresse,—Copie de la lettre du 7 Juin 1890, adressée, par l'honorable P. Garneau, au Président de la Compagnie du chemin de fer et de navigation du Lac St-François, Lambton, comté de Beauce.

No. 60. Réponse à ordre,—Correspondance de tous documents, se rapportant à l'empierrement des chemins municipaux, avec en outre un état, depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins, et la date de ces promesses ou de ces octrois.

No. 61. Réponse à ordre,—Copie de la lettre adressée par l'honorable Premier Ministre, ou l'un des honorables Ministres, à John Whyte, écr., de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin derniers, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston.

No. 62. Réponse à adresse,—Copie d'une lettre adressée par le gouvernement ou en son nom, par aucun de ses membres, au Dr. Fiset, député fédéral, ou à toute autre personne, dans le comté de Matane, dans le cours du mois de mai ou juin derniers, relativement à un subside en faveur du chemin de fer de Matane.

No. 63.—Réponse à ordre.—Correspondance et rapport des architectes employés à la reconstruction et aux réparations de l'école Normale de Montréal.

No. 64. Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les fabriques de sucre de betteraves de Berthier ou Farnham, depuis janvier 1890.

No. 70. Réponse à ordre,—Tableau faisant voir : 1. Le nom des municipalités corporatives ou particulières qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction de ponts en fer, depuis janvier 1887 ;

2. Les montants demandés et les montants obtenus ;

3. Les montants promis par le gouvernement ;

4. La date de ces octrois ou de ces promesses ;

5. Les montants évalués de la dépense faite ou promise par chaque municipalité, pour assurer la construction de ces ponts en fer ;

6. Le montant total des réclamations existantes contre le gouvernement, et des engagements actuels ou éventuels de la province pour ces ponts en fer.

No. 71. Réponse à un ordre,—Copie de la correspondance échangée entre l'Exécutif et la province de Québec et toute personne, à propos de la remise de la dette municipale de St-Michel de Bellechasse.

No. 73. Réponse à ordre,—Copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, Premier Ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à St-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections, quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières.

No. 81. Réponse à ordre,—Copie du rôle de paie indiquant les noms, les dates et la nomination de tous les officiers, commis ou employés au palais de justice de Québec, pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887, et aussi pour copie du rôle de paie semblable pour le mois d'octobre 1890.

No. 86. Réponse à ordre,—État des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont payés.

No. 87. Réponse à ordre,—État des dépenses totales du procès de Léda Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés.

No 89. Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," ou aucun de ses officiers, pour l'obtention d'une subvention en terre ou en argent.

No 90. Réponse à ordre,—Copie de toutes lettres, correspondances et documents se rapportant à la promesse par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge.

No 91. Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance échangée entre la Compagnie de chemin de fer St-Laurent et Adirondack, ou ses procureurs, représentants, etc., et le gouvernement de la province de Québec, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie.

No 92. Réponse à ordre,—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du Palais législatif, montrant, en colonnes différentes : 1. les sommes payées en acompte du contrat et celles payés pour extras ;

2. Le montant de toutes les réclamations pendantes, tant sur le prix du contrat que pour les extras ;

3. Les sommes payées, année par année, pour la construction du palais de justice de Québec, montrant, en colonnes différentes, ce qui a été payé en acompte du contrat et ce qui a été payé pour les extras.

No 93. Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance et tous autres documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres, d'une subvention en terre ou en argent pour le pont de la Métabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St-Jean.

No. 94. Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance, échangée entre le gouvernement, le département d'agriculture et toutes personnes du comté de Bagot, au sujet du dessèchement de terrains des 20ème 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot.

No. 109. Réponse à ordre,—Etat détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$5,000, mentionnée aux Comptes publics de 1889-1890, comme paiement *re* chemin de fer de Québec, Montreal, Ottawa et Occidental, (dépenses du trafic.)

No. 112. Réponse à ordre,—Etat indiquant : 1. Quelle est l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence et les noms des porteurs des dites licences, le nom des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuelles de ces limites ;

2. Quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années.

No. 119. Réponse supplémentaire à ordre,—Etat indiquant : 1. Quelle est l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence et les noms des porteurs des dites licences, le nom des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuelles de ces limites ;

2. Quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années.

No. 145. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur toutes les élections qui ont eu lieu, depuis le 14 octobre 1886 jusqu'à ce jour.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun des ministres, et toutes personnes au sujet de la passation d'une loi accordant aux corporations ecclésiastiques ou d'églises, le pouvoir de faire des expropriations pour des fins de cimetières ou autres, ainsi que copie de toutes pétitions demandant toute législation de ce genre.

Sur motion de M. Carrier, secondé par M. Pinault,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance au sujet de l'établissement d'une colonie belge dans la Gaspésie.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant,—Que le bill pour refondre et amender la loi des mines soit maintenant lu la seconde fois ; et lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette qu'au lieu de ramener les dépenses ordinaires d'administration à leur état normal et de sauver ainsi un million et demi de piastres, depuis son arrivé au pouvoir, le gouvernement persiste à vouloir imposer des taxes sur nos mines, dont le développement n'est encore que dans l'enfance, et à empêcher ainsi les capitalistes de placer des fonds pour développer nos vastes ressources minières, et priver un grand nombre d'ouvriers d'une source d'emploi profitable et permanent.

“ Cette Chambre regrette aussi qu’au lieu d’encourager les prospecteurs à faire de nouvelles découvertes, le gouvernement a l’intention d’imposer de nouvelles charges à cette classe de personnes, dont l’effet sera d’arrêter les explorations et le développement de nos ressources minières.

“ Qu’en conséquence, ce bill ne soit lu que dans six mois.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson et</i>
	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Beland,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Murphy</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Lalonde</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Watts—40.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d’en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L’ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant l’émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province, et pour autres fins, étant lu ;

L’honorable M. Shehyn propose, secondé par l’honorable M. Mercier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s’en suivant ;

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1890, pour la correspondance au sujet de l'établissement d'une colonie belge dans la Gaspésie. (*Document de la session, No. 120.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 décembre 1890, pour un état indiquant le nombre de mines en exploitation dans la province, leur nature et leur rendement annuel. (*Document de la session, No. 121.*)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. Carrier propose, secondé par M. Turgeon,—qu'il soit émis un ordre de la Chambre, pour un index alphabétique des concessions de terres faites depuis 1763, jusqu'au 1er décembre 1890, comté par comté, et canton par canton.

Et cette motion étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, aujourd'hui, portant,—Que le bill concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins, soit maintenant lu une seconde fois ;

M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par M. Duplessis,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre regrette que la politique de dépenses et de emprunts excessifs, poursuivie avec tant d'imprudence et de légèreté par le gouvernement pendant la présente session, n'ait pas été loyalement soumise au peuple à la dernière élection générale, et que le gouvernement et ses candidats aient, au contraire, affirmé aux électeurs que nos revenus dépassaient de beaucoup nos dépenses ; que l'équilibre dans nos finances était parfaitement rétablie, et qu'aucun emprunt était nécessaire ;

Qu'il est maintenant évident que la date des dernières élections générales n'a été avancée d'un an que dans le but de cacher à l'électorat l'état déplorable de nos finances, la nécessité pressante d'un emprunt énorme, et afin d'éviter la condamnation inévitable des électeurs, lesquels ont été ainsi induits en erreur sur la véritable situation financière de la province, et ont néanmoins (en acceptant comme vraies les déclarations qui leur ont été faites par le gouvernement et ses partisans), condamné unanimement la politique extravagante et dangereuse que le gouvernement persiste à suivre ;

Qu'après avoir épuisé les fonds de garantie et de dépôts des compagnies de chemins de fer au montant de \$2,229,670.00 les revenus extraordinaires qu'il a perçus, (environ \$2,300,000.00), l'emprunt de \$3,500,000.00 fait en 1887 et les emprunts temporaires faits pendant cette session au montant de \$750,000.00, le gouvernement n'a plus aucune ressource à sa disposition pour rencontrer le paiement de ses obligations ;

Qu'au lieu de convertir notre dette en profitant de l'état favorable du marché depuis 1888, et de nous assurer, ainsi que promis, une réduction annuelle de \$250,000 dans le service des intérêts, la dette flottante qui s'élevait il y a quelques jours à \$6,700,000.00, a été portée, par l'octroi de nouveaux subsides aux chemins de fer, à un montant total de plus de \$13,000,000.00, et que le Trésorier n'indique pas de voies et moyens suffisants pour rencontrer les \$400,000.00 additionnelles pour payer l'intérêt sur l'emprunt de \$10,000,000.00, rendu nécessaire par la politique imprudente et imprévoyante du gouvernement."

M. Pouliot propose, comme sous-amendement, secondé par M. Parent, — Que les mots “ cette Chambre regrette que la politique de dépenses et d'emprunts excessifs, poursuivie avec tant d'imprudence et de légèreté par le gouvernement pendant la présente session, n'ait pas été loyalement soumise au peuple à la dernière élection générale, et que le gouvernement et ses candidats aient, au contraire, affirmé aux électeurs que nos revenus dépassaient de beaucoup nos dépenses ; que l'équilibre dans nos finances était parfaitement rétablie, et qu'aucune emprunt était nécessaire ;

Qu'il est maintenant évident que la date des dernières élections générales n'a été avancée d'un an que dans le but de cacher à l'électorat l'état déplorable de nos finances, la nécessité pressante d'un emprunt énorme, et afin d'éviter la condamnation inévitable des électeurs, lesquels ont été ainsi induits en erreur sur la véritable situation financière de la province, et ont néanmoins (en acceptant comme vraies les déclarations qui leur ont été faites par le gouvernement et ses partisans), condamné unanimement la politique extravagante et dangereuse que le gouvernement persiste à suivre ;

Qu'après avoir épuisé les fonds de garantie et de dépôts des compagnies de chemins de fer au montant de \$2,229,670.00 les revenus extraordinaires qu'il a perçus, (environ \$2,300,000.00), l'emprunt de \$3,500,000.00 fait en 1887 et les emprunts temporaires faits pendant cette session au montant de \$750,000.00, le gouvernement n'a plus aucune ressource à sa disposition pour rencontrer le paiement de ses obligations ;

Qu'au lieu de convertir notre dette en profitant de l'état favorable du marché depuis 1888, et de nous assurer, ainsi que promis, une réduction annuelle de \$250,000 dans le service des intérêts, la dette flottante qui s'élevait il y a quelques jours à \$6,700,000.00, a été portée, par l'octroi de nouveaux subsides aux chemins de fer, à un montant total de plus de \$13,000,000.00, et que le Trésorier n'indique pas de voies et moyens suffisants pour rencontrer les \$400,000.00 additionnelles pour payer l'intérêt sur l'emprunt de \$10,000,000.00, rendu nécessaire par la politique imprudente et imprévoyante du gouvernement, ” soient retranchés et que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale “ et en consentant à la seconde lecture de ce projet de loi, cette Chambre désire faire honneur aux engagements légitimes de la province contractés avant 1887 et depuis, tant pour la construction des chemins de fer, le palais législatif et le palais de justice à Québec, la construction d'une prison, l'extension du palais de justice et les réparations des écoles normales Jacques-Cartier et McGill, à Montréal, la construction d'une école normale à Québec et autres travaux publics, que pour les écoles du soir, les ponts en fer, l'empierrement des chemins ruraux, le paiement des sommes nécessaires au règlement de la question dite des *Biens des Jésuites*, et autres causes d'importance majeure.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—36.</i>

CONTRE :
Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bourbonnais.</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer—20.</i>

Ainsi il est résolu affirmativement.

Et l'amendement, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Que le bill concernant l'émission de dépenses provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins, soit maintenant lu une seconde fois, et en consentant à la seconde lecture de ce projet de loi, cette Chambre désire faire honneur aux engagements légitimes de la province contractés avant 1887 et depuis, tant pour la construction des chemins de fer, le palais législatif et le palais de justice à Québec, la construction d'une prison, l'extension du palais de justice et les réparations des écoles normales Jacques-Cartier et McGill, à Montréal, la construction d'une école normale à Québec et autres travaux publics, que pour les écoles du soir, les ponts en fer, l'empierrement des chemins ruraux, le paiement des sommes nécessaires au règlement de la question dite des *Biens des Jésuites*, et autres causes d'importance majeure ; " la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Robertson propose, comme amendement, secondé par M. Hall,—Que tous les mots après " maintenant " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y insérant ce qui suit :

" Que les obligations dont l'émission est autorisée par la présente loi devront être offertes à la compétition publique par le gouvernement à un *taux minimum* fixe qui devra être mentionné dans les avis offrant ces obligations en vente."

M. Desmarais propose, comme sous amendement secondé par l'honorable M. McShane,—Que les mots " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y insérant ce qui suit :

" Que les obligations dont l'émission est autorisée par la présente loi devront être offertes à la compétition publique par le gouvernement à un *taux minimum* fixe qui devra être mentionné dans les avis offrant ces obligations en vente," soient biffés et remplacés par les suivants, ajoutés à la motion principale : " et cette Chambre ayant confiance dans le gouvernement, espère qu'il prendra les moyens les plus propres à garantir les intérêts de la province dans cette importante transaction."

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—34.</i>
<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>	
<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson—15.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant alors mis aux voix ; la et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Hall propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson,—Que tous les mots après “ maintenant ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction d'amender la section 5 en ajoutant à la suite des mots “ Province,” et dans la deuxième ligne, les mots suivants : “ Et après paiement de cette dette flottante “ actuelle et des subventions aux chemins de fer mentionnées ci-dessus, tout ce qui restera “ pourra être appliqué, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil,” de manière à ce que la section se lise comme suit :

“ 5. Le produit de ces débetures devra être appliqué au rachat de la dette flottante actuelle de la province, et, après paiement de cette dette flottante actuelle et des “ subventions aux chemins de fer mentionnées ci-dessus, tout ce qui restera pourra être “ appliqué, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, à l'acquittement de “ telle dépense spéciale que la Législature de la province de Québec pourra autoriser ci- “ après.”

M. Turgeon propose, comme sous-amendement, secondé par M. Dechene,—Que les mots “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction d'amender la section 5 en ajoutant à la suite des mots “ Province,” et dans la deuxième ligne, les mots suivants : “ Et après paiement de cette dette flottante actuelle et des “ subventions aux chemins de fer mentionnées ci-dessus, tout ce qui restera pourra être “ appliqué, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil,” de manière à ce que la section se lise comme suit :

“ 5. Le produit de ses débetures devra être appliqué au rachat de la dette flottante actuelle de la province, et après paiement de cette dette flottante actuelle et des “ subventions aux chemins de fer mentionnées ci-dessus, tout ce qui restera pourra être “ appliqué, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, à l'acquittement de “ telle dépense spéciale que la Législature de la province de Québec pourra autoriser ci- “ après,” dans l'amendement, soient biffés et remplacés par les suivants, ajoutés à la motion principale : “ et en votant la troisième lecture de ce projet de loi, cette Chambre ayant confiance dans le gouvernement, espère qu'il fera ce qui doit être fait honnêtement et prudemment, dans les circonstances, en rapport avec cet emprunt. ”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste-Marie</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pouliot,</i>	<i>Watts—34.</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson—15.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant l'émission d'obligations ou débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province et pour autres fins."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les réclamations de la province de Québec, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'il est de l'intérêt public que les réclamations pendantes de la province, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et la Compagnie du chemin de fer du Nord, soient réglées, et

Attendu que le gouvernement de la province a reçu certaines propositions faites dans le but d'arriver à ce règlement, et qu'il est à propos de les ratifier ; en conséquence, il est :

Résolu, 1.—Que, vu qu'il est impossible d'utiliser, pour les chemins de fer, la propriété ci-après mentionnée, et de tracer et construire l'embranchement ci-après désigné, depuis Hochelaga jusqu'à la dite propriété et aux ateliers de Montréal, parce qu'il faudrait traverser toutes les rues aboutissant à angle droit à la rue Ste-Catherine en passant entièrement dans la partie est de la cité de Montréal, et vu aussi les nombreuses constructions nouvelles et coûteuses que la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien a fait élever dans la partie est de la cité de Montréal, depuis l'époque de la vente, du quatre mars 1882, du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et à la Compagnie du chemin de fer du Nord, et plus spécialement, les trois grandes gares de marchandises et les élévateurs érigés sur les terrains de la gare Dalhousie ; l'embranchement depuis la ligne principale jusqu'aux ateliers de Montréal en arrière de la prison ; les parcs aux bestiaux et les ateliers de la gare d'Hochelaga ; les ateliers supplémentaires de l'avenue Colborne et autres travaux, dont le coût s'élève à près de un million de piastres, d'après les devis établis par l'ingénieur du gouvernement ;

Il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'autoriser le Commissaire des travaux publics, à donner, à la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, tant en à son propre nom, que comme représentant de la Compagnie du chemin de fer de

la rive Nord, une quittance entière et finale des obligations auxquelles elles étaient tenues en vertu des différents actes d'achat du dit chemin de fer, exécutés conformément à l'acte 45 Victoria, chapitres 19 et 20 ;

(a) De faire usage des moitiés nord et sud de la propriété Macdonald, pour servir exclusivement à des chemins de fer et dans aucun autre but ;

(b) D'ériger des gares de marchandises d'une valeur de dix mille piastres sur la dite propriété ;

(c) De construire un embranchement à double voie, ou une voie d'évitement, depuis la ligne principale, à Hochelaga, jusqu'à la dite propriété, pour rejoindre les gares de marchandises qui y seront construites, avec embranchement avec les ateliers de Montréal ;

(d) De donner main levée de l'hypothèque créée sur la dite propriété McDonald, par et en vertu des dits actes et statuts en garantie du paiement de la différence, capital et intérêts, encore due au gouvernement sur le prix d'achat des deux sections du dit chemin de fer :

Pourvu que la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien érige sur la dite propriété, dans un délai raisonnable, un certain nombre de maisons d'habitation convenables pour les ouvriers employés par la compagnie, semblables à celles qui existent à Pullman, près de Chicago, pour l'usage de ses nombreux ouvriers employés dans les ateliers de Montréal et d'Hochelaga, ou vende cette propriété dans ce but et emploie le produit de cette vente à apporter de nouvelles améliorations au service des marchandises, des voyageurs et des ateliers dans la partie est de la cité de Montréal.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des travaux publics à donner quittance complète et finale à la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, tant en son nom que comme représentant la Compagnie du chemin de fer du Nord, des obligations auxquelles sont tenues les deux compagnies, par et en vertu des dits actes de vente et statuts :

(a) De construire un prolongement de la ligne, et d'ériger des constructions sur la propriété connue sous le nom de propriété "Bellerive," située rue Notre-Dame, dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, de la valeur de cinquante mille piastres ;

(b) D'employer la dite propriété seulement et exclusivement pour les fins du dit chemin de fer, et pour nul autre objet, et

(c) De donner main levée de l'hypothèque créée sur la dite propriété Bellerive, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 20, en garantie du paiement en capital et intérêts, de ce qui restait dû au gouvernement sur le prix d'achat de la section est du dit chemin de fer, et de permettre à la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien de vendre la dite propriété en n'importe quel temps et à qui elle voudra ;

Il est entendu que lorsque la dite propriété Bellerive sera vendue, la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien s'engagera à payer ou paiera la somme de quarante-cinq mille piastres due à la succession Westcot-Papineau.

Pourvu toujours que la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, agissant comme il est dit plus haut, s'engage à faire des travaux additionnels et des constructions pour une valeur d'au moins \$50,000, dans le but d'augmenter l'efficacité du service du trafic et du chemin de fer dans la partie est de la cité de Montréal.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des travaux publics à effectuer un règlement à l'amiable avec la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, agissant tant en son nom que comme représentant de la Compagnie du chemin de fer du Nord, de tous les comptes en suspens produits par le gouvernement de la province contre les dites compagnies, pour les sommes d'argent avancées ou pour les travaux et constructions faits par le gouvernement sur ces sections du chemin de fer après le 4 mars 1882, date de la dite vente, de manière à relever l'une et l'autre des dites compagnies de l'obligation de payer toutes telles dites sommes d'argent ainsi réclamées, et qu'elles contestent, s'il est clairement établi qu'elles ne sont pas dues ou qu'elles ne sont pas équitablement exigibles ; et, en outre, d'autoriser le Commissaire des travaux publics à faire des arrangements à l'amiable avec la Compagnie

du chemin de fer du Pacifique Canadien, agissant comme susdit, et avec la Corporation de la cité de Québec, par voie de compensation ou autrement, pour le plus grand avantage des localités intéressées, afin d'en arriver à une entente relativement aux travaux et aux constructions, non encore terminés à Trois-Rivières et à Québec, que la Compagnie du chemin de fer du Nord s'était engagée à faire, aux lieu et place du gouvernement, dans et par son contrat, en date du 4 mars 1882, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 20, et en vertu des deux actes d'accord passés le 21 août 1882, par devant Tourangeau, N. P.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des travaux publics à faire et signer tous actes comportant quittance générale et finale, main levée d'hypothèques, ou autres actes qui seront nécessaires pour mettre à effet les dispositions des résolutions précédentes.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Portneuf) fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il est de l'intérêt public que les réclamations pendantes de la province, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et la Compagnie du chemin de fer du Nord, soient réglées, et

Attendu que le gouvernement de la province a reçu certaines propositions faites dans le but d'arriver à ce règlement, et qu'il est à propos de les ratifier ; en conséquence, il est :

Résolu, 1.—Que, vu qu'il est impossible d'utiliser, pour les chemins de fer, la propriété ci-après mentionnée, et de tracer et construire l'embranchement ci-après désigné, depuis Hochelaga jusqu'à la dite propriété et aux ateliers de Montréal, parcequ'il faudrait traverser toutes les rues aboutissant à angle droit à la rue Ste-Catherine en passant entièrement dans la partie est de la cité de Montréal, et vu aussi les nombreuses constructions nouvelles et coûteuses que la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien a fait élever dans la partie est de la cité de Montréal, depuis l'époque de la vente, du quatre mars, 1882, du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et à la compagnie du chemin de fer du Nord, et plus spécialement, les trois grandes gares de marchandises et les élévateurs érigés sur les terrains de la gare Dalhousie ; l'embranchement depuis la ligne principale jusqu'aux ateliers de Montréal en arrière de la prison ; les parcs aux bestiaux et les ateliers de la gare d'Hochelaga ; les ateliers supplémentaires de l'avenue Colborne et autres travaux, dont le coût s'élève à près d'un million de piastres, d'après les devis établis par l'ingénieur du gouvernement ;

Il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'autoriser le Commissaire des travaux publics, à donner, à la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, tant en son propre nom, que comme représentant de la Compagnie du chemin de fer de la rive Nord, une quittance entière et finale des obligations auxquelles elles étaient tenues en vertu de différents actes d'achat du dit chemin de fer, exécutés conformément à l'acte 45 Victoria, chapitres 19 et 20 ;

(a) De faire usage des moitiés nord et sud de la propriété McDonald, pour servir exclusivement à des chemins de fer et dans aucun autre but ;

(b) D'ériger des gares de marchandises d'une valeur de dix mille piastres sur la dite propriété ;

(c) De construire un embranchement à double voie, ou une voie d'évitement, depuis la ligne principale, à Hochelaga, jusqu'à la dite propriété, pour rejoindre les gares de marchandises qui y seront construites, avec embranchement avec les ateliers de Montréal ;

(d) De donner main levée de l'hypothèque créée sur la dite propriété McDonald, par et en vertu des dits actes et statuts en garantie du paiement de la différence, capital et intérêts, encore due au gouvernement sur le prix d'achat des deux sections du dit chemin de fer :

Pourvu que la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien érige sur la dite propriété, dans un délai raisonnable, un certain nombre de maisons d'habitation convenables pour les ouvriers employés par la compagnie, semblables à celles qui existent à Pullman, près de Chicago, pour l'usage de ses nombreux ouvriers employés dans les ateliers de Montréal et d'Hochelaga, ou vende cette propriété dans ce but et emploie le produit de cette vente à apporter de nouvelles améliorations au service des marchandises, des voyageurs et des ateliers dans la partie est de la cité de Montréal.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des travaux publics à donner quittance complète et finale à la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, tant en son nom que comme représentant la Compagnie du chemin de fer du Nord, des obligations auxquelles sont tenues les deux compagnies, par et en vertu des dits actes de vente et statuts :

(a) De construire un prolongement de la ligne, et d'ériger des constructions sur la propriété connue sous le nom de propriété "Bellerive," située rue Notre-Dame, dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, de la valeur de cinquante mille piastres ;

(b) D'employer la dite propriété seulement et exclusivement pour les fins du dit chemin de fer, et pour nul autre objet, et

(c) De donner main levée de l'hypothèque créée sur la dite propriété Bellerive en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 20, en garantie du paiement en capital et intérêts, de ce qui restait dû au gouvernement sur le prix d'achat de la section est du dit chemin de fer, et de permettre à la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien de vendre la dite propriété en n'importe quel temps et à qui elle voudra ;

Il est entendu que lorsque la dite propriété Bellerive sera vendue, la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, s'engagera à payer ou paiera la somme de quarante-cinq mille piastres due à la succession Westcot-Papineau.

Pourvu toujours que la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, agissant comme il est dit plus haut, s'engage à faire des travaux additionnels et des constructions pour une valeur d'au moins \$50,000, dans le but d'augmenter l'efficacité du service du trafic et du chemin de fer dans la partie est de la cité de Montréal.

Résolu, 3. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des travaux publics à effectuer un règlement à l'amiable avec la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, agissant tant en son nom que comme représentant de la Compagnie du chemin de fer du Nord, de tous les comptes en suspens produits par le gouvernement de la province contre les dites compagnies, pour les sommes d'argent avancées ou pour les travaux et constructions faits par le gouvernement sur ces sections du chemin de fer après le 4 mars 1882, date de la dite vente, de manière à relever l'une et l'autre des dites compagnies de l'obligation de payer toutes telles dites sommes d'argent ainsi réclamées, et qu'elles contestent, s'il est clairement établi qu'elles ne sont pas dues ou qu'elles ne sont pas équitablement exigibles ; et, en outre, d'autoriser le Commissaire des travaux publics à faire des arrangements à l'amiable avec la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, agissant comme susdit, et avec la Corporation de la cité de Québec, par voie de compensation ou autrement, pour le plus grand avantage des localités intéressées, afin d'en arriver à une entente relativement aux travaux et aux constructions, non encore terminés à Trois Rivières et à Québec, que la Compagnie du chemin de fer du Nord s'était engagée à faire, aux lieu et place du gouvernement, dans et par son contrat, en date du 4 mars 1882, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 50, et en vertu des deux actes d'accord passés le 21 août 1882, par devant Tourangeau, N. P.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des travaux publics à faire et signer tous actes comportant quittance géné-

rale et finale, main levée d'hypothèque, ou autres actes qui seront nécessaires pour mettre à effet les dispositions des résolutions précédentes.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant les réclamations de la province de Québec contre la Compagnie de chemins de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que lorsque la Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à demain, à dix heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village d'aider au maintien de bibliothèques publiques ; "

Bill intitulé : " Acte amendant de nouveau la loi des jurés ; "

Bill intitulé : " Acte concernant l'expropriation ; "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social. "

Aussi, le conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant certaines dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus. "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la construction et réparations des églises, presbytères et cimetières ; "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant l'instruction publique ; "

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 6013 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de districts ; "

Et bill intitulé " Acte amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie. "

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant le Code civil et le Code de procédure civile, " pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant certaines dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant l'instruction publique, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant l'article 6013 des Statuts refondus de la

province de Québec, relatif aux magistrats de district," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu :

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Blanchet, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Hall propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Blanchet, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que, malgré ses promesses d'administrer les affaires publiques avec prudence et économie, le gouvernement a, pendant les trois premières années de son administration, dépensé \$1,699,000 pour dépenses ordinaires et \$4,069,888 pour dépenses extraordinaires de plus que le gouvernement précédent en 1885-1886, ce qui fait une différence totale de \$5,768,897 ; que, nonobstant cette augmentation énorme de dépenses en grande partie improductives, le gouvernement n'a pas encore trouvé le moyen de venir en aide d'une manière efficace à la colonisation et à l'éducation dans les municipalités rurales, et que ses déclarations aux électeurs de cette province et les réclamations de ces derniers sur cet important sujet ont été méconnues ;

Que malgré l'emploi irrégulier, contrairement aux volontés de cette Chambre, d'une partie du dernier emprunt de \$3,500,000, ainsi que des dépôts de garantie de chemins de fer et autres, au montant d'environ \$2,329,000 pour des fins pour lesquelles ils n'étaient pas destinés, la dette flottante se trouve, par l'incurie et l'extravagance du gouvernement, portée à plus de \$7,600,000, et qu'en y ajoutant les nouveaux subsides aux compagnies de chemins de fer et autres dépenses en rapport avec iceux, elle atteindra le chiffre alarmant de \$14,000,000 ;

Que l'emprunt proposé nécessitera pour le paiement seul des intérêts une dépense annuelle de \$400,000, et que pour se procurer l'argent nécessaire pour payer l'intérêt et les frais d'amortissement déjà si élevés de notre dette publique, dépense qui, après l'emprunt, s'élèvera à \$1,600,000, c'est-à-dire environ la moitié de nos revenus, le gouvernement se trouve dans l'obligation d'imposer sur le peuple de nouvelles taxes dont quelques unes auront l'effet de paralyser nos industries naissantes et d'éloigner les capitaux de cette province ;

Sous ces circonstances, cette Chambre croit de son devoir de reprocher sévèrement au gouvernement d'avoir, en augmentant ainsi les dépenses et la dette de la province, rendu nécessaire, dans un avenir prochain, l'imposition de taxes encore plus onéreuses et de mettre ainsi en danger l'avenir des institutions auxquelles la province est si profondément attachée."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Beauchamp,
Bédard,
Blanchet,
Duplessis,*

*England,
Grenier,
Hall,
LeBlanc,*

*Lessard,
McIntosh,
Marion,
Nantel,*

*Normand,
Owens et
Robertson—15.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>ouliot,</i>
<i>Beland,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>infret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>bidoux,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Releau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Sh. Wyn,</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste. Marie,</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—36.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille huit cent cinquante-huit piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression et de reliure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à cette séance.

M. Tessier (Portneuf) informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Nantel propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf),—que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que, dans l'espace de moins de quatre ans, le gouvernement, dont les membres principaux réclamaient énergiquement contre le chiffre des dépenses des gouvernements précédents, ait porté les dépenses ordinaires de l'administration pour l'exercice dernier—1889-1890—à la somme de \$3,881,672.95, soit une différence de \$849,065.70 sur les frais ordinaires d'administration de l'exercice 1885-1886 ;

Que cette différence s'accroît encore de la somme de \$206,786.15 payée en 1889-90 pour des dépenses spéciales réellement imputables aux revenus, ce qui constitue, au cours de trois exercices seulement, une augmentation totale de dépenses ordinaires de \$1,055,851.85 dans un budget d'à peine 4 millions de dollars ;

Que cet accroissement de dépenses sans parallèle dans notre histoire financière, n'est en rapport ni avec les besoins du service public, ni avec nos revenus réguliers, ni avec les progrès de la province, qui sont à peine appréciables par la classe agricole, décimée plus que jamais par l'émigration aux Etats-Unis, et qui sont stationnaires dans la colonisation du domaine public ;

Que cet accroissement de dépenses met de plus en danger nos institutions politiques et portent atteinte au crédit de la province, qui, pour équilibrer son budget ordinaire, est obligé de recourir aux emprunts à l'étranger et de taxer divers industries importantes comme les mines et le commerce de bois, l'un des principaux éléments du travail national et de la prospérité publique ;

Que cette politique imprévoyante est de nature à arrêter le développement du pays, à appauvrir ses habitants déjà responsables de la dette fédérale du Canada, et la dette municipale, scolaire et paroissiale ; et qu'en définitive cette accumulation de charges publiques devra conduire l'administration provinciale aux plus graves extrémités financières."

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lessard,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Owens et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson—15.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Desmarais,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pouliot,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Kinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Brunet,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Monfette,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Carrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Chenevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts—36.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police et des employés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour pri-ons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques, sur cette somme, sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : Cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de transcription, impression et publication des archives du Canada ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau des arts et métiers, comprenant l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des expositions de districts,—"Expositions regionales" pour encourager l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour travaux sur la rivière Nouvelle, comté de Bonaventure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour redresser les rivières des Chênes et Belle Rivière, comté des Deux-Montagnes, d'après l'estimation de L. A. Vallée, \$4,842.00, moitié du coût ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour le dessèchement de 3,000 arpents de bonne terre, inondés par le ruisseau et la décharge Macé, comté de Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892,

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés, Beauport, Saint-Jean de Dieu, Saint-Ferdinand d'Halifax, Maison de Santé de Belmont, Hôtel-Dieu de Saint-Valier pour les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription et réparation des registres et documents dans les différents bureaux de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du Parlement, construction, pour compléter la partie supérieure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du parlement, pour statues par Hébert ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un nouvel édifice pour l'Ecole normale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Spencer Wood ; en plus pour loge du gardien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour aider à la construction des ponts en fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour aider à la construction du palais de justice et prison, à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une voûte pour les archives de Québec, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la prison de Montréal, pour construction, remboursable en partie par la vente de l'emplacement actuel de la prison, \$250,000, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction d'égouts du palais de justice et prison de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour appareils de chauffage des palais de justice et prison, dans les nouveaux districts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'empierrement des chemins ruraux, à titre d'essai ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du palais de justice à Hull, district d'Ottawa, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à un édifice national, à Montréal, pourvu qu'on y donne des cours publics d'instruction pratique, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille neuf cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds du palais de justice de Kamouraska, pour racheter les obligations portant intérêt à 8% en vertu de l'acte 12 Vict., ch. 112, due par l'ancienne province du Canada, et assumée par la province de Québec, en vertu de l'acte de Québec, 44-45 Vict., ch. 23, les taxes pour le paiement de ces obligations ayant été abolies par le même acte sur changement de chef-lieu ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1892.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent cinquante six piastres et vingt cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin de fer de Q. M. O. et O., construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider le Lieutenant-Gouverneur en conseil et la Compagnie du chemin de fer du Québec Central à mettre à exécution les dispositions de la section 4 du bill (No. 156) pour la construction de sa ligne, de St-François à St-George de Beauce, si cette compagnie demande la permission de poursuivre l'extension de son chemin "depuis un point sur son chemin de fer, à ou près de la jonction de Beauce, entre la rivière Chaudière et la station de Tring, jusqu'à un point sur le chemin de fer International à ou près du Lac Mégantic," aux conditions stipulées dans la dite clause dans le dit bill ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais imprévus du Conseil législatif, y compris les impressions, la reliure, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cent trente cinq piastres et cinquante deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée législative, frais imprévus, y compris l'emploi de sténographes pour la dernière et la présente session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour couvrir arriérages et augmentation de traitements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cents piastres et quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois pour la différence entre les prévisions et le coût des Statuts de la dernière session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; impressions, commis et dépenses des comités ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille cent-trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du gouvernement civil, pour frais imprévus des départements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille trois cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt deux mille sept cent soixante et dix-neuf piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, y compris \$2,279.50 pour assurances sur les édifices de l'exposition à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections et arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, subvention additionnelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de la loi 53 Vic., chap. 26, concernant les concessions de terres aux pères de douze enfants vivants ; traitement et frais de voyage du proposé à cet emploi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour "Manuel des Juges de Paix"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 500 exemplaires de "Biggar's Law-Book", Canada; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, par le département des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille huit cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais généraux par le département des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour comptes impayés, département des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'école St-Jean-Baptiste, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'école de l'Eglise d'Angleterre, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'école de l'Eglise Ecossaise, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour construction du monument Short-Wallick; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de la Jamaïque; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'école de réforme et d'industrie de la Pointe aux Esquimaux, pour agrandissement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille deux cent vingt quatre piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Code municipal, versions française et anglaise, "Manuel d'Hygiène," Code scolaire, livres de droits criminels pour les juges de paix, ainsi qu'autres ouvrages distribués ou à être distribués, reliure, etc., en vertu d'anciens et nouveaux contrats; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour "Modèles et livres de dessin" pour écoles élémentaires de jour et du soir, Méthode Templé; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au Séminaire de Montréal sa réclamation pour terrain de l'exposition, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent vingt et une piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le prix du terrain de l'exposition, Montréal, savoir : à la succession Stanley C. Bagg \$11,985.00, à la succession Nolan \$7,500.00, à la succession C. Goff Penny \$5,236.90 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour dommages causés, le 8 juillet 1880, par une tempête dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil et Huntingdon ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf piastres et quatre-vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer ce qui reste dû pour la publication du volume supplémentaire des Statuts refondus ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour solde des frais et dommages pour le procès du canton d'Egan ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

79. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cent trente-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour compléter le palais des arts et métiers, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale McGill, Montréal, pour agrandissement et complétion des travaux de réparations ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour droits d'auteur et impression d'un *Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, par ordre alphabétique des députés et des différents sujets et matières qui les concernent par Louis Fortier, et pour *Index* par Paul Smith, "*Spécialement imprimé par ordre alphabétique de matières* ;" pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, de Montréal, pour démolition et reconstruction des murs défectueux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'impression des Mémoires du chevalier de Lévis, trois volumes à \$1,650.00 chacun ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille trois cent soixante-quatre piastres et vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction et règlement de comptes du chemin de fer de Q. M. O. & O ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du pont du chemin de fer de Québec : Pour études se rapportant à l'entreprise, constituant un nouveau crédit sur la somme de \$10,000 autorisé par la loi 51-52 Vict., chap. 92, art. 13, dont seulement \$404.53 ont été dépensées.—Ce nouveau crédit devra être affecté à la même fin, de la manière indiquée par le Lieutenant Gouverneur en conseil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du prêt aux syndics des chemins à barrières de Lévis : Prêt pour macadamiser le chemin de Beaumont ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à cette séance.

M. Tessier (Portneuf) informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Tessier (Portneuf) rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille huit cent cinquante-huit piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression et de reliure, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police et des employés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole de Notre-Dame de Monfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques, sur cette somme, sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : Cinq pour cent de la part des catholiques en cette province sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de transcription, impression et publication des archives du Canada ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau des arts et métiers, comprenant l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des expositions de districts, — "Expositions régionales" pour encourager l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour travaux sur la rivière Nouvelle, comté de Bonaventure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour redresser les rivières des Chênes et Belle Rivière, comté des Deux-Montagnes, d'après l'estimation de L. A. Vallée, \$4,842.00, moitié du coût ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour le dessèchement de 3,000 arpents de bonne terre, inondés par le ruisseau et la décharge Macé, comté de Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justices et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés, Beauport, Saint-Jean de Dieu, Saint-Ferdinand d'Halifax, Maison de Santé de Belmont, Hôtel-Dieu de Saint-Valier pour les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription et réparation des registres et documents dans les différents bureaux de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du Parlement, construction, pour compléter la partie supérieure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des nouveaux édifices du Parlement, pour statues par Hébert ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un nouvel édifice pour l'Ecole normale ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Spencer Wood ; en plus pour loge du gardien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour aider à la construction des ponts en fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour aider à la construction du palais de justice et prison, à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une voûte pour les archives de Québec, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la prison de Montreal, pour construction, remboursable en partie par la vente de l'emplacement actuel de la prison, \$250,000, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction d'égouts du palais de justice et prison de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareils de chauffage des palais de justice et prisons, dans les nouveaux districts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'empierrement des chemins ruraux, à titre d'essai ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du palais de justice à Hull, district d'Ottawa, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à un édifice national, à Montréal, pourvu qu'on y donne des cours publics d'instruction pratique, nouveau crédit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit m. e neuf cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds du palais de justice de Kamouraska, pour racheter les obligations portant intérêt à 8% en vertu de l'act 12 Vict., ch. 112, due par l'ancienne province du Canada, et assumée par la province de Québec, en vertu de l'acte de Québec, 44-45 Vict., ch. 23, les taxes pour le paiement de ces obligations ayant été abolies par le même acte sur changement de chef-lieu ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent cinquante-six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin de fer de Q. M. O. et O., construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cents piastres soit accordée à sa Majesté, pour aider le Lieutenant-Gouverneur en conseil et la Compagnie du chemin de fer du Québec Central à mettre à exécution les dispositions de la section 4 du bill (No. 156) pour la construction de sa ligne, de St-François à St-Georges de Beauce, si cette compagnie demande la permission de poursuivre l'extension de son chemin " depuis un point sur son chemin de fer, à ou près de la jonction de Beauce, entre la rivière Chaudière et la station de Tring, jusqu'à un point sur le chemin de fer International à ou près du Lac Mégantic ", aux conditions stipulées dans la dite clause dans le dit bill ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesty, pour faire face aux dépenses de traitement et frais imprévus du Conseil législatif, y compris les impressions, la reliure, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cent trente cinq piastres et cinquante deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée législative, frais imprévus, y compris l'emploi de sténographes pour la dernière et la présente session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour couvrir arrérages et augmentation de traitements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cents piastres et quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois pour la différence entre les provisions et le coût des Statuts de la dernière session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; impressions, commis et dépenses des comités ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille cent-trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du gouvernement civil, pour frais imprévus des départements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille trois cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt deux mille sept cent soixante et dix-neuf piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, y compris \$2,279.50 pour assurances sur les édifices de l'exposition à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections et arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, subvention additionnelle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de la loi 53 Vic., chap. 26, concernant les concessions de terres aux pères de douze enfants vivants ; traitement et frais de voyage du préposé à cet emploi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses pour " Manuel des Juges de Paix " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 500 exemplaires de " *Biggar's hand-Book*," Canada ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille huit cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais généraux par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour comptes impayés, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'école St-Jean-Baptiste, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'école de l'Eglise d'Angleterre, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'école de l'Eglise Ecossaise, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour construction du monument Short-Wallick ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de la Jamaïque ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'école de réforme et d'industrie de la Pointe aux Esquimaux, pour agrandissement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille deux cent vingt-quatre piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Code municipal, versions française et anglaise, " Manuel d'Hygiène," Code scolaire, livres de droits criminels pour les juges de paix, ainsi qu'autres ouvrages distribués ou à être distribués, reliure, etc., en vertu d'anciens et nouveaux contrats ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour " Modèles et livres de dessin " pour écoles élémentaires du jour et du soir, " Méthode Templé " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au Séminaire de Montréal sa réclamation pour terrain de l'exposition, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent vingt et une piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le prix du terrain de l'exposition, Montréal, savoir : à la succession Stanley C. Bagg \$11,985.00, à la succession Nolan \$7,500.00, à la succession C. Goff Penny \$5,236.90 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour dommages causés, le 8 juillet 1880, par une tempête dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil et Huntingdon ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf piastres et quatre-vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer ce qui reste dû pour la publication du volume supplémentaire des Statuts refondus ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour solde des frais et dommages pour le procès du canton d'Egan ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cent trente-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour compléter le palais des arts et métiers, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale McGill, Montréal, pour agrandissement et complétion des travaux de réparations ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour droits d'auteur et impression d'un *Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, par ordre alphabétique des députés et des différents sujets et matières qui les concernent par Louis Fortier, et pour *Index* par Paul Smith, " Spécialement imprimé par ordre alphabétique de matières ; " pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, de Montréal, pour démolition et reconstruction des murs défectueux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'impression des Mémoires du chevalier de Lévis, trois volumes à \$1,650.00 chacun ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille trois cent soixante-quatre piastres et vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction et règlement de comptes du chemin de fer de Q. M. O. & O ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du pont du chemin de fer de Québec : Pour études se rapportant à l'entreprise, constituant un nouveau crédit sur la somme de \$10,000 autorisé par la loi 51-52 Vict., chap. 92, art. 13, dont seulement \$404.53 ont été dépensées.—Ce nouveau crédit devra être affecté à la même fin, de la manière indiquée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891,

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du prêt aux syndics des chemins à barrières de Lévis : Prêt pour macadamiser le chemin de Beaumont ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Et la question étant mise aux voix que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

M. Tessier (Portneuf) rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont à Ascot Corner, comté de Sherbrooke, pourvu que la municipalité fournisse la balance du contrat ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et dépenses de bureau d'un agent en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes impayés, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Gazette Officielle de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Témiscamingue ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs Grises, St-Jérôme, 2ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège St-Bernardin, de Waterloo, 3ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Général du district de Richelieu, à Sorel, 3ème et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, de Ste-Cunégonde, pour les personnes âgées et infirmes, pour défrayer dépenses de construction, 2ème paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke, 1er paiement sur deux égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Assomption, pour la construction d'un hôpital, 2ème paiement sur quatre égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Antoine de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Ste-Anne, 1er paiement sur 6 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection d'un monument à Maisonneuve, fondateur de Montréal, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$447,333.02, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-onze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,838,396.21, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-douze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Murphy fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$447,333.02, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le 30 juin mil huit cent quatre-vingt-onze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,838,396.21, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-douze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1891 et le 30 juin 1892, et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 décembre 1890, pour la correspondance et les documents se rattachant à la création et au maintien des écoles du soir, et les programmes des études suivis dans les écoles du soir et les écoles élémentaires. (*Document de la session*, No. 122.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance échangée, à propos des écoles du soir à Montréal, entre le directeur des écoles, C. Templé ou tout professeur ou principal, ou toute personne ayant un emploi quelconque dans ces écoles. (*Document de la session, No. 123.*)

Et aussi,—le Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur toutes les élections qui ont eu lieu, depuis le 14 octobre 1886 jusqu'à ce jour. (*Document de la session, No. 145.*)

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mardi, 30 décembre 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hall,—La pétition de *The Protestant Ministerial Association*, de Montréal

Ordonné, Que la pétition de *The Protestant Ministerial Association*, de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant que le bill concernant l'expropriation des cimetières ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill, intitulé : "Acte concernant certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises de chemins de fer et autres ;"

Bill intitulé : "Acte modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province ;"

Bill intitulé : "Acte concernant les asiles d'aliénés ;"

Bill intitulé ; "Acte amendant la loi des licences de Québec ;"

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette."

Bill intitulé : "Acte concernant le règlement, par arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces ;"

Bill intitulé : "Acte amendant la loi concernant la santé publique ;"

Bill intitulé : "Acte concernant l'émission d'obligations ou débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins."

Et bill intitulé : "Acte pour amender et refondre la loi des mines."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Pouliot, secondé par M. Pinault,

Résolu, Que cette Chambre autorise l'impression du rapport de M. H. A. Turgeon, sur la vallée de la Squateck, et celui de M. C. E. Damour, et que ces deux rapports soient publiés à la suite du rapport de M. Buies, dont ils sont le complément.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant les réclamations de la province de Québec contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Carrier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de la correspondance échangée entre toutes personnes et aucun membre du gouvernement, au sujet de l'achat de la bibliothèque de feu l'honorable P. J. O. Chauveau.

L'honorable M. Langelier, Secrétaire de la province, présente, — la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 décembre 1890, demandant copie de toute correspondance et ordres en conseil du gouvernement, relativement à la nomination d'une commission ou d'un comité chargé de surveiller ou contrôler le fonctionnement des écoles du soir pour cette année. (*Document de la session, No. 124.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 décembre 1890, demandant copie de la correspondance échangée entre toutes personnes et aucun membre du gouvernement, au sujet de l'achat de la bibliothèque de feu l'honorable P. J. O. Chauveau. (*Document de la session, No. 125.*)

Sur motion de M. Turgeon, secondé par l'honorable M. Blanchet.

Résolu, *nemine contradicente*, Que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement mettre à effet le testament de feu l'honorable P. J. O. Chauveau, concernant sa bibliothèque, et acheter celle-ci, s'il le juge convenable.

M. Carrier propose, secondé par M. Pinault, — Que le dépôt de \$200.00 payé pour le bill constituant en corporation l'association dite : "*The Royal Canadian Trust and Fidelity Company*," soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, parce que le dit bill a été rejeté ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant les réclamations de la province de Québec contre les compagnies du chemin de fer du Pacifique Canadien et du chemin de fer du Nord ; "

Et bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1891, et le 30 juin 1892, et pour d'autres fins du service public. "

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Mercier met devant la Chambre,—un Résumé des travaux de la présente session, 2ième de 1890, étant la 1ère de la 7ième Législature :

L'ouverture de la session a eu lieu le 4 novembre 1890.

La prorogation aura lieu, aujourd'hui, le 30 décembre 1890.

Nombre de jours de session.....	56
Nombre de jours de séances.....	41
La Chambre a voté.....	33 fois.
Nombre de pétitions présentées.....	100
“ “ lues et reçues.....	93
Nombre d'adresses ordonnées.....	24
“ d'ordres de la Chambre ordonnés.....	102
Nombre de documents mis devant la Chambre, réponses aux adresses et ordres de la Chambre.....	125
Nombre de bills présentés à l'Assemblée législative.....	172
“ “ envoyés au Conseil législatif... ..	109
“ “ rejetés par le “ “	10
“ “ présentés au “ “	12
Nombre de bills du Conseil envoyés à l'Assemblée.....	8
“ “ “ rejetés par “	3
“ “ devant être sanctionnés.....	103
“ “ dont la sanction est réservée.....	1
Nombre d'avis de motions ayant rapport aux interpellations....	67
“ “ “ aux bills.....	109
“ “ “ aux adresses et ordres... ..	120
“ “ “ aux comités.....	8
“ “ “ aux résolutions.....	18
“ “ “ à divers sujets.....	45
Total des avis de motions.....	367
La Chambre s'est formée en comité général sur résolutions.....	20 fois.
“ “ “ “ subsidés.....	10 “
“ “ “ “ sur bills.....	122 “
Total.....	152

 Nombre de rapports faits par des comités permanents et spéciaux

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents..	1
Comité spécial—journaliers de navires, Québec.....	2
Comité spécial—code municipal.....	2
Bills privés.....	16
Chemins de fer.....	7
Ordres permanents.....	11
Législation et lois expirantes.....	10
Comptes publics.....	2
Bibliothèque.....	2
Impressions.....	2
Privilèges et élections.....	1
Agriculture, immigration et colonisation.....	6
Industries.....	1
Total.....	63

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme Hussier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle de séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

- E. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Joseph Oscar Fournier au nombre de ses membres,
- F. Loi déclarant Joseph Narcisse Létourneau, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.
- G. Loi amendant le chapitre 72 de la 52e Victoria, constituant en corporation la Compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*.
- H. Loi amendant l'acte 47 Victoria, chapitre 55, constituant en corporation "La Compagnie Royale d'Electricité."
- I. Loi constituant en corporation la Compagnie provinciale d'agence (limitée).
2. Acte amendant la loi portant privilège aux pères ou mères de famille ayant douze enfants vivants.
3. Acte amendant la loi relative aux sociétés d'agriculture.
4. Acte à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique de Notashkuan, sur la côte du Labrador.
5. Acte amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie.
6. Acte concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la couronne.
7. Acte pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'Assemblée législative.
9. Acte pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant le service civil.
10. Acte modifiant le Code de procédure civile au sujet des appels.
13. Acte concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.
15. Acte pour amender et refondre la loi des mines.

16. Acte donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village, d'aider au maintien de bibliothèques publiques.
17. Acte amendant l'article 1616 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les membres des sociétés d'agriculture, et l'article 1663 relatif au cautionnement du secrétaire-trésorier.
18. Acte amendant le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative.
19. Acte amendant la loi concernant la protection des employés dans les manufactures.
20. Loi autorisant Henri Bouthillier à vendre un certain immeuble grevé de substitution.
21. Loi constituant en corporation les Sœurs de Sainte-Marguerite.
22. Loi constituant en corporation "L'Union St-Joseph de Drummondville."
23. Loi autorisant Joseph-Orance Grandbois à adjoindre à son nom celui de "de Ville-neuve."
24. Loi rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias.
25. Loi autorisant le Bureau des commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations
26. Loi relative à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier.
27. Loi constituant en corporation la ville de Waterloo pour les fins scolaires et municipales.
28. Loi conférant une charte spéciale à la ville de Louiseville.
29. Loi constituant en corporation la "Compagnie du chemin de fer de Drummond et Richmond."
31. Loi constituant en corporation "La Compagnie de traction et de freins électriques Ries du Canada."
32. Loi constituant en corporation la "Société Saint-Jean-Baptiste permanente de Waterloo."
33. Loi constituant en corporation la partie de la "*International Advent Christian Conference*," située et comprise dans la province de Québec.
34. Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de St-Alphonse.
35. Loi modifiant la loi constituant en corporation la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.
36. Loi modifiant les actes relatifs à la corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine.
37. Loi constituant en corporation "La Compagnie du pouvoir hydraulique de la rivière Coaticook."
38. Loi constituant en corporation "la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du lac Noir."
39. Loi constituant en corporation "l'Union Saint-Joseph des Artisans du village de Mégantic."
40. Loi modifiant le statut 47 Victoria, chapitre 46, concernant "l'Eglise St-Jude," du diocèse de Montréal."
43. Acte amendant la loi concernant la preuve.
56. Acte à l'effet de légaliser certains enregistrements.
64. Acte pour amender l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre la dite Ecole et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal.
66. Loi constituant en corporation le Recteur et les syndics de l'Eglise épiscopaliennne réformée de Saint-Berthélemi—*The Rector and Church Wardens of Saint-Bartholomew's Reformed Episcopal Church*—de la cité de Montréal.
68. Acte faisant revivre et étendant l'exemption des taxes municipales pour certaines propriétés minières accordées en vertu de l'article 1544 des Statuts refondus de la province de Québec.
70. Loi amendant l'acte constituant en corporation la ville de Drummondville.
71. Loi modifiant de nouveau l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association*.

-
72. Loi modifiant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.
 73. Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.
 75. Loi amendant la loi 41 Victoria, chapitre 35, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Lachine.
 78. Loi constituant en corporation l'association des Architectes de la province de Québec.
 79. Loi modifiant les divers actes concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.
 80. Loi autorisant Benjamin Castonguay, dame Emilie Vallée et J.-Bte. Renaud, ès-qualité, à hypothéquer un immeuble substitué.
 81. Loi constituant en corporation "La Compagnie de chemin de fer Montréal et de jonction du Pacifique."
 82. Loi modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 71, qui constitue en corporation la ville de Saint-Germain de Rimouski.
 83. Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.
 84. Loi constituant en corporation le village de Dorion.
 86. Loi amendant le Code de procédure civile, en ce qui concerne la preuve.
 89. Loi concernant la succession de feu James McCready.
 90. Loi modifiant la "Charte de la cité de Montréal, 1889."
 91. Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu.
 92. Loi modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 52.
 93. Loi portant modification et interprétation de la loi 9 Victoria, chapitre 91, intitulé : "Acte pour incorporer Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, à Montréal, qui se vouent au soin et à la réformation des filles repenties."
 95. Acte amendant la cédule No. 25 de l'appendice annexé à la loi du notariat dans les Statuts refondus de la province de Québec.
 98. Acte amendant la loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
 100. Loi constituant en corporation la ville d'Aylmer.
 101. Loi modifiant l'acte incorporant le Bureau d'agence d'immeubles de Montréal.
 102. Loi concernant la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles.
 104. Acte pour amender les articles 692, 5913 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics.
 107. Acte amendant la "Loi électorale de Québec."
 108. Acte modifiant la "Loi des élections contestées de Québec."
 110. Loi amendant les articles 1453 et 1998 du Code civil, tel qu'ils se lisent aux articles 6811 et 5827 des Statuts refondus de la province de Québec.
 111. Acte pour rendre plus claires les lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique.
 113. Acte pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes.
 114. Acte amendant de nouveau la loi des jurés.
 115. Acte pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions.
 116. Acte amendant l'article 3142 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie.
 117. Acte amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.
 123. Acte amendant la loi du barreau.
 127. Acte amendant l'article 1019 du Code de procédure civile.
 132. Acte amendant l'expropriation.
 133. Acte modifiant la loi 52 Victoria, chapitre 43, qui amende la loi des compagnies pour l'empiérement des chemins.

-
134. Loi amendant certaines dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus.
 135. Acte amendant la loi concernant l'instruction publique.
 136. Acte amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province.
 137. Acte pour interpréter le chapitre 41 de l'acte 45 Victoria.
 138. Acte amendant la loi relative à la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières.
 140. Acte pour amender l'acte incorporant la " Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec."
 143. Acte amendant la loi des licences de Québec.
 149. Acte modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province.
 153. Acte amendant la loi concernant la santé publique.
 154. Acte amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.
 155. Loi modifiant l'acte de l'Eglise méthodiste, 1884.
 156. Acte concernant certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises de chemins de fer et autres.
 158. Loi modifiant la loi autorisant les Bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations.
 160. Acte pour faire disparaître tout doute quant à l'interprétation de l'article 42b du code de procédure civile, tel qu'ajouté par l'article 5862 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger.
 163. Acte amendant l'article 6013 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district.
 164. Acte concernant les asiles d'aliénés.
 165. Acte pour amender l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social.
 169. Acte concernant l'émission des obligations ou *déventures* provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins.
 170. Acte amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec.
 171. Acte concernant le règlement, par arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces.
 172. Acte concernant les réclamations de la province de Québec contre les compagnies du chemin de fer du Pacifique Canadien et du chemin de fer du Nord.

Le titre du bill suivant est alors lu : (No. 76) " Loi validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albine Thibault."

A ce bill, le Greffier du Conseil législatif, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dit : " Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur réserve ce bill pour la signification du plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général."

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative adresse la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur :

" Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill (No. 54) intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté, les derniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1891 et le 30 juin 1892 et pour d'autres fins du service public," lequel je pris humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce bill la sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En venant mettre fin à vos travaux législatifs, je crois devoir vous féliciter et vous remercier : vous féliciter de la courtoisie et de la dignité qui ont caractérisé vos délibérations ; vous remercier de la libéralité avec laquelle vous avez accordé des crédits nouveaux pour favoriser la construction des chemins de fer et l'avancement des intérêts agricoles en cette province.

L'emprunt que vous avez autorisé mettra la province en état de faire face aux obligations actuelles, et de s'assurer des avantages réels d'un progrès considérable.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie des crédits que vous avez votés pour les besoins du service public, et je verrai à ce que ces crédits soient dépensés avec toute l'économie requise.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En prenant congé de vous, je fais des vœux pour la prospérité de la province et pour le bonheur de chacun de vous et de celui de vos familles.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'au lundi le 9me jour de février prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est en conséquence, prorogée au lundi, le neuvième jour de février prochain.

ANNEXE A

RELATIVE AU CINQUIÈME RAPPORT DU COMITÉ DES BILLS PRIVÉS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le projet de loi actuellement soumis à la considération de cet honorable comité nous avait d'abord paru demander certains amendements.

D'un côté, en effet, nous avions par devers nous une foule de documents émanés du Saint-Siège dans lesquels les droits de l'Université-Laval, ainsi que les décrets pontificaux, étaient constamment maintenus. Dans l'acte même de la délégation donnée aux archevêque et évêques de la province de Montréal pour travailler à réaliser l'union tant désirée entre Laval et Victoria, il est explicitement dit :

“ Que le Saint-Siège verrait avec la plus grande satisfaction se réaliser l'union projetée, *sans préjudice toutefois des droits de l'Université-Laval, ni des décrets pontificaux.* ”

D'un autre côté la loi proposée, d'après l'opinion de plusieurs de nos plus habiles légistes, paraissait froisser les droits de Laval et blesser les décrets pontificaux.

Nous nous trouvions ainsi dans un espèce d'embarras et de perplexité, et nous nous demandions s'il ne serait pas à propos, afin de nous conformer davantage aux décrets pontificaux, de suggérer des amendements à la loi proposée ; amendements qui auraient fait disparaître tout doute et qui auraient renfermé les volontés expresses du Saint-Siège, telles qu'exprimées dans la constitution *jam dudum*.

Nous en étions là, lorsque la lettre du Saint-Père à l'honorable Premier Ministre, demandant expressément l'adoption de la loi, telle quelle, est venue nous tirer d'embarras et éclairer la situation d'une vive lumière.

Du moment que le texte de cette lettre nous fut connu, le rôle de l'Université fut tout tracé ; car, aujourd'hui comme par le passé, l'Université veut ce que veut le Saint-Siège, du moment que la volonté du Saint-Siège lui est sûrement et clairement connue.

L'Université-Laval est avant tout une Université catholique, et comme telle, elle a non-seulement le devoir d'obéir aux moindres désirs du Saint-Siège, mais encore celui de prêcher cette obéissance à ceux qui veulent l'entendre.

C'est ce qu'elle vient faire aujourd'hui par la bouche de Son Recteur, devant cet honorable comité, en exprimant la déclaration suivante :

L'Université, et quand je dis Université, je la prends dans toute l'étendue de son personnel dirigeant, c'est-à-dire ayant à sa tête son Chancelier Apostolique, l'Eminentissime Cardinal Archevêque de Québec, non-seulement ne s'oppose pas au projet de loi qui est devant cet honorable comité, non-seulement ne suggère aucun amendement quelconque, mais encore, désirant sincèrement et de toutes ses forces, que les volontés du Saint-Père s'accomplissent, demande instamment que le projet de loi soit adopté.

En conséquence, l'Université prie tous ses anciens élèves et tous ses amis faisant partie de l'une ou de l'autre des deux branches de la Législature de Québec, de favoriser de toutes leurs forces la loi qui leur est actuellement soumise.

En agissant de cette sorte, qu'ils soient assurés qu'ils se montreront extrêmement agréables à l'Université-Laval, à Son Chancelier Apostolique l'Eminentissime Cardinal Archevêque de Québec, et au Saint-Père lui-même.

(Signé) BENJ. PAQUET, Ptre.

Recteur de l'Université-Laval.

Université-Laval,

27 novembre 1890.

INDEX

DU

VINGT-CINQUIÈME VOLUME

54 VICTORIA, 1890.

ACTE 45 VICTORIA, CH. 41 :—Voir *Victoria*.

ACTE 47 VICTORIA, CH. 52 :—Voir *Montréal, Maison de l'Immaculée Conception*.

ACTE ÉLECTORAL :

1. Bill amendant l'acte électoral de Québec, (M. Lemieux), présenté, 63.

2. Bill amendant la loi électorale de Québec (M. Lemieux), présenté, 71. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, 88. Rejeté par le comité, 117.

3. Bill amendant la loi électorale de Québec, (l'hon. M. Mercier), présenté, 83. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 186. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 196. Par le Conseil, 280. S. R., 343. (54 Vic., c. 9.)

4. Bill pour amender la loi électorale, (M. Marion), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 174. Rapporté, 197. Motion pour comité général, négative, 219.

5. Bill amendant la loi électorale de Québec, de manière à étendre le droit de suffrage, à donner un congé aux ouvriers pour voter, et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, (M. Béland), présenté, 124. Motion pour 2e lecture ; amendement proposé et adopté ; bill lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 173.

ACTIF ET PASSIF DE LA PROVINCE :—Voir *A et 1, des Documents*.

ADMINISTRATION DU TUTEUR :—Voir *Code Civil*, 2.

Adresses :

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT GOUVERNEUR :

1. *Discours du Trône* :—Copie du—obtenu par M. l'Orateur, 7. Devant être pris en considération, 9. Motion pour une adresse en réponse au—à l'ouverture de la Session, 12. Débat ajourné, 14. Débat repris, 19. Amendement et sous-amendement proposés -

ADRESSES :—*Suite.*

objection soulevée par l'hon. M. Blanchet au sous-amend. ; M. l'Orateur renvoi l'objection, 22 ; sous-amendement adopté, 22. Résolution adoptée et renvoyée à un comité spécial ; adresse rapportée, 28. Motion pour que l'adresse soit lue la seconde fois ; amendement proposé et négativé, 25. Adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil exécutif, 26. Réponse, 66.

2. *Liqueurs* :—Informant Son Honneur que la Chambre a passé des résolutions demandant au gouvernement fédéral d'adopter certaines mesures pour la vente et l'inspection des liqueurs, et priant Son Honneur de vouloir bien transmettre copie de ces résolutions aux autorités fédérales, 248.

AGRICULTURE :—Voir 2 et 85 des Documents.

AGRICULTURE ET COLONISATION :—Rapport du Commissaire :—Voir 3, des Documents.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 9, 19, 27.

Membres ajoutés à ce comité, 86, 117. Premier rapport nommant M. Bernatchez président, et demandant que le quorum soit réduit à cinq membres ; adopté, 42. Second rapport, 49. Motion pour adoption du rapport ; amendement (M. Picard) pour que le rapport soit renvoyé de nouveau au comité ; adopté, 50. Troisième rapport (Bill des cent acres et Chs. Champagne), 53. Adopté, 63. Quatrième rapport (sous-comité chargé d'examiner les opérations des sociétés d'agriculture) ; rapport, 110. Adopté, 117. Cinquième rapport (au sujet de l'ensilage) ; adopté, 187. Sixième rapport (inspection des manufactures de beurre et de fromage ; encouragement pour la culture de la betterave ; aide pour *haras*, etc.), 218. Adopté, 249.

Le comité reçoit instruction d'étudier la question de l'ensilage, 78.

Le comité reçoit instruction d'étudier la question d'introduire des lois analogues à celles des Etats-Unis et d'Ontario, sous le double rapport des *homesteads* et des octrois gratuits, 113, 115.

ALIÉNÉS :—Voir *Hôpital Protestant pour les—* ; voir aussi *Asiles d'aliénés*.

APPELS :—Bill modifiant le Code de procédure civile au sujet des—(l'hon. M. Robidoux), présenté, 87. Lu la deuxième fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 192. Par le Conseil avec amendements, 298. Considérés et adoptés, 298. S. R., 341. (54 Vic., ch. 48.)

AQUEDUC BOURGET :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud, 45. Rapport de l'avis, 54. Bill (l'hon. M. Robidoux) présenté, 55. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 75. Rapporté amendé, 105. Considéré en Comité général ; rapporté ; passé, 120. Honoraire remis, 214.

ARBITRAGE :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant le règlement, par voie d'arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces dites provinces, 298, 302. Signification de la recommandation du Lieutenant Gouverneur, 302. Le comité délibère, 303. Résolutions rapportées et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 304. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant le règlement, par arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces (l'hon. M.

ARBITRAGE :—*Suite.*

Shehyn), présenté ; lu les 1^e et 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 355. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., c. 4.)

ARCHITECTES.—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'Association des Architectes de la province de Québec, 53. Rapport de l'avis, 61. Bill (l'hon. M. Robidoux) présenté, 63. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté, amendé, 146. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil avec amendements, 250. Considérés et adoptés, 250. S. R., 342. (54 Vic., ch. 59.)

ARPEUTEURS ET ARPENTAGES :—Voir 4, *des Documents.*

ASILES D'ALIÉNÉS :

La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les asiles d'aliénés, 30, 200. La Chambre en comité ; résolution rapportée, 201. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 207. Motion pour la seconde lecture de la résolution, 207. Débat ajourné, 208. Débat repris ; amendement de l'hon. M. Blanchet et sous amendement de M. LeBlanc, 208. Sous-amendement négatif, 209. Sous-amendement de M. Tessier (Portneuf) proposé et adopté, 209. Motion, ainsi amendée, adoptée, 209. Bill basé sur cette résolution, 210. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant les asiles d'aliénés (l'hon. M. Langelier), présenté, 210. Lu la 2^e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; lu la 3^e fois et passé, 295. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 5.)

3. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés (l'hon. M. Langelier), présenté, 117. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 188. Motion pour 3^e lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté ; bill considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 280. S. R., 344. (54 Vic., ch. 25.)

4. Voir 5, 6, B, C, D et 83, *des Documents.*

ASILE DE LA PROVIDENCE :—Voir B, C, *des Documents.*ASILE DE ST. JEAN DE DIEU :—Voir D, *des Documents.*

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur ; à la barre du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1 ;—pour la sanction des bills ; à la clôture de la Session, 342.

Réunions et ajournements de la Chambre :

2. Continue à siéger après minuit, 145, 149. En comité, 202.

3. Devant avoir deux séances le même jour, 186. Trois séances, 186.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*

4. Devant siéger le samedi, 122, 186, 197.
5. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 208, 248.
6. Ajourne du 5 au 7 novembre, 9.
7. Ajourne du 23 décembre à 6 heures P. M., au 25 décembre, à 11 heures A. M., 207.
8. Ajourne du 24 décembre, à 8 heures P. M., au 26 décembre, à 11 heures A. M., 250.
9. Copie de l'ordre en conseil sur nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, 10.
10. Résumé des travaux de la Session, 340.
11. Bill amendant le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 94. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 192. Par le Conseil, avec amendements, 280. Considérés et adoptés, 281. S. R., 342. (54 Vic., ch. 7.)

ASSOCIATIONS LAITIÈRES :

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'inspection des associations laitières, 243, 291. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le comité délibère, 293. Résolutions rapportées et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 294. Voir *infra*, 2.)
2. Bill amendant la loi concernant les sociétés d'industrie laitière, (l'hon. M. Mercier), présenté ; lu les 2^e et 3^e fois et passé, 294. Par le Conseil, avec amendements, 338. Considérés et adoptés, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 20.)
3. Interpellations, au sujet des—, 153.

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES :—Voir 7, *des Documents et Chevaliers du Travail.*

AVANCES A DIVERSES PERSONNES :—Voir E, *des Documents.*

AYLMER :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville d'Aylmer, 60. Rapport de l'avis, 73. Bill (M. Poupore), présenté, 74. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 175. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil, avec amendements, 280. Considérés et adoptés, 281. S. R., 343. (54 Vic., ch. 84.)

BACHAND, REV. J. :—Voir 8, *des Documents.*

BAIE DES CHALEURS, CIE CHEMIN DE FER DE LA— :—Voir 9 et F, *des Documents.*

BANQUE DE MONTRÉAL :—Interpellations, 89, 153.

BAPTÊMES, MARIAGES ET SÉPULTURES : État général des—du district de Montréal pour 1889, 7 :—Voir 89, *des Documents*.

BARNARD, E. A. :—Voir 10, *des Documents*.

BARREAU :

1. Bill amendant la loi du barreau, (M. Hall), présenté, 117. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 145. Rapporté, 197. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; motion pour 3^e lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé ; bill lu la troisième fois et passé, 216. Par le Conseil, 280. S. R., 343. (54 Vic., ch. 32.)

2. Bill modifiant la loi concernant le Barreau de la province, (M. Hall), présenté, 200.

3. Voir 11, *des Documents*.

BEAUHARNOIS, PRISON ET BUREAU DU PROTONOTAIRE DE— :—Voir 6, *des Documents*.

BEAUMONT, CHEMIN DE— :—Interpellations, 84.

BEAUMONT, CHEMIN DE— :—Voir J, *des Documents*.

BELLECHASSE, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE— :—Interpellation, 119.

BELLECHASSE, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE— :—Voir 77, *des Documents*

BERTHIER, COMTÉ DE— :—Voir 12, *des Documents*.

BERTHIER, GARDES-CHASSE POUR— :—Interpellations, 194.

BERTHIER OU FARNHAM, FABRIQUES DE SUCRE DE BETTERAVES DE— :—Voir 51, *des Documents*.

BETTERAVE :—La Chambre devant se former en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant la culture de la betterave, 243, 278. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 278. Résolutions rapportées et adoptées, 279.

BETTERAVE, BONUS POUR CULTURE DE LA— :—Interpellations, 69.

BEURRERIES ET FROMAGERIES :—Interpellations, 155.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :

1. Comité conjoint de la,—Membres nommés par le Conseil, 65. Membres nommés par l'Assemblée, 31. Membre substitué à un autre, 43. Premier rapport ; l'honorable M. de Boucherville élu président et quorum réduit à sept membres ; adopté, 73. Second rapport nommant un sous-comité pour examiner et évaluer la bibliothèque de feu l'hon. P. J. O. Chauveau, 86. Voir *Chauveau*.

2. Rapport du conservateur la,—11. Voir 13, *des Documents*

BIBLIOTHÈQUE DU CODE CIVIL, DE DELORIMIER :—Interpellation, 69.

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES :—Bill donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village, d'aider au maintien de bibliothèques publiques, (l'hon. M. Langelier), présentée, 140. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 287. Par le Conseil, 319. S. R., 342. (54 Vic., ch. 34.)

BIENS DES JÉSUITES :—Voir 14 et 15, des Documents.

BIENS IMPOSABLES :—Valeur des—dans la province :—Interpellations, 38, 39, 63.

BILLETS DE LOCATION DES TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Terres de la Couronne*.

Bills :

1. Résolu, qu'à l'avenir, tout bill pour amender le Code municipal sera discuté lors de la première lecture, et référé, s'il y a lieu, avant la seconde lecture, au comité du Code municipal, 52.

2. Résolu, que tout bill public qui doit être référé au comité de législation, ne le sera qu'après sa seconde lecture, 52.

3. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 105.

4. Présentés, lus les trois fois et passés, 294, 305, 337.

5. Présentés, lus la première fois et renvoyés à un comité, 37, 38, 41, 67, 82, 94, 152, 153, 171, etc.

6. Présentés, lus les première et seconde fois et renvoyés à un comité, 175, 176, 189, 190, etc.

7. Ordre pour seconde lecture d'un bill rescindé, 41, 43, 44, 51, 56, etc.

8. Motion pour seconde lecture d'un bill, négative, 220.

9. Seconde lecture d'un bill renvoyée à six mois, 143.

10. Lus la seconde fois sur division et renvoyés à un comité, 56, 73, 75, 105, 193, 197.

11. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés et passés, 68, 75, 174, 185, 186, 188, 192, etc.

12. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général ; amendés ; rapportés ; passés, 104, 143, 192, 254, etc.

13. Motions pour renvoyer à six mois un comité général sur bill ; négatives, 107, 114.

14. Motion pour 3^e lecture d'un bill, retirée, 182.

BILLS :—Suite.

15. Renvoyés de nouveau à un comité général; considérés; amendés; rapportés et passés, 73, 200.
16. Bills retirés par le promoteur, 117, 198.
17. Rejetés par le comité de législation, 61, 74, 82, 117, 198.
18. Renvoyés à un comité spécial, 249, 275.
19. Ré-impression ordonnée, 85, 190, 206.
20. Amendés par le Conseil législatif, 85, 118, 136, 148, 177, 182, 189, 250, etc.
21. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 118. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 136. La Chambre n'insiste pas sur ses amendements, 252.
22. Bills du Conseil législatif, 136, 146, 175, 219, 269, 319.
23. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 210, 212.
24. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 136. Non adoptés par le Conseil, 252.
26. Réservé pour la sanction du Gouverneur Général, 344.
25. Sanctionnés, 341 à 344.

Bills Privés :

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 9, 19, 27. Premier rapport nommant M. Tessier (Portneuf), Président et recommandant une réduction du *quorum*; *quorum* devant être de sept, 36. Membre substitué à un autre dans ce comité, 35. Autres rapports sur divers bills, 74, 76, 82, 86, 92, 105, 111, 117, 137, 139, 146, 175, 180, 187.
2. Bills renvoyés à ce comité, 46, 52, 56, 64, 69, 71, 75, 80, 85, 92, 149, 154.
3. Prise en considération des bills privés, en vertu de la 19^{me} règle, 56, 64, 79, 84, 106, 113, 120, 142.
4. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 114.
5. Rapport que le préambule n'a pas été prouvé, 105.
6. Remise des honoraires sur bills, 155, 138, 156, 181, 213, 214, 215, 243, 251, 339.
7. Recommandant que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé, 105, 181.
8. Que les reviseurs des bills privés soient présents aux séances du comité, 37.

BISSONNETTE, M. OCTAVE :—Voir *II, des Documents*.

BOIS :

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la classification et au mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, 30, 33. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère ; série de résolutions, 33. Rapportés et adoptés, 34. Bill basé sur ses résolutions, 34. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne (l'hon. M. Duhamel), présenté, 34. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 51. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 59. Par le Conseil, 107. S. R., 341. (54 Vic., ch. 14.)

3. Vente et administration des—sur les terres de la couronne :—Voir *17, des Documents*.

BOIS MARCHAND :—Coupe du—, dans la paroisse de Mont-Carmel :—Interpellations, 219.

BODARD, M. A. :—Voir *16, des Documents*.

BONAVENTURE :—Remise des droits sur coupe de bois dans —Voir *18, des Documents*.

BOUDRIAS :—Petition demandant un acte rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias, 60. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Rainville) présenté, 70. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Rapport amendé, 92. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 108. Par le Conseil, avec amendements, 177. Considérés, 178. Adoptés, 190. S. R., 342. (54 Vic., c. 97.)

BOURBONNIÈRE, DAMASE :—Voir *19, des Documents*.

BOUTHILLIER, HENRI :—Pétition demandant un acte autorisant Henri Bouthillier à vendre certain immeuble grevé de substitution, 53. Rapport de l'avis, 66. Bill (l'hon. M. Boyer) présenté, 70. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Rapporté amendé, 117. Renvoyé à un comité général sur division ; considéré ; rapporté ; lu la 3^e fois sur division et passé, 130. Par le Conseil, avec amendements, 183. Considérés et adoptés, 183. S. R., 342, (54 Vic., ch. 100.)

BRAULT, JOSEPH :—Voir *20, des Documents*.

BUIES, M. ARTHUR :—Voir *21, des Documents*.

BUREAU D'AGENCE D'IMMEUBLES :—Voir *Montréal*.

BUREAUX DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES :—Voir *Montréal*.

CAP ROUGE, CHEMIN DE FER DU :—Voir *22, des Documents*.

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *23, des Documents*.

CASTONGUAY, BENJAMIN :—Voir *Renaud, J. B.*

CÈDRE, POTEAUX ET DORMANTS EN—:—Voir 24, des Documents.

CENT ACRES :—Bill des,—Voir *Enfants*.

CHAMPAGNE, M. CHARLES :—Voir 85, des Documents.

CHAMPAGNE, CHARLES ET ZÉPHIR :—Troisième rapport du comité d'agriculture concernant MM.,—53.

CHAPEAU, COUR DE CIRCUIT A—:—Voir I, des Documents.

CHARLESON, J. B. :—Voir 25, des Documents.

CHAUDIÈRE, PONT SUR LA—:—Voir 58, des Documents.

CHAUVEAU, P. J. O. :

1. Le comité conjoint de la bibliothèque nomme un sous-comité chargé d'examiner et d'évaluer la bibliothèque de feu l'hon.—, 86.

2. Résolution adoptée par la Chambre, 339.

3. Voir 26, des Documents.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :

1. Bill amendant les lois relatives aux—de la Rive Nord, près de Québec, (M. Fitzpatrick), présenté, 193. Motion pour 2^e lecture ; objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 220. Décide que ce bill devrait être renvoyé à un comité spécial, 271. Ordre pour 2^e lecture rescindé et bill renvoyé à un comité spécial, 275.

2. Voir 27, des Documents.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—Voir J, des Documents.

CHEMINS DE FER :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant certaines subsides à des chemins de fer, ou à des compagnies ou à des entreprises et autres, 87. Motion adoptée sur division, 220. La Chambre en comité, 221. Résolutions rapportées, 231. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 242. Motion pour seconde lecture des résolutions ; amendement de M. McDonald proposé et négatif ; résolutions lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 246. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises, de chemins de fer et autres (l'hon. M. Mercier), présenté, 247. Motion pour 2^e lecture ; amendement de l'hon. M. Blanchet proposé et négatif ; sous-amendement de l'hon. M. Mercier, adopté ; bill lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté et passé sur division, 298. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 88.)

3. Bill modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province (l'hon. M. Mercier), présenté, 181. Motion pour 2^e lecture ; amendement pour renvoyer la 2^e leg-

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

ture à six mois, négativé ; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 287. Considéré ; amendé ; rapporté ; amendements lus la 2e fois sur division et adoptés sur division ; bill lu la 3e fois sur division et passé, 294. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 37.)

4. Comité permanent des—nommé, 9, 19, 27. Premier rapport annonçant la nomination de M. Cameron comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 36. Membres ajoutés, 35, 117. Autres rapports, 82, 105, 117, 123. Bills renvoyés à ce comité, 56, 64, 69, 75, 80, 85. Voir aussi *Compagnies de chemins de fer.*

CHEVALIERS DU TRAVAIL :—Petitions des—demandant :—

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac, 60, 70, 82, 86.

2. Qu'il soit accordé une demi journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 60, 70, 82, 86.

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans, et gagnant \$200 par année, 60, 70, 82, 86.

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, etc., 60, 70, 82, 86.

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 61, 70, 82, 86.

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 61, 70, 81, 86.

7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 61, 70, 82, 86.

CHEVALIERS DU TRAVAIL :—Voir 7, des Documents.

CIMETIÈRES :—Pétition demandant que le bill concernant l'expropriation des—ne devienne pas loi, 338. Voir *Expropriations.*

CIMETIÈRES, EXPROPRIATIONS POUR :—Voir P, des Documents.

CLORAN, H. J. :—Voir 28, des Documents.

COATICOOK :—Pétition demandant un acte constituant en corporation " la Compagnie du pouvoir hydraulique de la rivière Coaticook, " 35. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Lovell) présenté, 66. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapport ; passé, 130. Par le Conseil, avec un amendement, 189. Considéré et adopté, 189. S. R. 342. (54 Vic., ch. 70.)

CODE CIVIL :

1. Bill amendant l'article 91 du Code civil (M. Gladu), présenté, 38. Ordre pour 2e lecture déchargé bill renvoyé au comité de législation, 51. Rapporté et renvoyé de nouveau au comité, 74. Rapport que le promoteur l'a retiré, 82,

CODE CIVIL :—*Suite.*

2. Bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada (M. Gladu), présenté, 38. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation sur division, 56. Rapporté avec amendements et renvoyé de nouveau au comité de législation, 74. Rapporté amendé, 105. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142.

3. Bill amendant les articles 948 et 953 du Code civil du Bas-Canada, (M. Gladu), présenté, 38. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 65.

4. Bill amendant l'article 2144a du Code civil, tel qu'amendé par la 52 Vict., chap. 16, (M. Rochon), présenté, 55. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 81. Rapport que le comité rejette le bill, 198.

5. Bill amendant les articles 1543 et 1998 du Code civil, tel qu'ils se lisent aux articles 5811 et 5827 des S. R. : P. Q. (M. Pinault), présenté, 87. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 144. Par le Conseil, 189. S. R., 343. (54 Vic., ch. 39.)

6. Bill pour retrancher le paragraphe 7 de l'article 2260 du Code civil, (M. Fitzpatrick), présenté, 243.

7. Bill pour amender le Code civil et le Code de procédure civile (Du Conseil législatif), 319.

CODE CIVIL ET CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—Bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698 du Code civil du Bas-Canada et l'article 925 du Code de procédure civile, et ajoutant de nouvelles dispositions à ces codes, (M. Gladu), présenté, 38. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 65.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Au sujet de la refonte du,—Interpellation, 71.

2. Bill amendant l'article premier du Code de procédure civile, (M. Lemieux), présenté, 16. Ordre pour seconde lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 44. Bill rejeté par le comité, 117.

3. Bill modifiant le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires, (M. Parent), présenté, 76. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 106. Rapporté amendé, 190. Réimpression ordonnée, 190. Considéré en comité général et rapporté progrès, 215, 251.

4. Bill modifiant le Code de procédure civile au sujet des appels, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 87. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 192. Par le Conseil avec amendements, 298. Considérés et adoptés, 298. S. R., 341. (54 Vic., ch. 48.)

5. Bill pour amender les articles 1114 et 1115 du Code de procédure civile, (M. Pouliot), présenté, 171. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; le comité se lève sans faire de rapport, 220.

6. Bill pour amender les articles 218, 219 et 496 du Code de procédure civile (M. Pouliot), présenté, 171.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

7. Bill amendant l'article 1019 du Code de procédure civile, (M. Fitzpatrick), présenté, 127. Lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, passé, 174. Par le Conseil, 343 ; S. R., 343. (54 Vic., c. 47.)

8. Bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 153. Lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 254. Par le Conseil, avec amendements, 319. Considérés et adoptés, 319. S. R., 343. (54 Vic., ch. 41.)

9. Bill pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes, (l'hon. M. Robertson), présenté, 112. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 145. Par le Conseil, avec amendements, 189. Considérés et adoptés, 189. S. R., 343. (54 Vic., ch. 43.)

10. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par sténographie (M. Hall), présenté, 127. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation 174. Rapporté amendé, 198.

11. Bill amendant le Code de procédure civile, en ce qui concerne la preuve, (M. Desmarais), 63. Voir *Preuve*.

12. Bill pour faire disparaître tout doute quant à l'interprétation de l'article 426 du—tel qu'ajouté par l'article 5862 des S. R. de la P. Q., concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger :—Voir *Poursuites, etc.*

CODE MUNICIPAL :

1. A l'avenir, tout bill pour amender le Code municipal sera discuté lors de la première lecture et référé, s'il y a lieu, avant la seconde lecture, au comité du Code municipal, 52.

2. Bill amendant le Code municipal, (M. Fitzpatrick), présenté, 15. Ordre pour 2^e lecture rescindé, 45^e règle suspendue ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 41. Voir *infra*, 20.

3. Bill pour amender le Code municipal, (M. Monfette), présenté, 31. Ordre pour 2^e lecture rescindé, bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 56. Voir *infra* 20.

4. Bill amendant les articles 420, 421, 422 et 424 du Code municipal, touchant les fossés de ligne et travaux mitoyens, (l'hon. M. Duhamel), présenté, 32. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; 45^e règle suspendue ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 44. Voir *infra*, 20. Rapport que ce bill aurait dû être renvoyé au comité sur Code municipal, 61.

5. Bill amendant l'article 1080 du Code municipal, (M. Turgeon), présenté, 32. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; 45^e règle suspendue et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 44. Voir *infra*, 20.

6. Bill amendant l'article 1013 du Code municipal, concernant la vente des terrains affectés aux taxes municipales, à défaut de paiement, (M. Marcotte), présenté, 32. Ordre pour 2^e lecture, rescindé ; 45^e règle suspendue, bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 41. Voir *infra*, 20.

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

7. Bill pour amender le deuxième paragraphe de l'article 926 du Code municipal, (M. Gladu), présenté ; 45e règle suspendue et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 37. Voir *infra*, 20.

8. Bill amendant l'article 1080 du Code municipal, (l'hon. M. Robertson), présenté ; 45e règle suspendue et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 37. Voir *infra*, 20.

9. Bill amendant l'article 770a du Code municipal, tel que décrété par l'article 53. Victoria, chap. 47, (M. Gladu), présenté ; 45e règle suspendue et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 38. Voir *infra*, 20.

10. Bill pour amender le Code municipal. (M. Marion), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 67. Voir *infra*, 20.

11. Bill amendant l'article 403 du Code municipal, (M. Monfette), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 82. Voir *infra*, 20.

12. Bill amendant le Code municipal concernant les pouvoirs des conseils municipaux, (M. Fitzpatrick), présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 94. Voir *infra*, 20.

13. Bill amendant le Code municipal relativement aux cours d'eau, (M. Bisson), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 123. Voir *infra*, 20. Rapport, soumettant un projet de loi dont il demande la réimpression sous le No. 120, ayant M. Laliberté pour promoteur ; adopté, 206. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 270.

14. Bill modifiant le Code municipal en ce qui regarde les élections des conseillers locaux, (M. Bisson), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 124. Voir *infra*, 20.

15. Bill amendant l'article 376 du Code municipal, concernant les inspecteurs de voierie, (M. Basinet), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 127. Voir *infra*, 20.

16. Bill amendant les dispositions du Code municipal concernant les trottoirs, (M. Fitzpatrick), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 137. Voir *infra*, 20.

17. Bill amendant l'article 1013 du Code municipal, (M. Gladu), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 152. Voir *infra*, 20.

18. Bill amendant l'article 771 du Code municipal, (M. Parent), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité sur le Code municipal, 153. Voir *infra*, 20.

19. Bill amendant les articles 168, 169 et 176 du Code municipal relativement aux rapports pour les statistiques municipales, et au temps auquel les auditeurs devront examiner les livres et présenter leur rapport au Conseil municipal, (l'hon. M. Langelier), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 171. Voir *infra*, 20.

CODE MUNICIPAL :—Suite.

20. Comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au—, 37. Membres ajoutés, 117. Premier rapport nommant M. Laliberté, Président et demandant que le quorum soit réduit à cinq membres ; adopté, 42. Second rapport soumettant un projet de loi, dont il demande la réimpression sous le No. 120, ayant M. Laliberté pour promoteur, 206. Voir *supra*, 13.

Bills renvoyés à ce comité, 37, 41, 44, 56, 82, 94, 123, 127, 137, 153, 171.

A l'avenir tout bill, pour amender le Code municipal, sera discuté lors de la première lecture et référé, s'il y a lieu, avant la seconde lecture au comité du Code municipal, 52.

21. Au sujet de la refonte du Code municipal :—Interpellation, 46.

22. Distribution du Code municipal. Voir 119, des *Documents*.

COLONISATION :—Voir Homesteads.

COLONIE BELGE DANS LA GASPÉSIE :—Voir 59, des *Documents*.

COLONISATION :—DISTRIBUTION DES ARGENTS DE —:—Voir 29, JJ et LL, des *Documents*.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 9. Comité nommé pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 19. Rapport, 27. Membres ajoutés à des comités, 35, 86. Noms substitués à d'autres, 35, 43. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation et Lois expirantes, Ordres permanents, Privilèges et Elections*.

2. Comités spéciaux nommés :—Voir *Chemins à barrières de la Rive Nord, Code Municipal, Journaliers de navires*.

3. Instructions données à un comité, 78, 115, 254.

4. Motions pour comités généraux, 30, 47, 48, 87, 88, 147, 174, 218, 243, 249, 276, 298.

5. Comités généraux, 33, 47, 57, 201, 202, 203, 221, 249, 276, 278, 279, 293, 298, 315. Voir *infra*, après 26.

6. Un comité siégeant sur un bill se lève sans faire de rapport, 74, 220.

7. Un comité siège après minuit, 254.

8. Partie d'un rapport de comité non adoptée, 198.

9. Partie d'un rapport adoptée, 198, 252.

10. Rapport renvoyé de nouveau à un comité, 50.

COMITÉS :—*Suite.*

11. Rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 35, 84, 91, 94, 279.

12. Un comité suggère de présenter un bill pour amender le Code de procédure, 61.

RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :

13. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 42. Second, 49. Troisième, 53. Quatrième, 110. Cinquième, 137. Sixième, 217.

14. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 65. Membres nommés par l'Assemblée, 31, 43. Premier rapport fixant à sept membres le *quorum* de ce comité ; adopté par la Chambre, 73. Second rapport, 87.

15. *Bills privés* :—Premier rapport, 36. Adopté, 36. Second, 74. Troisième, 76. Quatrième, 82. Cinquième, 86. Sixième, 92. Septième, 105. Huitième, 111. Neuvième, 117. Dixième, 123. Onzième, 139. Douzième, 146. Treizième, 175. Quatorzième, 180. Quinzième, 187. Seizième, 193.

16. *Chemins à barrières* :—Comité spécial nommé, 275.

17. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 36. Second, 82. Troisième, 105. Quatrième, 117. Cinquième, 123. Sixième, 137. Septième, 187.

18. *Code municipal* :—Premier rapport, 42. Second, 206.

19. *Comptes publics* :—Premier rapport, 36.

20. *Impressions* :—Premier rapport, 92. Second, 305.

21. *Industries* :—Premier rapport, 36.

22. *Journaliers de navires* :—Premier rapport, 252. Second, 275.

23. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 36. Second, 61. Troisième, 74. Quatrième, 82. Cinquième, 105. Sixième, 116. Septième, 140. Huitième, 189. Neuvième, 197. Dixième, 249.

24. *Listes des Comités devant composer les Comités permanents* :—Rapport, 27.

25. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 36. Second, 42. Troisième, 49. Quatrième, 53. Cinquième, 61. Sixième, 66. Septième, 73. Huitième, 76. Neuvième, 181. Dixième, 206. Onzième, 243.

26. *Privilèges et elections* :—Premier rapport, 42.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES A :—

1. *Arbitrage* :—La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le règlement, par voie d'arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces, 298, 302. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 302. Le comité délibère, 303. Résolutions rapportées et adoptées ; Bill basé sur ces résolutions, 304. Voir *Arbitrage*.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES
A :—*Suite.*

2. *Asiles* :—La Chambre en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les asiles d'aliénés, 30, 200; La Chambre en comité; résolution rapportée, 201. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 207. Motion pour seconde lecture; trois amendements proposés; dernier adopté, 209. Résolution adoptée, 209. Bill basé sur cette résolution, 210. Voir *Asiles d'aliénés*.

3. *Associations laitières* :—La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'inspection des—, 243, 291. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 293. Résolutions rapportées et adoptées; bill basé sur ces résolutions, 294. Voir *Associations laitières*.

4. *Betterave* :—La Chambre en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la culture de la betterave, 243, 278. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le comité délibère, 278. Résolutions rapportées, et adoptées, 279. Voir *Betterave*.

5. *Bois* :—La Chambre en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la classification et le mesurage des bois abattus, sur les terres de la couronne, 30, 33. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; le comité délibère; série de résolutions, 33. Rapportées et adoptées; bill basé sur ces résolutions, 34. Voir *Bois*.

6. *Chemins de fer* :—La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant certains subsides à des chemins de fer ou à des compagnies, ou à des entreprises et autres, 87, 220. Le comité délibère, 221. Résolutions rapportées, 231. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 242. Amendement proposé à la motion pour seconde lecture des résolutions et négative, 246. Résolutions adoptées et bill basé sur ces résolutions, 246. Voir *Chemins de fer*.

7. *Conversion de la dette* :—La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, 88, 200. Le comité délibère; résolution rapportée, 201. Adoptée sur division, 201. Bill basé sur cette résolution, 202. Voir *Conversion de la dette*.

8. *Débetures provinciales* :—La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins, 243. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 274. La Chambre en comité; rapporte progrès, 279. Considéré de nouveau, 282. Série de résolutions, 283. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 290. Bill basé sur ces résolutions, 291. Voir *Débetures provinciales*.

9. *Haras national* :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives au maintien d'un—, en cette province, 243, 281. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; la Chambre en comité; série de résolutions rapportées et adoptées, 281.

10. *Hôpital protestant des aliénés* :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'—incorporé par l'acte 44-45 Vic., ch. 53, 48 57. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; le comité délibère, 57. Série de résolutions, 57. Rapportées, 58. Adoptées, 207. Voir *Hôpital protestant des aliénés*.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES
A :—*Suite.*

11. *Licences* :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la loi des licences, 87, 249. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; rapport de progrès, 249. Considéré de nouveau, 254. Rapportées, 261. Lues la 2^e fois sur division et adoptées sur division, 268. Bill basé sur ces résolutions, 269. Voir *Licences*.

12. *Liqueurs* :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la vente et l'inspection des liqueurs, 147. La Chambre en comité, 202. Résolutions rapportées, 202. Amendement proposé à la seconde lecture et négativé, 247. Lues la seconde fois et adoptées, 248. Voir *Liqueurs*.

13. *Mines* :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines de cette province, 174. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 203. Résolutions rapportées, 204. Adoptées, 206. Bill basé sur ces résolutions, 206. Voir *Mines*.

14. *Pacifique Canadien* :—La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les réclamations de la province de Québec, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord, 276, 315. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 315. Résolutions rapportées, 317. Adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 319. Voir *Réclamations contre le Pacifique Canadien*.

15. *Pétitions d'élections* :—La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les—, 147, 176. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées et adoptées, 176.

16. *Santé publique* :—La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la santé publique, 218, 276. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 276. Résolutions lues la seconde fois et adoptées, 278.

17. *Service Civil* :—La Chambre devant se former en comité général sur résolution relativement aux traitements des sous-chefs des départements publics, 47. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 47. Le comité délibère ; résolution rapportée, 48. Adoptée sur division, 51. Bill basé sur cette résolution, 51. Voir *Service Civil*.

18. *Sténographes Officiels* :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les—, 276, 286. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère ; résolution rapportée et adoptée, 286.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES, MONTRÉAL :—Voir *Montréal*.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE QUÉBEC :—Pétition du Révérend Père Grenier et autres, tous de St-Sauveur de Québec, demandant à être représentés dans le Bureau des commissaires d'écoles de Québec, 31. Bill amendant la loi concernant le bureau des—, catholiques romains de la cité de Québec, (M. Parent), présenté, 76. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 143. Par le Conseil, 198. S. R., 343. (54 Vic., ch. 52.)

COMMISSION DE L'ECONOMIE INTERNE DE LA CHAMBRE :—Message indiquant les membres composant la—, 10.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill pour amender l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social, (M. Rochon), présenté, 218. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général, 254. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 270. Par le Conseil, 319. S. R., 344. (54 Vic., c. 35).

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :

1. Rapport par des—, Voir *30, des Documents*.
2. Subventions à des—, Voir *K, des Documents*, Voir aussi *Chemins de fer*.
3. Taxe sur certaines—, Interpellations, 301.

COMPAGNIE PROVINCIALE D'AGENCE (LIMITÉE) :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 60. Rapport de l'avis, 76. Bill (du Conseil) présenté par M. Rainville ; lu les 1^{er} et 2^{em} fois et renvoyé au comité des bills privés, 176. Rapporté, 193. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 212. Le Conseil n'accepte pas les amendements, 252. La Chambre n'insiste pas sur ses amendements, 252. S. R., 341. (54 Vic., ch. 77).

COMPAGNIE ROYALE D'ÉLECTRICITÉ :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 47 Vic., ch. 55, constituant en corporation "La Compagnie Royale d'Electricité," 60. Rapport de l'avis, 76. Bill (du Conseil), 175. Présenté par M. Rainville ; lu les 1^{er} et 2^{em} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 175. Rapporté, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 199. S. R., 341. (54 Vic., ch. 76).

COMPAGNIE DE L'AQUEDUC BOURGET DE RIGAUD :—Voir *Aqueduc Bourget*.

COMPAGNIE DE TRACTION ET DE FREINS ELECTRIQUES RIES DU CANADA :—Voir *Ries*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE DRUMMOND :—Voir *Drummond*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DRUMMONDVILLE ET RICHMOND :—Voir *Drummondville et Richmond*,

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LOTBINIERE ET MEGANTIC :—Voir *Lotbinière et Mégantic*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL ET DE LA JONCTION DU PACIFIQUE :—Voir *Montréal et Pacifique*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PLESSISVILLE ET DU LAC NOIR :—Voir *Plessisville et Lac Noir*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUEBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Voir *Quebec, Montmorency et Charlevoix*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN :—Voir *Réclamations*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD :—Voir *Réclamations*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE EST DU RICHELIEU :—Voir *Vallée Est du Richelieu*.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 9, 19, 27. Premier rapport ; *quorum* réduit à sept, 36.

COMPTES PUBLICS :—Voir 31, *des Documents*.

COMTÉS DU SUD :—Exploration pour une ligne de chemin de fer dans les—, Voir 63, *des Documents*.

CONSEIL EXÉCUTIF :—Voir *Président du*—.

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 31. De la Bibliothèque, 31.

2. Priant leurs Honneurs de vouloir bien reconsidérer leur amendement fait au bill incorporant l'Union St-Joseph des Artisans du village de Mégantic, 118. Amendement adopté par le Conseil, 136.

Messages du Conseil :

3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 65.

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 65.

5. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 136, 146, 175, 219, 269, 319.

6. Bills du Conseil amenés par la Chambre, 210, 212. Amendements adoptés par le Conseil, 136. N'acceptant pas les amendements de la Chambre, 252.

7. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 75, 78, 85, 106, 118, 123, 136, 142, 177, 183, 189, 250, &c. Avec amendements, 85, 118, 136, 148, 177, 182, 189, 250, &c.

8. Amendements du Conseil considérés de suite, 35, 119, 183, 189, &c. Seconde lecture remise à plus tard, 148, 178, etc. ; lus la seconde fois et adoptés, 171, 183, 190, 210, 250, &c.

9. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 136.

10. Bill modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui a rapport au Conseil législatif, (M. Rochon), présenté, 118. Motion pour 2e lecture ; amendement de M. Desmarais, que cette Chambre passe à l'ordre du jour suivant ; adopté, 145.

11. Bill (du Conseil législatif) nommant les membres du Conseil législatif, juges de paix *ex-officio* ; sur motion de (l'hon. M. Robidoux) ; lu la 1ère fois, 219.

CONSEILLERS LOCAUX :—Bill modifiant le Code municipal, en ce qui regarde les élections des—, (M. Bisson), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 123.

CONSEILS MUNICIPAUX :—Bill amendant le Code municipal concernant les pouvoirs des— (M. Fitzpatrick), présenté ; lu la 1^{re} fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 94. Voir *Code municipal*.

CONSTRUCTEURS, PRIVILÈGES DES—:— Voir *Privilèges*.

CONVERSION DE LA DETTE :

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le rachat des obligations provinciales, et la conversion de la dette, 88, 200. Le comité délibère ; résolution rapportée, 201. Adoptée sur division, 201. Bill basé sur cette résolution, 202. Voir *infra*, 2.

2. Bill amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, (l'hon. M. Shehyn), présenté, 202. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 288. Motion pour 3^e lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; sous-amendement proposé et adopté ; bill lu la 3^e fois et passé, 291. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 3.)

CÔTE ST. ANTOINE :—Pétition demandant un acte modifiant les actes relatifs à la corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine, 42. Rapport de l'avis, 49. Bill (M. Villeneuve) présenté, 50. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 76. Considéré en comité général ; rapporté ; passé 85. Par le Conseil, avec amendements, 148. Considérés, 148. Adoptés, 171. S. R., 342. (54 Vic., ch. 83.)

COURS :—Bill amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province, 152. Voir *Juridiction des tribunaux*.

COUR DU BANC DE LA REINE :—Bill concernant la cour du banc de la reine en matières criminelles, (l'hon. M. Blanchet), présenté, 82. Lu la 1^{re} fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; motion pour 3^e lecture ; amendement pour renvoyer la troisième lecture à six mois ; débats, ajournés, 182. Débats repris ; amendement retiré ; bill lu la troisième fois et passé, 185. Par le Conseil, 269. S. R., 343. (54 Vic., ch. 22.)

COURS DES MAGISTRATS :—Voir 81, *des Documents*.

COUR DES MAGISTRATS, EMPLOYÉS DE LA—, Montréal :—Voir 48, *des Documents*.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill améliorant la procédure de la cour supérieure, (M. Fitzpatrick), présenté, 15. Ordre pour 2^e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 51. Bill retiré, 198. Voir aussi 32, *des Documents*.

COURS D'EAU :—Bill amendant le Code municipal, relativement aux—(M. Bisson), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 123.

COURVAL, SEIGNEURIE DE :—Ligne entre Wendover et la—:— Voir *RR*, *des Documents*.

DAMOUR, M. C. E :—Rapport de M.—devant être imprimé, 339.

DÉBENTURES PROVINCIALES :

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province, et pour autres fins, 243. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 274. La Chambre en comité ;

DÉBENTURES PROVINCIALES :—*Suite.*

rapporte progrès, 279. Considérées de nouveau, 282. Série de résolutions rapportées, 283. Lues la seconde fois sur division (vote) et adoptées, 290. Bill basé sur ces résolutions 291. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant l'émission d'obligations ou *débetures* provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins (l'hon. M. Shehyn), présenté, 291. Motion pour 2^e lecture ; débats ajournés, 310. Débats repris ; amendement de M. LeBlanc ; sous-amendement de M. Pouliot, adopté ; bill lu la 2^e fois sur division, 311. Motion pour 3^e lecture ; amendement de l'hon. M. Robertson ; sous-amendement de M. Desmarais, adopté ; autre amendement de M. Hall ; sous-amendement de M. Turgeon adopté ; bill lu la 3^e fois sur division et passé, 313. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 2.)

DÉBARDEURS :—Voir *Journaliers de navires*.

DELISLE, M. ARTHUR :—Montant payé à—, 71.

DÉPUTÉS :

1. Liste des députés élus aux dernières élections générales, X.
2. Prétent serment et prennent leurs sièges, 1, 116.
3. Certificats d'élection des députés pour Montmorency, 4 ; Verchères, 116.
4. Indemnité des Députés et des Conseillers :—Interpellations, 289.

DÉCISIONS JUDICIAIRES :—Voir 33, *des Documents*.

DESNOYERS, M. M. C. :—Voir 34, *des Documents*.

DETTE, CONVERSION DE LA :—Voir *Conversion de la dette*.

DETTE FLOTTANTE DE LA PROVINCE :—Voir L, *des Documents*.

DICIONNAIRE GÉNÉOLOGIQUE DE L'ABBÉ TANGUAY :—Interpellation, 69.

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

(REMARQUE.—Dans l'index, les Documents portant un chiffre sont ceux qui ont été demandés et mis devant la Chambre et dont quelques uns ont été imprimés ; (voir la liste à la fin de l'index) et ceux portant des lettres A. B. etc., sont ceux qui ont été demandés ou ordonnés, mais n'ont pas été mis devant la Chambre. Le chiffre à gauche du document n'est pas le No. de ce document, mais est mis comme No. de référence.)

A. Actif et passif de la province :—Etat indiquant l'actif et le passif de la province, au 26 décembre 1890.

ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Par Ordre, 290.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
X 1. <i>Actif et passif de la province</i> :—Etat complet et entier de l'actif et du passif de la province, afin de mettre la Chambre au courant de la situation financière actuelle.....(<i>Document No 55.</i>)	Adresse, 41.	114
X 2. <i>Agriculture</i> :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années depuis 1882 à 1889, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91. <i>Impression ordonnée, 306.....(Document No 18.)</i>	Ordre du 12 mars 1890, 363.	16
X 3. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Rapport du Commissaire de l'—pour l'année 1890....(<i>Document No. 2.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	11
X 4. <i>Arpentages</i> :—Etat, depuis le 18 janvier 1889, donnant le nom, prénom et domicile des arpenteurs et ingénieurs auxquels ont été confiés des travaux d'arpentage dans la province ; localités arpentées, montant payé ; montant des avances payées à chacun, et la date de ces avances, &c. <i>(Document No. 75.)</i>	Par Ordre, 90.	155
X 5. <i>Asiles d'aliénés</i> :—Copie de tous les écrits, rapports, articles de journaux et autres documents semblables, et à la disposition du gouvernement, concernant les asiles d'aliénés dans cette province. <i>(Document No. 53.)</i>	Par Ordre, 39, 41.	97
X 6. <i>Asiles d'aliénés</i> :—Etat indiquant le nombre et les noms des institutions religieuses, ou des personnes avec lesquelles le gouvernement a correspondu ou fait des arrangements en vertu de la section quatre du chapitre quarante-un du statut de cette province, 53 Victoria.(<i>Document No. 57a.</i>)	Par Ordre, 71.	115
X Réponse supplémentaire.....(<i>Document No. 57b.</i>)		123
B. <i>Asile de la Providence</i> :—Correspondance, entre le gouvernement de cette province et les Religieuses de la Communauté de la Providence, antérieure et relative à la passation du statut de 1879, concernant l'obligation pour les propriétaires des asiles de nommer, à leurs frais, un médecin pour les malades des dits asiles.	Par Ordre, 80.	
C] <i>Asile de la Providence</i> :—Documents entre le gouvernement et les Religieuses de la Communauté de		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRE- SENTÉS.
C. <i>Asile de la Providence</i> :—Suite. la Providence, au sujet d'un ordre en conseil, du 14 août 1879, relatifs au paiement des médecins des asiles et au logement des médecins du gouvernement.	Adresse, 80.	
D. <i>Asile de St-Jean de Dieu</i> :—Correspondance et documents concernant l'enquête, tenue en 1878, au sujet de l'asile d'aliénés de St-Jean de Dieu, dans le district de Montréal.	Par Ordre, 80.	
X 7. <i>Associations ouvrières</i> :—Correspondance et documents, échangés entre le gouvernement et les associations ouvrières, au sujet du travail des garçons au-dessous de 16 ans et des filles au-dessous de 18 ans, dans l'industrie du tabac ; de la construction des échafaudages ; du premier gage ou hypothèque sur le produit du travail des ouvriers et journaliers ; de la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ; d'une demi journée de congé pour les ouvriers, le jour de la votation dans les élections ; du droit de vote à tous les hommes âgés de 21 ans, résidant dans la province et gagnant au moins \$300 par année. (Document No. 105.)	Par Ordre, 44.	245
E. <i>Avances</i> :—Etat détaillé de la somme de "\$104,092.69, avances faites à diverses personnes", mentionnée à l'actif de cette province dans l'état de l'actif et du passif au 30 juin 1890.	Par Ordre, 290.	
X 8. <i>Bachand, Révd. J.</i> :—Documents relatifs à l'item 11 du budget pour 1890, savoir : " Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00." Impression ordonnée, 306. (Document No 26.)	Ordre du 17 fév. 1890, 236.	17
X 9. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Correspondance et autres documents au sujet du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et des limites à bois des MM. Robitaille. (Document, No 107.)	Par Ordre, 212.	245
F. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Documents se rattachant à la Compagnie de chemin de fer de la—aux réclamations produites contre la compagnie, aux paiements faits par le gouvernement ou par lui, avec un tableau complet des dits réclamations et des dits paiements faits.	Adresse, 64.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRE- SENTÉS.
X 10. <i>Barnard, E. A.</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1882.....(<i>Document No 24.</i>)	Ordre du 20 fév. 1890, 254.	17
X 11. <i>Barreau</i> :—Correspondance entre le gouvernement et le Conseil général du Barreau, à propos de la sanction, par l'Exécutif, du tarif adopté en 1888 par le dit Conseil général...(<i>Document No. 67.</i>)	Par Ordre, 96.	136
G. <i>Beauharnois</i> :—Rapports des inspecteurs, concernant la prison et le bureau du protonotaire de Beauharnois, depuis 1883 jusqu'à 1890 inclusivement.	Par Ordre, 214.	
X 12. <i>Berthier</i> :—Correspondance et autres documents au sujet du démembrement du comté de Berthier pour fins judiciaires.....(<i>Document No. 76.</i>)	Par Ordre, 141.	155
X 13. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du conservateur de la—.	111me Règle.	11
X 14. <i>Biens des Jésuites</i> :—Copie des ordres en conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits "des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet. <i>Impression ordonnée, 307.....(Document No. 39.)</i>	Adresse du 15 janv. 1890, 44.	37
X 15. <i>Biens des Jésuites</i> :—Documents se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés "Biens des Jésuites." Correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement et le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites. <i>Impression ordonnée, 307.....(Document No. 35.)</i>	Adresse du 20 janv. 1890, 84.	19
H. <i>Bissonnette, M. Octave</i> :—Correspondance et documents au sujet de la concession du lot No. 38, du 2ème rang du canton de Price, à M. Octave Bissonnette, en novembre 1886.	Par Ordre, 274.	
X 16. <i>Bodard, M. A.</i> :—Etat numérique des colons que M. A. Bodard, dans son rapport à l'honorable M. Mercier, dit avoir ramenés au pays. <i>(Document No. 68.)</i>	Par Ordre, 72.	136

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>X 17. <i>Bois</i>.—Copies de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne, passés depuis 1^{er} janvier 1881 jusqu'au 20 février 1890. <i>Impression ordonnée, 306 (Document No. 25.)</i></p>	Adresse du 20 fév. 1890, 254.	17
<p>X 18. <i>Bonaventure</i>.—Etat indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans le comté de Bonaventure, depuis le premier février 1887, avec les montants remis à chacune d'elles. (Document No. 23.)</p>	Ordre du 5 mars 1890, 309.	17
<p>X 19. <i>Bourbonnière, Damase</i>.—Documents concernant la demande faite, dans le mois de juin 1880, par Damase Bourbonnière, instituteur, d'être admis à souscrire au fonds de pension des instituteurs, créé par la loi de 1856, et aussi des lettres s'opposant à cette demande. (Document No. 96.)</p>	Par Ordre, 181.	244
<p>X 20. <i>Brault, Joseph</i>.—Copie de l'ordre en conseil concernant la nomination, comme conseiller municipal, de Joseph Brault, de la paroisse de St-Damien, dans le comté de Berthier; aussi la correspondance à propos de l'intervention du Procureur-général dans le procès intenté au dit Brault pour l'empêcher de siéger. (Document, No. 83.)</p>	Adresse, 173.	188
<p>X 21. <i>Buies, M. Arthur</i>.—Copie des rapports de M. Arthur Buies sur les comtés de Témiscouata, Rimouski et Matane. <i>Impression ordonnée, 152 (Document No. 69.)</i></p>	Par Ordre, 141.	141
<p>X 22. <i>Cap Rouge</i>.—Correspondances et documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge. <i>Impression ordonnée, 308 (Document No. 90.)</i></p>	Par Ordre, 139.	244
<p>X 23. <i>Cautionnements</i>.—État des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 27 janvier 1890 au 12 novembre 1890, tel que requis par l'article 633 des S. R. P. Q. (Document No. 38.)</p>	Par Acte.	31
<p>X 24. <i>Cèdre, poteaux et do mants en</i>.—État indiquant le nombre de poteaux et dormants en cèdre qui ont été coupés sur les terres de la couronne, dans l'Agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la saison 1888-89. (Document No. 16.)</p>	Ordre du 14 mars 1890, 376.	16

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
I. <i>Chapeau, Cour de circuit à</i> :—Copie de toutes requêtes reues par le gouvernement demandant le rétablissement de la cour de circuit à Chapeau.	Par Ordre, 213.	
X 25. <i>Charleson, J. B.</i> :—Copie du rapport de M. J. B. Charleson sur son exploration dans les régions du haut de la rivière Ottawa, exploration faite en 1890.. (<i>Document No. 100.</i>)	Par Ordre, 173.	245
X 26. <i>Chauveau, Hon. P. J. O.</i> :—Correspondance au sujet de l'achat de la bibliothèque de feu l'honorable P. J. O. Chauveau. (<i>Document No. 125.</i>)	Par Ordre, 339.	339
X 27. <i>Chemins à barrières de la rive nord</i> :—Rapports de l'inspecteur des chemins, sous le contrôle de la Commission de la Rive Nord, à Québec, sous l'autorité de la 47 Vic., ch. 82. . . (<i>Document No. 58.</i>)	Par Ordre, 72.	115
J. <i>Chemins à barrières de la rive sud</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les syndics des—, à propos du prêt de \$10,000.00 fait à la dite Commission pour parachever les travaux du chemin de Beaumont.	Par Ordre, 97.	
X 28. <i>Cloran, H. J.</i> :—Etat détaillé, du compte de H. J. Cloran, écr., au montant de \$4,848.90 à lui payé, et mentionné à la page 88 des Comptes publics de 1889-90. (<i>Document No. 79.</i>)	Par Ordre, 140.	177
X 29. <i>Colonisation</i> :—Copie de tous ordres en conseil déterminant la distribution des deniers de colonisation, pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province. <i>Impression ordonnée, 307</i> (<i>Document No. 42.</i>)	Adresse, 47.	51
K. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Tableau indiquant les lignes ou compagnies de chemins de fer et, personne ou personnes, incorporées ou non, qui ont fait des demandes de subventions au gouvernement depuis la confédération, date de ces subventions ou de ces promesses; montant de ces subventions, leur nature en terre ou en argent, etc., etc.	Par Ordre, 63.	
X 30. <i>Compagnies de chemins de fer, états, rapports, etc., des</i> :—Etats, rapports et statistiques transmis au commissaire des travaux publics, par diverses Compagnies de chemins de fer, en conformité des articles 5176, (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des S. R. P. Q. (<i>Document No. 98.</i>)	.....	245

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABETIQUE,— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X31. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—, de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1890. (<i>Document No. 3.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	67
X32. <i>Cour Supérieure</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure. (<i>Document No. 30.</i>)	Ordre du 3 fév. 1890, 151.	18
X33. <i>Dette flottante de la province</i> :—Etat détaillé des "autres montants de la dette flottante de la province" dont il est question dans la première partie du préambule des "résolutions concernant l'émission de débentures provinciales" soumises à la Chambre, et qui ne sont pas mentionnées dans les dites résolutions.	Par Ordre, 290.	
X34. <i>Décisions judiciaires</i> :—Correspondance au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires. (<i>Document No. 19.</i>)	Ordre du 10 mars 1890, 340.	17
X35. <i>Dugas et Desnoyers</i> :—Etat indiquant tous services rendus et sommes reçues par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889, etc. . . . (<i>Document No. 103.</i>)	Ordre du 12 fév. 1890, 210.	245
X36. <i>Ecoles d'agriculture</i> :—Rapport du comité nommé par le conseil d'agriculture pour visiter les écoles d'agriculture de Ste-Anne de Lapocatière et de l'Assomption (<i>Document No. 114.</i>)	Par Ordre, 274.	280
36. <i>Ecoles du soir</i> :—Compte détaillé de l'achat des livres pour les écoles du soir, à Montréal, par E. M. Templé, directeur de ces écoles, mentionnant le montant de la commission chargé par ce dernier sur le montant du dit achat. (<i>Document No. 97.</i>)	Par Ordre, 212.	244
X37. <i>Ecoles du soir</i> :—Etat indiquant, à propos des écoles du soir, à Montréal, le nombre de professeurs engagés cette année pour les écoles; le nombre de salles louées pour ces écoles, et le loyer à être payé pour chacune d'elles; moyenne de l'assistance des élèves depuis le 1er décembre courant, etc. (<i>Document No. 111.</i>)	Par Ordre, 172.	279
X38. <i>Ecoles du soir</i> :—Correspondance ou documents se rapportant aux accusations portées contre le		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ-SENTÉS.
X 38. <i>Écoles du soir</i> :—Suite fonctionnement des écoles du soir par le député de Laval, (Document No. 118.)	Par Ordre, 274.	280
X 39. <i>Écoles du soir</i> :—Etat détaillé des paiements faits, par toutes personnes à ce autorisées, à même la somme de \$9,939.45, mentionnée à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, comme ayant été payée à M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, (Document No. 118.)	Par Ordre, 172.	297
X 40. <i>Écoles du soir</i> :—Correspondance et documents se rattachant à la création et au maintien des écoles du soir, et programmes des études suivis dans ces écoles et les écoles élémentaires. (Document No. 122.)	Par Ordre, 122.	337
X 41. <i>Écoles du soir</i> :—Correspondance échangée, à propos des écoles du soir à Montréal, entre le directeur des écoles, E. Templé, et tout professeur ou principal, ou toute personne ayant un emploi quelconque dans ces écoles. . (Document No. 123.)	Par Ordre, 156.	338
X 42. <i>Écoles du soir</i> :—Documents relativement à la nomination d'une commission ou d'un comité chargé de surveiller ou contrôler le fonctionnement des écoles du soir pour cette année. (Document No. 124.)	Adresse. 173.	339
M. <i>Écoles du soir</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, à propos de ces écoles, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.	Par Ordre, 154, 155.	
X 43. <i>École Normale McGill</i> :—Correspondance, etc., documents, etc., au sujet des réparations de l'École normale McGill, de Montréal. (Document No. 102.)	Par Ordre, 213.	245
X 44. <i>École Normale, Montréal</i> :—Correspondance et rapports des architectes employés à la reconstruction et aux réparations de l'—. <i>Impression ordonnée, 308</i> (Document No. 63.)	Par Ordre, 47.	123
45. <i>Economie interne de la Chambre</i> :—Message du Lieutenant-Gouverneur, concernant la nomination des membres de la commission de l'—, par ordre en conseil du 13 octobre 1890.	Par Message.	10

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE. — *Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
X 46. <i>Edifices publics et Palais de Justice</i> :—Etat indiquant les sommes payées, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de justices et prisons, du 1er juillet 1881 au 1er février 1887, et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887.....(<i>Document No. 27.</i>)	Ordre du 13 fév. 1890, 220.	18
X 47. <i>Empierrément des chemins</i> :—Documents se rapportant à l'—municipaux ; avec, en outre, un état depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins. <i>Impression ordonnée, 307.....(Document No. 60.)</i>	Par Ordre, 47.	122
N. <i>Empierrément des chemins</i> :—Correspondances transmises au gouvernement, depuis le premier janvier 1890, et documents contenant tous les renseignements fournis sur le coût probable et le meilleur mode d'empierrément des chemins de cette province.	Par Ordre, 219.	
X 48. <i>Employés de la cour des magistrats, Montréal</i> :—Liste de tous les employés de la cour de magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats. <i>(Document No 41.)</i>	Ordre du 1er mars 1890, 290.	43
O. <i>Employés sessionnels</i> :—Liste des noms de toutes personnes employées, durant la session, comme clercs surnuméraires, clercs sessionnels, employés, messagers et pages.	Par Ordre, 97.	
X 49. <i>Emprunt</i> :—Correspondance et documents à propos du dernier emprunt de \$500,000.00 à six pour cent, fait, en novembre dernier, par le gouvernement à la banque de Montréal. <i>(Document No. 95.)</i>	Par Ordre, 182.	244
X 50. <i>Estimés</i> :—Estimés supplémentaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1891 ; et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1892 ; renvoyés au comité des subsides, 88. <i>(Voir Subsides.).....(Document No. 1.)</i>	Par Message.	88
P. <i>Expropriations</i> :—Correspondance au sujet de la pas- sation d'une loi accordant aux corporations ecclésiastiques ou d'églises, le pouvoir de faire des expropriations pour des fins de cimetières ou autres.	Par Ordre, 309.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>✓ 51. <i>Fabriques de sucre de betteraves</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les—de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890. <i>Impression ordonnée, 308.....(Document No. 64.)</i></p>	Par Ordre, 84, 85.	136
<p>✓ 52. <i>Fahey, &c.</i> :—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Naegelé et Bureau. <i>Impression ordonnée, 306.....(Document, No. 28.)</i></p>	Ordre du 13 fév. 1890, 220.	18
<p>✓ 53. <i>Fiset, Dr.</i> :—Copies d'une lettre adressée, par le gouvernement, au Dr. Fiset, député fédéral, ou autre personne, du comté de Matane, en mai ou juin dernier, relative à un subside en faveur du chemin de fer de Matane. <i>Impression ordonnée, 307.. ....(Document No. 62.)</i></p>	Adresse, 122.	122
<p>✓ 54. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1890. <i>Impression ordonnée, 307.. ....(Document No. 51.)</i></p>	Par Ordre, 47.	91
<p>✓ 55. <i>Fourrures, saisie et confiscation</i> :—Correspondance depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition, etc...<i>(Document No. 20.)</i></p>	Ordre du 5 mars 1890, 305.	17
<p>✓ 56. <i>Fraserville</i> :—Lettres ou autres documents, échangés depuis 1889 entre la ville de Fraserville ou autres personnes et le gouvernement, relativement aux déboursés faits par la ville de Fraserville, pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska...<i>(Document No. 77.)</i></p>	Par Ordre, 72.	174
<p>✓ 57. <i>Frontière Nord de la Province</i> :—Correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec. <i>(Document No. 32.)</i></p>	Adresse du 30 janv. 1890, 139.	18
<p>✓ 58. <i>Garneau, Pont</i> :—Copie des lettres patentes incorporant une société pour construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau) ; noms des actionnaires ; capital versé ; copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont, etc. <i>(Document No. 17.)</i></p>	Adresse du 12 mars 1890, 363.	16

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 59. <i>Gaspésie</i> :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une colonie belge dans la Gaspésie. (<i>Document No. 120.</i>)	Par Ordre, 309.	311
✓ 60. <i>Gilmour & Cie</i> :—Correspondance se rapportant, soit au procès du Père Paradis et <i>al.</i> , contre Allen Gilmour et <i>al.</i> , soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par messieurs Gilmour & Cie à ce sujet. <i>Impression ordonnée, 307.....(Document No. 52.)</i>	Adresse, 71.	97
X 61. <i>Grand Nord</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," ou aucun de ses officiers, pour l'obtention d'une subvention en terre ou en argent. <i>Impression ordonnée, 308.....(Document No. 89.)</i>	Par Ordre, 139.	244
X 62. <i>Greffier de la couronne en chancellerie</i> :—Rapport du greffier de la couronne en chancellerie sur toutes les élections qui ont eu lieu depuis le 14 octobre 1886 jusqu'à ce jour. <i>Impression ordonnée, 309.....(Document No. 145.)</i>	.....	339
X 63. <i>Hoare, Mr.</i> :—Documents pour renseigner la Chambre sur la substitution de M. Hoare, ingénieur civil, à M. R. Têtu, ingénieur civil, directeur de l'exploration autorisée par la Chambre en vue de la construction éventuelle d'une ligne de chemin de fer qui traverserait les comtés de Lévis, Dorchester et Bellechasse, etc..(<i>Document No. 108.</i>)	Par Ordre, 89.	253
Q. <i>Immigrants européens</i> :—Tableau des immigrants européens enregistrés comme devant s'établir dans la province de Québec, depuis 1867.	Par Ordre, 213.	
R. <i>Impressions</i> :—Etat indiquant quelles sommes totales ont été payées, et à qui elles ont été payées, chaque année, depuis 1885, pour l'impression des rapports de départements, des documents sessionnels, et pour toutes autres impressions sessionnelles ne requérant pas diligence, etc.	Par Ordre, 113.	
X 64. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 64. <i>Imprimeur de la Reine</i> :— <i>Suite.</i>		
lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais, encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts (<i>Document No. 11.</i>)	Par Message.	10
S. <i>Inspection hygiénique des manufactures</i> :—Documents en la possession du gouvernement, concernant l'inspection hygiénique médicale des manufactures et des ateliers.	Par Ordre, 55, 72.	
X 65. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :		
X Maison de la Prov. Ste. Elizabeth, Joliette.....		36
X Asile de la Providence, St-Vincent de Paul, Montréal.....		70
X Asile St-Joseph, B. P., rue Fullum, do.....		175
X Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, do.....		146
X Orphelinat Catholique, rue Ste-Catherine, do.....		19
X Union St-Joseph, do.....		66
X Académie de Musique, Québec.....		70
X Asile Finlay, do.....		49
X Œuvre des Tabernacles, do.....		27
X Women's Christian Association do.....		64
X Hôpital Général de Pembroke.....		7
X Hospice des Sœurs de la Charité, Rimouski.....		302
X Maison de la Providence, Ste-Elizabeth.....		36
X Couvent de la Providence, St-Henri de Mascouche.....		70
X Hôpital S. Jean, St. Jean, Dorchester.....		12
X Salle d'Asile St. Jean, do.....		12
X Hospice du Sacré-Cœur, Sherbrooke.....		302
X Hôpital Général, Sorel.....		19
X Asile de la Providence, Trois-Rivières.....		154
X Hôpital St. Joseph, do.....		154
(Document No. 9.)		
T. <i>Instruction publique</i> :—Correspondance au sujet de la nomination d'un ministre de— ; de la nomination d'un inspecteur général, et de la division de nouveaux districts d'inspection.	Par Ordre, 121.	
X 66. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du surintendant de l'—, pour l'année 1889-90. (<i>Document No. 5.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	123
X 67. <i>Isle Jésus</i> :—Etat soumis par la compagnie des chemins à barrières de l'île Jésus, dans le comté de Laval, en conformité de la clause 29 de son acte		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 67. <i>Isle Jésus</i> :— <i>Suite.</i>		
d'incorporation, pour l'année terminée le 31 décembre 1889. (<i>Document No. 88.</i>)	Par Acte.	207
X 68. <i>Journaliers de navires</i> :—Correspondances et documents au sujet de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, ainsi que des procédures dans la cause de Sa Majesté la Reine, contre la dite société, et dans la cause <i>Paradis vs la dite société</i> (<i>Document No. 74a.</i>)	Adresse, 138.	148
X 69. Réponse supplémentaire. (<i>Document No. 74b.</i>)	.....	175
X 70. <i>Juges de la Cour Supérieure, Montréal</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les cinq dernières années, concernant la nomination de juges de la cour supérieure pour Montréal. (<i>Document No. 22.</i>)	Ordre du 5 mars 1890, 309.	17
X 71. <i>Lac St. François</i> :—Copie de la lettre du 7 juin 1890, adressée par l'honorable P. Garneau au Président de la Compagnie de chemin de fer et de navigation du— <i>Impression ordonné 307</i> (<i>Document No. 54.</i>)	Adresse, 30.	114
U. <i>Lamard, Joseph</i> :—Copie des rôles de paie relatifs à la dépense de l'octroi de \$125,00 accordé par le gouvernement pour réparer la route des 6ième et 7ième rangs nord-est de la route centrale, du comté de Matane; des travaux faits sous la direction de M. Joseph Lamard, de Saint-Ulric de la Rivière Blanche.	Par Ordre, 274.	
X 72. <i>Lamontagne, Léda</i> :—Etat des dépenses totales du procès de Léda Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés. <i>Impression ordonné, 308</i> (<i>Document No. 87.</i>)	Par Ordre, 96.	207
X 73. <i>Lamontagne, Rémi</i> :—Etat des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés. <i>Impression ordonnée, 308</i> (<i>Document No. 86.</i>)	Par Ordre, 96.	207
X 74. <i>Laurentides</i> :—Correspondance échangée entre les municipalités de Ste. Anne des Plaines, St. Lin, la ville des Laurentides et le gouvernement, au		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 74. <i>Laurentides</i> :— <i>Suite.</i>		
sujet de leurs souscriptions au fonds capital de la Compagnie de chemin de fer des Laurentides. (<i>Document No. 117.</i>)	Par Ordre, 79, 80.	297
X 75. <i>Lettres de crédit</i> :—Etat indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jus- qu'au 18 mars 1889. <i>Impression ordonnée, 306.....Document No. 14).</i>	Adresse du 20 mars 1889. 397	16
V. <i>Lettres de crédit</i> :—Liste complète des lettres de cré- dit ou promesses de futur paiement émises par les départements du service administratif, res- pectivement, depuis le premier mars 1890 jus- qu'à ce jour.	Adresse, 41.	
W. <i>Lettres de crédit</i> :—Liste complète des lettres de cré- dit, ou promesses de paiement des différents départements du service civil, depuis le 1er jan- vier 1890 jusqu'au 1er mars 1890.	Adresse, 81.	
X. <i>Licences</i> :—Etat contenant le nombre de licences accordées, depuis cinq ans, dans chaque district de revenu, pour magasins, hôtels, restaurants, hôtels de tempérance et autres.	Par Ordre, 214.	
X 76. <i>L'Islet</i> :—Correspondance entre le département de l'agriculture et A. Gustave Verreault, au sujet de la subvention accordée à la société d'agricul- ture du comté de l'Islet....(<i>Document No. 84.</i>)	Par Ordre, 141.	207
X 77. <i>L'Islet et Bellechasse</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et certains officiers ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, ou avec d'autres per- sonnes à ce sujet.....(<i>Document No. 101.</i>)	Par Ordre, 156.	245
X 78. <i>Limites</i> :—Etat indiquant l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence, noms des porteurs des dites licences, noms des acquéreurs originaux, le <i>bonus</i> qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuels de ces limites ; aussi quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années. (<i>Impression ordonnée, 309. (Documents Nos. 112 et 119.)</i>)	Par Ordre, 212.	280

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 79. <i>Livres achetés par le gouvernement</i> :—Liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer, soit aux écoles, soit aux membres de la Législature. . . (<i>Document No. 33.</i>)	Ordre du 29 janv. 1890, 133.	18
Y. <i>Lots de Squatters</i> :—Correspondances et documents se rapportant aux demandes faites pour que les lots des squatters, ou sur billet de location, en possession par un père ou une mère de douze enfants vivants, soient accordés de préférence à un autre lot.	Par Ordre, 89.	
X 80. <i>Macquet, Gérard</i> :—État détaillé du compte des dépenses encourues par M. Gérard Macquet, lors de son voyage en Belgique, en 1889, lorsqu'il était en congé. (<i>Document No. 110.</i>)	Par Ordre, 215.	253
81. <i>Magistrats, Cours de</i> :—État de toutes les cours de magistrats des nouveaux districts, depuis 1882 jusqu'à présent ; nom de chaque magistrat, ainsi que le traitement qui lui est alloué. (<i>Document No. 49.</i>)	Par Ordre, 72.	90
X 82. <i>Magistrats de district</i> :—État indiquant les noms des magistrats de district, la date de leur nomination, l'étendue de leur juridiction ; le nombre de causes jugées par eux chaque année ; le salaire de chacun d'eux, etc. (<i>Document No. 56.</i>)	Par Ordre, 55.	114
<i>Manufactures et ateliers</i> :—Voir <i>supra</i> , <i>Inspection des</i> —		
Z. <i>Martin, Joseph</i> :—État détaillé des sommes payées, depuis le 1 ^{er} janvier 1889, par le gouvernement de la province de Québec, à Joseph Martin, écuier, avocat de la cité de Québec.	Par Ordre, 156.	
<i>Matane, chemin de fer de</i> :—Voir <i>Supra</i> , <i>Fiset, Dr.</i>		
X 83. <i>Médecins dans les Asiles</i> :—Copie de l'ordre en conseil du 14 août 1879, relativement à la nomination et au paiement des médecins dans les asiles. (<i>Document No. 48.</i>)	Adresse, 80.	90
X 84. <i>Mercier, Honorable Honoré</i> :—Copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, premier ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à St-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections.		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>84. <i>Mercier, Honorable Honoré</i> :—<i>Suite.</i></p> <p>quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières.</p> <p><i>Impression ordonnée, 308</i> (<i>Document No. 73.</i>)</p>	Par Ordre, 141.	148
<p>85. <i>Mérite agricole</i> :—Documents, concernant le mérite agricole, mis devant la Chambre par le comité d'agriculture. Ordonné que parties de ces documents soient imprimées, 53. (<i>Document No. 43.</i>)</p>	.....	53
<p>86. <i>Metabetchouan</i> :—Correspondance et documents se rapportant à la promesse d'une subvention pour le pont de la Metabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St. Jean.</p> <p><i>Impression ordonnée, 309</i> (<i>Document No. 93.</i>)</p>	Par Ordre, 139.	244
<p>87. <i>Mines</i> :—Etat indiquant le nombre des mines en exploitation dans la province, leur nature et leur rendement annuel. (<i>Document No. 121.</i>)</p>	Par Ordre, 214.	311
<p>88. <i>Montmagny, Régistrateur de</i> :—Documents quelconques relatifs au registrateur du comté de Montmagny, depuis le 1er janvier 1889 jusqu'aujourd'hui. (<i>Document No. 72.</i>)</p>	Ordre du 24 fév. 1890, 264.	147
<p>89. <i>Montréal</i> :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du district de—, pour 1890. (<i>Document No. 8.</i>)</p>	.....	7
<p>90. <i>Murray, Denis</i> :—Copie de la commission nommant Denis Murray, écuyer, comme juge des sessions de la paix, à Québec ; ainsi que copie de toute correspondance ayant rapport à la dite nomination. (<i>Document No. 36.</i>)</p>	Adresse du 15 janv. 1890, 44.	19
<p>AA. <i>Orignaux</i> :—Copie de tous rapports ou documents concernant la destruction illicite des orignaux dans cette province.</p>	Par Ordre, 182.	
<p>91. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Copie du marché passé entre M. Charles Berger, et le gouvernement, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal.</p> <p><i>Impression ordonnée, 307</i> (<i>Document No. 47.</i>)</p>	Par Ordre, 52.	81
<p>92. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Etat, pour chaque année, à partir du 1er juillet 1867, des totaux des re-</p>		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 92. <i>Palais de Justice, Montréal</i> :— <i>Suite.</i> cettes effectuées, et provenant du palais de justice de Montréal, (moins les sommes produites par la vente des timbres.)... (<i>Document No. 99.</i>)	Par Ordre, 141.	245
X 93. <i>Palais de justice, Québec</i> :—Copie du rôle de paie de tous les employés au palais de justice de Québec pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887, et pour le mois d'octobre 1890. <i>Impression ordonnée, 308</i> (<i>Document No. 81.</i>) <i>Palais de justice, Québec</i> :—Voir aussi <i>infra</i> , 96.	Par Ordre, 89.	188
X 94. <i>Paradis et al., vs. Gilmour et al.</i> , :—Copie du jugement <i>in re</i> Philippe Paradis et autres, et Allen Gilmour et autres ; décision du Conseil Privé de Sa Majesté dans les mêmes causes. (<i>Document No. 29.</i>)	Ordre du 12 fév. 1890, 210.	18
X 95. <i>Palais législatif</i> :—Copie de l'ordre en conseil du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du palais législatif. <i>Impression ordonnée, 307</i> (<i>Document No. 45.</i>)	Adresse, 72.	27
X 96. <i>Palais législatif</i> :—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du palais législatif. Etat des sommes payées, année par année, pour la construction du palais de justice de Québec. <i>Impression ordonnée, 308</i> (<i>Document No. 92.</i>) <i>Pères et mères de familles de douze enfants vivants</i> :— Voir <i>Lots de Squatters</i> .	Par Ordre, 81.	244
BB. <i>Pinkerton's National Detective Agency</i> :—Etat détaillé de la somme de \$3,422.22 payé à la Pinkerton's National Detective Agency, ainsi qu'il appert au Comptes publics de 1889-90, page 89.	Par Ordre, 139.	
X 97. <i>Pinkerton's National Detective Agency</i> :—Etat détaillé de la somme de \$1,062.68 payée à la "Pinkerton's National Detective Agency" re les frères Poulin, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 87. (<i>Document No. 82.</i>)	Par Ordre, 139.	188
CC. <i>Ponts</i> :—Correspondance, soumissions, contrats, et documents &c., ayant rapport aux ponts sur les		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
CC. <i>Ponts.</i> :— <i>Suite.</i>		
rivières suivantes : du Loup, à Louiseville ; Le- Bras, à St-Eugène de l'Islet ; Trois-Saumons, à l'Islet ; Boyer, à St-Michel de Bellechasse ; et St-François, aux chutes de Brompton.	Adresse, 156.	
X98. <i>Ponts en fer</i> :—Etat indiquant en details les paie- ments et les dépôts faits, jusqu'à ce jour, par les municipalités, pour les ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887, et les engagements pris par ces municipalités à ce sujet, &c. (<i>Document No. 44.</i>)	Par Ordre, 30.	64
X99. <i>Ponts en fer</i> :—Tableau indiquant le nom des muni- cipalités qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction de ponts en fer, depuis janvier 1887 ; montants obtenus ; date de ces octrois ou promesses d'octrois etc. <i>Impression ordonnée, 308. (Document No. 70.)</i>	Par Ordre, 52.	147
X100. <i>Ponts en fer</i> :—Correspondance, depuis le 17 du mois de janvier 1889, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer ; ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'ins- pection depuis la même date ; sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses inci- dentes. (<i>Document No. 31.</i>)	Adresse du 3 fév. 1890. 152.	18
DD. <i>Ponts en fer</i> :—Correspondance et documents, au sujet de demandes d'aide pour la construction de ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887.	Par Ordre, 141.	
X101. <i>Ponts métalliques</i> :—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69 mention- née sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des Comptes publics pour 1889. <i>Impression ordonnée, 306. (Document No. 21.)</i>	Ordre du 5 mars 1890, 308.	17
X102. <i>Q. M. O. & O.</i> :—Etat détaillé de la somme de \$5,000 mentionnée aux Comptes publics de 1889-90, comme paiement <i>re</i> chemin de fer de Q. M. O et O, (dépenses du trafic). <i>Impression ordonnée, 309. (Document No. 109.)</i>	Par Ordre, 138.	253
EE. <i>Q. M. O. & O.</i> :—Etat détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$16, 000 mentionnée aux Comptes publics de 1889- 90, page 199, comme paiement <i>re</i> chemin de fer de Q. M. O. & O., (construction).	Par Ordre, 138.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
FF. <i>Q. M. O. & O.</i> :—Etat détaillé des articles qui composent la somme de \$122,364.00 mentionnée à l'article (e) <i>re</i> le chemin de fer Q. M. O. et O., dans les "résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée et pour autres fins.	Par Ordre, 290.	
X103. <i>Rapports du Conseil et mandats spéciaux</i> :—Etat des rapports du Conseil et mandats spéciaux en vertu de l'acte 31 Vict. Chap. 9, art. 47, préparé par l'Auditeur de la province. <i>Imprimé, 28.</i>	Par Acte.	27
X104. <i>Rapports municipaux</i> :—Statistiques municipales ou,—pour l'année expirée le 31 décembre 1889. (<i>Document No. 37.</i>)	.....	19
X105. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat détaillé de toutes les—effectuées depuis le 1er juillet jusqu'au 1er novembre 1890.....(<i>Document No. 78.</i>)	Adresse, 41	177
X106. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 octobre 1890.....(<i>Document No. 46.</i>)	.....	86
GG. <i>Réclamations contre la province</i> :—Etat de toutes les réclamations, avec mention sommaire de leurs montants et de leur nature, produites contre et dues par la province jusqu'au 26 décembre.	Par Ordre, 290.	
HH. <i>Réclamations contestées</i> :—Etat faisant voir ce qui a été payé sur les réclamations dites contestées, mentionnées dans le discours du Trésorier sur le budget, le 12 avril 1887, la date de ces paiements et la balance encore due en rapport avec ces mêmes réclamations.	Par Ordre, 290.	
X107. <i>Remise de droits</i> :—Etat de tous les droits, taxes, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du Revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier au 4 novembre 1890. <i>Impression ordonnée, 305.....(Document No. 12.)</i>	Par Acte.	11
X108. <i>Réserve forestière</i> :—Copie de toute lettre adressée au gouvernement, au sujet de la loi de la réserve forestière et la réserve perpétuelle des pins. (<i>Document No. 116.</i>)	Par Ordre, 253.	297

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 109. <i>Reynar, M. Joseph</i> :—Copie d'un ordre en conseil, relatif à la nomination et à l'exercice de la charge de M. Joseph Reynar, de la cité des Trois-Rivières, comme employé du gouvernement. (<i>Document No. 65.</i>)	Adresse, 90.	136
II. <i>Sacré-Cœur et St-Valérien</i> :—Correspondances et documents se rapportant à la promesse d'une subvention pour un pont à la paroisse du Sacré-Cœur, dans le comté de Rimouski, et pour mêmes pièces dans le cas du pont de St-Valérien, même comté.	Par Ordre, 139.	
JJ. <i>Ste-Adèle</i> :—Correspondance et documents se rapportant aux octrois d'argent de colonisation pour la paroisse de Ste Adèle, comté de Terrebonne, depuis janvier 1887.	Par Ordre, 139.	
KK. <i>Ste Barbe</i> :—Etat relatif à la somme payée ou promise pour venir en aide aux personnes qui ont souffert des dommages par la tempête, dans le mois de juillet 1889, dans la paroisse de Ste-Barbe, comté de Huntingdon.	Par Ordre, 89.	
X 110. <i>Ste-Cunégonde</i> :—Copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste-Cunégonde, pour les fins scolaires. (<i>Document No. 50.</i>)	Adresse du 24 mars 1890, 444.	90
X 111. <i>St-Isidore</i> :—Documents concernant le paiement du dernier versement de vingt piastres sur soixante, dû par le département de l'instruction publique à certains contribuables de la paroisse de St. Isidore, comté de Dorchester. (<i>Document No. 80.</i>)	Par Ordre, 85.	187
X 112. <i>St-Laurent et Adirondack</i> :—Correspondance échangée entre la Compagnie du chemin de fer St-Laurent et Adirondack et le gouvernement, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie. <i>Impression ordonnée, 308 (Document No. 91.)</i>	Par Ordre, 212.	244
LL. <i>St-Maurice</i> :—Copie des rôles de paie relatifs aux argents dépensés pour la colonisation, dans le comté de St-Maurice, depuis le 30 juin 1889, jusqu'à ce jour.	Par Ordre, 214	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
X 113. <i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Correspondance échangés à propos de la remise de la dette municipale de St. Michel de Bellechasse. <i>Impression ordonnée, 308.....(Document No. 71.)</i>	Par Ordre, 89.	147
MM. <i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Correspondance entre l'exécutif et toute personne à propos de la remise de la dette municipale de St-Michel de Bellechasse.	Par Ordre, 97.	
X 114. <i>Secrétaire de la Province</i> :—Quatrième rapport du—, pour l'exercice de 1889-1890. (Division du Régistrare).....(<i>Document No. 6.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	11
X 115. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport, du—, pour l'exercice 1889-1890. (Division du Secrétaire).....(<i>Document No. 6.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	11
X 116. <i>Service Civil</i> :—Rapport des nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session ; Statuts refondus No. 675. <i>Impression ordonnée, 306.....(Document No. 19)</i>	Par Acte.	12
NN. <i>Shefford</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les municipalités du comté de Shefford, relativement au fonds d'emprunt municipal, moins les documents déjà produits.	Adresse, 97.	
X 117. <i>Sociétés d'Agriculture</i> :—Correspondance entre le gouvernement et certains officiers, ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, &c., au sujet de l'agriculture. <i>(Document No. 101.)</i>	Par Ordre, 156.	245
X 118. <i>Squateck</i> :—Rapports faits au département des terres de la Couronne concernant les terrains de la vallée de la Squateck et autres, en arrière du lac Témiscouata.....(<i>Document No. 106.</i>)	Par Ordre, 141.	245
<i>Squatters, lots de—:—Voir Supra, Lots de Squatters.</i>		
X 119. <i>Statuts Refondus et Code Municipal</i> :—Correspondance au sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier.....(<i>Document No. 34.</i>)	Ordre du 22 janv. 1890, 102.	18
X 120. <i>Taxe de l'eau, Montréal</i> :—Documents au sujet de la taxe de l'eau dans la cité de Montréal, et des amendements projetés à cet égard. <i>(Document No. 104.)</i>	Par Ordre, 44.	245

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
OO. <i>Taux de péages</i> :—Correspondance à propos de l'abolition des taux de péages sur les ponts et les barrières, sis dans la province de Québec. <i>Taux de péage</i> :—Voir <i>Mercier, Honorable Honoré.</i>	Par Ordre, 89.	24
PP. <i>Templé, E. M.</i> :—Correspondance à propos de la méthode de dessin de E. M. Templé, directeur des écoles du soir à Montréal ; aussi, copie de tous procédés du conseil des arts ou manufactures de la province de Québec, à ce sujet ; aussi, copie de la méthode de dessin de M. Templé et de celles de M. Smith, etc. <i>Templé, M. E.</i> :—Voir <i>Supra, Ecoles du Soir.</i>	Adresse, 212.	
QQ. <i>Terres, concession de</i> :—Pour un index alphabétique des concessions de terres, faites depuis 1763, jusqu'au 1er décembre 1890, comté par comté, et canton par canton.	Par Ordre, 311.	
X 121. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des,—pour les douze mois finissant le 30 juin 1890.....(<i>Document No. 4.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	33
X 122. <i>Terres de la Couronne</i> :—Copie de toutes requêtes, se rapportant au changement de la loi relative à la concession des terres de la Couronne pour fins de colonisation.....(<i>Document No. 85.</i>)	Par Ordre, 141.	207
X 123. <i>Timbres judiciaires</i> :—Etat indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal.....(<i>Document No. 59.</i>)	Ordre du 26 fév. 1890, 280.	122
X 124. <i>Trappistes d'Oka</i> :—Correspondance et documents, au sujet de l'établissement des RR. PP. Trappistes d'Oka, au Lac St. Jean. (<i>Document No. 115.</i>)	Par Ordre, 215.	289
X 125. <i>Travail des départements</i> :—Etat comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant tous renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années.....(<i>Document No. 40.</i>)	Ordre du 20 janv. 1890, 86.	37
X 126. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des,—pour 1890.....(<i>Document No. 7.</i>)	.....	11

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
127. <i>Université Laval</i> :—Déclamation de Mgr. Benj. Pâquet, recteur de l'Université Laval, au sujet du projet de loi concernant l'union proposée entre Laval et l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal (<i>Appendice A.</i>)	.....	347
X 128. <i>Whelan, J. P.</i> :—Copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier, etc., etc. <i>Impression ordonnée, 306 (Document, No 15)</i>	Adresse du 19 mars 1890, 415.	16
X 129. <i>Wickham</i> :—Documents concernant la ligne de division entre les 1er, 2ème et 3ème rangs de Wickham, comté de Drummond . . (<i>Document No. 66.</i>)	Adresse, 97.	136
X 130. <i>Upton</i> :—Correspondance au sujet du dessèchement de certains terrains des 20ème et 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot. <i>Impression ordonnée, 309 (Document No. 94.)</i>	Par Ordre, 181.	244
R.R. <i>Wendover</i> :—Correspondance concernant le tracé de ligne entre le canton de Wendover et la seigneurie de Courval, en y comprenant les rapports des arpenteurs Bouchette et Dame.	Par Ordre, 290.	
X 131. <i>Whyte, John</i> :—Copie de la lettre de l'un des honorables ministres à John Whyte, écr., de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin dernier, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston. <i>Impression ordonnée, 307 (Document No. 61.)</i>	Par Ordre, 97.	122

DOMINION BRIDGE Co :—Contrats accordées à la :—Interpellations, 123.

DONATIONS, ENREGISTREMENT DES :—Voir *Enregistrement*.

DONCASTER :—Bill pour enlever des doutes quant à l'existence légale du canton de Doncaster, comme municipalité scolaire, (M. Nantel), présenté, 171. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 185.

DORCHESTER :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, mis devant la Chambre, 4 ; insérés dans le Journal de la Chambre, 5.

DORION, VILLAGE :—Voir *St-Michel de Vaudreuil*.

DROITS DE COUPE DE BOIS :—Interpellation, 96. Voir aussi *Bonaventure*.

DROITS DE PÊCHE :—Interpellations, 112.

DRUMMOND :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant des amendements à sa charte, 45. Rapport de l'avis ; Bill (M. Watts) présenté, 55. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 64. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 105. Honoraire remboursé, 251.

DRUMMONDVILLE :

1. Pétition demandant un acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de Drummondville, 36. Rapport de l'avis, 49. Bill (M. Watts) présenté, 50. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Ordonné que le nom de M. Girouard soit substitué à celui de M. Watts comme promoteur du bill, 181. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 249. Par le Conseil, avec amendements, 291. Considérés et adoptés, 291. S. R., 342. (54 Vic., ch. 86.)

2. Pétition demandant un acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de Drummondville, 45. Rapport de l'avis, 49. Bill (M. Watts) présenté, 50. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 74. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 79. Par le Conseil, 119. Honoraire remboursé, 155. S. R., 342. (54 Vic., ch. 69.)

DRUMMONDVILLE ET RICHMOND :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond, 45. Rapport de l'avis, 49. Bill (M. Watts) présenté, 50. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 56. Rapporté amendé, 82. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 106. Par le Conseil, avec amendements, 250. Considérés et adoptés, 250. S. R., 342. (54 Vic., ch. 89.)

DUGAS, M. C. A. :—Voir 34, des *Documents*.

ECHAFAUDAGES :—Voir *Chevaliers du travail*.

ÉCOLES D'AGRICULTURE :—Voir 35, des *Documents*.

ÉCOLE DE MÉDECINE ET DE CHIRURGIE, MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre la dite Ecole et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal, 45. Rapport de l'avis, 66. Bill (l'hon. M. Mercier) présenté, 67. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapport amendé, 86. 65e règle suspendue et bill renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, *nemine contradicente*, 90. Par le Conseil, 118. Honoraire remboursé, 155. S. R., 342. (54 Vict., ch. 58.)

ÉCOLES D'INDUSTRIE :—Bill amendant l'article 3142 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie, (l'hon. M. Langelier) présenté, 118. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 188. Par le Conseil, avec amendements, 269. Considérés et adoptés, 269. S. R., 343. (54 Vict., ch. 28.)

ÉCOLES DU SOIR :—Voir 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42 *M et PP, des Documents* ; aussi Interpellation, 154, 172.

ÉCOLES DU SOIR, MONTRÉAL :—Interpellations, 154.

ÉCOLE NORMALE MCGILL :—Voir 43, *des Documents*.

ÉCOLE NORMALE, MONTRÉAL :—44, *des Documents*.

ÉCONOMIE INTERNE DE LA CHAMBRE :—Message du Lieutenant-Gouverneur sur la nomination des membres de la commission de l',—10. Voir 45, *des Documents*.

ÉDIFICES PUBLICS ET PALAIS DE JUSTICE :—Sommes payées pour entretien des :—Voir 46, *des Documents*.

ÉGLISES :—Bill amendant la loi relative à la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières, (M. Lessard), présenté, 152. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 185. Rapporté, 197. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 251. Par le Conseil, avec amendements, 319. Considérés et adoptés, 319. S. R., 343. (54 Vic., ch. 30.)

ÉGLISE MÉTHODISTE :—Pétition demandant un acte modifiant l'Acte de l'église méthodiste, 1884 ; lue et reçue, 187. Bill (l'hon. M. Boyer) présenté ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 187. Rapporté, 193. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 199. Par le Conseil, 250. Honoraire remis, 215. S. R., 344. (54 Vic., ch. 61.)

ÉGLISE ST-BARTHÉLEMI :—Pétition demandant un acte constituant en corporation le recteur et les syndics de l'église épiscopaliennne réformée de Saint-Barthélemi, de la cité de Montréal, 60. Rapport de l'avis, 66. Bill (l'hon. M. McShane) présenté, 67. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 105. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 120. Par le Conseil, 148. Honoraire remboursé, 182. S. R., 342. (54 Vic., ch. 62.)

ÉGLISE ST-JUDE :—Pétition demandant un acte modifiant le statut 47 Victoria, chapitre 46, concernant "l'Église St-Jude," du diocèse de Montréal, 52. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Hall) présenté, 62. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté, 82. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 91. Par le Conseil, 123. Honoraire remboursé, 181. S. R., 342. (54 Vic., ch. 60.)

ÉLECTIONS :

1. Liste des députés élus lors des élections générales, X.
2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur toutes les élections qui ont eu lieu depuis le 14 octobre 1886 jusqu'à ce jour, 338. *Document No. 145*. Impression ordonnée, 309.
3. Certificats d'élection de l'honorable Charles Fangelier (Montmorency), 4 ;—de Emery Lalonde, écr. (Vaudreuil), 116.

ÉLECTIONS :—*Suite.*

4. Mandat émis durant la vacance :

District Électoral.	Député élu.	En remplacement de	Pourquoi.	Page
Montmorency. . . .	Hon. Chs. Langelier.	Lui-même.	Nommé président du Conseil exécutif	4

ELECTIONS CONTESTÉES :—1. Documents, relatifs aux—suivantes, mis devant la Chambre :

Dorchester, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 5.

Maskinongé, 92. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 93.

Vaudreuil, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 6.

2. Bill modifiant la loi des élections contestées de Québec, (l'hon. M. Mercier), présenté, 83. Motion pour 2^e lecture ; débats, 177. Débats repris ; motion adoptée ; bill lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 178. Ordre pour 3^e lecture ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, amendement proposé et négatif, motion adoptée, bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, lu la 3^e fois et passé sur division, 191. Par le Conseil, 280. S. R., 343. (54 Vic., c. 10.)

3. Voir *Acte électoral* pour divers bills concernant les élections ; Voir aussi *Pétitions d'élections*.

ÉLEVATEURS :—Pétition demandant la nomination d'un inspecteur des—, 36.

EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Bill modifiant la loi 52 Victoria chapitre 43, qui amende la loi des compagnies pour l'empierrement des chemins, (l'hon. M. Boyer), présenté, 140. Lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 186. Par le Conseil, 280. S. R., 343. (54 Vic., c. 36.)

EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Voir 47 et *N*, des *Documents*.

EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Interpellation, 47.

EMPIERREMENT DE LA ROUTE JUINEAU :—Interpellation, 271.

EMPLOYÉS DE LA COUR DES MAGISTRATS, MONTRÉAL :—Voir 48, des *Documents*.

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES :—Voir *Manufactures*.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Bill établissant certaines mesures de prévoyance en faveur des employés publics et de leurs familles, (M. Turgeon), présenté, 70. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 143. Rapporté amendé, 249. Voir aussi *Service Civil et Saisie des Salaires*.

EMPLOYÉS SESSIONNELS :—Voir *O*, des *Documents*.

EMPRUNT A LA BANQUE DE MONTRÉAL :—Voir 49, *des Documents* ; aussi Interpellations, 302.

EMPRUNTS TEMPORAIRES :—Interpellations, 77, 154, 194.

ENFANTS :—Bill amendant la loi portant privilège aux pères ou mères de famille ayant douze enfants vivants (l'hon. M. Mercier), présenté, 14. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 30. Considéré ; amendé, 34. Rapport du comité d'agriculture au sujet de ce bill, 49. Rapport renvoyé de nouveau au comité, 50. Rapporté, 53. Amendements lus et adoptés ; bill lu la 3e fois et passé, 56. Par le Conseil, 107. S. R., 341. (54 Vict., ch. 19.)

ENQUÊTES :—Bill pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes, (l'hon. M. Robertson), présenté, 112. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 145. Par le Conseil, avec amendements, 189. Considérés et adoptés, 189. S. R., 343. (54 Vic., ch. 43.)

ENQUÊTES PAR STÉNOGRAPHIE :

1. Bill relatif aux—, dans les causes civiles, (M. Lemieux), présenté, 15. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 44. Le comité décide de ne pas rapporter ce bill, 61.

2. Bill amendant l'article 320a du Code de procédure civile concernant les—(M. Hall), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 174. Rapporté amendé, 198.

3. Bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles, (l'hon. M. Blanchet), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 174. Rapporté amendé, 190.

ENREGISTREMENTS :—Bill à l'effet de légaliser les enregistrements et entrées faits dans les registres et index paraphés et authentiqués par les greffiers ou députés greffiers de la cour de circuit, (M. Gladu), présenté, 38. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 65. Rapport amendé, 82. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 98. Par le Conseil, 148. S. R., 342. (54 Vic., ch. 50.)

ENREGISTREMENT DES DONATIONS :—Bill concernant l'—et des titres et actes portant création de substitution, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 15. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 43. Rapporté amendé, 140. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 192. Considéré ; rapporté ; passé, 276.

ENSILAGE :

1. Résolu qu'il soit donné instructions au comité permanent d'agriculture d'étudier la question de l'—, 78.

2. Rapport du comité d'agriculture au sujet de l'—, 137.

3. Résolution adoptée priant son Eminence le cardinal Taschereau, les membres de l'épiscopat et le clergé en général, d'encourager, par tous les efforts possibles, la construction de silos dans les paroisses, 297.

ESTIMÉS :—Voir 50, *des Documents* ; Voir aussi *Subsides*.

EXEMPTION DES TAXES MUNICIPALES :—Bill rétablissant, d'un façon plus étendue, l'exemption des taxes municipales pour certaines propriétés minières, accordée sous l'opération de l'article 1544 des S. R. P. Q. (l'hon. Mr. Robertson) présenté, 55. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 68. Par le Conseil, 85. S. R., 342. (54 Vic., ch. 16.)

EXPOSITIONS AGRICOLES RÉGIONALES :— Interpellations, 46, 128, 129.

EXPROPRIATIONS :

1. Bill pour rendre plus claires les lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique, (l'hon. Mr. Mercier), présenté, 87. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 197. Par le Conseil, 269. S. R., 343. (54 Vic., ch. 31.)

2. Bill concernant l'expropriation, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 140. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 193. Considéré ; rapporté ; passé, 276. Par le Conseil, 319. S. R., 343. (54 Vic., ch. 38.)

3. Voir *P, des Documents*.

FABRIQUES DE SUCRE DE BETTERAVES :—Voir 51, *des Documents*.

FAHEY, NEAGLE ET BUREAU :—Voir 52, *des Documents*.

FISSET, DR :—Voir 53, *des Documents*.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir 54, 113, *NN et MM, des Documents*.

FORTIER, LOUIS :—Résolutions relatives à la publication par—d'un Index général des Journaux de l'Assemblée législative, par ordre alphabétique des députés, 328, 334.

FOSSES DE LIGNE ET TRAVAUX MITOYENS :—Voir *Code Municipal, 4*.

FOURNIER, J. O. :—Pétition demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Joseph Oscar Fournier au nombre de ses membres, 60. Rapport de l'avis, 76. Bill (du Conseil) présenté par M. Rainville et lu la 1ère fois, 146. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 154. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 190. S. R., 341. (54 Vic., ch. 102.)

FOURRURES, SAISIE ET CONFISCATION DE :—Voir 55, *des Documents*.

FRASERVILLE :—Palais de justice à—Voir 56, *des Documents*.

FRONTIÈRE NORD DE LA PROVINCE :—Voir 57, *des Documents*.

GAGES DES OUVRIERS :—Bill concernant le paiement des—(M. Watts), présenté, 83. Motion pour 2e lecture ; amendement pour renvoyer la 2e lecture à six mois ; adopté, 143.

GARDES-CHASSE POUR CERTAINS CONTÉS :—Interpellation, 194.

GARDIENS DE BOIS SAISIS :—Interpellation, 119.

GARNEAU, L'HON. PIERRE :—Lettre au Président de la Cie de chemin de fer de navigation et du Iac St. François :—Voir 71, *des Documents*.

GARNEAU, PONT :—Voir 58, *des Documents*.

GASPÉ, BASSIN DE :—Poteaux et dormants en cèdre :—Voir 24, *des Documents*.

GASPÉSIE, COLONIE BELGE DANS LA —:—Voir 59, *des Documents*.

GILMOUR & CIE :—Procès Paradis :—Voir 60 et 94, *des Documents*.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL :—Bill réservé pour la sanction du—, 344. —Voir Pratt, Frederic.

GRANDBOIS :—Pétition demandant un acte autorisant Joseph Orance Grandbois à adjoindre à son nom celui de "de Villeneuve," 31. Rapport de l'avis, 42. Bill (l'hon. M. Mercier) présenté, 43. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 46. Rapporté, 74. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 79. Par le Conseil, 118. S. R., 342. (54 Vic., ch. 98.)

"GRAND NORD" :—Cie du chemin de fer le— :—Voir 61, *des Documents*.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Assermente les députés, 1.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :

1. Remet au Greffier de la Chambre le rôle contenant une liste des noms des membres, 1.

2. Une lettre MM. Robidoux et Shehyn l'informant que le siège de M. Charles Langelier est devenu vacant par le fait de sa nomination comme Président du Conseil exécutif, 3.

3. Transmet les certificats d'élections de l'hon. M. Langelier, Montmorency, 4 Emery Lalonde, Ecr., Vaudreuil, 116.

4. Rapport sur toutes les élections qui ont eu lieu depuis le 14 octobre 1886, 339. Impression ordonnée, 309. Voir 62, *des Documents*.

HALL, NEILSON & Cie :—Interpellation, 119.

HARAS NATIONAL :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives au maintien d'un—en cette province, 243, 281. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; série de résolutions rapportées et adoptées, 281.

HÉROUX, M. EVARISTE :—Interpellation, 302.

HOARE, M. :—Voir 63, *des Documents*.

HOMESTEADS :—Motion de M. Nantel, qu'il soit résolu que cette Chambre prie le gouvernement d'introduire des lois analogues à celle des Etats-Unis et d'Ontario, sous

HOMESTEADS :—*Suite.*

le double rapport des *Homesteads* et octrois gratuits ; débat, 113. Débat repris ; amendement de l'hon. M. Mercier, qu'il soit résolu que cette importante question soit référée au comité d'agriculture etc., avec instruction de l'étudier avec soin, et de faire rapport avec toute la célérité possible ; adopté, 115.

HOPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant "l'Hôpital protestant des aliénés," incorporé par l'acte de cette province 44-45 Vict., ch. 53, 48, 57. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 57. Série de résolutions, 57. Rapportées, 58. Adoptées, 207.

2. Interpellations demandant divers renseignements concernant l'—, 77.

IMMIGRANTS EUROPÉENS :—Voir *Q*, des *Documents*.**IMPRESSIONS :**

1. *Comité conjoint des* :—Membres nommés par l'Assemblée ; message envoyé au Conseil, 31. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 65. Premier rapport ; Président nommé et *quorum* réduit ; adopté, 92. Second rapport, 305 ; adopté, 309.

2. Documents dont l'impression est ordonnée sans le renvoi au comité des—, 152, 339.

3. Documents imprimés sur la recommandation du comité, 305.

4. Pour liste des documents dont l'impression a été ordonnée.— Voir à la fin de cet *index*.

5. Voir aussi 5, des *Documents*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'— Voir 64, des *Documents*.

INDEMNITÉ DES DÉPUTÉS ET DES CONSEILLERS, SERA-T-ELLE RÉDUITE ?—Interpellation, 289.

INDEX GÉNÉRAL DES JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—Résolutions relatives à la publication de l'— par Paul Smith, par ordre de matières, et Louis Fortier, par ordre alphabétique des députés, 328, 334.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 9, 19, 27. Premier rapport ; M. Murphy nommé Président et *quorum* réduit à cinq membres, 36.

INSPECTEUR DES ÉLEVATEURS :—Pétition de la Corporation de Montréal demandant la nomination d'un—, 36.

INSPECTEURS DE VOIRIE :—Bill amendant l'article 376 du Code municipal, concernant les inspecteurs de voirie, (M. Basinet), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 127.

INSPECTION DES ASSOCIATIONS LAITIÈRES :—Voir *Associations laitières*.

INSPECTION HYGIÉNIQUE DES MANUFACTURES :—Voir *S, des Documents*.

INSTRUCTION GRATUITE ET OBLIGATOIRE :—Voir *Chevaliers du travail*.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. Bill amendant la loi concernant l'instruction publique, (l'hon. M. Langelier), présenté, 140. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 287. Par le Conseil, avec amendements, 319. Considérés et adoptés, 319. S. R., 343. (54 Vic., ch. 21.)

2. Ministère de l'— : Interpellations, 38.

3. Ministère de l'— :—Voir *T, des Documents*.

4. Rapport du surintendant de l'— :—Voir 66, *des Documents*.

INTÉRÊT, TAUX D'— :—Voir *Taux d'—*.

INTERNATIONAL ADVENT CHRISTIAN CONFERENCE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 14. Rapport de l'avis, 49. Bill (M. Lovell) présenté, 50. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 123. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 131. Par le Conseil, avec amendements, 183. Considérés et adoptés, 183. Honoraire remis, 213. S. R., 342. (54 Vict., ch. 68.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Beauchamp, 46, 77, 128.

Bisson, 46.

Blanchet, 47, 83, 96.

Bourbonnais, 172, 194.

Carrier, 96.

Clendinneng, 119.

Dechene, 96, 251.

De Grosbois, 153.

Desjardins, 289.

Duplessis, 77, 84, 96, 210.

Grenier, 119, 194, 219, 271.

Hall, 95, 112.

LeBlanc, 32, 119, 154, 172.

Lemieux, 38, 39, 63, 112.

Lessard, 194.

McDonald, 69, 112.

McIntosh, 77, 89.

Marion, 71, 302.

Martin, 194.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Nantel, 84, 119, 194, 289, 301, 302.

Owens, 39, 46, 128.

Parent, 71.

Pelletier, 77.

Poupore, 129.

Spencer, 95, 128.

Tessier (Rimouski), 38.

Turgeon, 69.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—AYANT RAPPORT A— :

Banques :—dans quelles—ont été déposées les \$525,344.43 restant en caisse au crédit de la province ? 77

Banque de Montréal :—De quelle banque a été retirée la somme de \$340,694.74 transmise à la—, le 30 juin 1890 ? 89.

Banque de Montréal :—A-t-elle refusé de prêter au gouvernement ? 153.

Berthier, Maskinongé et St. Maurice :—Y a-t-il des gardes-chasse nommés pour ces comtés ? 194.

Beurreries et fromageries :—Combien y en a-t-il de constituées en corporation ? 153.

Bibliothèque du Code civil de DeLorimier :—Sera-t-elle distribuée aux nouveaux députés ? 69.

Biens imposables :—Quelle était, en 1880, la valeur des—dans la province ? 38.

Biens imposables :—Quelle était, en 1889-90, la valeur des—dans la province ? 39.

Biens imposables :—Quelle était, en 1888, la valeur totale des—d'après les rôles transmis au Secrétaire de la province ? 63.

Bonus :—A-t-il été promis un—pour la culture des betteraves ? 69.

Chemin de Beaumont :—Quelles sommes ont été dépensées, par ordre du gouvernement, sur le— ? 84.

Code de procédure civile :—Sera-t-il nommé une commission pour refondre le— ? 71.

Code municipal :—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une commission pour la refonte du— ? 46.

Compagnies de chemins de fer :—Combien le gouvernement compte-t-il retirer de la taxe nouvelle imposée sur certaines— ? 301.

Compagnie de péage de l'Isle Jésus :—A-t-elle fait son rapport exigé par la loi ? 119.

Compagnie de péage de l'Isle Jésus :—Sera-t-elle tenue de faire son rapport ? 154.

Delisle, Arthur :—Combien lui a-t-il été payé *in re* J. P. Whelan *vs.* Régina ? 71.

Dépenses du département des Terres de la Couronne :—Laquelle des deux versions est correcte au sujet des— ? 83.

Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay :—Sera-t-il distribué aux nouveaux députés ? 69.

Dominion Bridge Co., de Lachine :—Lui a-t-il été accordé quelques contrats, depuis le 1er mars 1890 ? 128.

Droits de coupe de bois :—Seront-ils exigés sur les lots occupés par les pères de famille ayant droit aux cent acres ? 96.

Droits de pêche :—Les concessionnaires de—seront-ils protégés ? 112.

Droits seigneuriaux :—Le gouvernement est-il en possessions des documents concernant le règlement des— ? 251.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Ecoles du soir :—Sont-elles surveillées par une commission ou un comité ? 172.

Ecoles du soir, Montréal :—Au sujet des comptes pour les—, 154.

Empièrrement des chemins :—Comment ont été distribuées les \$10,000 votées, en 1890, pour l'— ? 47.

Emprunts temporaires :—Combien y a-t-il eu d'—, depuis le 1er juillet 1889 ? 77.

Emprunts temporaires :—Le gouvernement a-t-il fait de nouveaux—, depuis le 15 novembre 1890 ? 194.

Emprunt de \$750,000 a-t-il été dépensé ? 302.

Expositions agricoles régionales :—Quelles sont les associations qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1889-90 ? 129.

Expositions agricoles régionales :—Quelles sont les associations qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1890-91 ? 46, 128.

Fonds consolidé de la province :—Quel était le montant en caisse le 4 novembre 1890 ? 96.

Gardiens de bois saisis :—Quelles personnes ont été nommés— ; quel est leur salaire, etc. ? 119.

Heroux, M. Evariste :—A-t-il résigné son emploi au bureau du protonotaire, à Montréal ? 302.

Hôpital protestant des aliénés :—Quelle somme a été prêtée par le gouvernement à l'— ? 77.

Indemnité des Députés et des Conseillers sera-t-elle réduite ? 289.

Inspecteurs d'écoles :—Ont-ils visité les écoles du soir ? 172

Juges de paix :—Est-ce l'intention de leur distribuer les "Ouvrages de droit criminel pour les juges de paix" ? 129.

Labelle, Monseigneur :—A combien se montent les sommes dépensées par—, lors de son dernier voyage en Europe ? 32.

Lemieux, M. Rodolphe :—A-t-il été employé dans la cause d'arbitrage contre J. P. Whelan ? 77.

Licences :—Combien le gouvernement compte-t-il retirer de la nouvelle loi des— ? 301.

Limites à bois :—Quelle est le montant réalisé par la dernière vente des— ? 39.

Limites à bois :—Quelle sont les personnes devant une balance sur la dernière vente des—, en 1890 ? 46.

Macquet, M. Gérard :—Est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 172.

Macquet, M. Gérard :—En quelle qualité est il allé en Belgique ? 194.

Manuel parlementaire de P. B. Mignault :—Sera-t-il distribué aux membres ? 96.

Mines :—Le gouvernement tient-il des statistiques des rendements des— ? 194.

Mines :—Combien attend-on de l'opération de la nouvelle loi des— ? 301.

Mont Carmel :—Les lots Nos. 1044 et 1045 de la paroisse du—ont ils été vendus pour la coupe de bois ? 194.

Mont Carmel :—Est il à la connaissance du gouvernement que tout le bois marchand sur ces lots a été coupé ? 219.

Municipalités :—Quelle sommes dues par les—ont été remises ou acquittées depuis le 1er janvier 1890 ? 95.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Philipsburg, Farnham and Yamaska :—Le subside accordé originairement à la Cie du chemin de fer—lui sera-t-il voté de nouveau ? 95.

Pont à ou près de Québec :—Le gouvernement va-t-il présenter à cette session une mesure pour assurer la construction d'un— ? 289.

Québec et Boston :—La Cie du chemin de fer rapide de—a-t-elle démontré qu'elle a les moyens de continuer ce chemin ? 112.

Sociétés d'agriculture :—Quelles sont les—qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1890-91 ? 46, 128.

Sociétés d'agriculture :—Quelles sont les—qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1889-90, 129.

Société d'agriculture de Bellechasse :—A-t-elle été payée du montant qui lui revenait ? 119.

Société d'agriculture du comté de l'Islet :—Le montant qui lui revenait lui a-t-il été payé ? 96.

Ste-Anne de la Pérade :—Le gouvernement entend-il aider à l'empierrement du chemin Juineau, dans— ? 271.

St-Michel de Bellechasse :—Quelle est le montant remis à—sur l'emprunt municipal ? 84.

St-Thomas de Pierreville :—Au sujet de la vente de boissons sur terrain de l'exposition à—, 210.

Sudbury :—Le gouvernement a-t-il reçu des informations au sujet des gisements miniers de— ? 119.

Surintendant de l'instruction publique :—La charge de—sera-t-elle abolie ? 38.

Tremblay, M. P. E. :—A-t-il résigné son emploi au bureau du protonotaire à Montréal ? 302.

Turcotte L'hon. A. :—Quel est son salaire comme protonotaire à Montréal ? 302.

Upton :—A qui a été payée la somme de \$2,000 mentionnée dans les Comptes publics pour le dessèchement des 20e et 21e rangs d'— ? 112.

Weir, R. S. :—Quelles sommes lui ont été payées durant 1889-90, et pour quelles causes ? 128.

ISLE JÉSUS :—Chemins à barrières de l'—, Voir 67, *des Documents*.

ISLE JÉSUS, CIE DE PÉAGE :—Interpellations au sujet de son rapport, 119, 154.

JOLIETTE, MAISON DE LA PROVIDENCE STE. ELIZABETH :—Etat d'affaires, 36 :—Voir 65, *des Documents*.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :

1. Ordre que certains documents relatifs à diverses élections contestées soient insérés dans les— 5, 6, 92.

2. Entrée dans les Journaux de cette Chambre relative à un item des subsides lue et rescindée, 176.

JOURNALIERS DE NAVIRES :

1. Pétitions demandant un acte abrogeant l'acte incorporant la Société bienveillante des—, de Québec, 127.

2. Bill pour amender l'acte incorporant la " Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec, (M. Rinfret) présenté, 153. Motion pour 2^e lecture ; objection ; débats ajournés, 185. M. l'Orateur Marchand décide que ce bill doit être renvoyé au comité des ordres permanents, 195. Rapport, 206. Ordre pour 2^e lecture ; amendement pour renvoyer le bill à un comité spécial ; objection ; M. l'Orateur laisse à la Chambre l'initiative de l'action à prendre sur ce bill ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill au comité des ordres permanents, adopté, 211. Rapporté, 243. Ordre pour comité général rescindé ; bill renvoyé à un comité spécial, 249. Rapport ; adopté pour partie, 252. Motion pour que l'ordre de renvoi à un comité spécial soit rescindé ; amendement pour instructions au comité, adopté, 253. Rapporté amendé ; lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 275. Par le Conseil, 291. S. R., 343. (54 Vic., ch. 72).

3. Pétitions contre ce bill, 187, 193.

4. Certains documents demandés concernant la Société bienveillance des journaliers de navires, Québec. Voir 68 et 69, *des Documents*.

JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, MONTRÉAL :—Voir 70, *des Documents*.

JUGES DE PAIX :—Interpellations, 129.

JUGES DE PAIX :—Voir *Conseil législatif*, 12.

JUGEMENTS RENDUS A L'ÉTRANGER :—Bill pour interpréter et expliquer l'article 5862 des statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger, (M. Fitzpatrick), présenté, 207.—Voir *Poursuites*.

JUINEAU, ROUTE :—Interpellations, 271.

JURÉS :

1. Bill pour expliquer l'acte 46 Victoria, chapitre 16, concernant les jurés, (M. Fitzpatrick), présenté, 43. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, 56. Rejeté par le comité, 117.

2. Bill amendant de nouveau la loi des jurés, (l'hon. M. Robidoux) présenté, 94. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un Comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 286. Par le Conseil, 319. S. R., 343. (54 Vic., ch. 24.)

JURIDICTION DES TRIBUNAUX :—Bill amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province, (M. Bernatchez), présenté, 152. Lu la 2^e fois à un comité général, 174. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 215. Par le Conseil, 269. S. R., 343. (54 Vic., ch. 23.)

KAMOURASKA,—Palais de justice du district de—:—Voir 56, *des Documents*.

LABELLE, MONSIEUR :—Au sujet de son dernier voyage en Europe, 32.

LACHINE :—Pétition demandant un acte amendant la loi 41 Victoria, chapitre 35, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Lachine, 35. Rapport de l'avis, 54. Bill (l'hon. M. Boyer) présenté, 54. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Rapporté, 86. Considéré en comité général; rapporté; passé, 94. Par le Conseil, 142. Honoraire remboursé, 155. S. R., 342. (54 Vic., ch. 70.)

LACOURSIÈRE, M. ODILON :—Interpellations, 149.

LAC ST-FRANÇOIS :—Cie de navigation du—:—Voir 71, *des Documents*.

LAC ST-JEAN :—Pétitions demandant l'établissement du cour de juridiction supérieure dans le comté du—, 208.

LAFONTAINE, M. EMERY :—Interpellations, 194.

LALONDE, EMERY :—Documents relatifs à son élection contestée mis devant la Chambre, 4. Imprimés, 6. Son élection est déclarée nulle, 6.

LAMARD, JOSEPH :—Voir *U, des Documents*.

LAMONTAGNE, LÉDA :—Voir 72, *des Documents*.

LAMONTAGNE, RÉMI :—Voir 73, *des Documents*.

LANGELIER, M. CHARLES :—Lettre au Greffier de la Chambre l'informant que—a accepté la charge de Président du Conseil exécutif; il est réélu; certificat de son élection, 4.

L'ASSOMPTION :—Ecole d'agriculture de—. Voir 35, *des Documents*.

LAURENTIDES :—Cie de chemin de fer des—. Voir 74, *des Documents*.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :

1. Comité permanent nommé 9, 19, 27. Membre substitué à un autre dans ce comité, 35. Premier rapport nommant M. Bisson, Président, et recommandant une réduction du *quorum*; *quorum* devant être de cinq, 36. Autres rapports, 61, 74, 82, 105, 116, 140, 189, 197, 249.

2. Troisième rapport renvoyé de nouveau au comité, 74.

3. Bills renvoyés à ce comité, 44, 51, 56, 65, 74, 75, 81, 105, 106, 143, 173, 174, 185.

4. Motion étant faite pour l'adoption du neuvième rapport de ce comité,—objection est faite à cette partie du rapport concernant le bill relatif à l'annexion de certaines parties du district de Richelieu au district de Joliette; M. l'Orateur maintient l'objection; partie du rapport retranchée, 198.

5. Le comité suggère d'amender le Code de procédure civile à l'effet de nommer un certain nombre de sténographes officiels pour prendre les dépositions devant les tribunaux, 62.

LEMIEUX, M. RODOLPHE :—Interpellations, 77.

LÉTOURNEAU, J. N. :—Pétition demandant un acte déclarant Joseph Narcisse Létourneau, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 60. Rapport de l'avis, 76. Bill (du Conseil), 136. Présenté par M. Rainville, et lu la 1^e fois, 140. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 148. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 190. S. R., 341. (54 Vic., ch. 103.)

LETTRES DE CRÉDIT :—Voir 75, *V et W, des Documents*.

LICENCES :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la loi des licences, 87, 249. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; rapport de progrès, 249. Considérés de nouveau, 254. Rapportés, 261. Lues la seconde fois sur division et adoptées sur division, 268. Bill basé sur ces résolutions, 269. Voir *infra*, 2.

2. Bill amendant la loi des licences, (l'hon. M. Shehyn), présenté, 269. Motion pour 2^e lecture ; amendement de M. Beauchamp proposé et négativé ; sous-amendement de l'hon. M. Mercier, adopté ; bill lu la 3^e fois sur division et passé, 300. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 13.)

3. Bill pour amender l'article 865 des S. R. de la P. Q., relativement à la loi des licences, (M. Lessard), présenté, 152. Motion pour 2^e lecture, négativée, 220.

4. Pétitions demandant des amendements à la loi des licences, 92, 116, 127.

5. Taux sur licences :—Interpellations, 301.

6. Voir *X, des Documents*.

LICENCES POUR LIMITES.—Voir 78, *des Documents*.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Invite la Chambre à élire un Orateur, 2.

2. Son discours à l'ouverture de la Session, 7. Jour fixé pour la prise en considération, 9. Motion pour une adresse à Son Honneur, 12, 14, 19. Voir *Adressé*, 1.

3. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 33, 47, 57, 176, 203, 207, 242, 247, 274, 276, 278, 281, 293, 302, 315.

4. Sanctionne les bills, 341 à 344.

5. Son discours à la clôture de la Session, 344.

6. Réserve un bill pour la signification du plaisir du Gouverneur Général, 344!

MESSAGES DE SON HONNEUR :

7. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil Législatif.— A l'ouverture de la Session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 2. Pour la sanction des bills à la clôture de la Session, 341.

8. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 66.

9. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 10. Voir 64, *des Documents*.

10. Transmettant les estimés, 88. Les estimés supplémentaires, 88.

11. Transmettant copie de l'ordre en conseil sur la nomination des membres de l'Economie interne de l'Assemblée législative, 10.

12. Autorisant l'honorable Trésorier de la Province à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant l'emprunt projeté de \$10,000,000 et l'émission de débetures pour le paiement de la dette flottante de la province, 274. Voir *Debentures provinciales*.

LIMITES A BOIS :

1. Montant réalisé par la dernière vente, 39.

2. Personnes devant une balance sur le prix de la dernière vente des—, 46.

LIMITES, LICENCES POUR— : Voir 78, *des Documents*.

LIQUEURS :—La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente et l'inspection des liqueurs, 147. La Chambre en comité, 201. Résolutions rapportées, 202. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'hon. M. Blanchet, proposé, 247. Négativé, 248. Résolutions lues la seconde fois et adoptées, 248. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre copie de ces résolutions aux autorités fédérales, 248.

L'ISLET ET BELLECHASSE :—Sociétés d'agriculture des comtés de— :— Voir 77, *des Documents*.

L'ISLET, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE— :—Interpellations, 96.

L'ISLET, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE— :— Voir 76 et 77, *des Documents*.

LIVRES ACHETÉS PAR LE GOUVERNEMENT :— Voir 79, *des Documents*.

LOTBINIÈRE ET MEGANTIC :—Pétition demandant un acte modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, 52. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Laliberté) présenté, 62. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 75. Rapport amendé, 137. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142. Par le Conseil, avec amendements, 198. Considérés, 198. Adoptés, 210. S. R., 342. (54 Vict., ch. 92.)

LOTS DE SQUATTERS :— Voir Y, *des Documents*.

LOUISEVILLE :—Pétition demandant une loi conférant une charte spéciale à la ville de Louiseville, 45. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Chenevert) présenté, 55. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 85. Rapport amendé, 181. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 190. Par le Conseil, avec amendements, 280. Considérés et adoptés, 280. S. R., 342. (54 Vict., ch. 87.)

MACQUET, GÉRARD :—Voir 80, *des Documents* ; aussi Interpellations, 172, 194.

MAGISTRATS, COURS DE— : —Voir 81, *des Documents*.

MAGISTRATS DE DISTRICT :

1. Bill amendant l'article 6013 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 207. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 295. Par le Conseil, avec amendements, 319. Considérés et adoptés, 320. S. R., 344. (54 Vic., ch. 49.)

2. Voir 82, *des Documents*.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir 103, *des Documents* ; voir aussi *Lettres de crédit*.

MANUEL DES JUGES DE PAIX :—Interpellation, 129.

MANUFACTURES :—Bill amendant la loi concernant la protection des employés dans les—, (l'hon. M. Mercier), présenté, 83. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 177. Amendements adoptés ; bill lu la 3e fois et passé, 186. Par le Conseil, 250. S. R., 342. (54 Vic., ch. 26.)

MANUFACTURES, INSPECTION DES— :—Voir 8, *des Documents*.

MARTIN, JOSEPH :—Voir 2, *des Documents*.

MASKINONGÉ :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, mis devant la Chambre, 92. Impression ordonnée, 92. Election de J. H. Legris annulée, 94.

MATANE :

1. *Chemin de fer de—* :—Voir 53, *des Documents*.

2. *Route centrale dans le comté de—* :—Voir U, *des Documents*.

McCREADY, JOHN :—Petition demandant un acte concernant la succession de feu James McCready ; lue et reçue, 189. Bill, (M. Tessier, Portneuf), présenté, lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 189. Rapporté amendé 193. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 211. Par le Conseil, 269. S. R., 343. (54 Vic., ch. 101.)

MÉDECINS DANS LES ASILES :—Voir B, C et 83, *des Documents*.

MÉGANTIC :—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'Union St-Joseph des Artisans du village de Mégantic, 45. Rapport de l'avis, 49. Bill, (M. McIstosh), présenté, 50. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté amendé, 74. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 79. Par le Conseil avec amendements, 118. Considérés et amendés de nouveau ; message au Conseil, 118. Rapporté du conseil avec un autre amendement, 136. Considéré et adopté, 137. Honoraire remis, 156. S. R., 342. (54 Vic., ch. 71.)

MERCIER, HON. HONORÉ :—Voir 84, *des Documents*.

MÉRITE AGRICOLE :—Voir 85, *des Documents*.

METABETCHOUAN :—Pont sur la—, Voir 86, *des Documents*.

MIGNAULT, P. B. :—Manuel parlementaire de—:—Interpellation, 96.

MINES :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les mines de cette province, 174, 203. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 203. Résolutions rapportées, 204. Adoptées, 206. Bill basé sur ces résolutions, 206. Voir *infra*, 2.

2. Bill pour amender et refondre la loi des mines, (l'hon. M. Duhamel), présenté, 206. Motion pour 2e lecture ; amendement de M. Poupore pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois ; débats, ajournés, 305. Débats repris ; amendement négatif ; bill lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; lu la 3me fois sur division et passé, 309. Par le Conseil, 338. S. R., 341. (54 Vic., ch. 15.)

3. Pétitions demandant qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des Statuts révisés de Québec soit remis en vigueur, 86, 116, 139, 269.

4. Pétitions demandant qu'aucune taxe soit imposée sur les produits des mines en cette province, 127, 250.

5. Statistiques annuels des rendements des mines :—Interpellation, 194.

6. Taxe sur mines :—Interpellation, 301.

7. Voir aussi 87, *des Documents*.

MINES ET FORÊTS :—Motion demandant au gouvernement de faire des lois qui mettent l'exploitation de nos mines et de nos forêts sur le même pied que les pays les plus avancés de l'Europe et de l'Amérique ; débat, ajourné, 138. Débat repris, 270. Motion adoptée, 271.

MINEURS, BIENS DES :—Voir *Code Civil*, 2.

MONT-CARMEL :—Lots dans—Interpellations, 194, 219.

MONTMAGNY, RÉGISTRATEUR DE :—Voir 88, *des Documents*.

MONTMORENCY :—Lettre au Greffier de la Chambre le requérant d'émettre un nouveau bref d'élection pour—, 4. L'hon. Charles Langelier, réélu, 4.

MONTRÉAL :

1. *Asile de la Providence, St-Vincent de Paul* :—Etat d'affaires, 70.—Voir 65, *des Documents*.

2. *Asile St-Joseph, rue Fullum* :—Etat d'affaires, 175 :—Voir 65, *des Documents*.

MONTRÉAL :—*Suite.*

3. *Baptêmes, Mariages et Sépultures* :—Etat général des—du district de Montréal pour 1890, 7. Voir 89, des Documents.

4. *Bureau d'agence d'immeubles* :—Pétition demandant un acte modifiant l'acte incorporant le Bureau d'agence d'immeubles de Montréal, 60. Rapport de l'avis, 73. Bill, (M. Hall), présenté, 74. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 92. Rapporté amendé, 105. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 120. Par le Conseil, 183. S. R., 343. (54 Vic., ch. 74.)

5. *Cité de* :—Pétition demandant un acte modifiant la charte de la cité de Montréal, 1889, 60. Rapport de l'avis, 66. Bill, (M. Hall), présenté, 71. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 139. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil, avec amendements, 252. Considérés et adoptés, 252. S. R., 343. (54 Vic., ch. 78.)

Pétition de la corporation de la cité de Montréal ; demandant la nomination d'un inspecteur des éleveurs, 36.

6. *Commissaires d'écoles* :—Pétition demandant un acte autorisant les Bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations, 14. Rapport de l'avis, 53. Bill (M. Rainville), présenté, 55. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 69. Rapporté, 82. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 91. Par le Conseil, 183. Honoraire remis, 251. S. R., 342. (64 Vic., ch. 53.)

7. *Commissaires des écoles protestantes* :—Pétition demandant un acte modifiant la loi autorisant les Bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations, 60. Rapport de l'avis, 76. Bill (M. Hall) présenté. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 190. Rapporté, 193. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 199. Par le Conseil, 250. S. R., 344. (54 Vic., ch. 54.)

8. *Maison de l'Immaculée Conception* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 60. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, mais néanmoins recommandant la suspension de la 51e règle, 66. Bill (l'hon. M. Mercier), présenté, 67. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 92. Rapporté, 105. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 121. Par le Conseil, 177. Honoraire remboursé, 155. S. R., 343. (54 Vic., ch. 65.)

9. *Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 146. Voir 65, des Documents.

10. *Montréal Safe Deposit Co* :—Pétition demandant un acte amendant le chapitre 72 de la 52e Victoria, constituant en corporation la compagnie dite *Montreal Safe Deposit Company*, 60. Rapport de l'avis, 76. Bill (du Conseil), 136. Présenté par M. Rainville ; lu la 1ère fois, 140. 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 148. Rapporté, 193. Considéré en comité général ; rapporté, progrès, 199. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 210. Le Conseil n'adopte pas les amendements, 252. La Chambre n'insiste pas sur ses amendements, 252. S. R., 341. (54 Vic., ch. 75.)

11. *Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur* :—Voir *Religieuses de*—.

12. *Orphelinat Catholique, rue Ste-Catherine* :—Etat d'affaires, 19 :—Voir 65, des Documents.

MONTRÉAL :—*Suite.*

13. *Taxe de l'eau dans*— :—Voir 120, *des Documents.*

14. *Union St-Joseph* :—Etat d'affaires, 66 :—Voir 65, *des Documents.*

MONTRÉAL ET PACIFIQUE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Montréal et de la jonction du Pacifique, 53. Rapport de l'avis, 61. Bill (l'hon. M. Robidoux), présenté, 63. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 75. Rapporté amendé, 123. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 131, Par le Conseil, avec amendements, 219. Considérés et adoptés, 219. S. R., 343. (54 Vic., ch. 93.)

MURRAY, DENIS :—Voir 90, *des Documents*

NOTARIAT :

1. Bill amendant l'article 3613 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat, (M. Dechene), présenté, 37. Ordre pour 2^e lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de législation, 51. Rapport que le comité a renvoyé ce bill, 74. Bill renvoyé de nouveau au comité, 74. Rapport renvoyant ce bill, 82.

2. Bill amendant l'article 3637 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant le notariat, (M. Dechene), présenté, 67. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 75. Rejeté par le comité, 117.

3. Bill amendant l'article 3632 des Statuts refondus de cette province, concernant le notariat, (M. Pinault), présenté, 187.

4. Bill amendant la cédula No. 25 de l'appendice annexée à la loi du notariat dans les Statuts refondus de la province de Québec, (M. Pinault), présenté, 67. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 75. Par le Conseil, 106. S. R., 343. (54 Vic., ch. 33.)

NOTASHKUAN :—Bill à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique de Notashkuan, sur la côte du Labrador, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 15. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 30. Par le Conseil, avec amendements, 85. Considérés et adoptés, 85. S. R., 341. (54 Vic., ch. 51.)

OFFICIERS PUBLICS :

1. Bill pour amender les articles 692, 5918 et 5931 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 76. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 101. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142. Par le Conseil, avec amendements, 269. Considérés et adoptés, 269. S. R., 343. (54 Vic., ch. 12.)

2. Bill pour amender la loi concernant la saisie des salaires des officiers publics (du Conseil), 269. Présenté par (M. Fitzpatrick), 270.

3. Cautionnements des officiers publics :—Voir 23, *des Documents.*

Orateur :

1. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur informe la Chambre de choisir un Orateur, 1.

2. L'honorable F. G. Marchand, nommé Orateur, *renvieve contradictoire* ; il fait des humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer, 2.

3. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif et demande les privilèges usuels ; Son Honneur les lui accorde, 3. Pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 341.

4. Il fait rapport du Discours du trône à l'ouverture de la Session, 7.

5. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 155, 197, 208, 213, 249.

6. Communique à la Chambre divers rapports, 19, 27, 36, 49, 64, 66, 70, 146, 154, 175, 207, 302.

7. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 11.

8. Décide sur des questions de forme et d'ordre, 22, 195, 198, 211, 216, 220, 271 etc. Pour ces décisions, voir *Questions*, 6 à 11.

9. Remet sa décision à plus tard, 220.

10. Présente le bill des subsides, 344.

11. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Dorchester et Vaudreuil, 4 ; Maskinongé, 92.

12. Informe la Chambre qu'il a été émis, durant la vacance, un nouveau bref d'élection pour le district électoral de Montmorency, 4.

13. Informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en chancellerie les certificats d'élection de,—l'hon. Chs. Langelier, 4 ; Emery Lalonde, Ecr., 116.

14. Bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'Assemblée législative, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 15. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 43. Passé, 48. Par le Conseil, 78. S. R., 341. (54 Vic., ch. 8.)

ORIGNAUX :—Voir *AA*, des *Documents*.

Ordres du jour :

1. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 122, 186.

2. Ordre pour 2e lecture d'un bill rescindé, 30, 41, 44, 51.

3. Ordre, pour comité général sur un bill, rescindé, 216.

4. Ordre, pour troisième lecture d'un bill, rescindé, 73.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 9, 19, 27. Premier rapport, *quorum* réduit à quatre membres, 36. Second rapport, 42. Autres rapports sur différentes pétitions, 49, 53, 61, 66, 73, 76.

2. Rapporte que les avis sont suffisants, 42, 49, 53, 66, 76, 181, 206.

3. Rapporte que les avis n'ont pas été donnés, 54, 61, 66.

4. Recommande la suspension de la 51^e règle, 54, 61, 66, 206, 243.

5. Résolu,—Qu'à l'avenir, tout bill pour amender le Code municipal sera discuté lors de la première lecture, et référé, s'il y a lieu, avant la seconde lecture, au comité du Code municipal, 52.

Que tout bill public, qui doit être référé au comité de législation, ne le sera qu'après sa seconde lecture, 52.

Que tous les ordres permanents incompatibles ou contraires aux deux règles ci-dessus, soient rescindés, 52.

Ordres sessionels :

1. Prolongation du temps pour recevoir les rapports sur bills privés, 105, 181.

2. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 186, 197. Motion pour trois séances ; adoptée, 186.

3. La Chambre devant, pour le reste de la Session, avoir 2 séances tous les samedis, de 11 h. A. M. à 1 h. P. M. et de 3 h. P. M. à 6 h. P. M., et les ordres du gouvernement devant avoir la priorité ces jours-là, 122.

4. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.

PACIFIQUE CANADIEN :—Réclamations de la province de Québec, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord. Voir *Réclamations*.

PALAIS DE JUSTICE :—Entretien des—. Voir 46, *des Documents*.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Voir 91, 92, *des Documents*.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—Voir 93 et 96 *des Documents*.

PALAIS LÉGISLATIF :—Voir 95 et 96, *des Documents*.

PAQUET, MGR. BENJ. :—Déclaration de—en rapport avec l'Université Laval, 347 : —Voir 127, *des Documents*.

PARADIS, PÈRE :—Voir 60 et 94, des Documents.

PÊCHERIES :—Bill concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau, (l'hon. M. Duhamel), présenté, 43. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 65. Considéré ; amendé ; rapporté, 67. Ordre pour 3^e lecture rescindé ; bill renvoyé de nouveau à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 73. Par le Conseil, avec amendements, 118. Considérés et adoptés, 121. S. R., 341. (54 Vic., c. 25).

PELLETIER, LOUIS PHILIPPE :—Documents relatifs à son élection contestée mis devant la Chambre, 4. Imprimés, 5. Son élection est confirmée, 5.

PEMBROOKE :—Hôpital général.—Etat d'affaires, 7 :—Voir 65, des Documents.

PÈRES ET MÈRES DE FAMILLES DE DOUZE ENFANTS VIVANTS :—Voir Y, des Documents ; voir aussi *Enfants*.

PERMIS D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Terres de la Couronne*.

PÉTITIONS :—Lues et reçues le même jour sur motion spéciale, 187, 189, 338.

PÉTITIONS D'ÉLECTIONS :—La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les pétitions d'élection, 147, 176. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées et adoptées, 176.

PHILIPSBURG, FARNHAM ET YAMASKA :—Compagnie du chemin de fer de—. Interpellation, 95.

PINKERTON'S NATIONAL DETECTIVE AGENCY :—Voir BB et 97, des Documents.

PLESSISVILLE ET LAC NOIR :—Petition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du lac Noir, 60. Rapport de l'avis, 73. Bill (M. Laliberté), présenté, 74. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 80. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 131. Par le Conseil, avec amendements, 198. Considérés, 198. Adoptés, 210. S. R., 342. (54 Vic., ch. 94.)

PONTS :

1. *A ou près de Québec* :—Interpellations, 289.

2. *A Ascot Corner* :—Résolutions relatives à ce pont, 152, 171. Résolutions lues et rescindées, 176. Adoptées de nouveau, 178.

3. *Garnau* :—Voir 58, des Documents.

4. *Dans Sacré-Cœur, Rimouski, 139* :—Voir II, des Documents.

5. *Dans St-Valérien, 139* :—Voir II des Documents.

6. *Sur la Métabetchouan* :—Voir 86, des Documents.

7. *Sur la petite rivière du Loup, à Louiseville, 156* :—Voir CC. des Documents.

PONTS :—*Suite.*

8. *Sur la rivière Le Bras, à St-Eugène de l'Islet, 156 :—Voir CC. des Documents.*

8. *Sur la rivière Trois-Saumon, à l'Islet, 156 :—Voir CC. des Documents.*

10. *Sur la rivière Boyer, à St-Michel de Bellechasse, 156 :—Voir CC. des Documents.*

11. *Sur la rivière St-François, aux chutes de Brompton, 156 :—Voir CC. des Documents.*

PONTS ET BARRIÈRES :—Taux de péages sur—. Voir 48 et 00, des Documents.

PONTS EN FER :—Voir 98, 99, 100 et DD, des Documents.

PONTS METALLIQUES :—Voir 101, des Documents.

POTEAUX ET DORMANTS EN CÈDRE :—Voir 24, des Documents.

POULIN, FRÈRES :—Voir 97, des Documents.

POURSUITES SUR JUGEMENTS RENDUS A L'ÉTRANGER :—Bill pour faire disparaître tout doute quant à l'interprétation de l'article 42b du Code de procédure civile, tel qu'ajouté par l'article 5862 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger, (M. Fitzpatrick), présenté, 207. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 275. Par le Conseil, 291. S. R., 344. (54 Vic., ch. 42.)

PRATT, FRÉDÉRIC :—Pétition de—, *et uxor*, demandant un acte validant civilement leur mariage, 45. Rapport de l'avis, 53. Bill (l'hon. M. Robidoux), présenté, 55. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Rapporté, 92. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 108. Par le Conseil, avec amendements, 148. Considérés, 148. Adoptés, 183. Bill réservé pour la sanction du Gouverneur Général, 344.

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF :—Motion de M. Lussier, que, du moment que le Premier Ministre a abandonné la charge de—, il n'y a plus de raisons qu'elle existe ; qu'en conséquence cette Chambre se déclare pour l'abolition de la charge de Président du Conseil exécutif ; débat ; amendement de M. Bourbonnais, pour ajourner le débat, retiré, 212. Débat repris ; amendement de l'hon. M. Pelletier proposé et adopté, 213.

PREUVE :

1. Bill amendant la loi concernant la preuve, (M. Fitzpatrick), présenté, 15. Ordre pour 2e lecture déchargé, bill renvoyé au comité de législation, 30. Rapporté amendé, 117. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 185. Comité général sur division ; amendé ; rapporté ; passé, 215. Par le Conseil, 298. S. R., 343. (54 Vic., ch. 45.)

2. Bill amendant le Code de procédure civile, en ce qui concerne la preuve, (M. Desmarais), présenté, 63. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 81. Rapporté amendé, 189. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 215. Par le Conseil, 298. S. R., 343. (54 Vic., ch. 44.)

PREUVE :—*Suite.*

3. Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 15. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 30. Considéré ; rapporté progrès, 35. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 59. Par le Conseil, avec amendements, 319. Considérés et adoptés, 320. S. R., 341. (54 Vic., ch. 46.)

PRIVILÈGES AUX PÈRES DE FAMILLE DE DOUZE ENFANTS VIVANTS :—Voir *Enfants*.

PRIVILÈGES DES CONSTRUCTEURS, ETC. :—Bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction, (M. Brunet), présenté, 140. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 185.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 9, 19, 27. Premier rapport nommant l'honorable Louis Philippe Pelletier, Président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à trois, 42. Adopté, 42.

PROCLAMATIONS :—Convoquant et prorogeant la Législature, V à IX.

PROPRIÉTÉS MINIÈRES :—Voir *Exemption des taxes municipales*.

PROTECTION DES EMPLOYÉS :—Bill amendant la loi concernant la protection des employés dans les manufactures, 83. Voir *Manufactures*.

PROVINCIAL AGENCY COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 60. Voir *Compagnie provinciale d'agence*.

QUEBEC :

1. *Académie de Musique* :—Etat d'affaires, 70 :—Voir 65, des *Documents*.

2. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires, 49 :—Voir 65, des *Documents*.

3. *Commissaires d'écoles* :—Bill amendant la loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, (M. Parent), présenté, 76. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 143. Par le Conseil, 198. S. R., 343. (54 Vic., ch. 52.)

4. *Œuvre des Tabernacles* :—Etat d'affaires, 27 :—Voir 65, des *Documents*.

5. *Pont à ou près de Québec* :—Interpellations, 289.

6. *Société bienveillante des journaliers de navires* :—Voir *Journaliers de navires*.

7. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 64. Voir 65, des *Documents*.

QUÉBEC ET BOSTON :—Au sujet d'une lettre de John Whyte, Ecr., ayant rapport à une subvention pour la Cie du chemin de fer rapide de—. Voir 131, des *Documents*.

QUÉBEC ET BOSTON :—Cie du chemin rapide de—. Interpellations, 112.

QUEBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Petition demandant un acte modifiant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 52. Rapport de l'avis, 61. Bill (l'hon. M. Langeher), présenté, 62. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 75. Rapporté amendé, 105. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 114. Par le Conseil, avec amendements, 177. Considérés, 178. Adoptés, 184. S. R., 342. (54 Vic., ch. 90.)

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir 102, *EE et FF*, des Documents.

QUEBEC YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 53. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Cameron), présenté, 63. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95. Rapporté, 123. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 131. Par le Conseil, avec amendements, 182, considérés et adoptés, 183. Honoraire remboursé, 243. S. R., 342. (54 Vic., ch. 66.)

Questions :

1. Débats ajournés, 14, 138, 146, &c. Parceque M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 64, 79, 84, 106, 113, 130. Débats repris, 19, 80, 85, 106.

2. Sous-amendements proposés et négatifs, 208. Adoptés, 22, 40, 209, 253, 292, 299, 300, 312, 313, 314.

3. Motion remplacée par un amendement, 22, 59, 209.

4. Questions adoptées *nemine contradicente*, 2, 78, 90, 117, 200, 297, 339.

5. Motion retirée, 185.

6. Objection étant faite, par l'hon. M. Blanchet, que le sous-amendement (à la motion sur résolutions pour adresse en réponse au discours du Trône), est irrégulier parce qu'il impose à la Chambre la nécessité de voter l'adresse en bloc, au lieu de la voter paragraphe par paragraphe ;—M. l'Orateur décide que c'est l'usage constant de soumettre à la Chambre l'option de l'adopter, comme ensemble ou par paragraphe ; en conséquence, il renvoi l'objection, 22.

7. Objection étant faite, par M. Fitzpatrick, (à la motion pour seconde lecture du bill abrogeant l'acte constituant légalement la Société des journaliers de navires de Québec), que ce bill étant d'une nature privée, requiert des avis qui n'ont pas été donnés, 185. M. l'Orateur invite la Chambre à référer ce bill, pour étude à l'égard de l'objection soulevée, au comité des ordres permanents, 194.

8. Objection étant faite, par M. Fitzpatrick, (à la motion pour renvoyer à un comité spécial le bill ci-dessus mentionné, (voir *Supra* 7), qu'à la suite de la décision rendue hier, le comité des ordres permanents a fait rapport sans que le bill lui eût été référé par la Chambre, et que cette procédure est irrégulière ; M. l'Orateur décide que cette procédure n'est pas régulière, le comité ayant procédé sans un ordre de référence de la part de la Chambre ; cependant comme son rapport, malgré cette irrégularité, a été adopté durant la dernière séance, il laisse à la Chambre l'initiative de l'action à prendre sur ce bill, 211.

9. Objection étant faite, par M. Chenevert, (à l'adoption de cette partie du neuvième rapport du comité de législation et des lois expirantes qui se rapporte au bill

 QUESTIONS :—*Suite.*

amendant l'acte 53 Vic., ch. 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires), parce que ce bill, en vertu de la règle 51 de cette Chambre, n'a pas été précédé de l'avis requis par les règles de cette Chambre ; M. l'Orateur décide que le bill dont il est question dans ce rapport et auquel s'applique l'objection soulevée, est destiné à opérer la séparation d'une paroisse du comté de Berthier et du district de Richelieu, pour l'annexer au district de Joliette pour les fins judiciaires seulement, et tombe, par conséquent, sous l'effet de la règle 51^e de cette Chambre décrète que " toute demande d'un bill privé pour la division d'une municipalité ou d'un comté pour des fins autre que celles de la représentation dans la législature, doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, "—Pour cela, ce bill ne peut être adopté par cette Chambre, si l'avis requis par cette règle n'a pas été donné, 198.

10. Objection étant faite, par M. Chenevert, (à la motion pour renvoyer au comité des ordres permanents, le bill relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette pour les fins judiciaires), que ce bill est un bill privé et comme tel il doit passer par les phases ordinaires des bills privés ;—M. l'Orateur décide que ce bill est de la nature d'un bill privé, en autant qu'il change les limites d'un comté et qu'une exemption de ces avis ne peut être faite autrement qu'en le référant au comité des ordres permanents, 216.

11. Objection étant faite, par M. Tessier (Rimouski), (à la motion pour seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord près de Québec),—que ce bill est de la nature de ceux qui doivent originer en comité général et qui ne peuvent être soumis à la Chambre sans une recommandation de la Couronne ;—M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 229. Décide que ce bill, tout en étant de la nature d'un bill public, affecte des droits particuliers, et pour ces raisons et afin de concilier d'une manière équitable les justes droits du public avec les légitimes intérêts des particuliers, il conseille à la Chambre de référer ce bill à un comité spécial où les parties intéressées pourront exposer leurs prétentions respectives, 273.

RACHAT DES DEBENTURES :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'achat des debentures provinciales et la conversion de la dette, 201. Le comité délibère ; résolution rapportée, 201. Adoptée sur division, 201.

Bill basé sur cette résolution, 202.—Voir *Conversion de la dette*.

RAPPORTS DU CONSEIL ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir 103, *des Documents*.

RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE :—Voir 104, *des Documents*.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir 105, *des Documents*.

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :—Voir 106, *des Documents*.

RECLAMATIONS CONTRE LA PROVINCE :—Voir GG et HH, *des Documents*.

RECLAMATIONS CONTRE LE PACIFIQUE ETC. :—

1. La Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant les réclamations de la province de Québec, entre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord, 276, 315. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 315. Résolutions rapportées, 317. Adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 319. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant les réclamations de la province de Québec contre les Compagnies du chemin de fer du Pacifique Canadien et du chemin de fer du Nord, (l'hon. M. Mercier), présenté, 319. Lu la 2e fois sur division ; lu la 3e fois et passé, 339. Par le Conseil, 339. S. R., 344. (54 Vic., ch. 6.)

RÈGLE DE LA CHAMBRE :

45e Règle suspendue, 37, 40, 41, 44.

49e Règle suspendue, 187, 189.

51e Règle suspendue, 61, 66, 243.

65e Règle suspendue, 90,

Règles concernant les bills publics, amendées, 52.

Règles concernant tout bill pour amender le Code municipal, amendées, 52.

Règles suspendues par rapport aux bills, 189, 190.

RÉGISTRATEUR DE MONTMAGNY :—Voir 88, *des Documents*,

RÉGISTRES ET INDEX PARAPHÉS :—Voir *Enregistrements*.

RELIGIEUSES DE N. D. DE CHARITÉ DU BON PASTEUR :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant les Dames Religieuses de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, à Montréal, 60. Rapport de l'avis, 66. Bill (l'hon. M. Mercier), présenté, 67. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté, 92. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 108. Par le Conseil, 148. Honoraire remboursé, 155. S. R., 343. (54 Vic., ch. 63.)

REMISES DE DROITS :—Voir 107, *des Documents*,

RENAUD, J. B. :—Pétition demandant un acte autorisant Benjamin Castonguay, Dame Emilie Vallée et J. B. Renaud, ès-qualité, à hypothéquer un immeuble substitué, 60. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Girouard), présenté, 70. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 85. Rapport, 105. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 121. Par le Conseil, avec amendements, 182. Considérés et adoptés, 183. S. R., 343. (54 Vic., ch. 99.)

REPRÉSENTATION A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Bill amendant le chapitre deuxième de l'acte 53 Victoria, relativement à la représentation à l'Assemblée législative, 94. Voir *Assemblée législative*.

REVISEURS DES BILLS PRIVÉS :—Devant être présents aux séances du comité des bills privés, 37.

RESERVE FORESTIÈRE :—Voir 108, *des Documents*.

RESPONSABILITÉ DES PATRONS :—Voir *Chevaliers du travail* ; aussi *Manufactures*.

REYNAR, M. JOSEPH :—Voir 109, *des Documents*.

RICHELIEU :—Bill amendant l'acte 53 Vic., ch. 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de—, au district de Joliette pour fins judiciaires, (M. Basinet), présenté, 124. Motion pour 2e lecture ; débat, ajourné, 146. Débat repris ; amendement pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois ; débat, ajourné, 173. Débat repris, amendement retiré ; bill lu la 2e fois renvoyé au comité de législation, 185. Rapporté, 197. Motion pour l'adoption du rapport ; objecté par M. Chenevert ; M. l'Orateur décide que le bill ne peut être adopté par la Chambre, 198. Motion pour que l'ordre pour 2e lecture soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité des ordres permanents ; objection par M. Chenevert ; M. l'Orateur décide que le bill soit renvoyé au comité des ordres permanents, 216. Ordre rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 216. Rapporté, 243. Motion pour 2e lecture négative, 274.

RIES ELECTRIC TRACTION AND BRAKE Co. :—Pétition demandant un acte constituant en corporation La Compagnie de traction et de freins électriques Ries du Canada, 31. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Hall), présenté, 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 69. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 130. Par le Conseil, 189. S. R., 342. (54 Vic., ch. 95.)

RIMOUSKI :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la ville de—, 52. Voir *St-Germain de Rimouski*.

2. Hospice des Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires, 302. Voir 65, *des Documents*.

ROBITAILLE, MM. :—Voir 9, *des Documents*.

RODIER :—Pétition demandant une loi relative à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, 36. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Rainville), présenté, 55. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté amendé, 82. Motion pour comité général ; débat, 106. Débat repris, motion pour renvoyer le comité général à six mois, négative ; bill renvoyé à un comité général ; considéré, rapporté ; passé, 107. Par le Conseil, 142. S. R., 342. (54 Vic., ch. 96.)

ROYAL CANADIAN TRUST AND FIDELITY Co ;—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 60. Rapport de l'avis, 66. Bill (l'hon. M. Robidoux), présenté, 66. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Rapporté amendé, 193. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 211. Honoraire remis, 339.

ROYAL ELECTRIC COMPANY :—Voir *Compagnie royale d'électricité*.

RUES :—Bill modifiant l'article 4616a les Statuts refondus de manière à réduire la largeur des rues de soixante et six à soixante pieds, (M. Hall), présenté, 51. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 173.

STE ADÈLE :—Octrois de Colonisation dans—, 139. Voir *JJ, des Documents*.

ST-ALPHONSE :—Pétition demandant un acte érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de St-Alphonse, de Granby, 35. Rapport de l'avis, 50. Bill (M. de Grosbois), présenté, 50. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 69. Rapporté amendé, 105. Motion pour comité général; débat, 114. Débat repris; bill considéré en comité général; rapporté; passé, 120. Par le Conseil, avec amendements, 177. Considérés, 178. Adoptés, 184. S. R., 342. (54 Vic., ch. 55.)

STE-ANNE DE LA PÉRADE :—Empierrement de la route Juineau :—Interpellation, 271.

STE-ANNE DE LAPOCATIÈRE :—Ecole d'agriculture de—. Voir *35, des Documents*.

ST-ANTOINE DE LAVALTRIE :—Pétition du Révd. C. Huet *et al.*, demandant à être détachés du district de Richelieu et annexés au district de Joliette, pour les fins judiciaires, 116. Voir *Richelieu*.

STE-BARBE :—Voir *KK, des Documents*.

ST-CAJETAN D'ARMAGH :—Pétition demandant un acte érigeant la paroisse de—en municipalité séparée, 269.

STE-CUNÉGONDE :—Pétition demandant un acte modifiant la loi constituant en corporation la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, 42. Rapport de l'avis, 49. Bill (M. Rainville), présenté, 50. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 76. Considéré en comité général; rapporté progrès, 84. Réimpression ordonnée, 85. Considéré de nouveau; rapporté; passé, 114. Par le Conseil, avec amendements, 250. Considérés et adoptés, 250. S. R., 342. (54 Vic., ch. 81.)

STE-CUNÉGONDE :—Voir *110, des Documents*.

ST-ELIZABETH :—Maison de la Providence,—Etat d'affaires, 36 :—Voir *65, des Documents*.

ST-GERMAIN DE RIMOUSKI :—Pétition demandant un acte modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 71, qui constitue en corporation la ville de St-Germain de Rimouski, 52. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Tessier, Rimouski), présenté, 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 92. Rapporté amendé, 112. Considéré en comité général; amendé; rapporté; passé, 124. Par le Conseil, 183. S. R., 343. (54 Vic., ch. 82.)

ST-HENRI DE MASCOUCHE :—Couvent de la Providence,—Etat d'affaires, 70 :—Voir *65, des Documents*.

ST-HYACINTHE :—Pétition demandant un acte modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe, 53. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Desmarais), présenté, 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté amendé, 112. Considéré en comité général; rapporté; passé, 121. Par le Conseil, avec amendements, 177. Considérés, 178. Adoptés, 184. S. R., 343. (54 Vic., ch. 80.)

ST-ISIDORE :—Voir *111, des Documents*.

ST-JEAN :

1. *Hôpital* :—Etat d'affaires, 12 :—Voir 65, *des Documents*.
2. *Salle d'Asile* :—Etat d'affaires, 12 :—Voir 65 *des Documents*.

ST-LAURENT ET ADIRONDACK, CIE DU CHEMIN DE FER DU :—Voir 112, *des Documents*.

ST-MAURICE :—Agents de colonisation dans le comté de—Voir LL, *des Documents*.

ST-MICHEL DE BELLECHASSE :—Fonds d'emprunt municipal :—Voir 113 et MM, *des Documents* ; aussi Interpellation, 84.

ST-MICHEL DE VAUDREUIL :—Petition demandant un acte constituant en corporation le village de Dorion, 60, Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Rainville), présenté, 70. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 108. Rapporté amendé, 146. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 154. Par le Conseil, avec amendements, 252. Considérés et adoptés, 252. S. R., 343. (54 Vict., ch. 57.)

ST-THOMAS DE PIERREVILLE :—Vente de boissons sur le terrain de l'exposition à—, 210

SACRÉ-CŒUR ET ST-VALÉRIEN :—Ponts dans :—Voir II, *des Documents*.

SAISSABILITÉ DES SALAIRES DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Officiers publics*.

SALAIRES DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Officiers publics*.

SANTÉ PUBLIQUE :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions, concernant la santé publique, 218, 276. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 276. Résolutions rapportées, 277. Lues la seconde fois et adoptées, 278.

2. Bill amendant la loi concernant la santé publique, (l'hon. M. Boyer), présenté, 218. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; lu la 3e fois et passé sur division, 297. Par le Conseil, 338. S. R., 344. (54 Vic., ch. 27.)

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Rapport pour 1889 et 1890. Voir 114, *des Documents*.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRAIRE DE LA PROVINCE :—Rapport pour 1889-90. Voir 115, *des Documents*.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Mercier), lu la première fois *pro-forma*, 7.

SERVICE CIVIL :

1. La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaine résolution, relativement aux traitements des sous-chefs des départements publics, 47. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 47. Le comité délibère ; résolution rapportée, 48. Adoptée sur division, 51. Bill basé sur cette résolution, 51. Voir *infra*, 2.

SERVICE CIVIL :—*Suite.*

2. Bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant le service civil, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 51. Lu la 2^e fois sur division; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 68. Par le Conseil, 106. S. R., 341 (54 Vic., ch. 11.)

3. Bill amendant l'article 666 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant le—, (M. Fitzpatrick), présenté, 138. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 174.

8. Nominations et promotions dans le :—Voir 116 *des Documents*.

SHEFFORD :—Fonds d'emprunt municipal, 97 :—Voir *N*, *des Documents*.

SHERBROOKE :—Hospice du Sacré-Cœur,—Etat d'affaires, 302 :—Voir 65, *des Documents*

SILLO :—Voir *Ensilage*.

SMITH, M. :—Méthode dessin de—, 212 :—Voir *PP*, *des Documents*.

SMITH, PAUL :—Résolutions relatives à la publication par—d'un Index général des Journaux de l'Assemblée législative, par ordre alphabétique de matières, 328, 334.

SMITH'S CREEK IMPROVEMENT Co :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 52. Rapport de l'avis, 61. Bill (M. Poupore), présenté, 62.

SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE DES JOURNALIERS DE NAVIRES, QUÉBEC :—Voir *Journaliers de navires*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :

1. Sous-comité nommé chargé d'étudier les opérations des sociétés d'agriculture; rapport, 110. Voir *Agriculture, comité d'—*.

2. Bill amendant la loi relative aux sociétés d'agriculture, (l'hon. M. Mercier), présenté, 15. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 30. Considéré; rapporté; passé, 35. Par le Conseil, 75. S. R., 341. (54 Vic., chap. 18.)

3. Bill amendant l'article 1616 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les membres des sociétés d'agriculture et l'article 1663 relatif au cautionnement du secrétaire-trésorier, (l'hon. M. Mercier), présenté, 87. Lu la 2^e fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 104. Par le Conseil, 136. S. R., 342. (54 Vic., ch. 17.)

4. Bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à l'élection des directeurs des sociétés d'agriculture de comté, (M. Brunet), présenté, 187.

5. Octrois spéciaux aux— :—Interpellations, 46, 128, 129.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DE L'ISLET ET DE BELLECHASSE :—Voir 76, 77 et 117, *des Documents*.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :

1. Bill pour enlever tout doute quant à l'application de l'article 5460 des S. R. P. Q., à la liquidation des sociétés de construction, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 45. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 59. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 65.

2. Bill pour interpréter l'article 5460 des Statuts de la province de Québec, relativement à la distribution qui doit être faite dans le cas de liquidation des sociétés de construction, (M. Desmarais), présenté, 200.

3. Bill amendant la loi relative à la liquidation des sociétés de construction en cette province, (M. Desmarais), présenté, 200.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—Voir *Associations laitières*

ŒURS DE SAINTE-MARGUERITE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation les Sœurs de Sainte-Marguerite, 31. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Hall), présenté, 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 69. Rapporté amendé, 82. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé, sur division, 91. Par le Conseil, 118. Honoraire remboursé, 181. S. R., 342. (54 Vic., ch. 64.)

SOREL, HOPITAL GÉNÉRAL :—État d'affaires, 19.—Voir 65, *des Documents*.

SOUS-CHEFS DES DÉPARTEMENTS PUBLICS :—Voir *Service civil*.

SQUATECK, VALLÉE DE LA :—Voir 118, *des Documents*.

SQUATTERS, lots de :—Voir Y, *des Documents*.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

1. Bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'interprétation des statuts, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 94. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 192.

2. Bill pour amender l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec (M. Dechene), présenté, 153. Lu la 2e fois, renvoyé au comité de législation, 185.

3. Bill amendant l'article 194 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Gladu), présenté, 38. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 51. Rapporté, 61. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 73. Considéré ; le comité se lève sans faire de rapport, 74.

4. Bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, en ajoutant à l'article 371 des dits statuts, les clauses 371a, 371b, 371c, 371d, (M. Dechene), présenté, 63.

5. Bill amendant l'article 666 des S. R. de la P. Q., concernant le service civil, (M. Fitzpatrick), présenté, 138. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 174.

6. Bill pour amender les articles 692 et 5931 des Statuts refondus de cette province.—Voir *Officiers publics*.

7. Bill pour amender l'article 1213 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Desmarais), présenté, 181.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—*Suite.*

8. Bill faisant revivre et étendant l'exemption des taxes municipales pour certaines propriétés minières accordées en vertu de l'article 1514 des Statuts refondus de la province de Québec.—Voir *Exemptions des taxes*.

9. Bill amendant l'article 3561 des Statuts révisés, (loi du Barreau), (M. Hall), présenté, 117.—Voir *Barreau*.

10. Bill amendant l'article 3637 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Dechene), présenté, 67. Lu la 2e fois sur division, renvoyé au comité de législation, 75. Rejeté par le comité, 117.

11. Bill pour amender l'article 4705 des S. R. P. Q., relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social, (M. Rochon), présenté, 218. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 254. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 270. Par le Conseil, 319. S. R., 344. (54 Vic., ch. 35).

12. Bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Tessier, Portneuf), présenté, 94.—Voir *Ventes de créances*.

13. Bill pour faire disparaître tous doutes, quant à l'interprétation de l'article 5862 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger, (M. Fitzpatrick), présenté, 207.—Voir *Poursuites sur dc.*

14. Bill pour amender le chapitre trois, sections premières et suivantes des S. R. P. Q., concernant les contestations d'élections, 83.—Voir *Elections contestées*.

STATUTS REFONDUS ET CODE MUNICIPAL :—Distribution des.—Voir 119, des Documents.**STENOGRAPHIE :**

1. Le comité de législation suggère d'amender le Code de procédure civile à l'effet de nommer un certain nombre de sténographes officiels pour prendre les dépositions dans les causes devant la justice, 61.

2. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les sténographes officiels, 276, 286. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère ; résolution rapportée et adoptée, 286.

3. Bill concernant la preuve prise par sténographie dans les causes civiles, (l'hon. M. Robidoux), présenté ; lu la seconde fois, 286. Lu la 3e fois et passé, 293.

4. Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie, (l'hon. M. Robidoux), présenté, 15. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 30. Considéré ; rapporté progrès, 35. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 59. Par le Conseil, avec amendements, 319. Considérés et adoptés, 320. S. R., 341. (54 Vic., ch. 46.)

5. Bill amendant l'article 320a du Code de procédure civile, concernant les enquêtes par sténographie, (M. Hall), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 174. Rapporté, 198.

6. Enquêtes par sténographie.—Voir *Enquêtes*.

7. Preuve par sténographie.—Voir *Preuve*.

SUBSIDES :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891 et estimés pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1892 ; renvoyés au Comité des subsides, 88. Voir 50, des Documents.

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 26.

3. La Chambre se forme en comité des subsides, 88, 98, 108, 126, 132, 149, 178, 321, 322.

4. Résolutions rapportées et adoptées, 110, 156, 162, 163, 164, 168, 329, 335.

5. Entrée dans les Journaux relative à un item des subsides lue et procédés rescindés, 176.

6. Débats sur la motion pour comité des subsides ajournés par M. l'Orateur quittant le fauteuil à 6 heures, 130, 147.

7. Amendements proposés et négatifs,—à la motion que la Chambre se forme de nouveau en comités des subsides, (M. Hall), 320. M. Nantel, 321.

8. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1891 et le 30 juin 1892, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Shehyn), présenté ; lu les 2^e et 3^e fois sur division et passé, 337. Par le Conseil, 339. S. R., 344. (54 Vic., ch. 1.)

9. Voies et Moyens :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 26.

10. La Chambre en comité des voies et moyens, 337. Résolutions rapportées et adoptées, 337.

SUBVENTIONS A DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Voir K, des Documents ; voir aussi Chemins de fer.

SUBSIDES A DES COMPAGNIES :—La Chambre se forme en comité pour considérer certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres, 87, 220. Voir Chemins de fer.

SUBSTITUTIONS, CRÉATION DES :—Voir Enregistrement des donations.

SUCCESSIONS :—Bill concernant la nomination d'officiers judiciaires à qui pourront être soumis les bills relatifs aux—, (M. Fitzpatrick), présenté, 127. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 174. Rapporté amendé, 197. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 220.

SUDBURY :—Gisements miniers de—Interpellations, 119.

SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Interpellation, 38.

TABAC, INDUSTRIE DU — :—Voir *Chevaliers du Travail*.

TASCHEREAU, CARDINAL—:—Voir *Ensilage*.

TAUX DE PÉAGES SUR PONTS ET BARRIÈRES:—Voir 84 et 00, *des Documents*.

TAUX D'INTÉRÊT:—Bill fixant le taux d'intérêt payable aux institutions et corporations financières, (M. Lemieux), présenté, 15.

TAXE DE L'EAU, MONTRÉAL :—Voir 120, *des Documents*.

TAXES MUNICIPALES SUR PROPRIÉTÉS MINIÈRES :—Voir *Exemptions des taxes—&c.*

TEMPLÉ, M. E.—Voir 39, *M, des Documents* ; aussi *Ecoles du Soir*.

TEMPLÉ, M. E. M.—Voir 36 et PP, *des Documents* ; aussi *Ecoles du Soir*.

TERRES, CONCESSIONS DE—:—Voir QQ, *des Documents*.

TERRES DE LA COURONNE :

1. Actuellement sous licences—Voir 78, *des Documents*.

2. Bill amendant les S. R. de la P. Q., concernant l'émission des permis d'occupation, certificats de vente ou billets de location des terres de la Couronne, (M. Marcotte)-présenté, 32. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 44. Rapport que le promoteur a retiré ce bill, 117.

3. Concessions de terres de la Couronne :—Voir 121 et 122, *des Documents*.

4. Rapport du Commissaire pour 1889-90 :—Voir 122, *des Documents*.

THIBAUT, MARIE ALBINA :—Bill validant, quant aux effets civils, le mariage contracté entre Frédéric Pratt et, — :—Voir *Pratt*.

TIMBRES JUDICIAIRES, MONTRÉAL :—Voir 92 et 123, *des Documents*.

TRAPPISTES D'OKA :-Voir 124, *des Documents*.

TRAVAIL DANS LES DÉPARTEMENTS :—Voir 125, *des Documents*.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire pour 1890 :—Voir 126, *des Documents*.

TREMBLAY, M. E. P. :—Interpellations, 302.

TROIS-RIVIÈRES :—

1. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 154.—Voir 65, *des Documents*.

2. *Hôpital St-Joseph* :—Etat d'affaires, 154.—Voir 65, *des Documents*.

3. *Cité des*—:—Pétition demandant un acte modifiant les divers actes concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières, 45. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Normand),

TROIS-RIVIÈRES :—*Suite.*

présenté, 54. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 75. Rapporté amendé, 112. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; motion pour 3e lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé ; bill lu la 3e fois et passé sur division, 124. Par le Conseil, 177. S. R., 343. (54 Vic., ch. 79.)

TROTTOIRS :—Bill amendant les dispositions du Code municipal, concernant les—, (M. Fitzpatrick), présenté ; lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 137.

TURCOTTE, L'HON. A. :—Interpellations, 302.

TURGEON, M. H. A. :—Rapport de —, sur la Vallée de la Squateck, devant être imprimé, 339.

UNION ST-JOSEPH DE DRUMMONDVILLE :—Voir *Drummondville*.

UNION ST-JOSEPH DE LACHINE :—Voir *Lachine*.

UNION ST-JOSEPH DES ARTISANS DE MÉGANTIC :—Voir *Mégantic*.

UNIVERSITÉ LAVAL :—Déclaration de Mgr. Benj. Pâquet, 347.—Voir 127, *des Documents*.

UNIVERSITÉ LAVAL :—Voir *Ecole de Médecine et de Chirurgie*.

UPTON :—Dessèchement de terrains dans— :—Voir 130, *des Documents* ; aussi Interpellations, 112

VALLÉE EST DU RICHELIEU :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu, 60. Rapport de l'avis, 73. Bill (M. Desmarais), présenté, 74. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 45. Rapporté amendé, 137. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142. Par le Conseil, avec amendements, 198. Considérés, 199. Adoptés, 210. S. R., 343. (54 Vic., ch. 91.)

VAUDREUIL :—Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre, 4. Insérés dans le Journal de la Chambre, 6.

VENTES DE CRÉANCES :—Bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions, (M. Tessier, Rimouski), présenté, 74. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 144. Par le Conseil, 219. S. R., 343. (54 Vic., chap. 40.)

VENTES DES TERRAINS pour taxes municipales :—Voir *Code municipal*.

VICTORIA 47 :—Bill modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 52.—Voir *Montréal, Maison de l'Immaculée Conception*.

VICTORIA 45 :—Bill pour interpréter le chapitre 41 de l'acte 45 Victoria, (M. Turgeon), présenté, 147. Lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; rapporté progrès, 220, 251. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, 254. Lu la 3^e fois et passé, 270. Par le Conseil, 298. S. R., 343. (54 Vict. chap. 56.)

VOIES ET MOYENS :

1. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 26.

2. La Chambre en comité des voies et moyens, 337. Résolutions rapportées et adoptées, 337.

VOTATION ET VOTE POUR ÉLECTIONS PROVINCIALES :—Voir *Chevaliers du travail*.

WATERLOO :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de Waterloo, pour les fins scolaires et municipales, 31. Rapport de l'avis, 42. Bill (M. de Grosbois), présenté, 43. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 46. Rapporté amendé, 74. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 91, 94. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 106. Par le Conseil, avec amendements, 177. Considérés, 178. Adoptés, 183. S. R., 342. (54 Vic., ch. 85.)

WATERLOO, SOCIÉTÉ ST-JEAN BAPTISTE DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 14. Rapport de l'avis, 42. Bill (M. de Grosbois), présenté, 43. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 53. Rapporté amendé, 74. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 79. Par le Conseil, avec amendements, 118. Considérés et adoptés, 118. Honoraire remboursé, 138. S. R., 342. (54 Vic., ch. 68.)

WEIR, R. S. :—Sommes payées à—Interpellations, 128.

WENDOVER :—Ligne entre—et la Seigneurie de Courval :—. Voir *RR, des Documents*.

WHELAN, J. P. :—Voir 128, *des Documents*.

WHYTE, JOHN :—Lettre au sujet de la Cie du chemin de fer rapide de Québec et Boston :—. Voir 131, *des Documents*.

WICKHAM :—Ligne de division entre les 1^{er}, 2^e et 3^e rangs de—. Voir 129, *des Documents*.

ERRATA

Page 22, ligne 21, au lieu de " l'amendement," lisez " le sous-amendement."

Page 30, après la ligne 29, insérez les mots suivants :

" L'ordre du jour pour la seconde lecture du billamendant la loi de la preuve, étant lu ;

" *Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

" *Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois
" expirantes."

Page 116, ligne 20, au lieu de " Par M. Béland," lisez " Par M. Bédard."

Page 194, ligne 33, au lieu de " nommer," lisez " nommés."

Page 216, ligne 9, après le mot " Richelieu " retranchez les mots " et du " et remplacez-les par le mot " au."

INDEX SUPPLÉMENTAIRE

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES DÉPUTÉS ET DES DIFFÉRENTS SUJETS ET MATIÈRES QUI
LES CONCERNENT.

B**ASINET, M. LOUIS** :—Réélu par acclamation, le 10 juin 1890, député du comté de **JOLIETTE**.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Agriculture, 27 ; Code municipal, 37 ; Chemins à barrières de la Rive Nord, 275.

Pétition présentée :

Du Révérend C. Huet *et al*, de St-Antoine de Lavaltrie, 104 ; demandant à être détachés du district de Richelieu et annexés au district de Joliette, pour les fins judiciaires, 116.

Bills présentés :

Bill amendant l'acte 53 Vic., ch. 5, concernant l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires, 124.

Bill amendant l'article 376 du Code municipal, concernant les inspecteurs de voirie, 127.

Motion :

Que l'ordre du jour (pour renvoyer à un comité général le bill relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires) soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité des ordres permanents ; objecté que ce bill est un bill privé ; M. l'Orateur décide que le bill doit être renvoyé au comité des ordres permanents, 216. Pour décision de M. l'Orateur, voir *Marchand*, l'honorable F. G. ; No. 16 de ses décisions ; *2e Session de 1890*.

BEAUCHAMP, M. BENJAMIN :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté des DEUX-MONTAGNES.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Industries, 27 ; Code municipal, 37, 117.

Interpellations au Ministère :

Expositions agricoles régionales :—Quelles sont les associations qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1890-91 ? 46, 128.

Expositions agricoles régionales : Quelles sont les associations qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1889-90 ? 129.

Lemieux, M. Rodolphe :—A-t-il été employé dans la cause d'arbitrage contre J. P. Whelan ? 77.

Sociétés d'agriculture :—Quelles sont les—qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1890-91 ? 46, 48.

Sociétés d'agriculture :—Quelles sont les—qui ont reçu des octrois spéciaux sur les appropriations pour 1889-90, 129.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Cloran, H. J. :—Etat détaillé, du compte de H. J. Cloran, écr., au montant de \$4,848.90 à lui payé et mentionné à la page 88 des Comptes publics de 1889-90, 140. Réponse, 177. (*Document No. 79*).

Employés de la Cour des Magistrats, Montréal :—Liste de tous les employés de la cour de magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats, (Ordre du 1er mars 1890, 290). Réponse, 43. (*Document No. 41*.)

L'Islet et Bellechasse, Sociétés d'agriculture de :—Correspondance échangée entre le gouvernement et certains officiers ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, ou avec d'autres personnes au sujet de l'agriculture, 156. Réponse, 245. (*Document No. 101*.)

Métabetchouan :—Correspondances et documents se rapportant à la promesse d'une subvention pour le pont de la Métabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St. Jean, 139. Réponse, 244. (*Document, No 98*.) *Impression ordonnée, 309.*

Sociétés d'agriculture :—Correspondance entre le gouvernement et certains officiers, ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, au sujet de l'agriculture, 156. Réponse, 245. (*Document No. 101*.)

Motions :

Amendement (à la motion pour seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec)—que cette Chambre déclare qu'elle est favorable à l'essai du système de licence appelée " les licences élevées " (*high license*) pour les cités, mais elle regrette que l'échelle des licences est trop élevée pour les hôtels de tempérance ainsi que pour les auberges bien tenus dans les paroisses, etc ; négativé par un sous-amendement de l'hon. M. Mercier, 300.

BÉBARD, M. JOSEPH :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de RICHMOND.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés, 27 ; (Remplacé dans ce comité par M. Clendinneng, 35) ; Agriculture ; Industries, 27. Chemins de fer, 117.

Pétitions présentées :

De M. L. Ball *et al.*, 104, 116 ;—de C. C. Cleveland *et al.*, de Richmond,—et de L. A. Bourgeois *et al.*, de Danville, Shipton et Kingsey, 116, 127 ; demandant qu'aucunes taxes soient imposées sur les mines dans la province.

BÉLAND, M. JOSEPH :—Elu, le 17 juin 1890, député de la division No. 1 de MONTRÉAL.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Industries, 27. Société des débardeurs de Québec, 249.

Pétitions présentées :

Quatre-vingt-quinze pétitions des Chevaliers du travail de la province de Québec, 49 ;—neuf pétitions des Chevaliers du travail de Québec, 65 ;—et douze pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Montréal, 76 ; demandant :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre, 70, 86.
2. Que pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi journée de congé le jour de la votation des élections provinciales, 70, 86.
3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt et un ans et gagnant \$300.00 par année, 70, 86.
4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois, 61, 70, 86.
5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 61, 70, 86.
6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 61, 70, 86.
7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 61, 70, 86.

Bill présenté :

Bill amendant la loi électorale de Québec, de manière à étendre le droit de suffrage, à donner un congé aux ouvriers pour voter, et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, 124.

BÉLAND, M. JOSEPH :—*Suite.*

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Associations ouvrières :—Correspondance et documents, échangée entre le gouvernement et les associations ouvrières, au sujet du travail des garçons au dessous de seize ans et des filles au-dessous de 18 ans, dans l'industrie du tabac ; de la construction des échafaudages ; du premier gage ou hypothèque sur le produit du travail des ouvriers et journaliers ; de la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ; d'une demi journée de congé pour les ouvriers, le jour de la votation dans les élections ; du droit de vote à tous les hommes âgés de 21 ans, résidant dans la province et gagnant au moins \$300.00 par année, 44. Réponse, 245. (*Document No. 105*).

Taxe de l'eau, Montréal :—Documents au sujet de la taxe de l'eau dans la cité de Montréal, et des amendements projetés à cet égard, 44. Réponse, 245. (*Document No. 104.*)

BERNATCHEZ, M. NAZAIRE :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de MONTMAGNY.

Fait parties des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Ordres Permanents ; Agriculture, 27 ; Bibliothèque, 31. Sous-Comité d'agriculture, 110.

Nommé *Président* du Comité d'Agriculture ; présente le 1er rapport de ce comité, 42 ; 2e, 49 ; 4e, 110 ; 5e, 137 ; 6e, 217.

Bill présenté :

Bill amendant la loi relative à la juridiction concurrente de certains tribunaux en cette province, 152. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 23.)

Motions :

Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent d'agriculture ; négative, 50. Autre motion pour le même objet, adoptée, 54.

Que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité permanent d'agriculture (concours du mérite agricole, etc.) ; adoptée, 63.

Que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture (sociétés d'agriculture) ; adoptée, 117. Dans le cinquième ; adopté, 249.

Ordre de la Chambre :

Montmagny, Régistrateur de :—Documents quelconques relatifs au régistrateur du comté de Montmagny, depuis le premier janvier 1889 jusqu'aujourd'hui, (Ordre du 24 février 1890, 264), Réponse, 147. (*Document No. 72.*)

BISSON, M. ELIE HERCULE :—Réelu, le 17 juin 1890, député du comté de BEAUMARNOIS.

Fait partie des Comités suivants :

Comptes publics ; Chemins de fer, 27 ; remplacé par M. Chenevert, 35. Code municipal, 37. Remplace M. Chenevert dans le comité de Législation, 35. Chemins à barrières de la Rive Nord, 275.

Nommé *Président* du comité de *Législation* ; présente divers rapports de ce comité, 36, 61, 74, 82, 116, 140, 189, 197, 249.

Bills présentés :

Bill modifiant le Code municipal en ce qui regarde les élections des conseillers municipaux, 123.

Bill amendant le Code municipal relativement aux cours d'eau, 123.

Interpellation au Ministère ;

Code municipal :—Est-ce l'intention de nommer une commission pour la refonte du— ? 46

Motion :

Que cette Chambre concoure dans le neuvième rapport du comité permanent de législation ; objection faite par M. Chenevert à certaine partie du rapport ; maintenue par M. l'Orateur ; rapport adopté, tel qu'amendé, 198.

BLANCHET, HONORABLE JEAN :—Réelu, le 17 juin 1890, député du comté de BEAUCHE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des Comités permanents, 19. Comptes publics ; Législation, 27. Bibliothèque ; Impressions, 31. Chemins à barrières de la rive Nord, 275.

Bills présentés :

Bill concernant la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles, 82. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 22.)

Bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles, 127.

Interpellations au Ministère ;

Dépenses du département des terres de la Couronne :—Laquelle des deux versions est correcte au sujet des— ? 83.

BLANCHET, HONORABLE JEAN :—*Suite.*

Droits de coupe de bois :—Seront-ils exigés sur les lots occupés par les pères de famille ayant droit aux cent acres ? 96.

Empierrement des chemins :—Comment ont été distribuées les \$10,000, votées en 1890, pour l'— ? 47.

Motions :

Règles de la Chambre :—Qu'à l'avenir, tout bill pour amender le Code municipal, sera discuté lors de la première lecture, et référé, s'il y a lieu, avant la seconde lecture au comité du Code municipal ; adoptée, 52.

Que tout bill public, qui doit être référé au comité de législation, ne le soit qu'après sa seconde lecture ; adoptée, 52.

Que tous les ordres permanents incompatibles ou contraires aux deux règles ci-dessus, soient rescindés ; adoptée, 52,

Amendement (à la motion de M. Pinault pour un ordre de la Chambre demandant certains documents concernant les asiles d'aliénés),—que certains mots soient ajoutés à la motion ; négativé, 39.

Que la question de l'ensilage soit référée, pour étude, au comité d'agriculture ; adoptée *nemine contradicente*, 78.

Qu'il soit résolu de prier son Eminence le cardinal Taschereau, les membres de l'épiscopat et le clergé en général, dans la province, de donner leur précieux concours à la question de l'ensilage, et d'encourager par tous les efforts possibles la construction de silos dans les paroisses ; adoptée *nemine contradicente*, 297.

Amendement (à la seconde lecture des résolutions concernant les asiles d'aliénés),—que cette Chambre désire que, vu qu'il doit encore s'écouler trois et cinq ans avant que les contrats entre le gouvernement et les asiles de Beauport et St-Jean soient expirés, le gouvernement utilise ce délai afin d'obtenir les renseignements nécessaires pour éclairer la Chambre sur ce sujet, etc. ; négativé, 208.

Amendement (à la motion pour seconde lecture des résolutions concernant la vente et l'inspection des liqueurs),—que la tentative de la part du gouvernement de référer cette question aux autorités fédérales, avec prière de faire disparaître tout doute à ce sujet, est un abandon de droits précieux et importants, au point de vue de notre autonomie et de nos revenus, et doit être sévèrement condamnée par cette Chambre ; négativé, 247.

Amendement (à la motion pour la seconde lecture du bill amendant la loi des chemins de fer),—Que cette Chambre est d'opinion que le présent projet de loi ayant pour objet de lui enlever une partie importante de ses attributions pour en confier l'exercice à l'exécutif, comporte un principe dangereux pour les droits et les intérêts du peuple de cette province ; qu'en conséquence la seconde lecture en soit renvoyée à six mois, 287 ; négativé, 288.

Amendement (à la motion pour seconde lecture du bill concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres),—Que ces subsides ont été ainsi accordés pendant la dite période électorale par le Premier ministre et

BLANCHET, HONORABLE JEAN :—*Suite.*

ses collègues dans le but d'influencer le peuple, de corrompre les électeurs et de se maintenir au pouvoir, au mépris de la loi, de la morale et de la conscience, et que le Premier ministre et ses collègues ont, par une pareille conduite, mérité la censure de cette Chambre et du pays ; négativé par un sous-amendement de l'hon. M. Mercier, 298.

Adresses et ordres de la Chambre :

Biens des Jésuites :—Documents se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés " Biens des Jésuites."

Correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement et le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites. (Adresse du 20 janvier 1890, 84.) Réponse, 19. (*Document No. 35.*) *Impression ordonnée, 307.*

Décisions judiciaires :—Correspondance, au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires. (Ordre du 10 mars 1890, 340.) Réponse, 17. (*Document No. 19.*)

Lac St. François :—Copie de la lettre du 7 juin 1890, adressée par l'honorable P. Garneau au Président de la Compagnie de chemin de fer et de navigation du—, 30. Réponse, 114. (*Document No. 54.*) *Impression ordonnée, 307.*

Magistrats de district :—Etat indiquant les noms des magistrats de district, la date de leur nomination, l'étendue de leur juridiction ; le nombre de causes jugées par eux chaque année ; le salaire de chacun d'eux etc., etc., 55. Réponse, 114. (*Document No. 56.*)

Palais de justice, Montréal :—Copie du marché passé entre M. Charles Berger, et le gouvernement pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, 52. Réponse, 81. (*Document No. 47.*) *Impression ordonnée, 307.*

Paradis et al., vs. Gilmour et al. :—Copie du jugement *in re* Philippe Paradis et autres, et Allan Gilmour et autres ; Décision du Conseil Privé de Sa Majesté dans les mêmes causes. (Ordre du 12 février 1890, 210.) Réponse, 18. (*Document No. 29.*)

Ponts en fer :—Etat indiquant en détails les paiements et les dépôts faits, jusqu'à ce jour, par les municipalités, pour les ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887, et les engagements pris par ces municipalités à ce sujet, etc., 30. Réponse, 64. (*Document No. 44.*)

Ponts en fer :—Tableau indiquant le nom des municipalités qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction de ponts en fer, depuis janvier 1887 ; montants obtenus ; date de ces octrois ou promesses d'octrois, etc., 52. Réponse, 147. (*Document No. 70.*) *Impression ordonnée, 308.*

Divers :

Pour décision de M. l'Orateur Marchand sur objection faite par l'hon. M. Blanchet à un sous-amendement, 22 :—Voir *Marchand, l'hon. F. G.*, No. 12 de ses Décisions, Vol. 25, 2ème Session de 1890.

BOURBONNAIS, M. AVILA GONZALVE :—Réélu, le 17 juin 1890, député de SOULANGES.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Chemins de fer, 27 ; Bibliothèque, 31.

Interpellations au Ministère :

Macquet, M. Gérard :—Est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 172.

Macquet, M. Gérard :—En quelle qualité est-il allé en Belgique ? 194.

Motions :

Propose que le débat sur la motion de M. *Lussier*, pour l'abolition de la charge de Président du Conseil Exécutif, soit ajourné ; motion pour ajourner le débat, retirée, 213.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'article 3561 des Statuts révisés concernant le Barreau ; négativé, 216.

Adresses et ordres de la Chambre :

Charleson, J. B. :—Copie du rapport de M. J. B. Charleson sur son exploration dans les régions du haut de la rivière Ottawa, exploration faite en 1890, 173. Réponse, 245. (*Document No. 100.*)

Macquet, Gérard :—Etat détaillé du compte des dépenses encourues par M. Gérard Macquet, lors de son voyage en Belgique, en 1889, lorsqu'il était en congé, 215. Réponse, 253. (*Document No. 110.*)

St. Laurent et Adirondack :—Correspondance échangée entre la Compagnie de chemin de fer St. Laurent et Adirondack et le gouvernement, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie, 212. Réponse, 244. (*Document No. 91.*) *Impression ordonnée, 308.*

BOYER, HONORABLE ARTHUR :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de JACQUES-CARTIER.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Bills privés ; Comptes publics ; Ordres permanents, 27 ; Impressions, 31.

Pétitions présentées :

De l'Union St-Joseph de Lachine, 27 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 35.

De Henri Bouthillier, de Montréal, 45 ; demandant un acte l'autorisant à disposer de certains biens substitués, 53.

De l'Eglise Méthodiste du Canada ; demandant un acte autorisant les syndics de la dite église à émettre des débentures ; lu et reçue, 187.

BOYER, HONORABLE ARTHUR :—*Suite.*

Bills présentés :

Bill autorisant Henri Bouthillier à vendre certain immeuble grévé de substitution, 70. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 100.)

Bill modifiant l'acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de Lachine, 54. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 70.)

Bill modifiant la loi 52 Vic., ch. 43, qui amende la loi des Compagnies pour l'empierrement des chemins, 140. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 36.)

Bill concernant la santé publique, 218. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 27.)

Bill modifiant l'acte de l'Eglise Méthodiste, 1884, 187. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 61.)

Motion :

Pour que la Chambre se forme en Comité général sur résolutions :—concernant la santé publique, 218, 276.

Divers :

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 276.

BRUNET, M. JOSEPH :—Elu, le 17 juin 1890, député de la division No. 2 DE MONTRÉAL

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Industries, 27.

Pétitions présentées :

Six pétitions des chevaliers du travail de Québec, 65,—et douze pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Montréal, 76, demandant :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre, 70, 86.
2. Que pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi-journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 70, 86.
3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt et un ans et gagnant \$300 par année, 70, 86.
4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soit nommés pour faire respecter ces lois, 70, 86.
5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque, sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 70, 86.

BRUNET, M. JOSEPH :—*Suite.*

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 70, 86.

7. Qu'il soit passé une loi rendant instruction gratuite et obligatoire, 70, 86.

Du Revd. P. Deguire *et al.*, de St-Jacques de Montréal, 108 ; demandant des amendements à la loi des licences, 116.

Bills présentés :

Bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction, 140.

Bill pour amender l'article 1651 des S. R. de la P. de Q., relatif à l'élection des directeurs des sociétés d'agriculture de comté, 187.

Ordre de la Chambre :

Ecole Normale, Montréal :—Correspondance et rapports des architectes employés à la reconstruction et aux réparations de l'—, 47. Réponse, 123. (*Document No. 63*). Impression ordonnée, 308.

CAMERON, DR. ALEXANDER :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de HUNTINGDON.

Faits partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Comptes publics, 27. Bibliothèque ; Impressions, 31. (Société des débardeurs de Québec, 249 ; remplacé par M. Owens, 253.)

Nommé *Président* du comité permanent des *Comptes Publics* ; présente le 1er rapport de ce comité, 36.

Présente le 2e rapport du comité des *Chemins de fer*, 82.

Pétition présentée :

De The Quebec Young Men's Christian Association, 45 ; demandant des amendements à sa charte, 53.

Bill présenté :

Bill modifiant de nouveau l'acte incorporant *The Quebec Young Men's Christian Association*, 63. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 66.)

Adresses et Ordres de la Chambres :

Beauharnois :—Rapports des inspecteurs concernant la prison et le bureau du protonotaire de Beauharnois, depuis 1833 jusqu'à 1890 inclusivement, 214.

Ecole Normale McGill :—Correspondance, etc, documents, etc, au sujet des réparations de l'école normale McGill de Montréal, 213. Réponse, 245. (*Document No. 102.*)

CARDIN, M. LOUIS PIERRE PAUL :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de RICHELIEU.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Comptes publics ; Législation ; Agriculture, 27 ; Code municipal, 37.

Motions :

Qu'il soit nommé un comité spécial pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal ; adoptée, 37.

Que certains membres soient ajoutés à des comités ; adoptée, 117.

CARRIER, M. ACHILLE :—Elu, le 21 juillet 1890, député du comté de GASPÉ.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27.

Interpellation au Ministère :

Manuel parlementaire de P. B. Mignault :—Sera-t-il distribué aux membres ? 96.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Baie des Chaleurs :—Correspondances et autres documents au sujet du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et des limites à bois des MM. Robitaille, 212. Réponse, 245; (*Document No. 107.*)

Baie des Chaleurs :—Documents se rattachant à la Compagnie de chemin de fer de la—, aux réclamations produites contre la Compagnie, aux paiements faits par le gouvernement ou par lui, avec un tableau complet des dites réclamations et des dits paiements faits, 64.

Gaspésie :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une colonie belge dans la Gaspésie, 309. Réponse, 311. (*Document No. 120.*)

Limites :—Etat indiquant l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence, noms des porteurs des dites licences, noms des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuels de ces limites ; aussi quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années, 212. Réponse, 280. (*Documents Nos 112 et 119.*) *Impression ordonnée, 309.*

Terres, concessions de :—Pour un index alphabétique des concessions de terres faites depuis 1763, jusqu'au 1er de décembre 1890, comté par comté, et canton par canton, 311.

CASGRAIN, M. THOMAS CHASE :—Ex-député du comté de QUÉBEC.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Bois :—Copie de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne, passés depuis le 1er janvier 1881 jusqu'au 20 février 1890. (Adresse du 20 février 1890, 254.) Réponse, 17. (*Document No. 25.*) *Impression ordonnée, 306.*

Lettres de Crédit :—Etat indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 18 mars 1889. (Adresse du 20 mars 1889, 397.) Réponse, 16. (*Document No. 14.*) *Impression ordonnée, 306.*

Murray, Denis :—Copie de la commission nommant Denis Murray, écuier, comme Juge des Sessions de la Paix à Québec ; ainsi que copie de toute correspondance ayant rapport à la dite nomination. (Adresse du 15 janvier 1890, 44.) Réponse, 19. (*Document No. 36.*)

CHENEVERT, M. ALPHONSE :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de BERTHIER.

Fait partie des Comités suivants :

Comptes publics, 27 ; (Législation, 27 ; Remplacé par M. Bisson, 35) ; Remplace M. Bisson dans le comité des Chemins de fer, 35 ; Code municipal, 37. Société des débardeurs de Québec, 249.

Pétitions présentées :

De Eugène Vadeboncœur *et al.*, de Louiseville, 42 ; demandant des amendements à la charte de la dite ville, 45.

De la Corporation du village d'Alymer, 49 ; demandant un acte incorporant le dit village en ville, 60.

Deux pétitions de Napoléon Nolet et autres, officiers et membres de la Société bienveillante des ouvriers de bord de Québec, 180 ; demandant que leur charte soit maintenue, 190.

Trente six pétitions des chevaliers du travail de la cité et du district de Montréal, 49,—et trois pétitions des chevaliers du travail de Québec, 65 ; demandant :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre, 60, 70.
2. Que pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 60, 70.
3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt-un ans, et gagnant \$300 piastres par année, 60, 70.

CHENEVERT, M. ALPHONSE :—*Suite.*

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois, 61, 70.
5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 61, 70.
6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 61, 70.
7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 60, 70.

Bill présenté :

Bill conférant une charte spéciale à la ville de Louiseville, 55. Sanctionné, 342. (5 V c. ch. 87.)

Motion :

Amendement pour renvoyer à 6 mois la seconde lecture du bill relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette pour fins judiciaires ; débat, ajourné, 173. Débat repris, amendement retiré, 185.

Ordres de la Chambre :

Berthier :—Correspondance et autres documents au sujet du démembrement du comté de Berthier pour fins judiciaires, 141. Réponse, 155. (*Document No. 76.*)

Fabriques de Sucre de betterave :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les— de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890, 84, 85. Réponse, 136. (*Document No. 64.*) *Impression ordonné, 308.*

Divers :

S'oppose à l'adoption de cette partie du 9ième rapport du comité de *Législation* relative au bill concernant l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour fins judiciaires ; M. l'Orateur décide que le bill ne peut être reçu si les avis n'ont pas été donnés, 198. Voir *Marchand*, l'hon. M., No 15 de ses décisions ; *Vol. 25* ; 2e Session de 1890.

S'oppose à la motion pour seconde lecture du bill sus-cité, comme étant un bill privé ; M. l'Orateur suggère de référer ce bill au Comité des ordres permanents, 216. Voir *Marchand*, l'hon. F. G ; No. 16 de ses décisions ; *Vol. 25* ; 2e session de 1890.

CLENDINNING, M. WILLIAM :—Elu, le 17 juin 1890, député de la division No. 4 de Montréal.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Industries, 27 ; Remplace M. Bédard dans le Comité des bills privés 35. Société des débardeurs de Québec, 249.

Interpellation au Ministère :

Sudbury :—Le gouvernement a-t-il reçu des informations au sujet des gisements miniers de—? 119.

COTÉ, M. ONÉSIME :—Elu, le 3 juillet 1890, député des comtés de CHICOUTIMI et SAGUENAY.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; immigration et colonisation ; Industries, 27.

Ordre de la Chambre :

Lots de Squatters :—Correspondances et documents se rapportant aux demandes faites pour que les lots des squatters, ou sur billet de location, en possession par un père ou une mère de douze enfants vivants, soient accordés de préférence à un autre lot, 89.

DAVID, M. LAURENT OLIVIER :—Ex-député de MONTRÉAL-EST.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Cour Supérieure :—Correspondance échangée entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure. (Ordre du 3 février 1890, 151.) Réponse, 18. (*Document No. 30.*)

Frontière Nord de la province :—Correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec. (Adresse du 30 janvier 1890, 139.) Réponse, 18. (*Document, No. 32.*)

DECHENE, M. FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—Réélu le 17 juin 1890, député du comté de L'ISLET.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et élections ; Bills privés ; Chemins de fer, 27. Bibliothèque, 31. Agriculture, 86.

DECHENE, M. FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—*Suite.*

Bills présentés :

Bill amendant l'article 3613 des S. R. de la P. Q., relativement au notariat, 37.

Bill amendant l'article 371 des S. R. de la P. Q., 63.

Bill amendant l'article 3637 des S. R. de la P. Q., concernant le notariat, 67.

Bill amendant l'article 64 des S. R. de la P. Q., 153.

Interpellations au Ministère :

Droits seigneuriaux :—Le gouvernement est-il en possession des documents concernant le règlement des—? 251.

Société d'agriculture du comté de l'Islet :—Le montant qui lui revenait lui a-t-il été payé ? 96.

Motions :

Amendement pour renvoyer à six mois la troisième lecture du bill concernant la Cour du Banc de la Reine en matières criminelles ; débat ajourné, 182. Débat repris ; amendement retiré, 185.

Que l'ordre du jour, pour renvoyer à un comité spécial le bill concernant la Société des journaliers de navires de Québec, soit rescindé et que ce bill soit remis sous l'ordre du jour pour seconde lecture ; motion amendée, 253.

Ordre de la Chambre :

L'Islet :—Correspondance entre le département de l'agriculture et A. Gustave Verreault, au sujet de la subvention accordée à la société d'agriculture du comté de l'Islet, 141. Réponse, 207. (*Document No. 84*).

DE GROSBOIS, DR. TANCRÈDE BOUCHER :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de SHEFFORD.

Fait partie des comités suivants :

Pour préparer les listes des Comités permanents, 19 ; Bills privés ; Chemins de fer, 27. Code municipal, 37.

Présente le 3e rapport du comité des *Chemins de fer*, 105 ; 6e, 137.

Pétitions présentées :

De la Société St-Jean-Baptiste permanente de Waterloo, 9 ; demandant un acte d'incorporation, 14.

De George H. Allen *et al*, du village de Waterloo, 14 ; demandant un acte incorporant ce village en ville, 31.

DE GROSBOIS, DR. TANCRÈDE BOUCHER :—*Suite.*

De Nazaire Desroches et autres, tous de St. Alphonse de Granby, 27 ; demandant que la paroisse de St. Alphonse soit érigée en municipalité locale et distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de St. Alphonse", 135.

De Sa Grandeur Monseigneur Charles Edouard Fabre, archevêque de Montréal, *et al*, 42 ; demandant un acte confirmant les conventions arrêtées entre la Faculté de Médecine de l'Université Laval de Montréal, et l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, 45.

Cinq pétitions de Damase Lainé *et al*, officiers et membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, 180 ; demandant que leur charte soit maintenue, 193.

Trente-six pétitions des Chevaliers du travail des cité et district de Montréal, 49,— et douze pétitions des Chevaliers du travail de la cité de Montréal, 76 ; demandant séparément :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac, cette industrie étant très insalubre, 60, 86.

2. Que pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 60, 86.

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans et gagnant \$300 piastres par année, 61, 86.

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois, 61, 86.

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 61, 86.

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 61, 86.

7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 61, 86.

Bills présentées :

Bill constituant en corporation la ville de Waterloo réglementant l'administration des affaires scolaires et municipales de cette ville, 43. Sanctionné, 342. (54 Vic, ch. 85.)

Bill constituant en corporation la Société St. Jean-Baptiste permanente de Waterloo, 43. Sanctionné, 342. (54 Vic, ch. 68.)

Bill érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de St. Alphonse, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic, ch. 55.)

DE GROSOIS, DR. TANCÈRE BOUCHER :—*Suite.*

Interpellation au ministère :

Beurreries et fromageries :—Combien y en a-t-il de constituées en corporation ? 153.

Ordre de la Chambre :

Bourbonnière, Damase :—Documents concernant la demande faite, dans le mois de juin 1880, par Damase Bourbonnière, instituteur, d'être admis à souscrire au fonds de pension des instituteurs, créé par la loi de 1856, et aussi des lettres s'opposant à cette demande, 181. Réponse, 244. (*Document No. 96.*)

DESJARDINS, M. CHARLES ALFRED, —Elu, le 17 juin 1890, député du comté de KAMOURASKA.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Industries, 27. Agriculture, immigration et colonisation, 86.

Interpellation au Ministère :

Indemnité des Députés et des Conseillers sera-t-elle réduite ? 289.

DESMAIRIS, M. ODILON :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de ST-HYACINTHE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Bills privés ; Comptes publics ; Chemins de fer ; Agriculture, 27.

Pétitions présentées :

De la Corporation de la ville de St-Hyacinthe, 45 ; demandant des amendements à sa charte, 53.

Du Révérend T. St. Aubin et autres, 49 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie de chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu, 60.

Bills présentés :

Bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe, 62. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 80.)

Bill amendant le Code de procédure civile en ce qui concerne la preuve, 63. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 44.)

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu, 74. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 91.)

Bill amendant la loi relative à la liquidation des sociétés de construction en cette province, 200.

DESMARAIS, M. ODILON :—*Suite.*

Bill pour interpréter l'article 5460 des S. R. de la P. Q., relativement à la distribution qui doit être faite dans le cas de liquidation des sociétés de construction, 200.

Bill pour amender l'article 1213 de S. R. de la Province de Québec, 181.

Ordres de la Chambre :

Ecoles du Soir :—Correspondance ou documents se rapportant aux accusations portées contre le fonctionnement des écoles du soir par le député de Laval, 274. Réponse, 280. (*Document No. 113.*)

Ecoles du Soir :—Correspondance et documents se rattachant à la création et au maintien des écoles du soir, et programmes des études suivis dans ces écoles et les écoles élémentaires, 122. Réponse, 337. (*Document No. 122.*)

Motions :

Propose l'adresse en réponse au discours du Trône, 12.

Sous-amendement (à la motion de M. *Pinault* pour un ordre de la Chambre demandant certains documents concernant les asiles d'aliénés),—que certains mots soient ajoutés à la motion ; sous-amendement adopté, 39.

Amendement (à la motion de M. *Rochon* pour la seconde lecture du bill modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui a rapport au Conseil législatif),—que, ayant confiance dans la prudence et dans la sagesse du ministère. . . . cette Chambre passe à l'ordre du jour suivant ; adopté, 145.

Sous-amendement (à l'amendement de l'honorable M. *Robertson* pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province),—que cette Chambre, ayant confiance dans le gouvernement, espère qu'il prendra les moyens les plus propres à garantir les intérêts de la province dans cette importante transaction ; adopté, 313.

DUHAMEL, HONORABLE GEORGES :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de LAPRAIRIE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Bills privés, 27 ; Bibliothèque ; Impressions, 31. Remplacé par l'honorable M. *Langelier* dans ce comité, 43.

Présente le 8e rapport du comité permanent des *Bills privés*, 111.

Bills présentés :

Bill concernant la classification et le mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, 34. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 14).

Bill amendant les articles 420, 421, 422 et 424 du Code municipal, touchant les fossés de ligne et travaux mitoyens, 32.

DUHAMEL, HONORABLE GEORGE :—*Suite.*

Bill concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau, 43. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 25.)

Bill pour amender et refondre la loi des mines, 206. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 15.)

Motions :

Que cette Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions :—

Relatives à la classification et au mesurage des bois abattus sur les terres de la Couronne, 30, 34. Concernant les mines en cette province, 174, 203.

Met devant la Chambre le document suivant :

Terres de la Couronne :—Rapport du Commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1890, 33. (*Document No. 4.*)

Divers :

Nommé membre de la Commission de l'économie interne de la Chambre, 10.

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 33, 203.

DUPLESSIS, M. LOUIS THÉODOLE NÉRÉE LE NOBLET :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de ST-MAURICE.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Législation et lois expirantes, 27.

Interpellations au Ministère :

Chemin de Beaumont :—Quelles sommes ont été dépensées, par ordre du gouvernement sur le—? 84.

Emprunt temporaires :—Combien y a-t-il eu d'—depuis le 1er juillet 1889? 77.

Fonds consolidé de la Province :—Quel était le montant en caisse le 4 novembre 1890? 96.

St-Thomas de Pierreville :—Au sujet de la vente de boissons sur terrain de l'exposition à—, 210.

Motions :

Amendement (à la motion de M. *Pinault* pour un ordre de la Chambre demandant certains documents concernant les asiles d'aliénés,)—que certains mots soient ajoutés à la motion ; négatif, 40.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte concernant les asiles d'aliénés ; adopté, 200.

DUPLESSIS, M. LOUIS THÉODULE NÉRÉE LE NOBLET :—*Suite.*

Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender la loi concernant les asiles d'aliénés à l'effet de l'amender en ajoutant la clause suivante :

“ Tout contrat fait en vertu de la présente loi, doit être soumis à la Législature pour approbation ” ; négativé, 296.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill modifiant les lois concernant la corporation de la cité des Trois Rivières ; négativé, 124.

Amendement pour qu'instructions soient données au comité général sur le bill amendent l'acte concernant les élections contestées ; négativé, 191.

Addresses et Ordres de la Chambre :

Chemins à barrière de la rive Sud :—Correspondance entre le gouvernement et les syndics des—, à propos du prêt de \$10,000.00 fait à la dite commission pour parachever les travaux du chemin de Beaumont, 97.

Fonds d'emprunt municipal :—Etat de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1890, 47. Réponse, 91. (*Document No. 51.*) *Impression ordonnée, 307.*

Garneau, Pont :—Copies des lettres patentes incorporant une société pour construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau) ; noms des actionnaires ; capital versé ; copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont, etc. (Adresse du 12 mars 1890, 363.) Réponse, 16. (*Document No 17.*)

Lamard, Joseph :—Copie des rôles de paie relatifs à la dépense de l'octroi de \$125,00 accordé par le gouvernement pour réparer la route du 6ième et 7ième rangs nord-est de la route centrale du comté de Matane ; travaux qui ont été faits sous la direction de M. Joseph Lamard, de Saint-Ulric de la Rivière Blanche, 274.

Reynar, M. Joseph :—Copie d'un ordre en conseil, relatif à la nomination et à l'exercice de la charge de M. Joseph Reynar, de la cité des Trois-Rivières, comme employé du gouvernement, 90. Réponse, 136. (*Document No. 65.*)

St-Maurice :—Copie des rôles de paie relatifs aux argents dépensés pour la colonisation, dans le comté de St-Maurice, depuis le 30 juin 1889 jusqu'à ce jour, 214.

ENGLAND, M. RUFUS NELSON :—Réelu, le 17 pour 1890, député du comté de Brome.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer, 27 ; Bibliothèque, 31.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Lamontagne, Léda :—Etat des dépenses totales du procès de Léda Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, 96. Réponse, 207. (*Document No 87.*) *Impression ordonnée, 308.*

ENGLAND, M. RUFUS NELSON :—*Suive.*

Lamontagne, Rémi :—Etat des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, 96. Réponse, 207. (*Document No 86.*) *Impression ordonnée, 308.*

Shefford :—Correspondance entre le gouvernement, et les municipalités du comté de Shefford relativement au fonds d'emprunt municipal, moins les documents déjà produits, 97.

FITZPATRICK, M. CHARLES :—Elu, le 17 juin 1890, député du Comté de QUÉBEC.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Bills privés ; Comptes publics ; Législation, 27 ; Chemins à barrières de la Rive Nord, 275.

Pétitions présentées :

De Thomas Feeney *et al*, officiers et membres de la Société bienveillante des ouvriers de bord de Québec, 180 ; demandant que leur charte soit maintenue, 190.

Douze pétitions des Chevaliers du travail des paroisses du Cap Rouge et de Sillery, 73 ; demandant :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre, 81.
2. Que pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demie journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 82.
3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt et un an et gagnant \$300 piastres par année, 82.
4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois, 82.
5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 82.
6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 82.
7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 82.

Bills présentés :

Bill amendant le Code municipal, 15.

FITZPATRICK, M. CHARLES :—*Suite.*

Bill pour améliorer la procédure de la cour supérieure, 15.

Bill amendant la loi concernant la preuve, 15. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 45.)

Bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la Rive Nord, près de Québec, 193.

Bill pour expliquer l'acte 46 Vic., ch. 16, concernant les jurés, 43.

Bill amendant le Code municipal concernant les pouvoirs des conseils municipaux, 94.

Bill (du Conseil législatif) modifiant la loi concernant la saisie du traitement des employés publics, 270.

Bill pourvoyant à la nomination d'officiers judiciaires, à qui les bills relatifs à des biens de succession pourront être déferés, 127.

Bill amendant l'article 1019 du Code de procédure civile, 127. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 47.)

Bill amendant l'article 666 des Statuts refondus concernant le service civil, 138.

Bill amendant les dispositions du code municipal relatif aux trottoirs, 137.

Bill pour interpréter et expliquer l'article 42b du Code de procédure civile, tel qu'ajouté par l'article 5862 de S. R. de la P. Q., concernant les poursuites sur les jugements rendus à l'étranger, 207. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 42.)

Bill pour retrancher le paragraphe 7 de l'article 2260 du Code civil, 243.

Motions :

Seconde l'adresse en réponse au discours du Trône, 12.

Sous-amendement à l'amendement de M. Hall à la motion sur résolutions concernant l'adresse en réponse au discours du Trône, 21 ; objecté que ce sous-amendement est irrégulier ; M. l'Orateur renvoie l'objection ; sous-amendement adopté, 22.

Divers :

S'oppose à la seconde lecture du bill pour abroger l'acte incorporant les journaliers de de navires, parce que ce bill est un bill privé, 185 ; M. l'Orateur suggère de renvoyer ce bill au comité des ordres permanents, 195. Autre objection, M. l'Orateur laisse à la Chambre l'initiative de l'action à prendre sur ce bill, 211. Voir *Marchand*, l'hon. F. G. ; Nos. 13 et 14 de ses décisions, Vol. 25 ; 2e Session 1890.

FLYNN, HONORABLE EDMOND JAMES :—Ex-député du COMTÉ de Gaspé.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Biens des Jésuites :—Copies des ordres en Conseil autorisant le gouverneur à disposer des biens dites "des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet. (Adresse du 15 janvier 1890, 44. Réponse, 37. (*Document No 39.*) *Impression ordonné, 307.*

Fourrures, saisie et confiscation :—Correspondance, depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition, etc. (Ordre du 5 mars 1890, 305.) Réponse, 17. (*Document No. 20.*)

Ponts en fer :—Correspondance, depuis le 17 du mois de janvier 1889, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer; ordres en Conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date; sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes. (Adresse du 3 février 1890, 152.) Réponse, 18. (*Document No. 31.*)

Ponts métalliques :—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69 mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des comptes publics pour 1889. (Ordre du 5 mars 1890, 308) Réponse, 17. (*Document No. 21.*) *Impression ordonnée, 306.*

Statuts refondus et Code municipal :—Correspondance ou sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier. (Ordre du 22 janvier 1890, 102.) Réponse, 18. (*Document No. 34.*)

GIRARD, M. ALFRED :—Élu, le 17 juin 1890, député du comté de ROUVILLE.

Fait partie des Comités suivants :

Législation et lois expirantes; Ordres permanents, 27.

GIROUARD, M. JOSEPH ENA :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté d'ARTHA-BASKA.

Fait partie des Comités suivants :

Législation et lois expirantes; Ordres permanents, 27.

Nommé *Président* du comité permanent des ordres permanents, présente divers rapports de ce comité, 36, 42, 49, 61, 66, 73, 76, 180.

Pétition présentée :

De Benjamin Castonguay et Emélie Vallée, son épouse, 49; demandant un acte les autorisant à hypothéquer certains biens substitués, 60.

GIROUARD, M. JOSEPH ENA :—*Suite.*

Bill présenté :

Bill autorisant Benjamin Gastonguay, Dame Emilie Vallée et J. B. Renaud, èsqualité, à hypothéquer un immeuble substitué, 70. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 99.)

Divers :

Sur motion de M. *Watts*, il est ordonné que son nom (M. *Watts*) soit retranché du bill pour amender la charte de Drummondville et que celui de M. *Girouard* lui soit substitué ; adoptée, 181.

GLADU, M. VICTOR :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté d'YAMASKA.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer, 27 ; Bibliothèque, 31.

Bills présentés :

Bill à l'effet de légaliser certains enregistrements, 38. Sanctionné, 342. (54 Vic., c. 50.)

Bill amendant l'article 194 des Statuts refondus de la province de Québec, 38.

Bill amendant les articles 948 et 953 du Code civil du Bas-Canada, 38.

Bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698 du Code civil du Bas-Canada et l'article 925 du Code de procédure civile, et ajoutant de nouvelles dispositions à ces codes, 38.

Bill amendant l'article 91 du Code civil, 38.

Bill amendant les articles 298 et 299 du Code civil, relatif à l'administration du tuteur, 38.

Bill pour amender le deuxième paragraphe de l'article 926 du Code municipal, 37.

Bill amendant l'article 770a du Code municipal, tel que décrété par l'acte 53 Victoria, chapitre 47, 38.

Bill pour amender l'article 1013 du Code municipal, 152

Ordres de la Chambre :

Cèdre, Poteaux et dormants en :—Etat indiquant le nombre de poteaux et dormants en cèdre qui ont été coupés sur les terres de la Couronne, dans l'Agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la saison 1888-89. (Ordre du 14 mars 1890, 376). Réponse, 16. (*Document No. 16.*)

Edifices publics et Palais de Justice :—Etat indiquant les sommes payées, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de justices et prisons, du 1er juillet 1881 au 1er février 1887, et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887. (Ordre du 13 février 1890, 220.) Réponse, 18. (*Document No. 27.*)

GLADU, M. VICTOR :—*Suite.*

Empierrement des chemins :—Correspondance transmises au gouvernement, depuis le premier janvier 1890, et documents contenant tous les renseignements fournis sur la coût probable et le meilleur mode d'empierrement des chemins de cette province, 219.

Fahey, etc. :—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Neagélé et Bureau. (Ordre du 13 février 1890, 220.) Réponse, 18. (*Document No. 28.*) *Impression ordonnée, 306.*

GOSSELIN, M. FRANÇOIS, FILS :—Élu, le 17 juin 1890, député du comté d'IBERVILLE.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Industries, 27.

Ordre de la Chambre :

École d'agriculture :—Rapport du comité nommé par le conseil d'agriculture pour visiter les écoles d'agriculture de Ste-Anne de Lapocatière et de l'Assomption, 274. Réponse, 280. (*Document No. 114.*)

GRENIER, DR PIERRE :—Élu, le 17 juin 1890, député du Comté de Champlain.

Fait partie des Comités suivants :

Ordre permanents ; Agriculture, immigration et colonisation, 27.

Interpellations au Ministère :

Gardiens de bois saisis :—Quelles personnes ont été nommées—, quel est leur salaire, etc. ? 119.

Mont-Carmel :—Les lots Nos. 1044 et 1045 de la paroisse du—ont-ils été vendus pour la coupe du bois ? 194.

Mont-Carmel :—Est-il à la connaissance du gouvernement que tout le bois marchand sur ces lots a été coupé ? 219.

Ste Anne de la Pérade :—Le gouvernement entend-il aider à l'empierrement du chemin Juineau dans—? 271.

Adresse :

Palais législatif :—Copie de l'ordre en conseil du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du palais législatif, 72. Réponse, 72. (*Document No. 45.*) *Impression ordonnée, 307.*

HALL, M. JOHN SMYTHE, JR :—Élu, par acclamation, le 10 juin 1890, député de la division No 5 de MONTRÉAL.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Comptes publics ; Législation, 27 ; Impressions, 31 ; Chemins à barrières de la Rive Nord, 275.

Pétitions présentées :

De Dame Abbie Elisabeth Pulsifer *et al.*, de Montréal 14 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Sœurs Ste-Marguerite," 31.

De John M. Denison *et al.*, 14 ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "The Ries Electric Traction and Brake Company of Canada," 31.

Du Recteur et des Syndics de l'église St-Jude, paroisse de St-Jude, Montréal, 45 ; demandant un acte les autorisant à acquérir certains immeubles et à les hypothéquer, 52.

De la Corporation de la cité de Montréal, 48 ; demandant des amendements à sa charte 60 ;

Du Bureau d'agence d'immeubles, de Montréal 48 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 60.

Du Révd. P. Dowd, pasteur de l'église St-Patrice de Montréal, *et al.*, 105,—du Révd. E. M. Hill,—et du Révd. W. J. Smyth, de Montréal, 123 ; demandant séparément des amendements à la loi des licences, 116, 127.

De E. B. Greenshields *et al.*, 243 ; demandant qu'aucune soit imposée sur le produit des mines en cette province, 250.

De *The Protestant Ministerial Association* ; demandant que l'acte concernant les expropriations pour cimetières ne devienne pas loi, 338.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation les Sœurs de Sainte-Marguerite, 62. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 64.)

Bill constituant en corporation la Compagnie de traction et de freins électriques Ries du Canada, 62. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 95.)

Bill modifiant le Statut 47 Vic., ch. 46, concernant l'Eglise St-Jude, du diocèse de Montréal, 62. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 60.)

Bil modifiant l'article 4616a des Statuts refondus de manière à réduire la largeur des rues de soixante et six à soixante pieds, 51.

Bill amendant la charte de la cité de Montréal, 71. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 78.)

Bill modifiant l'acte incorporant le Bureau d'agence d'immeubles de Montréal, 74. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 74.)

HALL, M. JOHN SMYTHE JR. :—*Suite.*

Bill amendant la loi du Barreau, 117. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 32).

Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la preuve prise par sténographie, 127.

Bill modifiant la loi autorisant les Bureaux des commissaires d'écoles de la cité de Montréal à émettre des obligations, 344. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 54).

Bill modifiant la loi concernant le Barreau de la province, 200.

Interpellations au Ministère :

Droits de pêche :—Les concessionnaires de—seront-ils protégés ? 112.

Municipalités :—Quelles sommes dues par les—ont été remises ou acquittées depuis le 1^{er} février 1890 ? 95.

Motions :

Amendement aux résolutions formant la base d'une adresse en réponse au discours du Trône, 21 ; négativé, 22.

Amendement (à la motion pour 3^e lecture du bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidé de la province),—pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général pour l'y amender à l'effet,—que le produit de ces débetures, après paiement de cette dette flottante actuelle et des subventions aux chemins de fer, pourra être appliqué à l'acquittement de telle dépense spéciale autorisée par la Législature de la province ; négativé par un sous-amendement de M. *Turgeon*, 314.

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—que cette chambre regrette que, malgré ses promesses d'administrer les affaires publiques avec prudence et économie, le gouvernement a, durant les trois premières années de son administration, dépensé \$1,699,000 pour dépenses ordinaires et \$4,069,888 pour dépenses extraordinaires de plus que le gouvernement précédent en 1885-1886, ce qui fait une différence totale de \$5,768,888, etc ; négativé, 320.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Actif et passif de la province :—État indiquant l'actif et le passif de la province au 26 décembre 1890, 290.

Avances :—État détaillé de la somme de “\$104,092.69, avances faites à diverses personnes,” mentionnée à l'actif de cette province dans l'état de l'actif et du passif au 30 juin 1890, 290.

Barreau :—Correspondance entre le gouvernement et le Conseil général du Barreau à propos de la sanction, par l'Exécutif, du tarif adopté, en 1888, par le dit Conseil général, 96. Réponse, 136. (*Document No. 67.*)

Dette flottante de la province :—État détaillé des “autres montants de la dette flottante de la province” dont il est question dans la première partie du préambule des “ réso-

HALL, M. JOHN SMYTHE, JR. :—*Suite.*

lutions concernant l'émission de débentures provinciales, " soumises à la Chambre, et qui ne sont pas mentionnés dans les dites résolutions, 290.

Employés sessionnels :—Liste des noms de toutes personnes employées, durant la session, comme clerks surnuméraires, clerks sessionnels, employés, messagers et pages, 97.

Expropriations :—Correspondance au sujet de la passation d'une loi accordant aux corporations ecclésiastiques ou d'églises, le pouvoir de faire des expropriations pour des fins de cimetières ou autres, 309.

Gilmour & Cie :—Correspondance se rapportant, soit au procès du Père Paradis *et al.*, contre Allen Gilmour *et al.*, soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par Messieurs Gilmour & Cie à ce sujet, 71. Réponse, 97. (*Document No. 52. Impression ordonnée, 307.*)

Impressions :—État indiquant quelles sommes totales ont été payées, et à qui elles ont été payées, chaque année, depuis 1885, pour l'impression des rapports de départements, des documents sessionnels, et pour toutes autres impressions sessionnelles ne requérant pas diligence, etc., 113.

Licences :—État contenant le nombre de licences accordées, depuis cinq ans dans chaque district de revenu, pour magasins, hôtels, restaurants, hôtels de tempérance et autres, 214.

Palais de Justice, Montréal :—État pour chaque année, à partir du 1er juillet 1867, des totaux des recettes effectuées et provenant du palais de justice de Montréal, (moins les sommes produites par la vente des timbres), 141. Réponse, 245. (*Document No. 99.*)

Palais de Justice, de Québec :—Copie du rôle de paie de tous les employés au palais de justice de Québec pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887, et pour le mois d'octobre 1890, 89. Réponse, 188. (*Document No. 81.*) *Impression ordonnée, 308.*

Q. M. O. et O. :—État détaillé de la somme de \$5,000 mentionnée aux comptes publics de 1889-90, comme paiement *re* chemin de fer de Q. M. O. et O., (dépendances du trafic), 138. Réponse, 253. (*Document No. 109.*) *Impression ordonnée, 309.*

Q. M. O. et O. :—État détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$16,000 mentionnée aux comptes publics de 1889-90, page 199, comme paiement *re* chemin de fer de Q. M. O. et O., (construction), 138.

Q. M. O. & O. :—État détaillé des articles qui composent la somme de \$122,364.00 mentionnée à l'article (e) *re* le chemin de fer Q. M. O. et O., dans les " résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée et pour autres fins, 290.

Recettes et dépenses :—État détaillé de toutes les—effectuées, depuis le 1er juillet jusqu'au 1er novembre 1890, 41. Réponse, 177. (*Document No. 78.*)

Réclamations contre la province :—État de toutes les réclamations, avec mention sommaire de leurs montants et de leur nature, produites contre et dues par la province jusqu'au 26 décembre, 290.

HALL, M. JOHN SMYTHE, JR. :—*Suite.*

Ste-Barbe :—État relatif à la somme payée ou promise pour venir en aide aux personnes qui ont souffert des dommages par la tempête, dans le mois de juillet 1889, dans la paroisse de Ste-Barbe, comté de Huntingdon, 89.

Ste-Cunégonde :—Copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste-Cunégonde, pour les fins scolaires. (Adresse du 24 mars 1890, 445.) Réponse, 90. (*Document, No. 50.*)

Timbres judiciaires :—Etat indiquant le montant reçu chaque année, depuis la confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal. (Ordre du 26 fév. 1890, 280.) Réponse, 122. (*Document No. 59.*)

Whyte, John :—Copie de la lettre de l'un des honorables ministres à John Whyte, écr., de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin derniers, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston, 97. Réponse, 122. (*Document No. 61.*) *Impression ordonnée, 307*

JOHNSON, M. ANDREW STUART :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de MÉGANTIC.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Industries, 27 ; Agriculture, immigration et colonisation, 117.

LALIBERTÉ, M. EDOUARD HIPPOLYTE :—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député du comté de LOTBINIÈRE.

Fait partie des Comités suivants :

Législation ; Ordres permanents, 27 ; Code municipal, 37.

Nommé *Président* du comité spécial sur *Code municipal* ; présente le 1er rapport, 42 ; 2e rapport, 206.

Pétition présentée :

De l'honorable François Langelier et autres, 49, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir, " 60.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Plessisville et du Lac Noir, 74. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 94.)

Bill amendant le Code municipal, 206.

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ; présenté par M. Tessier (Rimouski), 62. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 92.)

LALONDE, DR. EMERY :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de VAUDREUIL.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Agriculture ; immigration et colonisation, 117.

Divers :

Documents relatifs à son élection contestée mis devant la Chambre, 4 ; lus et insérés dans les Journaux de la Chambre ; son élection déclarée nulle par jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 31 octobre 1890, 6.

Nouveau bref émis ; M. Lalonde réélu le 15 novembre 1890.

Certificat de son élection ; prête serment et prend son siège, 116.

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—Elu le 17 juin 1890, député du comté de MONTMORENCY.

Nommé, le 30 juin 1890, *Président du Conseil Exécutif* de la province de Québec ; son siège devient vacant, 3 ; subit une nouvelle élection ; est réélu par acclamation, le 12 juillet 1890 pour la même division électorale.

Certificat de son élection, 4.

Nommé *Secrétaire et Régistrare* de la province, le 22 août 1890.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Comptes publics ; Chemins de fer, 27 ; Code municipal, 37 ; Remplace l'hon. M. Duhamel dans le comité conjoint de la Bibliothèque, 43.

Presente le 1er rapport du comité conjoint de la Bibliothèque, 73 ; 2ème, 87.

Pétition présentée :

De la Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 45 ; demandant des amendements à sa charte, 52.

Bills présentés :

Bill donnant pouvoir aux corporations de cité, ville et village d'aider au maintien des bibliothèques publiques, 140. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 34).

Bill modifiant l'acte 48 Vic., ch. 78, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 62. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 90).

Bill amendant l'article 3142 des S. R. P. Q., concernant les écoles d'industries, 118. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 28).

Bill concernant les asiles d'aliénés, 117. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 29).

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Bill concernant l'instruction publique, 140. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 21).

Bill concernant les asiles d'aliénés, 295. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 5).

Bill amendant les articles 168, 169, 176 du Code municipal, relativement aux rapports pour la statistique municipale et au temps auquel les auditeurs devront examiner les livres et présenter leur rapport au conseil municipal, 171.

Motions :

Que la Chambre se forme en comité général sur résolutions :—Concernant les asiles d'aliénés, 30, 48, 57, 200.

Qu'en adoptant la motion pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte électoral de Québec, etc, cette Chambre déclare qu'elle entend que le bill soit référé au comité de législation, pour y être discuté sérieusement ; adoptée, 173.

Divers :

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 52, 207.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Actif et passif de la province :—Etat complet et entier de l'actif et du passif de la province, afin de mettre la Chambre au courant de la situation financière actuelle, 41. Réponse, 114. (*Document No 55.*)

Agriculture :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années depuis 1882 à 1889, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91. (Ordre du 12 mars 1890, page 363.) Réponse, 96. (*Document No 18.*) *Impression ordonnée, 306.*

Arpentage :—Etat, depuis le 18 janvier 1889, donnant le nom, prénom et domicile des arpenteurs et ingénieurs auxquels ont été confiés des travaux d'arpentage dans la province ; localités arpentées, montant payé ; montant des avances payées à chacun, et la date de ces avances, &c., 90. Réponse, 155. (*Document No. 75.*)

Asiles d'aliénés :—Copie de tous les écrits, rapports, articles de journaux et autres documents semblables, et à la disposition du gouvernement, concernant les asiles d'aliénés dans cette province, 39, 41. Réponse, 97. (*Document No. 53.*)

Asiles d'aliénés :—Etat indiquant le nombre et les noms des institutions religieuses, ou des personnes avec lesquelles le gouvernement a correspondu ou fait des arrangements en vertu de la section quatre du chapitre quarante-un du statut de cette province, 53 Victoria, 71. Réponse, 115, 123. (*Documents No. 57a et No. 57b.*)

Associations ouvrières :—Correspondance et documents, échangés entre le gouvernement et les associations ouvrières, au sujet du travail des garçons au-dessous de 16 ans et des filles au-dessous de 18 ans, dans l'industrie du tabac ; de la construction des échafaudages ; du premier gage ou hypothèque sur le produit du travail des

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

ouvriers et journaliers ; de la responsabilité des patrons dans les accidents du travail ; d'une demi journée de congé pour les ouvriers le jour de la votation dans les élections ; du droit de vote à tous les hommes âgés de 21 ans, résidant dans la province et gagnant au moins \$300 par année, 44. Réponse, 245. (*Document No. 105.*)

Bachand, Révd. J. :—Documents relatifs à l'item 11 du budget pour 1890, savoir : " Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00." (Ordre du 17 février 1890, page 236.) Réponse, 17. (*Document No 26.*) *Impression ordonnée, 306.*

Baie des Chaleurs :—Correspondance et autres documents au sujet du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et des limites à bois des MM. Robitaille, 212. Réponse, 245. (*Document, No. 107.*)

Bernard, E. A. :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1882. (Ordre du 20 février, page 254.) Réponse, 17. (*Document No 24.*)

Barreau :—Correspondance entre le gouvernement et le Conseil général du Barreau, à propos de la sanction, par l'Exécutif, du tarif adopté en 1888 par le dit Conseil général, 96. Réponse, 136. (*Document No. 67.*)

Berthier :—Correspondance et autres documents au sujet du démembrement du comté de Berthier pour fins judiciaires, 141. Réponse, 155. (*Document No. 76.*)

Biens des Jésuites :—Copie des ordres en conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits " des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet. (Adresse du 15 janvier 1890, page 44.) Réponse, 37. (*Document No. 39.*) *Impression ordonnée, 307.*

Biens des Jésuites :—Documents se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés " Biens des Jésuites ;" Correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement et le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites. (Adresse du 20 janvier 1890, page 84.) Réponse, 19. (*Document No. 35.*) *Impression ordonnée, 307.*

Bodard, M. A. :—Etat numérique des colons que M. A. Bodard, dans son rapport à l'honorable M. Mercier, dit avoir ramenés au pays, 72. Réponse, 136. (*Document No. 63.*)

Bois :—Copies de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne, passés depuis 1er janvier 1881 jusqu'au 20 février 1890. (Adresse du 20 février 1890, page 254.) Réponse, 17. (*Document No. 25.*)

Impression ordonnée, 306.

Bonaventure :—Etat indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans le comté

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

de Bonaventure, depuis le premier février 1887, avec les montants remis à chacune d'elles. (Ordre du 5 mars 1890, page 309) Réponse, 17. (*Document No. 23.*)

Bourbonnière, Damase :—Documents concernant la demande faite, dans le mois de juin 1880, par Damase Bourbonnière, instituteur, d'être admis à souscrire au fonds de pension des instituteurs, créé par la loi de 1856, et aussi des lettres s'opposant à cette demande, 181. Réponse, 244. (*Document No. 96.*)

Brault, Joseph :—Copie de l'ordre en conseil concernant la nomination, comme conseiller municipal, de Joseph Brault, de la paroisse de St-Damien, dans le comté de Berthier ; aussi la correspondance à propos de l'intervention du Procureur-général dans le procès intenté au dit Brault pour l'empêcher de siéger, 173. Réponse, 188. (*Document, No. 83.*)

Buies, M. Arthur :—Copie des rapports de M. Arthur Buies, sur les comtés de Témiscouata, Rimouski et Matane, 141. Réponse, 141. (*Document No. 69.*) *Impression ordonnée, 152.*

Cap Rouge :—Correspondances et documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge, 139. Réponse, 244. (*Document No. 90.*) *Impression ordonnée, 308.*

Cèdre, poteaux et dormants en— :—État indiquant le nombre de poteaux et dormant, en cèdre qui ont été coupés sur les terres de la couronne, dans l'Agence de Gaspé Bassin de Gaspé, durant la saison 1888-89. (Ordre du 14 mars 1890, page 376.) Réponse, 16. (*Document No. 16.*)

Charleson, J. B. :—Copie du rapport de M. J. B. Charleson sur son exploration dans les régions du haut de la rivière Ottawa, exploration faite en 1890, 173. Réponse, 245. (*Document No. 100.*)

Chauveau, Hon. P. J. O. :—Correspondance au sujet de l'achat de la bibliothèque de feu l'honorable P. J. O. Chauveau, 339. Réponse, 339. (*Document No. 125.*)

Chemins à barrières de la rive nord :—Rapports de l'inspecteur des chemins, sous le contrôle de la Commission de la Rive Nord, à Québec, sous l'autorité de la 47 Vic., ch. 82, 72, Réponse, 115. (*Document No. 58.*)

Cloran, H. J. :—Etat détaillé du compte de H. J. Cloran, écr., au montant de \$4,848.90 à lui payé et mentionné à la page 88 des Comptes publics de 1889-90, 140. Réponse, 177. (*Document No. 79.*)

Colonisation :—Copie de tous ordres en conseil déterminant la distribution des deniers de colonisation, pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province, 47. Réponse, 51. (*Document No. 42.*) *Impression ordonnée, 307.*

Compagnies de chemins de fer, états, rapports, etc., des :—Etats, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics, par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des articles 5176, (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des S. R. P. 245. (*Document No. 98.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Cour supérieure :—Correspondance échangée entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure. (Ordre du 3 février 1890, page 151.) Réponse, 18. (*Document No. 30.*)

Décisions judiciaires :—Correspondance au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires. (Ordre du 10 mars 1890, page 340.) Réponse, 17. (*Document No. 19.*)

Dugas et Desnoyers :—Etat indiquant tous services rendus et sommes reçues par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889, etc. (Ordre du 12 février 1890, page 210.) Réponse, 245. (*Document No. 103.*)

Ecoles d'agriculture :—Rapport du comité nommé par le conseil d'agriculture pour visiter les écoles d'agriculture de Ste-Anne de Lapocatière et de l'Assomption, 274. Réponse, 280. (*Document No. 114.*)

Ecoles du soir :—Compte détaillé de l'achat des livres pour les écoles du soir, à Montréal, par E. M. Templé, directeur de ces écoles, mentionnant le montant de la commission chargé par ce dernier sur le montant du dit achat, 212. Réponse, 244. (*Document No. 97.*)

Ecoles du soir :—Etat indiquant, à propos des écoles du soir, à Montréal, le nombre de professeurs engagés cette année pour les écoles; le nombre de salles louées pour ces écoles, et le loyer à être payé pour chacune d'elles; moyenne de l'assistance des élèves depuis le 1er décembre courant, etc., 172. Réponse, 279. (*Document No. 111.*)

Ecoles du soir :—Correspondance ou documents se rapportant aux accusations portées contre le fonctionnement des écoles du soir par le député de Laval, 274. Réponse, 280. (*Document No. 113.*)

Ecoles du soir :—Etat détaillé des paiements faits, par toutes personnes à ce autorisées, à même la somme de \$9,939.45, mentionnée à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, comme ayant été payée M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, 172. Réponse, 297. (*Document No. 118.*)

Ecoles du soir :—Correspondance et documents se rattachant à la création et au maintien des écoles du soir, et programmes des études suivis dans ces écoles et les écoles élémentaires, 122. Réponse, 337. (*Document No. 122.*)

Ecoles du soir :—Correspondance échangée, à propos des écoles du soir à Montréal, entre le directeur des écoles, E. Templé, et tout professeur ou principal, ou toute personne ayant un emploi quelconque dans ces écoles, 156. Réponse, 338. (*Document No. 123.*)

Ecoles du soir :—Documents relativement à la nomination d'une commission ou d'un comité chargé de surveiller ou contrôler le fonctionnement des écoles du soir pour cette année, 173. Réponse, 339. (*Document No. 124.*)

Ecole normale McGill :—Correspondance, etc., documents, etc., au sujet des réparations de l'Ecole normale McGill, de Montréal, 213. Réponse, 245. (*Document No. 102.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Ecole normale, Montréal :—Correspondance et rapports des architectes employés à la reconstruction et aux réparations de l'—, 47. Réponse, 123. (*Document No. 63*). *Impression ordonnée, 308.*

Economie interne de la Chambre :—Message du Lieutenant-Gouverneur, concernant la nomination des membres de la commission de l'—, par ordre en conseil du 13 octobre 1890, 10.

Edifices publics et Palais de Justice :—Etat indiquant les sommes payées, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de justices et prisons, du 1er juillet 1881 au 1er février 1887, et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887. (Ordre du 13 février 1890, page 220.) Réponse, 18. (*Document No. 27.*)

Empierrement des chemins :—Documents se rapportant à l'—municipaux ; avec, en outre, un état depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins, 47. Réponse, 122. (*Document No. 60.*) *Impression ordonnée, 307.*

Employés de la cour des magistrats, Montréal :—Liste de tous les employés de la cour de magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats. (Ordre du 1er mars 1890, page 290.) Réponse, 43. (*Document No. 41.*)

Emprunt :—Correspondance et documents à propos du dernier emprunt de \$500,000.00 à six pour cent, fait, en novembre dernier, par le gouvernement à la banque de Montréal, 182. Réponse, 244. (*Document No. 95.*)

Fabriques de sucre de betteraves :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les—de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890, 84, 85. Réponse, 136. (*Document No. 64.*) *Impression ordonnée, 308.*

Fahey, &c. :—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Naegelé et Bureau. (Ordre du 13 février 1890, page 220.) Réponse, 18. (*Document, No. 28.*) *Impression ordonnée, 306.*

Fiset, Dr :—Copies d'une lettre adressée, par le gouvernement, au Dr. Fiset, député fédéral, ou autre personne, du comté de Matane, en mai ou juin dernier, relative à un subside en faveur du chemin de fer de Matane, 122. Réponse, 122. (*Document No. 62.*) *Impression ordonnée, 307.*

Fonds d'emprunt municipal :—Etat de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1890, 47. Réponse, 91. (*Document No. 51.*) *Impression ordonnée, 307.*

Fourrures, saisie et confiscation :—Correspondance depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition, etc. (Ordre du 5 mars 1890, page 305.) Réponse, 17. (*Document No. 20.*)

Fraserville :—Lettres ou autres documents, échangés depuis 1889, entre la ville de Fraserville ou autres personnes et le gouvernement, relativement aux déboursés faits par la ville de Fraserville, pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, 72. Réponse, 174. (*Document No. 77.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Frontière Nord de la Province :—Correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec. (Adresse du 30 janvier 1890, page 139.) Réponse, 18. (*Document No. 32.*)

Garneau, Pont :—Copie des lettres patentes incorporant une société pour construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau) ; noms des actionnaires ; capital versé ; copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont, etc. (Adresse du 12 mars 1890, page 363.) Réponse, 16. (*Document No. 17.*)

Gaspésie :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une colonie belge dans la Gaspésie, 309. Réponse, 311. (*Document No. 120.*)

Gilmour & Cie :—Correspondance se rapportant, soit au procès du Père Paradis et *al.*, contre Allen Gilmour et *al.*, soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par Messieurs Gilmour & Cie à ce sujet, 71. Réponse, 97. (*Document No. 52.*) *Impression ordonnée, 307.*

Grand Nord :—Correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," ou aucun de ses officiers, pour l'obtention d'une subvention en terre ou en argent, 139. Réponse, 244. (*Document No. 89.*) *Impression ordonnée, 308.*

Greffier de la couronne en chancellerie :—Rapport du greffier de la couronne en chancellerie sur toutes les élections qui ont eu lieu depuis le 14 octobre 1886 jusqu'à ce jour, 339. (*Document No. 145.*) *Impression ordonnée, 309.*

Hoare, Mr. :—Documents pour renseigner la Chambre sur la substitution de M. Hoare, ingénieur civil, à M. R. Têtu, ingénieur civil, directeur de l'exploration autorisée par la Chambre en vue de la construction éventuelle d'une ligne de chemin de fer qui traverserait les comtés de Lévis, Dorchester et Bellechasse, etc., 89. Réponse 253. (*Document No. 108.*)

Imprimeur de la Reine :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais, encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts, 10. (*Document No. 11.*)

Instruction publique :—Rapport du surintendant de l'—, pour l'année 1889-90, 133. (*Document No. 5.*)

Journaliers de navires :—Correspondances et documents au sujet de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, ainsi que des procédures dans la cause de Sa Majesté la Reine, contre la dite société, et dans la cause de Paradis *vs* la dite société, 138. Réponses, 148, 175. (*Documents Nos. 74a et 74b.*)

Juges de la Cour supérieure, Montréal :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les dernières années, concernant la nomination de juges de la cour supérieure pour Montréal. (Ordre du 5 mars 1890, page 309.) Réponse, 17. (*Document No. 22.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Lac St-François :—Copie de la lettre du 7 juin 1890, adressée par l'honorable P. Garneau au président de la Compagnie de chemin de fer et de navigation du—, 30. Réponse, 114. (*Document No. 54.*) *Impression ordonnée, 307.*

Lamontagne, Lédà :—Etat des dépenses totales du procès de Lédà Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, 96. Réponse, 207. (*Document No. 87.*) *Impression ordonnée, 308.*

Lamontagne, Rémi :—Etat des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, 96. Réponse, 207. (*Document No. 86.*) *Impression ordonnée, 308.*

Laurentides :—Correspondance échangée entre les municipalités de Ste. Anne des Plaines, St. Lin, la ville des Laurentides et le gouvernement, au sujet de leurs souscriptions au fonds capital de la Compagnie de chemin de fer des Laurentides. 79, 80. Réponse, 297. (*Document No. 117.*)

Lettres de crédit :—Etat indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 18 mars 1889. (*Adresse du 20 mars 1890, page 397.*) Réponse, 16. (*Document No. 14.*) *Impression ordonnée, 306.*

L'Islet :—Correspondance entre le département de l'agriculture et A. Gustave Verreault, au sujet de la subvention accordée à la société d'agriculture du comté de l'Islet, 141. Réponse, 207. (*Document No. 84.*)

L'Islet et Bellechasse :—Correspondance échangée entre le gouvernement et certains officiers ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, ou avec d'autres personnes au sujet de l'agriculture, 156. Réponse, 245. (*Document No. 101.*)

Limites :—Etat indiquant l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence, noms des porteurs des dites licences, noms des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuels de ces limites; aussi quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années, 212. Réponse, 280. (*Documents Nos. 112 et 119.*) (*Impression ordonnée, 309.*)

Livres achetés par le gouvernement :—Liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer, soit aux écoles, soit aux membres de la Législature. (*Ordre du 29 janvier 1890, page 133.*) Réponse, 18. (*Document No. 33.*)

Macquet, Gérard :—Etat détaillé du compte des dépenses encourues par M. Gérard Macquet, lors de son voyage en Belgique, en 1889, lorsqu'il était en congé, 215. Réponse, 253. (*Document No. 110.*)

Magistrats, Cours de :—Etat de toutes les cours de magistrats des nouveaux districts, depuis 1882 jusqu'à présent; nom de chaque magistrat, ainsi que le traitement qui lui est alloué, 72. Réponse, 90. (*Document No. 49.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Magistrats de district :—État indiquant les noms des magistrats de district, la date de leur nomination, l'étendue de leur juridiction ; le nombre de causes jugées par eux chaque année ; le salaire de chacun d'eux, etc., 55. Réponse, 114. (*Document No. 56.*)

Médecins dans les asiles :—Copie de l'ordre en conseil du 14 août 1879, relativement à la nomination et au paiement des médecins dans les asiles, 80. Réponse, 90. (*Document No. 48.*)

Mercier, Honorable Honoré :—Copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, premier ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à St-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections, quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières, 141. Réponse, 148. (*Document No. 73.*) *Impression ordonnée, 308.*

Métabetchouan :—Correspondance et documents se rapportant à la promesse d'une subvention pour le pont de la Métabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St-Jean, 139. Réponse, 244. (*Document No. 93.*) *Impression ordonnée, 309.*

Mines :—Etat indiquant le nombre des mines en exploitation dans la province, leur nature et leur rendement annuel, 214. Réponse, 311. (*Document No. 121.*)

Montmagny, Régistrateur de :—Documents quelconques relatifs au registrateur du comté de Montmagny, depuis le 1^{er} janvier 1889 jusqu'aujourd'hui. (Ordre du 24 février 1890, page 264.) Réponse, 147. (*Document No. 72.*)

Murray, Denis :—Copie de la commission nommant Denis Murray, écuyer, comme juge des sessions de la paix, à Québec ; ainsi que copie de toute correspondance ayant rapport à la dite nomination. (Adresse du 15 janvier 1890, 44.) Réponse, 19. (*Document No. 36.*)

Palais de justice, Montréal :—Copie du marché passé entre M. Charles Berger, et le gouvernement, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal, 52. Réponse, 81. (*Document No. 47.*) *Impression ordonnée, 307.*

Palais de justice, Montréal :—Etat, pour chaque année, à partir du 1^{er} juillet 1867, des totaux des recettes effectuées, et provenant du palais de justice de Montréal, (moins les sommes produites par la vente des timbres,) 141. Réponse, 245. (*Document No. 99.*)

Palais de justice, Québec :—Copie du rôle de paie de tous les employés au palais de justice de Québec pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887, et pour le mois d'octobre 1890, 89. Réponse, 188. (*Document No. 81.*) *Impression ordonnée, 308.*

Palais de Justice, Québec :—Voir aussi *infra*, *Palais législatif.*

Paradis et al., vs Gilmour et al., :—Copie du jugement in re Philippe Paradis et autres, et Allen Gilmour et autres ; décision du Conseil Privé de Sa Majesté dans les mêmes causes. (Ordre du 12 février 1890, 210.) Réponse, 18. (*Document No. 29.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

Palais législatif :—Copie de l'ordre en conseil du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du palais législatif, 72. Réponse, 72. (*Document No. 45.*) *Impression ordonnée, 307.*

Palais législatif :—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du palais législatif ; Etat des sommes payées, année par année, pour la construction du palais de justice de Québec, 81. Réponse, 244. (*Document No. 92.*) *Impression ordonnée, 308.*

Pinkerton's National Detective Agency :—Etat détaillé de la somme de \$1,062.68 payée à la "Pinkerton's National Detective Agency" re les frères Poulin, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 87, 139. Réponse, 188. (*Document No. 82.*)

Ponts en fer :—Etat indiquant en détails les paiements et les dépôts faits, jusqu'à ce jour, par les municipalités, pour les ponts en fer, depuis le 31 janvier 1887, et les engagements pris par ces municipalités à ce sujet, &c., 30. Réponse, 64. (*Document No. 44.*)

Ponts en fer :—Tableau indiquant le nom des municipalités qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction de ponts en fer, depuis janvier 1887 ; montants obtenus ; date de ces octrois ou promesses d'octrois etc., 52. Réponse, 147. (*Document No. 70.*) *Impression ordonnée, 308.*

Ponts en fer :—Correspondance, depuis le 17 du mois de janvier 1889, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer ; ordres en conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date ; sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes. (Adresse du 3 février 1890, page 152). Réponse, 18. (*Document No. 31.*)

Ponts métalliques :—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69 mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des Comptes publics pour 1889. (Ordre du 5 mars 1890, page 308). Réponse, 17. (*Document No. 21.*) *Impression ordonnée, 306.*

Q. M. O. & O. :—Etat détaillé de la somme de \$5,000 mentionnée aux Comptes publics de 1889-90, comme paiement re chemin de fer de Q. M. O. et O., (dépenses du trafic), 138. Réponse, 253. (*Document No. 109.*) *Impression ordonnée, 309.*

Rapports municipaux :—Statistiques municipales ou,—pour l'année expirée le 31 décembre 1889, 19. (*Document No. 37.*)

Recettes et dépenses :—Etat détaillé de toutes les—effectuées depuis le 1er juillet jusqu'au 1er novembre 1890, 41. Réponse, 177. (*Document No. 78.*)

Réserve forestière :—Copie de toute lettre adressée au gouvernement, au sujet de la loi de la réserve forestière et la réserve perpétuelle des pins, 253. Réponse, 297. (*Document No. 116.*)

Reynar, M. Joseph :—Copie d'un ordre en conseil, relatif à la nomination et à l'exercice de la charge de M. Joseph Reynar, de la cité des Trois-Rivières, comme employé du gouvernement, 90. Réponse, 136. (*Document No. 65.*)

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—*Suite.*

St-Cunégonde :—Copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste-Cunégonde, pour les fins scolaires. (Adresse du 24 mars 1890, 444.) Réponse, 90. (*Document No. 50.*)

St-Isidore :—Documents concernant le paiement du dernier versement de vingt piastres sur soixante, dû par le département de l'instruction publique à certains contribuables de la paroisse de St. Isidore, comté de Dorchester, 85. Réponse, 187. (*Document No. 89.*)

St-Laurent et Adirondack :—Correspondance échangée entre la Compagnie du chemin de fer St-Laurent et Adirondack et le gouvernement, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie, 212. Réponse, 244. (*Document No. 91.*)
Impression ordonnée, 308.

St-Michel de Bellechasse :—Correspondance échangée à propos de la remise de la dette municipale de St. Michel de Bellechasse, 89. Réponse, 147. (*Document No. 71.*)
Impression ordonnée, 308.

Secrétaire de la Province :—Quatrième rapport du—, pour l'exercice de 1889-1890. (Division du Régistrare), 11. (*Document No. 6.*)

Secrétaire et Régistrare de la Province :—Rapport du—, pour l'exercice 1889-1890. (Division du Secrétaire), 11. (*Document No. 6.*)

Service civil :—Rapport des nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session ; Statuts refondus No. 675, 12. (*Document No. 73.*)
Impression ordonnée, 306.

Sociétés d'agriculture :—Correspondance entre le gouvernement et certains officiers, ou membres des sociétés d'agriculture des comtés de l'Islet et de Bellechasse, &c., au sujet de l'agriculture, 156. Réponse, 245. (*Document No. 101.*)

Squateck :—Rapports faits au département des terres de la Couronne concernant les terrains de la vallée de la Squateck et autres, en arrière du lac Témiscouata, 141. Réponse, 245. (*Document No. 106.*)

Squatters, lots de :—Voir *Supra*, *Lots de Squatters.*

Statuts refondus et Code municipal :—Correspondance au sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier. (Ordre du 22 janvier 1890, page 102). Réponse, 18. (*Document No. 34.*)

Taxe de l'eau, Montréal :—Documents au sujet de la taxe de l'eau dans la cité de Montréal, et des amendements projetés à cet égard, 44. Réponse, 245. (*Document No. 104.*)

Taux de péage :—Voir *Mercier*, *Honorable Honoré.*

Templé, M. E :—Voir *Supra*, *Ecoles du Soir.*

LANGELIER, HONORABLE CHARLES :—Suite.

Terres de la Couronne :—Copie de toutes requêtes, se rapportant au changement de la loi relative à la concession des terres de la Couronne pour fins de colonisation, 141. Réponse, 207. (*Document No. 85.*)

Timbres judiciaires :—Etat indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal. (Ordre du 26 février 1890, page 280.) Réponse, 122. (*Document No. 59.*)

Trappistes d'Oka :—Correspondance et documents, au sujet de l'établissement des R.R. PP. Trappistes d'Oka, au Lac St. Jean, 215. Réponse, 289. (*Document No. 115.*)

Travail des départements :—Etat comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant tous renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années. (Ordre du 20 janvier 1890, page 86.) Réponse, 37. (*Document No. 40.*)

Whelan, J. P. :—Copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier, etc., etc. (Adresse du 19 mars 1890, page 415.) Réponse, 16. (*Document, No 15.*) *Impression ordonnée, \$06*

Wickham :—Documents concernant la ligne de division entre les 1er, 2ème et 3ème rangs de Wickham, comté de Drummond, 97. Réponse, 136. (*Document No. 66.*)

Upton :—Correspondance au sujet du dessèchement de certains terrains des 20ème et 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot, 181. Réponse, 244. (*Document No. 94.*) *Impression ordonnée, \$09.*

Whyte, John :—Copie de la lettre de l'un des honorables ministres à John Whyte, écr., de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin dernier, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston, 97. Réponse, 122. (*Document No. 61.*) *Impression ordonnée, \$07.*

L
LAPOINTE, M. ALFRED :—Ex-député du comté de VAUDREUIL.

Ordre de la Chambre demandé :

Dugas et Desnoyers :—État indiquant tous services rendus et sommes reçues par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889, etc. (Ordre du 12 fév. 1890, 210.) Réponse, 245. (*Document No. 103.*)

LEBLANC, M. PIERRE EVARISTE :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de LAVAL.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Bills privés ; Comptes publics ; Legislation, 27 ; Bibliothèque, 31 ; Chemins de fer, 35.

Interpellations au Ministère :

Banque de Montréal :—A-t-elle refusé de prêter au gouvernement ? 153.

Compagnie de péage de l'Isle Jésus :—A-t-elle fait son rapport exigé par la loi ? 119.

Compagnie de péage de l'Isle Jésus :—Sera-t-elle tenue de faire son rapport ? 154.

Ecoles du soir, :—Sont-elles surveillées par une commission ou un comité ? 172.

Ecoles du soir, Montréal, :—Au sujet des comptes pour les—, 154.

Inspecteurs d'écoles, :—Ont-ils visité les écoles du soir ? 172.

Labelle, Monseigneur :—A combien se montent les sommes dépensées par—lors de son dernier voyage en Europe ? 32.

Motions :

Sous-amendement à la motion pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les asiles d'aliénés ; négatif, 208.

Amendement (à la motion pour seconde lecture du bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province),—que cette Chambre regrette que la politique de dépenses et d'emprunts excessifs, poursuivie avec tant d'imprudence et de légèreté par le gouvernement pendant la présente session, n'ait pas été loyalement soumise au peuple à la dernière élection générale, et que le gouvernement et ses candidats aient, au contraire, affirmé aux électeurs que nos revenus dépassaient de beaucoup nos dépenses, que l'équilibre dans nos finances était parfaitement rétablie, et qu'aucun emprunt était nécessaire, etc. ; négatif par un sous-amendement de M. Pouliot, 311.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Arpentages :—Etat, depuis le 18 janvier 1889, donnant le nom, prénom et domicile des arpenteurs et ingénieurs auxquels ont été confiés des travaux d'arpentage dans la province ; localités arpentées ; montant payé ; montant des avances payées à chacun, et la date de ces avances, etc., 90. Réponse, 155. (*Document No. 75.*)

Bodard, M. A. :—Etat numérique des colons que M. A. Bodard, dans son rapport à l'honorable M. Mercier, dit avoir ramenés au pays, 72. Réponse, 136. (*Document No. 68.*)

Brault, Joseph :—Copie de l'ordre en conseil, concernant la nomination, comme conseiller municipal, de Joseph Brault, de la paroisse de St-Damien, dans le comté de

LEBLANC, M. PIERRE ÉVARISTE :—*Suite.*

Berthier ; aussi correspondance à propos de l'intervention du Procureur-général dans le procès intenté au dit Brault pour l'empêcher de siéger, 173. Réponse, 188. (*Document No. 83.*)

Ecoles du soir :—Compte détaillé de l'achat des livres pour les écoles du soir, à Montréal, par E. M. Templé, directeur de ces écoles, mentionnant le montant de la commission chargé par ce dernier sur le montant du dit achat, 212. Réponse, 244. (*Document No. 97.*)

Ecoles du soir :—Etat indiquant, à propos des écoles du soir, à Montréal, le nombre de professeurs engagés cette année pour les écoles ; le nombre de salle louées pour ces écoles, et le loyer à être payé pour chacune d'elles, la moyenne de l'assistance des élèves depuis le 1er décembre courant, etc., 172. Réponse, 279. (*Document No. 111.*)

Ecoles du soir :—Etat détaillé des paiements faits, par toutes personnes à ce autorisées, à même la somme de \$9,939.45 mentionnés à la page 195 des Comptes publics de 1889-90, comme ayant été payé à M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, 172. Réponse, 297. (*Document No. 118.*)

Ecoles du soir :—Correspondance échangée à propos des écoles du soir à Montréal, entre le directeur des écoles, E. Templé et tout professeur ou principal, ou toute personne ayant un emploi quelconque dans ces écoles, 156. Réponse, 338. (*Document No. 123.*)

Ecoles du soir :—Documents relativement à la nomination d'une commission ou d'un comité chargé de surveiller ou contrôler le fonctionnement des écoles du soir pour cette année, 173. Réponse, 339. (*Document No. 124.*)

Ecoles du soir :—Correspondance échangée entre le gouvernement et M. Templé, directeur des écoles du soir, à Montréal, à propos de ces écoles, depuis leur établissement jusqu'à ce jour, 154, 155.

Emprunt :—Correspondance et documents à propos du dernier emprunt de \$500,000.00 à six pour cent fait, en novembre dernier, par le gouvernement à la banque de Montréal, 182. Réponse, 244. (*Document No. 95.*)

Hoare, M. :—Documents pour renseigner la Chambre sur la substitution de M. Hoare, ingénieur civil, à M. R. Têtu, ingénieur civil, directeur de l'exploration autorisée par la Chambre en vue de la construction éventuelle d'une ligne de chemin de fer qui traversait les comtés de Lévis, Dorchester, Bellechasse, etc., 89. Réponse, 253. (*Document No. 108.*)

Mercier, Honorable Honoré :—Copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, premier ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à St-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections, quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières, 141. Réponse, 148. (*Document No. 73.*) *Impression ordonnée, 308.*

Templé, E. M. :—Correspondance à propos de la méthode de dessin de E. M. Templé, directeur des écoles du soir à Montréal ; aussi, copie de tous procédés du conseil des arts ou manufactures de la province de Québec, à ce sujet ; aussi copie de la méthode de dessin de M. Templé et de celles de M. Smith, etc., 212.

LLEGRIS, M. JOSEPH HORMIDAS :—Ex-député du comté de MASKINONGÉ.

Documents, relatifs à son élection contestée, mis devant la Chambre, 92. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre ; élection annulée par jugement de la Cour Supérieure, district de Québec, en date du 29 novembre 1890, 93.

LEMIEUX, M. FRANÇOIS XAVIER :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de LÉVIS

Fait partie des Comités suivants :

Législation et lois expirantes ; Industries, 27.

Pétitions présentées :

Douze pétitions des Chevaliers du travail de Lévis, 60 ; demandant séparément :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre, 70.

2. Que, pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi-journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 70.

3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt-un ans et gagnant \$300 piastres par année, 70.

4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois, 70.

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 70.

6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 70.

7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 70.

De Joseph Roberge *et al.*, tous citoyens de la cité de Québec, et des officiers et membres de la Société bienveillante des ouvriers de bord de Québec, 175 ; demandant que la charte de la dite Société soit maintenue, 187.

Bills présentées :

Bill relatif aux enquêtes par sténographies dans les causes civiles, 15.

Bill pour amender l'article premier du Code de procédure civile, 16.

Bill fixant le taux d'intérêt payable aux institutions et corporations financières établies et constituées en corporation en vertu des statuts et lois de la province de Québec, 15.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 63.

LEMIEUX, M. FRANÇOIS XAVIER :—*Suite.*

Bill amendant la loi électorale de Québec, 71.

Interpellations au Ministère :

Biens imposables :—Quelle était, en 1880, la valeur des—dans la province ? 38.

Biens imposables :—Quelle était, en 1889-90, la valeur des—dans la province ? 39.

Biens imposables :—Quelle était, en 1888, la valeur totale des—d'après les rôles transmis au Secrétaire de la province ? 63.

Québec & Boston :—La Cie du chemin de fer rapide de—a-t-elle démontré qu'elle a les moyens de continuer ce chemin ? 112.

LESSARD, M. JOSEPH :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de MASKINONGÉ.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Agriculture, immigration et colonisation, 27 ; Impressions, 31.

Bills présentés :

Bill amendant la loi relative à la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières, 152. Sanctionné, 343. (54 Vic., c. 30).

Bill amendant l'article 863 des S. R. P. Q., relativement à la loi des licences, 152.

Interpellation au Ministère :

Berthier, Maskinongé et St-Maurice :—Y a-t-il des gardes-chasse nommés pour ces comtés ? 194.

Adresse :

Fiset, Dr :—Copie d'une lettre adressée par le gouvernement au Dr Fiset, député fédéral, ou autre personne du comté de Matane, en mai ou juin dernier, relativement à un subside en faveur du chemin de fer de Matane, 122. Réponse, 122. (*Document No. 62.*) *Impression ordonnée, 307.*)

LOVELL, M. MOODIE BROCK :—Elu, le 17 juin 1890, député du Comté de STANSTEAD.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privées ; Agriculture, immigration et colonisation, 27 ; Sous-comité d'agriculture. 110.

Pétitions présentées :

De *The International Advent Christian Conference*, 10 ; demandant un acte d'incorporation, 14.

LOVELL, M. MOODIE BROCK :—*Suite.*

De L. C. Bachand et autres, 27 ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de *The Coaticook River Power Water Company*, 35.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation la partie de la *International Advent Christian Conference* située et comprise dans la province de Québec, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 67.)

Bill constituant en corporation la Compagnie du pouvoir hydraulique de la rivière Coaticook, 66. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 73.)

LUSSIER, M. ALBERT ALEXANDRE ED. E. :—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député du comté de VERCHÈRES.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Agriculture ; immigration et colonisation ; Industries, 27.

Motion :

Considérant que, du moment que le Premier Ministre a abandonné la charge de Président du Conseil exécutif, il n'y a plus de raisons qu'elle existe ; qu'en conséquence, cette Chambre se déclare pour l'abolition de cette charge ; amendement de M. *Bourbonnais* pour ajourner le débat, proposé et retiré ; amendement de l'honorable M. *Pelletier*, que cette Chambre, satisfaite des explications ministérielles, passe à l'item suivant de l'ordre du jour ; adopté, 213.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de ST-JEAN.

1. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur informe la Chambre de choisir un Orateur, 1.

2. L'honorable F. G. *Marchand*, nommé Orateur, *nenine contradictente* ; il fait des humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer, 2.

3. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif et demande les privilèges usuels ; Son Honneur les lui accorde, 3. Pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 341.

4. Il fait rapport du Discours du trône à l'ouverture de la Session, 7.

5. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 155, 197, 208, 213, 249.

6. Décide sur des questions de forme et d'ordre, 22, 195, 198, 211, 216, 220, 271 etc. Remet sa décision à plus tard, 220. Pour ses décisions, voir *infra* 12 à 17.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

7. Présente le bill des subsides, 344.

8. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Dorchester et Vaudreuil, 4 ; Maskinongé, 92.

9. Informe la Chambre qu'il a été émis, durant la vacance, un nouveau bref d'élection pour le district électoral de Montmorency, 4.

10. Informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en chancellerie les certificats d'élection de, —l'hon. *Charles Langelier*, 4 ; *Emery Lalonde*, Ecr., 116.

11. Est nommé membre du comité conjoint de la bibliothèque, 31.

Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre.

12. Objection étant faite, par l'hon. *M. Blanchet*, que le sous-amendement (à la motion sur résolutions pour adresse en réponse au discours du Trône), est irrégulier parce qu'il impose à la Chambre la nécessité de voter l'adresse en bloc, au lieu de la voter paragraphe par paragraphe ;—*M. l'Orateur* décide que c'est l'usage constant de soumettre à la Chambre l'option de l'adopter, comme ensemble ou par paragraphe ; en conséquence, il renvoi l'objection, 22.

13. Objection étant faite, par *M. Fitzpatrick*, (à la motion pour seconde lecture du bill abrogeant l'acte constituant légalement la Société des journaliers de navires de Québec), que ce bill étant d'une nature privée, requiert des avis qui n'ont pas été donnés, 185. *M. l'Orateur* invite la Chambre à référer ce bill, pour étude à l'égard de l'objection soulevée, au comité des ordres permanents, 194.

14. Objection étant faite, par *M. Fitzpatrick*, (à la motion pour renvoyer à un comité spécial le bill ci-dessus mentionné, (voir *Supra* 13), qu'à la suite de la décision rendue hier, le comité des ordres permanents a fait rapport sans que le bill lui eût été référé par la Chambre, et que cette procédure est irrégulière ; *M. l'Orateur* décide que cette procédure n'est pas régulière, le comité ayant procédé sans un ordre de référence de la part de la Chambre ; cependant comme son rapport, malgré cette irrégularité, a été adopté durant la dernière séance, il laisse à la Chambre l'initiative de l'action à prendre sur ce bill, 211.

15. Objection étant faite, par *M. Chenevert*, (à l'adoption de cette partie du neuvième rapport du comité de législation et des lois expirantes qui se rapporte au bill amendement l'acte 53 Vic., ch. 5, relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires), parce que ce bill, en vertu de la règle 51 de cette Chambre, n'a pas été précédé de l'avis requis par les règles de cette Chambre ; *M. l'Orateur* décide que le bill dont il est question dans ce rapport et auquel s'applique l'objection soulevée, est destiné à opérer la séparation d'une paroisse du comté de Berthier et du district de Richelieu, pour l'annexer au district de Joliette pour les fins judiciaires seulement, et tombe, par conséquent, sous l'effet de la règle 51^e de cette Chambre décrète que " toute demande d'un bill privé pour la division d'une " municipalité ou d'un comté pour des fins autre que celles de la représentation dans la " législature, doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et " l'objet de la demande, " —Pour cela, ce bill ne peut être adopté par cette Chambre, si l'avis requis par cette règle n'a pas été donné, 198.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

16. Objection étant faite, par M. *Chenevert*, (à la motion pour renvoyer au comité des ordres permanents, le bill relatif à l'annexion de certaines paroisses du district de Richelieu au district de Joliette, pour les fins judiciaires), que ce bill est un bill privé et comme tel il doit passer par les phases ordinaires des bills privés ;—M. l'Orateur décide que ce bill est de la nature d'un bill privé, en autant qu'il change les limites d'un comté et qu'une exemption de ces avis ne peut être faite autrement qu'en le référant au comité des ordres permanents, 216.

17. Objection étant faite, par M. *Tessier* (Rimouski), (à la motion pour seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord près de Québec),—que ce bill est de la nature de ceux qui doivent originer en comité général et qui ne peuvent être soumis à la Chambre sans une recommandation de la Couronne ;—M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 220. Décide que ce bill, tout en étant de la nature d'un bill public, affecte des droits particuliers, et pour ces raisons et afin de concilier d'une manière équitable les justes droits du public avec les légitimes intérêts des particuliers, il conseille à la Chambre de référer ce bill à un comité spécial où les parties intéressées pourront exposer leurs prétentions respectives, 273.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Bibliothèque de la Législature :—Rapport du conservateur de la—, 11.

Isle Jésus ;—Etat soumis par la Compagnie des chemins à barrières de l'île Jésus, dans le comté de Laval, en conformité de la clause 29 de son acte d'incorporation, pour l'année terminée le 31 décembre 1889, 207. (*Document No. 88.*)

Montréal :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du district de—, pour 1890. (*Document No. 8.*)

Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :—Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :

Maison de la Providence, Ste-Elizabeth,	Joliette.....	36.
Asile de la Providence, St-Vincent de Paul,	Montréal.....	70.
Asile St-Joseph, B. P., rue Fullum,	do	175.
Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur,	do	146.
Orphélinat Catholique, rue Ste-Catherine,	do	19.
Union St-Joseph,	do	66.
Académie de Québec,	Québec.....	70.
Asile Finlay,	do	49.
Œuvre des Tabernacles,	do	27.
<i>Women's Christian Association,</i>	Montréal.....	64.
Hôpital-Général de	Pembrooke.....	7.
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.....	302.
Maison de la Providence,	Ste-Elizabeth.....	36.
Couvent de la Providence,	St-Henri de Mascouche.....	70.
Hôpital St-Jean,	St Jean Dorchester.....	12.
Salle d'Asile St-Jean,	St-Jean Dorchester.....	12.
Hospice du Sacré-Cœur,	Sherbrooke.....	302.
Hôpital Général,	Sorel.....	19.
Asile de la Providence,	Trois-Rivières.....	151.
Hôpital St-Joseph,	do do	154
<i>(Document No. 9.)</i>		

MARCOTTE, M. PIERRE LÉANDRE :—Elu, le 19 juin 1890, député du comté du Lac St-Jean.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Industries, 27 ; Code municipal, 37.

Pétitions présentées :

Du Rév. J. B. Vallée *et al.*, de St-Jérôme du Lac St-Jean ; du Rév. F. X. Belley *et al.*, de Chambord ; du Rév. G. D. Girard *et al.*, de St-Prime ; du Rév. Joseph F. Roy *et al.*, du Lac Bouchette, tous du comté du Lac St-Jean, 198 ; demandant séparément l'établissement d'une cour de juridiction supérieure, dans le comté du Lac St-Jean, 208.

Bills présentés :

Bill amendant les S. R. de la P. Q. concernant l'émission des permis d'occupation, certificats de vente ou billets de location des terres de la Couronne, 32.

Bill amendant l'article 1013 du Code municipal concernant la vente des terrains affectés aux taxes municipales à défaut de paiement, 32.

Ordre de la Chambre demandé :

Trappistes d'Oka :—Correspondance et documents, au sujet de l'établissement des R.R. PP. Trappistes d'Oka, au Lac St. Jean, 215. Réponse, 289. (*Document No. 115*).

MARION, M. JOSEPH :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de L'Assomption.

Fait partie des Comités suivants :

Législation ; Ordres permanents, 27 ; Code municipal, 37.

Bills présentés :

Bill pour amender le Code municipal, 67.

Bill pour amender la loi électorale, 127.

Interpellations au ministère :

Delisle, Arthur :—Combien lui a-t-il été payé *in re* J. P. Whelan *vs* Regina ? 71.

Héroux, M. Evariste :—A-t-il résigné son emploi au bureau du protonotaire à Montréal ? 302.

Tremblay, M. P. E., a-t-il résigné son emploi au bureau du protonotaire à Montréal ? 302

Turcotte, l'honorable A. :—Quel est son salaire comme protonotaire à Montréal ? 302.

MARION, M. JOSEPH :—*Suite.*

Motion :

Que M. l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi électorale ; *négligée*, 219.

Ordre de la Chambre demandé :

Empièremment des chemins :—Documents se rapportant à l'— municipaux, avec, en outre, un état, depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins, 47. Réponse, 122. (*Document No. 60.*) *Impression ordonnée*, 307.

MARTIN, M. HENRI JOSUÉ :—Ex-député du comté de BONAVENTURE.

Ordre de la Chambre demandé.

Bonaventure :—État indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1er février 1887, avec les montants remis à chacune d'elles. (Ordre du 5 mars 1890), 309. Réponse, 17. (*Document, No. 23.*)

MARTIN, M. JOSEPH ALCIDE :—Élu, le 17 juin 1890, député du comté de MONTCALM.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer ; Agriculture, immigration et colonisation, 27.

Interpellation au Ministère :

Emprunts temporaires :—Le gouvernement a-t-il fait de nouveaux—depuis le 15 novembre 1890, 194.

MCDONALD, M. MILTON :—Élu, le 17 juin 1890, député du comté de BAGOT.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Agriculture, 27 ; Sous-comité d'agriculture, 110.

Interpellations au Ministère :

Bonus :—A-t-il été promis un— pour la culture des betteraves ? 69.

Upton :—A qui a été payée la somme de \$2,000 mentionnée dans les Comptes publics pour le dessèchement des 20^e et 21^e rangs d'— ? 112

Motion :

Amendement (à la motion pour seconde lecture des résolutions concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres)—que cette Chambre regrette que le gouvernement persiste à augmenter les dépenses de l'administration, etc. ; *négligée*, 246.

McDONALD, M. MILTON :—*Suite.*

Ordre de la Chambre :

Upton :—Correspondance au sujet du dessèchement de certains terrains des 20ème et 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot, 181. Réponse, 244. (*Document No. 94.*) *Impression ordonnée, 309.*

McINTOSH, M. JOHN, JUNIOR :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de COMPTON.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics ; Agriculture, 27 ; Code municipal, 37.

Pétitions présentées :

De la Société Union Saint-Joseph des Artisans, du village de Mégantic, 35 ; demandant un acte d'incorporation, 45.

De Hiram French et autres, de Eaton Corner, 76 ; demandant qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des statuts révisés de Québec soit remis en vigueur, 86.

Bill présenté :

Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph des Artisans du village de Mégantic, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 71.)

Interpellations au Ministère :

Banques :—Dans quelles—ont été déposées les \$525,344.43 restant en caisse au crédit de la province ? 77.

Banque de Montréal :—De quelle banque a été retirée la somme de \$340,694.74 transmise à la—le 30 juin 1890 ? 89.

Motion :

Que cette Chambre ne concoure pas dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill constituant en corporation l'Union St-Joseph des Artisans de Mégantic ; adopté, 118.

Adresse et Ordre de la Chambre :

Colonisation :—Copie de tous ordres en conseil déterminant la distribution des deniers de colonisation, pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province, 47. Réponse, 51. (*Document No. 42.*) *Impression ordonnée, 307*

Sacré-Cœur et St-Valérien :—Correspondances et documents se rapportant à la promesse d'une subvention pour un pont dans la paroisse du Sacré-Cœur, dans le comté de Rimouski, et pour mêmes pièces dans le cas du pont de St-Valérien, même comté, 139.

McINTOSH, M. JOHN, JUNIOR :—*Suite.*

Whelan, J. P. :—Copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de P. J. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier, etc., etc. (Adresse du 19 mars 1890), 415. Réponse, 16. (*Document No. 15.*) *Impression ordonnée, 306.*

McSHANE, HONORABLE JAMES :—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député de la division No. 6 de MONTRÉAL.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27.

Nommé *Président* du comité des *Chemins de fer*, 36.

Présente le 1er rapport de ce comité, 36 ; 4e, 117 ; 5e, 123 ; 7e, 187.

Pétition présentée :

Du Recteur et des Syndics de l'Église épiscopale réformée St-Barthélemi, de la cité de Montréal, 48 ; demandant un acte d'incorporation, 60.

Bill présenté :

Bill constituant en corporation le Recteur et les Syndics de l'Église épiscopale réformée de St. Barthélemi, de la cité de Montréal, 67. Sanctionné, 342. (Vic., ch. 62.)

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—Réélu par acclamation, le 10 juin 1890, député du comté de BONAVENTURE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Comptes publics ; Agriculture, 27 ; Sous-comité d'agriculture, 110.

Pétitions présentées :

De Monsieur le Comte Auguste Henry de Villeneuve et de Dame Paule Marie de Tanguerel, Comtesse de Villeneuve, son épouse, 14 ; demandant un acte autorisant Joseph Orance Grandbois à changer son nom en celui de Joseph Orance Grandbois de Villeneuve, 31.

Des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, de Montréal, 48 ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 60.

De la Maison de l'Immaculée Conception, de Montréal, 48 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 60.

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—*Suite.**Bills présentés :*

- Bill concernant la prestation des serments d'office, 7.
- Bill amendant la loi portant privilège aux pères ou mères de famille ayant douze enfants vivants, 14. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 19.)
- Bill amendant la loi relative aux sociétés d'agriculture, 15. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 18.)
- Bill amendant l'article 1616 de S. R. de la province de Québec, concernant les membres des sociétés d'agriculture, 87. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 17.)
- Bill modifiant la loi la loi 47 Vic., ch. 52, concernant la Maison de l'Immaculée Conception, de Montréal, 67. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 65.)
- Bill amendant l'acte incorporant les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, Montréal, 67. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 63.)
- Bill pour amender le chapitre second, sections première et suivantes des S. R. de la province de Québec, articles 166 et suivants, concernant la loi électorale, 83. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 9.)
- Bill pour amender le chapitre trois, sections première et suivantes des S. R. de la province de Québec, concernant les contestations d'élections, 83. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 10.)
- Bill autorisant Joseph Orance Grandbois à adjoindre à son nom, celui de "de Ville-neuve," 43. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 98.)
- Bill pour amender l'acte constituant en corporation l'École de médecine et de chirurgie de Montréal (8 Vic., ch. 81) et pour ratifier et confirmer certaines conventions intervenues entre la dite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal, 67. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 58.)
- Bill pour rendre plus claires les lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique, 87. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 31.)
- Bill modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province, 181. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 37.)
- Bill concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres, 247. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 88.)
- Bill concernant les sociétés d'industrie laitière, 294. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 20.)
- Bill concernant les réclamations de la province de Québec, contre la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et de celle du chemin de fer de la Rive Nord, 319. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 6.)

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—Suite.

Bill pour amender les articles 3019 et suivants des S. R. de la P. de Q., concernant la protection des employés dans les manufactures, 83. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 26.)

Motions :

Propose que l'hon. *F. G. Marchand*, soit élu Orateur ; adoptée *nemine contradicente*, 2.

Que le discours du Trône soit pris en considération, 9.

Que des comités permanents soient nommés, 9, 19.

Motions d'ajournement de la Chambre, 9, 207.

Que la Chambre siège le samedi, 122, 197.

Qu'il y ait deux séances par jour, 186. Trois séances, 186.

Qu'une entrée dans les Journaux de la Chambre relative à un *item* des subsides soit lue et rescindée ; adoptée,

Que certains députés soient ajoutés à des comités et que certains noms soient substitués à d'autres noms, 35.

Que la Chambre se forme en comité général sur résolutions :

Concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres, 87, 220.

Concernant les pétitions d'élection, 147, 176.

Concernant la culture de la betterave, 243.

Concernant l'établissement d'un haras national, 243, 281.

Concernant l'inspection des associations laitières, 243, 293.

Concernant des réclamations de la province contre la Compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien et celle du chemin de fer de la Rive Nord, 276, 315.

Que la 60^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill concernant l'Ecole de médecine de Montréal ; adoptée, 90.

Amendement (à la motion pour renvoyer à un comité spécial le bill pour abroger l'acte incorporant la société des journaliers de navires de Québec),—que ce bill soit renvoyé de nouveau au comité des ordres permanents ; adopté, 211.

Amendement (à la motion de M. *Nantel*, "qu'il soit résolu que cette Chambre prie le gouvernement d'introduire des lois analogues à celle des États-Unis et d'Ontario, sous le double rapport des *Homesteads* et octrois gratuits"),—que cette importante question soit référée au comité d'agriculture etc., avec instruction de l'étudier avec soin, et de faire rapport avec toute la célérité possible ; adopté, 115.

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—*Suite.*

Sous-amendement (à l'amendement de M. *Owens* pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant le rachat des débetures provinciales et la conversion de la dette),— que cette Chambre, considérant la conversion de la dette et la diminution des intérêts annuels sur la dette consolidée, comme très désirables, ne doit y mettre aucun obstacle surtout de la nature de ceux contenus dans l'amendement, lesquels forceraient les porteurs de débetures à refuser toute proposition à ce sujet, et qu'en conséquence cette Chambre procède à la troisième lecture de ce bill ; adopté, 292.

Sous-amendement (à l'amendement de l'honorable M. *Blanchet* à la motion pour seconde lecture du bill concernant certains subsides à des compagnies ou à des entreprises de chemins de fer et autres),— qu'en consentant à cette seconde lecture, cette Chambre croit répondre au désir général des habitants de cette province qui veulent couronner, par ces nouveaux subsides, la politique des chemins de fer, sanctionnée par les Législatures précédentes, et elle est d'avis qu'il n'y a rien devant cette Chambre qui justifie les accusations de corruptions contenus dans le dit amendement ; adopté, 299.

Sous-amendement (à l'amendement de M. *Beauchamp* à la motion pour seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec),—qu'en consentant à la seconde lecture de ce bill, cette Chambre désire favoriser la cause de la tempérance et assurer une augmentation dans les revenus, rendue nécessaire par les nouvelles et grandes entreprises qu'il faut mener à bonne fin ; adopté, 300.

Sous-amendement (à la motion de M. *Dechens* que l'ordre du jour renvoyant à un comité spécial le bill concernant la société des débardeurs de Québec soit rescindé et que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour la seconde lecture, et à l'amendement de l'hon. M. *Pelletier*, qu'instructions soient données au comité spécial de procéder sur ce bill vendredi matin etc.),—que le nom de M. *Cameron* soit remplacé par celui de M. *Owens* sur la liste des membres du comité spécial ; adopté, 253.

Divers :

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 176, 281, 293, 315.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Agriculture et colonisation :—Rapport du Commissaire de l'—pour l'année 1890 11. (*Document No. 2*).

Travaux de la session :—État des travaux de la présente session (2^e de 1890), 340.

Travaux publics :—Rapport général du Commissaire des—pour 1890, 11. (*Document No. 7*).

MONFETTE, M. JOSEPH VICTOR :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de NICOLET.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Industries 27 ; Code municipal, 117.

Bills présentés :

Bill pour amender le Code municipal, 31.

Bill pour amender l'article 403 du Code municipal, 82.

MORIN, M. JOSEPH :—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député du comté de CHARLEVOIX.

Fait partie des Comités suivants :

Comptes publics ; Chemins de fer ; Agriculture, immigration et colonisation, 27.

MMURPHY, M. OWEN :—Réélu, le 17 juin 1890, député de QUÉBEC-OUEST.

Fait partie des Comités suivants :

Comptes publics ; Industries, 27 ; Bibliothèque ; Impressions, 31.

Nommé *Président* du comité conjoint des *Impressions* ; présente le 1er rapport de ce comité, 92 ; 2e, 305.

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de TERREBONNE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Comptes publics ; Chemins de fer, 27 ; Impressions, 31.

Bill présenté :

Bill pour enlever des doutes quant à l'existence légale du canton de Doncaster, comme municipalité scolaire, 171.

Interpellations au Ministère :

Compagnies de chemins de fer :—Combien le gouvernement compte-t-il retirer de la taxe nouvelle imposée sur certaines— ? 301.

Emprunt de \$750,000 a-t-il été dépensé ? 302.

Licences :—Combien le gouvernement compte-t-il retirer de la nouvelle loi des— ? 301.

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—*Suite.*

Mines :—Le gouvernement tient-il des statistiques des remboursements des— ? 194.

Mines :—Combien attend-on de l'opération de la nouvelle loi des— ? 301

Pont à ou près de Québec :—Le gouvernement va-t-il présenter à cette session une mesure pour assurer la construction d'un— ? 289.

Société d'agriculture de Bellechasse, a-t-elle été payée du montant qui lui revenait ? 119

St-Michel de Bellechasse :—Quel est le montant remis à—sur l'emprunt municipal ? 84.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Cap Rouge :—Correspondances et documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge, 139. Réponse, 244. (*Document No. 90.*) *Impression ordonnée, 308.*

Compagnies de chemins de fer :—Tableau indiquant les lignes ou compagnies de chemins de fer et personne ou personnes incorporées, ou non, qui ont fait des demandes de subventions au gouvernement depuis la confédération ; date de ces subventions ou de ses promesses, montant de ces subventions, leur nature en terre ou en argent, etc., etc., 63.

“ Grand Nord ” :—Correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer “ Le Grand Nord, ” pour l'obtention d'une subvention 139. Réponse, 244 (*Document No. 89.*) *Impression ordonnée, 308.*

Immigrants européens :—Tableau des immigrants européens enregistrés comme devant s'établir dans la province de Québec, depuis 1867, 213.

Lettres de crédit :—Liste complète des lettres de crédit, ou promesses de paiement des différents départements du service civil, depuis le 1er janvier 1890 jusqu'au 1er mars, 1890, 81.

Livres achetés par le gouvernement :—Liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer soit aux écoles, soit aux membres de la Législature. (Ordre du 29 janvier 1890, 153.) Réponse, 18. (*Document, No. 33.*)

Mines :—État indiquant le nombre des mines en exploitation dans la province, leur nature et leur rendement annuel, 214. Réponse, 311. (*Document No. 121.*)

Palais législatif :—État de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du palais législatif ; État des sommes payées, année par année, pour la construction du palais de justice de Québec, 81. Réponse, 244. (*Document No. 92.*) *Impression ordonnée, 308.*

Pinkerton's National Detective Agency :—État détaillé de la somme de \$3,422.22, payée à la *Pinkerton's National Detective Agency*, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 89, 139.

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—*Suite.*

Pinkerton's National Detective Agency :—État détaillé de la somme de \$1,062.68 payée à la *Pinkerton's National Detective Agency*, re les frères Poulin, ainsi qu'il appert aux Comptes publics de 1889-90, page 87, 139. Réponse, 188. (*Document No. 82.*)

Ponts en fer :—Correspondance et documents au sujet de demandes d'aide pour la construction de ponts en fer depuis le 31 janvier 1887, 141.

Réclamations contestées :—Etat faisant voir ce qui a été payé sur les réclamations dites contestées, mentionnées dans le discours du Trésorier sur le budget le 12 avril 1887, la date de ces paiements et la balance encore due en rapport avec ces mêmes réclamations, 290.

Ste.-Adèle :—Correspondance et documents se rapportant aux octrois d'argent de colonisation pour la paroisse de Ste.-Adèle, comté de Terrebonne, depuis janvier 1887, 139.

St.-Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos de la remise de la dette municipale de St.-Michel de Bellechasse, 89. Réponse, 147. (*Document No. 71. Impression ordonnée, 308.*)

St.-Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos de la remise de la dette municipale de St.-Michel de Bellechasse, 97.

Taux de péages :—Correspondance à propos de l'abolition des taux de péages sur les ponts et les barrières, sis dans la province de Québec, 89.

Terres de la Couronne :—Copie de toutes requêtes se rapportant au changement de la loi relative à la concession des terres de la Couronne pour fins de colonisation, 141. Réponse, 207. (*Document No. 85.*)

Motions :

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—que cette Chambre regrette que dans l'espace de moins de quatre ans, le gouvernement, dont les membres principaux réclamaient énergiquement contre le chiffre des dépenses des gouvernements précédents, ait porté les dépenses ordinaires de l'administration pour l'exercice dernier—1889-1890—à la somme de \$3,881,672.95, soit une différence de \$849,065.70 sur les frais ordinaires d'administration de l'exercice 1885-1886, etc. ; négatif, 321.

Amendement aux résolutions formant la base d'une adresse en réponse au discours du Trône ; négatif, 25.

Que cette Chambre prie le Lieutenant-Gouverneur d'introduire des lois analogues à celles des Etats-Unis et d'Ontario sous le double rapport des *Homesteads* et octrois gratuits, 113, 115 ; amendement de l'honorable M. *Mercier*, que cette importante question soit référée au Comité d'agriculture ; adopté, 115.

NORMAND, M. THÉLESPHORE EUSÈBE :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté des TROIS-RIVIÈRES.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27.

Pétition présentée :

De la Corporation de la cité des Trois-Rivières, 35 ; demandant des amendements à sa charte et aux divers actes qui l'amendent, 45.

Bill présenté :

Bill modifiant les diverses lois concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières, 54. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 79.)

Ordre de la Chambre demandé :

Martin, Joseph :—Etat détaillé des sommes payées, depuis le 1er janvier 1889, par le gouvernement de la province de Québec, à Joseph Martin, écuyer, avocat, de la cité Québec, 156.

OWENS, M. WILLIAM :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté d'ARGENTEUIL.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et élections ; Comptes publics, 27 ; Société des journaliers de navires de Québec, en remplacement de M. Cameron, 253.

Interpellations au Ministère :

Limites à bois :—Quelle est le montant réalisé par la dernière vente des— ? 39.

Limites à bois :—Quelles sont les personnes devant une balance sur la dernière vente des— en 1890 ? 46.

Weir, R. S. :—Quelles sommes lui été payées durant 1889-90 et pour quelles causes ? 128.

Motion :

Amendement (à la motion pour 3e lecture du bill concernant le rachat des débetures provinciales et la conversion de la dette),—que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général pour y être amendé à l'effet que le Trésorier fixera le taux *minimum* auquel elles seront offertes à la compétition publique et que ces obligations devront être émises pour un terme défini de vingt-cinq ans ; négativé par un sous-amendement de l'honorable M. Mercier, 392.

PARENT, M. SIMON NAPOLÉON :—Elu, le 17 juin 1890, député du district électoral de ST-SAUVEUR.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Industries, 27.

Pétitions présentées :

Du Révérend Père Grenier et autres, tous de St-Sauveur de Québec, 14 ; demandant à être représentés dans le bureau des Commissaires d'écoles de Québec, 31.

De S. M. Parent et autres, tous citoyens de la cité de Québec, et des officiers et membres de la Société bienveillante des ouvriers de bord de Québec, 175 ; demandant que la charte de la dite Société soit maintenue, 187.

Bills présentés :

Bill amendant la loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, 76. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 52.)

Bill pour amender le Code de procédure civile relativement aux matières sommaires, 76.

Bill amendant l'article 771 du Code municipal, 153.

Interpellation au Ministère :

Code de procédure civile :—Sera-t-il nommé une commission pour refondre le—? 71.

PELLETIER, HONORABLE LOUIS PHILIPPE :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de DORCHESTER.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et élections ; Bills privés ; Législation, 27.

Nommé *Président* du comité des *Privilèges et élections*, 42.

Bill présenté :—

Bill pour amender les articles 692 et 5931 des S. R. de la P. Q., relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics, 76. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 12.)

Interpellation au Ministère :

Hôpital protestant des aliénés :—Quelle somme a été prêtée, par le gouvernement à l'—? 77.

Motions :

Amendement (à la motion de M. Lussier, que cette Chambre se déclare pour l'abolition de la charge de Président du Conseil exécutif),—que cette Chambre... satisfaite des explications ministérielles, passe à l'*item* suivant de l'ordre du jour ; adopté, 213.

PELLETIER, HONORABLE LOUIS PHILIPPE :—*Suite.*

Amendement (à la motion de M. Dechene que l'ordre du jour renvoyant à un comité spécial le bill concernant la Société des débardeurs de Québec, soit rescindé et que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture)—qu'instructions soient données au comité spécial de procéder sur ce bill vendredi matin, etc. ; adopté avec un sous-amendement de l'hon. M. Mercier. 253.

Adresses et Ordres de la Chambre :

Asile de la Providence :—Documents entre le gouvernement et les Religieuses de la communauté de la Providence, au sujet d'un ordre en conseil, du 14 août 1879, relatifs au paiement des médecins des asiles et au logement des médecins du gouvernement, 80.

Asile de la Providence :—Correspondance entre le gouvernement et les Religieuses de la communauté de la Providence, antérieure et relative à la passation du statut de 1879, concernant l'obligation pour les propriétaires des asiles de nommer, à leurs frais, un médecin pour les malades des dits asiles, 80.

Asiles d'aliénés :—Etat indiquant le nombre et les noms des institutions religieuses ou des personnes avec lesquelles le gouvernement a correspondu ou fait des arrangements en vertu de la section quatre du chapitre quarante-un du statut de cette province, 53 Victoria, 71. Réponses, 115, 123. (*Documents Nos. 57a et 57b.*)

Asile de St-Jean de Dieu :—Correspondance et documents concernant l'enquête tenue en 1878, au sujet de l'asile d'aliénés de St-Jean de Dieu, dans le district de Montréal, 80.

Médecins dans les asiles :—Copie de l'ordre en conseil, du 14 août 1879, relativement à la nomination et au paiement des médecins dans les asiles, 80. Réponse, 90. (*Document No. 48.*)

St-Isidore :—Documents concernant le paiement du dernier versement de vingt piastres sur soixante, dû par le département de l'Instruction publique à certains contribuables de la paroisse de St-Isidore, comté de Dorchester, 85. Réponse, 187. (*Document No. 80.*)

Divers :

Documents relatifs à son élection contestée mis devant la Chambre, 4 ; Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre ; Son élection est confirmée par jugement en date du 11 septembre 1890, 5.

PICARD, M. JACQUES :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de WOLFE.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents ; Agriculture, immigration et colonisation, 27.

Motion :

Amendement (à la motion de M. Bernatchez, pour concours dans le second rapport du comité permanent d'agriculture),—que ce rapport soit renvoyé de nouveau à ce comité ; adopté, 50.

PICARD, M. JACQUES :—*Suite.*

Ordre de la Chambre :

Bissonnette, M. Octave :—Correspondance et documents au sujet de la concession du lot No. 38, du 2^{ème} rang du canton de Price, à M. Octave Bissonnette, en novembre 1886, 274.

PILON, M. JOSEPH :—Ex-député du comté de BAGOT.

Ordres de la Chambre demandés :

Agriculture :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années depuis 1882 à 1889, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91. (Ordre du 12 mars 1890, 363.) Réponse, 16. (*Document No. 18.*) *Impression ordonnée, 306.*

Barnard, E. A. :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1882. (Ordre du 20 février 1890, 254.) Réponse, 17. (*Document No. 24.*)

Travail des départements :—Etat comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant tous renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années. (Ordre du 20 janvier 1890, 86.) Réponse, 37. (*Document No. 40.*)

PINAULT, M. LOUIS FÉLIX :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de MATANE.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27.

Bills présentés :

Bill amendant la cédule No. 25 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au notariat, 67. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 33.)

Bill amendant les articles 1543 et 1998 du Code civil, tel qu'amendés par les articles 5811 et 5821 des S. R. de la P. Q., 87. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 39.)

Bill amendant l'article 3632 des S. R. de la province de Québec, concernant le notariat, 187.

Ordres de la Chambre :

Asiles d'aliénés :—Copie de tous les écrits, rapports, articles de journaux et autres documents semblables et à la disposition du gouvernement, concernant les asiles d'aliénés dans cette province, 39, 41. Réponse, 97. (*Document No. 53.*)

Buies, M. Arthur :—Copie des rapports de M. Arthur Buies sur les comtés de Témiscouata, Rimouski et Matane, 141. Réponse, 141. (*Document No. 69.*) *Impression ordonnée, 152.*

POULIOT, M. CHARLES EUGÈNE:—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de TÉMISCOUATA.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents ; Agriculture, immigration et colonisation, 27.

Présente le 10^e rapport du comité permanent des *Ordres permanents*, 206 ; 11^e, 243.

Bills présentés :

Bill pour amender les articles 218, 219 et 496 du Code de procédure civile, 171.

Bill pour amender les articles 1114 et 1115 du Code de procédure civile, 171.

Motions :

Sous-amendement (à l'amendement de M. LeBlanc à la motion pour seconde lecture du bill concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province),—qu'en consentant à la seconde lecture de ce projet de loi, cette Chambre désire faire honneur aux engagements légitimes de la province contractés avant 1887 et depuis, tant pour la construction des chemins de fer, le palais législatif et le palais de justice à Québec, la construction d'une prison, l'extension du palais de justice et les réparations des écoles normales Jacques-Cartier et McGill, à Montréal, la construction d'une école normale à Québec et autres travaux publics, que pour les écoles du soir, les ponts en fer, l'empierrement des chemins ruraux, le paiement des sommes nécessaires au règlement de la question dite des *Biens des Jésuites*, et autres causes d'importance majeure ; adopté, 311.

Que cette Chambre autorise l'impression du rapport de M. H. A. Turgeon sur la vallée de la Squateck, et celui de M. C. E. Damour, et que ces deux rapports soient publiés à la suite du rapport de M. Buies, dont ils sont le complément ; adoptée, 339.

Amendement pour renvoyer à 6 mois le comité général sur le bill relatif à la succession de feu l'honorable Chs. Séraphin Rodier ; négative, 107

Ordres de la Chambre :

Fraserville:—Lettres ou autres documents échangés depuis 1889 entre la ville de Fraserville ou autres personnes et le gouvernement, relativement aux déboursés faits par la ville de Fraserville, pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, 72. Réponse, 174. (*Document No. 77.*)

Squateck:—Rapports faits au département des terres de la Couronne concernant les terrains de la vallée de la Squateck et autres, en arrière du lac de Témiscouata, 141. Réponse, 245. (*Document No. 106.*)

POUPORE, M. WILLIAM JOSEPH ;—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député du comté de PONTIAC.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Comptes publics ; Chemins de fer, 27 ; Bibliothèque, 31 ; Code municipal, 37 ; Société des débardeurs de Québec, 249 ; Chemins à barrières de la Rive Nord, 275.

Nommé *Président* du comité spécial sur le bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec ; présente le 1er rapport, 252. Second, 275.

Pétition présentée :

De Andrew Thomson White et autres, tous de la ville de Pembroke, comté de Renfrew, province d'Ontario, 45 demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Smith's Creek Improvement Company*", 52.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation *The Smith's Creek Improvement Company*, 62.

Bill constituant en corporation la ville d'Aylmer, 74. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 84.)

Interpellation au Ministère :

Juges de paix :—Est-ce l'intention de leur distribuer les "Ouvrages de droit criminel pour les Juges de paix" ? 129.

Ordres de la Chambre :

Chapeau, Cour de circuit à :—Copie de toutes requêtes reçues par le gouvernement demandant le rétablissement de la Cour de circuit à Chapeau, 213.

Magistrats, Cours de :—Etat de toutes les cours de magistrats des nouveaux districts, depuis 1882 jusqu'à présent ; nom de chaque magistrat, ainsi que le traitement qui lui est alloué, 72. Réponse, 90. (*Document No. 49.*)

Orignaux :—Copie de tous rapports ou documents concernant la destruction illicite des orignaux dans cette province, 182.

Motions :

Amendement (à la motion pour seconde lecture du bill pour amender et refondre la loi des mines),—que cette Chambre regrette que... le gouvernement persiste à vouloir imposer des taxes sur nos mines, dont le développement n'est encore que dans l'enfance, aussi qu'au lieu d'encourager les prospecteurs à faire de nouvelles découvertes, le gouvernement a l'intention d'imposer de nouvelles charges à cette classe de personnes, dont l'effet sera d'arrêter les explorations et le développement de nos ressources minières ; qu'en conséquence, ce bill ne soit lu que dans six mois ; négativé, 305, 309.

POUPORE, M. WILLIAM JOSEPH :—*Suite.*

Qu'il soit résolu de demander au gouvernement de faire des lois qui mettent l'exploitation de nos forêts et de nos mines sur le même pied qu'elle se trouve dans les pays les plus avancés de l'Europe et de l'Amérique ; débat, ajourné, 138 ; Débat repris ; Motion adoptée, 270.

Amendement pour renvoyer à 6 mois la seconde lecture du bill concernant le paiement des gages des ouvriers, 143 ; adopté, 144.

RAINVILLE, M. HENRI B. :—Élu, le 17 juin 1890, député de la division No. 3 DE MONTRÉAL.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27.

Pétitions présentées :

Du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal, 9 ; demandant un acte l'autorisant à émettre des débentures, et pour autres fins, 14.

De la Corporation de la cité de Montréal, 27 ; demandant la nomination d'un inspecteur des élévateurs, 36.

De Dame Angélique Lapierre, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, 27 ; demandant un acte lui accordant des pouvoirs plus étendus et pour autres fins, 36.

De J. K. Ward et autres, tous de la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal, 31 ; demandant des amendements à la charte de la dite cité, 42.

De Joseph Oscar Fournier, de la ville de St-Jean, 49 ; demandant un acte autorisant le Barreau de cette province à l'admettre au nombre de ses membres, 60.

De Joseph N. Létourneau, docteur en médecine de la cité de Montréal, 49 ; demandant un acte le déclarant membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 60.

De l'honorable Joseph Rosaire Thibault, sénateur et autres, tous de la cité de Montréal, 49 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Provincial Agency*" (*limited*), 60.

De C. A. Geoffrion *et al*, tous de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, 49 ; demandant un acte les constituant en corporation de village, 60.

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, 49 ; demandant un acte les autorisant à émettre des débentures, 60.

De la compagnie "*The Royal Electric Company*", 49 ; demandant des amendements à sa charte, 60.

RAINVILLE, M. HENRI B. :—*Suite.*

Du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal, 49 ; demandant un acte déclarant final l'acte de partage entre les héritiers Boudrias, 60 ;

De "*The Montreal Safe Deposit Company*", 49 ; demandant des amendements à sa charte, 60.

Bills présentés :

Bill rendant définitif un partage entre les héritiers Boudrias, 70. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 97.)

Bill autorisant les Bureaux de commissaires d'écoles de la cité de Montréal, à émettre des obligations, 55. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 53.)

Bill relatif à la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, 55. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 96.)

Bill modifiant la loi constituant en corporation la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 81.)

Bill constituant en corporation le village de Dorion, (St-Michel de Vaudreuil,) 70. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 57.)

Bill (du Conseil législatif) pour l'admission de Joseph Oscar Fournier à la pratique du droit, après eux-même, 146. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 102.)

Bill (du Conseil législatif) pour déclarer Joseph Narcisse Létourneau, membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 140. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 103.)

Bill (du Conseil législatif) amendant l'acte 52 Vic., ch. 72, constituant en corporation la compagnie dite *Montreal Safe Deposit Co.*, 140. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 75.)

Bill (du Conseil législatif) amendant l'acte 47 Vic., ch. 55, constituant en corporation la compagnie royale d'électricité, 175. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 76.)

Bill (du Conseil législatif) pour incorporer la compagnie provinciale d'agence, (limitée), 176. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 77.)

Ordre de la Chambre :

Laurentides :—Correspondance échangée entre les municipalités de Ste-Anne des Plaines, St-Lin, la ville des Laurentides et le gouvernement, au sujet de leurs souscriptions au fonds capital de la Compagnie de chemin de fer des Laurentides, 79, 80. Réponse, 297. (*Document No. 117.*)

RINFRET DIT MALOUIN, DR. RÉMI FERDINAND :—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député de QUÉBEC-CENTRE.

Fait partie du Comité suivant :

Industries, 27.

Pétitions présentées :

Huit pétitions de Joseph Blondeau et autres, tous citoyens de la cité de Québec, 116 ; demandant la passation d'une loi annulant la loi constituant légalement la Société bienveillante des débardeurs de Québec, 127.

Bill présenté :

Bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, 153. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch 72.)

Motion :

Que l'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger l'acte incorporant la Société bienveillante des journaliers de navires, de Québec, soit rescindé et que ce bill soit renvoyé à un comité spécial ; objection ; M l'Orateur laisse à la Chambre l'initiative de l'action à prendre sur ce bill ; amendement de l'hon. M. *Mercier* pour renvoyer de nouveau ce bill au comité des ordres permanents, adopté, 211.

Adresse :

Journaliers de navires :—Correspondance et documents au sujet de la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec, ainsi que des procédures dans la cause de Sa Majesté la Reine, contre la dite société, et dans la cause *Paradis vs la dite société*, etc., 138. Réponses, 148, 175. (*Documents No. 74a et No. 74b.*)

ROBERTSON, HONORABLE JOSEPH GIBB :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de SHERBROOKE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des Comités permanents, 19 ; Bills privés ; Comptes publics, 27. Société des débardeurs de Québec, 240.

Pétitions présentées :

Des Révérends Adam Burwash et H. C. Barnes de Sherbrooke, 81 ; demandant séparément des amendements à la loi des licences, 92.

De R. G. Bray *et al.*,—de Isaïe Thérien *et al.*—de R. W. Heneker *et al.*, 104 ; et de R. H. Tylee *et al.*, des cantons d'Ascot et de Lennoxville, 127 et de George Picken *et al.*,—de W. Smith *et al.*,—et de Robert Hooper *et al.*, 252, demandant séparément, qu'aucune taxe ne soit mise sur les produits des mines en cette province, et que l'article 1544 des Statuts révisés de Québec soit remis en vigueur, 116, 138, 269.

ROBERTSON, HONORABLE JOSEPH GIBB :—*Suite.*

Bills présentés :

Bill interprétant et modifiant l'article 1080 du Code municipal, 37.

Bill faisant revivre et étendant l'exemption des taxes municipales pour certaines propriétés minières, accordée en vertu de l'article 1544 des S. R. de la P. Q., 55 Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 16).

Bill pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes, 112. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 43).

Motions :

Amendement (à la motion pour 3^e lecture du bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non-consolidée de la province), —que ce bill soit renvoyé à un comité général pour y insérer une clause à l'effet, — que les obligations dont l'émission est autorisée par la présente loi devront être offertes à la compétition publique par le gouvernement à un taux *minimum* fixe qui devra être mentionné dans les avis offrant ces obligations en vente ;—négativé par un sous-amendement de M. Desmarais, 313.

Adresses :

Actif et passif de la province :—Etat complet et entier de l'actif et du passif de la province, afin de mettre la Chambre au courant de la situation financière actuelle. Adresse, 41. Réponse, 114. (*Document No. 55.*)

Lettres de crédit :—Liste complète des lettres de crédit ou promesses de futur paiement émises par les départements du service administratif, respectivement, depuis le premier mars 1890 jusqu'à ce jour, 41.

ROBIDOUX, HONORABLE JOSEPH EMERY :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de CHATEAUGUAY.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Privilèges et élections ; Comptes publics ; Législation, 27 ; Bibliothèque ; Impressions, 31.

Pétitions présentées :

De Frédéric Pratt, gentilhomme, et de Dame Marie Albina Thibault, son épouse, 42 ; demandant un acte validant leur mariage, 45.

Du Révérend Joseph Antoine Rivest et autres, 42 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie de l'Aqueduc Bourget de Rigaud, 45.

De Alphonse Desjardins et autres, tous de la cité de Montréal, 45 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Montréal et de raccordement du Pacifique, 53.

ROBIDOUX, HONORABLE JOSEPH EMERY :—Suite.

De John W. Hopkins et autres, tous architectes, de la cité de Montréal et de la cité de Québec, 45 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Association des Architectes de la province de Québec, 53.

De Sir Donald Smith et autres, 48 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Royal Canadian Trust and Fidelity Company*," 60.

Bills présentés :

Bill à l'effet de légaliser certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique de Notashkuan, sur la côte du Labrador, 15. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 51.)

Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie, 15. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 46.)

Bill pour amender les Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'Orateur de l'Assemblée législative, 15. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 8.)

Bill amendant les S. R. de la P. Q. relativement à l'interprétation des statuts, 94.

Bill pour amender les S. R. de la P. Q. concernant le service civil, 51. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 11.)

Bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels, 87. Sanctionné, 341. (54 Vic., ch. 48.)

Bill concernant l'enregistrement des donations et des titres portant création de substitution, 15.

Bill pour enlever tout doute quant à l'application de l'article 5460 des S. R. de la P. Q. à la liquidation des sociétés de construction, 45.

Bill amendant le chapitre deuxième de l'acte 52 Vic., relativement à la représentation de l'Assemblée législative, 94. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 7.)

Bill constituant en corporation l'association dite *The Royal Canadian Trust and Fidelity Company*, 66.

Bill validant quant aux effets civils le mariage contracté entre Frédéric Pratt et Marie Albina Thibault, 55. Réservé pour la sanction du Gouverneur-Général, 344.

Bill constituant en corporation la Compagnie de l'aqueduc Bourget de Rigaud, 55.

Bill constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, 63. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 59.)

Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Montréal et de la jonction du Pacifique, 63. Sanctionné, 343. (64 Vic., ch. 93.)

Bill amendant de nouveau la loi des jurés, 94. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 24.)

Bill concernant l'expropriation, 140. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 38.)

ROBIDOUX, HONORABLE JOSEPH EMMY :—*Suite.*

Bill amendant certains dispositions du Code de procédure civile et des Statuts refondus, 153. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 41.)

Bill amendant l'article 6013 des S. R. de la P. Q., relatif, aux magistrats de districts 207. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 49.)

Bill relatif aux enquêtes par sténographie dans les causes civiles, 286.

Bill (du Conseil législatif) nommant les membres du Conseil législatif juges de paix *ex-officio*, 219.

Motions :

Que cette Chambre se forme en comité sur résolutions :—

Relativement aux traitements des sous chefs des départements publics, 47, 48.

Concernant les sténographes officiels, 276, 286.

Que le bill amendant les Statuts révisés concernant le service civil soit lu la seconde fois ; adoptée, 68.

Que l'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec soit rescindé et que ce bill soit de nouveau renvoyé à un comité général avec instruction de l'amender ; adoptée, 191.

Divers :

Nommé membre de la Commission de l'économie interne de la Chambre, 10.

Informe le Greffier de la Couronne en chancellerie que le siège de *Charles Langelier*, Ecr., est devenu vacant par le fait de sa nomination comme *Président du Conseil exécutif* et requérant qu'un nouveau bref soit émis pour *Montmorency*, 3.

Informe la Chambre que le Lieutenant-gouverneur recommande certaines mesures, 47, 286.

ROCHELEAU, M. ANTOINE :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de CHAMBLY.

Fait partie des Comités suivants :

Comptes publics ; Agriculture, 27 ; Code municipal, 37 ; Sous-comité d'agriculture, 110.

Motion :

En comité d'agriculture propose certaine résolution concernant l'ensilage ; adoptée, 197.

ROCHON, M. ALFRED :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté d'OTTAWA.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Industries, 27. Chemins à barrières de la Rive Nord, 275.

Bills présentés :

Bill amendant l'article 2144a du Code Civil, tel qu'amendé par la 52^{ème} Vict., chap. 16, 55.

Bill modifiant la constitution de la Législature de la province de Québec, en ce qui à rapport au Conseil législatif, 118.

Bill pour amender l'article 4705 des S. R. de la P. Q., relativement aux pouvoirs généraux des compagnies à fonds social, 344. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 35.)

Ordre de la Chambre :

Réserve forestière :—Copie de toute lettre adressée au gouvernement, au sujet de la loi de la réserve forestière et la réserve perpétuelle des pins, 253. Réponse, 297. (*Document No. 116.*)

SHEHYN, HONORABLE JOSEPH :—Réélu, par acclamation, le 10 juin 1890, député du district électoral de QUÉBEC-EST.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 23 ; Industries, 27 ; Impressions, 31.

Bills présentés :

Bill amendant la loi des licences, 269. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 13.)

Bill amendant l'acte 51-52 Vic., ch. 9, concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, 202. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 3.)

Bill concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province et pour autres fins, 291. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 2.)

Bill concernant le règlement, par arbitrage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces, 304. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 4.)

Bill des subsides, 337. Sanctionné, 344. (54 Vic., ch. 1.)

SHEHYN, HONORABLE JOSEPH :—*Suite.*

Motions :

Seconde la motion, que l'honorable *F. G. Marchand* soit élu Orateur ; adoptée *nemine contradicente*, 2.

Que cette Chambre se forme en comité sur résolutions :

Concernant les subsides, 26, 130, 131, 147, 149.

Concernant les voies et moyens, 26, 337.

Concernant la loi des licences, 87, 254.

Concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, 88, 201.

Concernant la vente et l'inspection des liqueurs, 147, 202.

Concernant l'émission de débentures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée, 243, 274, 279, 282.

Concernant certaines résolutions concernant le règlement, par voie d'abritage, des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces dites provinces, 298, 302.

Adresse :

Au Lieutenant-Gouverneur l'informant que cette Chambre a passé des résolutions demandant au gouvernement fédéral d'adopter certaines mesures pour la vente et l'inspections des liqueurs, et priant Son Honneur de vouloir bien transmettre copie de ces résolutions aux autorités fédérales, 248.

Divers :

Nommé membre de la Commission de l'économie interne de la Chambre, 10.

Informe le Greffier de la Couronne en chancellerie que le siège de *Charles Langelier*, Ecr., est devenu vacant par le fait de sa nomination comme *Président du Conseil exécutif* et requérant qu'un nouveau bref soit émis pour *Montmorency*, 3.

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 274.

Mis devant la Chambre les documents suivants :

Cautionnements :—État des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 27 janvier 1890 au 12 novembre 1890, 31 ; tel que requis par l'article 633 des S. R. P. Q. (*Document No. 38.*)

Comptes publics :—État des—, de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1890, 67. (*Document No. 3.*)

Estimés :—Estimés supplémentaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1891 ; et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1892 ; renvoyés au comité des subsides, 88. (*Voir Subsides.*) (*Document No. 1.*)

SHEHYN, HONORABLE JOSEPH :—*Suite.*

Rapports du Conseil et mandats spéciaux :—Etats des rapports du Conseil et mandats spéciaux en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, art. 47, préparé par l'auditeur de la province, 27. Imprimé, 28.

Recettes et paiements :—Etat des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1^{er} juillet jusqu'au 31 octobre 1890, 86. (*Document No. 46.*)

Remise de droits :—Etat de tous les droits, taux infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier 1890 au 4 novembre 1890, 11. (*Document No. 12.*) *Impression ordonnée, 305.*

SPENCER, M. ELIJAH EDMUND :—Réélu, le 17 juin 1890, député du comté de MISSISSQUOI.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents ; Agriculture ; Industries, 27 ; Code Municipal, 37.

Interpellations au Ministère :

Dominion Bridge Co., de Lachine :—Lui a-t-il été accordé quelques contrats, depuis le 1^{er} mars 1890 ? 128.

Philipsburg, Farnham et Yamaska :—Le subside accordé originairement à la Cie du chemin de fer—lui sera-t-il voté de nouveau ? 95.

Adresse :

Ponts :—Correspondance, soumissions, contrats et documents etc., ayant rapport aux ponts sur les rivières suivantes :

Du Loup, à Louiseville ;
Le Bras, à St-Eugène de l'Islet ;
Trois-Saumons, à l'Islet ;
Boyer, à St-Michel de Bellechasse ;
St-François, aux chutes de Brompton, 156.

STE-MARIE, M. LOUIS :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de NAPIERVILLE.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Industries, 27 ; Chemins de fer, 35.

Présente le 3^e rapport du comité permanent d'Agriculture, 53.

TAILLON, HONORABLE LOUIS OLIVIER :—Ex-député du comté de MONTCALM.

Ordres de la Chambre demandés :

Bachand, Révd. J :—Documents relatifs à l'item 11 du budget de 1890, savoir : " Rev. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00." (Ordre du 17 février 1890, 236.) Réponse, 17. (*Document No. 26.*) *Impression ordonnée, 306.*

Juges de la Cour supérieure, Montréal :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les cinq dernières années, concernant la nomination de juges de la cour supérieure pour Montréal. (Ordre du 5 mars 1890, 309.) Réponse, 17. (*Document No. 22.*)

TESSIER, M. JULES :—Réélu, le 17 juin 1890, député du Comté de PORTNEUF.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Bills privés ; Comptes publics, 27.

Nommé *Président* du comité permanent des *bills privés*, 36 ; présente divers rapports de ce comité, 74, 76, 82, 86, 92, 105, 117, 139, 146, 175, 180, 187, 193.

Pétitions présentées :

De la Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, 45 ; demandant des amendements à sa charte, à l'effet de prolonger le temps accordé pour l'exécution des travaux, 52,

Du Conseil de ville de la ville de Rimouski, 45 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 52.

De Charles F. Smith *et al* ; demandant un acte concernant la succession de feu James McCready ; lue et reçue, 189.

Six pétitions de l'Assemblée Jacques-Cartier No. 10674 des Chevaliers du travail, 60 ; demandant séparément :

1. Qu'il soit passé une loi prohibant le travail des garçons au-dessous de seize ans et des filles au-dessous de dix-huit ans, dans l'industrie du tabac ; cette industrie étant très insalubre, 70 ;
2. Que, pour permettre aux ouvriers d'exercer leur privilège de citoyens, il soit accordé une demi journée de congé le jour de votation des élections provinciales, 70 ;
3. Que la loi du cens électoral soit amendée de manière à donner le droit de vote à tout homme âgé de vingt un ans et gagnant \$300 piastres par année, 70 ;
4. Que les conseils municipaux aient le droit de passer des lois régularisant la construction des échafaudages, et que des inspecteurs soient nommés pour faire respecter ces lois, 70 ;

TESSIER, M. JULES :—*Suite.*

5. Qu'il soit passé une loi garantissant aux ouvriers et journaliers le premier gage ou hypothèque sur le produit de leur travail, pour le montant entier de leurs salaires, 70 ;
6. Qu'il soit passé une loi déterminant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail, 70 ;
7. Qu'il soit passé une loi rendant l'instruction gratuite et obligatoire, 70.

Bills présentés :

Bill concernant la succession de feu James McCready, 189. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 101.)

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, 62. (Bill transféré plus tard à M. Laliberté.) Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 92.)

Motion :

Sous-amendement à la motion pour seconde lecture des résolutions concernant les asiles d'aliénés ; adopté, 209.

TESSIER, M. AUGUSTE :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de RIMOUSKI.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27 ; Bibliothèque, 31. Code municipal, 37 ; Société des débardeurs de Québec, 249.

Bills présentés :

Bill modifiant la loi 32 Vic., ch. 71, qui constitue en corporation la ville de St-Germain de Rimouski, 62. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 82.)

Bill pour amender l'article 5814 des S. R. de la P. Q., ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions, 94. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 40.)

Interpellation au ministère :

Surintendant de l'instruction publique,—la charge de—sera-t-elle abolie ? 38.

Ordre de la Chambre :

Instruction publique :—Correspondance au sujet de la nomination d'un ministre de—, de la nomination d'un inspecteur général, et de la division de nouveaux districts d'inspection, 121.

Divers :

S'oppose à la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant les chemins à barrières, près de Québec, parceque ce bill affecte le revenu public ; M. l'Orateur remet

TESSIER, M. AUGUSTE :—*Suite.*

sa décision à la séance suivante, 220. Décide que ce bill, tout en étant de la nature d'un bill public, affecte des droits particuliers et pour ces raisons et afin de concilier d'une manière équitable les justes droits du public avec les légitimes intérêts des particuliers, il conseille à la Chambre de référer ce bill à un comité spécial où les parties intéressées pourront exposer leurs prétentions respectives, 271.—Voir *Marchand*, l'hon. F. G. ; *No. 17* de ses décisions ; *Vol. 25* ; *2e session de 1890*.

TURGEON, M. ADÉLARD :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de BELLECHASSE.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 27 ; Impressions, 31.

Pétition présentée :

Du Conseil municipal de la paroisse de St-Cajetan d'Armagh, 252 ; demandant un acte érigeant la dite paroisse en municipalité séparée et pour autres fins, 269.

Bills présentés :

Bill amendant l'article 1080 du Code municipal, 32.

Bill établissant certaines mesures de prévoyance en faveur des employés publics et de leurs familles, 70.

Bill pour amender le chapitre 41 de l'acte 45 Victoria, 147. Sanctionné, 343. (54 Vic., ch. 56).

Interpellations au Ministère :

Bibliothèque du Code civil de DeLorimier :—Sera-t-elle distribuée aux nouveaux députés ? 69.

Dictionnaire généalogique de l'Abbé Tanguay :—Sera-t-il distribué aux nouveaux députés ? 69.

Ordres de la Chambre :

Chauveau, Hon. P. J. O. :—Correspondance au sujet de l'achat de la bibliothèque de feu l'honorable P. J. O. Chauveau, 339. Réponse, 339. (*Document No. 125.*)

Chemins à barrières de la Rive Nord :—Rapports de l'inspecteur des chemins, sous le contrôle de la commission de la Rive Nord, à Québec, sous l'autorité de la 47 Vict., chap. 82, 72. Réponse, 115. (*Document No. 58.*)

Inspection hygiénique des manufactures :—Documents en la possession du gouvernement, concernant l'inspection hygiénique médicale des manufactures et des ateliers, 55, 72.

TURGEON, M. ADÉLARD :—*Suite.*

Motions :

Sous-amendement (à la motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant l'émission de débetures provinciales pour pourvoir au paiement de la dette non consolidée de la province),—qu'en votant la troisième lecture de ce projet de loi, cette Chambre ayant confiance dans le gouvernement, espère qu'il fera ce qui doit être fait honnêtement et prudemment, dans des circonstances, en rapport avec cet emprunt ; adopté, 314.

Que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement mettre à effet le testament de feu l'honorable P. J. O. Chauveau, concernant sa bibliothèque, et acheter celle-ci, s'il le juge convenable ; motion adoptée *nemine contradicente*, 339.

VILLENEUVE, M. JOS. OCTAVE :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de HOCHELAGA.

Fait partie des Comités suivants :

Comptes publics ; Industries, 27.

Pétitions présentées :

De la Corporation de la ville de la Côte St-Antoine, 31 ; demandant des amendements à sa charte, 42.

De William O'Meara et autres, de la paroisse St-Gabriel de Montréal, 105 ; demandant des amendements à la loi des licences, 116.

Bill présenté :

Bill modifiant les actes relatifs à la Corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 83).

WATTS, M. WILLIAM JOHN :—Elu, le 17 juin 1890, député du comté de DRUMMOND.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 19 ; Bills privés ; Chemins de fer, 27.

Pétitions présentées :

Du Conseil de ville de la ville de Drummondville, 27 ; demandant des amendements à sa charte, 36.

De James Miller *et al.*, 35 ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la Compagnie de chemin de fer de Drummondville et Richmond, 45.

De F. X. E. Demers *et al.*, tous de la ville de Drummondville, 35 ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, 45.

WATTS, M. WILLIAM JOHN :—*Suite.*

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, 35 ; demandant des amendements à sa charte, 45.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de Drummondville, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 69.)

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Drummondville et Richmond, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 89.)

Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, 55. Préambule non prouvé, 105.

Bill amendant l'acte constituant en corporation la ville de Drummondville, 50. Sanctionné, 342. (54 Vic., ch. 86.)

Bill concernant le paiement des gages des ouvriers, 83.

Adresses et Ordre de la Chambre :

Wendover :—Correspondance concernant le tracé de ligne entre le canton de Wendover et la seigneurie de Courval, en y comprenant les rapports des arpenteurs Bouchette et Dame, 290.

Wickham :—Documents concernant la ligne de division entre les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} rangs de Wickham, comté de Drummond, 97. Réponse, 136. (*Document No. 66.*)

Motions :

Que le bill concernant le paiement des ouvriers soit lu la seconde fois ; seconde lecture renvoyée à six mois, 143.

Que le nom de M. Girouard soit substitué au sien sur le bill amendant la charte de Drummondville ; adoptée, 181.

Divers :

Propose que son nom soit retranché du bill amendant la charte de Drummondville et que celui de M. Girouard lui soit substitué, 181.

DOCUMENTS DE LA SESSION

Liste des documents dont l'impression a été ordonnée.

- No. 12.—Etat détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier 1890 au 4 novembre 1890, tel que requis par l'acte 31 Victoria, chapitre 9, section 61, sous-section 2 (article 826 S. R. P. Q.), 305.
- No. 13.—Copie des ordres en conseil, passés depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session,— Statuts refondus, article 675, 306.
- No. 14.—Réponse à adresse,—Etat indiquant le nombre, la date et le montant de toutes les lettres de crédit émises par le gouvernement ou par aucun des départements, depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 18 mars 1889, ainsi que la nature de telles lettres de crédit, et la raison pour laquelle elles ont été émises ; aussi le nombre et le montant respectif de celles qui ont été honorées et de celles qui sont encore dues, 306.
- No. 15.—Réponse à adresse,—Copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier ; aussi pour autres renseignements, 306.
- No. 18.—Réponse à ordre,—Etat comparatif des sommes dépensées, par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années 1882-83, 1883-84, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91 ; cet état donnant, pour chaque item la rubrique spéciale portée dans les comptes publics, ou dans les budgets de l'année courante et de l'année prochaine, 306.
- No. 21.—Réponse à ordre,—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69, mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des Comptes publics pour 1889, de la manière suivante : "Commissaire des travaux publics pour faire face à certaines dépenses," 306.
- No. 25.—Réponse à adresse,—Copie de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la couronne, passés, depuis le 1er janvier 1881 jusqu'au 20 février 1890, 306.
- No. 26.—Réponse à ordre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun des membres du Conseil exécutif, et le révérend J. Bachand, curé de Saint-Edouard de Knowlton, ou les commissaires d'écoles de cette municipalité scolaire, ou aucun d'eux, et tout autre personne, concernant la somme de \$300.00 entrée dans le détail de l'item 11 du budget supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1890, 306.

-
- No. 28.—Réponse à ordre,—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Naegelé et Bureau, avec addition du total des dépenses, 306.
- No. 35.—Réponse à adresse,—Copie de tous les documents, quittance, subrogation, etc., etc., se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés " Biens des Jésuites ; "
2. Copie de toute correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des biens des Jésuites, 307.
- No. 39.—Réponse à ordre,—Copie des ordres en conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits " des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet, 307.
- No. 42.—Réponse à adresse,—Copie de tous ordres en conseil, déterminant la distribution des deniers de colonisation pour 1889-90 et 1890-91, dans chaque comté de la province, 307.
- No. 45.—Réponse à adresse,—Copie de l'ordre en conseil, du 27 mars 1888, modifiant l'ordre en conseil du 11 août 1886, relativement aux travaux de décorations de la façade du Palais législatif, 307.
- No. 47.—Réponse à adresse,—Copie du marché passé entre M. Charles Berger, entrepreneur, et le gouvernement ou le département des travaux publics, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal, 307.
- No. 51.—Réponse à ordre,—Etat de toutes les remises faites aux différentes municipalités sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le 12 février 1890, mentionnant les montants dus, en capital et intérêt, et les dates de ces remises, 307.
- No. 52.—Réponse à adresse,—Copie de la correspondance échangée entre la maison Gilmour & Cie, ou l'un quelconque de ses membres, et le gouvernement actuel, ou l'un quelconque des départements de l'administration, ou l'un des ministres, se rapportant, soit au procès du Père Paradis *et al.*, contre Allen Gilmour *et al.*, soit aux terres à bois dont il est fait mention dans le procès, soit aux frais du dit procès, soit aux expéditions de toute réclamation ou mémoire présenté par MM. Gilmour & Cie, à ce sujet, 307.
- No. 54.—Réponse à adresse,—Copie de la lettre du 7 juin 1890, adressée, par l'honorable P. Garneau, au Président de la Compagnie du chemin de fer et de navigation du Lac St. François, Lambton, comté de Beauce, 307.
- No. 60.—Réponse à ordre,—Correspondance et tous documents se rapportant à l'empierrement des chemins municipaux, avec en outre un état, depuis le 31 janvier 1887, des sommes promises ou dépensées sur tels chemins, et la date de ces promesses ou de ces octrois, 307.

- No. 61.—Réponse à ordre,—Copie de la lettre adressée par l'honorable Premier Ministre, ou l'un des honorables Ministres, à John Whyte, écr., de Leeds, Mégantic, en date du mois de mai ou juin derniers, ayant rapport à une subvention donnée ou à être donnée à la Compagnie du chemin de fer rapide de Québec et Boston, 307.
- No. 62.—Réponse à adresse,—Copie d'une lettre adressée par le gouvernement ou en son nom, par aucun de ses membres, au Dr Fiset, député fédéral, ou à toute autre personne, dans le comté de Matane, dans le cours des mois de mai ou juin derniers, relativement à un subside en faveur du chemin de fer de Matane, 307.
- No. 63.—Réponse à ordre,—Correspondance et rapports des architectes employés à la reconstruction et aux réparations de l'école normale de Montréal, 308.
- No. 64.—Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et toutes autres personnes intéressées dans les fabriques de sucre de betterave de Berthier, ou Farnham, depuis janvier 1890, 308.
- No. 69.—Réponse à ordre,—Copie des rapports de M. Arthur Buies sur les comtés de Témiscouata, Rimouski et Matane, 152. Le rapport de M. H. A. Turgeon sur la Vallée de la Squateck et celui de M. C. E. Damour, 339.
- No. 70.—Réponse à ordre,—Tableau faisant voir le nom des municipalités corporatives ou particulières qui ont obtenu ou demandé de l'aide pour la construction de ponts en fer, depuis janvier 1887, 308.
- No. 71.—Réponse à ordre,—Copie de la correspondance échangée entre l'Exécutif de la province de Québec et toute personne, à propos de la remise de la dette municipale de St-Michel de Bellechasse, 308.
- No. 73.—Réponse à ordre,—Copie de la déclaration écrite, lue par l'honorable Honoré Mercier, Premier Ministre, au nom du gouvernement, à une assemblée publique tenue à St-Martin, dans le comté de Laval, lors des dernières élections, quelques jours avant la votation, allant à dire que le gouvernement se proposait d'abolir les taux de péage sur les ponts et barrières, 308.
- No. 81.—Réponse à ordre,—Copie du rôle de paie indiquant les noms, les dates et la nomination de tous les officiers, commis ou employés au palais de justice de Québec, pour les mois de décembre 1886 et janvier 1887, et aussi pour copie du rôle de paie semblable pour le mois d'octobre 1890, 308.
- No. 86.—Réponse à ordre,—Etat des dépenses totales du procès de Rémi Lamontagne, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, 308.
- No. 87.—Réponse à ordre,—Etat des dépenses totales du procès de Léda Lamontagne, à Sherbrooke, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, 308.
- No. 89.—Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," ou aucun de ses officiers, pour l'obtention d'une subvention en terre ou en argent, 308.

-
- No. 90.—Réponse à ordre,—Copie de toutes lettres, correspondances et documents se rapportant à la promesse par le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, d'une subvention au chemin de fer du Cap-Rouge, 308.
- No. 91.—Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance échangée entre la Compagnie de chemin de fer de St-Laurent et Adirondack, ou ses procureurs, représentants, etc., et le gouvernement de la province de Québec, relativement à un octroi de subsides en faveur de cette compagnie, 308.
- No. 92.—Réponse à un ordre,—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement, année par année, pour la construction du Palais législatif, montrant, en colonnes différentes, les sommes payées en à-compte du contrat et celles payées pour extras, 308.
- No. 93.—Réponse à ordre,—Copie de toute correspondance et tous autres documents se rapportant à la promesse, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres, d'une subvention en terre ou en argent pour le pont de l'Metabetchouan, sur le chemin de fer du Lac St-Jean, 309.
- No. 94.—Réponse à un ordre,—Copie de toute correspondance, échangée entre le gouvernement, le département d'agriculture et toutes personnes du comté de Bagot, au sujet du dessèchement de terrains des 20ème et 21ème rangs du canton d'Upton, dans le comté de Bagot, 309.
- No. 109.—Réponse à ordre,—Etat détaillé des divers comptes, avec leurs dates, compris dans la somme de \$5,000 mentionnée aux Comptes publics de 1889-1890, comme payment *re* chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental (dépenses du trafic), 309.
- No. 112.—Réponse à ordre,—Etat indiquant quelle est l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence et les noms des porteurs des dites licences le nom des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuels de ces limites ; aussi quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années, 309.
- No. 119.—Réponse supplémentaire à ordre,—Etat indiquant quelle est l'étendue des terres de la Couronne actuellement sous licence et les noms des porteurs des dites licences, le nom des acquéreurs originaires, le *bonus* qu'ils ont payé et le nom des détenteurs actuelles de ces limites ; aussi quelles sont les limites dans lesquelles aucunes opérations n'ont été faites durant les dernières cinq années, 309.
- No. 145.—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur toutes les élections qui ont eu lieu depuis le 14 octobre 1886 jusqu'à ce jour, 309.